UNIVERSITE MONTESQUIEU – BORDEAUX IV

ECOLE DOCTORALE de SCIENCES ECONOMIQUES, GESTION ET DEMOGRAPHIE (E.D. 42)

DOCTORAT ès SCIENCES ECONOMIQUES

ENVOIS DE FONDS ET PAUVRETE
Le cas des Comores

Thèse présentée par
M. Imani YOUNOUSSA

dirigée par M. **Jean Pierre LACHAUD**, Professeur

soutenue publiquement

Septembre 2011

MEMBRES DU JURY

M. Yves André ABESSOLO,
Maître de Conférences agrégé, Université de Yaoundé, Cameroun**, rapporteur,**

M.Yves JEGOUREL,
Maître de Conférences, Université Montesquieu – Bordeaux IV,

M. Jean-Pierre LACHAUD,
Professeur, Université Montesquieu – Bordeaux IV, **directeur de thèse,**

M. François-Charles WOLFF,
Professeur, Université de Nantes, **rapporteur.**

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier M. le professeur Jean-Pierre LACHAUD, pour m'avoir encouragé à choisir ce sujet fort intéressant. Sa grande disponibilité, ses conseils, et la promptitude de ses réponses, m'ont beaucoup aidé et encouragé à avancer dans mes recherches. Mes remerciements s'adressent également à M. ABESSOLO, à M. JEGOUREL, et à M. le Professeur WOLFF, pour avoir accepté de faire partie des membres du jury de ma soutenance.

Je voudrais aussi exprimer ma reconnaissance envers l'ensemble des personnes morales et physiques qui ont facilité de manière diverse, à la réalisation de la présente thèse. En particulier, les institutions suivantes : l'Agence Universitaire de la Francophonie et l'Université des Comores. Je ne vais pas citer toutes les personnes qui m'ont aidé par l'envoi régulier des données statistiques et des publications au sujet des envois de fonds, au risque d'en oublier certaines. Il s'agit particulièrement des personnes qui travaillent dans les institutions suivantes : Banque Centrale des Comores (BCC) ; Banque mondiale Washington ; Commissariat général au Plan des Comores ; UNESCO – Paris ; UNFPA des Comores.

A tous les amis, collègues et personnalités, qui à travers les discussions et échanges, ont contribué d'une façon ou d'une autre à enrichir les résultats de cette recherche, je leur adresse mes sincères remerciements.

Un grand merci également, pour le soutien moral et affectif, de ma femme Sofia, qui grâce à son encouragement, m'a permis de reprendre le chemin de l'école après vingt ans passés dans la vie professionnelle. A mes sept enfants, qui avec l'ambiance familiale de tous les jours, me donnait l'occasion de faire des ruptures un peu forcées, après de longues journées de recherches. Je ne peux pas oublier ma famille élargie : mes sœurs et frères qui à travers le « contrat implicite » qui nous unit depuis l'enfance, m'a permis de revivre au quotidien, certaines réalités pratiques liées à mon sujet de thèse. Mes pensées vont naturellement vers ma mère, qui a sacrifié toute sa vie à m'élever et à me donner le goût de la réussite.

Cette thèse est dédiée à la mémoire de mon père, IMANI FOUMOUMA. De lui, j'ai appris le courage, la persévérance, la modestie et le goût des études.

Enfin, cette étude est aussi un encouragement destiné aux jeunes qui, confrontés aux irrationalités de la vie, ne croient plus au savoir. Je voudrais à travers cette thèse, leur témoigner que le savoir demeure la clé de l'avenir et du développement.

SOMMAIRE

Acronymes 6
Liste des tableaux 7
Liste des graphiques 9
Encadrés 10
Introduction Générale 13
I-1 Présentation des Comores 14
I.1.1 Géographie, démographie et économie 14
I.1.2 Religion, tradition et coutume 18
I.1.3 Le cadre macroéconomique 19
I.2 Fondement social des envois de fonds : le capital social 22
I.2.1 Notions de capital social 22
I.2.2 Les institutions sociales 28
I.2.3 Mesure du capital social 29
I.2.4 Fondement social des envois du fonds aux Comores 31
I.3. Plan de la thèse 32
Chapitre I Les envois de fonds : contexte international et comorien 36
1.1 Introduction du chapitre I 36
1.2 La migration internationale 36
1.2.1 Historique et situation actuelle de la migration internationale 36
1.2.2 Les différentes théories de la migration 42
1.2.3 Les réseaux de migration : un capital social favorisant la migration 50
1.3. Les envois de fonds dans le monde 53
1.3.1 Situation globale des envois de fonds, difficultés statistiques et dynamique 53
1.3.2 Les motivations d'envois de fonds 59
1.3.3 Impacts des envois de fonds sur la société et l'économie 62
1.3.4 Impacts des envois de fonds sur la pauvreté et les inégalités 75
1.4 - Les envois de fonds aux Comores : un atout ou un obstacle au développement ? 80
1.4.1 Les caractéristiques de la migration comorienne : historique et communauté migrante 82
1.4.2 Les envois de fonds des Comores : un atout pour le développement 91
1.4.3 Les envois de fonds aux Comores : un obstacle pour le développement 96
1.4.4 Essai de modélisation des envois de fonds adapté au cas des Comores 101
Conclusion du Chapitre I 104
Chapitre II : Importance statistique et sociale des envois de fonds aux Comores 106
2.1 Introduction du chapitre II 106

2.2 Les implications microéconomiques des envois de fonds 108
2.2.1 Importance des comoriens vivants à l'étranger 108
2.2.2 Pourquoi les comoriens émigrent-ils à l'extérieur ? 110
2.2.3 Importance des envois de fonds au sein des ménages 112
2.2.4 Nature des envois de fonds et régions bénéficiaires 115
2.2.5 Profil des ménages bénéficiaires des envois de fonds 116
2.2.6 Volume des envois de fonds dans le revenu des ménages 118
2.2.7 Déterminants des envois de fonds 126
2.2.8 Envois de fonds ou « contrat implicite entre le migrant et la famille d'origine » 138
2.3 Les implications macroéconomiques des envois de fonds 147
2.3.1 Données macroéconomiques des envois de fonds 147
2.3.2 Position des Comores dans le monde 149
2.3.3 Evolution des envois de fonds et de l'Aide Publique au développement aux Comores 150
2.3.4 Les envois de fonds : une ressource sûre, croissante pendant les crises dans les pays d'origine 152
2.3.5 Envois de fonds et balance des paiements 155
2.4.6 Envois de fonds et croissance économique 158
2.3.7 Peut-on parler d'effets « Brain Drain » aux Comores ? 161
2.3.8 Envois de fonds et modélisation macro-économique 163
2.4. Mode de transfert des envois de fonds 167
2.4.1 Le mode de transfert des envois de fonds dans le monde 167
2.4.2 Le mode de transfert des envois de fonds aux Comores 171
2.4.3 Les coûts de transfert suivant le mode utilisé 173
2.5.4 Initiatives internationales sur le mode de transfert des envois de fonds 174
2.6 Organisation sociale et rôle joué par les envois de fonds 176
2.6.1 Structure et organisation de la société comorienne, et importance de la tradition 177
2.6.2 Nature et importance des dépenses liées à l'organisation sociale .. 178
2.6.3 Le rôle joué par les envois de fonds dans le recouvrement des coûts sociaux 184
2.7 Conclusion du chapitre II 187
Chapitre III: Impacts des envois de fonds sur la pauvreté monétaire aux Comores 190
3.1 Introduction du chapitre III 190
3.2 Notion de Pauvreté et évolution aux Comores 191
3.2.1 La pauvreté monétaire : mesure de l'utilité des consommateurs 191
3.2.2 Contexte de la pauvreté aux Comores 196
3.3 Impact des envois de fonds sur la pauvreté : usage des dépenses observées 204
3.3.1 Problématique des envois de fonds sur le niveau de la pauvreté des ménages 204
3.3.2 Méthodologie 205
3.3.3 Impact des envois de fonds sur la pauvreté (données descriptives) 206
3.4 Aspects méthodologiques pour mesurer l'impact des envois de fonds sur la pauvreté 217
3.4.1 Revue de littérature 217

3.4.2 Le Biais de sélection dans l'échantillonnage et méthode de Heckman 218
3.4.3 Test de biais de sélection 219
3.4.4 Estimation du modèle de sélection (modèle logit binomial) 222
3.4.5 Estimation économétrique (Test de Heckman) 225
3.4.6 Estimation des dépenses 228
3.5 Impact des envois de fonds sur la pauvreté : usage des dépenses estimées 232
3.5.1 Pauvreté et dominance 232
3.5.2 Les envois de fonds par groupe de décile des ménages bénéficiaires des envois de fonds 236
3.5.3 Résultats obtenus de l'impact des envois de fonds sur la pauvreté 237
3.6 Synthèse et comparaison des résultats obtenus 246
3.7 Conclusion du chapitre III 249
Chapitre IV: Impacts des envois de fonds sur la pauvreté non monétaire aux Comores 251
4.1 Introduction du chapitre IV 251
4.1.1 Les difficultés de l'analyse non monétaire: 252
4.1.2 Plan du chapitre IV 252
4.2 L'approche de la pauvreté par les «capabilities» 255
4.2.1 Les potentialités 255
4.2.2 Les capacités 256
4.2.3 « Capabilities» et déclaration universelle des droits de l'homme 257
4.2.4 « Capabilities » et stratégies d'intervention des donateurs 258
4.3 Approche macro-économique : évolution des indicateurs de bien être 262
4.3 1 Analyse descriptive des indicateurs sociaux et des envois de fonds 262
4.3.2 Classement mondial des Comores suivant l'IDH, et le PIB par habitant 263
4.3.3 Envois des fonds et amélioration des « capabilities » aux Comores 266
4.3.4 Analyse économétrique des déterminants de l'IDH et rôle des envois de fonds 273
4.4 Approche microéconomique de la pauvreté non monétaire 276
4.4.1 Critiques de l'approche utilitariste 276
4.4.2 Combinaison de la fonction d'utilité et des « capabilities » 278
4.4.3 Indicateurs partiels 279
4.4.4 Indice multidimensionnel de la pauvreté non monétaire 305
4.5 Relation entre pauvreté monétaire, pauvreté non monétaire et envois de fonds 313
4.5.1 Analyse descriptive 314
4.5.2 Modèle économétrique : méthodologie 316
4.5.3 Résultats du modèle économétrique 318
4.6 Conclusion du chapitre IV 325
Conclusion Générale 327
C-1 Les principaux résultats de l'étude 327
C-2 Les implications de politique économique 333
C-3 Les prolongements possibles 336

Bibliographie.....340
Annexes.....357

Acronymes

AEP	Aide Extérieure Privée
AFCOL	Association en France des Comoriens du Littoral
AFD	Agence Française de Développement
ALC	Amérique Latine et Caraibes
APD	Aide Publique de Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
BAFD	Banque Africaine pour le Financement du Développement
BCC	Banque Centrale des Comores
BCG	Bilié de Calmette et Guérin (Vaccin contre la tuberculose)
BEI	Banque Européenne d'Investissement
CDE	Convention des Droits des Enfants
CFSI	Comité Français pour la Solidarité Internationale
CGP	Commissariat Général au Plan
CSP	Catégorie Socio Professionnelle
DIASCOM	Diaspora Comorienne
EAP	East Asian and Pacific
EBC	Enquête Budget Consommation
EIM	Enquête Intégrale des ménages
FADC	Fonds d'Appui au Développement Communautaire
FAO	Food and Agriculture Organization
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FECOM	Federation Comorienne
FGT	Foster, Greer et Thorbecke
FMI	Fond Monétaire International
FRPC	Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et Croissance Economique
GAFI	Groupe d'Action Financière
GED	Groupe d'Economie de Développement
GRDR	Groupe de Recherche et de réalisations pour le Développement Rural
G8	Groupe des Huit pays les plus puissants économiquement du monde
IDB	Inter-American Développement
IDE	Investissements Directs Etrangers
IDE	Investissement Direct Etranger
IDH	Indicateur de Développement Humain
IDHI	Indicateur de Développement Humain ajusté aux Inégalités
IMF	Intermédiation Financière
LARE-Efi	Laboratoire analyse recherche économie et finance internationale
MCO	Moindre Carré Ordinaire
MENA	Middle East and North Africa
NEF	New Economic Foundation
NELM	New Economics of Labour Migration
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
ODI	Overseas Development Institute
OIM	Organisation Internationale de Migration
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale

PAS	Programme d'Ajustement Structurel
PCUC	Programme de Co- développement en Union des Comores
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMI	Petites et Moyennes Industries
Polio	Vaccin contre une maladie infectieuse aigue chez l'enfant
PPA	Parité de Pouvoir d'Achat
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
RDH	Rapport Mondial de Développement Humain
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RND	Revenu National Disponible
RNDH	Rapport National de Développement Humain
STA	Société de Transfert d'Argent
TIP	Three 'I' Poverty
UN	United Nations
UNICEF	United Nations of International Children's Emergency Fund
USD	United State Dollar
VIH/SIDA	Virus Immunodéficience Humaine/ Syndrome Immunodéficience Acquise

Liste des tableaux

Tableau N°1.1 : Répartition des migrants internationaux (stock) suivant les continents d'accueil 38
Tableau N°1.2 : Evolution des envois de fonds dans les Pays en développement et dans le monde 54
Tableau N° 1.3 : Les impacts positifs et négatifs des envois de fonds 62
Tableau N°1.4 : Structure des envois de fonds par mode de transfert 81
Tableau 2.1 : Les motifs de la migration internationale suivant les îles en % 112
Tableau 2.2 : Répartition par île et par milieu de résidence des ménages bénéficiaires des envois de fonds et du volume des envois de fonds (%) 116
Tableau N° 2.3 : Part des envois de fonds dans les dépenses des ménages bénéficiaires des envois de fonds 119
Tableau N° 2.4 : Part des envois de fonds dans les dépenses des ménages bénéficiaires des envois de fonds 120
Tableau N° 2.5 : Les envois de fonds suivant le groupe de dépenses d'appartenance du ménage 121
Tableau N° 2.6 : Part des envois de fonds dans les dépenses des ménages bénéficiaires des envois de fonds suivant leur classe de dépenses et leur catégorie socio professionnelle (en%) 122
Tableau 2 .7 : Part des envois de fonds dans les dépenses des ménages bénéficiaires des envois de fonds, suivant le quartile des dépenses et selon le diplôme des chefs des ménages (en %) 123
Tableau 2.8 : Profil des migrants 124
Tableau 2.9 : Projets individuels exprimés par les migrants 125
Tableau 2.10 : Répartition de l'utilisation des envois de fonds aux Comores 126
Tableau 2.11 : situation économique des ménages selon que le ménage reçoit ou non des envois de fonds 129
Tableau 2.12 : situation démographique des ménages selon que le ménage reçoit ou non des envois de fonds 130
Tableau 2.13 : situation des ménages dans l'éducation selon que le ménage reçoit ou non des envois de fonds 131
Tableau 2.14 : Caractéristiques de l'habitat des ménages 132
Tableau 2.16 **:** Les dépenses par tête des ménages par catégorie socio professionnelle selon que le ménage reçoit ou non des envois de fonds 134
Tableau 2.17 : Coefficients de régression de l'estimation logistique binaire des déterminants des envois de fonds des migrants aux Comores 136

Tableau 2.18 : Coefficients de régression de l'estimation économétrique des déterminants du volume d'envois de fonds des migrants aux Comores 145
Tableau 2.19 : Résultats des simulations 146
Tableau 2.20 : Traits caractéristiques des 10 premiers pays bénéficiaires des envois de fonds (données 2006) 149
Tableau 2.21 : Evolution des envois de fonds, des biens et aide publique au développement 151
Tableau 2.22 : Evolution des transactions extérieures des Comores en millions de Fc 155
Tableau 2.23 : Evolution des importations et du taux d'inflation de Janvier à décembre 2007 157
Tableau 2.24 : Coefficients de régression de l'estimation du modèle de croissance incluant les envois de fonds aux Comores.....166
Tableau 2.25 : Envois de fonds suivant le mode de transfert.....172
Tableau 2.26 : Coûts des transferts pour un montant moyen de 300 Euros au départ de la France.....173
Tableau 3.1 : Mesure de la Pauvreté par île et pour l'ensemble du pays.....197
Tableau 3.2 : Mesure de la Pauvreté suivant le sexe du chef du ménage 198
Tableau 3.3 : Mesure de la Pauvreté suivant le sexe du chef du ménage 198
Tableau 3.4 : Mesure de la Pauvreté selon le statut du chef du ménage.....199
Tableau 3.5 : Mesure de la Pauvreté par île et pour l'ensemble du pays.....200
Tableau 3.6 : Mesure de la Pauvreté suivant le sexe du chef du ménage 201
Tableau 3.7 : Mesure de la Pauvreté suivant le lieu de résidence du ménage.....201
Tableau 3.8 : Mesure de la Pauvreté selon le statut du chef du ménage.....202
Tableau 3.9 : Mesure de la Pauvreté par île et pour l'ensemble du pays.....203
Tableau 3.10 : Pauvreté des ménages suivant la catégorie socio professionnelle.....206
Tableau 3.11 : Pauvreté des ménages suivant la catégorie socio professionnelle.....207
Tableau 3.12 : Pauvreté des ménages suivant le niveau d'instruction du chef de ménage(*) 209
Tableau 3.13 : Pauvreté des ménages suivant le lieu de résidence du ménage.....210
Tableau 3.14 : Pauvreté des ménages suivant le sexe du chef de ménage.....212
Tableau 3.15 : Pauvreté des ménages suivant le décile (sur la base des dépenses excluant les envois de fonds) 214
Tableau 3.16 : Pauvreté suivant le décile des ménages bénéficiaires des envois de fonds215
Tableau 3.17 : Coefficients de régression de l'estimation logistique binaire de l'équation de sélection.....223
Tableau 3.18 : Coefficients de régression de l'estimation de l'équation des revenus par moindre carré ordinaire et corrigé du biais de sélection (λ_i).....225
Tableau 3.19 : Coefficients de régression de l'estimation de l'équation des dépenses « excluant les envois de fonds » corrigé du biais de sélection (λ_i), (MCO).....230
Tableau 3.20 : Dépenses estimées par tête des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds, Comores, 2004 231
Tableau 3.21 : Pauvreté au sein des populations bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds.....233
Tableau 3.22 : Distribution des ménages bénéficiaires des envois de fonds par groupe de décile.....236
(rangé suivant les dépenses par tête estimées de l'ensemble des ménages, excluant les envois de fonds).....236
Tableau 3.23 : Pauvreté des ménages suivant la situation dans les envois de fonds. 237
Tableau 3.24 : Distribution des ménages bénéficiaires des envois de fonds, par groupe de décile.....238
Tableau 3.25: Pauvreté et Inégalité (sur la base des dépenses estimées) suivant le statut du chef de ménage.....239
Tableau 3.26 : Pauvreté et Inégalité (sur la base des dépenses estimées) suivant le niveau d'instruction du chef de ménage 241
Tableau 3.27: Pauvreté et Inégalité (sur la base des dépenses estimées) suivant le sexe du chef de ménage et le lieu de résidence 242
Tableau 3.28 : Pauvreté et Inégalité (sur la base des dépenses estimées) suivant le lieu de résidence du ménage.....243

Tableau 3.29: Impact des envois de fonds correspondant à 1 pour cent des ménages bénéficiaires 246
Tableau 3.30 : Impact des envois de fonds correspondant à 1 pour cent des ménages bénéficiaires 247
Tableau N° 4.6 : Caractéristiques relatives à l'habitat des ménages selon les îles et le statut dans les envois de fonds (en %) 281
Tableau 4.7 : Eau, assainissement et énergie selon les îles et le statut dans les envois de fonds 283
Tableau 4.8 : Proportion des ménages qui ne disposent pas de biens d'équipement selon le statut dans les envois de fonds et le lieu de résidence 285
Tableau 4.9 : Taux de scolarisation selon le sexe de l'enfant et la catégorie d'appartenance des ménages (en pourcentage) 287
Tableau 4.10 : Taux de scolarisation selon le sexe du chef de ménage et la catégorie d'appartenance des ménages (en pourcentage) 288
Tableau 4.11 : Taux d'alphabétisation selon le sexe et la catégorie d'appartenance des ménages (en pourcentage) 289
Tableau 4.12 : Taux de scolarisation suivant l'île et la catégorie d'appartenance des ménages (en pourcentage) 290
Tableau 4.13 : Taux de scolarisation selon le sexe et la catégorie d'appartenance des ménages (en pourcentage) 291
Tableau 4.14 : Taux de vaccination suivant l'île et la catégorie d'appartenance des ménages (en pourcentage) 294
Tableau 4.15: Taux de vaccination suivant le milieu de résidence et la catégorie d'appartenance des ménages (en pourcentage) 295
Tableau 4.16 : Taux de mortalité des enfants suivant le sexe et la catégorie d'appartenance des ménages 296
(en pour mille) 296
Tableau 4.17 : Proportion d'enfants victimes d'une malnutrition, par sexe, par île et par région 298
Tableau 4.18 : Pauvreté non monétaire (1995) suivant le lieu de résidence et le statut dans les envois de fonds (ensemble des ménages) 308
Tableau 4.19 : Pauvreté non monétaire (2004) suivant le lieu de résidence et le statut dans les envois de fonds (ensemble des ménages) 309
Tableau 4.20 : Pauvreté non monétaire (1995) suivant le lieu de résidence et le statut dans les envois de fonds (ménages non bénéficiaires des envois de fonds) 310
Tableau 4.21 : Pauvreté non monétaire (1995) suivant le lieu de résidence et le statut dans les envois de fonds (ménages bénéficiaires des envois de fonds) 311
Tableau 4.22 : Pauvreté non monétaire (2004) suivant le lieu de résidence et le statut dans les envois de fonds (ménages bénéficiaires des envois de fonds) 312
Tableau 4.23 : Pauvreté non monétaire (2004) suivant le lieu de résidence et le statut dans les envois de fonds (ménages bénéficiaires des envois de fonds) 313
Tableau 4.24 : Coefficients de régression de l'estimation logistique binaire du ratio de pauvreté monétaire (P0) par catégories de ménage ; 319
Tableau 4.24 : Coefficients de régression de l'estimation logistique binaire des déterminants de la pauvreté par catégories de ménage (suite) 320
Tableau 4.25 : Coefficients de régression de l'estimation tobit de la profondeur de pauvreté (P1) par catégorie de ménage ; 323
Tableau C1 : Envois de fonds et pertes de revenus dues à la migration en 2004 335

Liste des graphiques

Graphique N°1.1: Répartition des migrants internationaux en pourcentage 38
Graphique N°1.2 : La « bosse de la migration » pendant le processus de développement 39
Graphique N°1.3 : Les envois de fonds destinés aux pays suivant leur niveau de développement 76
Graphique N°1.4 : Evolution des envois de fonds aux Comores 81

Graphique 2.1 : Ménages bénéficiaires des envois de fonds suivant la catégorie socio professionnelle des chefs de ménage 113
Graphique 2.2 : Ménages bénéficiaires des envois de fonds suivant le niveau d'instruction du chef de ménage.....113
Graphique 2.3 : Répartition des ménages bénéficiaires des envois de fonds par catégorie socio professionnel du chef de ménage 117
Graphique 2.4 : Répartition des bénéficiaires d'envois de fonds par niveau d'instruction du chef de ménage.....118
Graphique N° 2.5 : Part des envois de fonds dans les dépenses des ménages bénéficiaires des envois de fonds 119
Graphique 2.6 : Evolution des envois de fonds et de l'aide publique au développement par habitant de 1997 à 2009 (en $ usd).....153
Graphique 2.7 : Evolution simultanée de l'aide publique au développement et des envois de fonds par tête 154
Graphique 2.8 : Evolution du PIB par habitant, des envois de fonds et de l'Aide Publique au Développement 160
Graphique 2.9 : Evolution des envois de fonds suivant le mode de transfert en millions de Fc 172
Graphique 2.10 : Cycle des dépenses d'un grand mariage 181
Graphique 2.11 Evolution comparative des revenus par habitant et des dépenses maximales d'un grand mariage.....182
Graphique 2.12 : Cycle de vie d'un individu soumis au grand mariage.....185
Graphique 3.1 : Evolution des dépenses des ménages suivant l'âge du chef de ménage ..227
Graphique 3.2: Courbes de dominances TIP suivant la situation du ménage dans les envois de fonds 235
Graphique 4.1 : Courbe de concentration de l'insuffisance pondérale 302
Graphique 4.2 : Courbe de concentration sur le retard de croissance 303
Graphique 4.3 : Courbe de concentration sur le retard d'émaciation 304
Graphique 4.4 : Indicateurs de pauvreté non monétaire selon la situation de pauvreté des ménages (Ensemble des ménages) 314
Graphique 4.5 : Indicateurs de pauvreté non monétaire selon la situation de pauvreté des ménages (ménages bénéficiaires des envois de fonds) 315
Graphique 4.6 : Indicateurs de pauvreté non monétaire selon la situation de pauvreté des ménages (Ménages non bénéficiaires des envois de fonds) 316

Encadrés

Encadré 1.1 : Le modèle Harris et Todaro.....43
Encadré 1.2 : Le modèle Harris – Todaro appliqué à la migration internationale 44
Encadré 1.3 : Modèle NELM.....49
Encadré 1.4 : Impact socio économique du grand mariage 89
Encadré 1.5 : modèle d'envoi de fonds pour les Comores.....103

RESUME

L'objectif de cette étude est de mesurer l'impact des envois de fonds extérieurs sur la pauvreté aux Comores. Les envois de fonds à destination des Comores ont été évalués à 117 millions Usd en 2010, représentant ainsi 24 pour cent du PIB. Les envois de fonds sont de loin, la première ressource extérieure des Comores, devant l'Aide publique au développement, qui représente environ 10 pour cent du PIB. Les migrants comoriens qui envoient des fonds sont composés d'une grande majorité d'employés à faible qualification (66 pour cent). Réciproquement, près de la moitié des bénéficiaires, sont issus des classes pauvres. Le « Grand mariage » est le motif principal d'envoi de fonds. Deux méthodes d'analyse ont été développées dans cette étude : l'une descriptive et l'autre économétrique. L'approche économétrique considère les envois de fonds comme une donnée endogène, résultant d'un « contrat implicite » entre les migrants et les bénéficiaires. La conclusion de l'étude est la suivante : les envois de fonds contribuent à une réduction des indices de pauvreté. L'impact sur les inégalités est mitigé. L'incidence de pauvreté (P0) baisse de -3,5 pour cent, sous l'effet des envois de fonds. La profondeur (P1) et la sévérité (P2) baissent respectivement de -7,4 pour cent, et -5,8 pour cent avec les envois de fonds. Les envois de fonds ont plus d'impact sur la pauvreté, pour les catégories des ménages suivantes : celles vivant en milieu rural, celles vivant en Grande Comore, celles dirigées par les femmes, les chômeurs et les inactifs. On observe alors que, ce sont les catégories des ménages qui bénéficient le plus d'envois de fonds en termes de dépenses par tête, qui enregistrent le plus d'impact sur la réduction de la pauvreté.

MOTS-CLES : *envoi des fonds; pauvreté; inégalités; bénéficiaires ; Comores ; migrants*

REMITTANCES AND POVERTY, CASE OF COMOROS

ABSTRACT

The target of this study is to measure the impact of the remittances on the poverty. The remittances to Comoros were evaluated to 113 Usd million in 2010, thus representing 24 percent of the GDP. The remittances are by far, the first external resource of the Comoros, in front of public Aid, which represents only approximately 10 percent of the GDP. The Comorian migrants, who send funds, are composed by a great majority of the employees with weak qualification (66 percent). Reciprocally, about half of the recipients, are resulting from the poor classes. The "Grand marriage" is the principal reason for remittances. Two methods of analysis were developed in this study: one descriptive and the other one, econometric. The econometric approach regards the remittances as an endogenous data, resulting from a "implicit contract" between the migrants and the recipients. The conclusion of the study is as follows: the remittances contribute to the reduction of the indices of poverty in Comoros. The effect on the inequalities is mitigated. The incidence of poverty (P0) drops by -3,5 percent, under the effect of the remittances. The depth (P1) and severity (P2) drop respectively by -7,4 percent, and -5,8 percent with the remittances. The remittances have more impact on poverty of the following categories of the households: those alive in rural areas, those alive in Grand Comore, those directed by the women, the unemployeds and the inactives. The categories of the households which are received the most remittances in terms of expenditure per capita, records the most impact on poverty reduction.

KEY WORDS *: remittances ; poverty ; inequalities ; recipients ; Comoros ; migrants*

LARE-Efi - GED,
Avenue Léon Duguit - 33608 Pessac (France) - tél : 0556848539 - fax : 0556848534

Introduction Générale

Les envois de fonds des émigrés vers leur pays d'origine, sont devenus aujourd'hui un sujet qui intéresse beaucoup d'économistes et responsables des programmes de développement. Ces fonds constituent des ressources considérables, et contribuent sur le plan micro-économique à l'amélioration des conditions de vie des ménages bénéficiaires, et sur le plan macro-économique à améliorer les indicateurs socio économiques. Longtemps considéré comme un simple transfert privé au bénéfice de certains ménages, le sujet sur les envois de fonds intéressait peu d'économistes. Ce qui explique pourquoi dans le passé, il y a très peu d'études consacrées à ce sujet. Ce n'est que récemment, à partir des années 80, après avoir constaté que le volume des envois de fonds représentait dans certains pays, plus que le volume de l'Aide publique au développement, et plus que le volume des investissements directs étrangers, que des études sur les envois de fonds extérieurs ont été entreprises, un peu partout dans le monde. Les études réalisées à ce sujet, ont révélé des résultats intéressants, notamment sur l'impact des envois de fonds extérieurs sur l'économie des pays bénéficiaires. Ainsi, par exemple, il a été constaté, que les envois de fonds extérieurs influaient sur le niveau de développement économique en général, et sur la réduction de la pauvreté en particulier.

Les envois de fonds à destination des pays en développement ont atteint une somme inégalée en matière de flux financiers extérieurs: 336 milliards Usd en 2008 en hausse de 16 pour cent par rapport à 2007 (290 milliards Usd). Les envois de fonds ont représenté en 2007, plus du double de son niveau de 2002 (soit 116 milliards Usd). Si l'on considère les flux financiers non enregistrés issus des canaux formels et informels, il est évident que le montant des transferts internationaux serait beaucoup plus élevé.

De nos jours, dans beaucoup de pays en développement, les envois de fonds sont devenus la première source de financement extérieur, loin devant l'Aide publique au développement. Les envois de fonds à destination des pays en développement, représentent plus du double de l'Aide publique au développement (100 milliards Usd en 2007). Par ailleurs, les pays en développement reçoivent plus

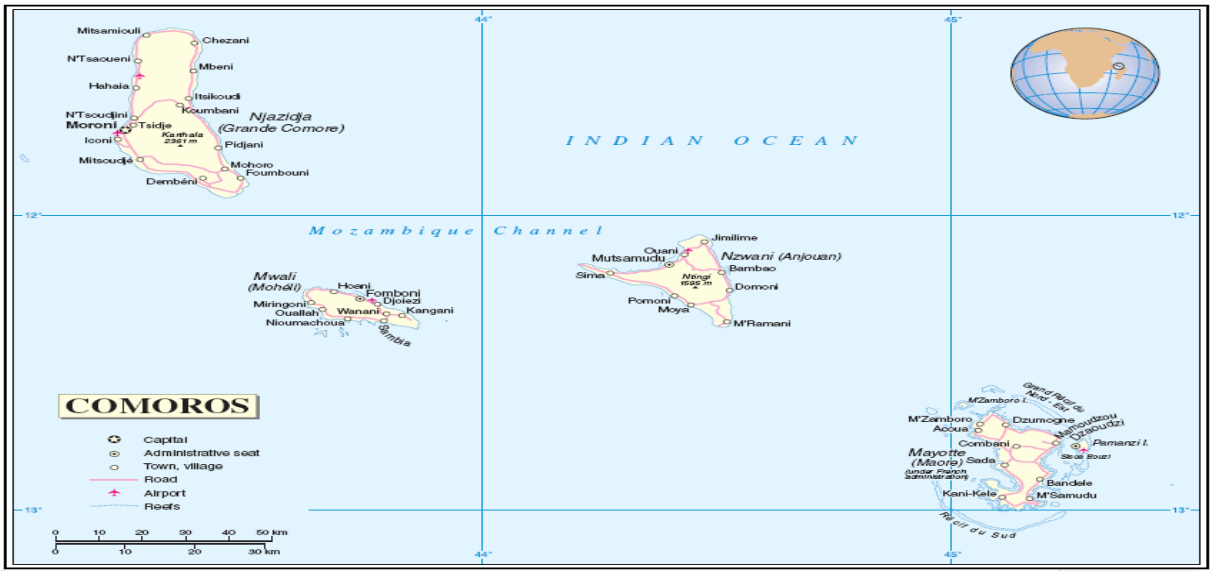
d'envois de fonds que des flux de capitaux privés. En 2007, l'Inde, la Chine et le Mexique ont été les pays qui ont reçu le plus d'envois de fonds, avec 9 pour cent du volume total d'envois de fonds à destination des pays en développement. Néanmoins, en termes de proportion par rapport au PIB, ce sont les petits pays pauvres qui reçoivent le plus d'envois de fonds. En tête, on retrouve le Tajikistan et la Moldovie (36 pour cent), suivi du Tonga (32 pour cent) et de la République de Kyrgyz (27 pour cent) ; les Comores viennent en 6ème position avec une proportion égale à 24 pour cent du PIB.

Classé 6ème rang mondial en termes d'envois de fonds par rapport au PIB, les envois de fonds aux Comores représentent plus de cinq fois l'Aide publique au développement. Une situation qui mérite une étude plus approfondie sur les motivations de ces envois de fonds et son impact sur l'économie comorienne en général et sur la pauvreté en particulier.

I-1 Présentation des Comores

I.1.1 Géographie, démographie et économie

L'archipel des Comores est composé de quatre îles : Grande Comore, Mohéli Anjouan, et Mayotte, situées dans l'océan Indien, au nord ouest de Madagascar. La quatrième île (Mayotte), est demeurée sous administration française, au moment de l'indépendance des Comores en 1975. Les données sur les Comores qui seront analysées dans cette étude, concerneront uniquement les trois îles : Grande Comore, Anjouan et Mohéli.



En 2010, les Comores comptaient 675 801 habitants[1]. C'est une population essentiellement jeune (53 pour cent de la population, a moins de 20 ans). Avec une densité de 309 habitants au km², les Comores comptent parmi les pays densément peuplés. C'est l'île d'Anjouan (la plus pauvre), qui a la plus forte densité, avec 575 habitants au km². A Anjouan, certaines régions atteignent les 1000 habitants au kilomètre carré. Le rapport de dépendance était de 2,3 en 2004 contre seulement 1 en 1991; c'est en milieu rural que ce rapport est le plus élevé (2,5 contre 2 en milieu urbain). Le taux de chômage mesuré au dernier recensement de 2003, s'élevait à 14,3 pour cent, et touche plus le milieu urbain et les femmes. La dynamique de la population comorienne est caractérisée par une pression démographique galopante ; le taux d'accroissement annuel moyen est de 2,1 pour cent, soit un doublement projeté de la population en 30 ans.

En raison de la forte croissance démographique, se situant au-dessus du taux de la croissance économique, la croissance du revenu réel par habitant de ces dernières décennies a été inférieure à 0 (avec une moyenne annuelle de -0,3%). La pauvreté touche une grande partie de la population. L'enquête réalisée en 2004 a révélé que 44,8% des individus ont des ressources inférieures au seuil de pauvreté qui était évalué à 285 144 FC (750 Usd)[2]. Suivant l'Indicateur de Développement Humain (IDH), calculé pour l'ensemble des pays par les Nations Unis, les Comores sont classés 140ème sur 169 pays avec un revenu par tête d'habitant de 1176 Usd PPA en 2010. En utilisant le nouvel indice de développement humain des nations unies ajusté des inégalités (IDHI), les Comores perdent 43,9 pour cent en bien être de la population due aux inégalités.

L'économie comorienne est caractérisée par une petite économie ouverte, peu développée, sa structure n'a pas beaucoup évolué depuis des décennies. Elle est marquée par la dominance du secteur primaire (Agriculture, Pêche, Elevage), concurrencé ces derniers temps par le secteur des services, formant ainsi une sorte de dualisme dans l'économie. Le secteur primaire représente 45 pour cent du PIB, le secteur des services (Commerce, Transport, communications et administrations) représente 44 pour cent du PIB. L'industrie ne représente guère que 4 pour cent du PIB. L'économie comorienne est caractéristique d'une économie d'un pays à faible revenu. Le secteur agricole fournit l'essentiel des recettes d'exportation (plus de 90

[1] Estimation sur la base du recensement de 2003 (Grande Comore, Anjouan et Mohéli).
[2] Pauvreté, Inégalité, et Marché du Travail dans l'Union des Comores, EIM, 1994

pour cent), et emploie environ 70 pour cent de la population active. Pendant ces dernières années, les recettes issues des exportations des produits de rente (vanille, girofle, ylang) ont été en constance baisse, dues à une demande extérieure fluctuante et à une détérioration des termes de l'échange. La demande mondiale de vanille dépend plus de la production des principaux pays producteurs de vanille (Madagascar et Indonésie qui totalisent 80 pour cent de la production mondiale). La vanille est la première ressource d'exportation des Comores, mais ne représente que seulement 6 pour cent de la production mondiale. Par ailleurs, le cours mondial de la deuxième ressource d'exportation des Comores (le girofle) a toujours connu des fluctuations dépendantes de la production de l'Indonésie (80 pour cent de la production mondiale de girofle). Le troisième produit d'exportation est l'Ylang Ylang, dont les Comores sont classés, premier producteur mondial avec 80% de la production mondiale. L'utilisation actuellement de certains produits de substitution de l'Ylang Ylang, a entrainé une chute du cours mondial, et par voie de conséquence une baisse tendancielle de l'offre. Les incertitudes liées aux évolutions des cours mondiaux des trois principaux produits d'exportation des Comores, sont à l'origine de l'inélasticité de l'offre de ces produits par rapport aux prix. A titre d'exemple, la hausse des prix mondiaux du girofle en 2000 dues aux calamités naturelles survenues en Indonésie (incendie ayant détruit une grande partie des plantations de girofle) et à Madagascar (inondation) n'a pas eu de répercussion sur l'offre de girofle aux Comores.

L'offre de produits vivriers (bananes, cocos, tubercules...) est essentiellement destinée à satisfaire la demande locale. Elle est entièrement écoulée sur le marché intérieur pour les besoins de consommation intérieure. La demande de produits vivriers, est en constante augmentation avec la croissance démographique; cependant l'offre agricole est confrontée à des contraintes structurelles limitant la croissance de sa production.

La première contrainte est liée à la dualité de l'activité agricole avec le secteur du commerce. En effet, la productivité dans le secteur agricole est relativement faible, et par voie de conséquence, les revenus du travail agricole est moins rémunérateur. Face à l'agriculture, on trouve un secteur des services dominé par le commerce en pleine croissance et plus rentable. Une étude comparative sur les revenus du travail dans les secteurs d'activités a montré que le revenu par tête dans

l'informel est 3 fois plus élevé que celui dans l'agriculture céréalière[3]. Ce qui entraîne l'exode rural, avec comme conséquence une diminution des effectifs agricoles au bénéfice d'un épanouissement du secteur informel. A cet effet, de 1995 à 2004, les employés dans le secteur agricole sont passés de 66% de l'ensemble des employés à 45%. Pendant ce même temps, les employés du secteur informel (y compris les salariés non protégés) sont passés de 20% à 32%[4]. La dualité Agriculture / Commerce constitue une contrainte pour le développement du secteur agricole.

La deuxième contrainte au développement agricole est liée à l'existence de rigidités structurelles qui affaiblissent les gains potentiels de compétitivité. Au cours des années récentes, une appréciation sensible du taux de change effectif réel a été observée, due en partie à l'appréciation de l'euro et à l'accroissement des prix internes. A cet égard, les gains de compétitivité semblent s'amenuiser plus sous l'effet des contraintes de l'offre interne que par le biais des facteurs de la demande externe[5]. L'exiguïté des surfaces cultivables, conjuguée à la forte croissance démographique, et l'abondance des produits alimentaires importés à des prix plus compétitifs, constituent des facteurs contraignants au développement agricole.

Le secteur privé comorien est composé d'entreprises de tailles variables. Il est en général intensif en main-d'œuvre, générant ainsi des revenus pour un nombre important de personnes. Cependant, le tissu économique demeure peu dense et dominé au sommet par quatre grandes entreprises parapubliques. Sur la base de la documentation disponible et des opinions d'experts, on estime à environ 49 000 le nombre d'entreprises privées aux Comores, incluant les secteurs formel et informel. Plus de 93 % sont des micro-entreprises, environ 6 % des PME et moins de 1% sont de grandes entreprises. [6] Il faut relever le poids croissant de l'activité du commerce (distribution qui tend actuellement à hypertrophier le secteur tertiaire des Comores). Par contre, les PME-PMI sont peu nombreuses dans le secteur manufacturier et l'industrie de la transformation. Elles sont plus nombreuses dans le secteur informel, notamment dans le commerce de type épicerie.

L'économie comorienne tire sa croissance de trois principales sources extérieures: envois de fonds de la diaspora (24% du PIB), aide extérieure (10% du PIB) et exportations des produits agricoles de rentes (2,5 % du PIB). Rapportées à la population, ces deux dernières ressources extérieures connaissent aujourd'hui une

[3] Lachaud, EIM 2004
[4] Lachaud, EIM 2004
[5] Lachaud, Modélisation des déterminants de la pauvreté durable et transitoire, et capital social aux Comores
[6] enquête utilisant la méthode delphi

tendance à la baisse. Ce qui explique, la volatilité et la vulnérabilité de l'économie comorienne. L'évolution de la situation économique des Comores au cours de la dernière décennie a été caractérisée par une croissance économique faible en termes réels, inférieur à 2 %.

Une analyse de sensibilité de la croissance à l'investissement, effectuée sur la période 1976-1999, montre que toute variation de 1% de l'investissement n'induit qu'une croissance économique de 0,2 %. Cette faiblesse d'élasticité investissement/croissance prouve la faible productivité des investissements effectués. Toujours selon la même analyse, lorsqu'on examine les évolutions des agrégats tels que le PIB réel et les investissements réels, on remarque qu'une hausse du taux de croissance de l'investissement ne s'accompagne pas nécessairement d'une hausse, même retardée du PIB. Au contraire, on assiste, par moment, à une baisse de la croissance. Ceci met en cause la pertinence de l'investissement, comme accélérateur de croissance dans le court terme[7]. La qualité de l'investissement pourrait être à l'origine de ce dilemme.

I.1.2 Religion, tradition et coutume

Les Comores forment un peuple à cent pour cent musulman. L'islam est apparu dès le IX^{e} siècle[8]. Il s'agit vraisemblablement de marchands de passage, originaires du moyen orient (arabo-persane de Chiraz) qui vont former les premières communautés musulmanes de l'archipel. On considère le XII^{e} siècle, comme l'époque pendant laquelle l'aristocratie comorienne est totalement islamisée. Toutefois, il faut signaler qu'ici, l'islam demeure mêlé à des croyances et des pratiques sociales liées à la coutume et à la tradition. Il résulte de ce syncrétisme un islam traditionnel qui résiste à l'islam militant en ce sens que le pouvoir religieux n'est en définitive reconnu que s'il est doublé d'un pouvoir traditionnel. La tradition et coutume jouent un rôle important dans le fonctionnement de la société comorienne. Malgré les bouleversements historiques, politiques et la colonisation française, la tradition et coutume ont été préservées et sont d'une grande influence dans la prise des grandes décisions tant au niveau local qu'au niveau étatique. On retrouve dans les traditions et les coutumes comoriennes, des influences arabes, africaines et indiennes. Les recherches anthropologiques ont mis en évidence une organisation

[7] Rapport national sur le développement humain 2001, page 25 à 26, Bureau PNUD aux Comores
[8] Comme en témoignent les sépultures de rite musulman découvertes à Mayotte dans la nécropole de Bagamoyo

sociale profondément enracinée dans la tradition et très hiérarchisée, où l'individu se fond dans la communauté et ne peut s'affirmer qu'à travers les mécanismes imposés par elle. La famille est le socle de l'organisation et du fonctionnement social. Perçue et vécue dans son sens le plus large, la notion de famille intègre quatre niveaux : la famille conjugale, la famille élargie, le lignage et le clan. Le mariage consacre la suprématie de la famille. C'est le moyen par lequel elle s'étend et se renforce. C'est d'ailleurs en cela que le mariage constitue l'acte par lequel l'individu accède aux hiérarchies sociales.

I.1.3 Le cadre macroéconomique

I.1.3.1 Évolution récente et perspective de croissance

L'évolution de la situation économique des Comores au cours des dix dernières années, est caractérisée par une croissance économique faible en termes réels, inférieure au taux de croissance démographique (égal à 2,1 pour cent en 2003). La demande globale demeure relativement faible. La faiblesse de la consommation des ménages est expliquée par deux facteurs : (i) un faible revenu du facteur travail et (ii) un cumul des impayés d'arriérés de salaires pour les agents de l'Etat (15% de la consommation des ménages). Quant à la contraction du FBCF (Formation Brute de Capital Fixe), elle s'explique par la faiblesse des investissements publics et privés qui représentent à peine 10,1 pour cent du PIB. Enfin, la troisième composante de la demande globale est le solde commercial. A cet égard, la détérioration de la balance commerciale est imputable à la chute des exportations. Une baisse attribuable à la chute des cours mondiaux de la vanille et du girofle. Parallèlement à la baisse tendancielle des exportations, on assiste à une augmentation rapide du volume des importations. Les perspectives de croissance économique reposent sur plusieurs facteurs dont les plus importants sont :

- le taux de change du dollar et le prix du baril de pétrole;
- la poursuite des réformes macro-économiques et structurelles dans le secteur public;
- le respect des objectifs en matière de grands équilibres macroéconomiques ;
- la mise en œuvre de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (SCRP), à travers le Programme de Facilité pour Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC), conclu avec le FMI.
- le cours mondial de la vanille et du girofle
- les envois de fonds extérieurs

Le taux d'inflation mesuré par la variation de l'indice des prix à la consommation, se situait entre 3 et 4,5 pour cent durant cette dernière décennie. Malgré une politique monétaire prudente et une croissance relativement faible, l'inflation a progressé, notamment en raison de la hausse du prix du pétrole au niveau international et de la forte croissance de la consommation des biens importés. Cette dernière étant soutenue en bonne partie par les envois de fonds de la diaspora. L'inflation devrait se maintenir à un niveau acceptable avec l'harmonisation à la baisse des taxes douanières au niveau de l'ensemble du pays.

I.1.3.2 La situation des finances publiques

Les finances publiques sont chroniquement déficitaires. Le solde global durant cette dernière décennie représente en moyenne - 2 pour cent du PIB. Quand au solde primaire, il représente en moyenne -0,5% du PIB sur la période. Les grandes tendances actuelles des agrégats des finances publiques peuvent se résumer comme suit :

- des recettes budgétaires stagnantes, représentant en moyenne entre 10 et 15 pour cent du PIB. Les recettes budgétaires sont constituées à 80 pour cent par des recettes douanières.
- des dépenses publiques (incluant les prêts nets), représentant 20 % du PIB. Les dépenses du personnel représentent 80% des dépenses .courantes en 2010.
- des déficits chroniques, mesurés par des soldes budgétaires négatifs. Les déficits sont financés par l'accumulation de nouveaux arriérés intérieurs et extérieurs.

I.1.3.3 La balance des paiements

La balance de paiement présente un déficit permanent de la balance commerciale, expliqué par un volume des exportations en biens et services représentant à peine 14 pour cent du PIB, face à des importations de biens et services atteignant 40 pour cent du PIB. La balance commerciale continuera à se détériorer, due à l'augmentation des importations et à la baisse tendancielle du cours des principaux produits d'exportation. On pourrait alors anticiper que, le déficit du compte extérieur pourrait s'accroître au même rythme que la croissance du déficit commercial. En 2010, la dette extérieure a atteint 80 pour cent du PIB. Durant la même période, les arriérés de paiement de la dette extérieure représentait 25 pour

cent du PIB. Le déficit de la balance courante se trouve atténué par la progression rapide des envois de fonds de la diaspora. Ceux-ci ont connu une croissance annuelle moyenne de 12 pour cent, ces dernières années. Par conséquent, le déficit du solde courant ne représente que 5 pour cent du PIB, pendant que le déficit commercial représente 21 pour cent du PIB.

Par ailleurs, les Comores ont signé en 2008 un programme FRPC (Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance Economique) avec le FMI et la Banque Mondiale. Il est prévu au cours du programme FRPC, que les Comores bénéficieront d'un allègement de sa dette extérieure. Cette mesure sera suivie pendant la période d'achèvement du programme, d'un effacement de la totalité de la dette extérieure. Une situation qui engendrerait une bouffée d'oxygène dans les finances publiques comoriennes. Le programme FRPC s'appuie sur une Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté, élaborée et mise en œuvre depuis 2005. Cette stratégie a fixé comme principal objectif, la réduction de moitié de la pauvreté d'ici 2015. Elle s'appuie par ailleurs, sur la relance de la croissance économique à travers les secteurs potentiels tels que, l'agroalimentaire, la pêche, et le tourisme.
Le principal moteur de la croissance future, demeurera incontestablement la demande intérieure. Elle serait principalement composée de la consommation privée, en liaison avec la croissance continue des envois de fonds de la diaspora. Des envois de fonds, répondant dans la plupart des cas non pas à une logique économique classique rationnelle (de rentabilité économique), mais plutôt destinés à une logique sociale, répondant à des obligations sociales. Les envois de fonds sont destinés dans la plupart des cas à des réseaux de relations familiales, amicales ou communautaires, avec comme objectif, de répondre à des impératifs sociaux. Autrement dit, les envois de fonds aux Comores, obéissent plus à une logique sociale (capital social) qu'à une logique économique. A cet égard, il est utile à ce stade introductif, de prendre connaissance des différentes notions du capital social et de ses implications à travers le monde, afin de mieux situer le cas des Comores, qui ne constitue pas un cas isolé. Le lien présumé entre le capital social et les envois de fonds est indéniable, particulièrement pour le cas des Comores. Néanmoins, compte tenu de la densité du sujet sur le capital social, nous allons nous limiter à traiter la notion de capital social, uniquement dans cette partie introductive pour nous permettre par la suite de consacrer essentiellement, la teneur des différents chapitres de cette étude, à l'analyse de la problématique des envois de fonds et ses implications sur la pauvreté.

I.2 Fondement social des envois de fonds : le capital social

I.2.1 Notions de capital social

Au cours de la dernière décennie, la notion de capital social a connu des réflexions et des débats spectaculaires avec une popularité unique en son genre. Elle a été suivie d'une production d'articles académiques et des publications d'ouvrages, d'une proportion jamais inégalée en matière académique. La principale difficulté du capital social, c'est que l'on définit de différentes manières la même notion. Le capital social joue un rôle tout aussi important, que le capital économique pour déterminer la richesse à l'échelle individuelle, comme au niveau national. Les théories économiques classiques, notamment la théorie de la croissance, expliquent la détermination de la richesse individuelle/ collective par la rémunération des deux facteurs de production: le capital humain et le capital physique (ressources naturelles et technologiques). L'évolution inter temporelle de ces deux facteurs à l'échelle individuelle comme collective, fixe respectivement le niveau de revenu individuelle et collective (ou nationale).

Des études récentes ont mis en exergue le rôle joué par le capital social dans la formation des revenus. Ces études ont montré qu'appartenir à des réseaux sociaux, à des associations, disposer de la confiance et des normes partagées sont susceptibles de générer des externalités rehaussant l'efficience de l'échange social – y compris en ce qui concerne l'accès à des biens collectifs. Dans ce contexte, le partage de l'information – par exemple, en vue de l'accès au marché du travail –, la modification des préférences inhérentes à la participation à un groupe – l'adhésion à une tontine pour épargner davantage –, et le rôle du « leadership » susceptible de mieux coordonner le processus de décision de l'action collective, constituent des vecteurs rehaussant l'efficience des interactions sociales, Durlauf et Fafchamps (2004). Le capital social peut alors intervenir dans la croissance au même titre que le capital physique (terre, machines, infrastructure), le capital humain (niveau de santé et d'éducation), le capital naturel (écologie et environnement). Il partage d'ailleurs, comme le capital humain le fait d'être simultanément un bien de consommation et une forme d'investissement. La notion de capital social est assez vaste et longtemps considérée du domaine de la sociologie. Elle suscite dans le monde d'aujourd'hui diverses interprétations économiques à l'origine d'une innombrable publication. Le capital social est issu principalement de deux grandes œuvres sociologiques.

I.2.1.1 Un capital social d'origine relationnel

Pierre Bourdieu a développé la sociologie relationnelle pour expliquer le concept de capital social. Elle se dote d'une triade de concepts pour analyser le social: champ, habitus, capital. Elle cherche « à étendre la sphère de l'intérêt tout en réduisant celle de l'utilité et de la conscience », Bourdieu et Wacquant (1992). Le capital social est «la somme des ressources actuelles ou virtuelles, qui reviennent à un individu ou à un groupe du fait qu'il possède un réseau durable de relations, de connaissances et de reconnaissances mutuelles plus ou moins institutionnalisées », c'est-à-dire la somme des capitaux et des pouvoirs qu'un tel réseau permet de mobiliser*, Bourdieu* (*1980)*[9]*.* Bien souvent, le capital social est rapidement défini comme «carnet d'adresse» ou « réseaux de relations », *Bourdieu (2006)*[10]. La solidarité rend possible, le partage des profits procurés par l'appartenance dans un même groupe. Chez Bourdieu, le capital social est avant tout le produit des relations individuelles créées et non innées. L'existence d'un réseau de liaisons, n'est pas une donnée naturelle, ni même une «donnée sociale» ; le réseau selon Bourdieu n'est pas le cas par exemple du groupe familial (par la définition *généalogique* des relations de parenté, qui est caractéristique d'une formation sociale), mais le produit du travail d'instauration et d'entretien qui est nécessaire pour produire et reproduire des liaisons durables et utiles, propres à procurer des profits matériels ou symboliques. Autrement dit, le réseau de liaisons est le produit de stratégies d'investissement social, consciemment ou inconsciemment orientées vers l'institution ou la reproduction de relations sociales directement utilisables, à court ou à long terme, c'est-à-dire vers la transformation de relations contingentes, comme les relations de voisinage, de travail ou même de parenté, en relations à la fois nécessaires et électives, impliquant des obligations durables subjectivement ressenties (sentiments de reconnaissance, de respect, d'amitié, etc.) ou institutionnellement garanties (droits); cela grâce à l'alchimie de l'échange (de paroles, de dons, de femmes, etc.), comme communication supposant et produisant la connaissance et la reconnaissance mutuelles. Ainsi, il faut admettre que le capital social peut prendre une diversité de formes si l'on veut expliquer la structure et la dynamique de sociétés différenciées.

[9] *Actes de la recherche en sciences sociales et « Le capital social N° 31»,*
[10] *Sciences Humaines n°186 - Octobre 2006, p.57*

I.2.1.2 Un capital social d'origine rationnel

Chez James S. Coleman, la notion de capital social se situe dans la perspective du choix rationnel : les institutions sociales présentent les contextes conditionnant les choix individuels et produisant des effets de système, Bagnasco (1999). Dans l'approche de Coleman, le contexte social est caractérisé par l'organisation des relations entre acteurs, c'est-à-dire les structures sociales. Ces structures procurent les ressources qui constituent le capital social. Coleman définit ainsi le capital social, dans une logique résolument fonctionnelle, comme étant les caractéristiques de la structure qui facilitent les actions des individus. La définition peut apparaître obscure : certains aspects de la structure, qui facilitent certaines actions dans la structure. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cela ne dessine pas un objet aux contours très nets ; d'ailleurs, le capital social, s'il ressemble (en tout cas selon Coleman) aux autres « capitaux », s'en différencie en même temps par son mode de formation. C'est effectivement une différence importante par rapport à la notion de capital physique ou de capital humain, avec lesquels Coleman veut établir l'analogie ; car l'approche économique usuelle du capital n'en fait pas une chose inhérente à un environnement, mais une chose résultant de la décision de renoncer au présent dans le but précis d'obtenir un bénéfice dans le futur. Or chez Coleman, le capital social ne résulte pas d'une telle décision ; *«Plusieurs formes de capital social sont créés ou détruits comme par produits d'autres activités»* (Coleman, 1988) ; le capital social n'est donc pas produit : plutôt, il se produit, à l'occasion d'autres activités. Au sens économique, il s'agit donc non pas d'un capital, mais d'une externalité. Et le fait que cette externalité, en facilitant les actions des individus, puisse avoir des effets bénéfiques, n'en fait pas pour autant un capital. Le capital social est ici conçu comme une ressource pour l'action: il «se définit par sa fonction. [...] Comme les autres formes de capital, le capital social est productif : il permet que soient atteints certains buts qui ne le seraient pas en son absence. Comme le capital physique et le capital humain, le capital social n'est pas complètement fongible, mais il peut l'être par rapport à certaines activités. Une forme donnée de capital social peut faciliter certaines activités et être inutile, voire nocive, pour d'autres. À la différence des autres formes de capital, ***le capital social est inhérent à la structure des relations entre les personnes et parmi les personnes***. ***Il ne se situe ni dans les individus ni dans les moyens de production***» Coleman (1990). Il énumère alors un certain nombre de processus constituant le capital social, dont on peut douter qu'ils soient tous du même niveau

analytique, mais dont l'inventaire correspond bien à sa démarche microsociologique: les obligations et les attentes, l'accès à l'information, les normes et sanctions, les relations d'autorité, les organisations sociales que les acteurs peuvent s'approprier (réseaux informels), les organisations sociales intentionnelles (créées dans un but précis). Ce qui a fait le succès de sa définition est sans doute qu'il ait pu poser que le capital social, sorte de bien public, recouvre «une variété d'entités qui ont deux éléments en commun: elles consistent toutes en aspects de la structure sociale, et elles facilitent certaines actions des acteurs – individus ou acteurs collectifs – à l'intérieur de la structure» Coleman (1988). L'acquis important de cette acception, est celui de définir le capital social **comme une fonction structurelle**. Coleman consacre de nombreux exemples à montrer comment le capital social bénéficie à ceux qui l'emploient. L'un d'entre eux est bien connu : celui du marché des diamantaires de New York. Ce marché est exemplaire selon Coleman car les diamantaires y font circuler entre eux, sans formalité particulière, des pierres de grande valeur ; leur garantie, c'est la confiance qu'ils ont les uns dans les autres. Cette confiance est due au fait que le marché est tenu presque exclusivement par une communauté dans laquelle les liens familiaux et sociaux sont très denses ; du coup, si un diamantaire venait à chercher à tirer un avantage immédiat de la confiance qui lui est faite en se comportant de façon malhonnête, il serait immédiatement exclu du marché, et mis au ban de la communauté. Et cette confiance bénéficie à tous sur le marché. Cet exemple est intéressant, car il comporte tous les éléments qui permettent de passer en revue la conception «colemanienne» du capital social : l'existence d'un bénéfice obtenu plus facilement que si les interactions ne reposaient pas sur la confiance (économie de coûts de transaction) ; une communauté relativement fermée; des relations suffisamment denses pour que les comportements opportunistes soient repérés et que, l'information relative à de tels agissements soit largement diffusée; une norme d'honnêteté associée à la menace d'une sanction suffisamment forte (exclusion): le possible bénéfice à court terme d'une action déviante est donc mis en balance avec son coût à long terme. On trouve ici les trois formes du capital social distinguées par Coleman: (i) attentes et obligations réciproques des acteurs sur les actions des uns et des autres ; (ii) mise en circulation et diffusion d'information ; (iii) normes et sanctions effectives. Le tout dans une structure fermée, où aucun acteur n'échappe à la surveillance des autres, dans un contexte où il serait plus coûteux aux acteurs de se passer les uns des autres que de coopérer. Dans de telles conditions, l'acteur rationnel va adopter, dans la structure, des comportements conformes parce que,

c'est son intérêt (du moins s'il souhaite rester dans sa communauté). Et la fonction du « capital social », ici est une fonction de contrôle social. Le capital social dépend ainsi «*des normes et des valeurs partagées par les communautés, mais aussi de la disposition des individus à subordonner leurs intérêts à ceux de groupes plus larges. »* De ces valeurs partagées, naît la confiance. La confiance, c'est «*l'entente qui naît, au sein d'une communauté, d'un comportement régulier, honnête et coopératif, fondé sur des normes communément partagées*»; elle permet de s'associer avec d'autres, et de «*travailler ensemble à des fins communes au sein des groupes et organisations qui forment la société civile*» Coleman (1988).

I.2.1.3 Classification de certains pays suivant la notion du capital social

S'appuyant sur la notion de capital social, comme fonction structurelle, Putnam (1995) a classifié certains pays par degré de capital social. À ce titre, les sociétés dotées d'un fort capital culturel (entendu ici de façon étroite comme capacité à coopérer) sont définies comme des sociétés de confiance, et paraissent mieux adaptées aux économies modernes: les États-Unis, l'Allemagne et le Japon sont classés dans cette catégorie, alors que l'Italie, la France, le Hong Kong et le Taiwan sont considérés comme des sociétés de défiance, des sociétés axées sur des valeurs familiales, moins adaptables. Rejoignant explicitement la thèse du «choc des civilisations» de Huntington, il établit une équation simple, où le type de famille détermine le type de capital social, celui-ci dessinant le type d'organisation industrielle, qui à son tour, détermine le type de rôle dans la division internationale du travail. On retrouve, là encore, une vision culturaliste, sur le développement des années soixante. Reprenant la variante « confiance » du capital social, Fukuyama a approfondi la classification des pays faite par Putnam, sur la base d'une théorie très simple : la capacité d'une nation à développer les institutions qui la rendent puissante et performante dépend de l'aptitude à la confiance de sa population, aptitude qui trouve son origine dans les valeurs inhérentes à la culture : « *L'une des leçons majeures que l'on puisse tirer de l'étude de la vie économique, c'est que la prospérité d'une nation et sa compétitivité sont conditionnées par une seule et unique caractéristique culturelle omniprésente : le niveau de confiance propre à la société* », Fukuyama (1995, 1997). Selon cette règle, le monde se séparerait en deux camps : celui des pays à « haute confiance », et celui des pays à « basse confiance ». L'Allemagne, le Japon et jusqu'à très récemment les Etats-Unis sont des pays bien dotés en confiance ; au contraire, l'Italie (spécialement du Sud), la France, ou

certaines minorités ethniques aux Etats-Unis (par exemple les noirs, rarement dirigeants de petites entreprises) souffrent d'un déficit de confiance, ou plutôt pâtissent d'une culture qui ne permet que le développement d'une confiance à petite échelle. Dans le premier cas, les acteurs se soutiennent mutuellement car ils sont convaincus de former une «communauté culturelle». A l'inverse, si les acteurs n'ont pas un «penchant communautaire», ils se privent de la possibilité d'exploiter les occasions économiques qui s'offrent à eux, ce qui indique un déficit de «capital social». Le capital social, pourrait ainsi être défini comme «*un actif qui naît de la prédominance de la confiance dans une société ou certaines parties de celle-ci. Il peut s'incarner dans la famille, ou dans le groupe social le plus petit et le plus fondamental, aussi bien que dans le plus grand de tous, la nation, comme dans tous les autres corps intermédiaires. Le capital social diffère des autres formes de capital en ce qu'il est habituellement créé et transmis par des mécanismes culturels comme la religion, la tradition ou les habitudes historiques* », Fukuyama (1995,1997)

I.2.1.4 Critiques sur l'universalité de la notion de capital social

Les deux principaux acquis de la sociologie qui sont : le capital social comme valeur relative ou relationnelle et le capital social comme fonction structurelle, sont à l'origine des débats actuels sur le capital social. Le capital social, quelle que soit sa définition, a-t-il vraiment le même sens de la côte Est à la côte Ouest des États-Unis, en Angleterre comme en Écosse et en Afrique? Voire en différents points d'une même région italienne, qui n'est après tout qu'un artefact administratif ? On remarquera que le fait de ne pas construire une conception sociologiquement forte de l'institution, est sans doute à l'origine de ce manque. Des recherches récentes arrivent à des résultats dissonants par rapport à l'approche la plus culturaliste, et permettent de soulever quelques problèmes fondamentaux. Certains travaux sur la confiance, par exemple, montrent que, dans l'ensemble des pays occidentaux, il n'y a pas de corrélation entre confiance sociale et confiance dans le gouvernement, et que les rapports de celles-ci avec l'intensité associative sont faibles, Newton (1999a). Il en est de même dans l'analyse des nouvelles démocraties, où les transitions démocratiques ont pu produire une légitimité démocratique élevée, sans que le niveau de confiance interpersonnelle et de la participation associative ait augmenté de façon significative : s'en trouvent réhabilités et le travail du politique, et l'importance de la socialisation dans le temps sur l'Espagne par exemple, Montero et

Torcal (2000). C'est aussi le cas pour les sociétés déchirées par des conflits idéologiques : comment, sans contextualisation politique, décider si la communauté basque est dotée d'un capital social positif (forte implication dans des associations et forte appartenance communautaire et nationalitaire) ou si les dissensions politiques basques, en fracturant dangereusement ce capital d'appartenance, créent un «capital négatif» de défiance collective, Ritaine (1997) ? On voit bien qu'il n'est pas possible de faire l'économie d'une véritable contextualisation des ressources coopératives, qui permette de penser le capital social comme relatif à des enjeux et à des situations, Edwards et Foley (1998, 1999). Toutefois, dans certaines sociétés africaines, une corrélation existe entre les choix politiques et les valeurs sociales; Dans la plupart des cas, les choix politiques sont inspirés par les valeurs sociales d'un individu (appartenance à une même ethnie, appartenance à une classe sociale distincte,…) et non sur ses valeurs intellectuelles. Ainsi la confiance que la société se fait de l'origine familial ou communautaire d'un individu pèse beaucoup sur les choix politiques. Aux Comores, par exemple, la participation dans la vie politique des personnages « reconnus par la société », qu'ils disposent des valeurs sociales importantes, est gage de stabilité donc de développement. Par ailleurs, quel que soit, l'approche considérée et malgré les différences régionales, le capital social repose sur des institutions.

I.2.2 Les institutions sociales

Les institutions sociales sont les éléments de base sur lesquelles s'organise la vie sociale et communautaire. Ce sont aussi des institutions qui jouent un rôle important dans le développement. Ces institutions traditionnelles et modernes; aux échelons communautaire, local, régional/national, des secteurs publics, privés et «civils», sont les instruments par lesquels se font le changement social et l'action sociale. Le «capital social » est le réseau de liens horizontaux qui suscitent la confiance et l'engagement mutuels et permet aux personnes et *à leurs institutions* de fonctionner efficacement, Putnam (1995). Le développement doit renforcer à la fois les institutions et promouvoir le capital social sur lequel il s'appuie. La Banque mondiale, intéressée par le mode de développement participatif, a lancé à travers son département du développement social, un programme de recherche comparative sur les institutions locales et le capital social. Les différents types d'institutions identifiés à travers cette étude sont les suivants:

- Les institutions décentralisées : la décentralisation du processus de décision et des ressources contribue à une utilisation plus efficace des ressources et à plus de transparence.
- Les institutions de gestion communautaire : le développement communautaire favorise la lutte contre la pauvreté et améliore la gestion locale des ressources. De nombreux programmes appuient et préconisent une action collective à l'échelon local.
- La société civile: les institutions non gouvernementales et le secteur privé (formel ou informel) offrent souvent des biens et services de développement et jouent un rôle de premier plan pour promouvoir la transparence au sein de l'administration ; pourtant, l'incidence et l'efficacité de ces institutions dans des secteurs tels que la santé, l'éducation et le crédit n'ont pas été systématiquement démontré.

Les différentes littératures sur le capital social se sont penchées plus sur le concept et le rôle économique joué par le capital social et beaucoup moins sur une méthodologie qui permet de le mesurer. Toutefois, certains auteurs ont avancé certaines hypothèses, fondées sur des théories économiques pour essayer de mesurer le capital social.

I.2.3 Mesure du capital social

On peut mesurer le capital social, car il donne lieu à un revenu pour ses bénéficiaires. Le capital social est donc une ressource sociale d'après Coleman (1988) ; néanmoins, ce dernier distingue le capital social des autres catégories de capitaux (comme le capital physique ou capital humain…). Le capital social peut être vu sous l'angle individuel ou collectif. Au niveau micro-économique, le capital social permet de comprendre les décisions des individus et d'en expliquer le comportement. Au niveau macro-économique, il se rapproche de l'analyse institutionnelle, en intégrant les associations et les réseaux issus d'une base relationnelle horizontale. Dans la littérature sur le capital social, différentes approches sont préconisées pour mesurer le capital social. Nous allons nous limiter dans cet exercice, sur l'évidence de l'existence d'une relation entre le bien être d'un individu et le capital social. Cette notion a été soulevée pour la première fois par Gary S. Becker, dans un document de travail datant de 1974 «A Theory of Social Interactions». Partant de la théorie microéconomique classique sur la fonction d'utilité des individus, il a introduit la notion de «Revenu Social» qui est la somme du

revenu individuel (propre gain) et de la valeur monétaire qu'il dispose relevant des caractéristiques des autres, qu'il désigne par (environnement social). En prenant l'exemple d'une famille, dont seul le chef de famille dispose de revenu, la fonction d'utilité du chef de famille est une fonction « famille » qu'il maximise sous contrainte d'une fonction dont les variables dépendent des caractéristiques des autres membres de la famille. Ainsi, une redistribution du revenu au sein des membres de la famille ne modifie pas la consommation (le bien être) de la famille, car il s'agit d'une réallocation au sein des membres et dont le revenu global est toujours le même. Donc la satisfaction globale demeure inchangé, Gary S. Becker, (1974). Pour Becker, le capital social peut être considéré comme une généralisation de l'intégration de l'utilité de l'autrui dans la fonction d'utilité de l'individu. Ainsi, le capital social est un revenu individuel qui est mesuré par le supplément d'utilité éprouvé par un individu. Ce revenu est porteur d'externalités : le capital social d'une personne a un impact sur le comportement d'une autre personne. Le capital social est alors un bien public impur ; car il y a non rivalité dans sa consommation. Une discussion s'ouvre alors sur le fait que le capital social serait caractérisé par des externalités ou par le produit d'externalités. Pour Collier (1998), les effets du capital social engendrent des externalités collectives. En effet, dans un réseau, le capital social profite à tous ses membres et permet plus de coopération entre ses membres. Par ailleurs, le capital social favorise le règlement des problèmes d'information imparfaite sur les prix et la technologie, la baisse des coûts des transactions occasionnées, la formation de ses membres. En ce qui concerne le rôle économique du capital social, il est à la fois un investissement (obligation) et un revenu (droits). Pour Putnam (1995), il est une dotation exogène. Pour Coleman, c'est un bien collectif : le capital social n'est pas localisé, il n'a pas de rendement privé et n'appartient à personne (contrairement au capital humain). Ensuite, le capital social suppose la coopération des individus. Selon J. Ballet & R. Mahieu, la mesure se fait à partir du revenu obtenu (Revenu social), évalué à partir des investissements effectués. Il reste à définir ce qu'on entend par le 'Revenu social'. Ce sont des transferts monétaires inter individus qui matérialisent les relations interpersonnelles. Ils sont monétaires ou non (gardes d'enfants, etc…). Le problème est de savoir le sens à donner à ces transferts: doit-on les envisager comme des investissements ou des revenus ? Si ces transferts sont des obligations ou s'ils sont le produit de relations antérieures, on peut les envisager comme des revenus, issus d'un investissement. Mais le transfert constitue un investissement dans une relation future: le droit que j'acquiers en investissant dans autrui se transforme aussi en obligation pour moi et en droit pour

autrui quand celui-ci rembourse son obligation. La temporalité est souvent présente, elle signifie que le revenu est la contrepartie d'efforts antérieurs. En tout état de cause, on ne fait pas de transfert au hasard, mais seulement avec des gens auxquels, on sait que l'on va recevoir quelque chose. Le don n'est donc jamais gratuit : on donne car on pense obtenir quelque chose en retour à une période future. L'altruisme est un taux d'intérêt subjectif. Les individus qui font preuve d'altruisme attendent de la bienveillance de la part d'autrui. En outre, il y a une forte incertitude de par le fait, qu'il s'agit d'un investissement dont le gain se produit parfois à long terme. Par conséquent, le capital social d'un individu pourrait être assimilé à « l'ensemble des droits que cet individu possède sur les autres membres de son réseau social », Sirven (2004). Dans ces conditions, le stock de capital social étant l'actif net – droits moins obligations –, tout transfert au sein du réseau représente à la fois un flux et un investissement en capital social, éventuellement mobilisable ultérieurement. Dans cette optique, « le réseau social est constitué par un ensemble d'individus qui sont actuellement liés par une relation de droits et obligations, ainsi que d'individus qui ont entretenu une relation de droits et obligations par le passé, et qui peuvent à tout moment recréer une telle relation » Sirven (2004, p.92).

I.2.4 Fondement social des envois du fonds aux Comores

On peut se demander sur les motivations et les fondements réels qui font que les migrants vivant à l'extérieur de leurs pays envoient des fonds régulièrement dans le pays d'origine à leurs proches, à des associations culturelles ou de développement. Comment comprendre que même en étant loin de leurs pays d'origine, les migrants participent aux activités sociales et aux activités de développement dans leurs pays au sein de leurs communautés , tant bien même que leurs conditions de vies dans le pays d'accueil sont les plus souvent précaires ? Des engagements qui parfois engendrent des coûts excessifs ! Autrement dit, quelles seraient les raisons de cette participation financière, aux activités familiales, culturelles, coutumières dans leur communauté d'origine ? Le peu que l'on puisse dire à ce stade introductif, est que les raisons sont autres qu'économiques. L'existence des réseaux des liens sociaux et familiaux dans les pays d'origine constituent une des causes des envois de fonds des migrants. L'altruisme qui se manifeste ici par une obligation de participer financièrement aux activités familiales et communautaires est un élément fondamental dans la structure des envois de fonds

aux Comores. A cet égard, on pourrait assimiler cet altruisme par l'existence d'externalités positives, issues de l'organisation sociale qui constitue un capital social. Nous sommes ici en présence d'un capital social qui facilite la réalisation des objectifs, qui ne pourraient pas être atteints en son absence, ou qui ne pourraient être obtenus qu'à des coûts plus élevés, Coleman (1990). Dans cette perspective, la littérature sur le capital social rappelle que les réseaux sociaux (tels que les associations), la confiance et les normes partagées sont susceptibles de générer des externalités rehaussant l'efficience de l'échange social – y compris en ce qui concerne l'accès à des biens collectifs. Conceptuellement, toute coopération entre individus ou groupes ne relève pas nécessairement du « capital social », et l'action collective et la confiance peuvent aussi émaner de valeurs éthiques partagées, indépendantes de tout processus social. Sur un plan statistique, l'appréhension de la variable instrumentale, susceptible d'identifier la vraie mesure non observée du capital social, suppose la capacité de : (i) distinguer les effets du capital social de toute autre influence des caractéristiques des groupes ou des comportements individuels ; (ii) prendre en compte le caractère endogène de la variable qui est une approximation du capital social ; (iii) vérifier la comparabilité des observations, Lachaud (2005). La confiance qui règne au sein des communautés à travers les différents réseaux sociaux, jouent un rôle important aux Comores et constituent le fondement des envois des fonds. Mais l'on peut se demander si l'absence de confiance est-elle vraiment un obstacle à mobilisation – et à l'efficacité – du capital social en termes d'actifs, où doit-on considérer que la confiance est implicite à l'approche des droits et obligations ? Par ailleurs, la constitution des réseaux sociaux est-elle endogène ou exogène au processus d'organisation sociale ? En d'autres termes, la mobilisation du capital social en termes d'actifs n'est-elle pas, dans maintes situations, endogène à l'efficacité de l'échange social, c'est-à-dire par rapport au niveau des privations ? Lachaud, (2005). Autant de questions que l'on tentera d'apporter des réponses dans cette présente étude.

I.3. Plan de la thèse

Cette thèse comporte quatre thématiques, qui vont constituer chacun un chapitre :

I.3.1 Contexte international et national des envois de fonds

Le premier chapitre de l'étude va passer en revue la littérature internationale et comorienne, sur la genèse de la migration et des envois de fonds dans le monde et aux Comores. En effet, il sera question de voir le lien éventuel entre la migration et les envois de fonds. L'on constate aujourd'hui que les envois de fonds ont atteint aujourd'hui une proportion importante, et qu'en même temps la migration internationale a évolué dans le même sens. Il sera alors question d'analyser la dynamique et les déterminants de la migration internationale à travers les différentes théories développées à cet effet. Ensuite, les questions relatives aux envois de fonds internationaux en rapport avec la migration seront abordées, notamment : Comment ont évolué les envois de fonds dans le temps ? Quelles sont les motivations de ces envois de fonds ? Quel est le rôle joué par ces envois de fonds dans les pays d'origine, notamment son impact sur la pauvreté ? Le cas des envois de fonds aux Comores ne peut échapper à la logique internationale. A cet effet, eu égard de l'évolution de l'émigration et des envois de fonds aux Comores, nous chercherons à situer les envois de fonds des Comores au contexte mondial. Certaines questions méritent aussi d'être élucidées, à savoir : Pourquoi la migration comorienne vers la France est elle sélective et provienne principalement de la Grande Comore ? Quelles sont les motivations d'envois de fonds aux Comores (représentant 24 pour cent du PIB en 2008) ? Quel rôle joué par les envois de fonds dans le développement socio économique des Comores ? Quel est son impact sur la pauvreté ? Tenant en compte des littératures abondantes sur la migration et envois de fonds, du lien indéniable entre ces deux évènements, du lien présumé entre les motivations d'envoi de fonds et les caractéristiques socio économiques des migrants et des bénéficiaires des envois de fonds, le chapitre I s'achèvera par la proposition d'un modèle de migration et d'envois de fonds qui pourrait correspondre au mieux au cas des Comores.

I.3.2 Importance des envois de fonds aux Comores

Le chapitre II est consacré à l'analyse statistique et sociale des envois des fonds aux Comores. Les envois de fonds constituent pour les Comores, la première ressource extérieure devant l'Aide publique au développement et devant les Investissement directs étrangers. Malgré cette importance, très peu d'études ont été

réalisées dans ce domaine. On analysera alors, dans ce chapitre, les impacts micro économiques (au niveau des ménages) et macro économiques des envois de fonds. Qui sont les migrants qui envoient les fonds aux Comores ? Quel est leur profil ? Pourquoi envoient- ils des fonds ? Du côté du pays d'origine, qui sont les bénéficiaires des envois de fonds ? Quelle utilisation font-ils des envois de fonds ? Les envois de fonds participent ils à la croissance économique ? Partant du principe que les envois de fonds obéissent à une logique de famille aux Comores, et répondent surtout à une réalité sociale, il sera ensuite question de ressortir le fondement social des envois de fonds. La principale difficulté liée à cette étude est le problème de données fiables. Sur le plan micro-économique, aucune enquête sur le thème « envoi de fond » n'a été réalisé aux Comores, ce qui rend difficile la détermination des montants envoyés par les migrants. Les seules données micro économiques sur les envois de fonds existantes émanent des enquêtes sur la pauvreté des ménages de 1995 et 2004. Au niveau macro-économique, les envois de fonds ne sont pas tous comptabilisés par les institutions officiels, car plus de 75% des envois de fonds aux Comores se font par voie informelle.

I.3.3 Les envois de fonds et la pauvreté monétaire

Dans le chapitre III, il sera question d'analyser l'impact des envois de fonds sur la pauvreté monétaire et les inégalités des ménages. Deux approches seront utilisées : la première sera descriptive et utilisera les dépenses observées des ménages. La deuxième sera économétrique, fondée sur une estimation des dépenses des ménages non bénéficiaires des envois de fonds. Les résultats de cette estimation seront appliqués à l'ensemble des ménages en faisant une première hypothèse qu'il n'y a pas eu de migration et d'envois de fonds extérieurs. Un certain nombre d'autres hypothèses méthodologiques seront testées au cours des étapes de la résolution économétrique de cette deuxième approche. L'on calculera ensuite pour les deux approches, des indices de pauvreté monétaires de l'ensemble des ménages dans les deux situations suivantes : (i) en excluant les envois de fonds dans les dépenses des ménages et ensuite (ii) en incluant les envois de fonds dans les dépenses des ménages. On déduira par la suite, les variations d'indices de pauvreté, qui vont constituer des indicateurs d'appréciation du niveau d'impact des envois de fonds sur la pauvreté des ménages.

3.4 Les envois de fonds et la pauvreté non monétaire

Dans le chapitre IV, il sera question d'analyser l'impact des envois de fonds sur la pauvreté non monétaire, autrement dit, sur l'amélioration des «capabilities»[11] des ménages. La pauvreté monétaire n'est qu'un aspect de la pauvreté. A cet égard, on note par exemple, que les envois de fonds contribuent également à améliorer le cadre de vie des ménages et celui des communautés. Autrement dit, les envois de fonds contribuent d'une façon générale, à améliorer l'environnement économique et social des ménages. Par conséquent, il apparait ainsi que les envois de fonds augmentent les «capabilities» des ménages comoriens à travers l'amélioration de l'habitat, un meilleur accès à l'éducation et aux soins de santé. On assiste à plus des ménages qui ont accès aux biens d'équipement. Les envois de fonds contribuent également à la réalisation des projets communautaires, comme la construction des écoles, l'aménagement et l'équipement des centres de santé et la construction des routes. L'augmentation des «capabilities» observée ces dernières années, est à l'origine de l'évolution positive enregistrée sur les indicateurs du développement humain (IDH) aux Comores.

[11] Utilisé par SEN pour définir la pauvreté non monétaire, les capabilities désignent à la fois les capacités et les potentialités de chaque individu à pouvoir faire face à la pauvreté.

Chapitre I Les envois de fonds : contexte international et comorien

1.1 Introduction du chapitre I

Ce chapitre est consacré à une revue de la littérature de l'ensemble des éléments explicatifs des envois de fonds aux niveaux international et comorien.

Il est admis qu'il n'y aurait pas d'envois de fonds sans migrants. Aujourd'hui, les envois de fonds ont atteint une proportion importante, et l'on constate qu'en même temps la migration internationale a aussi évolué dans le même sens. Ce chapitre abordera la question de la migration internationale et sa relation présumée avec la question des envois de fonds au niveau international. Ensuite, la situation des envois de fonds aux Comores sera abordée. Les aspects sur l'évolution de la migration comorienne, sa sélectivité, les motivations des migrants, le rôle joué par les envois de fonds dans le développement socio économique des Comores (notamment son impact sur la pauvreté) seront présentés.

Tenant compte de la littérature abondante sur la migration et les envois de fonds, du lien indéniable entre ces deux évènements, du lien présumé entre les motivations d'envoi de fonds et les caractéristiques socio économiques des migrants ; et enfin du lien entre la destination et l'usage des envois de fonds, il est intéressant de savoir pour le cas des Comores, à quel type de migration assiste-t-on ? Quel modèle de migration et d'envois de fonds pourrait correspondre celui des Comores ?

1.2 La migration internationale

1.2.1 Historique et situation actuelle de la migration internationale

«Un homme qui est né dans un monde déjà occupé, s'il ne peut obtenir de ses parents la subsistance, et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a aucun droit de réclamer la plus petite portion de nourriture, et en fait, il est de trop. Au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couvert mis pour lui." Thomas Robert (1798)[12].

[12] *Cité par Malthus, Thomas Robert (1798), dans « 1ère édition de l'Essai sur le principe de population »*

Depuis que le monde existe, l'homme n'a cessé de se déplacer et de changer par l'occasion de lieu de résidence. Les motifs de ces déplacements sont divers: ils sont les plus souvent d'ordre économique, ou social. Ces déplacements lorsqu'ils se font d'un territoire à un autre et s'ils sont de longue durée (plus de 6 mois) constituent ce qu'on appelle «*une migration internationale*»[13]. Loin de leur pays de naissance, les migrants participent indirectement à l'évolution économique de leur pays d'origine par des envois de fonds. Ainsi, les envois de fonds et le phénomène migratoire sont deux événements indissociables. Le phénomène migratoire compte parmi les grandes questions mondiales qui jalonnent le XXIème siècle, tant il est vrai que les personnes en mouvement de part et d'autre à travers le monde, sont aujourd'hui plus nombreuses. Avec la mondialisation, le volume des migrations internationales a fortement augmenté et il est prévu qu'il s'accroîtra encore à l'avenir. On estime à environ 191 millions de personnes qui se trouvent aujourd'hui hors de leur pays de naissance *(Nations Unies, Division de la population, 2005)*. Ce qui représente environ 3 pour cent de la population mondiale, plus du double des émigrés dénombrés en 1965, qui étaient estimés à l'époque à 75 millions. Entre 1965 et 1990, le nombre de migrants internationaux s'est accru à raison d'une croissance annuelle de 2,1 pour cent par an. En 2010, le taux de croissance annuel de la migration internationale est estimé à environ 2,9 pour cent. La dynamique sur l'évolution des migrations est un phénomène très peu connu. Du côté des pays d'origine, c'est généralement pendant les périodes des crises (économiques et sociales) que l'on enregistre les grands départs vers des pays plus prospères et plus paisibles. Du côté des pays d'accueil, c'est pendant les périodes de forte croissance économique, et de forte demande de main d'œuvre que l'on enregistre le plus d'arrivées. Il est cependant difficile de mesurer avec précision les flux migratoires (si on mesure aisément les entrées, il n'est pas toujours facile de mesurer les sorties). C'est ainsi que les statistiques souvent utilisées concernent les stocks migratoires.
Selon les estimations des Nations Unies, sur 191 millions de migrants, 9 pour cent étaient originaires d'Afrique *(UN Population Division, 2002)*.

[13] *Définition donnée par l'OMI (Office de Migration Internationale)*

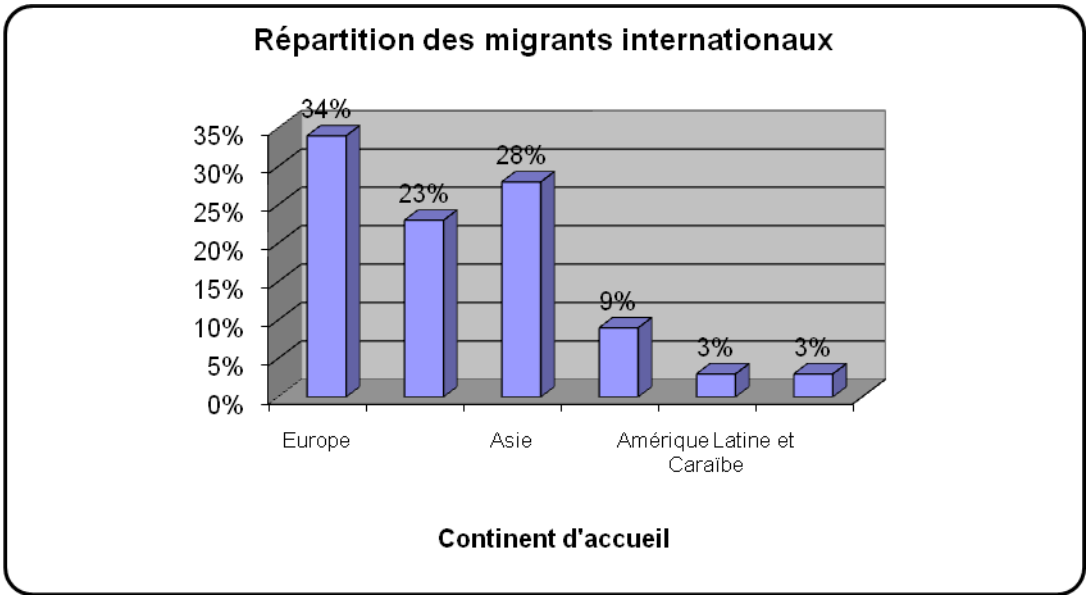
Tableau N°1.1 : Répartition des migrants internationaux (stock) suivant les continents d'accueil

	Effectif en millions
Europe	65
Amérique du Nord	44
Asie	53
Afrique	17
Amérique Latine et Caraïbe	6
Océanie	6
Total	**191**

Source: UN Department of Economic and Social Affairs, Population Division, 2005

Toutefois, la principale région d'accueil demeure la région à « revenus élevés » avec 60 pour cent des migrants internationaux (soit un total de 112 millions de migrants).

Graphique N°1.1: Répartition des migrants internationaux en pourcentage

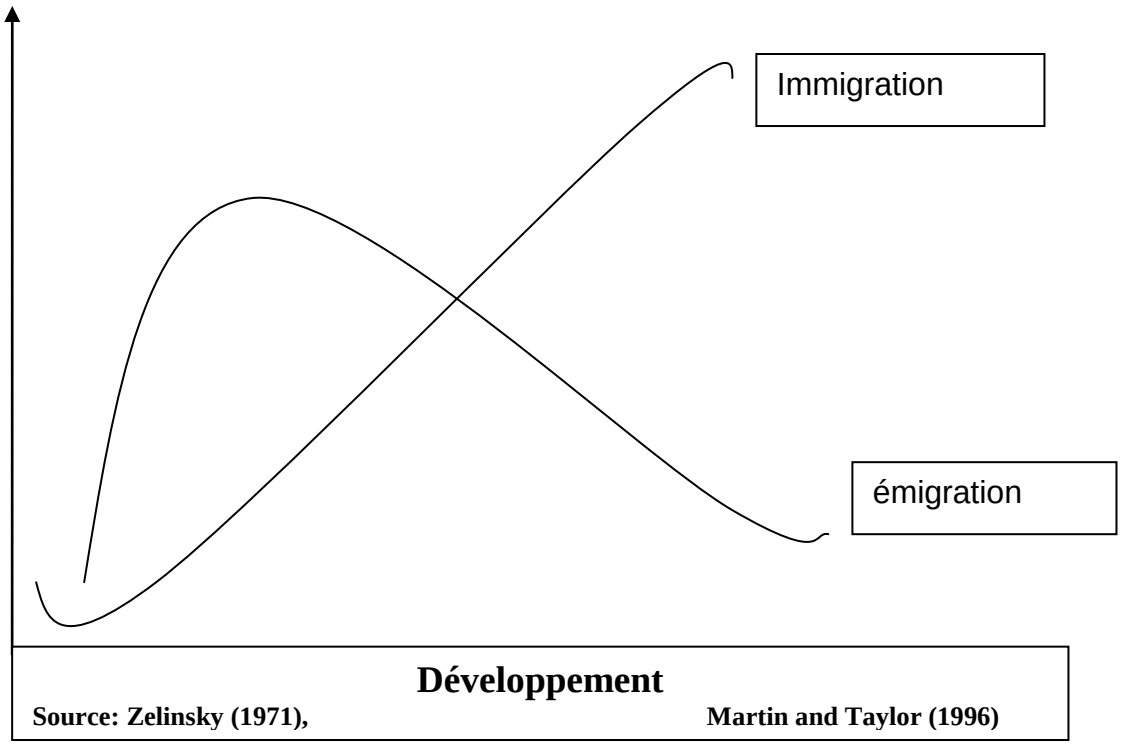


Source: UN Department of Economic and Social Affairs, Population Division, 2005

Ces pays à revenu élevé comprennent 22 pays en développement tels que l'Arabie saoudite, Bahreïn, Brunei, les Émirats arabes unis, le Koweït, le Qatar, la République de Corée et Singapour (UN, 2005). Par ailleurs, des études récentes ont montré qu'une augmentation à court terme de la migration est habituelle dans un processus de développement économique (Martin : 1993 et Martin & Taylor : 1996). En effet, le développement économique engendre une augmentation des revenus permettant de faire face aux coûts et risques liés à la migration. Ainsi, l'amélioration des revenus et l'établissement des réseaux migrateurs augmentent la proportion de la population disposant des moyens pour émigrer. Au début du processus du « développement »,

la migration tend à croitre à travers les communautés, et aux étapes postérieures du développement, l'émigration tend à diminuer et à transformer les régions exportatrices de travail en des régions importatrices de travail[14] Ce qu'on appelle « bosse de la migration »

Graphique N°1.2 : La « bosse de la migration » pendant le processus de développement



Source: Zelinsky (1971), Martin and Taylor (1996)

Ce phénomène de «bosse de la migration» s'est produit dans les décennies récentes avec des pays aussi divers comme l'Espagne, l'Italie, la Grèce, l'Irlande, la Malaisie, le Taiwan et la Corée du Sud, qui étaient exportateurs de main d'œuvre tout au début de leur processus de développement et qui sont ensuite devenus des importateurs nets de travail. L'argument avancé pour ce modèle est qu'avec le «développement économique», le différentiel des revenus avec les pays destinataires, induits par le nouvel environnement économique s'est réduit, et qu'une courbe en U inversé est observé ensuite sur l'émigration dans les pays « nouvellement développés ». En ce qui concerne l'immigration, une courbe en J est observée pendant le processus de développement. D'une façon générale, la pente augmente plus rapidement dans les phases initiales du développement économique, et diminue seulement plus tard graduellement. Cette «bosse de migration» semble

[14] Cité par Bohning 1994; Martin 1992; Martin et Taylor 1996 ; Olesen 2002; Rotte 1997.

refléter les mouvements passés et actuels de la migration suivant les modèles globaux contemporain de migration ayant une ressemblance avec les modèles de Zelinsky et de Skeldon. En fait, les approches de Zelinsky, de Skeldon, de Martin et de Taylor peuvent être intégrées dans une simple perspective transitoire de migration `spatio-temporelle' qui met en exergue des relations complexes, et non linéaires entre les diverses formes de migration et les processus de transformation sociale, technologique, économique et démographique incorporés dans le terme «développement». Aujourd'hui, les migrations internationales concernent la plupart des pays du monde et la distinction entre pays traditionnels d'immigration et pays traditionnels d'émigration n'est plus aussi nette. Même s'il n'est pas aussi très clair, de connaître dans quelle mesure, la mondialisation a-t-elle contribué à accélérer et à diversifier la mobilité des personnes ? Dans quelle mesure, la mondialisation a- t-elle contribué à l'expansion des transports et des communications ainsi qu'à la baisse des coûts ? Toutefois, il a été constaté que l'accroissement de la mobilité transfrontalière des personnes reste plus faible que celle des biens et des capitaux (Banque Mondiale, 2004). La mobilité de main d'œuvre s'est largement diversifiée et l'éventail des destinations des travailleurs migrants s'est élargi, contribuant à un accroissement du nombre des pays d'accueil. On constate aujourd'hui, que jusque dans les années 70, les migrations de main d'œuvre Nord-Nord et Sud-Nord dominaient les flux migratoires internationaux. On assiste aujourd'hui à des flux migratoires Sud-Sud de plus en plus important, comparables aux flux actuels vers les pays du nord, Martin (2003). En d'autres termes, les migrants du Sud vers le Sud sont à peu près aussi nombreux que ceux qui se rendent du Sud au Nord (UN, 2005). Le débat sur la question migratoire soulève de nombreuses interrogations et plusieurs points de vue. Néanmoins, on assiste à une prise de conscience de plus en plus croissante de la réalité selon laquelle les migrations sont un élément essentiel et incontournable de la vie économique et sociale de chaque Etat. Et que sous réserve d'être correctement gérées, elles peuvent se révéler bénéfiques tant pour les individus que pour les sociétés concernées. Bien que l'intérêt sur les liens existants entre migrations internationales et développement se soit considérablement accru au cours des dernières années, et que le débat autour de ce sujet soit plus que jamais d'actualité, le travail scientifique réalisé jusqu'à présent n'a pas produit de modèles analytiques permettant de saisir ces liens de manière claire et opérationnelle, en vue de développer des politiques efficaces et pertinentes. Une des difficultés est liée au fait que le sens du mot 'développement' n'est pas toujours définit et en tout cas pas de manière suffisamment nuancée et opérationnelle.

1.2.2 Les différentes théories de la migration

1.2.2.1 La théorie d'équilibre néo classique de la migration

La théorie néoclassique de la migration est fondée sur une approche duale. Les économies se décomposent en deux secteurs : un secteur traditionnel et un secteur moderne. Le secteur traditionnel dispose d'un surplus de main-d'œuvre à l'origine d'une offre illimitée de travail. Le secteur moderne absorbe ce surplus en attirant la main-d'œuvre en offrant un salaire légèrement supérieur à la rémunération du secteur traditionnel (Lewis 1954, Ranis et Fei 1961). Cette théorie prévoit donc un effet positif de la migration sur le secteur de départ en contribuant à réduire le chômage déguisé qui y prévaut et à égaliser les différences de rémunérations entre les secteurs. Le déterminant de la migration est le différentiel de rémunération entre le secteur traditionnel et le secteur moderne. Le flux migratoire perdure tant que ce différentiel n'est pas résorbé. Au niveau international, la migration de la force de travail est donc un facteur de convergence économique entre les pays. Le constat fait des périodes d'émigration accompagnées par du chômage ont mis à mal cette théorie, ce qui a conduit à l'émergence d'un nouveau modèle, Todaro (1969) et Harris et Todaro (1970). Il s'agit d'un modèle à deux-secteur destiné à expliquer la migration de travail rural / urbain, en dépit de la hausse du chômage dans les villes. Harris et Todaro ont alors expliqué ce phénomène, par un prolongement de l'approche basée sur les écarts de salaires (Lewis), par la prise en compte en plus du différentiel de revenu, de la probabilité de trouver un travail urbain (Todaro 1969). Le revenu prévu dans le secteur de destination dépend non seulement des revenus réels (ou moyens) à « destination », mais également de la probabilité d'y trouver un emploi. La théorie néoclassique de migration internationale est fondée sur le modèle de Harris et Todaro, donc au départ sur l'explication de la migration intérieure. Elle considère la migration du milieu rural vers le milieu urbain comme une composante du processus de développement entier, par lequel le surplus de travail dans le secteur rural fournit la main d'œuvre pour l'économie industrielle urbaine. Un fait bien connu de l'histoire économique «Le progrès matériel a été toujours associé à un transfert progressif mais continu des agents économiques du milieu rural du secteur agricole traditionnel au secteur moderne de l'industrie urbaine.

Sur le Plan macroéconomique, la théorie économique néoclassique explique la migration par des différences géographiques dans l'offre et la demande de main-d'œuvre. Les différentiels résultants des salaires font déplacer des ouvriers du bas-salaire, des régions d'excédent de travail vers les régions de haut-salaire de main d'œuvre moins abondante. La migration aura comme effet, de rendre la main d'œuvre moins rare à la région d'accueil et plus rare à la région d'origine de la migration. On s'attend à ce que le capital se déplace dans la direction opposée. Dans le raisonnement parfaitement néoclassique, ce processus d'égalisation des prix des facteurs (modèle Heckscher-Ohlin) aura comme conséquence par la suite, la convergence croissante à terme des salaires des régions d'origine et d'accueil (Harris et Todaro 1970 ; Todaro et Maruszko 1987). A long terme, ce processus de convergence démotiverait les candidats du pays d'origine à la migration.

Sur le plan microéconomique, la théorie néoclassique de migration considère les migrants comme des acteurs individuels rationnels, qui décident de se déplacer sur la base d'un calcul des coûts et rendements. Ils sont libres de leur choix et ont accès à l'information. On s'attend à ce qu'ils vont là où ils peuvent être les plus productifs, c'est-à-dire, là où ils peuvent gagner les salaires les plus élevés. Cette capacité dépend des qualifications spécifiques des personnes et de la structure des marchés du travail.

Encadré 1.1 : Le modèle Harris et Todaro

Soit L le nombre d'emplois urbains, U le nombre de chômeurs urbains, wu le salaire urbain, et $w_r < w_u$ le salaire rural. Si la probabilité de trouver un emploi est simplement le nombre d'emplois en proportion du nombre d'individus employables à la ville L=(L + U), l'espérance du salaire qu'un campagnard peut obtenir en migrant à la ville est donc $\frac{\mathrm{wuL}}{\mathrm{L+U}}$*: Tant que wr <* $\frac{\mathrm{wuL}}{\mathrm{L+U}}$*; l'incitation à la migration rurale (c'est-à-dire de la campagne à la ville) est positif, et les flux migratoires persistent. Si l'on définit l'équilibre comme une situation où les flux migratoires n'ont plus de raison d'être, a l'équilibre, il faut avoir wr =* $\frac{\mathrm{wuL}}{\mathrm{L+U}}$*: Cette expression peut être réarrangée de façon à donner :*

$$U = L(\frac{wu}{wr} - 1)$$

L'effet d'une augmentation d'emplois en milieu urbain sur le chômage urbain est donné par :

$$\frac{\partial U}{\partial L} = \frac{wu}{wr} - 1 \quad \frac{\partial U}{\partial L} = \frac{wu}{wr} - 1 \ > 0$$

Un des résultats les plus immédiats du modèle Harris – Todaro, et aussi peut-être le plus important, est que la création d'emplois urbains peut avoir l'effet pervers d'augmenter le taux de chômage urbain. Ainsi, un programme de création d'emplois urbains aurait, dans le modèle de Harris-Todaro, l'effet pervers de faire monter le niveau du chômage urbain. La raison de cet effet pervers est très intuitive : en augmentant le nombre d'emplois urbains, le

programme va attirer de nouveaux migrants des milieux ruraux qui auraient des salaires wr < $\frac{wuL}{L+U}$.

Source : Harris, J., et M. Todaro (1970) :Migration, Unemployment and Development : A Two-sector

L'idée est que : tant que la différence de revenus urbain/rural demeure plus élevée que le risque de ne pas trouver d'emploi en ville, alors « l'attraction des revenus permanents relativement plus élevés continuera à drainer un flux régulier des migrants ruraux » (Todaro, 1969). Initialement développé pour la migration intérieure, le modèle de Harris-Todaro peut également, moyennant quelques modifications, être adapté à la migration internationale.

Encadré 1.2 : Le modèle Harris – Todaro appliqué à la migration internationale

La valeur actualisée des gains bruts (GB) attendus de la migration est donnée par la formule:

$$GB = \sum_{j=0}^{n} \frac{(Y_j - X_j)}{(1+i)^{j+1}}$$

j = la période, commençant dans la période initiale 0.
Y_j= le revenu attendu dans la région de destination, à la période j.
X_j= le revenu attendu dans la région d'origine, à la période j
n = le nombre total de périodes de gains anticipées dans le futur.
i = le taux d'escompte.

Le taux d'escompte peut s'exprimer comme étant les préférences de l'individu pour un revenu immédiat plutôt que d'un revenu futur, c'est-à-dire, les préférences individuelles quant à la distribution temporelle des revenus; il exprime aussi le taux d'intérêt effectif à la marge qu'il devrait payer pour des prêts. En équilibre, ces taux seraient égaux.

Les coûts de la migration sont composés des pertes de revenus et des coûts directs (transports..etc). Ils sont supposés être concentrés dans la période initiale, la période 0. (Cette hypothèse est adoptée pour simplifier la présentation);

Les coûts d'opportunité (pertes de revenus à la période 0) sont : $C_0 = X_0 - Y_0$
Les coûts directs de la migration sont regroupés et notés C_1
Ainsi, le coût de la migration est $C = C_0 + C_1$

Les gains nets (GN) sont donnés par la formule suivante :

$$GN = GB - C = \sum_{j=1}^{n} \frac{(Y_j - X_j)}{(1+i)^{j+1}} - \frac{X_0 - Y_0}{1+i} - \frac{C_1}{1+i}$$

$$GN = \frac{1}{1+i}\left(\sum_{j=1}^{n} \frac{(Y_j - X_j)}{(1+i)^{j}} - C_0 - C_1\right) = \frac{1}{1+i}(R-C)$$

Avec $R = \sum_{j=1}^{n} \frac{(Y_j - X_j)}{(1+i)^{j}}$ *; en supposant que Yj – Xj ne dépend pas de j et égale à D*

On aura $R = D * \sum_{j=1}^{n} \frac{1}{(1+i)^{j}} = D * \frac{1}{i}\left(1 + \frac{1}{(1+i)^{n}}\right) = DS$ *avec* $S = \frac{1}{i}\left(1 + \frac{1}{(1+i)^{n}}\right)$

$$GN = \frac{1}{1+i}\ (DS - C)$$

Ainsi, le mouvement migratoire du pays d'origine au pays de destination sera encouragé si:
(1) D = (Yj - Xj) est plus grand
(2) C est plus petit
(3) i est plus petit
(4) n est plus grand

Source : Brian A. BARTON, la migration comme un investissement en capital humain

Les implications au niveau des mouvements migratoires issues de cette formalisation sont les suivantes :

(1) La migration dépend des gains nets espérés et non pas du rapport entre le revenu espéré à destination sur celui espéré à l'origine.

(2) Les jeunes sont plus susceptibles de se déplacer que les plus âgés. La raison principale est que "n" est plus grand pour les jeunes. Evidemment, des raisons sociologiques et psychologiques jouent un rôle aussi. De plus, C devrait être plus petit pour les jeunes.

(3) Les travailleurs secondaires qui ne s'attendent pas à travailler dans les périodes futures, auront un "n" petit et seront moins portés à se déplacer de leur propre initiative, également les femmes mariées. De plus, les coûts de migration d'une famille seront plus élevés que pour un individu. Les familles se déplaceront donc moins que les individus. Mais le gain total doit être pris en considération, si la famille contient plus d'un travailleur.

(4) Les groupes d'individus dont les salaires sont élevés (incluant les travailleurs spécialisés) à l'origine, seront portés à se déplacer, si la différence des salaires entre le pays d'origine et le pays de destination est proportionnelle au niveau des salaires.

(5) Pour une différence de revenu donnée (D), plus élevé sera le revenu (ou richesse) à destination, plus grande sera la mobilité des gens, parce que:

(a) Le taux d'escompte effectif (i) sera plus petit, car il est plus facile de financer la migration ou d'accepter de financer la migration pour une période avec des coûts plus élevés ou avec des revenus moindres.

(b) Un revenu plus élevé à destination devrait être en corrélation avec une demande effective plus grande qui pourra en général être mieux satisfaite dans un grand centre. Dans quelques occasions, ceci pourrait jouer dans le sens contraire.

(6) Le sous-emploi affecte les espérances de gains à l'origine et à destination

(a) Plus élevé sera le chômage à l'origine, plus la mobilité sera grande

(b) Plus élevé sera le chômage à destination, plus petite sera la mobilité

(c) Pour une différence de salaires donnée, plus élevé sera le taux de chômage général, plus petite sera la tendance à se déplacer.

1.2.2.2 La théorie de la dépendance

La théorie de la dépendance est une théorie du champ des sciences sociales qui soutient que la pauvreté, l'instabilité politique et le sous-développement des pays du Sud sont les conséquences des processus historiques mis en place par les pays du Nord, et ayant comme résultat, une dépendance économique des pays du Sud. L'argument principal avancé dans cette théorie est que les termes de l'échange entre les produits primaires (produits de l'agriculture et matières premières) et les produits manufacturés tendent à se dégrader au cours du temps (Hans Singer et Raul Prebisch, 1950). D'après Prebisch, ce processus de dégradation des termes de l'échange est dû aux différences de spécialisation entre les "États du Nord", technologiques, et les "États du Sud", dont l'économie est basée sur l'exploitation des ressources naturelles. André Gunder Frank (1969) qui est l'un des fondateurs de l'école de la dépendance, considère le capitalisme global (et la migration en tant qu'une de ses manifestations) , comme ayant contribué au « développement du sous-développement ». L'école de la dépendance animée par des économistes classées souvent comme des néo marxiste comme F. H Cardoso et Samir Amin, considère la migration comme injuste et nuisible aux économies des pays sous-développés mais également constitue l'une des causes du sous-développement, plutôt qu'un élément de développement. Selon cette vision, les sociétés rurales stables sont ruinées par la migration. La migration a miné les économies rurales et a déraciné ces milieux de leurs populations par le biais de la migration. Emmanuel Wallerstein (1974; 1980) à travers la théorie des systèmes mondiaux, a classifié les pays selon leur degré de dépendance, distinguant les nations de «noyau capitaliste », suivies des nations « semi- périphériques », ensuite des nations « périphériques », et enfin des « nations isolées ». Les « nations isolées » sont les nations non encore intégrées dans le système capitaliste mondial. Dans ce schéma, l'intégration des pays semi périphériques et périphériques dans l'économie capitaliste mondiale est suivie des mouvements migratoires vers les « noyaux ».

Durant les années 1970 à 1980, les structuralistes ont soutenu des thèses refusant de voir la migration comme étant le résultat d'une décision individuelle ou d'une décision familiale. En effet, les individus n'ont pas un choix libre, parce qu'ils sont fondamentalement contraints par les forces structurelles. Les structuralistes soutiennent que les migrations « sont autant la cause que la conséquence d'un développement déséquilibré du à des forces macro-économiques provoquées en

grande partie par la colonisation et la domination des pays industrialisés sur les pays en voie de développement »[15]. Ils considèrent la migration comme conséquence normale des ruptures et des dislocations intrinsèques au processus de l'accumulation du capitalisme. Ils interprètent la migration comme des réactions à la pénétration du capitalisme et développement des inégalités des termes de l'échange entre les pays développés et les pays sous-développés (Massey 1998). Plutôt qu'une question de choix libre, les personnes sont forcées à se déplacer parce que des structures économiques traditionnelles ont été minées en raison de leur incorporation dans un système politico économique global. Par ces processus, les populations rurales deviennent de plus en plus privées de leurs vies traditionnelles, déracinées et deviennent une partie du prolétariat urbain à l'avantage des pays développés, un « noyau » qui se forge par le travail bon marché des immigrés. Par ailleurs les structuralistes ont souvent cité l'effet « Brain – Drain »[16] comme conséquence négative de la migration et constituerait un frein au développement.

Cette vision négative de la migration a été réfutée par l'histoire récente à l'exemple de certains pays exportateurs de main d'œuvre et qui ont pourtant réalisé des croissances économiques soutenues dans les décennies passées en dépit ou grâce à leur appartenance au système capitaliste mondial (Sen 1999). Pour la plupart des pays européens méridionaux et quelques « tigres asiatiques », l'intégration dans le système capitalisme mondial, probablement, la migration de travail élevée ont apparemment permis leur décollage économique, en dépit des prévisions sombres il y a quelques décennies auparavant, Almeida (1973) et Papademetriou (1985).

1.2.2.3 Nouvelle économie de la Migration (NELM)

A partir des critiques faites sur les insuffisances des théories traditionnelles de la migration (théorie néo classique et théorie de la dépendance), est la nouvelle économie de la migration. En effet, la théorie néoclassique de la migration ne traite pas les facteurs d'ordre social, culturel, politique, et institutionnel ; ce qui lui a valu d'être considérée comme une théorie «préhistorique» et «euro centrique». La réalité du dix-neuvième et vingtième siècle sur les migrations en Europe, n'est pas la même

[15] Samir Amin, 1974 et Cordell , 1987)
[16] L'effet « Brain-drain » ou « fuite des cerveaux » concerne les travailleurs qualifiés qui émigrent à l'extérieur. Le départ de ces travailleurs de leur pays d'origine vers le pays de migration entraine une baisse du potentiel de production et une perte de l'investissement effectué pour leur formation.

que celle des pays en développement du vingt unième siècle. Car bien que fondamentalement similaires, les conditions structurales dans lequel la migration contemporaine des pays en voie de développement a lieu est bien différent de celle qui a eu lieu en Europe dans le XIXème siècle, Skeldon (1997). Quand aux théories de la dépendance, elles sont considérées comme trop déterministes et rigides, car elles considèrent les individus et les pays d'origine de la migration comme victimes ou « gages » du système capitaliste ; notamment des pays riches. Une vision qui éliminerait les préférences individuelles à la migration. Une position qui a été démentie ces dernières décennies par le développement rapide des pays du sud est asiatique.

Les théoriciens de la nouvelle économie de migration rejettent les modèles néoclassiques, considérés comme trop individualistes et rigides pour traiter les réalités complexes et diverses des interactions de migration et de développement. Ainsi Stark (1978 ; 1991) a revitalisé la pensée sur la migration et du monde en voie de développement en plaçant le comportement de différents migrants dans un contexte social plus large et en considérant plutôt la famille ou le ménage comme unité de prise de décision et non pas l'individu. Cette nouvelle approche intègre d'autres facteurs que la maximisation individuelle de revenu dans la prise de décision de migration. La nouvelle économie de migration modélise la migration comme un comportement de risque-partagé des familles ou des ménages. Le principe est de considérer que : mieux que les individus, les ménages sont plus capables de diversifier leurs ressources, afin de réduire au minimum les aléas de revenu, Stark et Levhari (1982). L'hypothèse fondamentale portée sur les ménages ou les familles est que ces derniers agissent non seulement pour maximiser leurs revenus mais également pour réduire au minimum, les risques associés afin de les partager ensuite. La migration interne comme celle internationale est perçue comme réponse des ménages aux aléas des revenus ; et comme une stratégie à surmonter les différentes contraintes du marché. Les envois de fonds des migrants garantiront par la suite, la stabilité de revenu chez les ménages d'origine. Ce motif de risque-partagé peut expliquer pourquoi la migration s'effectue même en l'absence des écarts dans les prévisions de salaires. L'idée fondamentale est que les ménages dans l'ensemble peuvent être considérés comme une stratégie Pareto supérieure pour faire face aux risques liés à la migration d'un ou plusieurs membres de la famille. Le ménage est un

moyen de partager les risques et d'investissement pour l'accès à des revenus plus élevés (Lucas et Stark 1985). La nouvelle économie des migrations du travail place le ménage sur des marchés imparfaits de crédit (capital) et de risque (assurance) qui constituent une réalité dans beaucoup de pays en voie de développement, Stark (1985) ; Stark et Levhari (1982) ; Taylor (1986 , 1999); Taylor et Wyatt (1996). Si de tels marchés existent, ils sont peu développés ou difficiles d'accès pour les groupes pauvres. C'est à travers les envois de fonds, que la migration devient une stratégie de ménage (visant à surmonter les contraintes du marché) et qu'un individu seul ne serait pas en mesure de le faire. Les envois de fonds permettront aussi aux ménages de disposer des capacités d'investissement pour améliorer leurs conditions de vie, Stark (1980). Tandis que les envois de fonds ne jouent pas un rôle dans la théorie néoclassique de migration, ils sont perçus comme motif principal de la migration dans les NELM. Chez les théoriciens des NELM, les envois de fonds fournissent une conceptualisation radicalement différente de la migration. Ainsi, ils constituent une stratégie de ménage visant à : (1) diversifier le portefeuille de leur revenu (2) accroitre leur revenu; et (3) surmonter les contraintes liées aux activités économiques et aux investissements dans le pays d'origine. Les modèles NELM s'inspirent des modèles développés pour les ménages agricoles analysant en même temps les déterminants et les impacts des migrations rurales. Les modèles de type « Nash-coopératif » sont les plus souvent utilisés pour analyser le rapport contractuel implicite entre les migrants et les membres de famille qui sont restés dans le pays d'origine.

Encadré 1.3 : Modèle NELM

Les modèles NELM sont conçus suivant l'optique ménage. Que ce soit, au niveau des ménages ou bien au niveau individuel, les modèles de décisions de migration ont les mêmes objectifs : optimiser une fonction de type Von Neuman dont la fonction d'utilité est de la forme :

$$EU = E[U(W^i, Z^i)]$$

où E est l'opérateur d'espérance.
W^i désigne un vecteur de biens de consommation du ménage i,
Z^i est un vecteur d'autres variables qui déterminent les besoins du ménage i
La fonction d'utilité U(.) dans un modèle NELM, représente la fonction d'utilité de la famille, impliquant une sorte de pondération des fonctions d'utilité de différents membres de famille, y compris les migrants et non migrants. Dans chaque application NELM à ce jour, il a été supposé que les préférences familiales peuvent être représentées par une fonction d'utilité unique, le revenu est mis en commun au sein des ménages pour définir une contrainte de budget ménage, comme dans un modèle de ménage agricole standard ou d'une famille unique.
L'espérance de l'utilité est maximisée dans les modèles NELM, sous un ensemble de contraintes : la contrainte budgétaire ; l'influence du ménage sur la migration et on rajoute

parfois les technologies de production et les contraintes du marché (exemple : la subsistance).

Cette fonction d'utilité peut aussi s'écrire sous la forme $EU(RD^i)$ *où* RD^i *est le revenu du ménage i.*

Suivant la théorie de privation relative de Stark (1984) et Stark & Taylor (1989, les individus migrent pour améliorer le revenu relatif de leur ménage et non leur revenu absolu. L'objectif de la migration, est de disposer d'un revenu familial supérieur à celui du ménage voisin de quantile supérieur. Ainsi la migration s'effectuera lorsque :

$$E[U(RD_1^i)] > E[U(RD_0^j)]$$

RD_1^i *est le revenu relatif du ménage i avec une migration, et* RD_0^j *est le revenu relatif du ménage j (de quantile supérieur à celui du ménage i avant la migration)*

McElroy et Horney, 1981: "Nash-bargained household models"

Lucas et Stark (1985) proposent de prolonger les modèles intergénérationnels des ménages sur la dimension spatiale en mettant à jour les théories de développement dual. Cette perception n'est pas nouvelle aux anthropologues mais n'a pas été précédemment intégrée dans les sciences économiques du ménage. La recherche empirique sur des vies rurales a prouvé que les migrants intérieurs et internationaux tendent à maintenir des liens étroits avec leurs communautés durant des longues périodes. La conséquence méthodologique et analytique importante de cette option est que l'impact d'une stratégie de migration ne peut pas être évalué en dehors des relations avec d'autres stratégies de vie, c'est-à-dire, de l'ensemble du portefeuille des activités spatio temporelles des ménages, Stark (1991). Ce qui confirme une fois de plus, l'approche ménage comme le mieux appropriée pour une telle vision. C'est aussi celle qui semble refléter au mieux les réalités de la vie quotidienne pour des millions des ménages dans les pays en voie de développement. Comme l'a souligné De Haan (2000), la migration n'est pas une réaction isolée à une pression économique ou environnementale, mais plutôt une stratégie, obéissant à un ensemble des règles et des normes sociales. Ces stratégies des ménages reposent alors sur deux institutions: les réseaux de migration et les structure de gestion des ménages. Ces institutions facilitent d'une part, les départs et l'intégration des futurs migrants et d'autre part, déterminent le niveau de migration et d'envois de fonds requis pour améliorer les conditions de vie des ménages.

1.2.3 Les réseaux de migration : un capital social favorisant la migration

Les théories de la migration et les modèles y afférents ne fournissent pas l'ensemble des facteurs explicatifs de la migration de travail. Plusieurs autres raisons peuvent expliquer et stimuler la migration de travail. Bien qu'il soit évident que les

raisons économiques jouent souvent un rôle important dans la décision de migration, ce raisonnement ne peut pas à lui seul expliquer la forme réelle des modèles de migration, Salt (1987); Schoorl (1998). La proximité géographique, les institutions, les réseaux sociaux, et les facteurs culturels et historiques jouent aussi des rôles dans la décision de migration. Par l'aide des amis et des parents, les nouveaux migrants peuvent obtenir plus facilement l'information et recevoir l'aide nécessaire pour trouver de l'emploi et un endroit pour vivre. Ces réseaux « d'amis et de familles » aident le migrant dans l'acquisition des papiers et dans l'accomplissement des formalités administratives de résidence. Parfois, ils contribuent même dans l'intégration familiale des nouveaux migrants dans le pays d'accueil (liens maritaux). Ceci dit, l'existence d'une communauté migratrice installée à une destination particulière augmentera la probabilité de la migration suivante à cet endroit particulier, Appleyard (1992). Dans des études plus récentes, le terme « réseaux de migration » a été habituellement employé pour décrire le processus de migration en chaîne. Des réseaux sont définis comme étant un ensemble de liens interpersonnels qui relient des migrants, des anciens migrants, et des non migrants. Ce sont des liens de parenté, d'amitié, et d'origine appartenant à une même communauté, Massey (1993). Ces liens sociaux et le sentiment de faire partie d'une même communauté (transnationale) expliquent également pourquoi les migrants ont tendance à transférer des montants substantiels d'argent aux non migrants. Les approches néoclassiques et individuelles de la migration ne peuvent pas expliquer les motivations des transferts, Djajic (1997); Taylor (1999). Le caractère transnational des migrants à travers leurs identités expliquent en grande partie pourquoi des liens avec les communautés d'origine sont souvent maintenus au-delà des générations. Ces liens tissés expliquent aussi pourquoi les lois et l'intégration dans le pays de destination a peu d'influence sur les propensions à transférer les fonds et l'implication des migrants dans les activités de la société d'origine. Massey (1989) a démontré qu'une fois que le nombre de liens au sein du réseau dans le pays d'origine ait atteint un niveau critique, la migration devient perpétuelle, parce qu'elle aura créée la structure sociale pour soutenir le processus, Appleyard (1992). Les effets de réseau expliquent la continuité de la migration, malgré que les frontières soient formellement fermées, Waldorf (1998). Les facilités accordées par les « familles et réseaux d'amis » dans les mouvements migratoires, rendent la tâche des gouvernements des pays destinataires difficile en matière de limitation de la migration. Les liens tissés à travers les réseaux constituent en effet une forme de capital social que les migrants s'en servent pour avoir accès à de l'emploi à l'étranger

Massey (1993). En plus du capital humain et matériel (éducation, qualifications, connaissance), le capital social est une troisième ressource cruciale qui favorise l'émigration. Dans le pays d'accueil, les parents émigrés constituent une forme de capital social qui allège les coûts des obstacles légaux, politiques, et financiers des futurs migrants. Du côté des pays d'origine, la baisse des coûts et des risques entraine une migration de moins en moins sélective. En conséquence, grâce à un capital social constitué de « réseaux de migration », une part de plus en plus croissante de la population dispose des moyens nécessaires pour émigrer, Taylor (1986). L'étude des réseaux de migration est devenue populaire au cours des deux dernières décennies. Seulement, ces modèles n'offrent pas de perspectives sur les limites des réseaux ; ainsi, on a l'impression que la migration peut se développer à l'infini, Massey (1998). Ils ne soulignent pas les effets des facteurs externes et structuraux ainsi que le processus interne qui contrecarrent la tendance à la hausse de la migration par des réseaux, Klaver (1997). En effet, il est admis qu'à plus long terme, les mouvements migratoires de travail auront une tendance à diminuer ou cessent quand les causes fondamentales de la migration disparaissent. En second lieu, les barrières légales et physiques de la migration peuvent avoir une influence sur l'importance et la nature de la migration. Troisièmement, il peut également y avoir des forces internes, qui peuvent affaiblir des réseaux avec le temps : les migrants ne sont pas nécessairement des « têtes de pont » facilitant la migration suivante, mais peuvent également devenir les « portiers restrictifs », Böcker (1994) ; De Haas (2003), devenant hésitant ou peu disposés d'aider les futurs migrants. Les liens avec les parents et les amis non migrants pourraient alors s'affaiblir avec le temps. Une inférence importante de la théorie de réseau est de dire que la sélectivité de la migration tend à diminuer après les étapes initiales de la migration pionnière, menant à une sorte de diffusion de l'expérience de migration à travers les communautés. Et pourtant, il est admis aussi que la sélectivité pourrait augmenter encore avec l'affaiblissement des réseaux de migrations. Bien que les réseaux de parenté jouent un rôle important dans la migration, ces réseaux sont en même temps défavorables aux autres personnes n'appartenant pas aux groupes sociaux ou n'ayant pas de lien de parenté ; on observe souvent ce phénomène dans le contexte des politiques restrictives d'immigration, De Haas (2003). C'est ce que Portes et Landolt (1996) qualifient de «côté incliné du capital social ». La notion de « côté incliné du capital social » peut se traduire comme suit : les mêmes liens forts qui aident les membres d'un groupe à s'intégrer peuvent en même temps exclure d'autres groupes non membres, Portes et Landolt (1996).

1.3. Les envois de fonds dans le monde

Les envois de fonds constituent pour les pays bénéficiaires une ressource de financement extérieur de plus en plus importante et relativement stable. Ils ont un rôle de sécurité sociale surtout dans les pays affligés par des crises économiques et politiques, Kapur (2003). Les envois de fonds se sont avérés moins volatiles, moins cycliques et, par conséquent, une ressource plus fiable de devises étrangères.
De plus en plus important en volume, les envois de fonds constituent aujourd'hui la première ressource extérieure des pays en développement loin derrière l'Aide Publique au Développement (APD) et les Investissements Directs Etrangers (IDE).
Les données statistiques ont montré que les envois de fonds sont trois fois plus élevés que la valeur officielle de l'Aide Publique au Développement fournie aux pays de faible revenu, et qu'elles constituent la deuxième ressource extérieure importante pour les pays en voie de développement après l'Investissement Direct Etranger (Commission globale sur migration internationale 2005). Pour beaucoup de pays à faibles revenus, les envois de fonds représentent la première ressource extérieure.

1.3.1 Situation globale des envois de fonds, difficultés statistiques et dynamique

1.3.1.1 Situation générale

Le lien présumé existant entre la migration internationale et les envois de fonds ne fait aucun doute. Il est admis que la migration internationale n'a cessé d'augmenter dans le temps et parallèlement, les envois des fonds augmentaient à un rythme plus accéléré. D'après les Nations-Unies, le nombre de migrants internationaux est passé de 75 millions en 1960 à 191 millions en 2005. Soit une croissance équivalente à 2,1 pour cent par an. L'évolution des envois de fonds quant à elle, a été beaucoup plus rapide. Selon les statistiques de la Banque mondiale, les envois de fonds dans le monde sont passés de 2 milliards USD en 1970 à 433 milliards USD en 2008, soit une croissance annuelle moyenne de 15 pour cent.

Tableau N°1.2 : Evolution des envois de fonds dans les Pays en développement et dans le monde

En milliards de $													
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010**e**	2011p	2012p
Pays en Développement (PED)	**85**	**96**	**116**	**144**	**161**	**191**	**228**	**278**	**325**	**307**	**325**	**346**	**374**
Croissance annuelle PED en %		**13**	**21**	**24**	**12**	**19**	**19**	22	17	-6	6	6	8
Asie de l'Est et Pacifique	17	20	29	35	39	47	53	71	85	86	91	98	106
Europe et Asie Centrale	13	13	14	17	21	29	37	39	46	35	37	39	43
Amérique Latine et les Caraïbes	20	24	28	35	41	49	59	63	65	57	58	62	69
Moyen orient et Afrique du Nord	13	15	15	20	23	24	26	32	36	34	35	37	40
Asie du Sud	17	19	24	30	29	33	40	54	72	75	83	87	92
Afrique subsaharienne	5	5	5	6	8	9	13	19	21	21	21	22	24
Pays à faible Revenues	22	26	32	39	40	46	20	17	22	22	24	26	29
Pays à revenus intermédiaires	63	70	84	105	121	145	208	262	303	285	301	319	345
Monde	**132**	**147**	**170**	**206**	**231**	**263**	**309**	*385*	*443*	*416*	*440*	*464*	*499*
Croissance annuelle mondial en %		**11**	**16**	**21**	**12**	**14**	**17**	**25**	**15**	**-6**	**6**	**5**	**8**

*Source: Migration and Development Brief 10, World Bank November 8, 2010, **e**: estimations; **p**: previsions*

Les envois de fonds à destination des pays en développement représentent 75 pour cent des envois de fonds mondiaux. L'Afrique sub-saharienne totalise 6 pour cent des envois de fonds mondiaux. En ce qui concerne la répartition des envois de fonds par catégories de pays, ce sont les pays à revenus intermédiaires qui bénéficient de la plus grande part avec 67 pour cent des envois de fonds mondiaux suivi des pays à revenus élevés qui totalisent 26 pour cent des envois de fonds mondiaux et enfin les pays à faible revenus avec 6 pour cent des envois mondiaux. Les 20 premiers pays bénéficiaires des envois de fonds représentaient un montant total équivalent à 66 pour cent des envois de fonds dans le monde en 2004. Seuls huit d'entre eux sont des pays développés. Un tiers des envois de fonds dans le monde est destiné aux quatre pays suivant par ordre d'importance du volume total reçu : Il s'agit de l'Inde, de la Chine, du Mexique et de la France[17].

1.3.1.2 Difficultés statistiques

Le montant réel des envois de fonds est beaucoup plus important que les statistiques officielles sur les envois de fonds. En effet, une proportion importante des envois de fonds se fait par des canaux non officiels (informel). Selon les statistiques officielles plus de 50 pour cent des envois de fonds s'effectuent par des canaux non officiels dans beaucoup de pays. Les institutions nationales chargées de la collecte des données sur les envois de fonds, généralement les banques centrales

[17] *Migration and Development Brief 10, World Bank July 13, 2009*

n’ont pas les moyens de comptabiliser avec exactitude le montant des transferts informels. Ainsi, on assiste dans la plupart des cas à des situations d’envois de fonds (sur la base des données officielles) différentes des situations réelles. Une étude récente a montré que les économies des pays tels que le Fiji, la Somalie et le Surinam sont dans un état bien meilleur que les situations connues officiellement. En effet, les envois de fonds informels sont fortement développés, de telle sorte que la situation réelle n’est pas celle officielle, Pieke et autres. (2005). Dans le cas de la Somalie, par exemple, il a été clairement démontré que les envois de fonds ont joué un rôle plus important pour la vie et la survie de la population, loin devant l’aide au développement et l'aide humanitaire, Gundel (2002).

1.3.1.3 Dynamique observée

Comme pour la détermination du montant des envois de fonds, il est aussi difficile d’établir une dynamique des envois de fonds à long terme. Les avis sont souvent divergents sur l’évolution future des envois de fonds dans les décennies à venir ? Du point de vue des théories de la dépendance, les envois de fonds sont perçus comme une ressource de revenu externe incertaine destinée à des familles, à des communautés et à des Etats. Cette vision est fondée sur l'hypothèse que les envois de fonds diminueraient rapidement avec le règlement ou le retour des migrants.

D’autres auteurs ont développé l’aspect que les liens des migrants avec le pays d’origine s'affaibliraient et que les envois de fonds diminueraient rapidement après l’intégration de plusieurs générations de migrants, Merkle et Zimmermann (1992), Ghosh (2006). L’hypothèse d'affaiblissement des envois de fonds s’appuient sur la structure du profil des migrants qui envoient des fonds. En fait, les jeunes, les nouveaux mariés, les bas salaires et les migrants « temporaires » envoient plus des fonds dans le pays d’origine ; tandis que la plupart des migrants bien intégrés, ceux d’un niveau élevé d’éducation et ceux qui sont bien payés, investissent plus dans les pays d'accueil, Ghosh (2006). Certaines politiques migratoires actuelles prennent en considération cette tendance à l’affaiblissement des envois de fonds, souvent admise comme une réalité inévitable. L'affaiblissement supposé des envois de fonds est aussi fondé sur l'hypothèse que les envois de fonds servent principalement pour payer les dettes liées à la migration, à la sécurisation des salaires et pour d’autres raisons altruistes. Il est également avancé que l’intégration des immigrés engendrerait un affaiblissement progressif des liens transnationaux avec le temps.

Cependant, Stark (1991) a montré qu'il est difficile d'établir des prévisions sur les envois de fonds parce que les migrants font partie de plus grandes unités sociales telles que des familles et des ménages. L'inclination des envois de fonds dépendra fortement des arrangements et du pouvoir de négociation contractuel au sein de la famille. Par conséquent, il est loin d'être acquis que les envois de fonds diminueraient rapidement avec le temps. Même d'un point de vue altruiste, il n'y a aucune tendance prévisible qui prédit que l'effort d'envoi de fonds s'accroitra ou diminuera avec le temps, Poirine (2006). Rares sont les recherches empiriques qui ont pu aboutir à l'hypothèse d'un affaiblissement des envois de fonds dans le temps. Certaines études ont trouvé que les montants des envois de fonds pourraient baisser dans le temps, Agunias (2006). D'autres auteurs ont développé des modèles beaucoup plus stables ayant abouti à une croissance des envois de fonds dans le temps. Cependant, il est possible d'intégrer de tels résultats apparemment contradictoires par la conception d'un modèle plus dynamique dans lequel la relation entre la durée du séjour, l'intégration sociale et économique et les envois de fonds ne sera pas linéaire. Les indicateurs d'intégration, tels que l'emploi et le revenu, tendent à avoir un effet positif sur les capacités d'envois de fonds des migrants. Cet effet pourrait en partie ou entièrement équilibrer l'effet décroissant de la variable « affaiblissement des liens avec les pays d'origine dans le temps » sur les envois des fonds. Ces liens peuvent en effet durer pendant de très longues périodes. Cette évidence émet certains doutes sur la proposition que les migrants temporaires seraient de meilleurs et plus fiables pourvoyeurs de fonds que les migrants intégrés. Ainsi, il a été constaté que les flux des envois de fonds par tête de migrant marocain ont commencé à stagner ou diminué seulement après deux décennies du début de la migration à grande échelle, Haas et Plug (2006). D'autres études basées sur des enquêtes ont montré que les envois de fonds des migrants tendent à atteindre le maximum, approximativement après 15 à 20 années de migration, Brown (1994) ; Fokkema et Groenewold (2003). Il a été également observé que les envois de fonds augmentent avec les salaires, et jusqu'à seulement un certain point, Taylor (1999). Une étude conduite en Egypte, au Maroc et en Turquie ont conclu que les migrants employés, envoient quatre fois plus d'argent que les migrants sans emploi, Fokkema et Groenewold (2003). Ce qui montre que les fluctuations et les activités économiques cycliques dans les pays d'accueil, expliquent la plupart des variations des flux d'envois de fonds. La durabilité de la migration et la longévité des liens forts transnationaux, expliquent pourquoi les déclins des envois de fonds s'effectuent

souvent dans un délai beaucoup plus retardé, que ne prévoyaient certaines études, de Haas et Plug (2006). Même si ce n'est pas toujours bien clair, il n'est pas acquis qu'il y ait un mécanisme automatique d'affaiblissement des envois de fonds.

1.3.1.4 Envois de fonds face à la crise financière internationale

La crise internationale qui a débuté aux Etats Unis en 2007 par une crise immobilière, s'est transformée ensuite en 2008, en une crise bancaire, financière et boursière. Les marchés financiers mondiaux n'ont pas été épargné, et sans aucun doute un impact sur les envois de fonds à travers le monde. Même s'il est encore tôt pour pouvoir mesurer toutes les conséquences de cette crise sur l'ensemble des activités liées aux envois de fonds , des études préliminaires ont permis de dégager certains éléments de prévision quant à l'évolution future des envois de fonds suite à la crise financière internationale. Selon les données de l'Inter-American Development Bank (IDB), les envois de fonds du monde vers l'Amérique Latine (l'une des régions qui reçoit la plus grande part des envois de fonds) en 2008 a cru seulement de 3 pour cent par rapport à 2007, pendant que la croissance des envois de fonds en 2007 par rapport à 2006 était de 7 pour cent et que la croissance de 2006 par rapport à 2005 était de 20 pour cent. Selon l'IDB, les envois de fonds en 2009 ont enregistré une baisse de -12 pour cent. C'est la première fois que les envois de fonds vers les pays de l'ALC (Amérique Latine et Caraibes) ont enregistré une baisse depuis 2000. C'est l'année que l'IDB ait débuté le suivi régulier des flux d'envois des fonds vers les pays de l'ALC. Cette prévision de baisse sur les envois de fonds vient clore une période faste de plusieurs années de croissance à deux chiffres des envois de fonds vers les pays de l'ALC. Les conséquences économiques et sociales de cette baisse seront multiples dans beaucoup de pays de l'ALC, surtout quand les envois de fonds représentent pour sept pays de l'ALC plus de 12 pour cent de leur PIB. La dernière publication de la Banque mondiale révèle que les envois de fonds des migrants vers les pays en développement sont passés de 325 milliards de dollars en 2008 à 305 milliards de dollars en 2009 (soit une baisse de - 6 pour cent). Beaucoup de pays ont connu des baisses d'envois de fonds, dont le Maroc, les Philippines et le Sri Lanka. En ce qui concerne les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC), les flux des ressources en provenance des seuls États-Unis ont chuté de 71 pour cent. L'étude affirme que les migrants ont été plus réticents à envoyer d'argent par les canaux officiels en raison d'un manque de confiance dans la stabilité du système bancaire international. Par ailleurs, la crise financière, a eu

comme conséquence la propagation de la xénophobie qui se manifeste jusqu'alors dans certains pays riches à travers des mesures de restriction de l'immigration et d'embauche de travailleurs étrangers. Chauzy (OIM, 2009), a lancé un appel en déclarant que la solidarité entre les pays d'origine et les pays de destination est plus que jamais nécessaire aujourd'hui pour atténuer l'impact de la crise sur les économies fragiles des pays du Sud. Cela pourrait se faire en augmentant les niveaux d'aide publique au développement (APD) des nations riches aux pays pauvres du monde. Les pays du proche orient, notamment les pays du Golfe connaissent une double crise : tout d'abord, une baisse hâtive des prix du pétrole et deuxièmement, une crise économique qui a atteint les pays du golfe. Ainsi les grandes villes commerciales du golfe, longtemps considérés comme les centres névralgiques du moyen orient à savoir : Dubaï, Abou Dhabi, Doha, Dhahran et Koweït City connaissent aujourd'hui une crise sans précédente. Récemment, le New York times a signalé que plus de 3 000 voitures, y compris quelques Mercedes Benz, des BMWs et des Porsches, abandonnées à l'aéroport international de Dubaï par des expatriés qui fuient le pays après avoir perdu leur emploi. Selon un rapport officiel, plus de 1 500 visas sont annulés par jour à Dubaï qui compte environ 3,6 millions expatriés pour seulement 864 000 ressortissants. La récession a également entraîné une baisse de 50 pour cent du prix des appartements de luxe et une réduction de 25 pour cent des dépenses de luxe des expatriés, principalement des banquiers, des ingénieurs, des comptables et d'autres cadres supérieurs. Une approche théorique des effets de la crise financière mondiale sur les envois de fonds fondée sur des modèles d'envois de fonds a été développée par l'ODI (Overseas Development Institute). Les estimations sont fondées sur les coefficients dérivés des modèles soigneusement spécifiés des déterminants d'envoi et de réception de fonds (débit/crédit). Les résultats trouvés avaient prévu une baisse entre 25 à 67 milliards de dollars en 2009 des envois de fonds (soit de -8 pour cent à -22 pour cent). Des résultats théoriques qui ne sont pas trop éloignés des réalisations en 2009. Les régions qui semblent les plus susceptibles d'être touchés par la crise sont les pays de l'ALC (Amérique Latine et Caraïbes) et ceux d'EAP (East Asian and Pacific). Les pays du Sud est Asiatiques, du Sub Saharian et du MENA (Middle East and North Africa) connaitront des baisses des envois de fonds beaucoup plus modérées. Les prévisions de croissance du PIB en 2010 projettent que les envois de fonds vers les pays en développement pourraient redémarrer leur croissance à nouveau en 2010, bien qu'au rythme plus lent qu'avant la crise. Au Viet Nam, une étude récente réalisée par l'UNICEF auprès des ménages des travailleurs émigrés qui auraient

perdu leurs emplois et leurs revenus depuis juin 2008, ont montré que les envois de fonds de ces migrants ont eu des conséquences sur la vie des ménages. Presque 64 pour cent des ménages ayant des migrants qui ont perdu leur emploi déclarent que les envois de fonds ne sont plus fréquents comme avant et que certains ne reçoivent même plus d'argent depuis que la crise a commencé. Ainsi, 22,2 pour cent des travailleurs migrants n'envoient plus de fonds chez eux depuis la crise. En ce qui concerne les retards dans les envois de fonds, 32.7 pour cent des ménages concernés enregistrent 3 mois de retard ; 27,2 enregistrent 2 mois de retard et 17,7 pour cent enregistrent 1 mois de retard. En plus de ces envois tardifs, les montants des fonds envoyés ont été également réduits : 67,2 pour cent des migrants frappés par la crise ont réduit les montants initiaux d'avant la crise. (Viet Nam Institute of Sociology / UNICEF- June 2009)

1.3.2 Les motivations d'envois de fonds

1.3.2.1 Les envois de fonds : altruisme ou intérêt personnel ?

La littérature abondante sur les motivations d'envoi de fonds distingue généralement deux motifs principaux pour les envois de fonds: d'une part, un motif altruiste, et d'autre part, un motif d'intérêt personnel pour un héritage futur à travers un investissement des capitaux. Sur le plan formel, le comportement du migrant peut être décrit comme un contrat individuel entre le migrant et la famille dans le pays d'origine (celui qui reçoit les fonds envoyés par le migrant). En d'autres termes, sur le plan de la modélisation, on dit qu'un migrant exhibe de l'altruisme vers un membre de ménage (ou vers un ensemble d'individus du ménage) restés dans le pays d'origine, quand la fonction d'utilité du migrant inclut l'utilité des membres de ménage. Les motifs d'altruisme ou d'intérêt personnel (parfois complémentaires) déterminent le comportement d'envoi de fonds. Certains auteurs ont défini l'altruisme comme l'application des contrats implicites entre le migrant et le « bénéficiaire des fonds » du pays d'origine, Stark et Lucas (1985) ; Sana et Massey (2005). Les motifs d'envois de fonds qu'ils soient altruistes ou individuels ont différentes implications sur le comportement micro-économique des agents. Ainsi, les motivations différentes expliquent les disparités dans les montants et la diversité dans les destinations des envois de fonds. L'altruisme est susceptible d'avoir comme conséquence plus d'envois de fonds vers les ménages les plus pauvres. Par ailleurs, il a été constaté que généralement, l'altruisme est plus développé au sein des familles solidement

liées par la tradition et moins chez les familles « moderne ». Quant au motif lié à « l'intérêt individuel », il aura comme conséquence plus d'envois de fonds vers les parents. La littérature a identifié plusieurs raisons qui expliquent que le migrant envoie des fonds: (i) pour subvenir aux risques des deux parties (expéditeurs et bénéficiaires de fonds), Stark et Lucas (1988) ; Sana et Massey (2005) ; et Amuedo - Dorantes et Pozo (2006b) ; (ii) assurer un patrimoine pour un héritage, Bernheim (1985) ; Stark et Lucas (1988) ; Hoddinott (1994) ; et de la Briere (2002) ; (iii) pour contribuer à la consommation, Poirine (1997) ; (iv) pour amoindrir les contraintes de capitaux que font face les membres de ménage, Cox (1998) ; Durand (1996) ; Poirine (1997) ; Woodruff et Zenteno (2007) ; (v) pour une accumulation de richesses dans le pays d'origine, Adams(1991) ; Dustmann et Kirchkamp(2002) ; (vi) pour une compensation des coûts de migration ou un remboursement des dépenses d'éducation, Lucas et Stark (1985); et Johnson et Whitelaw, (1974) ; (vii) pour payer le statut social dans le pays d'origine, Stark (1995) ; (viii) pour payer les services fournis par les membres de ménage ; comme prendre soin des capitaux ou des parents pendant que le migrant est à l'étranger, Rapoport et Docquier (2005) ; et (ix) pour encourager ou décourager la migration dans le pays d'origine, Docquier et Rapoport (1998). Le nombre important de modèles sur les « envois de fonds » suivant des motifs spécifiques explique les divergences des résultats des prévisions statistiques.

En réalité, les envois de fonds sont motivées par la combinaison de tous les motifs suscités qui varient selon des facteurs sociaux et économiques propres à chaque communauté ; à chaque pays et à chaque culture. La différence dans les caractéristiques des «expéditeurs/ et familles bénéficiaires » jouent aussi un rôle dans cette diversité. Lucas et Stark (1985) ont montré que les motifs d'altruisme et d'intérêt individuel sont souvent indissociables. En effet, il est difficile de reconnaître si le motif final pour l'envoi de fonds était pour la charité ou bien pour un intérêt individuel, car à la longue, le prestige obtenu initialement pour un « intérêt individuel » pourrait être perçu comme de la charité. D'où la construction assez souvent d'un modèle combiné, « altruisme/intérêt individuel» dont les envois de fonds constituent un contrat entre le migrant et la famille, Lucas et Stark (1985). Dans un tel modèle, les envois de fonds peuvent simultanément être vus d'une part comme des rendements d'investissement sous forme de stratégie de diversification de risque des ménages (coassurance par le partage de risque, sécurisation de l'héritage) et d'autre part comme source de capitaux d'investissements qui peut être employée pour des activités entrepreneuriales, ou pour des dépenses d'éducation ou

pour faciliter la migration d'autres membres de ménage. Cette vision dans le cadre d'une recherche empirique a mis en évidence une juxtaposition des motifs individualistes et familiaux qui expliquerait la probabilité et le montant des envois de fonds.

1.3.2.2 Les envois de fonds : une co assurance pour un partage de risques

L'argument le plus souvent évoqué pour exprimer la motivation d'envoi de fonds est le partage de risque et la co assurance en présence des marchés imparfaits dans les pays d'origine, Stark et Lucas (1988) ; Sana et Massey (2005) ; et Amuedo-Dorantes et Pozo, (2006b).De plus en plus d'études montrent que les crises économiques et les pénuries de devises dans les pays en voie de développement tendent à augmenter les envois de fonds. Ces résultats rejoignent les hypothèses sur le caractère de « partage de risques » et de la « co – assurance » des envois de fonds. Une analyse des données sur les ménages collectées dans une province du nord-ouest de la frontière du Pakistan (milieu rural) a montré que les ménages qui ne reçoivent pas régulièrement des envois de fonds ont une capacité moindre à faire face aux chocs négatifs de revenus, Kurosaki (2006). Par ailleurs, une étude récente sur les envois de fonds en Turquie a montré que le motif à court terme des envois de fonds est la « satisfaction de la consommation », Alper et Neyapti (2006). Lindley (2006) a également constaté que les migrants originaires de la localité de Hargeisa en Somalie envoient plus de fonds lorsque les revenus des familles éprouvent un déclin. Ainsi, les personnes qui reçoivent régulièrement des envois de fonds sont mieux protégés contre des fluctuations de taux de change et ont une capacité supérieure à aider les parents restés dans les secteurs ruraux en période de crise. Ces résultats vont dans le même sens que les hypothèses du NELM qui préconisent que les envois de fonds fonctionnent comme une assurance du revenu et protègent des personnes contre des chocs de revenu dus aux crises économiques, aux conflits politiques ou aux aléas climatiques. Par ailleurs des études empiriques ont montré que les envois de fonds internationaux contribuent très souvent à améliorer le bien-être, la nutrition, la nourriture, et la santé des ménages dans les communautés et pays d'origine. Selon les résultats d'une enquête menée par Lindley (2006) en Somalie, la moitié des ménages enquêtés étaient entièrement dépendante des envois de fonds. Selon les résultats d'une étude de De Haas (2006) dans la vallée marocaine de Todgha, 40 pour cent des ménages enquêtés ont reçu des envois de

fonds internationaux, qui ont permis le doublement de leurs revenus. Les envois de fonds internationaux dans cette localité marocaine représentent 33 pour cent des revenus monétaires de tous les ménages enquêtés et correspondent entre 53 à 59 pour cent des revenus des ménages ayant une famille émigrée. Ces résultats ont été confirmés par les études réalisées par Agunias (2006) en Amérique latine. Ces études ont montré que les envois de fonds correspondent à une proportion significative du revenu annuel des ménages bénéficiaires. Cette proportion varie entre 18 pour cent en Equateur à 43 pour cent au Brésil, Bendixen et Onge (2005). Une autre étude au Bangladesh et au Népal a montré aussi que les envois de fonds expliquent au moins la moitié du revenu total des ménages dans certaines régions, Seddon (2004), Agunias (2006). Une étude dans la région sud-est du Nigéria a conclu que la contribution de ceux qui émigrent hors du continent africain peut atteindre 50 pour cent des dépenses des ménages, Nwajiuba (2005). Si les envois de fonds augmentent dans les pays d'origine qui connaissent des crises, ils diminuent lorsque le pays d'accueil connaît des crises. Selon une étude réalisée au Burkina Faso, Lachaud (2004), la crise ivoirienne qui s'était transformée en « guerre civile » a engendré une baisse significative des envois de fonds et une nouvelle distribution relative des envois de fonds de Côte d'Ivoire a été constatée au cours de la période 1998 - 2003.

1.3.3 Impacts des envois de fonds sur la société et l'économie

Les envois de fonds ont de nombreuses conséquences dans la vie des ménages, dans le fonctionnement des communautés locales et sur l'économie globale dans le pays d'origine en général. La nature et l'ampleur de ces conséquences varient suivant les caractéristiques socio économiques des peuples dans les pays d'origine. Les envois de fonds dans les pays en développement ont des impacts macro et microéconomiques, dont les plus importants peuvent se résumer par les impacts positifs et négatifs contenus dans le tableau ci après :

Tableau N° 1.3 : Les impacts positifs et négatifs des envois de fonds

	Impacts positifs	Impacts négatifs
Niveau macro économique	Contribue à la croissance économique à travers la stimulation de la consommation et de certaines activités génératrices de revenus. (représente dans certains pays 10 à 30 pour cent du PIB)	Dépréciation de la balance commerciale par la stimulation des importations et l'appréciation de la monnaie locale
	Consolidation de la balance des paiements à travers la provision du taux de change	Détérioration de la balance sociale
	Envois de fonds sont stables et contre cycliques et afflue massivement en cas de crise dans le pays	Envois de fonds diminue avec les nouvelles générations d'émigrés nés dans les pays

	d'origine (contrairement aux APD)	d'accueil
	Effet multiplicateur de l'économie en général : *« cercle vertueux de gain des revenus à travers des dépenses créées dans l'économie locale. »*	Dépendance économique vis à vis des envois de fonds
	Circulation de monnaie dans les zones défavorisées crée la prospérité dans ces zones « New Economic Foundation »	« Brain drain » : fuite des cerveaux : plus de 50 pour cent des Ingénieurs et Scientifiques des pays en développement travaillent dans les pays développés
	Apparition des nouvelles activités liées aux envois de fonds et à la circulation monétaire	Inflation
Niveau des ménages	Réduction de la pauvreté : augmente le portefeuille de certains ménages et facilite l'accès aux produits de première nécessité	Dépendance vis à vis des envois de fonds et négligence des activités productrices locales par les familles.
	Opportunités offertes dans l'investissement sur l'éducation des enfants et sur les soins de santé	A peine utilisé pour des investissements productifs (une grande partie est consommée)
	Assouplissement des contraintes du budget familial pour investir ou épargner	Familles divisées par la migration dont les enfants ont fait souvent les frais
	Des ressources urgentes qui secourent les ménages dans des situations difficiles	Démotivation pour l'éducation ; et pour le travail car espèrent tous migrer
	Ressource de base pour la sécurité sociale	
Niveau communautaire et régionale	Economie locale boostée (par la circulation monétaire)	Augmentation des inégalités entre les familles qui reçoivent des envois de fonds et celles qui ne reçoivent pas
	Financement des projets de développement local et communautaires	déculturation, introduction de nouveaux modes de vie
	Festivités traditionnelles en pleine croissance	Désorganisation fréquente des associations due aux départs de ses membres

Source: Tom De Bruyn & Johan Wets, "Remittances and development"

Les parties suivantes traitent de certains impacts liés aux envois de fonds.

1.3.3.1 Impacts des envois de fonds sur la société dans le pays d'origine

Les théories de la dépendance considèrent la migration comme un processus qui déstabilise les communautés rurales traditionnelles, en les déracinant de leur main d'œuvre. L'idée que la migration a déraciné des paysans de leurs communautés stables reflète une vue sédentaire de la vie rurale traditionnelle, Skeldon (1997). Les hypothèses des tenants de l'impact négatif de la migration et des envois de fonds sur la cohésion et l'inégalité des communautés ou la solidarité sont souvent fondées sur l'idée que les communautés « traditionnelles » étaient plus égalitaires. Et pourtant, l'histoire a montré que des inégalités antiques entre les groupes ethniques et les classes sociales ont toujours existé et ont toujours animé la vie dans les communautés. A cet effet, la migration et les envois de fonds peuvent avoir des conséquences profondes dans la hiérarchie des classes et les hiérarchies

ethniques. Des hiérarchies sociales traditionnelles peuvent être fondamentalement bouleversées si les groupes classés inférieurs ou de statut moyen auparavant, parviennent à émigrer et par la suite envoient des fonds. Dans ce cas, les élites « d'avant les envois de fonds » auront une vision négative de la migration, en la considérant comme un processus dévastateur. Quand aux classes inférieures et moyennes qui auraient bénéficié des envois de fonds, leur opinion sera plutôt positive vis-à-vis des envois de fonds. Au Guatemala par exemple, on a observé que la migration et les envois de fonds des résidents de Mayan (village du Guatemala) leur ont permis de défier lentement les rôles ethniques qui se sont développés au cours des cinq derniers siècles, Taylor (2006). Dans les oasis marocaines méridionales, la migration et les envois de fonds ont été à l'origine d'une importante ascendance sur le plan socio-économique des « haratin » (un groupe social de statut inférieur composé principalement des métayers noirs). Dans ce cas précis, des nouvelles formes d'inégalité, basées sur l'accès aux envois de fonds internationaux, ont bouleversé l'ordre historique établi basé sur la caste, les héritages inégalitaires basées sur les liens de parenté, la couleur de peau et la propriété terrienne, de Haas (2006). Il n'y a aucune norme objective et scientifique pour déterminer quelle forme d'inégalité est la plus mauvaise (l'ancienne ou la nouvelle). Cependant, il est important de ne pas ignorer le fait que la société traditionnelle d'oasis refusait l'octroi de libertés humaines de base à une grande partie de la population (y compris les femmes, esclaves, serfs et métayers). Il est important de considérer l'évolution historique spécifique des classes et des stratifications ethniques par l'accès des groupes défavorisés à la migration. Le rôle de la migration et des envois de fonds dans la reproduction sociale et économique des communautés est reconnu. Néanmoins, rares sont les cas observés d'exode rural due à la migration internationale dans le sens de provoquer un déclin absolu de la population. De tels exodes, s'ils se produisent semblent être liés à la migration intérieure. La migration et les envois de fonds internationaux, permettent au contraire, à certains ménages et aux membres de la Communauté de continuer à vivre dans les secteurs ruraux, Klooster (2005) ; Heinemeijer (1977). Le rôle des envois de fonds pour rassurer et maintenir les communautés des ménages émigrés dans le pays d'origine a été démontré. Ainsi, la campagne des migrations marocaines vers l'Europe a été interprétée comme une stratégie de vie d'un départ pour rester « partir afin de rester », qui correspond à la vision NELM de la stratégie de vie de la migration et du développement, Heinemeijer(1977). Tout en maintenant souvent la reproduction sociale et économique des communautés, les envois de fonds tendent également à

transformer les structures sociales et les arrangements sociaux. Bien que les coûts sociaux et psychologiques de la séparation demeurent souvent importants, les membres des ménages des migrants tendent à s'adapter aux nouvelles situations, qui impliquent presque inévitablement le changement social. Par exemple, King et Vullnetari (2006) ont affirmé que les migrations massives internes et internationales dans le milieu rural en Albanie depuis 1990 ont perturbé les systèmes sociaux et de parenté traditionnels et ont rendu les personnes âgées particulièrement vulnérables. Bien que les envois de fonds amortissent leur isolement social, le départ des enfants par le biais de l'émigration a miné l'amour propre des personnes âgées et des vies de famille albanaise. Pour faire face à cet handicap social, certaines familles suivaient leurs enfants à l'étranger pour aller s'occuper des descendances, permettant ainsi aux nouveaux parents issus de la migration de s'engager dans un travail remunéré, King et Vullnetari (2006). Sur la base des études réalisées sur la vie des familles transnationales à New York, Pribilsky (2004) a rejeté l'opinion généralement admise que la migration masculine vers les Etats-Unis mène souvent à l'abandon de mariage. Il a constaté qu'à travers les migrants équatoriens des montagnes d'Azuayo-Canari, en dépit des tensions et des problèmes au début des mariages, les jeunes couples déclarent souvent que leur rapport s'est amélioré après la migration. Dans une étude sur la relation entre la migration de travail et les taux de mariage des hommes dans les 43 communautés au Mexique occidental, Parrado (2004) a souligné l'importance de prendre en considération les durées de séjour pour évaluer l'impact de la migration, sur la vie de famille et sur leur reproduction sociale. Bien que la migration individuelle ait découragé le mariage pendant que les migrants étaient à l'étranger, les revenus issus des envois de fonds et de l'accumulation de l'épargne au sein de la communauté ont facilité l'achat des logements, des terres et des entreprises contribuant à accumuler le capital nécessaire pour épouser et fonder une nouvelles famille, Parrado (2004). L'évaluation de l'effet de la migration et des envois de fonds sur des structures plus larges de la communauté et des fonctionnements traditionnels est également ambiguë. Dans les oasis marocaines, par exemple, la migration et l'émancipation partielle concomitante des groupes autrefois subalternes de métayers noirs a miné le fonctionnement des institutions traditionnelles villageois qui réglaient l'entretien des systèmes de gestion d'irrigation collective. Ce processus a contribué au déclin de ces systèmes d'irrigation et a réduit les écoulements d'eau. D'une part, l'afflux des envois de fonds internationaux a permis à des ménages de pomper individuellement l'eau et l'apparition de nouvelles fermes dans le désert, de Haas (2006, 1998).

En résumé, il est également clair qu'il soit notoirement difficile de mesurer les impacts de la migration et des envois de fonds dans les changements sociaux des processus socioculturels et économiques. La migration est une composante d'un ensemble complexe de transformations sociales, culturelles et économiques qui intègrent les communautés d'émigrant dans les systèmes sociaux, économiques et migratoires globaux ; elle est aussi un facteur indépendant qui perpétue intensifie, et accélère ces processus au niveau local comme au niveau régional.

1.3.3.2 Impacts des envois de fonds sur les systèmes politiques dans les pays d'origine

La migration, et les envois de fonds affectent également la vie politique dans les pays d'origine. Les pays ont souvent eu des attitudes différentes pour les émigrants. Beaucoup d'Etats considèrent la migration comme soupape de sûreté pour réduire le chômage, la pauvreté et le malaise politique et voient en même temps la migration comme une manière directe de se débarrasser des opposants politiques, Gammage (2006) ; de Haas (2007b). On dit aussi souvent que l'émigration pourrait diminuer la pression contre des réformes dans les pays d'origine, Kireyev (2006). Les considérations économiques poussent les Etats à renforcer les liens avec leurs citoyens absents du pays, car beaucoup d'Etats sont devenus dépendants d'envois de fonds pour couvrir les déficits commerciaux et pour maintenir la stabilité sociale, Barry (2006). Une situation qui semble avoir comme conséquence l'engagement des populations d'émigrés dans les discussions sur la gestion des affaires politiques dans leur pays d'origine. Pendant la décennie passée, beaucoup d'Etats se sont lancés dans une politique incluant les diasporas à travers l'octroi des droits politiques et économiques aux émigrants. Les migrants sont par exemple autorisés à disposer de la double citoyenneté, Ostergaard-Nielsen (2003) ; Gamlen (2006). Les influences de la diaspora sur le plan socio économique ne sont pas toujours forcément positives. Les migrants par le biais des envois de fonds peuvent également contribuer à l'aggravation des conflits déclenchés dans leurs pays d'origine, en fournissant par exemple des appuis aux protagonistes des guerres, Van Hear (2004), Nyberg-Sorensen et autres (2002). Ainsi, la diaspora pourrait contribuer négativement à la stabilité politique. En outre, les migrants sont souvent organisés en des groupes de classes moyennes ou de classes d'élites, Guarnizo (2003). Ils ne pourraient pas, en conséquence, nécessairement être représentatifs de la classe pauvre, ni des

opprimés des pays d'origine. La diaspora est ainsi assimilée dans beaucoup de pays, comme souvent un soutien aux systèmes politiques existants dans les pays d'origine. Encore, ce scénario exemplifie la difficulté d'une généralisation au sujet des effets sociaux, économiques et culturels de la migration et des envois de fonds, Lowell et Findlay (2002). On retrouve chez les migrants toutes les couleurs politiques possibles, et clairement, il n'y a aucune mesure objective et scientifique pour déterminer quelle direction de changement politique est finalement souhaitable.

1.3.3.3 Impacts des envois de fonds sur le genre

La question que l'on se pose aussi assez souvent sur la migration et les envois de fonds, est de savoir s'ils contribuent ou non à l'égalité de genre. La sélectivité de la migration au départ et les impacts des envois de fonds ne sont pas neutres sur l'aspect genre. Il est reconnu que la migration féminine dans les sociétés « patriarcales » constitue des stratégies de ménage en vue d'un regroupement familial pour la fondation d'une famille, Chant et Radcliffe (1992); Salih (2001). Quand les femmes émigrent seules, elles sont considérées comme victimes passives des contrebandiers ou des trafiquants, travaillant dans des conditions d'exploitation ou de la prostitution etc. Ce qui n'est pas le cas, lorsque l'homme émigre. Cependant, aujourd'hui, un nombre de plus en plus croissant, des femmes indépendantes émigrent, de Haan (2000). Même dans les sociétés « patriarcales », tels qu'au Mexique et au Maroc. La migration féminine n'est plus exclusivement un regroupement familial. La littérature sur les impacts de la migration et des envois de fonds tend également à ignorer la dimension de genre dans les sociétés. La Nouvelle Economie de la Migration (NELM) représente les ménages comme monolithiques composés des unités altruistes qui prennent des décisions unanimes à l'avantage de l'ensemble du groupe. Les chercheurs, féministes en particulier, ont contesté, en considérant que cette généralisation masque les inégalités intra ménages et fait abstraction du poids de la décision du chef de ménage et notamment les influences des membres extra ménage, Rodenburg (1997). Par ailleurs, des analyses empiriques limitées considèrent que la migration et les envois de fonds n'ont pas nécessairement un impact structurel sur le changement des rôles traditionnels du genre. Une étude de Van Rooij (2000) sur des épouses des non-migrants et des migrants au Maroc a rejeté l'hypothèse que la migration contribue au changement des rôles dans le genre. Les vies des épouses de migrants sont restées en grande partie liées au ménage, comme l'éducation des enfants et le travail

agricole. Bien qu'elles aient plus de contrôle sur l'utilisation des revenus de leurs maris dans l'éducation de l'enfant, ce gain dans l'autorité est principalement provisoire, au départ des migrants jusqu'au retour des migrants. Les recherches empiriques en Albanie par King (2006), au Burkina Faso par Hampshire (2006), en Egypte par Taylor (1984), et au Yémen par Myntti (1984) ont trouvé des résultats semblables : la migration et les envois de fonds ne modifient pas le rôle des genres dans la structure familiale patriarcale. Dans certains cas, on a observé des changements de comportements dans le rôle des genres et qui ne sont pas nécessairement positifs. Dans des études menées sur des communautés égyptiennes et Yéménites, Taylor (1984) et Myntti (1984) ont trouvé que la position des femmes issues des ménages émigrés, s'est empirée en raison de l'influence croissante des interprétations conservatrices de l'Islam par quelques migrants de retour au pays. Pour le cas de Maroc, certaines femmes succèdent traditionnellement aux «hommes » pour s'occuper de la moisson en raison de la migration. Mais, après, les jeunes « hommes » refusent souvent de travailler dans ce qui est considéré comme «du travail des femmes» Nyberg-Sorensen (2004). Il a été aussi observé pour le Maroc que les femmes n'apprécient pas nécessairement l'augmentation soudaine des responsabilités et des charges qui ne revenaient pas à elles dans le contexte normatif de la société traditionnelle, et qu'elles n'aspiraient pas les obtenir Hajjarabi (1995) et Van Rooij (2000). Car, ce nouveau rôle n'est pas généralement assumé dans un choix libre, il ne devrait pas synonyme de l'émancipation dans le sens de rendre la femme indépendante dans des choix conscients contre des normes contraignantes, des rôles du genre de Haas (2007a). Cependant, pour le cas de Haïti, Gammage (2004) a constaté que la migration et les envois de fonds ont entraîné les femmes haïtiennes à changer le paysage politique. Les femmes, sont même parvenues à défier des rôles traditionnels de genre. Il faut, cependant souligner que le Haïti est une société principalement matrifocal par opposition aux sociétés de l'Afrique orientale et de l'Europe du Nord. En Albanie et au Maroc, il a été observé que les transformations des puissantes structures patriarcales sont générationnelles, King (2006); de Haas (2007a). Par ailleurs, les femmes qui émigrent n'adoptent pas automatiquement les normes sociales du pays d'accueil en matière de relation sur le genre. Une étude menée en Caroline du Nord sur quatre communautés de migrants mexicains a montré que les femmes mexicaines migrantes n'incorporent pas facilement les modèles de comportement et des valeurs culturelles de la société américaine. Les auteurs ont observé plutôt un processus d'assimilation sélectif dans lequel les relations de genre « du pays

d'origine » ont été reconstruites chez les familles de destination. Néanmoins, certaines habitudes et quelques comportement des communautés d'origine sont abandonnés et d'autres sont modifiés ou renforcés, Parrado et Flippen (2005). Par ailleurs, la migration et les envois de fonds internationaux peuvent avoir une influence positive sur la participation éducative des jeunes filles. En effet, beaucoup de jeunes filles sont scolarisées dans les pays d'origine, grâce aux envois de fonds qui contribuent en même temps à un changement de mentalité. Quant aux envois de fonds suivant le genre, ils varient en fonction des pays d'origine. Il a été constaté par exemple que les migrants féminins au Cuba envoient plus de fonds que les migrants masculins, Blue (2004). D'autres études empiriques ont abouti à des conclusions différentes. Par exemple, Semyonov et Gorodzeisky (2005) ont montré que les migrants masculins philippins envoient plus d'argent que les migrants féminins, même lorsqu'il y a un différentiel de revenu en faveur des femmes.

1.3.3.4 Impacts des envois de fonds sur le développement économique et la croissance

1.3.3.4.1 Les envois de fonds et le développement dans les pays d'origine

Les avis sont partagés sur l'impact de la migration et des envois de fonds sur le niveau de développement. Ceux qui soutiennent l'idée d'un impact négatif des envois de fonds avancent l'argument que les migrants investissent rarement leur argent dans des activités productrices, mais dépensent plutôt dans des biens de consommation. Une vision partagée par les théoriciens de la dépendance, qui soutiennent l'idée que les envois de fonds ne contribuent pas au développement dans les communautés d'origine, mais participent plutôt à miner leurs économies, par l'augmentation des importations des produits de consommation. Les pays d'origine subissent ainsi un double déficit : un déficit de la main d'œuvre et un déficit commercial. Un rapport récent commissionné par la Banque européenne d'investissement a conclu que les « *transferts de fonds sont principalement utilisées pour des dépenses quotidiennes donc n'ont pas un grand impact sur le développement communautaire*», BEI (2006:136). Les gouvernements des pays d'origine devraient alors développer des politiques « pour canaliser » les envois de fonds vers les projets d'investissement rentables, Zarate-Hoyos (2004), Commission européenne (2005). Cependant, certaines critiques ont été émises à l'endroit des études qui ont aboutit à l'impact négatif des envois de fonds sur le développent, pour leurs insuffisances dans la conception méthodologique, Özden et Schiff (2005).

Les études d'impact des envois de fonds des migrants tendent également à négliger la fongibilité de ces fonds avec d'autres sources de revenu des ménages. Ce qui signifie qu'il n'est pas toujours possible « d'affecter » les envois de fonds des migrants aux dépenses spécifiques, Taylor (1999). Dans les années 1990, beaucoup d'études ont développé des thèses contraires à celles qui considèrent les revenus des migrants consacrés entièrement à la consommation, Adams (1991). La plupart de ces études ont mis en évidence que les ménages recevant des envois de fonds internationaux investissent une propension plus élevée de leur revenu comparativement aux ménages non migrants. Il a été établi que les envois de fonds favorisent l'accès à l'auto-emploi et augmentent l'investissement dans de petites entreprises, Rapoport et Docquier (2005). Certes, les effets de court terme de la migration sur la production sont souvent ressentis comme négatifs au sein des communautés. Cela est dû à la perte de la force de travail juste après la migration. C'est seulement plus tard, lorsque le migrant aura plus ou moins réglé les problèmes de destination, qu'il y aura plus d'investissements (cf à la théorie NELM). Les problèmes de destination s'agissent généralement de : l'acquisition d'un emploi sécurisé et le règlement des obligations le plus fondamentaux du ménage dans le pays d'origine (nourriture, santé, habillement, éducation primaire, remboursement des dettes de la migration). Par ailleurs, il a été constaté que c'est seulement dans les étapes avancées du cycle de la migration, que les migrants tendent à investir leur argent dans des activités productrices à savoir : entreprises commerciales, agriculture, logement à grande échelle, et investissements. Les secteurs d'investissements des migrants dépendent de l'environnement économique et social de la communauté et de l'état d'investissement général du pays. Il est donc peu probable que les effets de développement dus à la migration et des envois de fonds se fassent sentir dans la première ou deuxième décennie suivant le début de la migration à grande échelle. Fondées sur des données de ménage du Maroc méridional, de Haas (2003) a observé que les investissements dans le logement s'effectuaient au début du cycle de migration et atteignaient un maximum entre 5 à 14 ans après la migration initiale. Les investissements dans le logement se stabilisaient ensuite durant une période longue de la migration. En ce qui concerne les investissements agricoles, ils s'effectuent entre la période de 15 à 24 ans après la migration initiale. Et enfin, les investissements dans les secteurs privés non-agricoles retrouvent leur maximum entre 25 à 29 ans après la migration initiale. La plupart des études empiriques ont réfuté l'hypothèse selon laquelle la migration accentue les problèmes économiques dans les communautés et les pays d'origine

(Brain Drain). Les effets d'envois de fonds et des investissements issus de la migration, compensent et parfois dépassent les effets négatifs au départ des migrants à long terme, Jokisch(2002). Par ailleurs, les envois de fonds des migrants sont aussi dépensés dans les secteurs tels que l'éducation, la santé, les denrées alimentaires, les médicaments et les constructions de logement. Ces dépenses à caractère social et communautaire contribuent à l'augmentation du bien-être et des capacités des personnes à pouvoir vivre convenablement, Nwajiuba (2005). Dans la perspective d'augmentation des capacités, comme proposé par Sen (1999). De telles améliorations sont considérées comme du développement humain. En outre, les envois de fonds ont un impact positif sur la santé infantile, contribuant ainsi à diminuer la mortalité infantile dans les communautés des migrants, Frank et Hummer (2002) , Kanaiaupuni et Donato (1999).

1.3.3.4.2 Les envois de fonds et croissance économique dans les pays d'origine

Si le débat sur l'impact des envois de fonds internationaux dans le développement des communautés d'origine a évolué récemment positivement, l'impact des envois de fonds sur la croissance économique et l'emploi est encore peu clair, Banque mondiale (2006). Les conséquences des envois de fonds sur la croissance économique à long terme ne sont pas encore bien comprises, Kapur(2003). Dans une analyse récente de l'effet des envois de fonds sur l'emploi pour des économies de l'Europe de l'Est, Leon-Ledesma et Piracha (2004) ont constaté que l'impact des envois de fonds sur le chômage dépend de la productivité, et de l'investissement. Une étude économétrique se basant sur des données de 11 pays de transition (de la période 1990 à 1999), a montré que les envois de fonds ont un impact positif sur la productivité et l'emploi directement et indirectement par leur effet sur l'investissement. D'autres études sont moins optimistes et mentionnent les effets potentiellement nuisibles des envois de fonds, du fait qu'ils créent un fort découragement pour l'épargne domestique et soutiennent la consommation privée des produits importés au lieu de financer l'investissement local. Ce qui entraine une perte de compétitivité et augmente les déficits commerciaux, Kireyev (2006). Chami (2005) a remis en cause l'idée d'assimiler les envois de fonds au même rôle joué que l'investissement direct étranger et d'autres mouvements de capitaux dans le développement économique. Dans des essais empiriques d'un modèle, il a trouvé une corrélation négative entre les envois de fonds et la croissance de PIB. Ces essais suggèrent que les envois de fonds ne peuvent pas être une source de capital

pour le développement économique. Par ailleurs, il a été constaté que les apports en grande quantité d'envois de fonds peuvent contribuer à l'appréciation de devise (syndrome hollandaise), et à augmenter l'inflation. Cependant, il y a peu d'évidence empirique soutenant l'hypothèse du syndrome hollandais. Une autre étude a montré que le « syndrome hollandais » a moins de chance de se produire avec des envois de fonds qu'avec les chocs des ressource naturelles ; tout simplement parce que les envois de fonds sont plus largement distribués et peuvent éviter les exacerbations sur la capacité institutionnelle, ce qui n'est pas le cas pour les chocs des ressources naturelles, Banque mondiale (2006). En outre, les envois de fonds couvrent souvent une partie importante les déficits commerciaux des pays en voie de développement et constituent une ressource importante de devise étrangère. Les envois de fonds peuvent également améliorer la solvabilité d'un pays pour l'emprunt extérieur. En effet, les coûts des emprunts seront amoindris par le biais de la provision des taux de change, Banque mondiale (2006).

1.3.3.5 Impacts des envois de fonds sur la formation du capital humain (Brain Drain)

Un des arguments aussi utilisé contre la migration, comme étant une source potentielle de non développement, est qu'elle priverait les pays pauvres de leurs ressources humaines valables. Les théoriciens de la dépendance considèrent la migration comme un exode des compétences. La migration renforce les inégalités globales au lieu de l'atténuer. Ces dernières années, cette hypothèse d'exode des compétences a été de plus en plus remise en cause : en effet, les migrants ne disposent pas tous, des compétences professionnelles.

1.3.3.5.1 La migration et les envois de fonds ont des effets positifs sur l'éducation

L'exode des compétences semble être seulement vraiment massif dans une minorité de pays. Dans une évaluation quantitative de l'exode des compétences, Adams (2003) a conclu que la migration internationale ne tend pas à impliquer une proportion très élevée du meilleur instruit. Une étude réalisée auprès des 33 grands pays exportateurs de main d'œuvre a montré que moins de 10 pour cent de la population instruite avaient émigré. L'émigration de haut niveau semble être vraiment massive seulement dans un nombre limité de petits pays, tels que les divers Etats des îles dans les Caraïbes et le Pacifique. Cependant, même dans ces pays, le déplacement massif des ouvriers hautement qualifiés devrait principalement être vu

comme symptôme d'échec du développement, plutôt que cause de cet échec en tant que tel Lowell et Findlay (2002). En outre, le travail tend à être beaucoup plus productif dans les pays riches, augmentant ainsi les possibilités des migrants et de leurs familles pour améliorer leurs conditions de vie. Parallèlement, beaucoup de pays en voie de développement font face maintenant au chômage de masse parmi les diplômés résultant des mauvaises orientations des politiques d'éducation (Centre de Recherches de Développement sur Migration, Mondialisation et Pauvreté 2006). En effet, les diplômés ne reflètent pas toujours les besoins de qualifications et de compétences dans le pays d'origine. En d'autres termes, il y a souvent de sur investissement dune main d'œuvre non utilisée. Ce qui pousse beaucoup de gouvernements à considérer les travailleurs qualifiées comme un produit d'exportation. Certains pays vont jusqu'à créer volontairement des excédents de compétences. Par exemple, les philippins forment certaines catégories de professions, tels que des infirmières, dans l'objectif d'émigration à l'étranger pour ensuite transférer des fonds aux Philipines, de Haas (2005). L'émigration des qualifiés représentent dans beaucoup de cas, des gains à long terme supérieurs aux coûts immédiats de la migration. Par ailleurs, les migrants ont joué un rôle important en tant qu'entrepreneurs et investisseurs d'innovation et opérateurs transnationaux dans des pays tels que l'Inde, la République de la Corée et le Taiwan. Il est apparu de plus en plus clair que la contribution des migrants au développement n'est pas fonction de leur retour, et que beaucoup de migrants mènent des vies transnationales, combinant des activités conjointes dans le pays d'origine et dans le pays d'accueil. Ce qui suppose l'évidence de la longévité potentielle des envois de fonds. Les migrants «bien intégrés» semblent avoir une capacité accrue de contribuer au développement. Cependant, cela dépend bien crucialement des conditions économiques et politiques générales dans les pays d'origine. Beaucoup de pays ont transformé le « Brain Drain », en « Brain Gain ». En effet, un « exode des compétences » peut être accompagné d'un « gain de compétence » significatif Lowell et Findlay (2002) ; Stark et autres(2004). Ce phénomène s'explique par la stimulation et l'incitation de ceux qui restés au pays et qui désireraient aussi émigrer, à poursuivre l'éducation, Banque mondiale (2005:68). Une étude récente aux Philippines, montre que la dépense en éducation dans des ménages des pays d'origine a augmenté avec les envois de fonds, Yang (2004). Au Salvador, les envois de fonds tendent à réduire les taux d'abandon scolaires, Cox Edwards et Ureta (2003). Une autre étude réalisée au Mexique a montré que les enfants des ménages migrants enregistrent un faible taux d'abandon dans l'éducation que les autres

enfants, avec un plus grand impact pour les filles des ménages où la mère a un niveau d'instruction bas, Hanson et aspérule (2002), cités dans Rapoport et Docquier (2005). Une autre étude au Guatemala sur la base d'une analyse des données représentatives des ménages, a constaté que les ménages recevant des envois de fonds internationaux dépensent 58,1 pour cent de plus sur l'éducation que les ménages qui ne reçoivent pas d'envois de fonds Adams (2006). Analysant des données du Salvador, Edwards et Ureta (2003) ont constaté que les envois de fonds ont un grand effet significatif sur le maintien des enfants à l'école. Deux études réalisées au Maroc ont montré également que les envois de fonds des migrants permettent aux enfants et en particulier aux filles, d'aller à l'école, Bencherifa (1996) , de Haas (2003). Dans une étude de cas au Népal, Thieme et Wyss (2005) ont trouvé que la migration et les envois de fonds internationaux ont un effet positif sur l'éducation des enfants, et que les investissements dans les équipements productifs en capital humain est susceptible d'être important pour les perspectives à long terme de croissance des pays en voie de développement, Özden et Schiff (2005).

1.3.3.5.2 La migration et les envois de fonds ont des effets négatifs sur l'éducation

Par contre, dans certaines circonstances, la migration pourrait créer des incitations négatives pour l'éducation. Si l'opportunité d'émigrer n'est pas corrélée avec le niveau de l'éducation, les individus peuvent être découragés à investir dans l'éducation. Ceci semble spécifiquement être le cas dans des systèmes de migration prédominé par la migration de basse qualification, où le niveau d'éducation importe peu. Suivant des enquêtes réalisées au Mexique auprès des ménages, il a été prouvé que les migrations internationales ont un effet négatif sur le niveau d'instruction des enfants, McKenzie (2006). Ceci corrobore avec d'autres études qui ont affirmé qu'instruire n'a aucun effet sur des incitations pour la migration internationale du Mexique rural, tandis qu'instruire a des effets positifs sur des incitations internes de migration, Mora et Taylor (2006) ; Özden (2006). En d'autres termes, le gain salarial est plus élevé pour le mexicain moins-instruit qui émigre aux Etats-Unis que celui instruit resté au pays. La migration et les envois de fonds peuvent alors à la fois encourager et décourager l'éducation des non migrants suivant les cas. Une majorité d'études semblent soutenir l'hypothèse de NELM comme quoi les envois de fonds ont des effets positifs sur la scolarité et l'achèvement scolaire. Un point souvent ignoré, est que l'amélioration de l'éducation n'est pas seulement l'effet de la migration internationale et des envois de fonds, mais

également d'une volonté d'obtenir plus d'éducation pour atténuer les exodes ruraux de Haas (1998) ; Bauer et Zimmermann (1998) ; et McCormick et Wahba (2001). Certes, la migration internationale à base de compétences peut effectivement stimuler les candidats à la migration à s'instruire davantage. Ainsi, on pourrait s'attendre à ce que les candidats à la migration vers la France pour cause, de la politique de sélection de la migration actuelle « une migration choisie », soient incités à poursuivre des formations poussées dans les pays d'origine. Néanmoins, l'inconvénient serait que les formations les plus demandées seraient celles dont le pays d'accueil aura besoin et non celles qu'aurait besoin le pays d'origine.

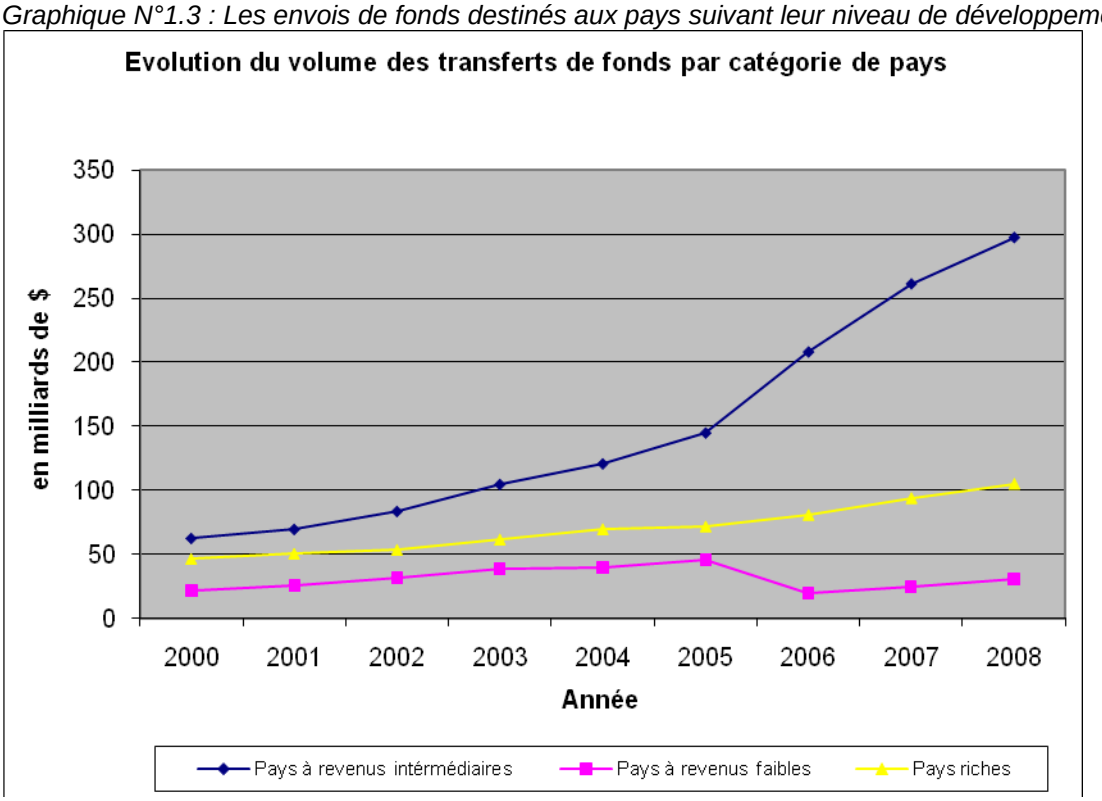
1.3.4 Impacts des envois de fonds sur la pauvreté et les inégalités

1.3.4.1 Importance des envois de fonds dans les revenus des pays pauvres

En raison de la contribution importante des envois de fonds dans le bien être, on considère souvent que les envois de fonds sont un filet de sûreté pour les pauvres, Jones (1998a). Certains auteurs avancent l'idée que les envois de fonds constituent une « aide extérieure privée » qui parviennent directement à la population sans aucune procédure. Cette « aide extérieure privée » dont a vraiment besoin la population, n'exige pas une bureaucratie coûteuse du côté « envoi » et « ne parviennent pas dans les poches des fonctionnaires des gouvernements corrompus », Kapur (2003:10). Il n'y a probablement aucune autre meilleure manière «ascendante» de redistribution pour augmenter le bien-être des populations dans les pays en voie de développement que le mécanisme d'envoi de fonds (Jones 1998a). Bien qu'il n'y ait pas de doute sur la vérité à cette logique, l'optimisme non restreint n'est pas de mise au sujet du potentiel des envois de fonds dans la réduction de la pauvreté et l'inégalité. En raison des coûts et des risques liés à la migration, ce ne sont généralement pas les plus pauvres qui émigrent le plus, et certainement pas sur le plan international. Car la migration est un processus sélectif, et aussi la plupart des avantages directs liés aux envois de fonds sont également sélectifs et tendent à ne pas bénéficier dans la plupart des cas aux membres des communautés les plus pauvres, Centre for Development Research (2002:2); Schiff (1994:15). Les envois de fonds ne bénéficient pas aussi principalement aux pays les plus pauvres, Kapur (2003:7 - 8). Les principaux bénéficiaires des envois de fonds sont d'abord des pays à revenus intermédiaires (70 pour cent des envois de fonds), ensuite les pays riches

(24 pour cent) et que les pays pauvres (seulement 6 pour cent du total des envois des fonds mondiaux)), Kapur et McHale (2003).

Graphique N°1.3 : Les envois de fonds destinés aux pays suivant leur niveau de développement



Source: Migration and Development Brief 10, World Bank July 13, 2009,

Les parts des envois de fonds dans le PIB tendent à être plutôt élevées dans les pays classés d'émigration tels que le Mexique, le Maroc ou les Philippines. Elles sont plus élevées dans certains petits pays, particulièrement dans les îles Caraïbes, Pacifique ou Atlantique « Cap Vert » , Kapur (2003:10). Comparativement aux PIB, les envois de fonds sont plus importants à destination des petits pays pauvres (tels que le Haïti, le Lesotho, le Moldavie et le Tonga, Comores), qui bénéficient des envois de fonds qui dépassent 20 pour cent de leur PIB, Banque mondiale (2006). Dans d'autres pays pauvres, tels que la Somalie, les chiffres officiels d'envoi de fonds ne sont pas disponibles, mais sont susceptibles d'être relativement élevés en proportion du PIB. Bien que la plupart des envois de fonds internationaux ne soient pas en grande partie destinés aux personnes les plus pauvres, les envois de fonds constituent souvent une part importante du revenu des personnes pauvres et des communautés pauvres. De même, certains pauvres non-migrants bénéficient indirectement des effets (positifs ou négatifs) des envois de fonds : il s'agit des effets économiques sur les salaires, sur les prix et l'emploi dans le cadre des dépenses liées aux envois de fonds dans les communautés du migrant, Taylor (1996).

1.3.4.2 Impacts des envois de fonds sur la pauvreté

La plupart des études concluent que les envois de fonds internationaux réduisent la pauvreté directement ou indirectement. Sur la base d'une analyse des données couvrant 71 pays en voie de développement, Adams et Page (2005) ont conclu que la migration et les envois de fonds internationaux réduisent de manière significative, l'incidence, la profondeur et la sévérité de la pauvreté dans les pays en voie de développement. Les résultats ont montré après «endogeneisation» de la variable « migration internationale », et le contrôle de certains facteurs, qu'en moyenne une augmentation de 10 pour cent des envois de fonds internationaux par habitant engendre une réduction de 2,1 pour cent des personnes vivant en dessous de 1USD par jour. De même, après « endogeneisation » de la variable « envoi des fonds », une augmentation de 10 pour cent des envois de fonds internationaux par habitant engendre une réduction de 3,5 pour cent des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. On estime à 1,17 millions de Marocains (soit 4 pour cent de la population) qui seraient susceptibles de tomber à nouveau dans la pauvreté absolue s'il n'y avait pas d'envois de fonds internationaux. La proportion vivant en dessous de la ligne de pauvreté augmenterait de 19 pour cent à 23,2 pour cent. Une autre analyse sur les données égyptiennes et ghanéennes indique également que la migration permet à des personnes pauvres de sortir de la pauvreté. Par ailleurs, une étude réalisée en Bulgarie sur les données des ménages pour les années 1995, 1997 et 2001 a montré que les envois de fonds privés améliorent le bien être des ménages destinataires (mesuré par les dépenses par tête) et réduisent leur probabilité de devenir pauvres, Wolff et Dimova (2008).

Cependant, il a été observé que l'impact de la migration sur la pauvreté dépend du facteur « sélection des migrants ». Par exemple, les travailleurs immigrés qui ont été recrutés dans les années 1950 et les années 1960 par les pays nordiques et l'Europe occidentale, étaient souvent moins instruits et relativement pauvres, de Haas (2003). Également, la politique d'immigration pratiquée par les pays de Golfe ont permis aux paysans égyptiens relativement pauvres d'émigrer et non aux intellectuels. En effet, il a été constaté que le facteur principal qui détermine le statut courant d'un individu pauvre est sa situation passée dans la pauvreté, d'où la notions des pièges de pauvreté, Sabates-Rouleur (2005). Par ailleurs, il a été constaté que

les pays qui exportent plus des migrants hautement qualifiés reçoivent moins d'envois de fonds par tête d'habitant que ceux qui exportent des migrants peu qualifiés Adams (2007). Adams a aussi trouvé que le niveau de la pauvreté dans le pays d'origine n'a pas un impact positif sur le volume d'envois de fonds. Les envois de fonds ont plus d'effet sur la pauvreté lorsqu'ils sont destinés aux pauvres. Dans une étude au Guatemala, Adams (2004) a constaté que l'effet de réduction de la pauvreté par les envois de fonds internationaux était particulièrement élevé. En effet, les ménages les plus pauvres reçoivent une forte proportion d'envois de fonds (entre 50 et 60 pour cent de leur revenu). Une analyse des données d'enquête effectuée en Chine sur l'impact de la migration urbain/rural a révélé que le revenu du ménage migrant était en augmentation de 8,5 à 13,1 pour cent, mais que l'impact global sur la pauvreté est modeste parce que la plupart des personnes pauvres n'émigrent pas, intérieurement, De Janvry, A.E.Sadoulet, N. Zhu (2005). Selon toujours une étude réalisée en chine dans la Province de Hubei, sur la migration intérieure, il a été observé que la migration fait croître les revenus des ménages pauvres d'une proportion plus forte que celle des ménages riches. L'incidence, la profondeur et la sévérité de la pauvreté sont significativement inférieure en présence des envois de fonds ; Les envois de fonds réduisent non seulement le gap entre les revenus des ménages pauvres en milieu rural ; mais améliore significativement les revenus des plus pauvres, Nong Zhu, et Xubei Luo (2008).

1.3.4.3 Impacts des envois de fonds sur les inégalités

Les résultats obtenus au niveau international sur l'impact des envois de fonds et des inégalités divergent et parfois contradictoires. Les théoriciens de la dépendance considèrent la migration et les envois de fonds comme source d'inégalité de revenu au sein des communautés des migrants, ainsi qu'entre les régions périphériques et centrales, Lipton (1980), Papademetriou (1985). Alternativement, cette inégalité accrue, stimulerait de plus en plus la migration, mettant en marche un cycle « de causalité cumulative » d'une migration qui approfondit les inégalités et qui poussent la population à plus de migration. Il a été observé en Pologne que le coefficient de GINI et la migration sont positivement corrélés. L'analyse s'est portée sur des données régionales, en considérant constant le revenu par tête de la population, Oded Stark (2009). En Bulgarie, bien que les envois de fonds réduisent la probabilité de devenir pauvre, la même étude a trouvé

que les envois de fonds avaient très peu d'impact sur les inégalités de revenus, Wolff et Dimova (2008).

Cependant, d'autres recherches récentes ont rejeté l'argument d'inégalités de revenus engendrées par la migration. Il est ainsi plus prudent, de considérer l'impact des envois de fonds sur les inégalités de revenu des bénéficiaires en fonction de certaines caractéristiques à savoir : le type de sélection de la migration, la période et l'historique de la migration d'une communauté, Stark (1988), cité par Mishra (2007). En ce qui concerne la sélectivité, il a été constaté que lorsque les migrants proviennent principalement des ménages relativement riches, la migration engendrait une plus grande inégalité dans la communauté d'origine. Alors que si c'est l'inverse (qui semble le plus fréquent pour beaucoup de pays), c'est à dire que les migrants proviennent des ménages relativement pauvres, alors les envois de fonds auront un effet de réduction des inégalités. Par ailleurs, il est connu que les pionniers de la migration sont en général des ménages relativement riches. L'on pourrait imaginer, que comme pour la diffusion d'une nouvelle technologie, les coûts et risques élevés laissent peu de place aux pauvres. Mais la réalité est différente : les pauvres accèdent à la migration, malgré les coûts élevés, grâce aux réseaux de migration. En effet, le développement des réseaux sociaux entre les migrants et les personnes dans le pays d'origine, diminue les risques et les coûts de migration, Bauer et Zimmermann (1998:5), et le retour d'information, Korner (1987) ce qui facilite l'accès des pauvres à la migration internationale. Par suite de ce procédé de diffusion, l'impact négatif sur l'inégalité des revenus au début du processus de la migration, pourrait, être amorti ou même à long terme être inversé. Dans une étude des effets d'envois de fonds sur les inégalités au Guatemala, Adams (2004), a trouvé que les inégalités (mesuré par l'indice de GINI) diminuent de -2 pour cent parmi les ménages qui bénéficient d'envois de fonds; il faut préciser ici que les envois de fonds représentent plus de 50 pour cent dans les revenus des ménages les plus pauvres au Guatemala. L'analyse spatio temporelles des envois de fonds des migrants sur les inégalités réfute également l'idée d'aggravation des inégalités suite aux envois de fonds. A travers des études effectuées dans un cadre spatio temporel, il est apparu que les inégalités n'ont pas augmenté suite aux envois de fonds. Une étude réalisée au Maroc, a montré que beaucoup de migrants n'investissent pas nécessairement leur argent dans le village d'origine, mais plutôt dans des périphéries d'autres villes, entrainant une micro-urbanisation de nouvelles régions appelés « zone d'envois de fonds des migrants », Berriane (1997). Ainsi, il est possible que la migration et les

envois de fonds aient contribué à accentuer les inégalités de revenu entre les ménages dans une communauté ou une région. Cependant, en comparant une région de migration à d'autres régions plus riches localisées dans le même pays, on constate souvent que les inégalités entre les deux régions auraient diminué réellement par suite des effets de développement de la migration et des envois de fonds, Taylor (1996). Bref, dire que les inégalités auraient diminué ou augmenté suite aux envois de fonds n'est pas chose évidente, car les résultats sur les inégalités pourraient en partie refléter des jugements de valeur. Ainsi, par exemple, Kanbur et Rapoport (2005) avaient souligné qu'il était difficile d'évaluer l'impact sur les inégalités des migrations accrues des régions pauvres vers les régions plus riches. Ces migrations peuvent engendrer une augmentation ou une diminution des inégalités spatiales. Il a été également constaté que les non-migrants bénéficient indirectement de la consommation et des investissements des ménages migrants par des effets multiplicateurs de création de revenu et d'emploi. Ces résultats prouvent que la migration et les envois de fonds n'engendrent pas automatiquement des inégalités entre les communautés riches et les communautés pauvres, comme le prétendrait certains auteurs. Comme pour la pauvreté, l'impact des envois de fonds sur les inégalités dépendent des modèles spécifiques de sélection de la migration et des effets spatio-temporels.

1.4 - Les envois de fonds aux Comores : un atout ou un obstacle au développement ?

Les Comores occupent une place importante dans le classement des envois de fonds en proportion du PIB dans les petits pays. Selon une étude réalisée par la BAD en 2007, utilisant les données de l'OCDE, les envois de fonds aux Comores représentaient 24 pour cent du PIB en 2005. L'importance des envois de fonds aux Comores est comparable à celle des petits pays, qui sont classés premiers bénéficiaires des envois de fonds en proportion du PIB. Suivant des études réalisées par la Banque mondiale, les petits pays pauvres sont ceux qui reçoivent le plus de transferts en termes de proportion par rapport au PIB, Banque mondiale (2007). On retrouve dans le classement de la Banque mondiale : le Tajikistan (36 pour cent), la Moldovie (36 pour cent), le Tonga (32 pour cent) et la République de Kyrgyz (27 pour cent). Les envois de fonds à destination des Comores ont été évalués à un montant de 125 millions Usd (BAD, 2007).

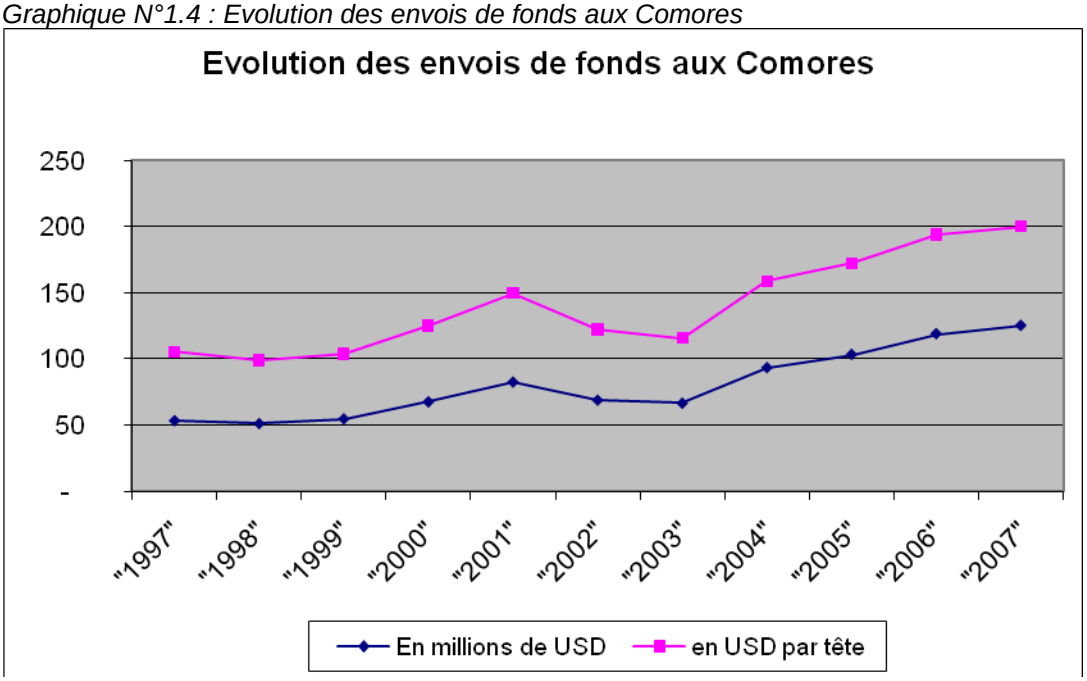
Tableau N°1.4 : Structure des envois de fonds par mode de transfert

		%
Transferts Formels (Banque Centrale)	26 millions de $.	21
Transfert Informels (Achats de devises, Banque Centrale)	65 millions de $	52
Non converties (estimation)	20 millions de $	16
Transferts de biens (estimation)	14 millions de $	11

Source : BCC et estimation faite pour l'étude

Les envois de fonds aux Comores ont connu une forte croissance ces dernières années et constituent une ressource importante des ménages, des communautés et du pays entier.

Graphique N°1.4 : Evolution des envois de fonds aux Comores



Source : BCC et estimation faite pour l'étude

La croissance annuelle moyenne de ces dix dernières années des envois de fonds en faveur des Comores était de 9 pour cent, pour une population qui croit en moyenne de 2,1 pour cent par an. C'est surtout pendant la période 1997 à ,2001 qu'on a enregistré les plus forts taux de croissance des envois de fonds avec une croissance annuelle moyenne de 11 pour cent. On observe que les envois de fonds rapportés à la population (graphique n°4) suivent une tendance croissante, durant ces dix dernières années. Les envois de fonds représentent la première source d'entrée d'argent des Comores, loin devant l'Aide publique au Développement qui représentait 6 pour cent du PIB en 2007. Les envois de fonds sont des flux stables dont la motivation est individuelle et constitue une rentrée d'argent importante sans contraintes particulières. Il y a aujourd'hui un enjeu majeur autour de cette stabilité

comparée à la volatilité des capitaux à court terme, aux investissements de portefeuille qui entrent et sortent rapidement, à l'aide publique au développement conditionnelle, en chute progressive et aux investissements directs étrangers quasi nul. Les envois de fonds contribuent à la croissance des revenus par tête. Contrairement aux flux des capitaux privés, les envois de fonds augmentent lorsque le pays d'origine connaît des crises. Car les émigrés vivant à l'étranger ont tendance à envoyer plus d'argent à leurs familles en période de crises financières et conflits qu'en période de stabilité et de croissance économique (Ratha-2007 ; Banque Mondiale-2005). Aux Comores, les envois de fonds ont presque doublé durant les quatre années de période de crise séparatiste (1997 – 2001), marquée par une sécession de l'une de ses îles. Les envois de fonds aux Comores constituent des externalités qui rehaussent l'efficience de l'échange social. Ils ont un fondement qui obéit aux hypothèses du capital social. L'appartenance ou la participation à une association en Grande Comore augmente la chance de percevoir des envois de fonds, Lachaud (2005). Une étude fondée sur une enquête intégrale auprès des ménages de 2004, a relaté un impact significatif des transferts de fonds sur la pauvreté. Toutefois, l'hétérogénéité de la mobilisation du capital social a une incidence différenciée sur le niveau de vie des ménages suivant le lieu de résidence, Lachaud (2005). Ainsi, l'existence de transferts en provenance de l'étranger contribue à réduire la pauvreté dans l'île de Ngazidja et à l'accroître sur l'île de Ndzouani ; mais n'a aucune influence sur la pauvreté à Mwali. Pour mieux comprendre les différentiations sur le comportement des ménages et les effets des envois de fonds entre les îles des Comores, il est intéressant de connaître le fondement de la migration comorienne et les motivations des envois de fonds.

1.4.1 Les caractéristiques de la migration comorienne : historique et communauté migrante

Des études récentes ont montré que les comoriens qui vivent à l'extérieur représentent près de 50 pour cent de la population résidente aux Comores (300 000 émigrés pour une population résidente estimée 650 000 habitants en 2009). Ces émigrés vivent principalement en France et sont estimés entre 150 000 et 200 000 dont plus de la moitié vivant à Marseille et à Paris, Banque Mondiale (2004). Les

chiffres officiels de l'OMI font état de 14000 migrants comoriens. Il est impossible d'obtenir des chiffres précis. Les migrants comoriens peuvent être de nationalité française par conservation, par réintégration ou par acquisition et ne sont pas enregistrés dans les consulats comoriens de France. Ce qui rend difficile le travail de recensement. Il est cependant à noter qu'environ 80 pour cent des migrants comoriens vivant en France, ont la nationalité française. Malgré la diversité de leur statut de résidence en France, la diaspora comorienne résidant en France constitue le principal pourvoyeur de fonds extérieurs à destination des Comores.

1.4.1.1 Historique et stratégie de migration

La France est la première destination comorienne avec près de 80 pour cent d'émigrés vivant en dehors des Comores. La population comorienne a une longue tradition migratoire. Les premières vagues de migration remontent vers la fin du 18ème siècle, début du 19ème siècle, précisément entre 1785 et 1823, lorsqu'a eu lieu l'invasion malgache. C'est suite à la confiscation des terres, à la destruction des récoltes et à la pratique d'esclavage, que plusieurs milliers de comoriens, surtout de la grande île (Grande Comore) se sont réfugiés dans les pays voisins, notamment dans l'île tanzanienne de Zanzibar. Une deuxième vague de migration a eu lieu au début de la colonisation française. La colonisation de l'archipel (Mayotte en 1841 et les trois autres îles en 1885) avait engendré un nouvel ordre politique et économique. A la dépossession politique, s'ajoutera la dépossession économique et notamment foncière qui alimentera un mouvement important d'émigration vers toujours les pays voisins, Géraldine Vivier (1996). Selon des travaux réalisés par Jean Martin (1983), 15 000 comoriens ont été exilées entre 1892 et 1896, ce qui représenterait à l'époque plus de 20 pour cent de la population des quatre îles. Jusqu'aux mouvements d'indépendance de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix, les pays côtiers est-africains, dont la Tanzanie (notamment Zanzibar), mais aussi le Kenya et la Grande Ile voisine (Madagascar), ont constitué les principaux pôles d'attraction de l'émigration comorienne. C'est après l'indépendance en 1961 et la création de la Tanzanie en 1964, que les Comoriens vont devenir l'objet d'importantes hostilités ayant fait l'objet de plusieurs expulsions de Zanzibar. Et en 1976, c'était le tour des migrants comoriens de Madagascar qui ont fait l'objet d'une vague de rapatriement, suite à des affrontements meurtriers

entre tribus malgaches et la communauté comorienne[18]. Plus de 16 000 comoriens seront rapatriés en quelques mois (5 pour cent de la population de l'époque). Un rapatriement qui va reconfigurer la société comorienne par l'afflux des « sabenas ». Les « sabenas » (au nom de la compagnie aérienne belge affrétée pour ce rapatriement) sont les comoriens, rapatriés de Majunga et, dont la plupart d'entre eux avait perdu leurs racines durant des décennies et voire des générations. Ce qui explique la difficulté jusqu'alors pour cette communauté à pouvoir s'intégrer facilement au sein de la société comorienne. La France, qui apparaît aujourd'hui comme la terre " évidente " d'émigration pour les candidats comoriens au départ (en raison des liens coloniaux, de la francophonie, etc.), ne s'inscrit donc qu'assez récemment, à partir de la fin des années soixante-dix, dans cette tradition migratoire, du moins dans son caractère " massif.

Le schéma, voire le déterminisme " Sud-Nord ", du monde de la surpopulation et de la faim vers le monde de la richesse et de la croissance, Temime (1985 : 84), souvent présenté dans les approches néoclassiques des migrations internationales, doit ainsi être relativisé pour le cas des Comores. L'émigration comorienne vers la France, coïncide en fait avec la clôture des destinations traditionnelles devenues hostiles, des « routes de migrations »[19] proches géographiquement, voire culturellement et avec lesquelles existe un important passé commercial, économique et politique pré-colonial. Si les écarts de revenus et de développement en général, entre la France et les Comores jouent un rôle puissamment attractif, c'est pourtant au moment où les conditions d'accueil de la société française seront finalement les moins favorables (fermeture des frontières à partir de 1974, contexte de crise économique et de chômage croissant, etc.) que s'enclenchera le premier mouvement massif des migrants comoriens vers la France. Ces mouvements migratoires vers la France ont été facilités au départ par la présence des " têtes de pont', constituées par un petit nombre de militaires et par des navigateurs comoriens implantés plus anciennement en France métropolitaine et notamment à Marseille. Parallèlement, la restauration entre1978 et 1989 de la tradition coloniale d'un « Baccalauréat = droit au voyage d'étude», financé par le gouvernement français et comorien encouragera

[18] Ces affrontements ont fait près de 1500 morts comoriens

[19] Emile Temime (1985) considère que « les routes de la migration» suivent parfois des tracés très anciens, et qui ont été dessinés très progressivement au cours des siècles. Pour comprendre un phénomène très contemporain à la fois sur la diversité et sur les causes de la migration, il faut remonter assez loin dans le temps pour retrouver l'origine des trajets migratoires.

aussi les migrations estudiantines, Bouvet (1985). Les navigateurs (employés sur les navires à partir de la seconde moitié du XIXe siècle) constituaient les premiers migrants comoriens en France. Ces migrants de passage à l'origine faisaient des trajets « aller » et « retour » entre la France et les autres pays du monde. Ils séjournaient alors en France d'une façon temporaire. Au fil des temps, ces migrants « navigateurs » sont passés d'un statut de migrants temporaires, à des migrants plus durables, avec l'arrivée croissante de leurs femmes et la constitution de familles. Ainsi, la colonisation française, le rapatriement massif des émigrés comoriens vivant dans les pays voisins (Tanzanie, Madagascar) en mal d'intégration dans leur pays d'origine, associée au développement de la marine marchande ont fait de la France, et surtout de ses villes portuaires, l'un des principaux lieux de passage puis de destination de la communauté migrante comorienne aux débuts de la migration. Et année après année, cette communauté n'a cessé de grandir en chaine avec la multiplication des réseaux de migration basés sur les filiations (frères, sœurs, amis, épouse). La toile de la migration est ainsi définie et qui explique l'augmentation aussi rapide du nombre des migrants en quelques décennies.

1.4.1.2 Une sélection de la communauté migrante : les habitants de la grande île

Il existe selon les îles, des traditions migratoires plus ou moins prégnantes, dans le champ du national ou de l'international, relatives aux objectifs et aux motivations de départ. Ces tendances ont été déjà signalés par François Chappellet (1958), "A quel point que Mayotte et Mohéli sont des centres d'immigration", et ce, essentiellement pour les originaires de l'île d'Anjouan " dont la vocation agricole est plus prononcée et qui trouvent dans ces îles les terres vides d'hommes qu'ils recherchent ". Quant aux Grands Comoriens, ils ont une tradition de migration beaucoup plus tournée vers l'international ; après les vagues d'émigration « pré coloniale » vers les pays limitrophes (Tanzanie/Zanzibar ; Kenya, Madagascar et Reunion) ; les expulsions qui s'en suivirent dans les années 60 et 70 ont engendré une vague d'émigration post colonial des grands comoriens vers la France. Les recensements de la population de 1991 et 2003 ont dénombré 95 pour cent d'émigrants originaires de la Grande Comore. Il s'est alors avéré que l'émigration Comores-France est plutôt une émigration Grande Comore-France. Les probabilités d'émigrer pour la population des deux autres îles (Anjouan et Mohéli) sont largement inférieures à celle de la Grande Comore et pourtant ces trois îles sont soumises aux

mêmes conditions socio économiques. Ce qui sous entend qu'il est assez difficile d'expliquer la migration comorienne comme étant une stratégie individuelle fondée uniquement sur une différence de revenus, entre la France et les Comores (théorie néoclassique de la migration[20]). Des facteurs socioculturels expliquent en grande partie la migration comorienne. La migration des grands comoriens vers la France (principale destination) est d'abord une stratégie de famille ayant des objectifs familiaux et communautaires précis afin de répondre aux impératifs socio économiques et culturels de la famille. *« Il y a dans la migration en France, une volonté d'affirmation de soi, suscitant une certaine fierté de sa condition, fierté que n'atteint pas nécessairement l'observateur non averti, qui juge en fonction des valeurs du milieu d'accueil et ne mesure pas assez le gain économique prodigieux et prestigieux que permet de réaliser la migration en France par rapport aux autres migrations intra-africaines, ni le prestige qui rejaillira sur le migrant lors de son retour triomphal dans son village d'origine. Et c'est bien cette dimension de valorisation socioculturelle qui, selon les hypothèses, peut rendre compte, en grande partie, de la sélectivité migratoire observée entre les Grand-Comoriens et les autres insulaires. À ce titre, l'influence d'une certaine émulation, voire d'une certaine compétition, intra-villageoise n'est pas un facteur à négliger. Avoir un parent émigré, parallèlement aux avantages objectifs escomptés, comporte une dimension symbolique importante, source de prestige pour la famille » (Jacques Barou (1978).*

Pauvre à l'origine, l'émigré comorien devient un acteur économique essentiel à la survie de sa famille et de son pays. Il devient avec l'aventure migratoire quelqu'un de respecté et d'accompli notamment par la possibilité de réaliser son Grand mariage au pays, Direche-Slimani K, (2002). Dépossédés de leurs pouvoirs politique et économique sous l'emprise coloniale, les Grand comoriens ont ainsi réinvesti l'honneur et le pouvoir dans les deux piliers qui régissent, non sans contradictions, la vie sociale grand-comorienne : l'Islam et la coutume, Chouzour (1989) ; Vérin (1994). Une coutume très influente dépassant souvent le cadre traditionnel classique pour s'ériger en un pouvoir dont aspire la quasi totalité des grands comoriens, quelque soit leur catégorie sociale : les instruits comme les non instruits, les politiciens comme les religieux, les hommes comme les femmes et les adultes comme les enfants aspirent en grand majorité d'accomplir un jour le grand mariage.

[20] La migration s'effectue des zones à bas revenus vers des zones à hauts revenus

1.4.1.3 Une migration à base coutumière et familiale

De la naissance à la mort, la vie du grand-comorien est rythmée par différentes étapes coutumières qui marquent son appartenance à la société, et qui définissent son statut au sein du village. Il s'agit en quelque sorte d'un " cycle de vie socio-familial coutumier ». Par son appartenance à la même communauté villageoise, chacun contracte de fait une dette sociale selon le principe suivant *« Il a mangé. Un jour, en se mariant selon la coutume, il donnera à son tour à manger ».* Géraldine Vivier (1996)

1.4.1.3.1 Une migration à base coutumière : « Le grand mariage »

L'un des piliers de la tradition et coutume comorienne est le grand mariage. La pratique diffère dans les quatre îles, mais l'objectif est le même. Le grand mariage est en effet, une tradition ancienne qui permet au comorien d'accéder à un rang honorifique dans la société. L'accomplissement du grand mariage n'est pas une obligation, mais ne pas le faire sciemment, est synonyme de marginalisation ou de « rébellion » contre la société. On peut se marier pendant plusieurs années même en ayant des enfants adultes et célébrer ensuite le grand mariage. Après avoir accompli le grand mariage, le comorien se voit attribuer le titre de « notable » et ensuite moyennant l'accomplissement de certaines obligations sociales, il devient « Grand notable». Des titres honorifiques mais aussi décisionnels permettant aux « titulaires » de regagner la place des décideurs. Ainsi, il pourra siéger parmi les notables (chose qui lui était interdite avant l'accomplissement du grand mariage) pour décider, diriger, et juger les affaires de la société. Ce sont les notables qui dictent dans chaque village les règles de vie et les « peines infligés » à ceux qui ne s'y confèrent pas. Il est assez fréquent de voir des villages en conflits, réconciliés ensuite par la médiation des notables. Les notables détiennent des pouvoirs de dissuasion que le pouvoir étatique ne l'a pas. En effet, les notables usent de leur pouvoir juridictionnel traditionnel qui leur est conféré par la coutume reconnue par tous. Ainsi, le pouvoir traditionnel à travers le droit coutumier, constitue avec le droit moderne et le droit musulman, les trois sources officielles du droit comorien. La juridiction traditionnelle n'est pas écrite, cependant les « lois et peines » sont connues par tous et se transmettent de génération en génération ; elles sont aussi reconnues par l'Etat comme légales. Mise à part les pouvoirs traditionnels et honorifiques que confère le grand mariage, c'est tout un processus d'épargne et de

dépenses durant un cycle de vie relativement important (en fonction du niveau de revenu de chacun) que doit faire face le futur notable. Le grand mariage est en effet, un long processus qui nécessite des épargnes et prêts engendrant des dépenses d'investissements (logements, mobiliers, …etc), et des dépenses de consommation (des repas offerts par les époux, des bijoux offerts à l'épouse, des distributions d'argents d'autres produits aux familles, aux notables de tous les villages, des rituels, des danses traditionnelles, etc.). Des activités dépensières, excessivement chères reviennent à la charge des deux familles du mari et de la femme. Par principe, le grand mariage tire son fondement dans la recherche d'honneur. Ainsi, le plus dépensier est alors le plus « honoré ». Comme pour les titres en bourse, le «cours du grand mariage» ne cesse d'augmenter vertigineusement au fil des ans. Les dépenses y afférents représentent toute une épargne constituée pendant une partie importante du cycle de vie du comorien. Aucune étude n'a encore été réalisée pour évaluer les dépenses dues au grand mariage, mais des estimations récentes donnent une fourchette entre 20 000 euros et 100 000 euros des dépenses totales d'un grand mariage21. C'est toute une économie d'un ménage lorsque l'on sait que les Comores ont un revenu annuel par tête ne dépassant pas les 500 euros. Ce sont des sommes faramineuses, mais ressenties comme indispensables et prestigieuses par les familles, car représentent une valeur sociale pour les familles et permet à l'époux d'accéder à un rang honorifique au sein de la société comorienne. C'est un coût social à supporter pour conquérir « le pouvoir de l'honneur », Chouzour (1989). On estime pour la seule année de 2008, les sommes dépensées dans le grand mariage à près de 100 millions d'euros[22], soit 30 pour cent du PIB et 3 fois plus l'Aide publique au développement. Cependant, il est intéressant de savoir que les dépenses liées au grand mariage sont entretenues en grande partie par les envois de fonds extérieurs de la diaspora comorienne qui en grande partie réside en France. Cette diaspora qui participe à toutes sortes d'activités de développement socio culturelles en plus du grand mariage est le principal bailleur des fonds accepté et respecté par les communautés villageoises, loin devant les partenaires au développement et l'Etat. La question qu'on se pose généralement et dont les avis divergent est de savoir si le grand mariage est à l'origine de la précarité sociale que connaît une partie de la population ? Les ténors du grand mariage expliquent les bienfaits de cette tradition par son aspect stimulateur d'épargne, d'investissement et

[21] Estimation faite en 2008 sur la base d'une enquête qualitative d'un échantillon de 100 personnes ayant accomplis le grand mariage

[22] Plus de 200 villages avec en moyenne 10 grand mariage dans l'année avec des dépenses moyennes de 50 000 euros par grand mariage.

de consommation. En effet, il est admis qu'à travers le grand mariage, les époux s'efforcent d'épargner en devenant membre pour la plupart des cas à des formes de tontines[23]. Une personne peut être membre de plusieurs tontines à la fois. La famille de l'épouse et non seulement l'épouse quand à elle a l'obligation d'investir par la construction ou la réhabilitation de la demeure conjugale (une maison en dur meublée et équipée pour la circonstance). La structure des dépenses occasionnées par le grand mariage est estimée à 80 pour cent de produits de consommation (riz, sucre, boisson, bœufs, cabris …etc). Les activités économiques se sont adaptées au rythme des manifestations des grands mariages ; de telle sorte que la rupture des activités du grand mariage peut déstabiliser l'économie entière.

Encadré 1.4 : Impact socio économique du grand mariage

L'exemple récent de l'annulation des grands mariages suite à la catastrophe aérienne survenue aux Comores en juin 2009 (en pleine période de vacances estivales, connue comme période des grands mariages) a eu de lourdes conséquences sur la vie des communautés et sur l'économie comorienne en général. La décision du pouvoir traditionnel (pouvoir des notables) de suspendre de 1 mois tous les grands mariages pour observer un deuil national, n'a pas seulement eu des coûts sociaux sans précédant (des centaines de candidats à la notabilité n'ont pas pu accéder au rang de notables, et ce malgré les gros investissements de préparation effectuées durant des années), mais aussi et surtout des conséquences économiques importantes : les activités économiques liées au grand mariage en ont fait les frais. Le commerce, l'agriculture, la pêche sans oublier le secteur des bâtiments ont perdu près de 50 pour cent de leurs chiffres d'affaires. Ainsi des quantités de stocks importants de produits alimentaires, destinés à une consommation de courte durée ont été jetées. Il est à rappeler que les secteurs précités, réalisent leur plus grosse marge pendant la période des grands mariages. C'est la période où les familles des « mariés » effectuent des dépenses de tout genre et souvent à des prix défiant toute concurrence ; l'essentiel est que « le bonheur et l'honneur de la famille soit préservée ».

D'un autre point de vue, l'on pourrait se poser des questions légitimes sur une hypothèse selon laquelle si les sommes dépensées pour le grand mariage étaient utilisées à des fins de développement économique et sociale, probablement, la situation économique du pays se serait beaucoup amélioré et ne serait pas à l'état actuel d'une économie « sous perfusion » de l'aide extérieure.

[23] Un groupe de 20 à 100 personnes souscrivent chacune une somme égale chaque mois et emprunte à tour de rôle la totalité de la somme. Les emprunts sont perçus sans intérêts. La durée peut s'étaler sur plusieurs années lorsque les membres sont importants. Une souscription par personne de 200 euros mensuelle permet à un emprunteur de disposer de 20 000 euros

1.4.1.3.2 Une migration fondée sur une stratégie familiale

La stratégie collective et familiale que caractérisent les migrations comoriennes, notamment celles vers la France exclut l'application des modèles migratoires à caractère individuel. En effet, tant sur les aspects organisationnels (motivations ; préparatifs du déplacement) que sur les destinations projetées des envois de fonds, les migrations comoriennes sont dans la plupart à caractère familial et communautaire ; elles se rapprochent donc plus des modèles développées dans le cadre de la Nouvelle Economie du Travail et de la migration (NELM). La migration comorienne est fondée sur une stratégie de redistribution à travers un système des droits et obligations, Lachaud (2004); lorsqu'une famille de la Grande Comore décide d'envoyer un migrant à l'étranger – probablement à cause du bas niveau de vie, il est fréquent qu'un terrain soit vendu pour financer les coûts de voyage, d'installation, etc. Le migrant devra par la suite, rembourser sa dette à la famille, et doit s'efforcer de faire venir, à ses frais, quatre autres migrants, Lachaud (2004). De même sur le lieu de destination de l'émigration, les liens tissés au sein de la population d'un même village à travers la tradition et coutume dépassent souvent le cadre individuel et même familial. Ce qui explique l'importance des entraides et solidarités et la motivation d'envois de fonds, Géraldine Vivier (1996). C'est comme si les migrants comoriens avaient transposés dans le pays d'accueil leurs « villages », leurs traditions et leurs modes de vie. Pour les Comoriens (comme pour les algériens, dans le passé), la migration n'est pas un acte individuel mais un choix familial, un véritable contrat moral entre l'émigrant et la famille qui accepte de financer le voyage, auquel elle espère fortune et honneur. Pour partir, il faut connaître quelqu'un du village déjà installé. Les conditions d'arrivée et d'hébergement dépendent de la relation que le nouveau migrant entretient avec la famille d'accueil et sa communauté villageoise « recréée » en France. La famille d'accueil le prend en charge jusqu'à la régularisation de sa situation. La communauté villageoise apporte à la famille d'accueil un soutien financier, voire parfois en nature. En effet, en France se poursuit tout un lien de solidarité, Blanchy (1998b). Même sur le sol français, les Comoriens conservent des liens très forts avec leur communauté d'origine ; dès qu'ils le peuvent, et envoient de l'argent et ils retournent aux Comores pendant les vacances, Blanchy(1998b, p.12). C'est en ce sens que les migrants comoriens où qu'ils se trouvent hors des Comores s'organisent sous forme de

regroupements associatifs, Said Ahamada Mboussouri (2003). On peut distinguer trois catégories d'associations :

- Les associations villageoises : au nombre des villages existant aux Comores, les migrants ont ainsi reproduit des réseaux sociaux et relationnels de leurs îles.
- Les associations communautaires : ce sont des associations inter villageois ou à caractère « national » ayant diverses actions d'insertion des familles installées en France. Elles assurent aussi la jonction entre les Comores et les contributions de la diaspora. Il s'agit par exemple des associations comme la DIASCOM (Diaspora Comorienne), la Chambre de Commerce Franco-Comorienne, la FECOM (Fédération Comorienne) à Marseille ou encore de l'AFCOL à Dunkerque.
- Les associations ou mouvements de type politique : Les comoriens sont réputés pour être de grands militants politiques ce qui se vérifie dans les faits. On peut même affirmer que la diaspora comorienne en France constitue une véritable base arrière des mouvements politiques comoriens tant sur le plan des compétences humaines que sur le plan financier. Tout parti politique comorien digne de ce nom se doit d'avoir une représentation en France. C'est généralement le parti politique ayant plus de sympathisants au sein de la diaspora qui gagne les élections aux Comores. Forte de sa représentativité dans les régions aux Comores, et forte de son poids financier (principal bailleurs de fonds des familles aux Comores), la diaspora comorienne ne participe pas aux scrutins car ne figurant pas dans les listes électorales. Néanmoins, leurs voix se font entendre jusqu'au fin fond des villages à travers les réseaux familiaux.

Cette migration à l'origine familiale se regroupe en communauté villageoise, en association nationale et en mouvement politique dans l'objectif de financer des projets familiaux, communautaires, nationaux, Said Mboussouri, (2003). A travers les projets familiaux, on assiste à un comportement de partage de risque. Un comportement que l'on peut assimiler aux modèles NELM.

1.4.2 Les envois de fonds des Comores : un atout pour le développement

Il est sans aucun doute que les envois de fonds aux Comores constituent une ressource très importante pour les ménages, les communautés et pour l'économie entière.

1.4.2.1 : Les bienfaisants des envois de fonds sur le plan microéconomique

En ce qui concerne les ménages, les migrants comoriens vivant à l'extérieur ont un double objectif : assurer leur besoin dans le pays d'accueil et subvenir aux besoins de leur famille restée aux Comores. C'est ainsi que les envois de fonds constituent une source importante de revenu de beaucoup de ménages aux Comores ; les envois de fonds représentent 52 pour cent des dépenses des ménages les plus pauvres, Younoussa (2008). Ainsi, les envois de fonds et des biens contribuent à l'amélioration du bien être de la population la plus pauvre. Par ailleurs, selon la même étude, les dépenses moyennes des ménages bénéficiaires d'envois de fonds est de 1,2 fois plus élevé que ceux ne bénéficiant pas d'envois de fonds, Younoussa (2008). En ce qui concerne le niveau de pauvreté, les *envois de fonds* contribue à réduire à la fois la pauvreté durable et transitoire des ménages bénéficiaires en Grande Comore, Lachaud (2004). Les envois de fonds ont aussi un impact sur la pauvreté non monétaire des ménages. En augmentant le portefeuille des ménages, les envois de fonds facilitent l'accès aux besoins de première nécessité tel que : l'alimentation, l'eau, les soins de base et la scolarité. Aux Comores, la plupart des familles bénéficiaires des envois de fonds ont plus de facilité d'accès aux médicaments, aux vêtements, aux fournitures scolaires, à la construction des maisons en dur et aux équipements électro ménager. Bien qu'il n'y ait pas d'études réalisées sur les Comores en ce qui concerne l'impact des envois de fonds sur la pauvreté non monétaire, mais à l'instar des études réalisées à travers le monde, il a été constaté que les envois de fonds réduisent les taux d'échecs d'abandon scolaires, les mortalités infantiles, et augmente la chance de réussite scolaires. En outre, les envois de fonds aux Comores constituent pour les ménages une ressource stable et sûre, donc source de protection sociale auxquels les ménages peuvent compter. Contrairement à certaines subventions destinées aux ménages, les envois de fonds ne nécessitent aucune procédure de décaissement ; ils sont disponibles en cash pour être utilisés dans les brefs délais. Par le biais des envois de fonds, certains ménages entreprennent des projets familiaux d'investissements productifs. En ce qui concerne les entreprises, les envois de fonds financent directement ou indirectement certaines activités, notamment les activités commerciales et du bâtiment. Même si aux Comores, les envois de fonds sont essentiellement utilisés à 77 pour cent pour la consommation, BAD (2007), les effets multiplicateurs stimulent la production de certaines entreprises. Au niveau du secteur productif, ce sont les entreprises commerciales qui sont les premières bénéficiaires

des effets d'envois de fonds aux Comores. Dans la mesure où l'essentiel des dépenses réalisées sur les envois de fonds concerne la consommation des produits importés, les entreprises de commerce sont les plus grands bénéficiaires. Il en est de même pour le secteur du bâtiment, dont la plupart des activités de construction tirent leurs ressources des envois de fonds. Il existe aux Comores une relation « intuitive » positive entre les constructions des maisons et le fait d'avoir au sein de la famille un migrant. Ainsi, les villages où l'on observe le plus de logements en construction, correspondent généralement aux localités dont le taux d'émigration est assez important. Selon l'étude de la BAD concernant la structure des dépenses des envois de fonds, près de 10 pour cent des envois de fonds sont destinés à la construction, BAD (2007). En outre, les envois de fonds sont devenus une source importante de devises étrangères pour les Comores. Malgré une baisse tendancielle des exportations, la disponibilité des devises n'a cessé de croître grâce aux envois de fonds, constituant des réserves d'importations importantes atteignant souvent 3 à 4 mois. Cette devise étrangère forte est achetée par les entreprises comoriennes pour payer les importations des produits de commerce et des intrants pour la production. Contrairement à certains pays à faible revenu, les entrepreneurs comoriens ne souffrent d'aucune contrainte pour l'obtention des devises, notamment l'euro pour leurs importations. Les envois de fonds ont des effets multiplicateurs sur l'économie comorienne à travers l'augmentation des capacités des entreprises et la création de nouvelles entreprises. En effet, les dépenses engendrées par les envois de fonds pour les achats des biens et services engendrent des gains de revenus au bénéfice des personnes et des entreprises producteurs des biens et services en question. A leur tour, ces personnes utiliseront leurs gains de revenus pour des achats de biens et services fournis par d'autres entreprises. Il est ainsi défini un cercle vertueux de gain des revenus à travers des dépenses créées dans l'économie comorienne. L'exemple des entreprises commerciales qui font de l'importation des produits alimentaires est caractéristique d'un maillon de la chaine de ces effets multiplicateurs des envois de fonds. En effet, par le biais du commerce des produits achetés avec les envois de fonds, des activités annexes se créent autour du commerce. On note par exemple le développement du commerce informel. Par ailleurs, les envois de fonds favorisent l'émergence des nouvelles opportunités commerciales dans le secteur des finances, par la création dans le secteur des transferts d'argent (Western Union, Moneygram,…etc). Ces nouveaux services financiers augmentent la concurrence et la qualité de service et crée également de nouveaux emplois et compétences dans le domaine des transferts d'argent.

1.4.2.2 : Les bienfaisants des envois de fonds sur le plan communautaire

Parmi les institutions bénéficiaires des envois de fonds, on retrouve les communautés villageoises. En effet, les projets de développement communautaires financés par les envois de fonds de la diaspora comorienne permettent à beaucoup de villages de construire des écoles, des centres de santé, des approvisionnements en eau, des routes, et divers projets à caractère communautaire. Les associations de développement communautaires aux Comores font parties de celles les plus dynamiques en Afrique, Banque Mondiale(2001). Les migrants vivant à l'extérieur, principalement en France se regroupent dans différentes associations dans l'objectif de participer et de contribuer aux différents projets de développement communautaire des Comores. Longtemps, livrées à elles mêmes, les associations résidentes en France avaient du mal à identifier et à prioriser les besoins de développement de leur village. L'effet d'imitation des projets développés par les villages voisins étaient alors fréquent dans la structure des investissements de ces associations. Elles assistent financièrement et matériellement les villages lors des évènements catastrophiques. La création des programmes nationaux à vocation communautaire, tels que le Fonds d'Appui au Développement Communautaire financé par la Banque Mondiale (FADC), le Programme de Coopération Décentralisée de l'Union Européenne et le Programme de Co Développement financés par la France ont contribué à mieux concentrer les efforts des associations de la diaspora comorienne, autour des projets intégrés et prioritaires identifiés par ces dits programmes sur la base d'une stratégie nationale. Ainsi le projet Co Développement intègre un volet "mobilisation de la diaspora qualifiée", dont l'objectif est la mobilisation les compétences et les expertises comoriens établis en France en faveur des activités de développement aux Comores. Des déplacements et séjours d'experts comoriens invités à intervenir pour des missions de courte ou moyenne durée dans plusieurs disciplines notamment à l'Université des Comores, font parties des activités réalisées. C'est aussi un début de réponse à la problématique « Brain Drain » (fuite de cerveaux) que connaissent les pays à forte migration.

Par ailleurs, il a été constaté dans beaucoup de pays bénéficiaires des envois des fonds et aussi aux Comores, que l'augmentation du volume et de la vitesse de la circulation de monnaie due aux envois de fonds augmente les opportunités en

matière de développement dans les régions bénéficiaires de ces envois. Ainsi, on a constaté que des régions précédemment pauvres ont été régénérées et transformées durant ces dernières années en raison des entrées de fonds intenses des apports des envois de fonds. Il s'agit des régions dont le taux d'émigration est très élevé. Aux Comores, on distingue généralement les villages pauvres des villages riches par la proportion de leurs habitants vivant en France. Certes, cela n'est valable qu'en Grande Comore où est originaire la forte majorité des migrants. Ce constat a été déjà soulevé par la fondation « New Economic Foundation » (NEF) qui a observé pendant une période assez longue, la circulation de l'argent dans une zone géographique donnée destinataire des envois de fonds. Elle a alors constaté que par le biais de circulation monétaire, le niveau de prospérité économique dans cette zone était plus élevé. Ainsi, des communautés démunies peuvent être régénérées par le recyclage de l'argent au sein de ces zones.

Enfin, les communautés villageoises aux Comores bénéficient des effets économiques engendrés par les dépenses des « grands mariages ». La distribution des revenus, des biens, et de la nourriture au bénéfice de certaines personnes du village tout au long des processus des grands mariages, contribue au bien être des individus des localités. Il a été aussi observé par exemple, que contrairement à ce qui est vécu dans d'autres pays à fort taux d'émigration, la tradition et la coutume ne sont pas menacées de disparaître avec la migration et les envois de fonds. Au contraire, elles se renforcent davantage à travers les grands mariages.

1.4.2.3 : Les bienfaisants des envois de fonds sur le plan macroéconomique

Les envois de fonds contribuent à la croissance économique à travers la stimulation de la consommation et l'investissement dans certaines activités génératrices de revenus. Il est à rappeler que les envois de fonds représentent 24 pour cent du PIB des Comores. Par ailleurs, les envois contribuent à la consolidation de la balance des paiements à travers la provision de la balance courante des opérations. En dépit d'une balance commerciale largement déficitaire (-35 milliards de Fc en 2007), la balance globale des paiements a enregistré un solde négatif de seulement -1,4 milliards de Fc en 2007 grâce aux transferts en capital, principalement constitués des envois de fonds, Banque centrale (2007).

Aux Comores, les envois de fonds représentent 5 à 6 fois le volume de l'Aide Publique au développement. Comme déjà souligné précédemment, ces envois de fonds sont stables et contre cycliques et affluent massivement pendant les périodes de crise. Et parallèlement, les principaux donateurs suspendent leur assistance pendant les périodes de crise. Ils réduisent leurs interventions dans le développement et ne conservent que celles de caractère humanitaires. Les envois de fonds n'ont pas les conditionnalités contraignantes de l'APD, et représentent par conséquent des ressources extérieures stables et sûres pour la balance des paiements. Par ailleurs, les envois de fonds constituent pour l'Etat une source de stabilité sociale et politique. En effet, pendant les situations économiques difficiles dues à des conjonctures internationales ou à des problèmes de politique intérieure, les envois de fonds contribuent à stabiliser la société. A titre d'exemple, il est de tradition que les fonctionnaires enregistrent plusieurs mois d'arriérés de salaires : de 1995 à mars 2011, les fonctionnaires comptabilisent 24 mois d'arriérés de salaires, et pourtant en aucun moment, l'on a observé des mouvements sociaux qui logiquement devraient paralyser le pays. Pour se faire une idée, un fonctionnaire fait vivre en moyenne 5 à 6 personnes, RGPH(2003). Mais curieusement, les fonctionnaires continuent à travailler, et que les charges familiales obligatoires, notamment les frais de santé et d'éducation sont toujours assurés. Cette stabilité sociale s'expliquerait en partie par le fait que les familles disposent d'autres ressources que les salaires, dont notamment les envois de fonds.

1.4.3 Les envois de fonds aux Comores : un obstacle pour le développement

1.4.3.1 Les effets pervers des envois de fonds sur le plan microéconomique

Au niveau des ménages, les envois de fonds sont souvent destinés aux chefs des ménages. Dans la plupart des cas, les destinataires d'envois de fonds dépensent l'argent reçu sans se conformer aux priorités du ménage. Il est évident que de telles dépenses ne sont pas assujetties à des contrôles, ni à des risques de ne plus en recevoir en cas de mauvaise utilisation. Aussi longtemps qu'il n'existerait pas des facteurs contraignants à une bonne utilisation des envois de fonds, le risque de détournement par rapport aux objectifs initiaux demeurera assez élevé.

Par ailleurs, les familles et les ménages qui reçoivent des fonds régulièrement, deviennent dépendants de ces rentrées de fonds. Les envois de fonds constituent alors une allocation indispensable pour les dépenses familiales. Cette part extérieure

de revenu de la famille va faire l'objet des négociations entre le migrant et sa famille. Dans la plupart des cas, la famille dans le pays d'origine exercera une pression auprès du migrant indépendamment des capacités réelles du migrant à pouvoir répondre financièrement à cette contrainte. Ce qui explique que la plupart des migrants comoriens qui envoient des fonds aux familles restées aux Comores épargnent très peu et parfois s'endettent pour répondre aux contraintes familiales. A défaut d'une épargne suffisante, ils disposent de moins de moyens pour pouvoir construire leur propre avenir, ou à entreprendre des investissements. D'autre part, la dépendance des familles vis à vis des envois de fonds réduisent la motivation de travailler ou d'entreprendre des activités productrices, agissant ainsi négativement sur l'emploi et le secteur productif. L'étude sur les envois de fonds réalisée par la Banque Mondiale aux Comores avait souligné qu'à partir d'un certain niveau de vie, la subvention indiscriminée de familles par les envois de fonds engendre des effets négatifs. « Les vêtements, les appareils électro ménagers dans des villages sans électricité, et les véhicules » que l'on peut voir partout aux Comores présentent un contraste net avec le niveau d'activités économiques et les infrastructures sociales du pays. Nombre de jeunes, n'ayant jamais eu à travailler pour l'argent qu'ils dépensent se concentrent sur le perfectionnement de la frime. L'envoi d'un membre de la famille à l'étranger peut suffire pour subvenir aux besoins de toute une famille. Alors que les espoirs mis sur l'Etat-providence ont été déçus aux Comores comme dans beaucoup de pays. La « diaspora-providence » a pris sa place pour nombre d'habitants de la Grande Comore. On observe à cet effet, une attitude d'assistanat qui s'est développée, et que certains ménages n'attendent plus que la « moisson », Banque Mondiale (2003). Ce constat de démotivation pour le travail chez les bénéficiaires d'envois de fonds est connu par les comoriens à travers un adage de longue date. Ainsi, les grands comoriens (principaux bénéficiaires des envois de fonds) sont reconnus par leur caractère « de personnes prestigieuses, qui aiment bien l'honneur et qui ne travaillent pas assez». Tandis que, les anjouanais (ceux qui bénéficient de très peu d'envois de fonds) ont une tradition «de travailleurs chevronnés, prêts à occuper n'importe quel emploi». L'on assiste par exemple à des diplômés des études supérieurs (originaire de l'île d'Anjouan) qui pratiquent de l'informel (marchand ambulant). Une situation peu fréquente pour un grand comorien, qui préfèrerait rester au chômage. Partout dans le monde où les envois de fonds entrainent une démotivation au travail, on observe à l'apparition d'un phénomène nouveau : celui de considérer comme famille non pauvre, le fait d'avoir

des membres à l'extérieur et qui envoient des fonds. Cette nouvelle vision de la pauvreté que certains auteurs caricaturent à la création d'un « nouvel indicateur de la pauvreté », gagne l'esprit des ménages pauvres. Ainsi, les ménages pauvres définissent la pauvreté par le fait d'être privé des envois de fonds extérieurs. A cet effet, les personnes qui n'ont pas de familles ou proches à l'extérieur, donc ne bénéficient pas des envois de fonds sont alors considérés comme des familles pauvres. «Echapper à la pauvreté» signifierait donc disposer d'un proche émigré qui enverra régulièrement des fonds. Cette mentalité est ancrée chez beaucoup de ménages pauvres. Devenir comme le voisin, qui reçoit des fonds extérieurs, est devenu le modèle de vie qu'aspire une grande partie des familles pauvres. La solution de la pauvreté ne serait plus dans la recherche d'un travail rémunérateur, mais plutôt dans la recherche des envois de fonds réguliers. Dans cette situation où le travail n'a plus sa vraie valeur, certaines familles consacrent plus de temps à établir des stratégies pour envoyer les enfants à l'extérieur, qu'à chercher de l'emploi. Cette stratégie bien établie est devenue dans de nombreux pays un secteur organisé, mieux structuré que le secteur de la recherche d'emploi ou de création d'entreprise. Les familles empruntent, hypothèquent des biens pour pouvoir financer des tentatives de migration légale ou illégale des jeunes membres de famille, Lachaud (2005). Ceux qui émigrent avec succès sont ensuite liés à leurs familles sous forme de contrats implicites, suivant des obligations sociales en versant des sommes d'argent aux membres de la famille. Dans d'autres cas, les jeunes désespérés engagent des voyages dangereux en traversant illégalement des océans et des frontières avec des conséquences souvent terribles et des pertes de vies humaines signifiantes.

Au niveau des entreprises, la participation des envois de fonds à des activités productives est assez limitée. La grande part des dépenses effectuées sur les envois de fonds est consacrée à la consommation plutôt qu'à la production économique. Ce qui signifie que le migrant n'espère pas un rendement financier quelconque sur ses envois de fonds. On peut soutenir que les dépenses dans l'éducation et dans la santé, peuvent être considérées comme des investissements sociaux qui auraient à l'avenir des rendements financiers. Cependant, les rendements ne sont à espérer qu'à plus long terme. La nature « consommatrice » attribuée aux envois de fonds est une des raisons qui explique la dépendance. Les destinataires reçoivent juste assez à dépenser pour des besoins à court terme plutôt qu'à investir dans des activités génératrices de revenus. Même si, la diaspora envoie des fonds pour investir dans

les micro-entreprises ou d'autres activités génératrices de revenus, le taux de faillite des entreprises est très élevé ; une situation qui démotive les migrants à investir dans les activités productives. Cet esprit « non entrepreneurial» issu des envois de fonds, donne peu de perspectives de revenus futurs du migrant dans le pays d'origine et prolonge de facto son désir de résider à l'étranger. Toutefois, dans les rares cas où les envois de fonds sont investis dans des activités productrices, le promoteur ne possède pas les compétences nécessaires lui permettant de disposer d'un esprit d'entreprise. Très souvent les décisions de se lancer dans les activités d'entreprise, sont sous impulsions des désespoirs plutôt qu'à des vocations. Généralement, on démarre une entreprise non pas parce que le destinataire de fonds est un entrepreneur, mais parce qu'il n'y a pas de possibilités d'emploi et que l'auto emploi est la seule option. Le niveau limité des envois de fonds consacré à ces activités « d'auto emploi » souffre d'une imperfection inhérente, c'est-à-dire d'une absence d'esprit d'entreprise ; ce qui explique les niveaux élevés des défaillances d'entreprises.

1.4.3.2 Les effets pervers des envois de fonds sur le plan communautaire

A chaque fois qu'un natif d'un village quitte son village pour émigrer « ailleurs pour une durée indéterminée », c'est une place occupée dans le village qui devient vide. Beaucoup de villages grands comoriens se sont vidés de leurs « agriculteurs, pêcheurs, ouvriers, etc. » de telle sorte que l'on assiste parfois dans certains villages, à des abandons d'activités agricoles. Sur le plan social, l'abandon des familles, suite à la migration a des conséquences néfastes sur les femmes et les enfants abandonnés au pays ; surtout dans les périodes de migration sélective et restrictive. Dans l'attente d'un départ espéré, et qui ne se produit pas sur plusieurs années, l'éducation des enfants et les activités professionnelles des femmes sont compromises. Dans beaucoup de pays, les envois de fonds ont accentué la pauvreté et les inégalités inter villageoises. Pour le cas des Comores, aucune étude de ce genre n'a encore été réalisée. Il sera question dans les prochains chapitres, de voir dans quelle mesure, les envois de fonds contribuent ils aux disparités villageoises en matière de pauvreté et d'inégalités. Le constat actuel est que des villages anciennement « pauvres » en infrastructures sont devenus aujourd'hui riches grâce aux envois de fond creusant ainsi le fossé existant avec les villages qui ne disposent pas de suffisamment d'émigrés à l'étranger.

1.4.3.3 Les effets pervers des envois de fonds sur le plan macroéconomique

Aux dépenses somptuaires des familles de migrants, s'ajoutent de nouvelles habitudes de consommation qui portent souvent sur des biens importés. Ce qui réduit la compétitivité des produits locaux et par conséquent compromet les effets de croissance économique et de développement en général. Le changement d'habitude de consommation est à l'origine de l'explosion du volume des importations. Durant la période 1998 à 2008, les importations de biens sont passées de 26 milliards de Fc à 52 milliards de Fc, soit une croissance moyenne annuelle de 7 pour cent, pendant que les exportations sont passées de 2,6 milliards à 3,5 milliards durant la même période, soit une croissance de 3 pour cent (deux fois moins que celle des importations). Une telle situation ne fait qu'aggraver davantage le déficit commercial déjà assez important, FMI (2009). L'augmentation de la demande intérieure en produits d'importation comme conséquence des envois de fonds a développé un système dual entre un secteur agricole, essentiellement de subsistance et peu productif (41 pour cent du PIB), et un secteur tertiaire très développé de commerce et des services (47 pour cent du PIB), Lachaud (2004). Aussi longtemps que le secteur du commerce des produits importés demeurera plus rentable (plus compétitif) que le secteur agricole, le commerce se développera davantage au détriment de l'agriculture ; A long terme, le secteur du commerce devancera de très loin le secteur agricole, Matisse (1998).

En ce qui concerne le phénomène « Brain Drain », elle concerne moins les cadres qualifiés. La migration comorienne est dominée par une population de moyenne et basse qualification. Il s'agit principalement des personnes ayant connu des difficultés d'emploi (soit qu'ils ne travaillaient pas ou bien disposaient de bas revenus aux Comores). Le départ à l'extérieur constitue leur seul espoir de pouvoir s'en sortir économiquement. Ce sont les régions ruraux surtout agricoles qui ont perdu le plus de leur main d'œuvre dans la dynamique migratoire. Cette volonté de plus en plus exprimée des ruraux pour les départs à l'extérieur, s'inscrit dans des stratégies familiales suite à la faible productivité du secteur agricole et à la baisse de compétitivité de l'économie rurale. Les cadres diplômés qui émigrent le plus sont ceux sans emplois ou bien ceux qui sont partis à l'extérieur pour des études et qui n'auraient pas réussi. Les cadres qui disposent d'un emploi fixe émigrent rarement, malgré le différentiel des salaires. L'émigration comorienne est pour la plupart une conséquence des échecs personnels et des politiques d'emploi aux Comores. Il est

évident que les revenus des envois de fonds sont largement supérieurs aux revenus potentiels, que les migrants auraient gagné même en étant employé aux Comores. Ainsi, on constate un effet de substitution négatif migration/éducation surtout en Grande Comore. Ce qui explique pourquoi, on retrouve plus de cadres qualifiés à Anjouan (en proportion à la population active) où il y a moins de migration qu'en Grande Comore où il y a plus de migration. L'importance accordée aux études comme seul moyen de pouvoir affronter la vie future est plus ressentie à Anjouan, pendant que la tradition de la migration s'installe et gagne du terrain en Grande Comore.

L'inflation générée par l'augmentation de la masse monétaire en circulation est assez fréquente en période d'envois de fonds massif (juillet/août), le mois de ramadan et le mois des maoulidas (célébration de la naissance du prophète Mahomet). Les répercussions de ces hausses de prix sur l'économie se traduisent par : une perte de compétitivité des entreprises nationales par rapport à l'extérieur et une perte de pouvoir d'achat des ménages dont les revenus n'ont pas augmenté à la suite des envois de fonds (non bénéficiaires des envois de fonds).

1.4.4 Essai de modélisation des envois de fonds adapté au cas des Comores

1.4.4.1 Approche théorique

Le caractère familial et communautaire des décisions de migration et des envois de fonds aux Comores nécessite un choix de modèle se rapprochant le plus de cette réalité. Les avantages mutuels de la famille et du migrant sont assurés par un contrat implicite, qui détermine entre autres, un montant minimum des envois de fonds pour la prise en charge de la famille. C'est une condition pour la migration, ce qui explique le caractère endogène des envois de fonds, Lucas et Stark (1985), Stark et Lucas (1988). Ainsi, les envois de fonds ne sont pas seulement un sous-produit de la migration mais une partie intégrante du processus qui constitue un facteur décisif de mouvements du travail, Glytsos (1988). On considère la migration comme temporaire ; une migration est temporaire lorsque seulement le travail et le service circulent et que toute la famille (y compris le migrant) liés par un contrat implicite bénéficient des envois de fonds. En ce sens, la rémunération du migrant pour sa contribution à la production en étant à l'étranger est traduite tôt ou tard par une consommation à domicile, Kraus (1976). A la différence des migrants permanents, ceux ci se délocalisent pour un nouveau pays et ne sont pas forcément liés par un

contrat implicite avec la famille restée au pays. Le migrant temporaire prévoit pour une période plus ou moins longue une accumulation d'épargne par la fixation des objectifs d'épargnes révisables, en vue d'un retour futur dans le pays d'origine. Pour réduire le coût de la migration dans un sens large, atteindre l'objectif d'épargne et assurer le contrat minimum d'envois de fonds, le migrant remplace son train de vie courant par une vie de subsistance et travaille de longues heures, Glytsos (2000). L'objectif d'épargne est un objectif variable (ajusté en fonction de l'emploi et du niveau de revenu du migrant, des changements de vues sur la portée de la migration et sur l'horizon que le migrant compte rester à l'étranger). Tous ces facteurs dépendent des politiques de migration des pays d'origine et d'accueil, Glytsos (1997, p. 422). Le migrant adopte un objectif d'épargne pour assurer les envois de fonds d'un minimum de montant indispensable pour les dépenses courantes de la famille, motivée par l'altruisme et l'obligation. Glytsos (1988, 2000). Il considère le montant réel des envois de fonds comme le résultat d'une situation de « tiraillements », derrière laquelle se repose un pouvoir de négociation entre le migrant et la famille, ce qui est conforme aux concepts de Lucas et Stark dans la théorie du contrat implicite. Dans ce contexte, Glytsos (2000), propose un paramètre de l'offre et un paramètre de la demande d'envois de fonds, proportionnel "possibilités" et aux "nécessités" d'envois de fonds. Cette approche est compatible avec l'hypothèse que le migrant faisant partie de la famille, peut également prendre certaines initiatives individuelles qui pourraient avoir un "désaccord" entre les deux parties concernées, Hoddinott, (1994). Selon Glytsos(1988), le niveau minimal d'envois de fonds que le migrant est obligé d'envoyer à la famille constitue les envois de fonds requis, ou le seuil d'envois de fonds conformément à l'approche de Hoddinott (1994), et qui sont essentiels pour que la décision de migration ait lieu. Cette valeur critique est définie par Glytsos comme la différence entre le revenu moyen des membres de la famille restant au pays et le revenu moyen de la collectivité dans laquelle la famille vit. *L'élément social du niveau minimal d'envois de fonds est la rehausse du revenu familial à un niveau au moins égale au revenu du voisinage (objectif du déclenchement de la migration) qui constitue un prestige pour la famille aux yeux des voisins, Stark et Taylor (1991).* Il est aussi important de tenir compte du double critère des envois de fonds : une composante endogène (définie au cours de la décision de migration) et une autre composante exogène (indépendant des familles, en fonction du système de migration).

1.4.4.2 Le modèle d'envoi de fonds

Encadré 1.5 : modèle d'envoi de fonds pour les Comores

Le modèle

Conformément à l'approche théorique, le modèle suppose que les « envois de fonds » est une variable endogène dans le processus de prise de décision de migration. Mis à part, les conditions obligatoires d'envois de fonds, la famille a une demande supplémentaire sur l'épargne du migrant à savoir des envois de fonds « nécessaires » qui dépendra du pouvoir de négociation des membres de la famille , du niveau d'épargne du migrant et de ses « possibilités » d'envois de fonds. Sur la base de ces hypothèses, les envois de fonds minimums nécessaires seront garanties si :

$$(S_m - S_m^e) \geq (Y_n - Y_f)$$

Avec S_m : épargne courante du revenu du migrant
S_m^e : objectif d'épargne du migrant ajusté en fonction des changements dans les conditions d'emploi et de salaires dans le pays hôte,
Y_n : revenu moyen du « voisinage » de la famille
Y_f : revenu moyen de la famille dans le pays d'origine
Alors $(S_m - S_m^e)$ est l'excédent d'épargne qui doit être, au moins égale à l'écart des revenus afin que le revenu familial augmente au moins au niveau du revenu moyen du "voisinage" de la résidence familiale ; pour des raisons de prestige social
Les envois de fonds réels seront définis dans l'intervalle suivant :

$$(Y_n - Y_f) \leq R \leq (S_m - S_m^e)$$

Lorsque R est plus élevé que l'écart des revenus et inférieur à l'excédent d'épargne, il permet à la famille de se retrouver dans la zone des envois de fonds « nécessaires » et bénéficier d'un revenu un peu plus élevé que le revenu des voisins ; et le migrant pourra bâtir une épargne, une révision de l'objectif d'épargne ou une modification de la durée du séjour à l'étranger.
Concrètement, pour tenir compte de la volatilité de l'objectif d'épargne, les envois de fonds «possibles» (R^a) de la part du migrant serait,

$$R^a = (1 - \rho_1)(S_m - S_m^e)$$

Normalement la valeur de ρ_1 devrait être positif et inférieur à l'unité, mais la possibilité d'une valeur négative n'est pas exclue. Un ρ_1 positif signifie une retenue d'une proportion du surplus d'épargne par mesure de sécurité pour stabiliser l'objectif d'épargne dans les temps compte des aléas et des fluctuations des revenus des migrants. Une telle situation pourrait se produire en cas d'épargne courant réduit suite à des évènements malheureux dans le pays d'accueil qui auraient réduits les revenus des migrants. En revanche, un signe négatif de ρ_1 constitue une destruction de l'objectif d'épargne, vraisemblablement en raison de besoins extrêmement urgents de la famille dans le pays d'origine. Il est clair, que les priorités du migrant peuvent varier. Un $\rho_1 > 0$ maintient ou augmente l'objectif d'épargne du migrant, donc indique une préférence pour le futur plutôt que pour le bien-être présent de la famille. Par contre, un $\rho_1 < 0$ réduit le montant de l'objectif d'épargne, et indique une préférence pour le présent, au détriment du bien-être futur. Dans ce cas, l'objectif d'épargne est révisé à la baisse pour satisfaire plus les besoins présents de la famille. Ces deux priorités différentes reflètent la force de la puissance de négociation relative du migrant dans la détermination des envois de fonds.
Du côté de la demande, la famille réclame (R^c) sur le revenu du migrant :

$$R^c = (1 + \rho_2)(Y_n - Y_f)$$

Sachant que $Y_f = \beta Y_n$ avec $\beta < 1$ représentant la distance entre le revenu moyen de la famille du migrant celui des voisins.
d'où $R^c = (1 + \rho_2)(1 - \beta)Y_n$

Le paramètre ρ_2 est un coefficient d'envois de fonds « nécessaires» pour un minimum requis de $(Y_n - Y_f)$ équivalent à $(1-\beta)Y_n$.

Pour $\rho_2 > 0$; la famille réclame plus que le niveau minimum social requis

Pour $\rho_2 < 0$; la famille fait des concessions familles envers le migrant, en acceptant un montant moindre que le minimum d'envois de fonds requis. C'est un moyen pour la famille de favoriser l'accumulation de l'épargne du migrant lorsque celui ci court des risques ou se trouve dans des conditions défavorables. Les valeurs positives ou négatives de ρ_2, tout comme les valeurs correspondantes de ρ_1, expriment également différentes priorités entre le présent et le futur. Un ρ_2 positif comme un ρ_1 négatif indiquent une préférence du présent et un ρ_2 négatif comme un ρ_1 positif indiquent une préférence pour le futur.

Si ρ_1 et ρ_2 ont les mêmes signes, alors des actions de coopération seront menées entre le migrant et sa famille.

Si $\rho_1 > 0$ et $\rho_2 > 0$; Il existera une coopération entre les deux parties en respectant l'objectif d'accumulation d'épargne. Dans ce cas, la famille accepte que les envois de fonds soient inférieure à la totalité de l'excédent d'épargne, tout en exigeant le minimum pour la survie économique et la promotion sociale de la famille.

Si $\rho_1 < 0$ et $\rho_2 < 0$; les besoins de la famille sont urgents et le seuil d'épargne sera révisé à la baisse. Cela signifie que le migrant envoie plus que l'excédant d'épargne réel, en puisant ainsi sur l'objectif d'épargne ($\rho_1 < 0$), et entretemps la famille recevra moins d'envois de fonds ($\rho_2 < 0$) que le montant de l'écart des revenus avec les voisins. C'est un cas typique où le surplus d'épargne est très peu par rapport à l'écart de revenu requis par la famille pour rehausser son niveau social. Les deux parties vont devoir faire des sacrifices (diminution de l'objectif d'épargne pour le migrant) et (moins de revenu pour la famille par rapport à l'écart de revenu avec le voisin).

Source: Glytsos, Nicholas, P. (2002)

Conclusion du Chapitre I

Dans ce premier chapitre consacré à une revue de la littérature sur la migration internationale, sur les envois de fonds internationaux et sur les envois de fonds aux Comores, il a été constaté que beaucoup de résultats intéressants parfois contradictoires ont été développés par différents auteurs. Les notions de migration et d'envois de fonds sont indissociables. En effet, la forme, la motivation et l'importance des envois de fonds dépendent de la nature et du fondement de la migration dans les pays d'origine. Trois approches théoriques de la migration internationale dominent les études sur les envois de fonds: la première approche théorique est néoclassique ; elle est la plus ancienne et explique la migration par la différence dans les probabilités de revenus entre le pays d'origine et le pays d'accueil. Dans cette approche inspirée par le modèle de Harris Todaro, la migration s'effectue lorsque le migrant espère gagner plus de revenus dans le pays d'accueil (en y incluant le risque de chômage et le coût de transport). La deuxième approche dite de la dépendance ou du structuralisme explique la migration comme une réaction à la pénétration du capitalisme et aux inégalités des termes de l'échange entre les

pays développés et les pays sous-développés, Massey et al (1998:36). La troisième approche qui est la dernière, connue sous le nom de NELM (Nouvelle Economie du Travail et de la Migration) explique la migration comme une stratégie de famille pour un comportement de risque-partagé. Les ménages sont plus capables que les individus pris séparément, de diversifier les ressources : par exemple, le travail qui permettra de réduire au minimum les aléas de revenu. Les ménages et les familles agissent non seulement pour maximiser leurs revenus mais également pour réduire au minimum et partager les risques inhérents, Stark et Levhari (1982). C'est à travers ces théories de la migration que sont développés les modèles d'envois de fonds. Pourquoi les migrants envoient ils des fonds ? Qui sont les bénéficiaires ? Combien ? Quels sont les impacts sur les ménages, les communautés et l'économie ? A toutes ces questions, le modèle qui semble regrouper le maximum de réponses proches à la réalité des pays en développement et à celle des Comores en particulier correspond à l'approche de la Nouvelle Economie de la Migration (NELM). En effet, les envois de fonds aux Comores correspondent à une vision plus familiale / ménage qu'individuelle. De l'élaboration de la stratégie de migration à l'arrivée du migrant dans le pays d'accueil jusqu'aux envois de fonds, le migrant comorien obéit à une logique de famille et de risque partagée. Si c'est la population de la Grande Comore qui émigre le plus et que si c'est en France qu'on retrouve 90 pour cent des émigrés comoriens, c'est parce qu'en Grande Comore comme en France, des réseaux de familles et d'amis existent des deux côtés favorisant les départs et les accueils ainsi que l'intégration tout en partageant les risques.

Bien que très peu d'études ont été réalisées sur les envois de fonds aux Comores, les constats partagés dans ce chapitre sur les effets positifs et négatifs liés à la migration et aux envois de fonds aux Comores méritent d'être approfondis dans les prochains chapitres afin que soient répondues sur la base des données empiriques les questions relatives à l'impact des envois de fonds aux Comores, notamment sur la pauvreté et les inégalités. Ce chapitre s'achève avec un essai de modélisation des envois de fonds aux Comores sur la base des modèles NELM. Un modèle s'appuyant sur un cadre de décision familiale ayant comme objectif des avantages mutuels pour la famille et pour le migrant, Lucas et Stark (1985) ; Stark et Lucas (1988). Un modèle qui sera approfondi dans le chapitre I.

Chapitre II : Importance statistique et sociale des envois de fonds aux Comores

2.1 Introduction du chapitre II

Ce chapitre analyse l'importance statistique et sociale des envois des fonds aux Comores. Les envois de fonds constituent des apports importants pour les ménages et ont un impact non négligeable sur l'économie comorienne. Il apparait aussi que les envois de fonds obéissent à une logique de famille, de communauté, et surtout, à une réalité sociale. Malgré son importance en volume (première ressource extérieure avant l'aide publique au développement et les investissements directs étrangers), très peu d'études ont été réalisées dans ce domaine. Certes, parce que longtemps considérés comme des subventions isolées destinées à des particuliers, l'impact global sur la vie des ménages et sur l'économie en général n'a commencé à intéresser le monde économique que très récemment. Dans ce chapitre, il sera question d'analyser l'impact micro économique (au niveau des ménages) et macro économique des envois de fonds. Qui sont les migrants qui envoient les fonds aux Comores ? Quel est leur profil ? Pourquoi envoient- ils des fonds ? Du côté du pays d'origine, qui sont les bénéficiaires des envois de fonds ? Quel usage font-ils de ces fonds ? Les envois de fonds participent-ils à la croissance économique ? Il sera ensuite question de faire ressortir le fondement social des envois de fonds. Cependant, il faut noter que la principale difficulté liée à cette étude est le problème de manque de données fiables. Sur le plan micro économique, aucune enquête sur le thème « envoi de fonds » n'a été réalisée aux Comores, ce qui rend difficile la détermination des montants envoyés par les migrants. Au niveau macro économique, les envois de fonds ne sont pas tous comptabilisés par les institutions officiels, car plus de 75 pour cent des envois de fonds aux Comores se font par voie informelle. En effet, malgré l'importance sociale et économique que représentent les envois de fonds dans le processus économique et dans la vie sociale des Comores, force est de constater que très peu de données statistiques sont disponibles sur les envois de fonds.

Par ailleurs, très peu d'études ont été réalisées à ce sujet aux Comores. Ce problème est lié d'une part, au fait qu'il n'y a jamais eu d'enquêtes sur la migration internationale ou sur les envois de fonds aux Comores. Pour pouvoir analyser le fondement des envois de fonds, il est nécessaire de disposer des informations sur les migrants (effectifs et profils, montant des envois des fonds, projets, etc). De même, il est aussi nécessaire de disposer des données sur les bénéficiaires, notamment sur les caractéristiques, et l'usage qu'ils font des envois de fonds. S'agissant des données micro – économiques, les informations récentes disponibles émanent d'une enquête intégrale réalisée auprès des ménages (EIM) réalisée en 2004. Bien que l'EIM ait eut comme objectif l'analyse de la pauvreté aux Comores, une section entière a été consacrée aux envois de fonds. L'enquête EIM a été réalisée auprès de 2987 ménages répartis sur les trois îles (Grande Comore, Anjouan et Mohéli). Dans le questionnaire, les variables relatives aux envois de fonds sont issues des questions suivantes :

- *Au cours des 12 derniers mois, le ménage a-t-il reçu de l'argent ou des marchandises ?*
- *Quel a été le montant total de l'argent, et des envois en nature reçus par le ménage au cours des 12 derniers mois ?*
- *Ou vit l'expéditeur ?*

Par ailleurs, l'enquête EIM ne dispose pas des données relatives aux caractéristiques des migrants. Les seules données récentes existantes sur les migrants comoriens vivant en France émanent d'une enquête réalisée auprès des migrants et des bénéficiaires d'envois de fonds, par la BAD en 2007. Cette enquête portait sur deux échantillons : une centaine de ménages vivant en France et 400 ménages vivant aux Comores répartis sur 8 zones reconnues comme étant des régions d'émigration. S'agissant des données macro-économiques, une proportion importante (75 pour cent) des envois de fonds se fait par voie informelle, et n'est donc pas directement comptabilisé auprès des institutions financières.

Il est aussi important de noter que, les données macro économiques sur les envois de fonds ne sont pas exactement les mêmes que celles micro économiques. Ainsi, le montant des envois de fonds obtenus à partir des données macro économiques, était de 29 602 Fc par tête en 2003, contre 16 071 Fc par tête, selon les résultats de l'enquête auprès des ménages EIM (2004)[24]. Deux raisons pourraient expliquer cette différence : (i) une probable sous estimation des ménages des montants des envois

[24] Il est à noter que l'enquête EIM2004 a été réalisé en 2004, mais elle portait sur les envois de fonds des douze derniers mois ; donc ceux de 2003.

de fonds reçus. (ii) des montants d'envois de fonds non considérés au niveau des ménages comme les envois de biens et les dépenses des migrants, effectuées lors de leur séjour aux Comores. L'estimation du nombre de comoriens vivants à l'étranger, et la détermination du volume des envois de fonds constituent les principaux défis des données statistiques de cette étude.

2.2 Les implications microéconomiques des envois de fonds

La famille ou ménage constitue le fondement de cette analyse. L'intérêt porté à la famille ou au ménage en tant que base d'analyse est relativement récent dans l'étude des migrations. Le ménage représente l'entité sociale dans laquelle le projet de migration est supposé prendre forme, notamment par l'interrelation entre le processus décisionnel individuel du migrant potentiel et les influences structurelles externes à la famille. La dimension sociale du ménage représente ainsi le filtre des perceptions des macrostructures sur l'individu et influence le processus décisionnel du migrant. La « Nouvelle Economie des Migrations » insère la migration et ses stratégies inhérentes dans un contexte d'économie familiale, Stark(1991); Taylor(1999). La migration est alors considérée comme un investissement visant à améliorer la situation économique du ménage. Ses bénéfices augmentent le budget familial, tout en soulageant le ménage d'une personne à charge, celle qui réside à l'étranger. Les fonds transférés sont à la fois une diversification des sources de revenu et une source supplémentaire de liquidités. Cette stratégie diversifie les risques de l'économie familiale et permet de surpasser les problèmes spécifiques à l'économie régionale, comme par exemple des déficiences ou une inexistence d'un marché de crédit ou d'assurance. Aux Comores, les envois de fonds jouent un rôle central dans l'économie familiale. Rares sont les familles qui directement ou indirectement ne sont pas concernées par l'émigration d'un de ses membres. Les envois de fonds aux Comores constituent incontestablement une source sûre de revenus des ménages. Ils déterminent le volume et la structure des dépenses des ménages bénéficiaires et conditionnent pour beaucoup d'entre eux les allocations budgétaires des ménages.

2.2.1 Importance des comoriens vivants à l'étranger

Pour mieux comprendre les mécanismes qui régissent les envois de fonds des migrants aux Comores, il est utile de connaitre l'effectif de la population émigrée. A cet égard, un bref aperçu de l'histoire de la migration comorienne, dans le sens de son installation à travers le monde, est importante. Nous avons vu dans le chapitre I que l'émigration comorienne dans la plupart des cas, obéit plus à une stratégie famille qu'à une stratégie individuelle. Le migrant comorien cherche à maximiser non pas une utilité individuelle mais plutôt une utilité collective. A travers la stratégie d'émigration, la famille recherche à diversifier ses sources de revenus et à diversifier en même temps les risques. C'est ainsi que les mouvements migratoires (départ et retour du migrant) constituent plutôt des évènements familiaux qu'individuels. Le phénomène migratoire comorien obéit à une logique de regroupement. Les candidats à la migration sont attirés vers les régions où sont déjà installés d'autres migrants comoriens. Les raisons sont nombreuses. La générosité et l'esprit de solidarité naissants des liens familiaux ou amicaux facilitent les premières installations des nouveaux migrants. La facilitation dans les démarches d'intégration et la recherche d'emplois constituent des atouts majeurs que le nouveau migrant bénéficie de la part de celui qui se trouve déjà installé longtemps dans le pays d'accueil. Pour reprendre l'expression de l'étude réalisée par la Banque mondiale (2003), « le migrant comorien est avant tout un émissaire de sa famille qui a pour mission sa délivrance, en terre étrangère ; il se bat côte à côte avec ceux qui partagent son sort, quand il rentre au pays, il rentre en héros ». La France constitue la première destination de la migration récente comorienne. L'histoire de la migration comorienne obéit au schéma classique de la colonisation française. Les navigateurs comoriens travaillant au temps de la colonisation dans des bateaux de pavillon français se sont d'abord installées dans les grands ports français : Dunkerque, Marseille, Le Havre, pour ensuite étendre leur présence à l'intérieur du pays, vers Lyon et Paris. En ce qui concerne la migration dans les autres pays, l'absence d'une Université aux Comores (jusqu'en 2003) explique en grande partie la migration des jeunes comoriens vers les pays comme Madagascar, l'Egypte, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Maroc, la Réunion, etc. Ces pays constituent jusqu'alors des destinations naturelles des bacheliers comoriens, étant donné que l'accueil en France des bacheliers comoriens est limité. Il faut noter cependant que la migration des étudiants comoriens vers les différents pays africains, est généralement une migration de courte durée et n'a pas comme vocation l'installation dans les pays d'accueil. Très peu d'études ont été réalisées auprès des migrants comoriens vivant à l'extérieur, ce qui rend difficile une estimation précise du nombre des comoriens vivants à l'extérieur dont une grande

majorité vit en France. Par ailleurs, il y existe un grand nombre de personnes d'origine comorienne qui sont nées en France, qui ont donc la nationalité française dès la naissance et ne sont recensées qu'en tant que français. Une autre partie des migrants comoriens en France est formée par des personnes qui se sont installés fort longtemps en France, parfois même en provenance d'autres pays voisins des Comores, comme Madagascar ou la Tanzanie. Selon les estimations faites sur une étude de la Banque Mondiale en 2003, les personnes d'origine comorienne vivant à l'étranger s'élèveraient entre 250 000 à 350 000 personnes. Ce qui correspondrait à près de la moitié de la population comorienne recensée en 2003. Au-delà des divergences sur le chiffre exact, incontestablement, les personnes d'origine comorienne vivant à l'étranger, notamment en France sont assez nombreuses. Si l'on se réfère aux quelques 100 000 ménages qui vivent aux Comores, dont chacun a au moins deux membres de famille vivant en France ou ailleurs, on aboutit facilement aux estimations faites par la Banque mondiale en 2003. On déplore néanmoins l'absence d'études quantitatives sur la migration comorienne. Les rares études récentes sur les migrants comoriens ne sont pas issues des enquêtes quantitatives.

2.2.2 Pourquoi les comoriens émigrent-ils à l'extérieur ?

Pour mieux comprendre l'enjeu et les motifs des envois de fonds, il est intéressant de connaitre le profil de la population émigrante. On constate que la population comorienne qui émigre le plus, est celle dont la situation économique de la famille est assez précaire. L'émigration permet ainsi à la famille de pouvoir améliorer ses revenus. Cet essor familial va favoriser l'accomplissement de certaines charges familiales (survie, éducation des enfants, soins de santé), et surtout, il va permettre à la famille d'accomplir certaines obligations sociales, notamment le « grand mariage ». On retrouve alors, chez la population comorienne émigrée une forte proportion des personnes de faible qualification ou bien des « chercheurs d'emplois ». Le fait que la catégorie sociale la plus touchée par l'émigration soit celle de la population à faible revenu, explique aussi pourquoi (on verra dans la suite) que les bénéficiaires des envois de fonds se situent en grande majorité dans les deux premiers quartiles de revenus. C'est à partir de la France que s'effectue le plus d'envois des fonds à destination des ménages comoriens. La grande majorité de la diaspora comorienne vivant en France, provient de la Grande Comore (la Grande île

qui abrite la capitale). Il s'avère que la quasi-totalité des villes « grand comoriennes » disposent d'émigrés en France. Néanmoins, la répartition des émigrés comoriens vivant en France par ville d'origine est disproportionnée. On observe certaines villes comoriennes qui comptent plus d'émigrés que d'autres. Ce sont les cas des villes comme Foumbouni, Kové, et Dembéni au Sud de la Grande Comore, Iconi , Mkazi, Mvouni au centre de la Grande Comore, Ivémbéni, Nyambéni, Mitsamiouli au Nord de la Grande Comore. Bien que le poids démographique des villes, constitue un élément de réponse à cette disproportion, n'empêche que les premiers mouvements migratoires demeurent la raison principale. Le caractère familial et villageois de l'émigration comorienn est un élément fondamental pour mieux expliquer la répartition inégale des émigrés en France suivant les villages d'origine. Il s'avère que les villes qui connaissent les plus forts taux d'émigration ne sont rien d'autre que celles dont sont originaires les premiers « navigateurs » pionniers de la migration comorienne en France. On estime à plus ou moins la moitié de la population de ces villages qui ont émigré vers la France. Dans certains villages, on observe parfois des familles entières qui ont émigré en France. L'analyse de la dynamique de la population, montre que les populations des villes émigrantes connaissent des faibles taux de croissance de la population. Ils sont généralement inférieurs à la moyenne nationale. Ainsi par exemple, entre les deux recensements de 1991 et 2003, les taux de croissance des populations des villes émigrantes ont varié entre -1,3 pour cent et 1,3 pour cent par an, pour une moyenne nationale de 2,1 pour cent**.** Suivant les données du recensement général de la population et de l'habitat de 2003, environ 1,3 pour cent de la population comorienne émigre chaque année vers l'extérieur pour aller s'y installer. L'émigration vers la France représente à elle seule chaque année près de 1 pour cent de la population totale. Les résultats du recensement de 2003 confirme les faits déjà connus, à savoir que la France représente la première destination des comoriens avec 81 pour cent de l'émigration comorienne, suivi des pays arabes, notamment l'Egypte (7,7 pour cent), et en troisième position, on retrouve le grand pays voisin Madagascar (7 pour cent), qui jusqu'à un passé récent avait hébergé la plus forte communauté comorienne vivant à l'étranger. Suivant les résultats du recensement de 2003, les motifs d'émigration ne sont pas toujours les mêmes suivant l'origine insulaire du migrant. En Grande Comore, comme à Anjouan, c'est la «quête d'emploi» qui constitue le premier motif d'émigration avec respectivement 43 et 47 pour cent des émigrés.

Tableau 2.1 : Les motifs de la migration internationale suivant les îles en %

Motif de la migration	Mohéli	Anjouan	Grande Comore	Ensemble
Quête d'emploi	24	47	43	44
Etudes/Formation	37	16	34	27
Famille/Mariage	22	23	14	18
Santé	9	8	6	7
Autres	8	6	3	4
Total	100	100	100	100

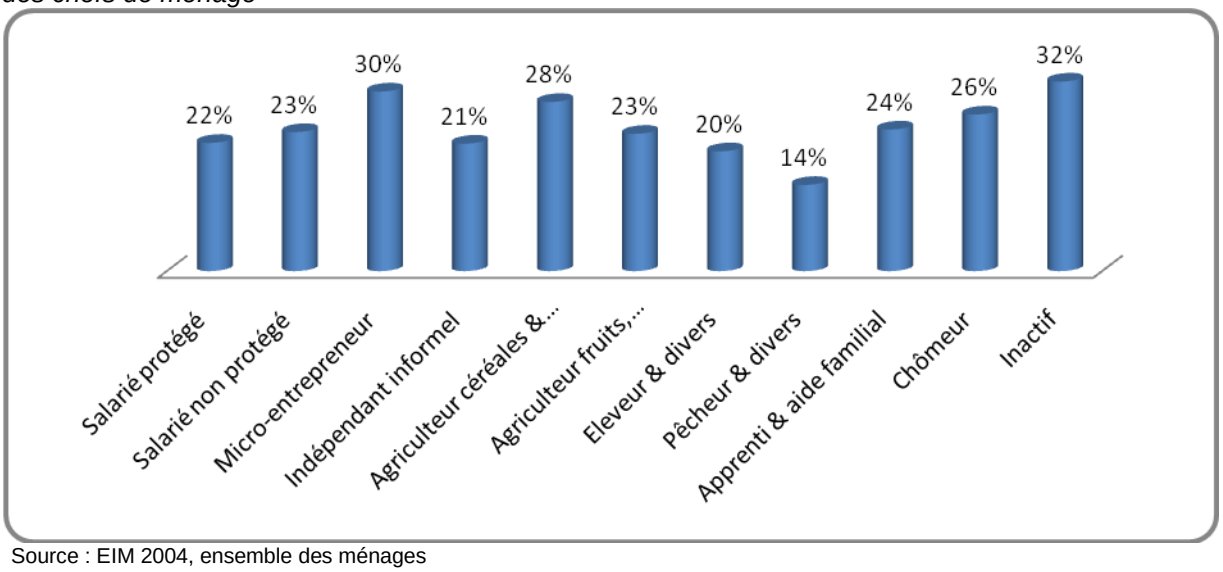
Source : Direction Nationale du Recensement, RGPH 2003.

A Mohéli ce sont les études et la formation qui constituent les premiers motifs d'émigration vers l'extérieur. Les motifs «études» ou «regroupement familial » constituent le deuxième ou troisième motif d'émigration vers l'extérieur pour l'ensemble des émigrants des îles Comores.

2.2.3 Importance des envois de fonds au sein des ménages

Aux Comores, toutes les catégories socio professionnelles bénéficient plus ou moins des envois de fonds extérieurs. Mais c'est au sein de la catégorie des « inactifs » que l'on observe la plus forte proportion des ménages qui reçoivent des envois de fonds extérieurs avec 32 pour cent des bénéficiaires, suivi des « micro entrepreneurs » avec 30 pour cent des ménages bénéficiaires. En troisième position, les « agriculteurs vivriers » au sein desquels, on retrouve 28 pour cent des ménages qui bénéficient des envois de fonds. Les chômeurs viennent en quatrième position, avec 26 pour cent des ménages qui reçoivent régulièrement des fonds extérieurs. Nous observons ainsi, que ce sont les ménages issus des catégories socio professionnelles les plus pauvres qui sont les plus nombreux à recevoir régulièrement des envois de fonds.

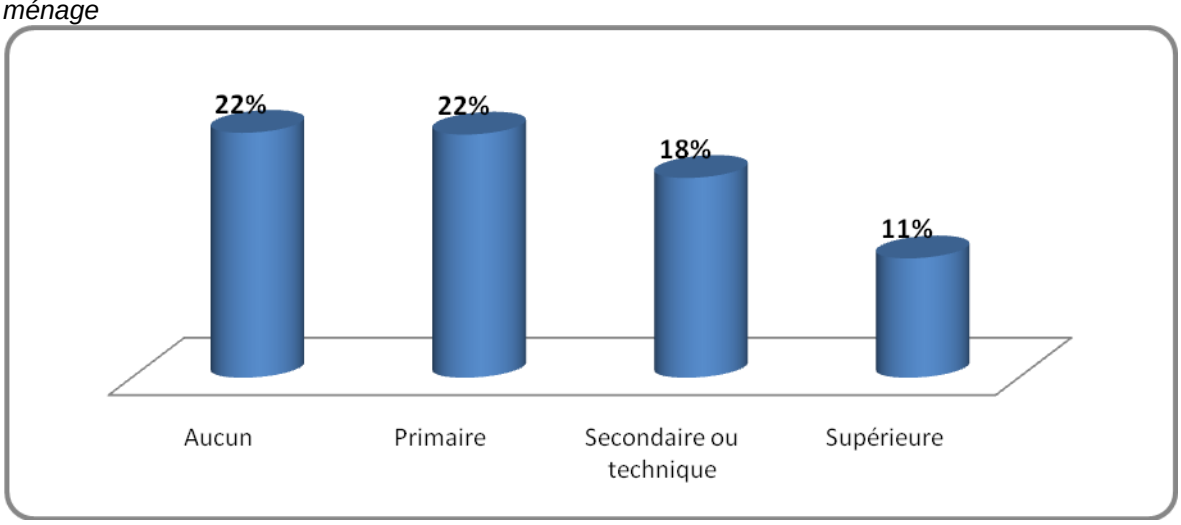
Graphique 2.1 : Ménages bénéficiaires des envois de fonds suivant la catégorie socio professionnelle des chefs de ménage



Source : EIM 2004, ensemble des ménages

Autrement dit, ce sont les classes des ménages qui disposent le plus de migrants, mais en même temps, ce sont les ménages qui disposent le moins de revenus. Par ailleurs, les envois de fonds aux Comores sont aussi fonction du niveau d'éducation du chef de ménage. Comme l'on pouvait s'y attendre, les envois de fonds bénéficient plus aux ménages sans niveau d'instruction. Inversement, plus le chef de ménage est instruit, moins sera le nombre des ménages qui bénéficient des envois de fonds. Néanmoins, l'interprétation des données sur les envois de fonds suivant le niveau d'instruction du chef de ménage, doit être considérée avec précaution. En effet, seulement 30 pour cent des ménages de l'échantillon ont déclaré leur niveau d'études. En faisant l'hypothèse que ces ménages sont représentatifs de l'échantillon total, on aboutit à la conclusion suivante : Parmi les ménages qui sont dirigés par les « sans diplômés », 22 pour cent bénéficient des envois de fonds.

Graphique 2.2 : Ménages bénéficiaires des envois de fonds suivant le niveau d'instruction du chef de ménage



Source : EIM 2004

La même proportion est observée chez les ménages dirigés par les « diplômés du primaire ». Cette ressemblance entre les ménages issus des chefs de niveau primaire et ceux « sans diplôme » s'explique par le fait que généralement, il n'y a pas une grande différence dans les emplois occupés et dans les revenus des personnes qui n'ont aucun diplôme et celles qui sont diplômées du primaire. On retrouve ensuite la catégorie de ménages dirigés par des « diplômés du secondaire ou technique », avec 18 pour cent des ménages de bénéficiaires d'envois de fonds. Enfin, ce sont les ménages dirigés par les diplômés d'études supérieures qui reçoivent le moins d'envois de fonds (11 pour cent). Les envois de fonds au sein des ménages dirigés par les « diplômés d'études supérieures » suggèrent quelques commentaires. Il n'est pas surprenant qu'une proportion non négligeable des ménages dont leur chef est diplômé d'études supérieures bénéficie aussi des envois de fonds (11 pour cent qui n'est pas négligeable). Cela peut paraître à priori contradictoire avec les situations les plus répandues, à savoir que les envois de fonds bénéficient moins aux diplômés. En effet, d'après la théorie du capital humain, plus le niveau d'études est élevé, plus le revenu est élevé. Par conséquent, logiquement avec un revenu élevé, l'on s'attendrait à moins de demande de revenus extérieurs. Les envois de fonds extérieurs au sein des ménages qualifiés (diplômés du supérieur) devraient être relativement faibles. Mais la réalité comorienne est toute autre. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette situation. Premièrement, le chômage et l'inactivité touchent actuellement une grande partie de la population diplômée. Une fois les études supérieures accomplies, beaucoup de nouveaux diplômés se retrouvent sans emploi et sans perspectives d'embauche. Ils sont alors livrés à eux-mêmes, sans aucun soutien. En l'absence des revenus stables, la plupart des « diplômés du supérieur au chômage » sollicitent de l'aide financière des membres de leurs familles résidant à l'extérieur. Deuxièmement, les migrants accordent plus de confiance pour envoyer leur fonds, aux membres diplômés de leur ménage, même si la l'utilisation finale de ces fonds concernerait d'autres ménages. En effet, les diplômés du supérieur assurent mieux la gestion des envois de fonds dans le cadre des projets familiaux ou des projets personnels des migrants. Les migrants soucieux de la bonne utilisation des fonds qu'ils envoient ont une préférence chez les plus diplômés. Cette préférence est surtout observée, lorsque la destination finale des envois de fonds concerne un projet personnel du migrant. Il faut aussi noter que le processus d'envoi et d'utilisation des fonds, devient de plus en plus complexe. Du retrait des fonds auprès des institutions financières jusqu'au change en monnaies nationales, les

formalités nécessitent une certaine connaissance des mécanismes et procédures administratives. Il arrive parfois que les bénéficiaires d'envois de fonds « diplômés » jouent seulement le rôle d'intermédiaire entre le migrant et le destinataire final du fond. Par exemple, si les envois de fonds sont destinés à financer des dépenses des personnes âgées, ou des personnes malades, ils sont adressés à des personnes tierces proches du migrant et qui ne sont pas forcément membres du ménage.

2.2.4 Nature des envois de fonds et régions bénéficiaires

La plupart des ménages aux Comores, notamment ceux vivant en Grande Comore, reçoivent des envois de fonds en provenance des membres de leur ménage vivant à l'extérieur. Ces envois de fonds peuvent être réguliers, avec comme objectif de contribuer aux dépenses de consommation des familles, ou bien irréguliers, avec comme objectif de financer des activités sociales et coutumières. Il faut noter qu'une grande part des envois de fonds est irrégulière. Ils sont effectués à l'occasion des événements sociaux (le grand mariage, les funérailles, le pèlerinage, la naissance, etc). Selon qu'ils soient réguliers ou non, les envois de fonds constituent pour les familles, une bouffée d'oxygène leur permettant de faire face aux obligations vitales et sociales. Les deux enquêtes sur la pauvreté des ménages réalisées en 1995 et en 2004, permettent de mesurer l'importance de ces envois de fonds auprès des ménages. Les informations collectées concernent seulement les ménages bénéficiaires des envois de fonds, et non les migrants qui envoient les fonds. En 1995, 22 pour cent des ménages avaient déclaré recevoir régulièrement des fonds en provenance de l'extérieur. En 2004, ce sont 25 pour cent des ménages qui ont déclaré recevoir régulièrement des fonds de la part de leurs membres vivant à l'extérieur. Ces proportions paraissent bien en deçà, si on les compare au nombre estimé des comoriens vivants à l'extérieur. Cela s'explique par le fait qu'une partie des envois irréguliers n'est pas comptabilisée. En effet, la question s'adressait aux ménages qui «ont reçu durant les douze derniers mois, de l'argent ou des biens en provenance de l'étranger ». Et comme les envois de fonds destinés aux dépenses traditionnelles (grand mariage, etc.) sont importants en valeur, mais effectués d'une façon irrégulière. Ainsi, par exemple, les envois des fonds des migrants destinés à des obligations sociales, même pendant la période annuelle de l'enquête, n'ont pas été comptabilisés, car les bénéficiaires seront les migrants eux mêmes.

Bien que les données statistiques fassent défaut, il est connu que la plupart des ménages comoriens reçoivent des fonds extérieurs d'une façon irrégulière. Ces

envois sont effectués à des occasions ou à des évènements bien précis. Les évènements les plus fréquents sont les grands mariages, les funérailles, les évacuations sanitaires, les départs d'un des membres pour l'émigration. En analysant la répartition des bénéficiaires des envois de fonds par île et par milieu de résidence (tableau n°2.2), nous observons que c'est en milieu rural que l'on enregistre le plus de ménages qui reçoivent régulièrement des envois de fonds.

Tableau 2.2 : Répartition par île et par milieu de résidence des ménages bénéficiaires des envois de fonds et du volume des envois de fonds (%)

	Grande Comore	Anjouan	Mohéli	**Total**
Urbain	12,2	10,7	0,9	**23,8**
Rural	38,5	36,7	1	**76,2**
Total	**50,7**	**47,4**	**1,9**	**100**
Répartition du volume des envois de fonds par île en %	**83**	**14**	**3**	**100**
Montant des envois de fonds par tête d'habitant (en Fc)	**36 371**	**5069**	**5046**	**16 071**

Source : EIM 2004, ensemble des ménages

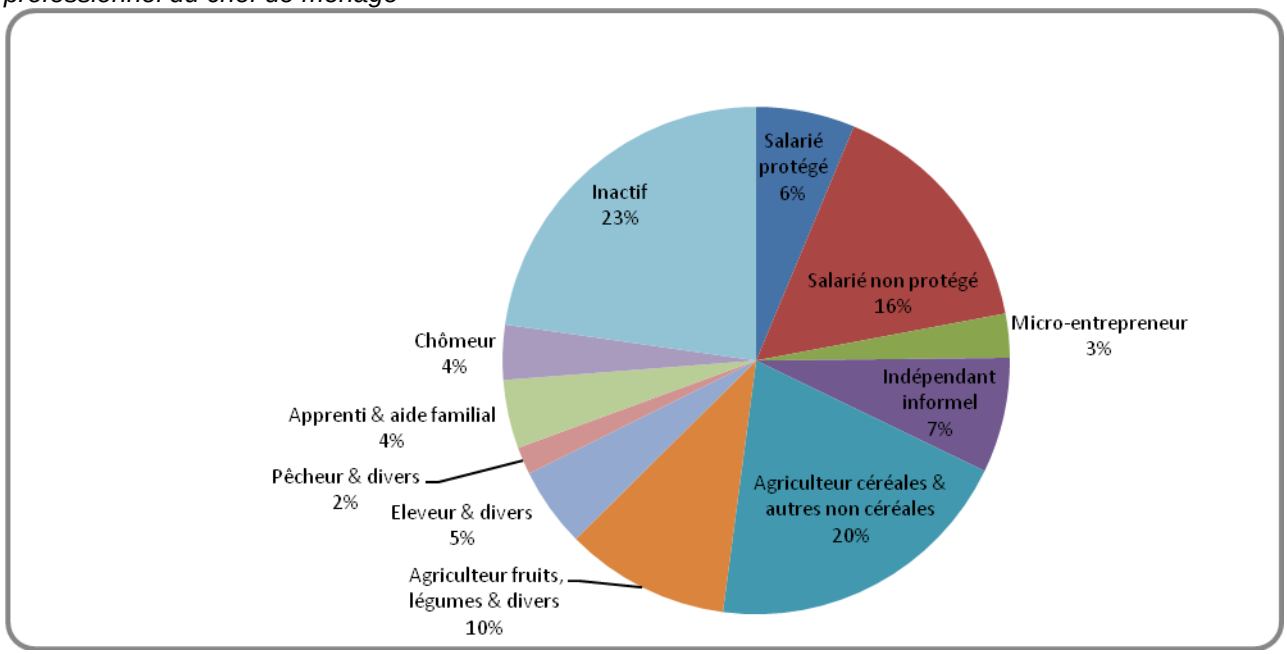
Sur l'ensemble des ménages qui ont bénéficié des envois de fonds en 2004, 76,2 pour cent résident en milieu rural contre seulement 23,8 pour cent résidant en milieu urbain. C'est dans la région rurale de la Grande Comore que résident le plus de ménages qui reçoivent les envois de fonds extérieurs (soit 38,5 pour cent du total des ménages bénéficiaires des envois de fonds). Les résultats de l'enquête EIM 2004 confirment la dominance la Grande Comore sur les deux autres îles en termes de bénéficiaires et surtout en termes de volume d'envois de fonds. Ainsi, on observe 50,7 pour cent des ménages bénéficiaires des envois de fonds qui résident en Grande Comore, 47,4 pour cent qui résident à Anjouan et 1,9 pour cent qui résident à Mohéli. Par ailleurs, l'analyse de la répartition par île du volume des envois de fonds, montre que la quasi-totalité des fonds transférés par les migrants comoriens bénéficie principalement à la Grande Comore. Ainsi, 83 pour cent du volume total des envois de fonds est destiné à la Grande Comore, 14 pour cent à Anjouan et 3 pour cent à Mohéli. Par ailleurs, la population résidente en Grande Comore perçoit en moyenne par tête, plus de 7 fois le montant des envois de fonds par tête destiné à celle d'Anjouan et à celle de Mohéli. (voir tableau 2.2.).

2.2.5 Profil des ménages bénéficiaires des envois de fonds

Pour mieux appréhender les caractéristiques des ménages bénéficiaires des envois de fonds, on considérera la sous population composée uniquement des ménages qui reçoivent régulièrement des fonds. Cette sous population représente 25

pour cent du total des ménages. Comme déjà souligné précédemment, les bénéficiaires des envois de fonds sont majoritairement issus des classes ayant de faibles revenus (inactifs, agriculteurs vivriers, salariés non protégés).

Graphique 2.3 : Répartition des ménages bénéficiaires des envois de fonds par catégorie socio professionnel du chef de ménage

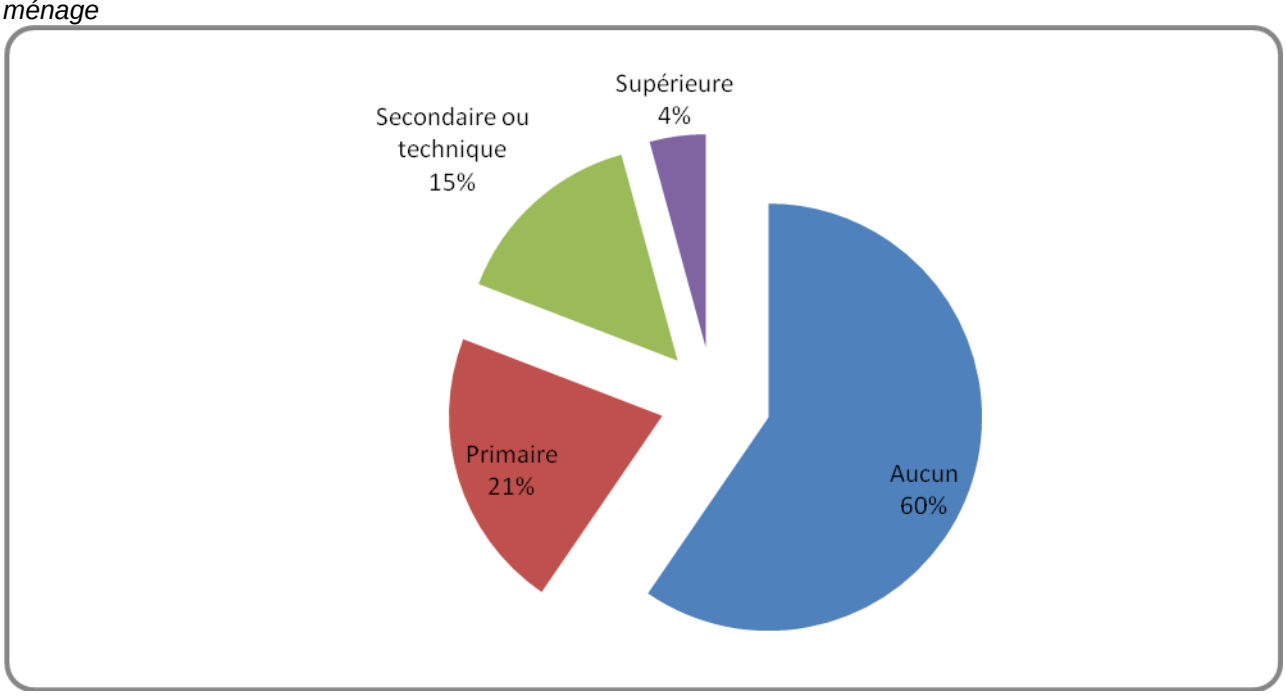


Source : EIM 2004, population bénéficiaires des envois de fonds

La répartition des bénéficiaires d'envois de fonds, par catégorie socio professionnelle du chef de ménage montre que 23 pour cent des ménages bénéficiaires des envois de fonds sont des ménages dirigés par des inactifs, suivis des agriculteurs vivriers (20 pour cent des ménages bénéficiaires) et ensuite des salariés non protégés (16 pour cent des ménages bénéficiaires). Ces résultats confirment ceux obtenus précédemment pour l'ensemble des ménages, à savoir que c'est au sein de ménages à revenus précaires (donc les revenus plus risqués) qu'on observe la plus forte proportion des ménages bénéficiaires des envois de fonds. Il faut cependant noter que les tailles des ménages par catégorie socio professionnelles dans l'échantillon étudié sont disproportionnées. On note par exemple une prédominance des agriculteurs, des inactifs et des salariés non protégés. Ce qui explique des faibles proportions dans la population des bénéficiaires de certaines catégories comme les « micro-entrepreneurs », les « apprentis et aide familial » et les «chômeurs». Les ménages de ces catégories représentent entre 3 à 4 pour cent de l'ensemble des ménages bénéficiaires des envois de fonds. En ce qui concerne la répartition des ménages bénéficiaires d'envois de fonds par niveau d'étude, il apparait une prédominance des non-diplômés. Ainsi, 60 pour cent des ménages qui reçoivent des fonds de l'extérieur

n'ont aucun diplôme, 21 pour cent sont titulaires de diplômes primaires, 15 pour cent sont titulaires d'un diplôme de niveau secondaire et technique et enfin 4 pour cent de bénéficiaires d'envois de fonds sont titulaires d'un diplôme d'études supérieur (graphique 2.4).

Graphique 2.4 : Répartition des bénéficiaires d'envois de fonds par niveau d'instruction du chef de ménage



Source : EIM 2004, population bénéficiaires des envois de fonds

Le nombre important des ménages « sans diplômés », bénéficiaires d'envois de fonds, confirme les résultats précédents sur la répartition des bénéficiaires par catégorie socio professionnelle (graphique 2.3). En effet, il existe un lien indéniable entre la catégorie socio professionnelle et le niveau d'études. Il apparait que les ménages à revenus précaires (inactifs, agriculteurs, salariés non protégés) sont généralement non diplômés.

2.2.6 Volume des envois de fonds dans le revenu des ménages

L'analyse des dépenses des ménages montre que les envois de fonds représentent une part non négligeable dans les dépenses totales des ménages. Suivant les résultats de l'EIM 2004, les envois de fonds représentent 2,5 pour cent des dépenses totales des ménages. Cette proportion est beaucoup plus importante si l'on considère le montant des envois de fonds au sein du sous échantillon des bénéficiaires des envois de fonds. Ainsi les envois de fonds représentent 12 pour cent des dépenses totales de cette sous population.

2.2.6.1 Volume des envois de fonds par catégorie socio- professionnelle des ménages

Ce sont les ménages appartenant à la catégorie des «apprentis et aides familiales» qui disposent de la plus grande part des montants des envois de fonds par rapport aux dépenses des ménages.

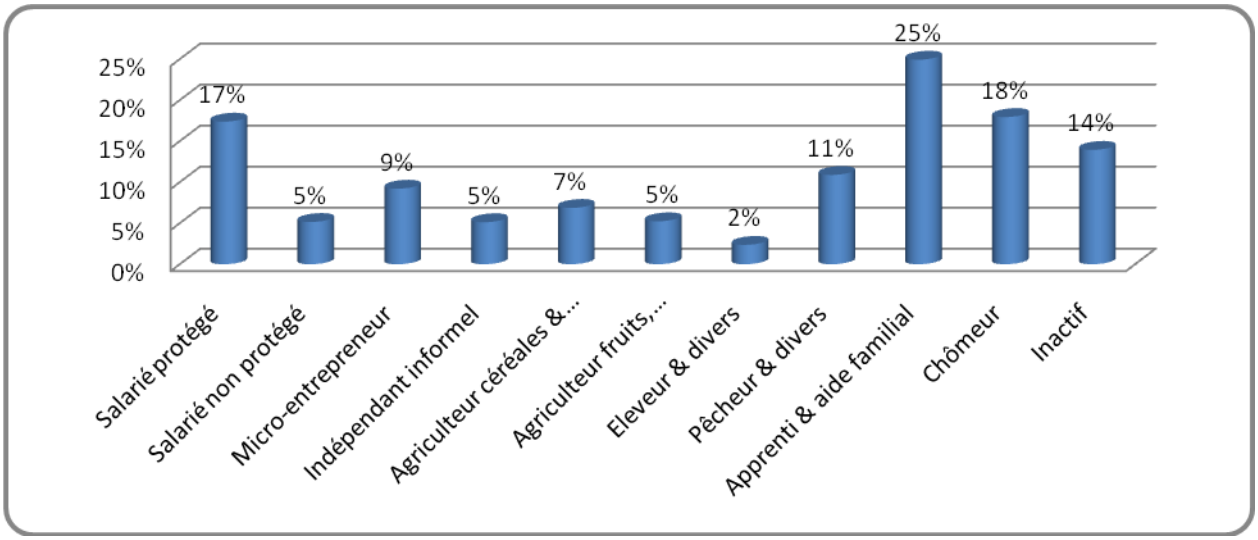
Tableau N° 2.3 : Part des envois de fonds dans les dépenses des ménages bénéficiaires des envois de fonds

	Dépenses par tête en Fc	Montant moyen des envois en Fc	Part des envois des fonds sur les dépenses en %
Salarié Protégé	527 360	91 664	17,4
Salarié Non Protégé	796 181	41 044	5,2
Micro entrepreneur	408 424	37 624	9,2
Indépendant Informel	1 023 026	52 426	5,1
Agriculteur vivrier	565 376	38 847	6,9
Agriculteur de rente	1 287 664	67 430	5,2
Eleveur	1 151 707	27 241	2,4
Pêcheurs	787 886	85 765	10,9
Apprentis	497 404	124 044	24,9
Chômeurs	592 366	106 311	17,9
Inactifs	787 283	109 755	13,9
Ensemble (N=592)	765 880	71 105	9,3

Source : EIM 2004, population des bénéficiaires des envois de fonds

Ceci peut être expliqué par le fait que c'est aussi dans cette catégorie que les dépenses par tête sont relativement faibles. En deuxième position, nous avons les « chômeurs » qui perçoivent des envois de fonds équivalent à 18 pour cent de leurs dépenses (tableau 2.3 et graphique 2.5).

Graphique N° 2.5 : Part des envois de fonds dans les dépenses des ménages bénéficiaires des envois de fonds



Source : EIM 2004, données pondérées (ménages bénéficiaires des envois de fonds)

C'est au sein des catégories des ménages dont le chef est « éleveur et divers », que l'on observe la plus faible part des envois de fonds dans les dépenses totales des ménages (2 à 5 pour cent des dépenses de ménage).

2.2.6.2 Volume des envois de fonds par niveau d'instruction du chef de ménage

Les montants des envois de fonds diminuent avec le niveau d'instruction des ménages. Ce sont les ménages dont le chef n'a aucun diplôme qui reçoivent les montants les plus élevés, représentant 9,1 pour cent des dépenses des ménages de la catégorie. Inversement, ce sont les « diplômés du supérieur » qui reçoivent le moins d'envois de fonds (3,6 pour cent des dépenses des ménages).

Tableau N° 2.4 : Part des envois de fonds dans les dépenses des ménages bénéficiaires des envois de fonds

	Aucun Diplôme	Diplôme Primaire	Diplôme Secondaire et Technique	Diplôme supérieur
Dépenses par tête (en Fc)	730 644	679 447	1 861 742	540 099
Montant des transferts par tête (en Fc)	66 127	41 879	114 126	19 226
Part des envois de fonds dans les dépenses des ménages en %	9,1	6,2	6,1	3,6

Source : EIM 2004, bénéficiaires des envois de fonds

Cependant, il est à noter qu'en termes absolus, ce sont les « diplômés du secondaire et technique » qui reçoivent le montant le plus élevé des envois de fonds (114 126 Fc par an). Et c'est aussi dans cette catégorie sociale qu'on observe les dépenses par tête les plus élevés. La dépense moyenne par tête des ménages issus des Chefs « diplômés du secondaire ou technique » représente 3,5 fois les dépenses par tête des « diplômés supérieurs ». En effet, les chefs de ménage diplômés du secondaire ou technique appartiennent le plus souvent à la classe de riches commerçants. L'importance des dépenses « hors transferts » dans cette catégorie de ménages explique pourquoi, malgré un montant d'envois de fonds important, la part des envois de fonds par rapport aux dépenses ne représente que 6,1 pour cent.

2.2.6.3 Volume des envois de fonds suivant le quartile ménages

La classe des dépenses à laquelle appartient le ménage est un élément fondamental qui permet de comprendre la destination des envois de fonds. En subdivisant la population des ménages en quatre sous populations égales par ordre croissant des dépenses (calculés sur la base des dépenses par tête des ménages

excluant les envois de fonds), trois seuils de dépenses sont ainsi déterminés, appelés quartiles.

Tableau N° 2.5 : Les envois de fonds suivant le groupe de dépenses d'appartenance du ménage

Quartile	Répartition du volume d'envois de fonds par classe de revenu en %	Part des envois de fonds dans les dépenses des ménages en %	Proportion des pauvres « sans envois de fonds » en %	Dépenses par tête "sans envois de fonds" en Fc	Proportion des pauvres "incluant les envois de fonds" en %	Dépenses par tête "incluant les envois de fonds" en Fc
25% les plus pauvres (<Q1)	45,1	52	100	96 759	87,3	200 271
25% intermédiaires (Q1<dépense<Q2)	15	10,2	62	274 981	40,8	306 398
25 % intermédiaires (Q2<dépense<Q3)	20,4	10,5	0	491 928	0	549 685
25% les plus riches (>Q3)	19,5	4	0	1 929 383	0	2 006 867
Total	100	12	40,4	700 426	32	767 986

Source : EIM 2004, N= 2992 (ensemble des ménages)

On observe que ce sont les ménages les plus pauvres qui bénéficient le plus d'envois de fonds. Ainsi, les ménages appartenant au premier quartile perçoivent 45,1 pour cent des envois totaux des fonds extérieurs. Les envois de fonds destinés aux ménages les plus pauvres (appartenant au 1er quartile) représentent 52 pour cent de leurs dépenses totales. En l'absence des envois de fonds, le taux de pauvreté au sein des ménages appartenant au premier quartile atteindrait 100 pour cent au lieu de 87,3 pour cent en présence des envois de fonds. Les envois de fonds destinés aux ménages les plus pauvres, contribuent à réduire de 12,7 pour cent leur pauvreté monétaire. Par ailleurs, les ménages appartenant au deuxième quartile, bénéficient 15 pour cent des envois de fonds totaux. Il est aussi à noter qu'en l'absence des envois de fonds, le taux de pauvreté atteindrait 62 pour cent pour les ménages appartenant au 2ème quartile (ce taux de pauvreté est de 40,8 pour cent en présence des envois de fonds). On observe ainsi, que les ménages du deuxième quartile bénéficient moins d'envois de fonds que ceux du 1er quartile (15 pour cent des envois des fonds totaux, contre 45,1 pour cent chez ceux appartenant au 1er quartile). Et pourtant, ce sont les ménages du deuxième quartile qui enregistrent le plus fort taux de réduction de la pauvreté en présence des envois de fonds. La pauvreté est réduite de -34 pour cent lorsqu'on intègre les montants des envois de fonds dans les dépenses des ménages, contre -12,7 pour cent de réduction au sein de la classe la plus pauvre. Cette situation s'explique par le fait que

c'est au sein des ménages du deuxième quartile que l'écart des dépenses avec le seuil de la pauvreté est le plus faible. Ainsi, un apport de revenu complémentaire, aussi faible soit-il, contribue sensiblement à faire baisser significativement la pauvreté. Enfin, les ménages appartenant aux deux derniers quartiles enregistrent un taux de pauvreté égal à zéro, avant et après intégration des montants des envois de fonds dans leurs dépenses.

2.2.6.4 Volume d'envois de fonds par CSP et par quartile (uniquement bénéficiaires des envois de fonds)

Pour mieux appréhender la destination des envois de fonds, il est intéressant d'analyser ces flux par catégorie socio professionnelle suivant le quartile d'appartenance du ménage. La prédominance des envois de fonds dans les revenus des plus pauvres (< Q1) est toujours vérifiée dans cette catégorie de ménages. Dans la classe des ménages les plus pauvres, les « inactifs » sont les premiers bénéficiaires avec des envois de fonds représentant 82 pour cent de leurs dépenses, suivi des ménages dirigés par les « salariés protégés » qui reçoivent des envois de fonds équivalents à 75 pour cent de leurs dépenses. En troisième position, on trouve les « agriculteurs vivriers » qui bénéficient des envois de fonds représentants 67% de leurs dépenses.

Tableau N° 2.6 : Part des envois de fonds dans les dépenses des ménages bénéficiaires des envois de fonds suivant leur classe de dépenses et leur catégorie socio professionnelle (en%)

Quartile / CSP	25% les plus pauvres (<Q1)	25% intermédiaires (Q1<revenu<Q2)	25 % intermédiaires (Q1<revenu<Q2)	25% les plus riches (>Q3)
Salarié protégé	75	5	16	10
Salarié non protégé	16	8	4	5
Micro-entrepreneur	7	5	12	3
Indépendant informel	51	5	7	2
Agriculteur céréales & autres non céréales	23	11	9	3
Agriculteur fruits, légumes & divers	67	8	10	2
Eleveur & divers	25	7	6	0
Pêcheur & divers	3	12	3	13
Apprenti & aide familial	54	19	17	11
Chômeur	46	22	14	12
Inactif	82	12	13	4

Source : EIM 2004, N=592 (ménages bénéficiaires des envois des fonds)

Par ailleurs, on observe une forte disparité entre la classe la plus pauvre et la classe la plus riche en ce qui concerne les envois de fonds. Ce sont les ménages

dirigés par les pêcheurs, les chômeurs, et les apprentis qui bénéficient le plus d'envois de fonds chez la classe la plus riche avec des proportions variant de 11 à 13 pour cent par rapport aux dépenses des ménages.

2.2.6.5 Volume d'envois de fonds par niveau d'instruction du chef de ménage et par quartile (uniquement bénéficiaires des envois de fonds)

La répartition des envois de fonds suivant le niveau d'instruction du chef de ménage et selon le quartile de dépenses montre que les envois de fonds chez les ménages les plus pauvres sont plus orientés vers les diplômés du secondaire et techniques et chez les non diplômés. Tandis que chez les ménages les plus riches, ce sont les diplômés du supérieur qui bénéficient le plus des envois de fonds.

Tableau 2 .7 : Part des envois de fonds dans les dépenses des ménages bénéficiaires des envois de fonds, suivant le quartile des dépenses et selon le diplôme des chefs des ménages (en %)

niveau du chef de ménage / Quartile	Aucun diplôme	Diplômé du Primaire	Diplômé du secondaire et du technique	Diplômé du Supérieur
<Q1	35	8	93	
Q1<revenu<Q2	11	3	9	6
Q2<revenu<Q3	10	8	2	30
>Q3	5	5	4	14

Source : EIM 2004, N=592 (ménages bénéficiaires des envois des fonds)

Les envois de fonds décroissent avec le niveau de quartile chez les «non diplômés ». Ils sont plus importants chez les ménages du 1er quartile (35 pour cent des dépenses totales), et ne représentent que 5 pour cent chez ceux du dernier quartile. En ce qui concerne les ménages dont le chef est diplômé du primaire, la part des envois de fonds dans les dépenses des ménages est quasi la même pour tous les quartiles, toutefois, elle est relativement importante chez les ménages appartenant au 1er et au 3ème quartile (8 pour cent des dépenses totales). Pour ce qui sont des ménages dirigés par des diplômés du secondaire ou technique, les envois de fonds représentent la quasi-totalité des dépenses des ménages du 1er quartile. Ils représentent ainsi 93 pour cent de leurs dépenses totales. Et enfin, ce sont les ménages du 3ème quartile qui bénéficient le plus d'envois de fonds, parmi les ménages dirigés par les diplômés du supérieur (30 pour cent des dépenses totales). Ils sont suivis des ménages du dernier quartile (14 pour cent des dépenses totales). Une situation qui laisse présager que les envois de fonds auront peu d'impact sur la pauvreté au sein de cette catégorie de ménages.

2.2.6.6 Caractéristiques des migrants

La seule source disponible pour analyser les caractéristiques des migrants est une enquête effectuée en France en 2007 par l'Agence Française de développement (AFD) et la Banque Africaine de Développement (BAD). Cette enquête a été réalisée auprès des ressortissants de quatre pays africains qui sont reconnus, pour bénéficier des volumes importants des envois de fonds. Il s'agit du Maroc, du Sénégal, du Mali et des Comores. Considérant les résultats de cette enquête qui avait été réalisée auprès d'un échantillon représentatif des migrants comoriens vivant en France, il est apparu que ce sont les migrants de faible qualification qui sont les plus nombreux à envoyer des fonds aux Comores. Près de trois quarts des envois de fonds ont été effectués par des comoriens qui occupent des emplois à faible revenus, voire des emplois précaires.

Tableau 2.8 : Profil des migrants

Profil des migrants qui envoient les fonds	Proportion des migrants qui envoient des fonds en %	Montant annuel transféré par migrant (en euros)	Proportion des envois de fonds par catégorie de migrants en %
Employés à faible qualification	66	3303	59
Chômeurs et précaires	8	2020	4
Retraités	10	5292	14
Etudiants	3	700	1
Professions libérales	7	4131	8
Cadres	6	8286	14
Total	**100**	**3678**	100

Source : AFD/BAD, enquête réalisée en France en 2007

Le tableau 2.8 montre que les migrants qui envoient les fonds aux Comores, sont composés de 74 pour cent d'employés de faible qualification et des chômeurs. Seulement 6 pour cent des migrants qui envoient les fonds sont des cadres, et 7 pour cent exercent une profession libérale. Au niveau individuel, ce sont les migrants cadres qui envoient le plus de fonds avec une moyenne par migrant de 8286 euros par an. On retrouve ensuite, en deuxième position, les retraités avec 5292 euros par an, suivi des migrants issus des professions libérales qui envoient en moyenne 4131 euros par an. Les migrants issus des « employés à faible qualification » sont les plus nombreux (66 pour cent des envois) et qu'ils expédient en moyenne 3303 euros par an. En volume global, les envois de fonds des migrants issus des « employés à faible qualification » représentent 59 pour cent de l'ensemble des envois de fonds à destination des Comores. Le volume des envois de fonds des retraités et celui des cadres sont équivalents et représentent pour

chaque catégorie 14 pour cent des envois de fonds. Il est à noter que les cadres et retraités aspirent plus davantage à leur bien-être individuel et sont moins réactifs à la pression sociale de leurs parents dans le pays d'origine. Ils constituent la catégorie qui dispose les plus importantes capacités d'épargne. La forte proportion des migrants « sans qualification » dans l'ensemble des migrants qui envoient des fonds reflète le profil des bénéficiaires des envois de fonds, dont 60 pour cent des ménages sont dirigés par un chef « sans niveau d'instruction » (cf graphique N° 2.4). Enfin de compte, les résultats de l'enquête effectuée auprès des migrants comoriens vivant en France corroborent avec les études faites sur la migration internationale aux Comores. En effet, les résultats de ces études ont tous souligné le caractère dominant des familles à faibles qualifications et de revenus de la migration comorienne.

2.2.6.7 Les motivations exprimées par les migrants

Le sentiment d'altruisme qu'un migrant peut ressentir envers la famille, les proches qu'il a laissés derrière lui, ne peut expliquer à lui seul les envois de fonds aux Comores. D'autres motivations, individuelles ou provenant d'arrangements familiaux, peuvent déterminer les envois de fonds: héritage, remboursement de dettes à la famille, échange de services, assurance ou investissement, Rapoport et Docquier (2006). Suivant les résultats de l'enquête effectuée auprès des migrants comoriens vivant en France, le motif altruiste ou familial domine sur les motivations individuelles. Ainsi seulement 29 pour cent des migrants qui envoient des fonds aux Comores ont déclaré disposer des projets individuels pour leurs envois de fonds. On observe alors 71 pour cent des migrants qui ne disposent d'aucun projet. Cependant, il est à signaler que « le grand mariage » n'est pas considéré ici comme projet.

Tableau 2.9 : Projets individuels exprimés par les migrants

	Projet dans le pays d'origine en %
Aucun projet	71
Immobilier	18
Commerce	7
Service	3
Agriculture	1
Total	**100**

Source : AFD/BAD, enquête réalisée en France en 2007

Les envois de fonds aux Comores sont alors expliqués par des motivations dominées par « l'altruisme familial et social ». La répartition du volume d'envois de

fonds selon l'utilisation finale fait apparaître une forte proportion destinée à l'aide familiale (77 pour cent).

Tableau 2.10 : Répartition de l'utilisation des envois de fonds aux Comores

	domaine d'affectation en %
Aide familiale	77
Immobilier	13
Investissement	10
Total	**100**

Source : AFD/BAD, enquête réalisée en France en 2007

La priorité accordée à l'aide familiale (biens et services de première nécessité y compris les dépenses des festivités) s'explique par les motifs de départ à la migration. Le migrant a une « obligation morale et sociale » d'améliorer les conditions de vie de sa famille et de répondre aux dépenses sociales (forme de contrat implicite entre le migrant et la famille). Ce motif devient le cordon ombilical entre les migrants et leur famille. La consommation et la santé deviennent les postes de première destination des fonds. Des envois de biens en nature contribuent aussi à soutenir les objectifs de consommation familiale. Bien que ces résultats correspondent à des situations bien connues à travers les pays en développement, le cas des Comores mérite une explication particulière. Le poids accordé au projet social traduit une pratique socioculturelle précise qui est la réalisation du « grand mariage ». Parallèlement au motif de « grand mariage » qui constitue la motivation première des envois de fonds aux Comores, les investissements immobiliers représentent 13% des dépenses d'envois de fonds. Il faut bien sûr distinguer l'investissement pour le motif d'acquisition d'une maison personnelle des investissements productifs, d'investissement de portefeuille, des placements, etc. Les préoccupations d'aujourd'hui sont encore de l'ordre immobilier. En effet, la construction des maisons individuelles ou familiales est une activité qui va de pair avec les dépenses liées au grand mariage. Car l'immobilier (construction d'une maison en dur) fait partie des dépenses liées au grand mariage.

2.2.7 Déterminants des envois de fonds

Quels sont les critères des ménages qui reçoivent des fonds extérieurs ? Pour répondre à cette question, nous allons utiliser deux méthodes : une méthode empirique qui consistera à comparer les caractéristiques entre les ménages qui reçoivent des fonds et ceux qui n'en reçoivent pas. La deuxième méthode sera économétrique. A l'aide d'un modèle logit, nous allons déterminer les déterminants

des envois de fonds. Nous verrons ensuite, dans quelle mesure les envois de fonds observés aux Comores, vérifient-ils certains aspects théoriques de la littérature sur les envois de fonds, notamment l'altruisme.

2.2.7.1 Brève revue de la littérature

Au niveau micro-économique, Lucas et Stark (1985) étaient les premiers à élaborer un modèle formel pour analyser les envois de fonds des migrants. Ils avaient supposé que les travailleurs migrants sont motivés pour envoyer des fonds dans leur pays d'origine pour plusieurs raisons, allant de l'altruisme pur à de l'intérêt individuel. Selon Lucas et Stark (1985), les travailleurs migrants peuvent être classifiés comme altruistes si leurs envois de fonds augmentent avec des baisses de revenu de la famille restée dans le pays d'origine. Tandis que les motifs d'intérêt individuel seraient considérés dominants si les envois de fonds étaient positivement liés avec le revenu de la famille restée dans le pays d'origine. Les études récentes qui ont comme objectifs de tester l'hypothèse altruiste contre l'hypothèse d'intérêt individuel au niveau micro-économique ont été réalisées par les auteurs suivants : Agarwal et Horowitz (2002), Foster et Rosenzweig (2001), et Ilahi et Jafarey (1999).

Dans l'ensemble, la littérature empirique privilégie une combinaison de motivations. Les motifs altruistes purs sont rarement présents seuls, ils se combinent donc avec l'intérêt personnel selon des logiques individuelles et/ou dans le cadre d'arrangement familiaux. En comportement altruiste, le migrant intègre l'utilité de sa famille à sa propre utilité. Lucas et Stark (1985) ont introduit la notion « d'altruisme tempéré » qui peut se substituer ou coexister avec l'altruisme. C'est par exemple, lorsque les envois de fonds sont associés à un motif d'échange de services. L'on pourrait alors assimiler ce cas « d'altruisme tempéré » au grand mariage des Comores. En effet, les dépenses effectuées lors d'un grand mariage ont comme contrepartie des services rendus par la communauté au « notable » sur la base d'une reconnaissance sociale. Le remboursement d'une dette à la famille, contractée dans le cadre d'un arrangement, peut être aussi considéré comme un cas particulier d'échanges de services dans un contexte de marchés imparfaits du crédit. L'émigration d'un membre de la famille pour que celui-ci, en retour, envoie de l'argent est aussi arrangé dans un cadre familial. Ce type de transfert ultérieur doit compenser une baisse accidentelle de revenu de la famille, comme une assurance. Les envois de fonds qu'on observe aux Comores ont aussi comme motif de pallier aux pertes de revenus des familles. Ce motif est d'autant plus fréquent que le

revenu de la famille est volatile et sensible aux chocs, comme les revenus de l'agriculture qui sont très liés aux conditions climatiques et au cours international des principales matières premières (vanille, Ylang, Girofle). Les envois de fonds aux Comores peuvent résulter également de comportements stratégiques développés par le migrant et/ou sa famille, ou bien de contrats intra-familiaux informels. Ainsi, l'existence d'un héritage permettrait de renforcer les liens entre la famille et le migrant, et de maintenir les transferts sur le long terme. Pour le migrant, il s'agit de s'assurer, via ses envois d'argent, qu'il recevra bien une part de l'héritage de ses parents le moment venu. D'autres approches combinent la micro-économie et la macro-économie pour la détermination des envois de fonds – Adams, Richard (2007). Les envois de fonds sont effectués par différents migrants à destination de leurs familles restées au pays, pour faire face à la pauvreté. Il est alors utile de savoir comment le niveau de pauvreté des ménages peut affecter le niveau d'envois de fonds internationaux reçus par les ménages. Si, par exemple, les travailleurs migrants sont altruistes, plus le niveau de pauvreté des familles est élevé plus la motivation à envoyer des fonds est grande. Par ailleurs, au niveau micro-économique, certaines études réalisées dans le passé, ont suggéré que les migrants plus instruits envoient plus des fonds parce qu'ils gagnent plus de revenus, Banerjee (1984). Cependant, d'autres études micro-économiques récentes ont constaté que des migrants plus instruits envoient moins parce qu'ils ont des propensions inférieures de retour dans leur pays d'origine, Rapoport et Docquier (2004). C'est alors que certaines études sur les envois de fonds ont développé la notion de migration temporaire pour ceux dont les propensions de retour sont élevées. La migration est définie ainsi comme temporaire lorsque la famille (y compris le migrant) est lié par un contrat implicite à travers des envois de fonds réguliers. La rémunération du migrant en étant à l'étranger sera traduite tôt ou tard par une consommation à domicile, Kraus (1976). A la différence, les migrants permanents ne sont pas forcément liés par un contrat implicite avec la famille restée au pays.

2.2.7.2 Analyse descriptive

Pour analyser les caractéristiques des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds, nous allons subdiviser la population des ménages en deux sous échantillons : le premier sous échantillon va regrouper les ménages bénéficiaires des envois de fonds (592 ménages) et le deuxième sous échantillon regroupera les ménages qui ne reçoivent pas les envois de fonds (1746 ménages).

La comparaison des variables des deux sous échantillons permet d'apprécier la différence dans les caractéristiques entre les ménages composants les deux sous échantillons. Pour ce fait, un test d'égalité des moyennes sur les variables sera utilisé. Il permet d'apprécier la ressemblance ou la différence des variables caractéristiques des deux sous échantillons.

a) Situation économique suivant la catégorie des ménages

On distingue dans le tableau 2.11, trois catégories de variables : les dépenses, la catégorie socio professionnelle des chefs des ménages et le statut salarial du chef de ménage.

Tableau 2.11 : situation économique des ménages selon que le ménage reçoit ou non des envois de fonds

Caractéristiques économiques des ménages	**Ne reçoit pas des envois de fonds**	**Ecart type " ne reçoit pas des envois de fonds "**	**Reçoit des envois de fonds**	**Ecart type "reçoit des envois de fonds "**	**T de student**
Dépenses par tête incluant les envois de fonds (en Fc/an)	677 182	1 854 080	788 972	1 402 259	-1,54
Dépenses par tête excluant les envois de fonds (en Fc/an)	677 182	1 854 080	720 403	1 407 994	-0,59
Salariés Protégés (oui=1, non=0)	7%	0,26	6%	0,24	1,23
Salariés non protégés (oui=1, non=0)	17%	0,37	15%	0,36	0,97
Micro entrepreneurs (oui=1, non=0)	2%	0,14	3%	0,16	-0,79
Informel (oui=1, non=0)	9%	0,28	7%	0,26	1,41
Agriculteurs vivriers (oui=1, non=0)	16%	0,37	19%	0,39	-1,50
Agriculteurs de rentes (oui=1, non=0)	11%	0,32	10%	0,30	0,93
Eleveur (oui=1, non=0)	7%	0,25	5%	0,22	1,53
Pêcheur (oui=1, non=0)	3%	0,18	2%	0,13	2,60(**)
Apprentis (oui=1, non=0)	5%	0,21	4%	0,20	0,37
Chômeurs (oui=1, non=0)	3%	0,18	3%	0,18	-0,25
Inactifs (oui=1, non=0)	16%	0,37	22%	0,41	-3,14(**)
Le chef de ménage travaille pour une rémunération (oui=1, non=0)	48%	0,50	35%	0,48	5,86(**)
N = 2338	**1746 (75%)**		**592 (25%)**		

Source : EIM 2004
(*) différence est significative au seuil de 5%
(**) différence est significative au seuil de 1%

D'une façon générale, les deux sous échantillons se ressemblent au regard des variables économiques ici analysées. Les dépenses moyennes par tête des ménages diffèrent peu entre les deux sous échantillons. La différence n'est pas significative au seuil 5 pour cent. En ce qui concerne les variables de la catégorie

socio professionnelle du chef de ménage, ce sont les ménages des pêcheurs et des inactifs qui diffèrent significativement dans leur composition entre les deux sous échantillons. On retrouve plus de pêcheurs chez les non bénéficiaires (3 pour cent contre 2 pour cent chez les bénéficiaires) et plus d'inactifs chez les bénéficiaires (22 pour cent contre 16 pour cent chez les non bénéficiaires). Et enfin, il est à noter que les chefs des ménages qui ne reçoivent pas des fonds travaillent plus que ceux qui reçoivent des envois de fonds. Les variables relatives au « travail » sont statistiquement différentes pour les deux sous échantillons au seuil de 1 pour cent. A cet égard, 48 pour cent des chefs des ménages travaillent chez les ménages non bénéficiaires des envois de fonds, contre seulement 35 pour cent chez les ménages bénéficiaires des envois de fonds.

b) Situation démographique des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds

Il apparait dans le tableau 2.12 que les deux sous échantillons de ménage se distinguent à travers certaines variables démographiques.

Tableau 2.12 : situation démographique des ménages selon que le ménage reçoit ou non des envois de fonds

Caractéristiques démographique des ménages	**Ne reçoit pas des envois de fonds**	**Ecart type " ne reçoit pas des envois de fonds "**	**Reçoit des envois de fonds**	**Ecart type "reçoit des envois de fonds "**	**T de student**
Taille moyenne	5,88	2,71	5,57	2,78	2,36(*)
Famille mono parentale (oui=1 non =0)	11%	0,31	11%	0,32	-0,36
famille nucléaire (oui=1 non =0)	43%	0,50	43%	0,50	0,13
Famille élargie (oui=1 non =0)	46%	0,50	46%	0,50	0,10
Sexe (homme=1 femme =0)	81%	0,39	73%	0,44	4,01(**)
Nombre d'enfants moins de 5 ans	88%	0,98	74%	0,90	3,27(**)
Nombre d'enfants âgés de 5 à 14 ans	1,83	1,73	1,87	1,69	-0,46
Nombre de personnes âgées de 15 à 60 ans	3,14	1,82	3,10	1,85	0,35
Nombre de personnes âgées de plus de 60 ans	1,27	0,49	1,28	0,50	-0,71
Age du chef de ménage	45,11	14,57	49,45	15,43	-5,99(**)
Célibataires (oui=1 non =0)	69%	0,46	62%	0,48	0,41
Marié monogame (oui=1 non =0)	13%	0,34	14%	0,35	2,88(**)
Marié polygame (oui=1 non =0)	10%	0,30	11%	0,31	-0,30
Divorcé ou séparé (oui=1 non =0)	5%	0,22	10%	0,30	-0,49
Veufs (oui=1 non =0)	2%	0,15	2%	0,14	-3,91(**)
N = 2338	**1746**		**592**		
	75%		**25%**		

Source : EIM 2004
(*) différence est significative au seuil de 5%
(**) différence est significative au seuil de 1%

On trouve par exemple, que les variables démographiques suivantes sont statistiquement plus élevées chez les ménages qui ne bénéficient pas des envois de fonds. Il s'agit de : « taille des ménages », « chef de ménage homme», « nombre d'enfants moins de cinq ans » et « mariés monogames ». Inversement, il apparait chez les ménages qui reçoivent des envois de fonds, que les chefs de ménage sont relativement plus âgés et que la proportion des veufs est plus importante.

c) Situation éducative des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds

Le tableau 2.13 ci-dessous regroupe des variables sur le niveau d'éducation des membres de ménages pour les deux sous échantillons.

Tableau 2.13 : situation des ménages dans l'éducation selon que le ménage reçoit ou non des envois de fonds

Caractéristiques sociales des ménages	Ne reçoit pas des envois de fonds	Ecart type " ne reçoit pas des envois de fonds "	Reçoit des envois de fonds	Ecart type "reçoit des envois de fonds "	T de student
Nombre moyen des personnes «sans instructions» âgées plus de 15 ans	1,28	0,59	1,18	0,60	3,17(**)
Nombre moyen des personnes « niveau primaire » âgées plus de 15 ans	1,17	0,49	1,14	0,35	1,48
Nombre moyen des personnes « niveau secondaire » âgées plus de 15 ans	1,16	0,44	1,17	0,71	-0,38
Nombre moyen des personnes « niveau technique » âgées plus de 15 ans	1,10	0,30	1,16	0,39	-3,56(**)
Nombre moyen des personnes « niveau supérieur » âgées plus de 15 ans	1,19	0,45	1,36	0,51	-6,96(**)
N = 2338	**1746 (75%)**		**592 (25%)**		

Source : EIM 2004
(*) différence est significative au seuil de 5%
(**) différence est significative au seuil de 1%

On observe qu'il y a plus de personnes instruites dans les ménages qui reçoivent des fonds extérieurs que dans les ménages qui n'en reçoivent pas. En moyenne, il y a 1,36 personnes « de niveau supérieur » dans les ménages qui bénéficient des envois de fonds contre 1,19 personnes de même niveau chez les non bénéficiaires.
On compte en moyenne, 1,28 personnes « sans instruction » chez les ménages non bénéficiaires contre 1,18 personnes chez les bénéficiaires.

d) Habitat des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds

Le tableau 2.14 ci-dessous contient des variables qui décrivent la situation de l'habitat des membres des ménages pour les deux sous échantillons.

Tableau 2.14 : Caractéristiques de l'habitat des ménages

Caractéristiques d'habitation des chefs de ménage	Ne reçoit pas des envois de fonds en %	Ecart type " ne reçoit pas des envois de fonds "	Reçoit des envois de fonds en %	Ecart type "reçoit des envois de fonds "	T de student
Habitation en dur	45	0,50	53	0,50	-3,36(**)
Latrine Moderne	6	0,24	8	0,27	-1,44
Moustiquaire	24	0,43	28	0,45	-1,65
Eau de robinet	35	0,48	29	0,46	2,44(*)
Eau de fontaine	34	0,47	27	0,45	2,89(**)
Eau de puits	4	0,19	8	0,27	-3,34(**)
Eau de source	22	0,41	32	0,47	-4,63(**)
Electricité	33	0,47	43	0,50	-4,40(**)
N = 2338	**1746**		**592**		
Répartition des 2 sous échantillons en %	**75**		**25**		

Source : EIM 2004
(*) différence est significative au seuil de 5%
(**) différence est significative au seuil de 1%

Les ménages qui bénéficient des envois de fonds ont des conditions d'habitation plus confortables que ceux qui n'en bénéficient pas. Ainsi, 53 pour cent des bénéficiaires des envois de fonds habitent dans une maison en dur, contre 45 pour cent chez les non bénéficiaires des envois de fonds. Par ailleurs, 43 pour cent des bénéficiaires d'envois de fonds disposent d'électricité à domicile, contre 33 pour cent chez les non bénéficiaires. Quand à l'accès à l'eau de robinet, les résultats peuvent paraître un peu paradoxaux. On trouve en effet, plus de ménages non bénéficiaires des envois de fonds qui disposent de l'eau de robinet et qu'inversement, plus des ménages bénéficiaires des envois de fonds qui utilisent de l'eau de puits ou de l'eau de source. En effet, la plupart des bénéficiaires des envois de fonds vivent en milieu rural, une zone où l'eau de robinet est quasi inexistante. Ce qui explique que ces derniers se servent plus d'eau de puits et d'eau de source.

e) Lieu de résidence des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds

Le tableau 2.15 ci-dessous contient des variables sur la résidence des ménages pour les deux sous échantillons.

Tableau 2.15 : situation de résidence des ménages selon que le ménage reçoit ou non des envois de fonds

Lieu de Résidence	Ne reçoit pas des envois de fonds	Ecart type " ne reçoit pas des envois de fonds "	Reçoit des envois de fonds	Ecart type "reçoit des envois de fonds "	T de student
Moroni	7	0,25	5	0,23	1,41
Grande Comore Urbain	2	0,15	7	0,25	-4,16(**)
Grande Comore Rural	22	0,41	38	0,49	-7,54(**)
Anjouan Urbain	17	0,38	11	0,31	4,02(**)
Anjouan Rural	42	0,49	37	0,48	2,35 (*)
Mohéli urbain	6	0,23	1	0,09	6,89(**)
Mohéli rural	4	0,21	1	0,10	5,47(**)
Rural	68	0,47	76	0,43	-3,86(**)
N = 2338	**1746**		**592**		
Répartition des 2 sous échantillons en %	**75**		**25**		

Source : EIM 2004
(*) différence est significative au seuil de 5%
(**) différence est significative au seuil de 1%

Les ménages qui reçoivent des envois de fonds résident principalement en milieu rural. Inversement, les ménages qui ne reçoivent pas des fonds extérieurs résident plus en milieu urbain. Les différences des proportions urbain/rural entre les deux sous échantillons sont significativement différentes de zéro. A cet égard, on dénombre 76 pour cent de ménages qui résident en milieu rural parmi les bénéficiaires des envois de fonds, contre 68 pour cent des ménages chez les non bénéficiaires.

f) Les dépenses des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds suivant la catégorie socio professionnelle

Le tableau 2.16 ci-dessous contient des variables de revenus réparties par catégorie socio professionnelle des ménages.

Tableau 2.16 : Les dépenses par tête des ménages par catégorie socio professionnelle selon que le ménage reçoit ou non des envois de fonds

Dépense par tête	**Ne reçoit pas des envois de fonds**	**Ecart type " ne reçoit pas des envois de fonds "**	**Reçoit des envois de fonds**	**Ecart type "reçoit des envois de fonds "**	**T de student**
Salariés protégés	673 248	625 684	527 360	357 941	6,95 (**)
Salariés non protégés	642 477	966 818	796 181	1 123 324	-2,98 (**)
Micro entrepreneurs	540 354	768 991	408 424	285 878	6,04 (**)
Informel	725 088	987 190	1 023 026	1 527 812	-4,44 (**)
Agriculteurs vivriers	481 466	515 278	565 376	603 485	-3,03 (**)
Agriculteurs de rente	771 265	1 233 780	1 287 664	2 383 241	-5,05 (**)
Eleveurs	938 809	1 719 165	1 151 707	2 751 587	-1,77
Pêcheurs	455 004	717 795	787 886	659 655	-10,37 (**)
Apprentis	559 397	698 963	497 404	321 642	2,91 (**)
Chômeurs	728 531	923 133	592 366	466 454	4,66 (**)
Inactifs	797 032	4 061 310	787 283	1 482 107	0,08
N = 2338	**1746 (75%)**		**592 (25%)**		

Source : EIM 2004
(*) différence est significative au seuil de 5%
(**) différence est significative au seuil de 1%

Les revenus des ménages par catégorie socio professionnelle diffèrent selon que le ménage bénéficie ou non des envois de fonds. Les ménages qui bénéficient des envois de fonds ont des revenus plus importants dans les catégories suivantes : salarié non protégé, informel, agriculteur (vivrier/rente), éleveurs et pêcheurs.
Quand aux ménages qui ne reçoivent pas des envois de fonds, ceux ci disposent plus de revenus dans les catégories suivantes : salariés protégés, micro entrepreneurs, apprentis et chômeurs.

2.2.7.3 Analyse économétrique

Nous voulons connaître les déterminants des envois de fonds aux Comores. Nous allons choisir comme variables indépendantes, les caractéristiques des ménages et les variables spécifiques tels que le revenu, la situation de pauvreté. Les variables caractéristiques des migrants jouent le rôle à la fois de variables de contrôle et des déterminants des motivations d'envois de fonds.

Modèle

Nous allons utiliser un modèle Logit binaire pour prédire la probabilité pour un ménage de recevoir des fonds extérieurs. Le modèle est définit par une équation réduite décrite ci-dessous.

$$\text{Logit (Yi)} = \sum_{j=1}^{k} \text{aij Dij} + \sum_{j=1}^{k} \text{bij Eij} + \sum_{j=1}^{k} \text{cij Tij} + \sum_{j=1}^{k} \text{dij Gij} + \sum_{j=1}^{k} \text{eij Rij} + \varepsilon i$$

i désigne l'indice des ménages et j l'indice des caractéristiques.

Y_i: est la variable dépendante binaire qui prend la valeur 0 pour le ménage i qui ne reçoit pas régulièrement des fonds extérieurs et la valeur 1 pour le ménage qui reçoit régulièrement des fonds extérieurs.

D_{ij}: caractéristiques démographiques du ménage i

E_{ij} : caractéristiques sur l'éducation des membres du ménage i

T_{ij} : caractéristiques sur le statut de travail du ménage i

Gij : caractéristiques sur le lieu de résidence et sur l'habitat du ménage i

R_{ij} : caractéristiques sur le revenu du ménage i

εi: le terme aléatoire

Nous allons nous servir de la plupart des caractéristiques descriptives précédemment utilisées pour comparer les deux sous échantillons pour constituer les variables de contrôle, et en même temps les déterminants des envois de fonds. Les variables spécifiques qu'on va tester sur le plan théorique sont au nombre de deux : les dépenses et la pauvreté des ménages calculées en excluant les envois de fonds.

Résultats

Premièrement les résultats de l'estimation logistique (tableau 2.17) confirment les résultats descriptifs précédents. Les signes des coefficients des caractéristiques des ménages correspondent à ceux des résultats descriptifs. Par exemple, les ménages dirigés par les personnes âgées ont plus de chance de recevoir des envois de fonds (âge), tandis que les ménages dirigés par les hommes ont moins de chance de recevoir des envois de fonds.

Tableau 2.17 : Coefficients de régression de l'estimation logistique binaire des déterminants des envois de fonds des migrants aux Comores

	B	Wald	Exp(B)
Constant	-3,26(***)	37,82	0,04
Caractéristiques démographiques du ménage			
L'âge du chef de ménage	0,01(**)	5,90	1,01
Le sexe du chef de ménage (H=1 ; F=0)	-0,65(***)	18,51	0,52
Le chef du ménage est divorcé ou séparé	-0,28	2,00	0,76
Le père est encore en vie (Oui = 1 ; Non = 2)	0,28(**)	3,83	1,32
Nombre d'enfants < 5ans	-0,13(**)	4,25	0,88
Nombre de personnes 5-14 ans	0,02	0,31	1,02
Nombre de personnes 15-60 ans	-0,05(*)	2,59	0,95
Nombre de personnes > 60ans	0,04	0,25	1,04
Education dans le ménage			
Effectif dans le ménage des personnes sans instruction	-0,09	0,49	0,91
Effectif dans le ménage des personnes de niveau primaire	0,13	0,41	1,15
Effectif dans le ménage des personnes de niveau secondaire	0,41(**)	4,04	1,50
Effectif dans le ménage des personnes de niveau supérieur	-0,17	0,34	0,85
Effectif dans le ménage des personnes de niveau technique	0,55	1,82	1,73
Statut de travail du Chef de ménage			
Salarié protégé	1,14(***)	9,93	3,12
Salarié non protégé	1,11(***)	12,21	3,03
Micro entrepreneur	0,65	2,10	1,91
Indépendant et Informel	0,45	1,84	1,58
Agriculteur vivrier	0,70(**)	5,73	2,02
Agriculteur de rente	0,39	1,49	1,47
Eleveur & divers	0,45	1,51	1,57
Pêcheur & divers	0,01	0,00	1,01
Chômeur	0,15	0,13	1,16
Inactif	0,49(*)	2,76	1,64
Le Chef de ménage a un travail rémunéré (Oui = 1 Non =2)	0,57(***)	15,13	1,78
Lieu de résidence et caractéristiques de l'habitat du ménage			
Le ménage habite la Grande Comore en milieu urbain	1,39(***)	15,90	4,02
Le ménage habite la Grande Comore en milieu rural	0,79(***)	8,13	2,20
Le ménage habite Anjouan en milieu urbain	-0,24	0,67	0,78
Le ménage habite Anjouan en milieu rural	0,09	0,11	1,10
Le ménage habite Mohéli en milieu urbain	-1,70(***)	17,20	0,18
Le ménage habite Mohéli en milieu rural	-1,22(***)	7,95	0,30
Revenus du ménage			
Revenu par tête (en 100 000 FC)	0,03(***)	13,00	1,03
(Revenu par tête)²	0,00(**)	5,56	1,00

-2 Log vraisemblance 2187,20
(*) significatif au seuil 10% (**) significatif au seuil 5% (***) significatif au seuil 1%
N : 2393 χ^2 : 287,49 Pseudo R^2 : 0,12

Les enfants issus des ménages qui reçoivent des fonds extérieurs vont de plus en plus à l'école. Ainsi, plus est important l'effectif des membres des ménages scolarisés dans le primaire, dans le secondaire et dans les filières techniques, plus le ménage a des chances de recevoir des fonds extérieurs. L'effectif dans le secondaire qui est très significatif. A cet égard, plus est nombreux l'effectif du ménage inscrits dans le secondaire, le ménage a 1,5 fois de chance de recevoir des fonds extérieurs. Par contre, bien que non significatif, l'effectif dans le supérieur influe négativement sur les chances de recevoir des fonds extérieurs. Plus est important l'effectif des membres des ménages dans le supérieur, moins le ménage a des chances de recevoir des fonds. On peut ainsi conclure qu'en matière d'éducation, les ménages qui ont plus de chance de recevoir des fonds extérieurs inscrivent de plus en plus leurs enfants à l'école jusqu'au niveau secondaire et technique. Néanmoins, les enfants des bénéficiaires des fonds extérieurs sont moins nombreux dans le supérieur. Et de même, les bénéficiaires des envois de fonds sont aussi moins nombreux parmi les « sans instructions ». Il faut cependant noter que les coefficients des variables « sans instructions » et « inscrits dans le supérieur » ne sont pas significatifs. En prenant comme base les « apprentis et aides familiales », ce sont les salariés protégés et non protégés qui ont le plus de chances de recevoir des fonds (avec plus de 3 fois de chance de recevoir des fonds). Ensuite, on retrouve les agriculteurs vivriers et les micros - entrepreneurs qui ont environ 2 fois de chance de recevoir des envois de fonds comparativement aux « apprentis et aides familiales ». A la question de savoir si les envois de fonds aux Comores obéissent à une motivation altruiste pure ? Comme suggéré dans la littérature, nous avons considéré le revenu par tête des ménages pour tester cette hypothèse. La plupart des études empiriques mesurent le motif d'altruisme en observant l'effet de la hausse du revenu des familles bénéficiaires sur la probabilité ou le montant des envois de fonds. Avoir une famille en situation économique difficile augmente la probabilité d'envoyer des fonds. Autrement dit, on considère qu'il y a altruisme pur, lorsque le coefficient du revenu est négatif. C'est-à-dire que le volume d'envois de fonds est une fonction décroissante du niveau de revenu. A l'inverse, lorsque le coefficient du revenu des ménages bénéficiaires est positif, on parle d'un altruisme tempéré à un intérêt individuel. Pour le cas des Comores, le coefficient des dépenses des ménages (ici assimilées aux revenus) est positif et significatif (+0,03). Ce qui signifie que l'augmentation des dépenses des ménages augmente la chance de recevoir des fonds extérieurs. Une situation qui dépasse le seul cadre de l'altruisme. D'autres motifs plus ou moins personnel expliquent les envois de fonds

en plus de l'altruisme. En effet, les projets personnels comme le « grand mariage » sont des motifs d'envois de fonds qui viennent s'ajouter aux motifs d'altruisme. Néanmoins, il faut souligner aussi qu'il est évident qu'on trouve chez les ménages bénéficiaires des envois de fonds des dépenses qui augmentent au fil des années, car les envois se font régulièrement au fil des années. Les résultats obtenus au niveau international, divergent sur l'effet du revenu des ménages sur la probabilité d'envoyer des fonds. Tout comme Lucas et Stark (1985), Itzingsohn (1995) pour les Caraibes et Osili (2007) pour le Nigéria, trouvent un effet positif des revenus des familles sur les transferts. Mais, d'autres études, Germenji et Alii (2001), Osaki (2003), Chavez(2004), Yang, Choi, (2005), Cracium(2006), ont trouvé un effet négatif du revenu sur les chances des transferts de fonds.

2.2.8 Envois de fonds ou « contrat implicite entre le migrant et la famille d'origine »

2.2.8.1 Rappel de la littérature

Le migrant adopte un objectif d'épargne (cf chapitre 1) pour assurer les envois de fonds d'un minimum de montant indispensable pour les dépenses courantes de la famille, motivée par l'altruisme et l'obligation, Glytsos [1988, 2000]. L'élément social pour un niveau minimal d'envois de fonds est caractérisé par un objectif d'augmentation du revenu familial à un niveau au moins égal au revenu du voisinage (objectif du déclenchement de la migration) qui constitue un prestige pour la famille aux yeux des voisins, Stark et Taylor [1991]. Les envois de fonds constituent pour le migrant une sorte d'obligation pour une contribution au revenu familial. Pour le bénéficiaire, ils constituent une sorte de droit représentant une part des revenus du ménage. Cette réalité sur les envois de fonds ressemble à un « contrat implicite» entre les migrants et leurs familles restées aux Comores. Le modèle présenté en fin du chapitre I pourrait être transposé à la réalité comorienne. On suppose que le « contrat implicite » se traduit par une obligation d'envoi par le migrant, d'un montant minimum indispensable. Ce contrat est le résultat des négociations entre le migrant et la famille bénéficiaire suivant des objectifs précis pour chaque partie.

Le migrant a un objectif d'épargne (S_m - S_m^e), qui représente son excédent d'épargne.

S_m : épargne courante du revenu du migrant

S_m^e : objectif d'épargne du migrant ajusté en fonction des changements dans les conditions d'emploi et de salaires dans le pays d'accueil.

Le ménage bénéficiaire des envois de fonds a un objectif de revenu exprimé sous forme d'un surplus de revenu (Y_n-Y_f), qui est à la différence entre le revenu du voisin et son revenu actuel.

Y_n : est le revenu moyen du voisinage de la famille bénéficiaire des envois de fonds

Y_f : est le revenu moyen de la famille bénéficiaire des envois de fonds.

Le surplus de revenu correspondant à l'objectif de la famille bénéficiaire des envois de fonds, est un minimum de montant indispensable qui va permettre au ménage de pouvoir atteindre le niveau de vie actuel de son voisin.

Du point de vue formel, les envois de fonds (R) sera la solution d'équilibre obtenu après confrontation de la demande exprimée par la famille restée au pays (Y_n-Y_f) et l'offre (S_m-S_m^e) formulée par le migrant. Autrement dit, R est la résultante des négociations « contrat implicite » entre la confrontation de l'offre et de la demande.

R est compris entre l'objectif de surplus de revenu du ménage et l'excédent d'épargne du migrant. Soit :

$$(Y_n - Y_f) \leq R \leq (S_m - S_m^e) \qquad (1)$$

2.2.8.2 Fonction d'offre d'envois de fonds du migrant

Le migrant est en mesure d'envoyer des fonds (R^o), représentant une proportion de son excédant d'épargne ; soit

$$R^o = (1-\rho_1)(S_m - S_m^e) . \qquad (2)$$

Normalement $0 \leq \rho_1 \leq 1$, mais il n'est pas exclu que $\rho_1 < 0$.

$\rho 1$ désigne la proportion de l'excédant d'épargne que le migrant décide de garder pour le futur. (1- ρ_1) est la proportion de l'excédant d'épargne que le migrant décide d'envoyer à la famille. ρ_1 est en fait un paramètre de préférence pour le futur. Plus il est élevé plus le migrant a une préférence pour le futur. Un $\rho_1 < 0$ veut dire que le migrant va détruire une partie de son objectif d'épargne pour l'envoyer à sa famille.

On sait que l'objectif d'épargne (S_m^e) est fonction de l'objectif de revenu (Y_m^e) et de l'objectif des dépenses (C_m^e), ainsi que d'autres facteurs (Z).

$S_m^e = f(Y_m^e - C_m^e, Z)$ (3)

+ - +/-

S_m^e est une fonction croissante des prévisions de revenus du migrant ; est une fonction décroissante des coûts et dépenses du migrant et peut varier positivement comme négativement en fonction des facteurs contenus dans Z.

En utilisant la fonction linéaire de consommation ($C_m^e = c\ Y_m^e$) où c désigne la propension marginale à consommer, l'objectif d'épargne planifié à la date t (S_{mt}^e) est déterminé de la manière suivante :

$S_{mt}^e = \mu_1 + (1 - c)\ Y_{mt}^e$ (4)

avec $\mu_1 = \mu_1 (Z)$

De même, l'épargne courant (S_{mt}) est fonction du revenu courant (Y_{mt})

$S_{mt} = \mu_2 + (1 - c)\ Y_{mt}$ (5)

Par ailleurs, il existe une relation entre la valeur réelle de l'objectif d'épargne (S_{mt}^*) et l'épargne courant (S_{mt}) en fonction de la valeur retardée de l'épargne courant (S_{mt-1})

$(S_{mt} - S_{mt-1}) = (1- s)\ (S_{mt}^* - S_{mt-1})$ (6)

avec s un facteur d'ajustement tel que $0< s < 1$

En utilisant la relation (5), l'égalité (6) devient

$S_{mt}^* = \mu_2 + (1- c)\ (Y_{mt} - sY_{mt-1})/(1-s)$ (7)

En utilisant (5) et (7), l'excédant d'épargne de la relation (2) devient :

$(S_{mt} – S_{mt}^*) = -s\ (1- c)\ (Y_{mt} - Y_{mt-1})/(1- s)$ (8)

D'où $R^o = s(1-\rho1)(1-c)\ (-Y_{mt} + Y_{mt-1}) / (1-s)$ (9)

2.2.8.3 Fonction de demande d'envois de fonds des ménages

La demande d'envois de fonds des ménages est fonction de la moyenne des revenus dans le voisinage :

$R^d = (1+\rho_2)\ (Y_n-Y_f)$ (10)

Normalement $-1 \leq \rho_2 \leq 0$, mais il n'est pas exclu que $\rho_2 > 0$.

ρ_2 désigne la proportion de fonds au delà du minimum requis (Y_n-Y_f) pour permettre à la famille de disposer d'un même revenu que celui du voisinage. $(1+\rho_2)$ est la proportion du gap de revenu que la famille réclame auprès du migrant. La valeur de ρ_2 dépend du pouvoir de négociation de la famille avec le migrant. Plus il est élevé plus la famille réclame d'envois de fonds. Un $\rho_2 < 0$ veut dire que la famille est prête à recevoir moins que le gap entre le revenu du voisinage et son propre revenu. C'est aussi l'expression d'une situation où le migrant n'est pas encore en mesure

d'envoyer des fonds et que la famille lui est compréhensible. Et inversement un $\rho_2 > 0$ signifie que la famille réclame plus que le différentiel de revenu avec le voisinage. On peut aussi écrire l'équation de la demande d'envois de fonds de la forme suivante :

$R^d = (1+\rho_2)(1-\beta)Y_n$ avec $Y_f = \beta Y_n$ $(0 \leq \beta \leq 1)$ (11)

β représente le coefficient de proportionnalité du revenu de la famille par rapport à celui du voisinage.

2.2.8.4 Equilibre entre offre et demande d'envois de fonds (R)

Soit R_t^* le niveau d'équilibre des envois de fonds à l'instant t, qui est obtenu après négociation entre le migrant qui offre R^o et la famille qui en demande R^d ($R^o = R^d$).

Soit R_t , le niveau réel des envois de fonds à l'instant t. La relation d'équilibre sera exprimée comme suit :

$$R_t - R_t^* = R_t^o - R_t^d \quad (12)$$

$$R_t^* = R_t - (R_t^o - R_t^d)$$

A l'équilibre, la différence entre les envois de fonds à l'instant t et sa valeur à l'instant t-1 est égale à la différence ajustée entre la valeur d'équilibre des envois de fonds et les envois de fonds à l'instant t-1 .

Soit : $(R_t - R_{t-1}) = (1-\delta)(R_t^* - R_{t-1})$ (13)

δ est un facteur d'ajustement. Avec $0 \leq \delta \leq 1$.

Si $\delta = 0$ alors $R_t = R_t^*$; il y a donc équilibre à chaque période t .

Si $\delta = 1$, alors $R_t = R_{t-1}$, le volume des envois de fonds sont identiques dans le temps. Une situation qui est peu probable. Pour simplifier, nous pouvons assimiler δ au taux d'épargne ρ_1.

$R_t^* = (R_t - \rho_1 R_{t-1})/(1-\rho_1)$ (14)

En utilisant la relation (12) dans (14), on obtient l'équation suivante :

$R_t = R_{t-1} + (1-\rho_1)/\rho_1(R_t^o - R_t^d)$ (15)

En se servant des relations (2), (4), (5) et (11), la relation (15) devient :

$R_t = R_{t-1} - (1-\rho_1)/\rho_1[(1-\rho 1)(\mu_2 - \mu_1) + (1-\rho_1)(1-c)(Y_{mt} - Y_{mt}^e) - (1+\rho_2)(1-\beta)Y_n]$ (16)

On considère ensuite que la prévision du revenu du migrant à l'instant t (Y_{mt}^e) est fonction linéaire de son revenu permanent à la date t (Y_{mt})

Soit $Y_{mt}^e = \gamma\, Y_{mt-1}^e + (1-\gamma)\, Y_{mt}$ (17)

Avec $0 \leq \gamma \leq 1$; si $\gamma = 0$; la prévision de revenus (Y_{mt}^e) est égale au revenu actuel (Y_{mt})

A l'inverse, si $\gamma = 1$ alors la prévision du revenu à la date t est égale à la prévision de revenu de la date précédant.

En décalant d'une période la relation (16), on peut extraire la valeur de Y_{mt-1}^{e} que l'on remplacera dans (17) pour disposer d'une valeur de Y_{mt}^{e} qui ne dépendra plus de Y_{mt-1}^{e}.

Ainsi, l'équation des envois de fonds de la relation (16) pourra s'écrire comme suit :

$$\mathbf{R_t} = \left[\frac{(\gamma-1)(\mu_2-\mu_1)}{\rho 1}(1-\rho_1)^2\right] + \left[\frac{(1-\rho_1)(1+\rho_2)}{\rho 1}(1-\beta)\right]\mathbf{Y_{nt}} - \left[\gamma\frac{(1-\rho_1)(1+\rho_2)}{\rho 1}(1-\beta)\right]\mathbf{Y_{nt-1}} - \left[\gamma\frac{(1-\rho_1)^2}{\rho 1}(1-c)\right]\mathbf{Y_{mt}} + \left[\gamma\frac{(1-\rho_1)^2}{\rho 1}(1-c)\right]\mathbf{Y_{mt-1}} + (\gamma+1)\mathbf{R_{t-1}} - \gamma\,\mathbf{R_{t-2}}$$

(18)

On dispose à présent d'une équation du type

$R_t = a + b\,Y_{nt} + c\,Y_{nt-1} + d\,Y_{mt} + e\,Y_{mt-1} + f\,R_{t-1} + g\,R_{t-2}$ (19)

Cette équation pourrait faire l'objet d'une estimation économétrique des paramètres.

Sur la base des coefficients estimés de la régression linéaire, on peut faire des hypothèses sur des valeurs exogènes de β (paramètre sur le revenu familial) et c (propension marginale à consommer) pour ensuite calculer ρ_1 et ρ_2, les paramètres de préférences pour le futur respectivement du migrant et de la famille en ce qui concerne les envois de fonds. Les valeurs de ces paramètres peuvent alors être interprétées dans l'esprit du modèle théorique afin d'évaluer les concessions du migrant de la famille sur les envois de fonds, sur la base des revenus du migrant et ceux du voisinage de la famille.

2.2.8.5 Modèle économétrique, et source des données

On peut réécrire le modèle précédant d'envois de fonds du migrant résultant d'un « contrat implicite » entre le migrant et sa famille restée aux Comores. Comme résolu précédemment, l'équilibre entre l'offre des envois de fonds du migrant (R^o) et la demande d'envois (R^d) a abouti à une équation d'équilibre (R_t). Nous allons résoudre ce modèle avec les données micro-économiques des ménages.

$$LOG\,(R_t)_i = d_i + a_i\,LOG\,(Y_{nt})_i + b_i\,LOG\,(Y_{nt-1})_i + c_i\,LOG\,(Y_{mt})_i + d_i\,LOG(Y_{mt-1})_i + e_i\,LOG(R_{t-1})_i + f_i\,LOG(Z)_i + \varepsilon_i$$

(+/-) (+/-) (+/-) (+/-) (+) (+/-)

Avec : i l'indice du ménage

R_t : variable dépendante qui correspond aux envois de fonds par tête à la date t

$(Y_{nt})_i$: revenu du voisinage du ménage i à la date t .

$(Y_{nt-1})_i$: revenu du voisinage du ménage i à la date t-1.

$(Y_{mt})_i$: revenu à la date t du migrant correspondant au ménage i .

$(Y_{mt-1})_i$: revenu à la date t-1 du migrant correspondant au ménage i .

$(R_{t-1})_i$: envois de fonds à la date t-1 du migrant correspondant au ménage i

$(Z_t)_i$ autres caractéristiques du ménage à la période t

ε_i : terme d'erreur $\varepsilon_i \sim N(0,\sigma^2)$

Les signes des coefficients du modèle sont prévus être plus ou moins sauf pour R_{t-1} qui devrait être positif. Les montants des envois de fonds étant supposés croissants dans le temps. Compte tenu, du fait qu'on ne dispose pas des données sur deux années consécutives, la période t sera l'année 2004 et la période t-1 sera l'année 1995. Les données utilisées seront issues de trois sources : la première source concerne les données de l'EIM 2004. La deuxième source concerne la base d'enquête auprès des ménages de 1995 (EBC 1995). La troisième source concerne les données sur les revenus des français par groupe de décile en 2004. Le montant des envois de fond $(R_t)_i$ correspond aux données de l'EIM 2004 . R_t correspond aux envois de fonds reçus par le ménage i durant les 12 derniers mois. La détermination de la composante Y_{nt} est sujette à différentes hypothèses. Quel revenu moyen doit-on considérer pour le voisinage ? Plusieurs considérations existent, notamment en assimilant au revenu moyen. Mais le problème serait que les ménages qui disposent de revenus supérieurs à la moyenne de ce revenu n'aspireraient pas atteindre cet objectif qui réduirait leur revenu actuel. Une autre solution serait de considérer les revenus du voisinage comme correspondant aux déciles. Cette solution sera retenue pour cette étude. On calculera les déciles sur la base des dépenses des ménages « excluant les envois de fonds » (assimilés aux revenus). Les déciles correspondront aux dépenses du voisinage que le ménage aspirerait atteindre. Les ménages appartenant à la limite supérieure de la classe aura un objectif d'atteindre la dépense de la classe suivante. Le dernier ménage, le plus riche n'a pas de ménage de référence comme objectif de dépense. Il n'a pas alors de dépense du voisinage

supérieur au sien. Les dépenses moyennes du voisinage (Y_{nt}) seront alors égales aux déciles de la classe de revenu à laquelle appartient le ménage (D1, D2 …,D9).
La dépense moyenne du voisinage décalée d'une période (Y_{nt-1}) correspond aux déciles des dépenses de ménages « excluant les envois de fonds » collectés dans la base de données d'enquête de l'année 1995 (EBC 1995). Les ménages étant classés par ordre de dépenses. Le ménage i de 2004 aura comme valeur de Y_{nt} , la dépense du voisinage issue de la base EIM 2004 et comme valeur de Y_{nt-1} la dépense du voisinage issue de la base EBC 1995. La détermination des revenus des migrants (Y_{mt}) est aussi sujette à un problème. En effet, les données d'enquêtes existantes concernent seulement les revenus (dépenses) des ménages bénéficiaires des envois de fonds et non ceux des familles migrantes correspondantes. Nous allons alors considérer Y_{mt} comme étant le revenu moyen dans le pays hôte. Sachant que les migrants comoriens qui envoient le plus des fonds aux Comores, occupent des fonctions de « basse qualification », on va alors considérer que leur revenu variera du 1er décile au 4ème décile de la distribution de revenus dans le pays hôte. En 2004 (l'année t considéré dans cette étude), la distribution de revenus en France du 1er au 4ème décile variait entre 7605 euros et 15724 euros (source : Insee). Cette fourchette de revenus sera supposée être celle des revenus moyens des migrants comoriens qui ont envoyé des fonds aux Comores en 2004. On procédera de la même façon pour déterminer les revenus des migrants comoriens en 1995 (Y_{mt-1}). La valeur de R_{t-1} correspond aux envois de fonds reçus par les ménages en 1995 (EBC1995).
On ne considérera pas dans cette étude le terme en R_{t-2} par manque de données des ménages sur les envois de fonds d'avant 1995.

.

2.2.8.6 Résultats des études à travers le monde

Ce modèle avait été appliqué séparément dans sept pays appartenant au MENA (Middle East and North Africa) à savoir : Algérie, Egypte, Jordanie, Maroc, Syrie, Tunisie et Turquie. Les résultats empiriques obtenus confirment les considérations théoriques du modèle, N. Glytsos [2002]. Les données utilisées étaient des données macro économiques sur 25 ans de la période 1973-1998. Les résultats obtenus concernent trois groupes de pays. Le premier groupe (groupe A), qui inclut la Jordanie, le Maroc, la Syrie et la Turquie se conforment au cas du $\rho_1 > 0$ et $(1+\rho_2)>0$, le cas classique. Le deuxième groupe (groupe B) est constitué de l'Egypte seulement avec $\rho_1 < 0$ et $(1+\rho_2)>0$, et le troisième groupe (groupe C) composé de l'Algérie et de

la Tunisie, avec des signes variées des paramètres. Pour l'Algérie on a comme résultats $\rho_1 < 0$ et $(1+\rho_2)>0$, et pour la Tunisie on trouve $\rho_1 < 0$ et $(1+\rho_2)<0$.

2.2.8.7 Résultats du modèle pour le cas des Comores

Tableau 2.18 : Coefficients de régression de l'estimation économétrique des déterminants du volume d'envois de fonds des migrants aux Comores

Variable dépendante Ln(R_{nt})

	Coefficient	t
(Constant)	-66,192	-2,781 (**)
Ln (Y_{nt})	-2,183	-2,404 (**)
Ln (Y_{nt-1})	3,004	2,260 (*)
Ln (Y_{mt})	-1,577	-3,188 (**)
Ln (Y_{mt-1})	2,310	3,076 (**)
Ln (R_{nt-1})	0,095	2,106 (*)
Pauvre en Grande Comore (Oui =1 ; Non = 0)	1,301	9,516 (**)
Dépenses mariage, funérailles	1,108	8,218 (**)
Famille élargie (Oui = 1 ; Non = 0)	0,418	3,225 (**)
Milieu de résidence (1= urbain, 2=rural)	0,305	1,907 (**)

(*) Significatif à 5% (**) Significatif à 1%

R^2 = 0,346

N= 2393

On retrouve les signes des coefficients prévus dans la formulation théorique du modèle. Le montant des envois de fonds à l'instant t est fonction croissante des revenus des migrants à l'instant t-1. Le montant des envois de fonds à l'instant t varie positivement avec les « revenus du voisinage de la famille » enregistrés à l'instant t-1 En ce qui concerne les autres caractéristiques du ménage, on retrouve des résultats qui sont conformes à la réalité comorienne. Ainsi, le montant des envois de fonds varie positivement avec : la pauvreté des ménages (surtout en Grande Comore), les dépenses « de mariage, funérailles, etc » , la taille des familles, et lorsque le ménage réside en milieu rural. Tous les coefficients sont significatifs au seuil de 1%.

Pour tester les paramètres du modèle et les comparer aux aspects théoriques trouvés précédemment, nous allons faire des hypothèses sur la valeur de la propension marginale à consommer (c) et sur le coefficient de proportionnalité de revenu de la famille(β). En ce qui concerne le paramètre γ, sa valeur est donnée par le coefficient de Ln(R_{nt-1}). Les résultats de nos simulations ont abouti aux données présentées dans le tableau 2.19.

Tableau 2.19 : Résultats des simulations

c (propension marginale à consommer)	β coefficient de proportionnalité de revenu de la famille par rapport au voisinage	γ coefficient du revenu escompté du migrant	ρ_1 Coefficient d'épargne du migrant (Préférence pour le futur)	ρ_2 Coefficient de demande excédentaire de la famille	$(1+\rho_2)$ Coefficient de la demande des fonds de la famille	$(1-\rho_1)$ Part de l'excédant d'épargne du migrant envoyée aux Comores
0,5	0,5	-0,905	-0,36	0,17	1,17	1,36
0,6	0,5	-0,905	-4,13	2,51	3,51	5,13
0,7	0,5	-0,905	-6,35	2,77	3,77	7,35
0,75	0,5	-0,905	-8,08	2,88	3,88	9,08
0,8	0,5	-0,905	-10,66	2,99	3,99	11,66

Source : simulation faite sur la base des résultats du modèle sur les déterminants des montants des envois des fonds aux Comores

Pour tester empiriquement le modèle théorique d'envois de fonds fondé sur un « contrat implicite » entre le migrant et le bénéficiaire des fonds, nous allons procéder à des simulations sur les différents paramètres du modèle. En prenant différentes valeurs de la propension marginale à consommer, tout en laissant les paramètres β et γ invariables, on aboutit à des résultats intéressants sur les valeurs que prennent ρ_1 et ρ_2. Tout d'abord, on note que quelles que soient les valeurs du paramètre c (propension marginale à consommer), les coefficients ρ_1 sont < 0 (préférence pour le présent chez le migrant) et les coefficients ρ_2 sont > 0 (la famille bénéficiaire réclame plus que le différentiel de revenu avec le voisinage). Lorsque ρ_1 < 0, le migrant envoie des fonds dont le montant est supérieur à son excédent d'épargne. Le migrant a une préférence pour le présent. Une situation empirique qui ressemble à la réalité des migrants comoriens. En effet, confronté à des sollicitations financières de toutes sortes, de la part des familles restées aux Comores, soit pour des obligations familiales, soit pour des obligations sociales, le migrant comorien désépargne dans la plupart des cas. Il participe souvent à des « tontines », remboursables sur des échelons à long terme. En accomplissant ses obligations sociales, le migrant devient un « endetté éternel ». Les résultats de la simulation montrent que les envois de fonds sont de 1,36 fois l'excédent d'épargne du migrant lorsque la propension marginale à consommer du migrant est de 0,5. Elle est 11,66 fois son excédent d'épargne lorsque sa propension marginale à consommer est de 0,8. Par ailleurs, on retrouve ρ_2 > 0. Cela signifie que la famille demande plus que la différence de niveau de vie avec son voisinage. Ici la demande de famille auprès du migrant ne se limite pas seulement aux besoins d'améliorer son niveau de vie, mais va au-delà des besoins élémentaires de base. C'est le cas des

besoins d'argent pour le mariage, les funérailles, les naissances…etc. La demande d'envois de fonds est de 1,17 fois la différence de revenu de la famille à celui de son voisin, lorsque la propension marginale à consommer du migrant est de 0,5. Elle est 3,99 fois le différentiel de revenu avec le voisinage, lorsque la propension marginale à consommer est de 0,8.

2.3 Les implications macroéconomiques des envois de fonds

Sur le plan macroéconomique, les envois de fonds des migrants internationaux dans leur pays d'origine constituent la première ressource financière extérieure de beaucoup des pays en voie de développement (dont les Comores). Le montant de ces envois de fonds dépasse souvent l'aide publique au développement et les investissements directs étrangers (IDE). En 2008, le montant des envois de fonds (non inclus les envois de bines) était de 142 millions Usd, et que l'aide publique au développement s'élevait à 50 millions Usd durant la même période. Les investissements directs étrangers représentaient 1 million de $, les exportations 10 millions de $. En dépit de l'importance croissante des envois de fonds dans les mouvements de capitaux internationaux totaux, les relations entre les envois de fonds et les principaux indicateurs macroéconomiques, notamment la croissance économique n'ont jamais fait l'objet d'une étude. Chaque année, environ 40 milliards de Fc (soit 80 millions d'euros) sont comptabilisés par la Banque centrale des Comores comme étant des envois de fonds de la diaspora comorienne, vivant principalement en France. En 2008, les envois de fonds aux Comores représentaient 29% du PIB nominal, ce qui place les Comores parmi les premiers pays qui bénéficient le plus d'envois de fonds extérieurs.

2.3.1 Données macroéconomiques des envois de fonds

Comme pour les données micro économiques, les données macroéconomiques sur les envois de fonds ne sont pas toujours disponibles. Premièrement, ce n'est que récemment que les statistiques officielles sur les envois de fonds sont collectées régulièrement. Ce qui pose le problème d'indisponibilité de données pour une étude de longue durée. Deuxièmement, les méthodes d'enregistrement et de définition des postes relatifs aux envois de fonds au niveau de la balance des paiements varient d'un pays à un autre. Une troisième difficulté dans les statistiques sur les envois de fonds repose sur le mode de transfert des fonds. Le non enregistrement de la plus grande part des envois de fonds au départ et à

l'arrivée est source d'erreur dans la comptabilité des envois de fonds. En effet, la majeure partie des envois de fonds extérieurs ne transite pas par des canaux officiels donc ne sont pas comptabilisés. Les estimations faites pour disposer de ces données ne sont pas toujours aussi fiables.

Aux Comores, c'est la Banque centrale des Comores (BCC) qui est l'institution officiellement reconnue pour comptabiliser et publier les statistiques des envois de fonds. Ce n'est que récemment que la BCC a commencé à comptabiliser les envois de fonds, utilisant les méthodes standards développées par la Banque mondiale et le FMI. Néanmoins, d'énormes différences persistent toujours entre les données officielles issues des autorités monétaires des Comores et les données de la Banque mondiale en ce qui concerne les statistiques sur les envois de fonds. Par exemple en 2007, les statistiques de la BCC affichent des envois de fonds de 38 milliards de Fc (soit l'équivalent de 108 millions de $), représentant 24 pour cent du PIB en 2007. Tandis que les données publiées par le site de la Banque mondiale sur les envois de fonds aux Comores font état de seulement 12 millions de $, soit l'équivalent de 3 pour cent du PIB en 2007[25]. Ces divergences de données sur les envois de fonds ont comme origine des modes de calcul différents. En effet, les statistiques de la Banque mondiale sur les envois de fonds sont fondées sur uniquement « les envois de fonds enregistrés par les canaux officiels ». Elles ne tiennent pas compte des données informelles. Il est à noter que la Banque centrale estime à 75 pour cent les envois de fonds par voie informelle à destination des Comores. Par ailleurs, il faut aussi noter que les données de la Banque centrale sur les envois de fonds aux Comores, ne considèrent pas les transferts de biens. En effet, les transferts de la diaspora des biens (véhicules, appareils électroménagers, bijoux, etc.) sont assez fréquents. Leur valeur monétaire n'est pas négligeable. Ces transferts sont effectués tout au long de l'année et surtout à des occasions d'évènements sociaux et familiaux. Ces envois de biens sont plus fréquents entre les mois de juin et le mois d'août, durant la période des vacances des migrants, coïncidant avec la période des « grands mariages ». Selon une étude réalisée par la Banque mondiale en 2003 sur les envois de fonds aux Comores, les transferts des biens des migrants représentent 23 pour cent des envois de fonds (formels été informels). Si l'on inclut les transferts de biens, le montant des envois des fonds en 2008 s'élèveraient à 61 milliards en 2008 (soit 174 millions de $).

[25] Groupe d'étude des perspectives de développement **: ww.worldbank.org/prospects/migrationandremittances.**

2.3.2 Position des Comores dans le monde

Chaque année la Banque mondiale procède à un classement des pays bénéficiaires des envois de fonds suivant le critère du ratio « montant total/PIB ». Les Comores ne figurent pas dans les tops 30 (30 principaux pays bénéficiaires des envois de fonds) pour les raisons déjà évoquées précédemment, notamment, la « non » comptabilisation par la Banque mondiale des envois de fonds informels. Dans cette étude, nous avons introduit les Comores dans le classement mondial, sur la base des données officielles de la Banque Centrale des Comores (prise en compte des envois informels).

Tableau 2.20 : Traits caractéristiques des 10 premiers pays bénéficiaires des envois de fonds (données 2006)

Rang		Envois de Fonds sur PIB **%**	Envois par habitant $	Taux d'émigration (Stock d'émigrés sur la Population) %	RNB par habitant (méthode atlas) $ 2006	Densité de la populat-ion hbt/km²	Crois-sance démogra-phique %	Crois-sance économi-que %	Proportion de la population urbaine %
1er	Tadjkistan	36,2	152	12,2	390	47	1,3	8,7	24,6
2ème	Moldova	36,2	311	16,8	1 100	117	-1,2	6,7	47
3ème	Tonga	32,3	706	50,4	2170	142	0,5	2,1	24,3
4ème	Kirghize	27,4	142	11,7	490	27	1,1	3,3	36
5ème	Honduras	25,6	320	5,8	1200	66	2,4	4,3	47
6ième	Lesotho	24,5	201	14,4	1030	59	0,4	3,1	19
7ème	Guyana	24,3	290	55,6	1130	4	0,2	1,2	28,3
8ème	Liban	22,8	1 264	17,4	5490	396	1,3	3,2	86,7
9ème	Comores (*)	22,7	176	50	660	275	2,1	2,2	37,7
10ème	Haiti	21,6	124	9,8	480	314	0,1	1,4	39,5
11ème	Jordanie	20,3	515	11,2	2660	63	2,6	6,4	82,6

Source : Groupe d'études des perspectives de développement (Banque Mondiale)
(*) Ratio des envois de fonds/PIB tient en compte les envois informels (Banque Centrale des Comores)

En utilisant les données nationales officielles sur les envois de fonds, les Comores se retrouvent au 9ème rang mondial des pays bénéficiaires des envois de fonds, en termes de proportion par rapport au PIB. En 2006, les envois de fonds ont représenté 36,2 pour cent du PIB au Tadjkistan et en Moldova, les plaçant ainsi respectivement 1er et 2ème pays au monde à bénéficier le plus d'envois de fonds par rapport au PIB. En ce qui concerne les Comores, les envois de fonds ont représenté

22,7 pour cent du PIB en 2006. En rapportant à la population le volume des envois des fonds, le Liban arrive en première position avec 1264 $ par habitant en 2006. Les Comores arrivent en 8ème position avec 176$ par tête. Les pays qui bénéficient le plus d'envois de fonds (en proportion du PIB) sont des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Mis à part le Liban et la Jordanie, ce sont tous des pays dont la population est plus concentrée en milieu rural. Il est aussi à noter que tous les pays bénéficiaires des envois de fonds classés dans le top 10, ont des taux de croissance économique supérieurs à leurs taux de croissance démographique. Le stock de la population émigrée varie entre 5 pour cent à 55 pour cent de la population du pays d'origine. On observe aussi des disparités entre les pays sur les densités des populations. Elles varient de 4 à 396 habitants au km².

Selon une étude réalisée en 2008 par le «Middle Tennessee State University », les 10 premiers pays africains destinataires des envois de fonds (en terme de proportion au PIB) sont : le Lesotho, le Cap Vert, la Guinée-Bissau, le Sénégal, le Togo, l'Ouganda, les Comores, le Swaziland, l'île Maurice, et le Kenya. En ce qui concerne le classement en fonction du rapport des envois de fonds sur les recettes d'exportation, on retrouve les dix premiers pays suivants : le Lesotho, le Cap Vert, l'Ouganda, les Comores, le Sénégal, la Guinée-Bissau, le Bénin, le Togo, le Burkina Faso, et le Kenya, Bichaka, Fayissa (2008).

2.3.3 Evolution des envois de fonds et de l'Aide Publique au développement aux Comores

En analysant les données récentes sur les envois de fonds, nous observons que durant ces 6 dernières années, la croissance annuelle des envois de fonds aux Comores a été en moyenne de 18 pour cent. Il est à noter que les envois de fonds ont atteint des proportions importantes, atteignant jusqu'à 3 à 4 fois le volume de l'aide publique au développement destiné aux Comores. Le rythme de croissance de l'aide publique au développement est beaucoup plus lent (6,7 pour cent en moyenne par an), contre 18 pour cent de croissance annuelle pour les envois de fonds.

Tableau 2.21 : Evolution des envois de fonds, des biens et aide publique au développement

	(en millions FC)						
ANNEE	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**
Envoi de fonds (formel et informel) (en millions usd)	49	76	90	103	109	142	145
Envoi des biens (en millions usd)	11	17	21	24	25	33	33
Croissance annuelle des envois de fonds en %		56	18	15	6	31	2
Envois de fonds par habitant (en usd)	109	166	192	215	223	285	265
Aide Publique au développement (en millions usd) *****	38	25	28	25	35	53	35
Envois/APD en %	127	309	316	411	314	268	417
Croissance moyenne des envois de fonds (%)	18						
Croissance moyenne de l'APD (%)	**6,7**						

Source : BCC / Commissariat Général du Plan (1usd = 400 Fc)

** Exécution du Programme d'Investissement Public*

Les envois de fonds en 2009, font état d'une croissance modérée de 2 pour cent par rapport à l'année 2008. Il est à rappeler que les envois de fonds aux Comores ont connu ces dernières années des croissances fortes généralement à deux chiffres, avec une croissance moyenne durant les dernières années de l'ordre de 18 pour cent. Cette croissance modérée est imputable à deux évènements : le premier évènement est lié à la crise financière mondiale qui a affecté une bonne partie des travailleurs migrants et qui a engendré au niveau mondial une baisse du volume des envois de fonds de l'ordre de -6,2 pour cent (338 milliards de $ en 2008 à 317 milliards de $ en 2009). Le deuxième évènement est lié à la catastrophe aérienne qui a eu lieu aux larges de Comores en 2009. Le crash de l'avion Yémenia survenu le 30 juin 2009, transportant plus d'une centaine des migrants vivant majoritairement en France. Cette catastrophe a endeuillé beaucoup de familles comoriennes, ce qui a entraîné l'annulation de toutes les festivités estivales y compris les grands mariages. La période des vacances 2009 était donc une période sans « grand mariage ». Il est à rappeler que c'est pendant la période de juillet à fin août, que se concentre la plupart des grands mariages effectués dans l'année aux Comores. Les dépenses prévues n'ont pas été réalisées, et par voie de conséquence une bonne partie des envois de fonds qui se fait par voie informelle n'a pas été comptabilisée, car ces

devises n'ont pas échangés en banque. Cet évènement malheureux (une première dans l'histoire des grands mariages aux Comores) est un élément explicatif de la croissance modérée du volume des envois de fonds en 2009. Toutefois, malgré les évènements qui ont pu les affecter directement ou indirectement, les envois de fonds constituent pour les Comores une ressource sure en pleine croissance et qui à travers les ménages et les institutions communautaires bénéficiaires contribuent à l'activité économique.

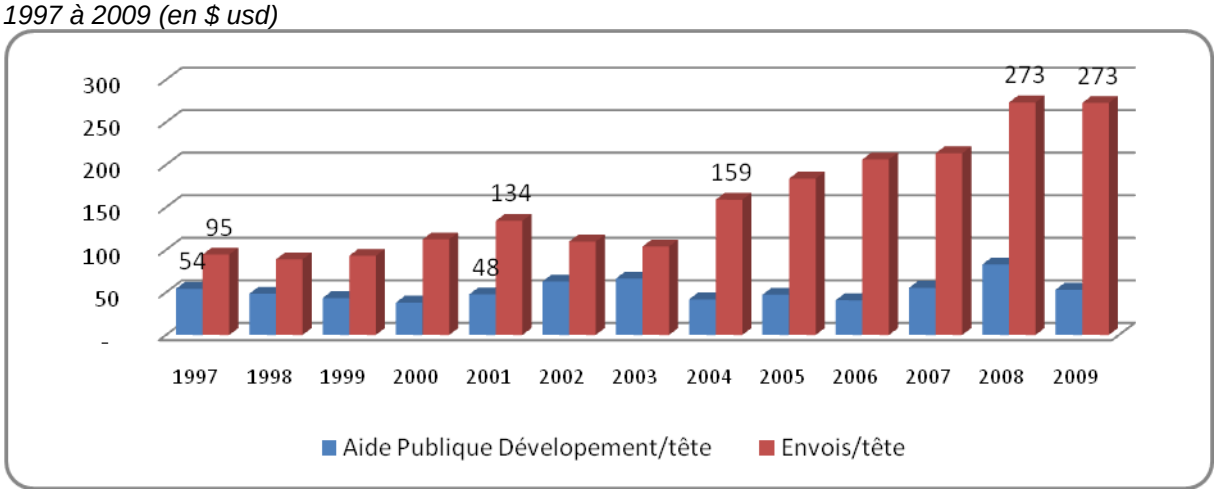
2.3.4 Les envois de fonds : une ressource sûre, croissante pendant les crises dans les pays d'origine

Beaucoup d'études empiriques ont montré que les envois de fonds des migrants baissent en période de crise dans les pays hôtes, car les revenus des migrants sont directement affectés. Par exemple, durant la période de crise financière qui avait touché les pays du Sud Est Asiatique en 1998, les envois de fonds ont beaucoup chuté en provenance de cette région (une baisse d'environ 15 pour cent). Cependant, ce déclin était de courte durée et la tendance à long terme des envois de fonds ne semblaient pas avoir été affectée. Ainsi, dès 1999 (soit une année seulement après la crise), les envois de fonds en termes nominaux avaient repris leur volume d'avant la crise, Massimiliano Calì (2009). De même, la récente crise financière mondiale a eu comme conséquence une baisse des envois de fonds des migrants vivant dans les pays touchés par la crise. Les envois de fonds destinés aux pays en voie de développement ont connu une baisse de – 6 pour cent en 2009, sous l'effet de la crise financière internationale de 2008, Ratha (2010). Sans aucun doute, les envois de fonds des migrants sont affectés par les effets de la crise sur l'emploi dans les pays d'accueil. Les migrants occupant généralement les emplois vulnérables sont les premiers touchés par la crise et par voie de conséquence, leur revenu et épargne enregistrent des baisses. Cependant, la question que l'on peut se poser est de savoir comment se comportent les envois de fonds en situation de crise dans le pays d'origine ? Très peu d'études se sont penchées sur les conséquences des crises économiques et politiques que connaissent assez souvent les pays d'origine sur les envois de fonds des migrants. S'il ne fait aucun doute, que le volume de l'aide publique au développement diminue lorsque les pays bénéficiaires connaissent des crises économiques ou politiques (principe de conditionnalité de l'Aide), l'effet inverse s'observe quand aux envois de fonds des migrants. En

situation de crise dans les pays d'origine, l'on observe assez souvent une hausse des envois de fonds.

On peut partager cette analyse pour le cas des Comores, dont on observe une tendance à la hausse des envois de fonds à chaque fois que le pays connait une crise aigue sur le plan politique et économique.

Graphique 2.6 : Evolution des envois de fonds et de l'aide publique au développement par habitant de 1997 à 2009 (en $ usd)

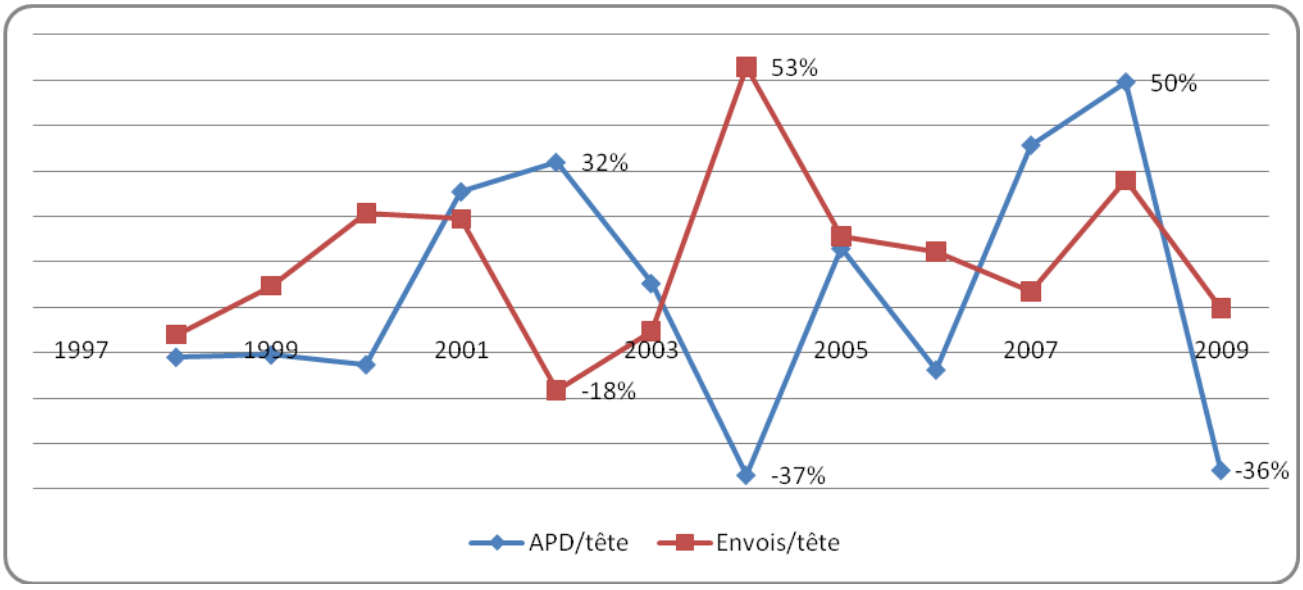


Source Banque Centrale des Comores

Les Comores ont connu une crise séparatiste qui a débuté au second semestre 1997 et qui s'est accentuée entre 1998 à 2000. Durant cette période, les envois de fonds par habitant ont augmenté passant de 95 usd par habitant en 1997 à 134 usd par habitant en 2001(soit une hausse de +41 pour cent). Et durant la même période, l'aide publique au développement était en baisse, car conditionnée par le retour de la stabilité politique et macro économique. Elle est passée alors de 54 usd par habitant en 1997 à 48 usd en 2001 (soit une baisse de -11 pour cent). De 2002 à 2003, les Comores ont connu un début de stabilité politique et économique, suite à la mise en place de nouvelles institutions qui a permis la réunification du pays. On peut observer que durant cette période, les envois de fonds ont fléchi passant de 134 usd en 2004 à 104 usd par tête en 2003. L'année 2004 est marquée par le déclenchement d'une autre crise politique dite de «partage de compétences». Les envois de fonds sont ainsi passés de 104 usd à 159 usd entre 2003 et 2004. En 2008, les Comores ont connu une autre crise, cette fois ci d'ordre économique, marquée au début par la crise alimentaire mondiale. Elle s'est ensuite accentuée après une forte pénurie de carburants qui a duré plus de 3 mois. Cette pénurie de carburant a engendré une baisse de la consommation des ménages et un ralentissement de l'économie en général. Le cumul des arriérés de paiement de

salaires des fonctionnaires a aussi contribué à la détérioration des conditions de vie des ménages. A cet égard, on observe que les envois de fonds en 2008 ont été exceptionnellement élevés (274 usd, soit une hausse de +28 pour cent par rapport à 2006). L'année 2009 a été marquée par le « crash du vol Yemenia » ayant frappé de plein fouet la diaspora comorienne vivant en France. Les envois de fonds par habitant, ont connu alors une stagnation (273 usd). En analysant l'évolution simultanée des taux de croissance annuels des envois de fonds, et ceux de l'Aide publique au développement sur la période 1997 à 2009, nous remarquons que les deux tendances sont divergentes. Ceci confirme les observations précédentes, à savoir que l'aide publique au développement diminue en période de crise, parallèlement, les envois de fonds augmentent. Inversement, en période de stabilité, ou de croissance économique, les envois de fonds ont tendance à décélérer pendant que l'aide publique au développement augmente.

Graphique 2.7 : Evolution simultanée de l'aide publique au développement et des envois de fonds par tête



Source : Banque Centrale des Comores

Comme, les envois de fonds ont plutôt une motivation altruiste et familiale, alors il est logique qu'en situation de crise dans les pays d'origine, les migrants ont tendance à accroître leur aide aux familles. Par exemple, il est assez fréquent que la famille aux Comores demande à ses membres émigrés d'assurer le paiement des frais de scolarité et des frais de soins de santé, pendant les périodes de crise. Les migrants sont beaucoup plus sensibles aux problèmes qui frappent leur famille restée au pays. Durant ces douze dernières années, la tendance des envois de fonds a été

globalement croissante, avec une croissance annuelle moyenne de 12,4 pour cent sur la période.

2.3.5 Envois de fonds et balance des paiements

Les envois de fonds sont enregistrés au crédit de la balance des paiements. Ils augmentent les ressources disponibles. L'apport de devises (envois de fonds en euros) influe sur le revenu national, l'épargne et l'investissement. En contribuant au financement des importations, les envois de fonds réduisent les déséquilibres voire les risques de crises de balance des paiements. Face à une dégradation prolongée de la balance commerciale (solde commerciale chroniquement déficitaire), les envois de fonds contribuent à améliorer la balance courante. Les envois de fonds remplissent ainsi une fonction similaire aux flux de capitaux privés et publics, Russel (1986). En outre, les envois de fonds des migrants accroissent la demande intérieure. En effet, ces fonds destinés aux ménages et aux communautés villageoises, sont utilisés en grande partie pour la consommation finale des ménages, et dans certains cas, à des investissements immobiliers et communautaires. La demande intérieure mesurée par la somme de la consommation finale et les investissements a représenté 125 pour cent du PIB en 2009. L'importance des envois de fonds dans les revenus de transferts accroit par voie de conséquence le revenu national disponible.

RND=PIB + Revenus des facteurs + Transferts de Fonds Publics&Privés

En dépit des déficits chroniques de la balance commerciale, les envois de fonds des migrants contribuent à améliorer considérablement le solde de la balance des paiements, particulièrement, celui de la balance courante.

Tableau 2.22 : Evolution des transactions extérieures des Comores en millions de Fc

	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Exportations des Biens et services	22 280	18 170	18 140	22 158	15 729	17 522
Importations des biens et services	-43 872	-45 520	-51 894	-60 551	-45 733	-56 599
Transferts publics nets	852	1 851	2 941	2 457	4 721	3 712
Transferts privés nets	15 916	19 742	21 387	26 429	27 831	28 217
Revenus nets des facteurs	-542	-871	-467	1321	720	730
Solde sur les biens et services	-21 592	-27 350	-33 755	-38 393	-30 003	-39 077
Balance courante incluant les envois de fonds des migrants	**-5 366**	**-6 627**	**-9 893**	**-8 186**	**3 269**	**-6 418**
Balance courante excluant les envois de fonds des migrants	**-21 282**	**-26 369**	**-31 280**	**-34 615**	**-24 562**	**-34 635**

Taux de couverture de la balance courante par les envois de fonds (%)	75	75	68	76	113	81

Source : Balance of Payment (FMI, 2009)

La balance courante est obtenue en faisant la somme de trois balances : la balance commerciale des biens et services, la balance des transferts (privés et publics) et la balance des revenus des facteurs.

BC = (Exportation – Importation) +Transfert net + Revenu net des facteurs
(BC : désigne la balance courante)

La balance commerciale des Comores est structurellement déficitaire, comme nous pouvons la constater sur les données du commerce extérieur du tableau N°2.22. Le déficit du solde commercial est passé de -21,6 milliards de Fc en 2003 à -39 milliards de Fc en 2008 (soit une dégradation de -55,4 pour cent en cinq ans). Quand à la balance des transferts, elle est dominée par les transferts privés (envois de fonds des migrants) qui sont de plus en plus croissants au fil des années. Les transferts privés nets comptabilisés au niveau de la balance de paiement sont passés de 15,9 milliards en 2003 à 28,2 milliards en 2008 (soit une hausse de 77 pour cent en cinq ans). Nous constatons qu'en excluant les envois de fonds dans le calcul de la balance courante (en faisant l'hypothèse que les migrants n'envoient pas des fonds aux Comores), le déficit du solde de la balance courante seraient beaucoup plus élevé, passant du simple au quadruple.

En termes plus clair, les envois de fonds couvrent plus de 75 pour cent de la balance courante (voir tableau N°2.22). En 2007, nous constatons que les envois de fonds des migrants ont plus que couvert totalement le solde de la balance courante (113 pour cent), rendant le solde de la balance courante exceptionnellement positive. Les envois de fonds ne constituent pas seulement une source de revenus, ils constituent aussi une source de devises nécessaires pour le financement des importations qui deviennent de plus importantes. Le montant des devises disponibles à la Banque centrale équivaut entre 5 à 7 mois d'importations, ce qui est considérable pour un petit pays fortement dépendant des importations extérieures[26].

[26] Rapport sur la Banque Centrale des Comores

Les effets des envois de fonds sur la balance des paiements ne sont pas seulement positifs. Certains auteurs soulignent que les envois de fonds peuvent avoir un impact négatif, du type « syndrome hollandais », Reichert [1981]; Connell et Conway[2000]. Si l'augmentation de la demande est supérieure à l'augmentation des capacités de production, l'économie du pays récipiendaire connaîtra un biais au niveau de ses importations en faveur des biens échangeables, avec en contrepartie un effet inflationniste sur le secteur non-échangeable. Il y a alors déplacement des ressources du secteur échangeable vers le secteur non échangeable, donc une détérioration de la position extérieure du pays et une diminution du bien-être des familles qui ne reçoivent pas des envois de fonds McCormick and Wahba (2000) ; Reichert (1981).

Les envois de fonds aux Comores généralement concentrée entre Juin à Septembre (près de 50 pour cent du total des envois de l'année), augmente sans aucun doute la demande intérieure, notamment la demande de consommation des biens importés. Cette augmentation de la demande intérieure axée sur des produits extérieurs ne stimule pas la production locale. L'augmentation des importations par le biais de l'augmentation de la demande due aux envois de fonds a comme conséquence immédiate la dégradation de la balance commerciale. L'augmentation de la demande plus rapide que la production engendre aussi un effet inflationniste sur les produits locaux. On assiste assez souvent en période de fort afflux des envois de fonds, à une flambée des prix des produits locaux (manioc, banane, taro..). Quand au secteur extérieur, on observe sous l'effet de la hausse de la demande intérieure, une augmentation du volume des importations des biens de consommations. Le coût de la vie devient plus cher. Ce sont surtout les ménages qui ne reçoivent pas des envois de fonds qui voient leurs conditions de vie se dégrader sous l'effet inflationniste de la hausse de la demande intérieure. Il est à noter que l'on observe habituellement ces phénomènes qui ressemblent au « syndrome hollandais » pendant la période de « grand mariage » entre juin et septembre avec des taux d'inflation très élevés (atteignant 9,9 pour cent en septembre 2007 pour une inflation annuelle de 2,3 pour cent). Parallèlement, les importations durant cette période des vacances atteignent leurs plus hauts niveaux de l'année (voir tableau 2.23).

Tableau 2.23 : Evolution des importations et du taux d'inflation de Janvier à décembre 2007

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne annuel

Inflation (en %)	4,3	1,9	-1,2	3,0	2,0	4,2	5,4	4,4	9,9	-3,2	-4,7	1,3	2,3
Croissance des importations	7,2	-1,0	-2,0	0,9	7,0	5,1	8,2	10,4	-1,9	2,0	-2,7	4,3	3,1

Source : Données FMI, Statistiques douanières (2008)

2.4.6 Envois de fonds et croissance économique

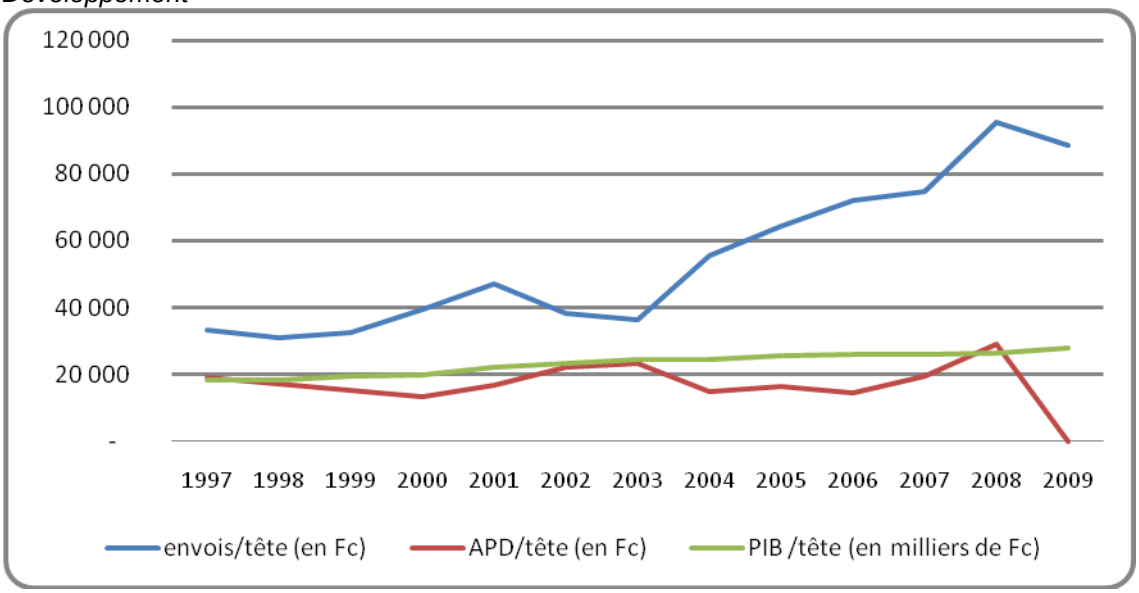
Les études réalisées sur les envois de fonds, ont montré que ceux ci ont un impact sur la croissance et le développement dans les pays bénéficiaires. Dans cette partie, on s'efforcera de répondre à la question suivante : Comment les envois de fonds affectent ils la croissance économique ? Beaucoup d'auteurs se sont penchés sur cette question, et les résultats trouvés varient d'une étude à une autre. Néanmoins, trois études récentes dominent les résultats relatifs à la relation entre les envois de fonds et la croissance économique. Premièrement, Glytsos (2005) estime l'impact des envois de fonds sur la consommation, l'investissement, la production et les importations en utilisant un modèle Keynésien dynamique traditionnel. En l'appliquant sur cinq pays, il trouve des multiplicateurs à long terme (en moyenne) de 2,3 pour le revenu et 0,6 pour l'investissement. L'étude de Glystos est assez riche, car elle intègre aussi d'autres variables pour analyser l'impact des envois de fonds sur ces variables. En second lieu, Chami (2005) a trouvé que les envois de fonds réduisent les performances économiques. Il trouve alors des impacts négatifs des envois de fonds sur la croissance. Ces résultats sont fondés sur l'effet pervers des envois de fonds, qui incitent les bénéficiaires à réduire l'effort du travail dans le pays d'origine. Enfin Giuliano et Ruis-Arranz (2005) trouvent des effets positifs des envois de fonds sur la croissance dans les pays à faible revenus. Il faut noter que toutes ces études sont fondées sur des modèles d'estimation, et utilisent des régressions sur la croissance. Les résultats des estimations nous indiquent qu'il y a ou non un effet sur la croissance mais, ils n'indiquent pas pourquoi et comment cela se produit Durlauf et Johnson (2004). Ainsi par exemple, mis à part le risque subjectif et le développement financier, le niveau du capital humain et du capital physique peuvent être aussi bien importants. Bichaka Fayissa (2008) dans une étude sur l'impact des envois de fonds sur la croissance de certains pays africains a trouvé des résultats intéressants sur les différents déterminants de la croissance, incluant les envois de fonds. Ainsi, une croissance de 10 pour cent des envois de fonds a une incidence de 0,4 pour cent de croissance sur le revenu par habitant. En ce qui concerne le capital humain mesuré par le nombre d'inscrits dans un niveau secondaire, une augmentation de 10 pour cent du capital humain augmente le PIB par habitant de 1,6

pour cent, de loin la principale variable qui a plus d'impact sur la croissance dans les pays africains étudiés. Par ailleurs, conformément aux résultats de Solow (1956), de Barro (1990) et de Temple (1999), l'investissement dans les équipements productifs mesuré par la formation brute de capital fixe a également un impact significatif sur le revenu par habitant. De ce fait, une augmentation de 10 pour cent des investissements productifs a un effet de croissance d'environ 1,06 pour cent sur le PIB par habitant en Afrique. Cette étude indique également que l'aide étrangère (APD) a un effet négatif sur la croissance économique, confirmant la thèse des adversaires de l'aide, Heller(1975) ; Boone(1994) ; Fayissa et EL-Kaissy, (1999). L'ouverture de l'économie a le signe positif prévu, mais son impact n'est pas significatif sur la croissance économique. De même, l'investissement direct étranger a un impact positif sur la croissance, mais le coefficient n'était pas significatif.

D'autres facteurs peuvent aussi influencer la croissance économique, notamment la qualité des institutions, Sen (1990) et Owen (1987). A cet égard, il convient de rappeler qu'Easterly et Levine [1997], dans un article devenu célèbre intitulé « tragédie de la croissance de l'Afrique : Les politiques et les divisions ethniques» ont empiriquement démontré que la croissance économique est affectée par la qualité du gouvernement (divisions ethniques, instabilité politique). Les défaillances étatiques se manifestent généralement dans les domaines suivants : mauvaise qualité du système scolaire, système financier déséquilibré, distorsions des taux de change du marché, déficits élevés des budgets, et des infrastructures insuffisantes.

En ce qui concerne les Comores, l'analyse combinée du PIB, des envois de fonds et de l'aide publique au développement sur la dernière décennie montre des tendances croissantes des trois indicateurs rapportés à la population.

Graphique 2.8 : Evolution du PIB par habitant, des envois de fonds et de l'Aide Publique au Développement



Source : BCC et FMI

Néanmoins, on observe que les envois de fonds croissent beaucoup plus vite que le PIB et l'APD. Ceci laisse présager que le multiplicateur du PIB est inférieur à l'unité en ce qui concerne les envois de fonds. Nous aurons la valeur exacte de ce multiplicateur dans la partie sur la modélisation macro-économique des envois de fonds. Il est aussi intéressant de voir l'impact sur l'emploi des envois de fonds. Rappelons que sur l'aspect micro-économique, il a été constaté que les chefs des ménages qui reçoivent les fonds extérieurs travaillent moins que les chefs des ménages qui n'en reçoivent pas (voir tableau 2.11 sur la situation économique des ménages). Il est aussi intéressant de voir sur l'aspect macro-économique, quel serait l'impact des envois de fonds sur le niveau de l'emploi en général. Il est entendu que les envois de fonds aux Comores sont en grande partie destinés à la consommation. Par ailleurs, il est aussi bien connu que la plupart des travaux de construction de maisons, ainsi que certains projets communautaires sont financés en grande partie par les envois de fonds des migrants comoriens. Et comme ces travaux sont continuellement exécutés avec la main-d'œuvre locale, il ne fait aucun doute que les envois de fonds des migrants créent des emplois en permanence. Dans le même ordre d'idée, les envois de fonds destinés à la consommation, stimulent les activités de commerce, qui par voie de conséquence utilise de plus en plus du personnel pour pouvoir répondre à la demande de consommation. Etant donné qu'il n'existe pas des données statistiques saisonnières sur l'emploi, ni des données d'enquêtes, il est assez difficile d'évaluer l'impact des envois de fonds sur l'emploi. En outre, les envois de fonds contribuent au maintien, voire au développement de l'activité

économique des régions bénéficiaires (notamment des secteurs du commerce et des services). Il est généralement admis que les projets financés par les communautés, le sont en grande partie grâce aux envois de fonds des migrants, originaires des villages bénéficiaires des projets. Ces projets tels que la construction des salles de classes, la construction des dispensaires, la construction des centre de lecture et autres, constituent des investissements dans l'éducation et la santé communautaires. Il ne fait aucun doute que de tels investissements ont des impacts sur la croissance à long terme. Les Comores sont aussi reconnus, comme faisant partie des pays, dont la participation communautaire dans le financement des projets, est relativement importante. On estime en moyenne à 1 milliards de Fc par année, la participation des communautés au financement des projets de développement, ce qui représente 0,5 pour cent du PIB.

2.3.7 Peut-on parler d'effets « Brain Drain » aux Comores ?

Parmi les arguments avancés par les détracteurs des bienfaits de la migration internationale, on retrouve la notion de « fuite des cerveaux» ou le phénomène « Brain Drain ». Le « Brain Drain » ou « l'exode des compétences » est une migration des personnes professionnelles (scientifiques, professeurs, médecins…) d'un pays à un autre, habituellement pour des salaires plus élevés ou pour de meilleures conditions de vie. La situation connue dans le monde au début des années 60 et durant les années 70, était la croissance de la migration des cadres de hauts niveaux de qualification (des scientifiques, des médecins et des ingénieurs), des pays en développement vers les pays développés (USA, Royaume-Uni, Canada et en Australie). Cette expérience fut généralisée au fil des années jusqu'à ce qu'on assiste aujourd'hui dans beaucoup de pays en développement, notamment en Afrique, à des départs massifs des médecins, des ingénieurs et des personnels de hauts niveau vers les pays de l'OCDE. Les raisons sont nombreuses, mais dans la plupart des cas, elles sont motivées vers la recherche des meilleures conditions économiques. Les conséquences ne sont pas négligeables, quand surtout il s'agit généralement des personnels formés sur des subventions des pays pauvres et dont la plupart d'entre eux n'ont pas eu le temps de faire bénéficier leur pays d'origine de leur savoir faire, en guise de compensation aux investissements pour leur formation.

Le problème de l'exode des compétences n'est pas seulement ressenti en nombre d'émigrés mais aussi en termes de dysfonctionnement des systèmes et structures économiques dans le pays d'origine concerné par cette mobilité. Dans une étude sur l'exode des compétences, A.B.Zahlan (1980) a montré que la migration « des compétences » et de « la main d'œuvre qualifiée » à travers les frontières internationales a toujours existé tout au long de l'histoire de la migration internationale. Toutefois la migration des personnes qualifiées issues des pays pauvres vers les pays développés est toute récente. Ainsi, la migration des personnes qualifiées avait été estimée à l'ordre de 100.000 annuellement vers la fin des années 70 et au début des années 80. Une bonne proportion de celles-ci était des européens émigrants aux Etats-Unis. Depuis lors, la majorité de l'exode des compétences à destination de l'Europe et des Etats-Unis est originaire des pays en développement.

En ce qui concerne les Comores, le problème ne se pose pas vraiment en termes d'exode de compétences, car la migration est essentiellement composée des migrants de « basse qualification ». Ce sont généralement des personnes de faible qualification, issues des milieux à faible revenu, à la recherche d'une meilleure vie qui émigrent le plus souvent pour aller s'installer à l'extérieur. Les coûts de la migration étant très élevé, pour une migration individuelle (le migrant ne dispose pas individuellement des revenus suffisants), la famille réunie offre plus de garanties et moins de risques. Le côté positif généralement évoqué du «Brain Drain » est la stimulation à la hausse du niveau de l'éducation engendré par les envois de fonds.
Il est intéressant de savoir si les envois de fonds contribuent à rehausser le niveau de l'éducation aux Comores. Du point de vue empirique, les données de l'enquête des ménages de 2004, révèle que c'est au sein des ménages des migrants qu'on retrouve les proportions élevées des enfants qui font les études secondaires, techniques et supérieures. On trouve par exemple en moyenne 1,36 enfants qui font des études supérieures au sein des ménages bénéficiaires contre 1,19 chez les ménages qui ne bénéficient pas d'envois de fond. Quand au niveau secondaire et technique, on retrouve en moyenne 1,17 enfant et 1,16 enfant inscrit respectivement dans le secondaire et dans la technique, contre 1,16 enfant et 1,10 enfant dans les mêmes disciplines chez les ménages qui ne bénéficient des envois de fonds. Par contre, en ce qui concerne le niveau primaire, on observe en moyenne plus d'enfants par ménage issus des familles «non bénéficiaires des envois de fonds ». Cela peut s'expliquer par le fait que l'éducation primaire étant obligatoire et plus accessible à

tous, l'effet « taille des ménages » joue en faveur des ménages non bénéficiaires des envois de fonds (en moyenne 1,17 enfant au primaire pour les non bénéficiaires des envois contre 1,14 enfant chez les ménages bénéficiaires. Il est à rappeler que la taille moyenne des ménages bénéficiaires est de 5,57, contre 5,88 chez les non bénéficiaires des envois de fonds. La différence des tailles des ménages entre les deux sous échantillons, est significative au seuil 5 pour cent.

2.3.8 Envois de fonds et modélisation macro-économique

En dépit du volume toujours croissant des envois de fonds dans le monde, peu d'attention a été prêtée aux déterminants démographiques, économiques, et financiers de ces flux en faveur de certains pays, ni encore aux conséquences que peuvent engendrer les envois de fonds sur les différents facteurs de développement d'un pays bénéficiaire. Les questions que l'on se pose sont les suivantes : Quels sont les facteurs explicatifs qui font que le volume d'envois de fonds est différent entre les pays ? Quel rôle joue les facteurs tels le niveau de qualification des migrants, le niveau de pauvreté dans les pays d'origine, les crises sociales et politiques, les obligations sociales et traditionnelles, sur le volume des envois de fonds reçus dans le pays d'origine ? En même temps, comment les facteurs politiques économiques, et financiers, tel que le niveau du revenu de pays, des taux d'intérêt, le taux de change affectent ils le niveau des envois de fonds dans les pays ? A plusieurs occasions, des discussions souvent contradictoires se sont déroulés sur les sources de croissance économique des économies en développement[27] . Les sources de croissance économique identifiées et généralement utilisées, sont les suivantes : excédent de travail, investissement d'équipements productifs, technologique, Aide Publique au Développement (APD), Investissement Direct Etranger (IDE), capital humain, recherche et développement. D'autres chercheurs[28], se sont également concentrés sur l'impact des facteurs institutionnels, tels que le rôle de la liberté politique, de l'instabilité politique, de la voix et de la responsabilité, sur la croissance économique et le développement. Et pourtant, les envois de fonds représentent pour beaucoup de pays en voie de développement, des mouvements de capitaux internationaux surpassant l'investissement direct étranger (IDE), les revenus d'exportation, et l'aide publique au développement, Giuliano et Ruiz- Arranz (2005). Il a fallu attendre 2006, avec des études effectuées par la Banque mondiale,

[27] Lewis, 1954; Solow, 1956 ; Chenery et Strout, 1966; Denison, 1967 ; Myrdal, 1968 ; Harris-Todaro, 1970 ; Schultz, 1979 ; Fields, 1980 ; Romer, 1986 ; Lucas, 1988 ; Barro, 1991 ; et Easterly, 2001
[28] Owens (1987), Sen (1990), et Kaufmann, Kray, et Mastruzzi (2006)

démontrant que les envois de fonds se sont développés plus rapidement que l'investissement direct étranger et l'aide au développement, pour que les envois de fonds soient désormais considérés comme un déterminant de la croissance et du développement. Par la suite, les envois de fonds ont commencé à susciter l'attention de plus en plus accrue en raison de leur volume et de leur impact sur les économies des pays bénéficiaires. Selon Gupta (2007), les envois de fonds officiels représentent deux fois la quantité reçue d'aide au développement, par des économies naissantes. Entre 2000 et 2005, les envois de fonds à destination des pays de l'Afrique sub saharienne, ont augmenté de 55 pour cent (équivalent à 7 milliards de $). Durant la même période, le groupe des pays en voie de développement a connu une croissance de 81 pour cent. A la question de savoir si les envois de fonds ont des impacts négatifs ou positifs sur la croissance économique, les avis sont partagés. Toutefois, globalement, les effets positifs des envois de fonds dominent les effets négatifs et la communauté scientifique a plutôt tendance à privilégier les bienfaits des envois des fonds. Les Organisations internationales (Banque mondiale, Organisation internationale du travail, Organisation internationale des migrations), les agences de développement et Organisations non gouvernementales (ONG) considèrent pour leur part, que l'intervention publique peut permettre d'optimiser l'impact des transferts sur les économies d'origine des migrants, en limitant les effets négatifs lorsqu'ils sont reconnus, ou en incorporant les envois de fonds dans les politiques nationales de développement. Cette gestion multiple en acteurs et en dimensions, constitue une véritable « régulation » propre à chaque système, et correspond à une forme privilégiée d'intermédiation des envois de fonds entre le pays d'accueil et le pays d'origine des migrants. Cette régulation fait référence à la fois à un ensemble de politiques publiques instituant un cadre réglementaire et économique, au rôle des prestataires de services financiers (banques et sociétés de transferts d'argent), ainsi qu'à la place de la société civile au travers de l'action d'ONG et/ou d'associations de migrants dans l'intermédiation des transferts.

2.3.8.1 Modèle macroéconomique des envois de fonds

Les effets macro-économiques des envois de fonds ont été longtemps négligés parce qu'ils sont destinés principalement à la consommation et, par conséquent, ont un minimum d'impact sur l'investissement. En d'autres termes, les envois de fonds sont considérés comme étant des ressources compensatoires à destination des

familles qui sont privés d'un manque à gagner du à la migration de ses membres. Néanmoins, Stahl et Arnold (1986) démontrent que l'utilisation des envois de fonds pour la consommation peut avoir un effet positif sur la croissance en raison de leur effet multiplicateur possible. Pour déterminer l'effet sur la croissance économique des envois de fonds et des sources traditionnelles de croissance (capital fixe, capital humain, ouverture vers l'extérieur, aide publique au développement, gouvernance politique), nous allons utiliser une fonction de production log linéaire, de type Cobb Douglas.

$$Ln(GDP_t)=\alpha_0+\alpha_1 Ln(ENV_t)+\alpha_2 Ln(FBCF_t)+\alpha_3 Ln(CAP\_HUM_t)+\alpha_4 Ln(APD_t)+ \alpha_5 Ln(IDE_t)+ \alpha_6 Ln(Ech_t)+\alpha_7 Ln(Gouv_t)+ \varepsilon_t$$

L'opérateur Ln désigne la fonction logarithme népérien

GDP_t : désigne le PIB par habitant

ENV_t : désigne les envois de fonds par habitant, dont l'effet sur la croissance est l'objectif recherché dans cette étude.

$FBCF_t$: désigne le rapport Formation Brute de Capital Fixe sur le PIB. L'effet sur la croissance économique de ce terme est généralement positif

CAP_HUM_t : mesure le capital humain qui représente ici l'effectif scolaire dans le secondaire, prévu avoir un effet positif sur la croissance économique dans les pays en voie de développement[29].

APD_t : désigne l'Aide Publique au Développement par tête. Les partisans de l'aide soutiennent l'idée que les mouvements de capitaux étrangers sont nécessaires pour la croissance économique des pays en développement[30]. D'autre part, les adversaires de l'aide étrangère soulignent que l'Aide Publique au Développement a un effet négatif sur l'épargne domestique et la croissance économique des pays en développement[31].

IDE_t : désigne les Investissements directs étrangers utilisés pour capturer l'effet sur la croissance des investissements extérieurs.

$COMP_t$: désigne la compétitivité extérieure, mesurée par les termes de l'échange (Prix à l'exportation sur les prix à l'importation). Ce terme permet de mesurer l'effet de la compétitivité du commerce extérieur sur la croissance économique.

[29] Schultz, 1980 ; Romer 1986 ; Lucas, 1988 ; et Barro, 1990
[30] Chenery et Strout, 1966 ; Papenek, 1973 ; Levy, 1987 ; et Islam, 1992 ; Fayissa et EL-Kaissy, 1999
[31] Heller, 1975 et Boone, 1994

Logiquement, le signe du coefficient sera positif. Plus le commerce extérieur est compétitif (termes de l'échange croissants), plus la croissance augmente.

$GOUV_t$: désigne le degré de gouvernance politique et économique mesuré ici par une variable binaire qui prend la valeur 0, sur les périodes où le pays n'a pas connu de crise (politique ou économique) et prend la valeur 1 sur les périodes de crise politique ou économique. Owen (1987) et Sen (1999) ont démontré que la liberté (politique, économique, social, transparence et sécurité) est une condition nécessaire pour la croissance économique et le développement. Pour les Comores, l'indicateur de gouvernance est un facteur institutionnel qui permet de capturer l'effet sur la croissance économique des instabilités politiques et économiques. Les années de crise sont notées 1 et les années sans crises 0. Par conséquent, il est prévu que le coefficient de cet indicateur ait un signe négatif.

ε_t : désigne le terme d'erreur

On considérera que ε_t suit une loi normale $N(0,\sigma_\varepsilon^2)$; donc $E(\varepsilon_t)=0$ et $Var(\varepsilon_t)= \sigma_\varepsilon^2$

2.3.8.2 Données et Résultats

La variable dépendante (envoi de fond par habitant) est obtenue à partir des données de la Banque centrale des Comores. Les données sur les variables indépendantes sont issues des bases de données du FMI (données de l'article IV). Les données vont de 1984 à 2010 (27 périodes). Les données de la dernière année (2010) sont des estimations. Certes, la période est relativement courte pour pouvoir s'assurer des bons résultats économétriques. Néanmoins, à défaut de données suffisantes, la prudence est de mise dans l'interprétation finale des résultats.

Tableau 2.24 : Coefficients de régression de l'estimation du modèle de croissance incluant les envois de fonds aux Comores

Variable dépendante Ln (PIB/habitant)

Variables indépendantes	**Description**	**Coefficient**	**T (student)**
Constante		4,932	6,162 (**)
Ln(ENV)	Envois de fonds par habitant	0,090	2,031 (*)
Ln(FBCF)	Formation Brute de Capital Fixe sur le PIB	0,013	0,201
Ln(CAP_HUM)	Capital humain : effectif scolaire dans le secondaire	0,610	6,744 (**)
Ln(APD)	Aide Publique au Développement par habitant	0,013	0,377
Ln(IDE)	Investissements directs étrangers	-0,003	-0,864
Ln(COMP)	Compétitivité : Prix à l'exportation / Prix à l'importation	0,057	3,414 (**)
Ln(GOUV)	Gouvernance politique et économique (1 : année avec crise et 0 : année sans crise)	-0,036	-2,893 (**)

N = 27 DW=1,922
R^2 ajusté : 0,988 * significatif au seuil 5% ** significatif au seuil 1%

Les résultats de l'estimation du modèle de croissance incluant les envois de fonds aux Comores sont résumés dans le tableau 2.24. On observe que les signes des coefficients sont conformes à un modèle classique du type Coob Douglas, et correspondent aux prévisions des signes du modèle théorique.

Le signe du coefficient des « envois de fonds » est positif et significatif. On obtient qu'une augmentation de 10% des envois de fonds par tête, engendre une augmentation de 0,9% du PIB par tête. En ce qui concerne le capital humain (mesuré ici par le nombre des élèves inscrits dans les établissements secondaires), une augmentation de 10% du capital humain engendre une augmentation de 6,1% du PIB par habitant. Le capital humain est de loin la principale source de croissance aux Comores (résultat similaire à celui effectué par Bichaka Fayissa en 2008, sur certains pays africains). Par ailleurs, nous observons que, même si le capital physique et l'Aide publique au développement ont des effets positifs sur la croissance, leurs coefficients ne sont pas significatifs. Quand aux investissements directs étrangers, ils ont un impact négatif sur la croissance, même si le coefficient n'est pas significatif. Il faut noter à ce sujet, que le volume des investissements directs étrangers n'est pas important aux Comores. On observe aussi, que la compétitivité extérieure de l'économie, mesurée ici par les termes de l'échange, a un impact positif et significatif sur la croissance économique aux Comores. Enfin, il faut noter l'impact négatif des crises politiques et économiques sur la croissance économique aux Comores. La variable binaire «GOUV » qui est égal à 1 pendant les années de crise a un coefficient négatif et significatif.

2.4. Mode de transfert des envois de fonds

2.4.1 Le mode de transfert des envois de fonds dans le monde

S'il est difficile aujourd'hui d'évaluer avec exactitude le montant des envois de fonds des migrants dans le monde et au niveau de chaque pays en particulier, c'est parce qu'une part importante des envois de fonds se fait par voie informelle, donc échappe à la comptabilité bancaire. En effet, différentes études empiriques montrent que les envois de fonds effectués par les canaux informels pourraient représenter au moins la moitié des montants estimés officiels. De nos jours, 1 personne sur 10 à travers le monde participe directement aux envois de fonds, soit en envoyant soit en recevant ces fonds. En 2007, on estimait à quelque 125 millions le nombre de travailleurs migrants qui aident de la sorte 500 millions de personnes (BAFD, 2009).

Les études existantes, soulignent que le concept des « envois de fonds » ne renvoie pas uniquement à de opérations individuelles mais correspond à un système intégré et dynamique où chaque acteur, en l'occurrence le migrant, le bénéficiaire, le gouvernement, les intermédiaires financiers formels et les opérateurs financiers informels, a ses motivations et ses stratégies propres. Ce système complexe rencontre des difficultés spécifiques, dont certaines sont liées au système financier existant et ses caractéristiques (en considérant les intermédiaires formels et informels comme parties intégrantes de ce système), tandis que d'autres sont davantage d'ordre social et culturel. Chaque acteur du processus d'envoi de fonds a des besoins particuliers et se heurte à des contraintes.

2.4.1.1 Le comportement des migrants

Le premier objectif du *migrant* consiste à optimiser le volume des ressources transférées de la manière la plus directe, commode, sûre et, dans la mesure du possible, la plus économique. Les contraintes rencontrées par les migrants dans les opérations de transferts de fonds sont les suivantes :

- une confiance limitée dans les intermédiaires financiers due à la non crédibilité et l'instabilité de certains intermédiaires ;
- les taux de change appliqués sont souvent nettement moins favorables que ceux du marché ;
- les produits bancaires et financiers proposés aux migrants par les intermédiaires financiers (banques, IMF, ONG, etc.) ne répondent pas toujours à leurs besoins ;
- la connaissance limitée des produits proposés par les intermédiaires financiers qui ne sont pas suffisamment proactifs ;
- le nombre limité des produits financiers répondant à leurs besoins spécifiques ;
- le temps mis par les banques pour assurer les transferts est trop long ;
- les commissions prélevées sont trop élevées, en particulier par rapport aux montants transférés;
- certains canaux, notamment ceux « informels » sont risqués.

2.4.1.2 Le comportement des bénéficiaires des fonds

Les bénéficiaires des envois de fonds, ont une première préoccupation qui consiste à recevoir les fonds sur une base régulière et, parfois, au besoin, à l'avance. Les produits bancaires et financiers proposés aux bénéficiaires des envois de fonds par les intermédiaires financiers (banques, IMF, ONG, etc.) ne répondent pas à leurs besoins. Les contraintes des bénéficiaires sont les suivantes :

- la couverture géographique des zones non résidentielles où vivent la plupart des bénéficiaires reste très limitée;
- comme pour le migrant, la connaissance des produits proposés par les intermédiaires financiers est aussi limitée.

2.4.1.3 Le comportement des gouvernements des pays d'origine

L'intérêt des gouvernements (des pays d'origine) consiste à optimiser les ressources mobilisées et à élargir leur assiette fiscale. Les contraintes du gouvernement sont les suivantes :

- les systèmes financiers sont inefficaces ;
- les politiques et règlements en vigueur ne permettent pas d'attirer les envois de fonds vers les canaux formels ;
- difficultés d'orienter l'utilisation des envois de fonds à des objectifs de développement.

2.4.1.4 Le comportement des intermédiaires financiers formels

Pour leur part, les intermédiaires financiers formels souhaitent accroître les flux de ressources canalisés par leur biais afin d'accroître leurs recettes. Ce sont aussi une base de capital pour la rétrocession. Les contraintes des intermédiaires financiers sont les suivantes :

- les instruments financiers ne disposent pas des capacités nécessaires pour supporter les flux d'envois de fonds, lorsqu'ils existent ;
- il existe peu ou pas de liens financiers entre le pays de résidence du migrant et son pays d'origine ;
- les capacités et les infrastructures physiques sont limitées, en particulier dans les zones rurales des pays d'origine (dans de nombreux pays, dans un souci de contrôle de leurs coûts de gestion, les banques ne disposent pas de succursales que dans les grandes villes) ;

L'infrastructure disponible est insuffisante pour la mise en œuvre des technologies appropriées à l'effet de mettre à profit les nouveaux produits ou d'établir les liens commerciaux nécessaires ;

- la mise en œuvre du principe « connaître son client » du GAFI est onéreuse. De plus, souvent les migrants et les bénéficiaires des envois de fonds ne disposent pas des documents nécessaires pour remplir les conditions imposées.

2.4.1.5 Le rôle du secteur informel

En ce qui concerne les opérateurs informels, ils ne sont pas organisés et leur objectif est en grande majorité altruiste. Néanmoins, certains opérateurs informels

exigent des commissions pour effectuer leurs opérations. Les contraintes du secteur informel liées aux opérations de transfert d'argent sont les suivantes :

- Il n'existe aucun recours juridique en cas d'abus, dans la mesure où il s'agit d'un secteur non réglementé ;
- Ce secteur fonctionne en toute discrétion, avec peu ou pas de documents ;
- Il n'existe aucun stimulant pour l'amener à se formaliser.

2.4.2 Le mode de transfert des envois de fonds aux Comores

Aux Comores, le mode de transfert le plus dominant est celui de l'informel. D'un ami à un cousin, d'une personne du village à un « inconnu », la confiance règne entre les migrants et les porteurs des fonds. De main en main, des millions d'euros sont transportés chaque année par des individus au bénéfice des familles restées aux Comores. Généralement, les porteurs ne demandent aucune commission, dans la mesure où ils peuvent solliciter le même service un autre jour à l'intéressé ou à un autre porteur. Cette pratique est courante chez tous les migrants qui envoient des fonds aux Comores. En acceptant de ramener des fonds d'autrui aujourd'hui, le porteur tire un bénéfice social de reconnaissance. Il est assuré d'une réciprocité du service rendu. Il s'est ainsi bâti, tout un système d'envois de fonds informels sur la base de connaissance, de reconnaissance, de confiance et d'appartenance à un même pays. Dans l'histoire de ce système informel, il est rare que les fonds n'arrivent pas à destination. L'étroitesse du pays, le fait que tout le monde se connaît, l'honneur à préserver pour les familles et la confiance en l'autre, font qu'il y a très peu de risques qu'un porteur de fonds puisse ne pas remettre aux destinataires les sommes dues. Sinon, c'est toute la famille du porteur qui risque de se « déshonorer » devant la société en cas de non remise de fonds. Il est à rappeler que l'honneur est quelque chose de très précieux chez le comorien. Dans la catastrophe aérienne de la « Yemenia » en 2009, on estime à plus de deux cent mille euros, le montant total qui a disparu avec leur porteur au fonds de la mer. Toutefois, aucune réclamation, ni revendication quelconque n'a été manifestée par les prétendus bénéficiaires, qui malheureusement auraient perdu définitivement cette somme.

Tableau 2.25 : Envois de fonds suivant le mode de transfert

en %							
ANNEE	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**
Envois informels	72	79	80	78	75	79	75
Envois formels	28	21	20	22	25	21	25
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

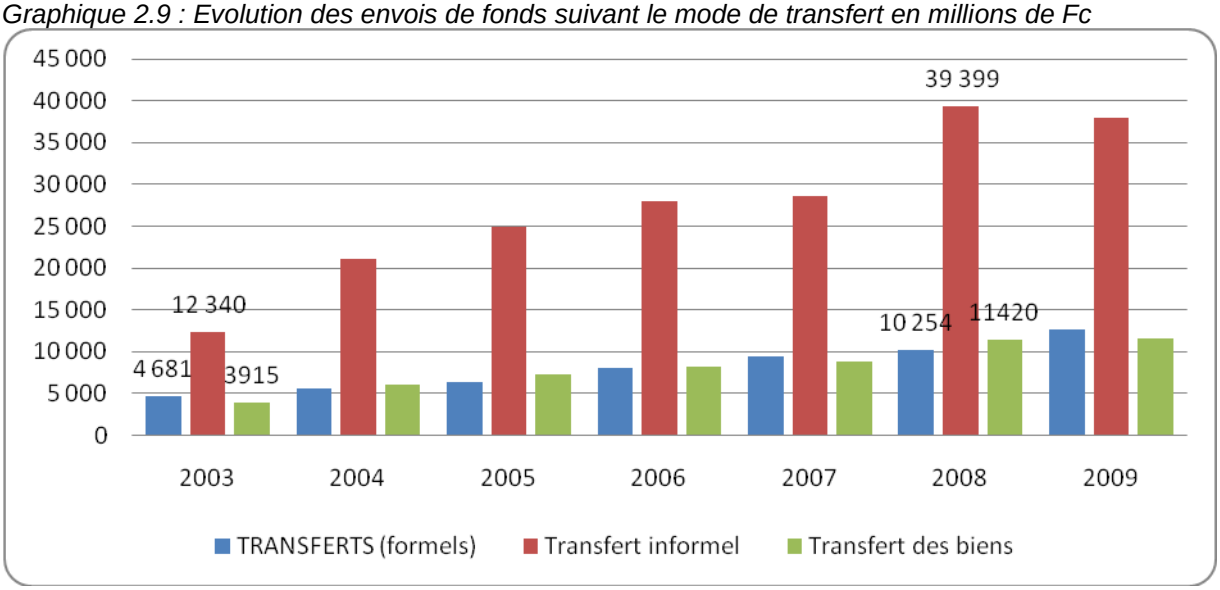
Source : Banque Centrale des Comores

Suivant les estimations de la Banque centrale, les envois de fonds informels représentent entre 70 pour cent et 80 pour cent des envois de fonds de chaque année. Les estimations de la BCC utilisent des méthodes fondées sur les montants des transferts officiels (à travers les institutions de transfert) pour estimer les envois formels, et sur les achats de devises pour estimer les envois informels.

Les transferts formels sont constitués par l'ensemble des envois de fonds des migrants qui transitent par un intermédiaire financier formel (Western Union, Money Gram, Meck, …etc). Les transferts formels ont représenté 22 pour cent de l'ensemble des envois de fonds durant la période 2003 à 2009.

Les transferts informels sont constitués des envois de fonds par les migrants qui ne sont pas comptabilisés ni au départ du pays hôte ni à l'arrivée aux Comores. La Banque centrale utilise deux sources pour estimer les envois de fonds informels : d'une part, elle considère que 75 pour cent des achats de devises constituent des envois de fonds privés informels. D'autre part, elle considère qu'une partie des envois de fonds informels est thésaurisée. Cette partie informelle des envois de fonds thésaurisée est estimée par la Banque centrale comme équivalente entre 15 pour cent et 25 pour cent des achats de devises.

Graphique 2.9 : Evolution des envois de fonds suivant le mode de transfert en millions de Fc



Source : BCC ; estimation des transferts de biens

En ce qui concerne, les transferts des biens, une estimation a été effectuée pour les besoins de cette étude. Sur la base des importations à destination des Comores, une proportion a été calculée par la Banque mondiale en 2003 et qui correspondrait à la part des importations effectuées par les migrants. Cette proportion correspondait à 23 pour cent des envois formels et informels en 2003.

2.4.3 Les coûts de transfert suivant le mode utilisé

Il est essentiel de comprendre les mécanismes qui président aux décisions quant aux modes de transfert utilisés, afin de définir des stratégies adaptées pour réduire la part de transferts informels, et d'améliorer les taux de bancarisation et d'épargne.

Tableau 2.26 : Coûts des transferts pour un montant moyen de 300 Euros au départ de la France

Mode de transfert	Coût	Durée	Condition seuil d'accès
Western Union	29 €	10 mn	Migrant titulaire d'une pièce d'identité
Money Gram	23 €	10mn	Migrant titulaire d'une pièce d'identité
Transfert bancaire	10 €	2 jours	Migrant et bénéficiaire bancarisés
Transfert en espèce	20 €	3 jours	Migrant bancarisé
Mandat Postal	11 €	3 à 5 jours	Migrant titulaire d'une pièce d'identité
Mandat Postal express	17 €	12h	Migrant titulaire d'une pièce d'identité

Source : BAFD, 2008

En effet, il existe une corrélation évidente directe entre le taux de bancarisation, le taux de couverture de la population par les Sociétés de Transferts d'Argent (STA) et les taux de transfert formel. Plus les deux premiers facteurs sont élevés, plus le taux de formalisation est naturellement important. La taille du marché (volume global des envois de fonds), favorisant directement le jeu de la concurrence entre les acteurs, et générant des volumes d'opérations plus importants pour chacun d'entre eux, agit naturellement sur la qualité globale des services. En corrélation, plus le marché est important, plus la tendance à l'utilisation de voies formelles pour les transferts est proportionnellement importante. Comparé au volume des envois de fonds dans les grands pays, celui des Comores (100 millions d'euros en 2008) est relativement faible. Jusqu'à un passé récent, les Comores ne disposaient que d'une seule banque commerciale (elles sont 3 actuellement), dont les performances sont critiquées (3 semaines de délais pour un transfert de compte à compte). Et jusqu'à récemment aussi, un seul STA détenait le monopole d'envois des fonds aux Comores. Du fait

d'une mauvaise couverture géographique bancaire et d'une situation de quasi monopole d'un seul STA (Western Union) qui détenait plus de 95 pour cent du marché, les Comores, sont caractérisées par une prédominance des modes d'acheminement informels (70 à 80 pour cent des transferts). Depuis bientôt deux ans, deux autres STA se sont installés aux Comores pour faciliter les envois de fonds. Nous avons vu précédemment que 76 pour cent des bénéficiaires des envois de fonds aux Comores résident en milieu rural, pendant qu'aucun STA n'est implanté en milieu rural. Le recours à l'informel est donc renforcé par les liens sociaux et communautaires, encourageant une large mutualisation des efforts, en mettant en avant les individus. A noter que dans tous les cas, les critères de choix du mode d'acheminement relève des contraintes des deux parties. Dans l'ordre, d'abord de celles des bénéficiaires, puis ensuite de celles du migrant. La décision du bénéficiaire est orientée par des critères de i) rapidité et ii) d'accessibilité aux fonds (couverture géographique du réseau de distribution). Il indique alors au migrant quelles sont les possibilités existantes dans son environnement, tandis que la décision du migrant porte ensuite principalement sur i) l'accessibilité, ii) les coûts et iii) la sécurité de l'acheminement.

2.5.4 Initiatives internationales sur le mode de transfert des envois de fonds

Compte tenu du rôle important que jouent les envois de fonds dans les pays en développement, tant au niveau microéconomique que sur le plan macroéconomique, et compte tenu des insuffisances liées aux données officielles, le G8 a lancé en 2004 une initiative mondiale sur les envois de fonds. Cette initiative vise à améliorer la collecte de données, à rendre le cadre réglementaire plus propice afin de réduire les coûts des transferts, à réduire le poids du secteur informel et à accroître l'impact en termes de développement de ces transferts. Dans le cadre de cette initiative, le Groupe du Luxembourg a été créé, en 2006, afin de piloter les activités internationales sur la collecte de données et d'aider les pays à améliorer les estimations relatives aux flux d'envois de fonds, dans le cadre des statistiques sur la balance des paiements. Trois principales approches sont actuellement utilisées pour canaliser les envois de fonds des migrants :

1 – L'approche anglo-saxonne : elle se concentre sur les modes et coûts des transferts, avec une logique de fluidification du marché, par stimulation de la concurrence et des innovations techniques et financières. Elle repose sur le postulat

que la réduction des coûts et la levée des obstacles à la libre concurrence permettrait d'augmenter le volume global des fonds utilisables par les bénéficiaires (chaque point gagné représenterait des envois de fonds en plus), et d'inciter les opérateurs à plus de performances et d'innovations vis-à-vis de la clientèle. Cette stratégie permet aussi de réduire très fortement la part des transferts informels en améliorant sensiblement le rapport qualité / prix des transferts formels. Adoptée récemment par l'Italie, cette stratégie a permis de résorber plus de 30 pour cent de la part de l'informel au départ de ce pays, et de réduire de moitié le coût des STA.

2 – L'approche d'inspiration hispanique : elle est largement développée par le Maroc et dans l'espace lusophone. Elle met l'accent sur la bancarisation des migrants eux-mêmes, et part du postulat que cette niche de marché représente un pôle de croissance important dans un contexte de stagnation du marché bancaire. La logique qui prévaut, consiste à proposer aux migrants un panel de prestations bancaires utilisables dans le pays d'origine comme dans le pays d'accueil, aux mêmes conditions que sur le marché du pays d'accueil, et sur des thématiques spécifiques qui intéressent cette catégorie de population (principalement le logement, les compléments aux retraites, les assurances santé et les rapatriements des corps en cas de décès). La politique consiste à prélever des commissions aussi faibles que possible sur les transferts vers l'étranger, devenant alors un produit d'appel, parfois à perte, afin de drainer cette clientèle et de l'inciter à épargner.

3 – La troisième approche a prévalu dans les pays francophones. Elle a consisté à mettre davantage l'accent sur l'utilisation des fonds dans le cadre de cofinancement de projets s'inscrivant dans une problématique de co-développement. Cela consiste à inciter les migrants et les bénéficiaires à utiliser une partie des fonds pour réaliser des investissements communautaires ou productifs en bénéficiant de cofinancement sous forme de subventions publiques (parfois assorties de conditions de retour dans les pays d'origine). Le dispositif a été longuement mis au point au Mali, dans la région de Kayes, dés le début des années 70 par les ONG spécialisées (à l'initiative notamment du GRDR à l'origine, puis du CFSI dans les années 90). L'étude montre que cette démarche a eu un impact significatif sur la durée. Ainsi, le nombre de familles utilisant des fonds pour le financement des infrastructures communautaires, est 5 fois supérieur au Mali qu'au Sénégal voisin. Cependant, le résultat est plus mitigé en ce qui concerne l'efficacité de l'investissement productif et la création d'entreprises. Utilisé récemment aux Comores (depuis 2006), cette approche est en

phase d'expérimentation avec le projet Co-développement financé par la coopération française et l'AFD. Trois volets importants forment le projet :

- Projet communautaire : les migrants comoriens vivant en France, en relation avec leur communauté d'origine vivant aux Comores, identifient des projets prioritaires. Ces projets, une fois sélectionnés par un comité de , sont financés à 70 pour cent par l'AFD et 30 pour cent par les migrants.
- Assistance technique des migrants : Les migrants comoriens ayant une qualification et dont la sollicitation est exprimée par une institution de développement aux Comores, est recruté comme expert pour les Comores. L'objectif est d'inciter progressivement les migrants au retour, à travers l'établissement des relations avec le milieu professionnel aux Comores. Il est à noter que cet aspect du co développement, ne concerne qu'une partie infime des migrants, car il s'adresse plus à des cadres qui ne représentent que près de 6 pour cent des migrants (tableau 2.8).
- Prêt pour une installation : Les migrants qui désirent investir aux Comores et qui disposent des projets bancables, bénéficient d'un prêt concessionnel et d'un don destinés à financer leurs projets.

2.6 Organisation sociale et rôle joué par les envois de fonds

Récente, la migration comorienne vers la France s'enracine dans une tradition migratoire plus ancienne, orientée essentiellement vers des pays voisins de l'archipel dans l'océan Indien. Certaines caractéristiques demeurent inchangées et, en particulier, on observe que la Grande Comore reste l'île d'origine d'une grande majorité de migrants. Ainsi, la migration Comores-France se révèle être plutôt une migration Grande Comore-France qui prend source dans une organisation sociale originale, fondée sur l'accomplissement de la coutume du Grand mariage**.** Le profil de cette population comorienne migrante vivant en majorité en France, est façonné par le passage d'une migration temporaire, concernant des hommes seuls, (des navigateurs à l'origine) à une migration plus durable, avec l'arrivée croissante des femmes et la constitution des familles. Bien que la durée de la migration tend à être plus longue chez la plupart des migrants (jusqu'à l'âge de la retraite et même au-delà), le retour au pays natal est un objectif fixé pour tous. Cet objectif de retour aux Comores, explique l'attachement et la participation des migrants à la vie sociale et

traditionnelle des Comores, marquée profondément par l'accomplissement des obligations sociales, entre autres le «Grand mariage».

2.6.1 Structure et organisation de la société comorienne, et importance de la tradition

Pour bien comprendre les traditions comoriennes, le recours à l'histoire est indispensable. En effet, c'est sur la base des cultures apportées par les immigrants venus d'horizons divers depuis des temps immémoriaux que les Comoriens ont élaboré leur propre modèle culturel, synthèse originale, écartelée entre sa sublimation de l'idéal arabo-musulman et sa nature profondément bantoue. Cette histoire, selon les données les plus fiables de l'archéologie, daterait du VIII ème siècle de notre ère. La tradition orale atteste une présence humaine plus ancienne, et continue originaire du Golfe arabo-persique et de l'Afrique de l'est. Selon de nombreux indices, et en se référant à la configuration actuelle de ces pays, ces vagues migratoires sont venues d'Iran, d'Oman, du Yémen, des Emirats Arabes Unis, d'Indonésie, de Madagascar, de l'Inde et surtout du Mozambique. La famille est le socle de l'organisation et du fonctionnement de la société. Héritée des Chiraziens[32] qui ont fondé les sultanats sur un système héréditaire en lignée, la famille prolonge son influence dans la communauté, dans la société et jusque dans le système politique. La société comorienne est très hiérarchisée, surtout en Grande Comore. Cette stratification s'exprime en groupes d'âges. Les membres qui composent ces groupes sont choisis en fonction de leur statut social acquis dans l'accomplissement d'un certain nombre d'actes sociaux bien déterminés. On retrouve trois grandes classes hiérarchiques :

- au sommet de l'échelle sociale se placent : les « Wandru Wadzima », littéralement « les personnes accomplies ». Ce sont les personnes qui ont accompli le grand-mariage. Le grand mariage est considéré comme l'accomplissement suprême de l'individu.
- au niveau intermédiaire, se trouve le groupe des « Wanamdji », qui sont généralement des jeunes âgés entre 25 et 40 ans. Ces personnes se sont engagées dans le processus du grand-mariage, mais ne l'ont cependant pas encore accompli.

[32] Originaires de la ville de Shiraz en Perse (actuel Iran)

- le bas de l'échelle, est occupé par tous ceux qui, quel que soit leur âge et pour des raisons personnelles, sociales ou de conscience, n'ont encore franchi aucune étape du processus.

Cette organisation confère, à ces groupes sociaux des droits et des privilèges essentiels, ainsi que des pouvoirs spécifiques à chacun d'eux au sein de la société. Le poids des notables dans la vie sociale et même politique est considérable. Dans les autres îles, la situation est moins hiérarchisée, donc plus souple. N'empêche, dans l'ensemble, les mécanismes sociaux se fondent sur les mêmes principes. Aux Comores, on travaille pour subvenir d'abord aux besoins de sa famille en biens et services essentiels. Ensuite, l'argent épargné ou emprunté est affecté en priorité aux dépenses sociales et traditionnelles qui sont : le grand mariage, le pèlerinage à la Mecque, les funérailles, les naissances, et les projets communautaires. C'est pour des raisons sociologiques et psychologiques que les comoriens accordent une priorité aux dépenses à caractère traditionnel. En effet, la société comorienne telle qu'elle est organisée, considère les évènements tels que le mariage, les funérailles et les naissances qui peuvent paraitre à priori du domaine privé familial comme des devoirs citoyens. Ces évènements sont régis par la société suivant des normes établies, que tout un chacun, a le devoir de respecter s'il attache une importance à son intégration et celle de sa famille au sein de la société.

2.6.2 Nature et importance des dépenses liées à l'organisation sociale

Entre 50 et 70 pour cent des envois de fonds de la diaspora est destiné à financer des festivités relatives à des obligations coutumières, notamment le «grand mariage». En fait, quelle que soit la valeur des capitaux financiers, physiques ou humains que dispose le comorien, il n'est considéré comme « un homme entier » dans la société, que lorsqu'il aurait accompli le grand mariage. Certes, ce sont pour l'instant les migrants de la première génération qui transfèrent le plus aux Comores, parce que l'attachement à la tradition et à la société comorienne est le plus fort. En revanche, rien n'est encore sûr, en ce qui concerne le comportement des comoriens des nouvelles générations nées en France. Auront-ils le même comportement que leurs parents ? La transposition des pratiques traditionnelles des Comores par les

jeunes comoriens vivant en France, laisse présager que la relève pourrait être assurée pour encore longtemps.

2.6.2.1 Les dépenses liées au Grand Mariage :

« Même si tu es pauvre, tu peux faire ton grand mariage », dirait un « Grand Comorien ». Cette phrase reflète une réalité sociale, celle de l'endettement qui est caractéristique des échanges économiques coutumiers. Nul besoin qu'un homme amasse une fortune afin d'effectuer les dépenses liées au grand mariage, car dès l'annonce de son mariage, il reçoit les contributions financières des membres de son entourage.

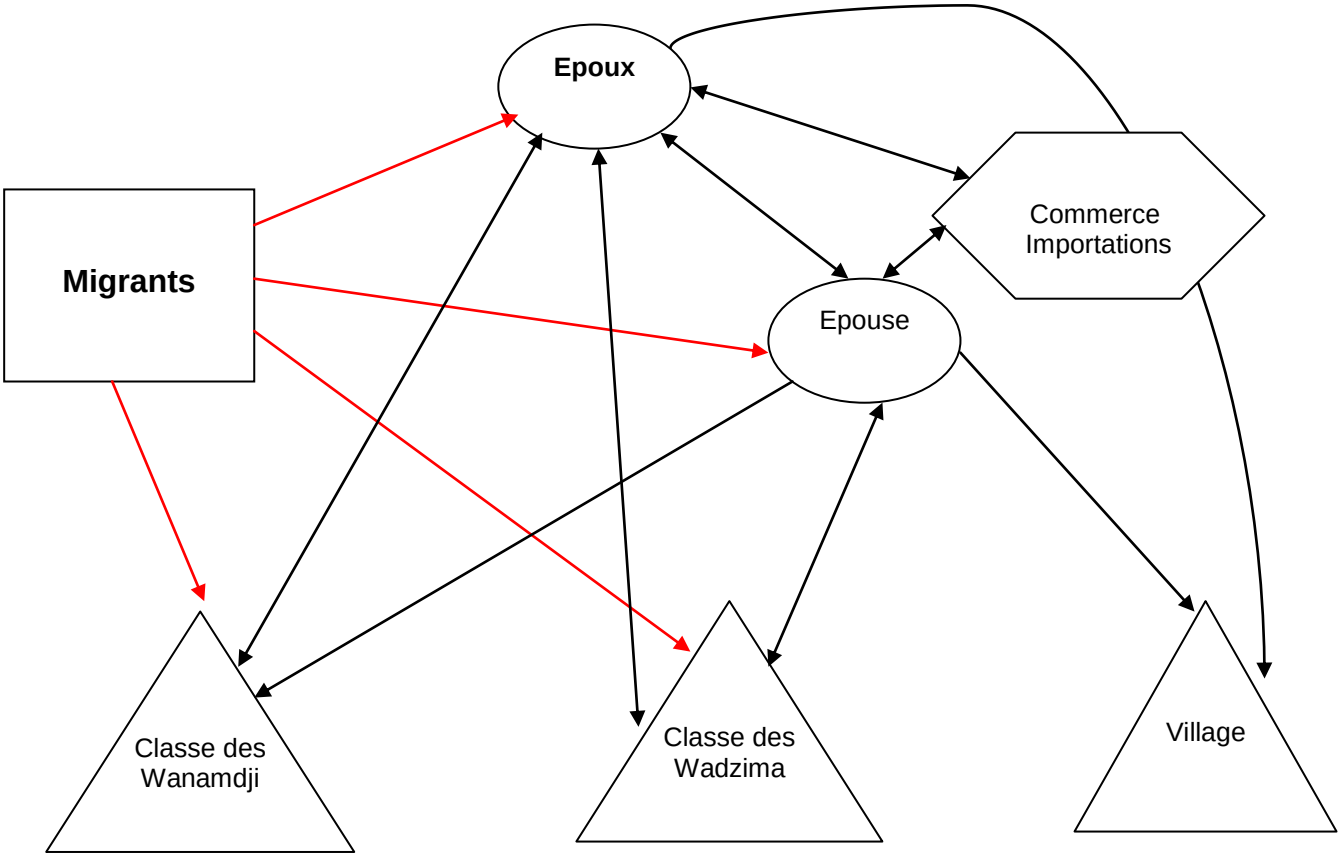
L'origine du *« Grand mariage » ou « Anda »* remonterait aux temps des premiers peuplements des Comores vers le début du premier millénaire ap. J.-C., Walker [2000]. Venus de la côte orientale d'Afrique, ces immigrés ont apporté une institution typiquement est-africaine, celle des classes d'âge ; c'est ce système que l'on retrouve actuellement, sous des formes légèrement différentes, sur les quatre îles des Comores. En Grande Comore, l'institution a subi l'influence d'un apport islamique important, géographiquement diffus qui, à travers l'île, a établi le mariage comme événement essentiel dans une progression de classe en classe. La tradition veut que tout homme dans l'âge et qui dispose de la possibilité financière, épouse une femme (de préférence du même village que lui). Le grand mariage correspond à un rite de passage d'un groupe générationnel à l'autre et donne lieu à l'accomplissement des différentes cérémonies rituelles ostentatoires dont la liste est codifiée mais dont le contenu n'est pas limité. Cette coutume très dispendieuse est souvent l'objectif d'une vie. Car le grand mariage ne se limite pas à soi-même, le « grand marié » doit ensuite organiser les grands mariages de ses enfants, de ses nièces et de ses neveux. C'est après avoir accompli tout ce chemin parsemé de dépenses, qu'un homme achève « son voyage coutumier ». Un voyage qui prend fin généralement à un âge très avancé pour certains. Quand à ceux dont l'espérance de vie n'est pas longue, le « voyage coutumier » n'aboutira pas à sa fin. Ces cérémonies renforcent (ou contraignent à renforcer) les liens familiaux, inter communautaires ou de voisinage. Combien coûte un grand mariage ? Aucune étude concrète, aboutissant à une vraie estimation du coût du grand mariage n'a encore été réalisée jusque là. Rouveyran et Djabiri [1968] ont été les premiers à tenter une estimation des coûts des dépenses de certains évènements du grand mariage. Ils ont par exemple estimé à 30 000 Fc (60 euros) la dot et à 25000 Fc (50 euros) les

cadeaux pour l'époux à l'époque. La première critique faite à cette première étude est qu'elle aurait sous estimé les dépenses réelles de l'époque, car des années auparavant, la dot de la femme et les cadeaux destinés à l'époux étaient déjà évalués respectivement à 150 000Fc (300 euros) et à 100 000 Fc (200 euros). Une autre critique à l'endroit de cette première étude est le fait qu'elle n'a pas établi le coût global du grand mariage, ni quantifié les frais des événements (achats des services et produits), ni chiffré les échanges périphériques au mariage. Quelques années plus tard, Shepherd [1977] estimait les frais d'un mariage à quelque 5 millions de francs. Ensuite Ali Soilihi (ancien Président des Comores de 1975 à 1978), tout en dénonçant le caractère ostentatoire du grand mariage avançait le chiffre global de 10 millions de francs, Lafon [1990]. Mais ni l'un ni l'autre n'ont dévoilé leur mode de calcul. Toutefois, ces sommes semblent en proportion avec les chiffres avancés actuellement, compte tenu de l'inflation : avec un PNB par personne 7,7 fois plus élevé actuellement qu'il y 33 ans (1977), ces mêmes chiffres s'élèveraient aujourd'hui entre 38 millions de francs (77 000 euros) et 76 millions de francs (154 000 euros). Plus récente encore, une étude FNUAP/FAO faite sur un village de la Grande Comore à Bangwa Kouni (cité dans un rapport de Decock, dont un extrait se trouve en annexe VI de Chouzour [1989]) donnait de nombreux détails en chiffrant un mariage et en dénommant les dépenses de chaque côté, famille de l'époux et famille de l'épouse. Les dépenses de la première s'élevaient à 3 563 950 Fc (7244 euros), celles de la seconde à 2 155 000 Fc (4 380 euros) – un total de quelque 5,7 millions de francs (11624 euros). Ce chiffre ne tenait compte que des dépenses proprement dites du mariage, c'est-à-dire les échanges directs, dans un laps de temps bien défini. Il est clair que chiffrer un mariage d'une telle façon suscite bien des commentaires. Un exemple plus pertinent est celui des frais de déplacements pour le mariage : un couple venant de France pour faire son grand mariage, accompagné de ses enfants, de son frère de sa femme et de leurs enfants, va collectivement payer quelques millions de francs pour les billets d'avion qui vont donc apparaître comme frais de mariage. Mais ce n'est pas tout, les membres de famille de l'époux et de l'épouse qui sont un peu éparpillés dans le monde feront le voyage en se rendant aux Comores. IL n'y a pas seulement les membres des familles qui vont honorer ce grand évènement, car les amis proches des deux côtés de la famille feront aussi le voyage. Il n'y pas que les billets d'avion qui vont engendrer des dépenses chez les migrants, en effet, toutes les personnes qui feront le voyage emmènent avec eux des sommes qu'elles vont dépenser au cours du mariage. En effet, pour un grand mariage, il y a au minimum dix personnes

membres de la famille et amis proches qui font le déplacement. On observe ainsi, que toutes les transactions nées dans le processus d'un grand mariage rendent difficile l'évaluation globale du coût d'un grand mariage. Toutefois, il est toujours utile de comprendre la nature et le cycle des prestations pour pouvoir avoir une idée du coût que pourrait représenter un grand mariage.

2.6.2.2 Schéma simplifié des mouvements de dépenses effectuées au cours d'un grand mariage

Graphique 2.10 : Cycle des dépenses d'un grand mariage

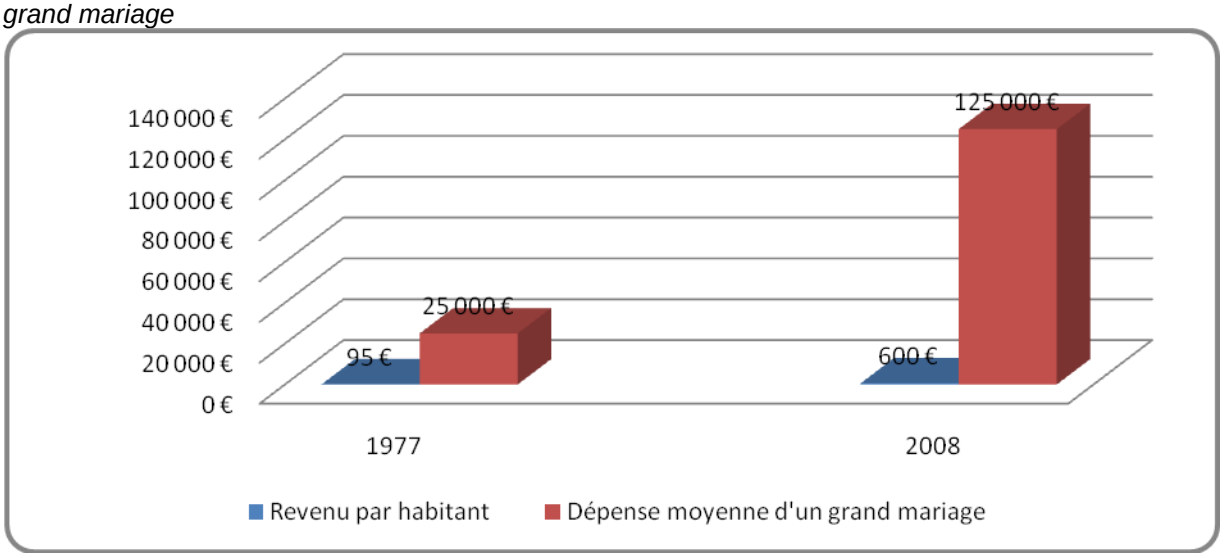


Le schéma ci-dessus indique les principaux échanges en argent, en biens et en services entre les différents acteurs du «grand mariage». Nous observons que certains échanges sont à sens unique, notamment les envois de fonds des migrants vers les « époux », les envois des migrants vers la classe des « wanamdji »[33] et les envois des migrants vers la classe des «wadzima»[34]. Cela s'explique par le fait que les migrants participent financièrement à quatre niveaux lors d'un grand mariage : en premier lieu, auprès de l'époux qui dispose au sein des migrants des membres de sa famille. En deuxième lieu auprès de l'épouse qui aussi trouve des membres de sa famille au sein de la diaspora. En troisième lieu, les migrants envoient des fonds

[33] Désigne la classe des hommes qui n'ont pas encore accompli le Grand mariage
[34] Désigne la classe des hommes qui ont accompli le Grand mariage

auprès de leurs proches appartenant à la classe des « wanamdji » qui vont participer sous forme de prêts aux époux qui accomplissent le grand mariage. Enfin, en quatrième lieu, les migrants envoient des fonds à leurs proches de la classe des « wadzima » qui participent également au financement du grand mariage des futurs époux, soit sous forme de prêts, ou bien sous forme de remboursements d'emprunts (contractés lors de leurs grands mariages). Il n'est pas aussi simple comme l'indique le nom du schéma, de pouvoir comptabiliser toutes les transactions ou échanges qui ont lieu lors des grands mariages. Les ramifications des participations financières et des participations en biens et services sont nombreuses qu'il est assez délicat de pouvoir chiffrer les dépenses réelles effectuées lors d'un grand mariage. Ces participations peuvent avoir lieu pendant la période du grand mariage (quarante jours) ou bien durant des années précédant le grand mariage. Partant d'un échantillon d'une centaine des personnes ayant accompli le grand mariage en 2008, il s'ensuit que les dépenses moyennes occasionnées par les « grands mariés» lors des grands mariages, variaient entre 20 000 euros et 100 000 euros. Ces chiffres sont obtenus auprès des époux qui ont contracté des « prêts » ou ont participé à des « tontines » en vue de financer leur mariage. Ces dépenses ne prennent évidemment pas en compte les investissements réalisés initialement comme les travaux préliminaires de construction des maisons. Ces chiffres ne tiennent pas aussi en compte les diverses participations des uns et des autres.

Graphique 2.11 Evolution comparative des revenus par habitant et des dépenses maximales d'un grand mariage



Source : estimation pour l'étude

La disponibilité de cette somme largement supérieure à la moyenne des épargnes des époux est rendue possible par l'existence d'un système de contribution, de

cotisation sociale qui à travers des dons, des prêts et remboursements participent à boucler le budget du grand mariage. Si l'on compare le coût excessif occasionné par un grand mariage, revenu moyen des comoriens (un PIB par habitant de 600$ usd), on se rend compte qu'il faut beaucoup d'années, voire des décennies d'épargne, et pour certains toute une vie pour pouvoir accomplir un grand mariage. D'autant plus que les étapes préliminaires de préparation à cet évènement, engendrent aussi des dépenses et qui ne sont pas les moindres. La plus couteuse est celle de la construction et l'ameublement par la future épouse de sa demeure. Cette maison doit répondre aux normes des nouvelles constructions de l'époque, généralement celles des classes de revenus moyens ou supérieurs. Des constructions, qui parfois durent des décennies. Traditionnellement, il est de coutume que dès la naissance d'une fille, l'on commence déjà à songer lui acheter un terrain en vue d'une construction. Autrefois, les personnes qui effectuaient le grand mariage étaient des personnes âgées (le temps de constituer une épargne). Aujourd'hui, cette durée d'attente se trouve considérablement réduite grâce à l'apport des envois de fonds des migrants et au système de prêt. Presque, la totalité des grands mariages trouve aujourd'hui, une part importante de leur financement dans les envois de fonds des migrants. C'est pourquoi, il est de tradition que les grands mariages se déroulent entre juin et septembre (période des vacances des migrants) afin de bénéficier de la présence physique et de la participation financière des membres des familles des futurs époux vivant à l'étranger. Certaines études empiriques avancent deux sources de financement pour le grand mariage : une part financée par l'épargne individuelle (environ 40 pour cent) et une autre part financée par des droits sociaux (environ 60 pour cent). Le cycle de grand mariage peut être alors considéré comme un système d'épargne social dont le capital initial est le grand mariage et les rendements sont des droits et avantages sociaux. La constitution d'épargne pour subvenir aux mariages des membres de la famille est une étape essentielle dans la préparation du grand mariage. Elle constitue une des motivations à la migration des comoriens en France dont la différence de niveau de revenus entre les deux pays est un critère important.

2.6.2.3 Les autres dépenses traditionnelles (funérailles, naissances et pèlerinages à la Mecque)

Par ailleurs, la naissance comme le décès ou le pèlerinage à la Mecque, donnent aussi lieu à des cérémonies socialement établies et qui dépassent le cadre

familial. Comme pour le grand mariage, ces évènements engendrent bien évidemment des dépenses importantes et sont à l'origine des envois de fonds des migrants. De la grossesse à la naissance, plusieurs cérémonies se déroulent pour marquer le futur événement. Ainsi au cinquième et septième mois de grossesse, plusieurs festivités religieuses et traditionnelles sont organisées par la famille de la « future mère » à l'intention de la communauté villageoise entière (une façon d'annoncer le futur évènement qui est la naissance). Un évènement qui mobilise aussi toute la communauté villageoise est l'organisation des funérailles. Quand on parle de funérailles ici, il ne s'agit pas seulement des éléments qui doivent être réunis pour les obsèques, mais il s'agit surtout des sommes d'argent qu'il faut distribuer aux « institutions sociales » le jour des obsèques et les jours suivants les obsèques jusqu'au quarantième jour, conformément aux normes sociales établies. Par exemple, il faut prévoir de l'argent pour la « mosquée », de l'argent pour la communauté, de l'argent pour toutes les grandes villes et grands villages (quand il s'agit d'un notable ayant atteint la stature de la notabilité et de la sagesse). Il faut aussi de l'argent pour le septième, neuvième jour et quarantième jour, suivant le décès. Les commémorations annuelles des décès engendrent aussi des dépenses. La liste sera longue, si l'on veut énumérer toutes les dépenses liées aux obligations sociales, suite à un décès. Les dépenses liées aux funérailles varient suivant le rang social de la personne décédée. On observe quelque fois des situations inédites où la famille du défunt s'abstient d'annoncer le décès avant d'avoir réuni la somme d'argent nécessaire pour l'organisation des funérailles. Le pèlerinage à la Mecque (un des cinq piliers de l'Islam) est considéré aux Comores suivant deux aspects : (i) l'aspect religieux comme faisant partie des cinq piliers de l'Islam et (ii) surtout l'aspect social et traditionnel. Dans cette optique, l'envoi des parents à la Mecque fait partie des obligations sociales de la société comorienne. Le mérite d'un comorien est évalué sur la base de ses réalisations sociales (avoir accompli le grand mariage, avoir envoyé ses parents à la Mecque, avoir organisé des funérailles conformes aux normes sociales…etc) .

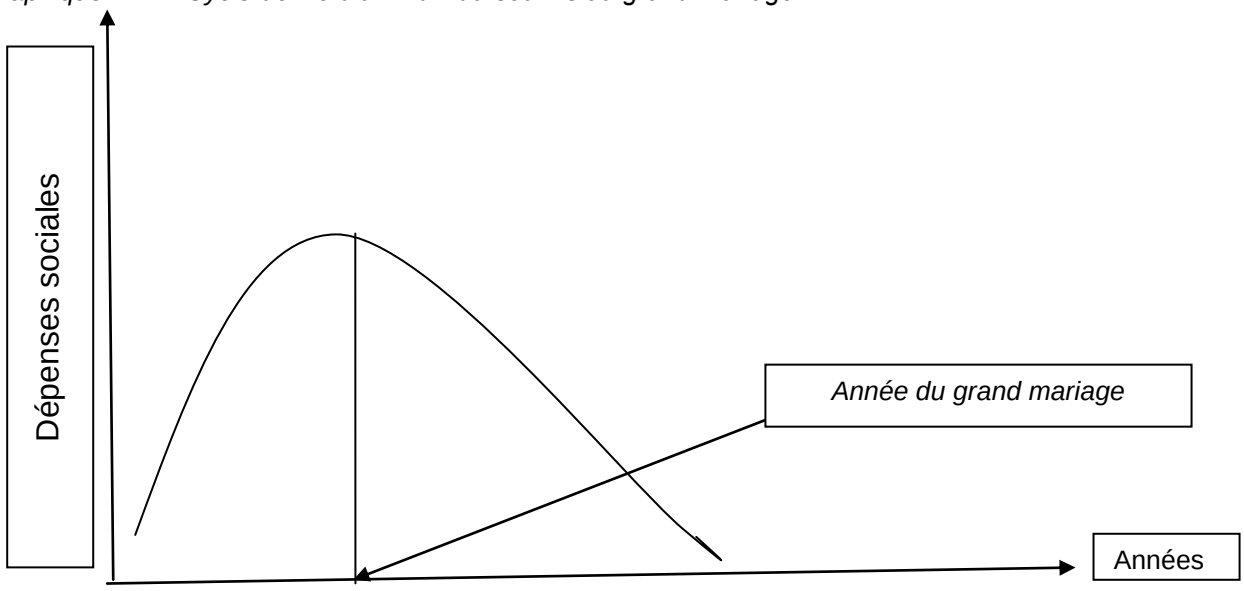
2.6.3 Le rôle joué par les envois de fonds dans le recouvrement des coûts sociaux

Une fois accompli le devoir coutumier, le « grand marié » peut bénéficier des avantages sociaux que d'autres n'ont pas droit. Ainsi par exemple, le «grand marié » peut :

- influer sur l'organisation de la cité ;
- participer aux prises des décisions qui engagent la communauté locale ;
- prendre la parole dans les réunions publiques ;
- bénéficier d'une place de choix dans toutes les festivités ;
- porter les habits d'apparat réservés spécialement à ceux qui ont fait le grand mariage ;
- bénéficier de l'argent, des aliments et autres cadeaux distribués lors des cérémonies des autres grands mariages ;
- bénéficier facilement des crédits communautaires ;

Ainsi, les dépenses sociales à caractère traditionnel constituent pour le comorien un capital social dont les rendements sont accessibles une fois que la personne ait accompli ses obligations sociales, notamment le « grand mariage ». Si on peut subdiviser la période de vie d'un comorien en deux, nous distinguerons deux phases de son cycle de vie. Une première phase d'avant le grand mariage et une deuxième phase après « le grand mariage ». Pendant la première période, l'individu épargne et participe à différentes cotisations sociales. Il sera remboursé le jour de son grand mariage. Pendant la période qui suit le grand mariage, l'individu désépargne (reçoit les dividendes monétaires et sociales de ses investissements sociaux). On peut caractériser cette vie à deux périodes par une courbe en U renversé.

Graphique 2.12 : Cycle de vie d'un individu soumis au grand mariage



2.7 Conclusion du chapitre II

Ce chapitre a traité de l'importance des envois des fonds dans la vie des ménages comoriens, dans l'économie nationale, dans l'organisation sociale des Comores. L'analyse microéconomique des envois de fonds, a révélé que c'est au sein des ménages pauvres que l'on retrouve la plus forte proportion des ménages « bénéficiaires des envois de fonds ». Ce sont aussi les ménages pauvres qui bénéficient le plus d'envois de fonds en termes de montant. Et cela n'est pas une surprise, si ce sont les ménages sans niveau d'instruction qui bénéficient le plus des envois de fonds. L'analyse des déterminants des envois de fonds par un modèle logistique a donné les résultats suivants : les ménages dirigés par les femmes ont plus de chance de recevoir des envois de fonds. Le niveau d'instruction influe négativement sur les envois de fonds. En prenant comme base les « apprentis et aides familiales », ce sont les salariés protégés et non protégés qui ont le plus de chance de recevoir des fonds, suivis des agriculteurs vivriers et des micro entrepreneurs.

Le modèle logistique ainsi développé a permis de tester si les envois de fonds aux Comores obéissent à une motivation altruiste pure. Le coefficient du revenu des ménages est positif et significatif, cela dit qu'il y a en plus de l'altruisme pur, d'autres motifs qui expliquent les envois de fonds aux Comores. On peut qualifier cette situation, d'altruisme tempéré, pour reprendre l'expression de Lucas et Stark [1985]. En effet, les projets personnels comme le « grand mariage » sont des motifs d'envois de fonds qui viennent s'ajouter aux motifs d'altruisme. Le signe positif du coefficient du revenu des ménages explique cet aspect d'altruisme tempéré (d'autres facteurs qui s'ajoutent aux coefficients classiques du modèle macro économique).

Au niveau du volume des envois de fonds, une analyse fondée sur un modèle de type « contrat implicite entre le migrant et la famille d'origine » a abouti aux résultats suivants : les migrants ont une préférence pour le présent ($\rho 1<0$), et de même la famille d'origine a une préférence pour leur présent ($\rho 2>0$). En effet, les migrants désépargnent l'équivalent de 1,36 à 11,66 fois son excédent d'épargne pour les envois de fonds. Parallèlement, la demande de la famille en « fonds de l'extérieur » est excédentaire de 1,17 à 3,99 fois le niveau minimum requis des envois de fonds. Par ailleurs, on observe que les dépenses sociales (mariage, funérailles…etc) influent positivement sur le montant des envois de fonds. Et bien

entendu, la pauvreté des ménages surtout de la Grande Comore détermine positivement le montant des envois de fonds.

Sur le plan macroéconomique, une estimation économétrique, fondée sur une fonction de type Cobb Douglas a été réalisée pour déterminer l'impact des envois de fonds, ainsi que d'autres indicateurs extérieurs (aide publique au développement, les investissements directs étrangers), sur le niveau de la croissance économique. Les résultats ont montré qu'une augmentation de 10% des envois de fonds par tête accroit le PIB par tête de 0,9%. Le capital humain et les termes de l'échange influent également positivement sur la croissance. Quand à l'aide publique et les investissements, leurs effets sur la croissance économique sont mitigés. Bien que positifs, les coefficients ne sont pas significatifs. Un fait intéressant est l'impact négatif des crises politiques et économiques sur la croissance économique. Ainsi les années marquées par des crises ont une influence négative sur la croissance économique. Ceci confirme les thèse d'Owens (1987), de Sen (1990), de Kaufmann, de Kray, et de Mastruzzi (2006)qui ont tous démontré que les facteurs institutionnels tels que le rôle de la liberté politique, de l'instabilité politique, de la voix et de la responsabilité ont tous des impacts négatifs sur la croissance économique et le développement.

Il a été aussi constaté qu'environ 75 % des envois de fonds à destination des Comores se font par voie informelle, donc non comptabilisés par des structures officielles ni au départ et ni à l'arrivée aux Comores. Ainsi, malgré le volume important de ces envois de fonds, il n'est pas possible de connaitre avec exactitude le montant exact des envois de fonds. D'où la nécessité de procéder à des méthodes d'estimation pour disposer du montant des envois de fonds. La Banque centrale des Comores procède à des estimations des envois informels sur la base des achats de devises.

A la question de savoir les vraies motivations de ces envois de fonds par les migrants comoriens qui dépassent souvent leur capacité de revenus. La réponse réside dans la valeur qu'attachent les migrants, dans l'organisation sociale et traditionnelle comorienne. « Devenir un homme entier » nécessite un parcours qui à chaque étape constitue une dépense. Le cumul de toutes les dépenses peut paraître faramineux et hors portée d'une famille « de bas revenu ». Mais la solidarité communautaire joue beaucoup. Ce qui explique l'adage qui dit que *« Même si tu es pauvre, tu peux faire ton grand mariage. Nul besoin qu'un homme amasse une fortune afin d'effectuer les dépenses liées au grand mariage, car dès l'annonce de son mariage, il reçoit les contributions financières des membres de son entourage. »*

L’énormité des montants dépensés constitue aussi le prix à payer pour acquérir une valeur sociale inestimable «l’honneur ».

Dans le chapitre III et IV, nous allons voir dans quelle mesure les envois de fonds réduisent- ils la pauvreté monétaire et la pauvreté non monétaire aux Comores.

Chapitre III: Impacts des envois de fonds sur la pauvreté monétaire aux Comores

3.1 Introduction du chapitre III

Il a été souligné dans le chapitre II que les envois de fonds extérieurs à destination des ménages ont des implications micro et macro économiques, mais aussi sociales aux Comores. Dans ce chapitre III, il sera question d'analyser l'impact des envois de fonds sur la pauvreté monétaire et les inégalités des ménages. Nous allons utiliser deux approches : la première sera descriptive et utilisera les dépenses observées des ménages. La deuxième sera économétrique, fondée sur une estimation des dépenses des ménages non bénéficiaires des envois de fonds. Les résultats de l'estimation seront appliqués à l'ensemble des ménages en faisant une première hypothèse qu'il n'y a pas eu de migration donc, pas d'envois de fonds extérieurs. Un certain nombre d'autres hypothèses méthodologiques seront testées au cours des étapes de la résolution économétrique de cette deuxième approche. L'on calculera dans les deux approches, des indices de pauvreté monétaires, des ménages suivant les deux situations suivantes : (i) en excluant les envois de fonds dans les dépenses observées et estimées des ménages et ensuite en incluant les envois de fonds dans les dépenses observées et estimées des ménages. Ensuite, le calcul des variations d'indices de pauvreté permettra d'apprécier le niveau d'impact des envois de fonds sur la pauvreté des ménages. Les données utilisées dans ce chapitre, tant sur l'approche descriptive qu'économétrique sont celles issues de l'enquête intégrale des ménages de 2004, et dans une moindre mesure, les données issues de l'Enquête Budget Consommation 1995 (EBC 1995). Comme déjà souligné dans le chapitre II, l'échantillon utilisé pour cette étude, relatif aux ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds diffère un peu de l'échantillon global des ménages (EIM 2004). En effet, les ménages considérés dans cette étude sur les envois de fonds, concernent uniquement ceux qui ont répondu aux questions relatives aux envois de fonds extérieurs. Les questions étaient les suivantes : (i) « Au cours des 12 derniers mois, le ménage a - t - il reçu de l'argent ou des marchandises ?» , (ii) « Ou vit l'expéditeur ? » . Les ménages qui ont répondu aux deux questions précédentes sont au nombre de 2393 sur un total de 2987 ménages que compte la

base des données EIM 2004. Ainsi, l'échantillon utilisé dans cette étude est composée de 80% du total des ménages de la base EIM 2004. Cette différence dans la taille des deux échantillons explique les petites différences observées dans les résultats entre les indices de pauvreté officiels (calculés sur l'ensemble des 2987 ménages) et les indices de pauvreté calculés sur notre échantillon des 2393 ménages. Par exemple, l'incidence de pauvreté officielle des ménages issue de l'EIM 2004 (2987 ménages) est de 36,9 pour cent, et que celle calculée dans cette étude (2393 ménages) est de 37,7 pour cent. Enfin, une analyse comparative des résultats obtenus sur l'impact des envois de fonds sur la pauvreté, sera effectuée, en se référant aux études similaires déjà réalisées.

3.2 Notion de Pauvreté et évolution aux Comores

La réduction de la pauvreté occupe une place centrale dans les politiques économiques actuelles de nombreux pays en développement. C'est ainsi qu'en Afrique, depuis plus d'une décennie, corrélativement à l'exécution des programmes des institutions monétaires internationales, les pays ont fait du développement social et économique l'une de leurs préoccupations majeures. Suite aux résultats forts mitigés des programmes d'ajustement structurel (PAS) tant décriés et critiqués, le monde sous – développé s'est engagé dans le combat de la lutte contre la pauvreté, avec comme objectif de disposer d'une stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté. Une condition nécessaire pour pouvoir bénéficier des appuis financiers extérieurs pour le développement. Les Comores à l'instar de nombreux pays en développement, ont élaboré un document de stratégie et de réduction de la pauvreté, une des préalables pour pouvoir bénéficier d'un programme FRPC (Facilité pour la Réduction de Pauvreté et la Croissance économique) avec le FMI. Un tel programme devrait permettre aux Comores de pouvoir bénéficier d'une réduction de sa dette extérieure à travers l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés).

3.2.1 La pauvreté monétaire : mesure de l'utilité des consommateurs

3.2.1.1 La notion de bien être

Les définitions du bien-être dépendent souvent de l'approche (économique, nutritionnel, sociologique…) choisie pour étudier ce concept. Ainsi, pour certaines approches, le bien-être est lié à l'état de providence et à l'aide sociale organisée. D'autres approches considèrent le bien-être, comme étant la satisfaction des besoins de base (alimentation, santé, logement, …). D'autres définissent le bien être un peu

différemment ; en considérant l'intégration, le développement de la personnalité ou la participation, comme formant le bien-être. Ces diverses approches fondent le bien-être sur certaines dimensions de la vie. Pourtant, le bien-être devrait constituer un état global intégrant les divers aspects de la vie quotidienne. En se situant dans cette perspective, on distingue quatre dimensions principales qui contribuent chacune et ensemble à la notion de bien-être. En premier lieu, le bien-être suppose que chaque individu de la société puisse participer à la vie sociale qui inclut la participation à la vie politique, économique, culturelle et à la vie en communauté. En second lieu, le bien-être se rapporte à l'intégration qui correspond à la capacité de l'individu à s'adapter à la société. En troisième lieu, le bien-être correspond à la satisfaction des besoins individuels. Enfin en quatrième lieu, le bien-être est vu en termes d'émancipation et correspond au développement de la personnalité. Dans la pratique, la dimension la plus souvent considérée dans les pays en développement est celle de la satisfaction des besoins individuels. Ce qui amène à se tourner vers la question de la pauvreté. D'autant plus que la lutte contre la pauvreté est au centre des politiques économiques actuelles de nombreux pays en développement (dont les Comores). Sachant la complexité et le caractère multidimensionnel de la pauvreté, il sera opportun de s'appesantir de prime abord, sur les dimensions de la pauvreté avant de procéder aux mesures de son évaluation.

3.2.1.2 Cadre conceptuel de la Pauvreté

Si toutes les mesures de la pauvreté consistent à établir un seuil en deçà duquel la population est considérée comme pauvre, elles divergent sensiblement quant à la définition de la pauvreté, et partant, quant à la fixation de la ligne de pauvreté. Cette absence de consensus pose de sérieux problèmes analytiques et méthodologiques. En fait, l'analyse de la pauvreté s'est progressivement complexifiée à mesure que de nouveaux « espaces de pauvreté » étaient pris en compte. D'une approche purement physiologique, on est passé par étapes successives à une appréhension plus globale, qui tient compte du fait que les besoins individuels et l'intégration à la société ne dépendent pas uniquement d'un niveau de consommation alimentaire assurant la survie biologique. Pendant longtemps, l'approche monétaire est restée la plus courante si bien qu'elle soit aussi la plus intuitive. Initialement, elle s'appuyait sur la notion de minimum vital. Celui-ci peut être restreint à la simple expression d'un minimum physiologique, convertissable en ration calorique journalière. Mais il peut aussi être étendu à d'autre

type de besoins, comme le fait de disposer d'un logement décent, de pouvoir se soigner, s'éduquer ou s'habiller correctement. Dans son acception la plus étendue, cette approche incorpore tous les éléments qui sont susceptibles de faire l'objet d'une valorisation monétaire. Ces derniers sont alors agrégés et appréhendés par des variables synthétiques qui sont, suivant les cas, le revenu, les dépenses de consommation, au niveau individuel ou des ménages. D'un point de vue utilitariste, on cherche à incorporer le concept de pauvreté dans le cadre de la théorie du consommateur. On procède alors à des comparaisons de bien-être, qui découlent de l'utilité des individus et de leurs préférences, Ravallion (1996). Le niveau de revenu ou de consommation constitue des indicateurs cardinaux de l'utilité indirecte des agents : tout accroissement de ces variables augmente le niveau de bien-être. Toutefois, l'adoption d'un tel cadre de référence s'appuie sur des hypothèses fortes, en particulier que tous les agents ont la même fonction d'utilité. De plus, elles ne mobilisent aucune théorie de la justice, ce qui paraît paradoxal lorsqu'on se fixe un objectif de réduction de la pauvreté. Ces limites ont conduit un certain nombre d'auteurs à remettre en question ces fondements, et à proposer des approches alternatives, comme celle des «besoins essentiels» ou des «besoins fondamentaux», Streeten et Alii, (1981). Ils reprennent le concept de « biens primaires » mis en avant par Rawls (1971). L'approche des « besoins essentiels » part du principe que tous les besoins ne peuvent pas être traités sur un pied d'égalité, certains étant considérés comme plus importants que d'autres : l'alimentation bien sûr, mais aussi la santé ou l'éducation. En conséquence, on s'intéresse à la satisfaction de ces besoins dont il convient d'assurer un niveau minimum. Cette approche sera plus approfondie dans le chapitre suivant sur la pauvreté non monétaire. Ce bref aperçu du cadre conceptuel de la pauvreté montre qu'il n'existe pas de cadre théorique unificateur de la pauvreté. Cette diversité conceptuelle est évidemment problématique au moment d'élaborer des indicateurs empiriques de la pauvreté. Dans ce chapitre III, on analysera l'impact des envois de fonds sur la pauvreté monétaire des ménages suivant l'approche monétariste et dans le chapitre IV, on appréhendera l'impact des envois sur la pauvreté suivant l'approche non monétaire ou l'approche des «capabilities».

3.2.1.3 Les hypothèses retenues de l'approche monétaire, comme mesure de la pauvreté

L'approche monétaire mesure les différentes composantes du bien-être, en se basant sur un système de prix affecté aux produits qui forment le panier du bien être

du ménage. La pauvreté monétaire mesure ainsi le niveau de vie des ménages. L'analyse de la pauvreté dans les pays en développement est conduite de manière objective. Cela consiste à fixer à priori la valeur du seuil de pauvreté pour toute la population. Cette notion d'objectivité se traduit concrètement par la nature des informations et la manière de les collecter auprès des personnes enquêtées. Les données collectées ont trait aux dépenses des ménages, aux conditions de leur habitation, au capital social des individus sans jugement individuel de leur niveau de vie. Certaines critiques à cet égard (voir chapitre IV) soulèvent le problème des choix individuels d'un seuil de bien être. En effet, il serait plus judicieux que chaque individu puisse avoir la latitude d'apprécier son propre niveau de bien – être ou des difficultés qu'il rencontre dans l'existence (notion de subjectivité du seuil de pauvreté). Dans ce contexte, le seuil de pauvreté varierait d'un individu à l'autre en fonction de ses préférences. Une approche qui poserait plus de problème qu'il n'en résout. C'est pour cela que dans un souci de simplification, le seuil de pauvreté est déterminé d'une manière absolu, par la fixation d'un montant en deçà duquel la population est considérée comme pauvre. Ce seuil peut être établie d'une manière ''unilatérale'' comme celui de la Banque Mondiale, d'une valeur de 1Usd par tête et par jour en parité de pouvoir d'achat. Néanmoins, la plupart des lignes de pauvreté calculées au niveau national dans les pays en développement, sont basées sur un seuil minimum d'apport calorique de la consommation alimentaire, éventuellement étendu à d'autres types de besoins. En revanche, d'autres analyses sur la pauvreté monétaire, dont notamment certaines, portant sur les pays développés, utilisent la notion de pauvreté relative. Le seuil de pauvreté relative est fixé de manière arbitraire, en fonction de la distribution du critère de pauvreté retenu. Plus couramment, on utilise la demi-moyenne ou la demi-médiane des revenus, ce qui autorise une certaine variabilité des taux de pauvreté. Dans la pratique, on a tendance à favoriser les mesures de pauvreté relative dans les pays développés, tandis que dans les pays en développement, où bon nombre des besoins élémentaires ne sont pas satisfaits, on privilégie la pauvreté absolue. En ce qui concerne les Comores, c'est le seuil de pauvreté absolu qui est utilisé. Et compte tenu des difficultés de cerner avec précision les revenus des ménages, ce sont plutôt les dépenses des ménages qui servent pour évaluer le niveau de bien – être.

3.2.1.4 Utilisation des dépenses des ménages au lieu des revenus des ménages

Le choix des dépenses au lieu des revenus pour mesurer la pauvreté des ménages est fondé sur trois réalités : (i) les économistes de la pauvreté préfèrent utiliser les dépenses des ménages, car les ménages ont tendance à dépenser une partie de leur épargne pour pallier l'insuffisance de revenus. Ainsi, les dépenses des ménages mesurent mieux le bien être des ménages que les revenus. (ii) La deuxième raison est liée à la faiblesse de l'appareil statistique. En effet, dans les pays à faible revenus comme les Comores, il est assez difficile de mesurer le niveau de revenus de certaines catégories de ménages, car les données statistiques font défauts. Ainsi par exemple, les revenus dans le secteur informel est difficilement quantifiable. De même, les revenus des agriculteurs ou des femmes au foyer ne sont pas connus avec exactitude. (iii) La troisième raison repose sur le fait que le seuil de pauvreté est calculé sur la base de l'évaluation des dépenses alimentaires et non alimentaires. Ainsi, les indicateurs officiels de la pauvreté sont calculés sur la base des dépenses des ménages. Pour ces trois raisons, il est donc logique que par souci de comparaison et dans l'objectif d'une homogénéité de méthodes, le calcul des indicateurs de pauvreté dans ce chapitre sera fondé sur les dépenses des ménages et non sur les revenus des ménages.

L'analyse descriptive de la pauvreté des ménages sera donc menée sous deux angles : (i) calcul des indices de pauvreté en incluant les envois de fonds extérieurs dans les dépenses par tête des ménages. C'est le cas habituel que l'on utilise pour le calcul des indicateurs de pauvreté des ménages. (ii) calcul des indices de pauvreté en excluant des envois de fonds dans les dépenses par tête des ménages. On fera ici l'hypothèse que les ménages n'ont pas reçu des envois de fonds durant la période de référence. Il est à noter que l'impact réel des envois de fonds sur la pauvreté ne sera pas totalement mesuré, car les dépenses actuelles des ménages même en excluant les envois de fonds incluent les impacts des envois de fonds antérieurs. Un ménage antérieurement pauvre pourrait ne plus l'être parce qu'il aurait bénéficié des envois de fonds antérieurs, même s'il n'en bénéficie plus aujourd'hui.

3.2.2 Contexte de la pauvreté aux Comores

Comme indiqué plus haut, les Comores à l'instar d'autres pays notamment africains ont défini depuis quelques années, une stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté et ont en même temps entériné la résolution des Nations Unies sur les objectifs du millénaire pour le développement. Ces derniers ciblent la réduction de moitié d'ici 2015, le taux de pauvreté de 1990. Le principal défi méthodologique pour les Comores, à relever pour parvenir aux objectifs du millénaire est celui de disposer d'informations actualisées et fiables sur le niveau de vie des ménages et des individus. Les données sur la pauvreté existantes jusqu'à ce jour proviennent des deux enquêtes : celle réalisée en 1995 auprès de 1992 ménages et celle effectuée en 2004 auprès de 2987 ménages. Nous nous proposons dans cette étude d'utiliser les indices de Foster, Greer et Thorbecke (1984), dénommée FGT communément appelés les indices Pα, (avec α=0 ; α=1 ; α=2) pour mesurer la pauvreté.

$$P_\alpha(y,z) = \frac{1}{n}\sum_{i=1}^{q}\left(\frac{z-y_i}{z}\right)^\alpha \quad \text{avec } \alpha \geq 0.$$

yi est le revenu du ménage i ; z est le seuil de pauvreté.

α, exprime le degré de préoccupation causé par l'écart proportionnel par rapport à la ligne de pauvreté (z).

Pour α = 0 ; l'indice de pauvreté FGT mesure l'incidence de la pauvreté
Pour α = 1 ; l'indice de pauvreté FGT mesure la profondeur de la pauvreté
Pour α = 2 ; l'indice de pauvreté FGT mesure la sévérité de la pauvreté

Par ailleurs, nous calculerons des indices de Gini pour mesurer les inégalités.

3.2.2.1 La pauvreté aux Comores en 1995

Les indices de Pauvreté (FGT) calculés en 1995 sont issus des résultats de l'enquête Budget Consommation (EBC 1995). C'est la première enquête sur la pauvreté réalisée aux Comores et dont les données sont disponibles. L'absence des

données pour plusieurs enquêtes sur la pauvreté rend difficile, toute analyse à long terme de la dynamique de pauvreté. Par ailleurs, les résultats de l'enquête de 1995 servent aussi de référence sur la situation de la pauvreté aux Comores, tant sur le plan national que sur le plan international. Ainsi, par exemple, les nations unies, considèrent le taux de pauvreté de 1995 comme référence au premier objectif du millénaire pour le développement à savoir : « réduire de moitié la proportion de la population pauvre ». Autrement dit, l'objectif du millénaire à atteindre en 2015, se traduit par la réduction de moitié de l'incidence de pauvreté de 1995, évaluée à 54,6 pour cent en termes d'individus. Soit un objectif à atteindre en 2015 d'une incidence de pauvreté équivalente à 27,3 pour cent, en termes d'individus.

Les résultats présentés dans le tableau 3.1 font ainsi apparaitre que plus de la moitié de la population comorienne vivait en dessous du seuil de pauvreté (soit 54,6 pour cent de la population) en 1995. Soit l'équivalent de 47,3 pour cent de ménages. La répartition par île montre que c'est dans l'île d'Anjouan que résidait la plus grande proportion des pauvres en 1995, avec une incidence de 70,2 pour cent en termes d'individus, soit 60,8 pour cent de ménages pauvres.

Tableau 3.1 : Mesure de la Pauvreté par île et pour l'ensemble du pays

	Grande Comore	Anjouan	Mohéli	Comores
Incidence de Pauvreté - Ménages (P0)	34,3	60,8	55,9	47,3
Incidence de Pauvreté - Individus (P0)	40,8	70,1	63,7	54,6
Profondeur de la pauvreté (P1)	12,5	27,5	25,5	19,9
Sévérité de la Pauvreté (P2)	6,3	15,6	14,5	10,9
Inégalité (IG)	0,42	0,414	0,48	0,443
Dépenses moyennes par tête (en milliers de Fc par tête et par an)	536,4	308,9	387,1	427,1
Seuil de Pauvreté *(en Fc)*	170 337	132 469	165 029	170 337

Source : Résultats officiels de l'EBC 1995
N= 1992 1$ = 400 Fc (taux 2004)

C'est aussi à Anjouan qu'on enregistrait en 1995, les indices de pauvreté les plus élevés (intensité -P1- et sévérité -P2-). L'intensité de pauvreté était de 27,5 pour cent à Anjouan, contre 25,5 pour cent et 12,5 pour cent respectivement à Mohéli et en Grande Comore. Néanmoins, le déficit des dépenses des pauvres exprimés par le rapport (P1/P0)[35] était beaucoup plus élevé à Mohéli qu'à Anjouan en 1995. Ce qui se traduit par le fait qu'à Mohéli, il faut offrir à chaque pauvre l'équivalent de 45,6 pour cent du montant du seuil de pauvreté pour enrayer la pauvreté. Tandis que pour la même année, le rapport de déficit de dépenses des

[35] Le rapport de déficit des dépenses des pauvres est donné par (P1/P0). Il représente la proportion au seuil de pauvreté nécessaire à octroyer pour chaque pauvre pour enrayer la pauvreté.

pauvres était de 45,2 pour cent à Anjouan et représentait 36,4 pour cent en Grande Comore.

En ce qui concerne la pauvreté suivant le sexe du chef des ménages, il apparait que les ménages dirigés par les femmes étaient moins touchés par la pauvreté que ceux dirigés par les hommes. Ainsi, tous les indices FGT étaient plus élevés chez les hommes comparativement à ceux des femmes.

Tableau 3.2 : Mesure de la Pauvreté suivant le sexe du chef du ménage

	Homme	Femme	Comores
Incidence de Pauvreté - Ménages (P0)	49	42,1	47,3
Profondeur de la pauvreté (P1)	20,9	17,1	19,9
Sévérité de la Pauvreté (P2)	11,5	9,5	10,9
Inégalité (IG)	0,432	0,462	0,443
Dépenses moyennes par tête (en milliers de Fc par tête et par an)	401,8	503,7	427,1

Source : Résultats officiels de l'EBC 1995
N= 1992 1$ = 400 Fc (taux 2004)

L'incidence de pauvreté (P0) était de 49 pour cent pour les ménages dirigés par les hommes, tandis que chez les ménages dirigés par les femmes, l'incidence de pauvreté était de 42,1 pour cent. Cependant, on enregistrait plus d'inégalités au sein des ménages dirigés par les femmes. Ainsi, l'indice de Gini était évalué à 0,46 chez les ménages féminins, tandis qu'il était de 0,43 chez les ménages masculins.

L'analyse des indices de pauvreté par lieu de résidence (tableau 3.3) suggère que c'est en milieu rural, que l'on note les plus forts indices de pauvreté. L'incidence de pauvreté touchait 53 pour cent des ménages en milieu rural comorien en 1995, contre 39,3 pour cent en milieu urbain.

Tableau 3.3 : Mesure de la Pauvreté suivant le sexe du chef du ménage

	Urbain	Rural	Comores
Incidence de Pauvreté - Ménages (P0)	39,3	53,0	47,3
Profondeur de la pauvreté (P1)	14,4	24,1	19,9
Sévérité de la Pauvreté (P2)	7,0	13,8	10,9
Dépenses moyennes par tête (en milliers de Fc par tête et par an)	432	384	427,1

Source : Résultats officiels de l'EBC 1995
N= 1992 1$ = 400 Fc (taux 2004)

Il en est de même pour les intensités et sévérités de pauvreté, dont les valeurs passent du simple au double entre le milieu urbain et le milieu rural (voir tableau 3.3). Les résultats par catégorie socio professionnelle (tableau 3.4) montrent qu'en 1995, ce sont les catégories des ménages dirigés par les pêcheurs, les éleveurs, et les agriculteurs qui étaient les plus frappées par la pauvreté. Inversement, ce sont les

micro - entrepreneurs (ou indépendants formels), les chômeurs et les salariés protégés qui étaient les moins touchés par la pauvreté.

Tableau 3.4 : Mesure de la Pauvreté selon le statut du chef du ménage

	Dépenses moyennes par tête / an (en millier de Fc)	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)
Salarié Protégé	526,4	33,3	9,6	4,4
Salarié non Protégé	541,7	34,5	14,9	5
Indépendants formels	625,1	9,1	2,7	1,4
Indépendants informels	456,2	38,6	15,9	8,2
Agriculteurs vivriers	334,2	54,6	24,6	13,6
Agriculteurs de Rente	338,2	44,9	21,6	11,9
Eleveurs	407,9	57,6	24,2	13,4
Pêcheurs	316,9	62,3	30	18,1
Chômeurs	606,7	26,5	12,5	8
Inactifs	562,4	40,9	15,8	8,3
Ensemble	**427,1**	**47,3**	**20**	**11**

Source : Résultats officiels de l'EBC 1995
N= 1992 1$ = 400 Fc (taux 2004)

La faiblesse relative du taux de pauvreté des chômeurs nous interpelle sur une éventuelle allocation de revenus « extra rémunération» en faveur des chômeurs. Ce qui peut laisser présager que les chômeurs disposent d'autres revenus que ceux du travail qui les permettent de dépenser plus que d'autres catégories de ménages en activité professionnelle. L'idée des envois de fonds comme revenus « extra travail » pourrait être une des sources de financement du budget des chômeurs en 1995. Par ailleurs l'on note aussi la forte précarité des ménages dirigés par les professions du secteur primaire (Pêche, Elevage et Agriculture). Ce secteur qui contribue à 40 pour cent du PIB regroupe près de 65 pour cent de la population active comorienne. C'est dire qu'une politique de lutte contre la pauvreté doit absolument considérer le secteur primaire au centre des préoccupations.

3.2.2.2 La pauvreté aux Comores en 2004

L'enquête Intégrale des Ménages réalisée en 2004 auprès de 2987 ménages a permis de connaitre le niveau de pauvreté de la population, neuf ans après la première enquête sur la pauvreté de 1995. Néanmoins, une prudence doit être de mise, quand à l'interprétation des évolutions des différents indices de pauvreté entre 1995 et 2004. En effet, les différences méthodologiques sur l'échantillonnage, la détermination des prix…etc. font qu'il est difficile de faire une analyse dynamique de la pauvreté entre ces deux périodes. Toute fois, à défaut de disposer d'une autre référence, certaines comparaisons seront effectuées entre les résultats de 1995 et ceux de 2004.

En ce qui concerne l'ensemble des ménages (tableau 3.5), les dépenses moyennes par tête des ménages étaient évaluées à 698 500 Fc (soit l'équivalent de 1746 us $ de 2004). On note que les dépenses moyennes par tête sont 3 fois supérieures au PIB par habitant. L'incidence de pauvreté est passée de 47,3 pour cent en 1995 à 36,9 pour cent en 2004, correspondant à 44,8 pour cent d'individus qui vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Tableau 3.5 : Mesure de la Pauvreté par île et pour l'ensemble du pays

	Grande Comore	Anjouan	Mohéli	Comores
Incidence de Pauvreté - Ménages (P0)	35,5	38,4	37,8	36,9
Incidence de Pauvreté - Individus (P0)	42,7	46,4	49,1	44,8
Profondeur de la pauvreté (P1)	12	13,8	12,3	12,8
Sévérité de la Pauvreté (P2)	5,8	6,6	5,6	6,2
Indice de Gini (IG)	0,523	0,595	0,422	0,557
Dépenses moyennes par tête (en milliers de Fc par tête et par an)	661,3	764,1	502,5	698,5
Seuil de Pauvreté (en milliers de Fc)	285,1	217,3	274,7	285,1

Source : Résultats officiels de l'EIM 2004
N= 2987 1$ = 400 Fc (taux 2004)

La profondeur ou « intensité » de pauvreté mesurée par l'indice P1 est de 12,8 pour cent en 2004. Ce qui se traduit par un déficit des dépenses des pauvres, équivalent à 34,7 pour cent du seuil de la pauvreté. Autrement dit, il faudrait des dépenses supplémentaires, équivalentes à 98 956 Fc en moyenne à chaque pauvre pour enrayer la pauvreté aux Comores en 2004[36]. Les inégalités des dépenses des pauvres, mesurées par l'indice P2 sont passées de 10,9 pour cent en 1995, à 6,2 pour cent en 2004. Ce qui se traduit par une réduction de - 43 pour cent des inégalités au sein des pauvres entre 1995 et 2004. Quand aux inégalités de dépenses au sein de la population entière mesurées par l'Indice de Gini (IG), elles ont augmenté, passant de 0,443 en 1995 à 0,557en 2004. Au niveau des résultats par île, on note principalement une forte réduction des écarts des incidences de pauvreté entre les îles en 2004, comparativement à celles de 1995. Ainsi, l'écart de pauvreté entre Anjouan (la plus pauvre) et la Grande Comore (le moins pauvre) est passé de 77 pour cent en 1995 à 9 pour cent en 2004. On note aussi que le déficit des dépenses des pauvres (P1/P0) est toujours le plus élevé à Anjouan (35,9 pour cent), contre 33,8 pour cent et 32,5 pour cent respectivement en Grande Comore et à Mohéli. C'est aussi à Anjouan, que l'on enregistre la plus forte inégalité des dépenses des ménages. L'indice de Gini à Anjouan est de 0,595, comparée à 0,523 en Grande Comore et 0,422 à Mohéli. La forte inégalité à Anjouan s'explique par des

[36] Le déficit des dépenses des pauvres est calculé par le produit (P1/P0)*seuil de pauvreté. Il représente le montant nécessaire à octroyer pour chaque pauvre pour enrayer la pauvreté.

écarts de dépenses importants entre les différents ménages. Ces écarts, sont reflétés par une dépense moyenne à Anjouan, supérieure à celle des deux autres îles. Le classement par degré de pauvreté entre les îles demeure le même qu'en 1995 à savoir : Anjouan, Mohéli et Grande Comore.

Comme en 1995, les résultats de l'enquête de 2004 confirme la différence de pauvreté entre les ménages dirigés par les hommes et ceux dirigés par les femmes. Il apparaît pour la deuxième enquête consécutive, que les ménages féminins sont moins pauvres que ceux masculins.

Tableau 3.6 : Mesure de la Pauvreté suivant le sexe du chef du ménage

	Homme	Femme	Comores
Incidence de Pauvreté - Ménages (P0)	38,6	30,4	36,9
Profondeur de la pauvreté (P1)	13,4	11	12,8
Sévérité de la Pauvreté (P2)	6,3	5,6	6,2
Indice de Gini (IG)	0,5	0,555	0,557
Dépenses moyennes par tête (en milliers de Fc par tête et par an)	680,5	764,7	698,5

Source : Résultats officiels de l'EIM 2004
N= 2987 1$ = 400 Fc (taux 2004)

Ces résultats peuvent paraître paradoxal, car les femmes sont moins rémunérées que les hommes et que les femmes enregistrent un taux d'inactivité plus élevé que les hommes. L'une des réponses à cette situation surprenante chez les femmes serait l'importance des envois de fonds destinés aux ménages féminins.

Tableau 3.7 : Mesure de la Pauvreté suivant le lieu de résidence du ménage

	Urbain	Rural	Comores
Incidence de Pauvreté - Ménages (P0)	28,8	42,8	36,9
Profondeur de la pauvreté (P1)	8,7	14,7	12,8
Sévérité de la Pauvreté (P2)	3,6	7,1	6,2
Indice de Gini (IG)	0,51	0,58	0,557
Dépenses moyennes par tête (en milliers de Fc par tête et par an)	744,5	677,3	698,5

Source : Résultats officiels de l'EIM 2004
N= 2987 1$ = 400 Fc (taux 2004)

Il apparait que les ménages dirigés par les femmes bénéficient plus des envois de fonds extérieurs que ceux dirigés par les hommes (voir tableau 3.14).

Les résultats de 2004 sur la pauvreté des ménages par catégorie socio professionnelle diffèrent un peu de ceux de 1995. Les différences méthodologiques évoquées précédemment, quant aux conceptions de l'EBC 1995 et de l'EIM 2004 qu'à leurs exploitations expliquent pourquoi il est difficile de pouvoir comparer les résultats de ces deux enquêtes.

Tableau 3.8 : Mesure de la Pauvreté selon le statut du chef du ménage

	Dépenses moyennes par tête / an (en millier de Fc)	Incidence (P0)	Profondeur (P1)	Sévérité (P2)
Salarié Protégé	670,8	25,5	7,1	3
Salarié non Protégé	658,8	35,8	12,1	5,7
Micro entrepreneurs	541,6	46,4	16,7	8,2
Informel	745,6	31,3	9,9	4,8
Agriculteurs vivriers	655,4	38,3	17,6	6,4
Agriculteurs de Rente	810,8	38,8	12,6	6,9
Eleveurs	935,4	48,6	6,6	8,8
Pêcheurs	511	53,5	3,5	8,8
Apprentis	546,4	35,1	6,1	6,5
Chômeurs	612,4	39,4	3,4	6,2
Inactifs	720,2	38	19,6	6,9
Ensemble	**698,5**	**36,9**	**12,8**	**6,2**

Source : Résultats officiels de l'EIM 2004

N= 2987 1$ = 400 Fc (taux 2004)

Néanmoins, on retrouve en 2004, les mêmes catégories socio professionnelles les plus touchées par la pauvreté qu'en 1995, à savoir les pêcheurs et les éleveurs. Tandis que les catégories socio professionnelles les moins touchées par la pauvreté en 2004 diffèrent de ceux de 1995, en ce sens que ce sont les ménages issus des chefs « salariés protégés », « informels » et « apprentis » qui sont les moins touchés par la pauvreté en 2004 ; tandis qu'en 1995, c'étaient les ménages issus des chefs « indépendants formels » et « chômeurs » qui étaient les moins touchés par la pauvreté.

3.2.2.3 Dynamique et déterminants de la pauvreté aux Comores

Le tableau 3.9 retrace l'évolution des indices de pauvreté et celui des inégalités entre 1995 et 2004. Sous réserve des approches méthodologiques différentes utilisées au cours des ces deux enquêtes, il apparait que la pauvreté monétaire a baissé entre 1995 et 2004. Ainsi les trois indices de pauvreté de FGT (Incidence, Profondeur et Sévérité) ont tous connu des baisses entre 1995 et 2004.

Tableau 3.9 : Mesure de la Pauvreté par île et pour l'ensemble du pays

	Grande Comore		Anjouan		Mohéli		Comores	
	1995	2004	1995	2004	1995	2004	1995	2004
Incidence de Pauvreté - Ménages (P0) en %	34,3	35,5	60,8	38,4	55,9	37,8	47,3	36,9
Incidence de Pauvreté - Individus (P0) en %	40,8	42,7	70,1	46,4	63,7	49,1	54,6	44,8
Profondeur de la pauvreté (P1) en %	12,5	12	27,5	13,8	25,5	12,3	19,9	12,8
Sévérité de la Pauvreté (P2) en %	6,3	5,8	15,6	6,6	14,5	5,6	10,9	6,2
Indice de Gini (IG)	0,42	0,523	0,414	0,595	0,48	0,422	0,443	0,557
Dépenses moyennes par tête (en milliers de Fc par tête et par an)	536,4	661,3	308,9	764,1	387,1	502,5	427,1	698,5
Seuil de Pauvreté (en milliers de Fc)	170, 3	285,1	132,5	217,3	165	274, 7	170,3	285,1

Source : EBC 1995 et EIM 2004

Il apparait que l'incidence de pauvreté aux Comores est passée de 47,3 pour cent des ménages (soit 54,6 pour cent des individus) en 1995 à 36,9 pour cent des ménages (soit 44,8 pour cent des individus) en 2004. Du point de vue de la pauvreté par île, on note aussi une baisse de tous les indices de pauvreté dans chacune des îles sauf pour l'incidence de pauvreté en Grande Comore qui semble avoir enregistré une légère hausse en 2004. C'est à Anjouan, que l'on enregistre la plus forte baisse de l'incidence de pauvreté passant de 60,8 pour cent des ménages en 1995 à 38,4 pour cent des ménages en 2004. Soit une baisse de -37 pour cent de la pauvreté en l'espace de neuf ans. Par contre, les inégalités ont augmenté entre 1995 et 2004. On note ainsi, une augmentation de l'indice de Gini de 44,3 pour cent en 1995 à 55,7 pour cent en 2004 (une hausse de +26 pour cent) des inégalités de dépenses par tête en neuf ans.

En ce qui concerne les déterminants de la pauvreté, les facteurs explicatifs de la pauvreté aux Comores en 2004 sont les suivants : [37] (i) La démographie du chef de ménage: la probabilité d'être pauvre croît avec l'âge du chef de ménage (ii) La structure démographique des ménages : un nombre important d'enfants moins de quinze ans augmente la chance du ménage d'appartenir à des groupes de pauvres, parallèlement, plus le ménage abrite beaucoup de personnes âgées de 15 à 60 ans, la probabilité que le ménage appartient à un groupe de pauvres est élevée. (iii) Les transferts externes : Les envois de fonds extérieurs ont un effet négatif sur la pauvreté. Plus le ménage reçoit des transferts externes, moins sera la probabilité d'appartenir à la classe des pauvres. Par contre, le fait pour les ménages de bénéficier uniquement des transferts internes est susceptible d'accroître la pauvreté.

[37] La Pauvreté aux Comores : concepts, mesure et analyse, Lachaud 1995
Pauvreté, inégalités et marchés du travail dans l'Union des Comores, Lachaud 2004

(iv) Le statut du travail du chef des ménages : Le fait pour un ménage d'appartenir à un ménage dont le chef est soit un salarié non protégé, ou bien un micro entrepreneur, ou encore un pêcheur augmente la chance du ménage d'être pauvre que s'il était issu d'un ménage dirigé par un salarié protégé.

3.3 Impact des envois de fonds sur la pauvreté : usage des dépenses observées

3.3.1 Problématique des envois de fonds sur le niveau de la pauvreté des ménages

Il a été démontré dans l'analyse sur les déterminants de la pauvreté des ménages, que le niveau de pauvreté varie suivant certaines caractéristiques des ménages, particulièrement ceux du chef du ménage, suivant aussi le lieu de résidence du ménage. Par ailleurs, les envois de fonds extérieurs réduisent la probabilité des ménages comoriens d'appartenir dans la classe pauvre (Lachaud, 2004). La question non encore élucidée est de savoir le niveau de l'impact des envois de fonds sur les indices de la pauvreté monétaire. La seule étude quantitative réalisée aux Comores à ce sujet a montré que les envois de fonds extérieurs contribuent à réduire la probabilité de pauvreté durable et non durable (Lachaud, 2004). Dans cette partie, il sera question d'une analyse descriptive de la pauvreté des ménages suivant deux critères (i) en incluant les envois de fonds extérieurs dans les dépenses observées des ménages (ii) en excluant les envois de fonds dans les dépenses observées des ménages. Cette analyse descriptive de l'impact des envois de fonds sera effectuée auprès des différentes catégories de ménages réparties suivant les caractéristiques démographiques, socio économiques et lieu de résidence. L'objectif est de comparer les indices de pauvreté des ménages pour deux situations : (i) lorsqu'on inclut les envois de fonds dans les dépenses des ménages, (ii) lorsqu'on exclue les envois de fonds dans les dépenses des ménages. Cette dernière situation suppose qu'aucun ménage ne reçoit des envois de fonds extérieurs. Les dépenses des ménages sont alors composées des seules ressources intérieures des ménages. Dans l'absolu, on aura tendance à imaginer que le rajout des montants des envois de fonds dans les dépenses des ménages aura comme conséquence une réduction mécanique de la pauvreté des ménages proportionnellement aux montants des envois de fonds. Dans la pratique, les choses ne sont pas aussi simples comme on le supposerait. En effet, l'impact des envois de

fonds varie suivant le type de ménage destinataire. Il diffère suivant que le ménage destinataire des envois de fonds est classé pauvre ou non pauvre ; il sera aussi différent lorsque le ménage est classé très pauvre ou moins pauvre. Ainsi, une augmentation des dépenses des ménages par l'apport des envois de fonds chez des ménages non pauvres, n'aura aucun effet, ni sur l'incidence, ni sur la profondeur ni sur la sévérité de pauvreté des ménages. Dans cette situation, les inégalités pourraient davantage augmenter, dans la mesure où l'apport des envois de fonds bénéficie aux seuls ménages non pauvres. Et inversement, on observe une situation peu favorable à la réduction de la pauvreté, lorsque les envois de fonds bénéficient uniquement aux ménages les plus pauvres. En effet, lorsque les envois de fonds bénéficient aux seuls ménages les plus pauvres et que les montants de ces envois ne sont pas suffisamment importants pour ramener leurs dépenses au dessus du seuil de pauvreté, il n'y aura pas d'effet des envois de fonds sur l'incidence de pauvreté. Néanmoins, des impacts positifs pourraient être observés sur la profondeur et sur la sévérité de la pauvreté, dans la mesure où les plus pauvres verront leurs niveaux de dépense se rapprocher davantage du seuil de pauvreté et que les écarts entre les dépenses des pauvres seront davantage réduits sous l'effet des envois de fonds.

3.3.2 Méthodologie

Sur la base des données de l'enquête intégrale des ménages réalisées en 2004 (EIM 2004), un certain nombre de tableaux seront élaborés selon la méthodologie suivante : Deux catégories de dépenses seront calculées, à savoir : les dépenses par tête des ménages incluant les envois de fonds, et les dépenses par tête des ménages excluant les envois de fonds. Des indices de pauvreté seront ensuite calculés en utilisant les indices FGT énoncés précédemment. Pour chaque catégorie de ménage, les indices FGT seront mesurés suivant un certain nombre de caractéristiques des ménages. Les tableaux ainsi constitués, seront composés des colonnes suivantes : une colonne (1) composée des parts des envois de fonds dans les dépenses des ménages ; des colonnes (2) à (5) constituées des indices de pauvreté et des indices de Gini ; des colonnes (6) à (9) constituées des indices de pauvreté issus de la famille FGT et des indices de Gini mesurant les inégalités incluant les envois de fonds extérieurs ; et enfin des colonnes (10) à (12) présentant les variations des indices de pauvreté et des inégalités. Enfin, la dernière colonne

affiche l'effectif des ménages de l'échantillon correspondant à la caractéristique étudiée.

3.3.3 Impact des envois de fonds sur la pauvreté (données descriptives)

3.3.3.1 Impact des envois de fonds sur l'ensemble de la population

Les envois de fonds représentent 2,5 pour cent des dépenses totales des ménages en 2004. En excluant les envois de fonds dans les dépenses des ménages, l'incidence de pauvreté (P0) représente 39,9 pour cent des ménages, contre 37,7 pour cent lorsqu'on inclut les envois de fonds. La profondeur (P1) et la sévérité (P2) sont respectivement égales à 14,6 pour cent et 9,2 pour cent, lorsqu'on exclue les envois de fonds. En incluant les envois de fonds, P1 et P2 sont respectivement égales à 12,7 pour cent et 5,9 pour cent. Il apparait ainsi sur la base des dépenses observées, que lorsqu'on inclue les montants des envois de fonds dans les dépenses totales des ménages, les indices FGT de pauvreté diminuent. Les indices P0, P1 et P2 connaissent des réductions respectives de -5,5 pour cent, -13 pour cent et -35 pour cent sous l'effet des envois de fonds. Quand aux inégalités mesurées par l'indice de Gini, la baisse enregistrée en incluant les envois de fonds dans les dépenses des ménages est relativement faible, avec seulement -2 pour cent.

Tableau 3.10 : Pauvreté des ménages suivant la catégorie socio professionnelle

	Part des envois de fonds dans les dépenses des ménages	**Excluant les envois de fonds (1)**				**Incluant les envois de fonds (2)**				**Variation (3)** en %				**N**
	(%)	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0**	**P1**	**P2**	**IG**	
Grande Comore	5,8	40,3	16,3	14,0	0,58	36,5	11,7	5,4	0,55	-9,4	-28,4	-61,0	-5,0	839
Anjouan	0,7	39,8	14,4	7,0	0,60	38,5	14,0	6,6	0,59	-3,3	-3,3	-5,0	-0,4	1313
Mohéli	0,5	38,9	11,7	5,3	0,44	37,8	11,4	5,0	0,44	-2,8	-2,4	-6,5	0,2	185
Ensemble	**2,50**	**39,9**	**14,6**	**9,2**	**0,57**	**37,7**	**12,7**	**5,9**	**0,56**	**-5,5**	**-13,0**	**-35,2**	**-2,0**	**2338**

Calculés sur la base des dépenses observées des ménages
Source : EIM 2004 *(Données pondérées)* *N = 2338*

Les indices de pauvreté calculés au niveau de chaque île, dans les deux cas de figure montrent qu'en l'absence des envois de fonds, c'est la Grande Comore qui serait l'île la plus pauvre, suivi d'Anjouan. Et Mohéli serait l'île la moins pauvre en l'absence des envois de fonds. Toutefois, c'est en Grande Comore (tableau 3.10) que l'on enregistre la proportion la plus importante des envois de fonds par rapport

aux dépenses des ménages (5,8 pour cent). Ce qui explique pourquoi, l'incidence de pauvreté incluant les envois de fonds dans les dépenses des ménages, place la Grande Comore au premier rang de l'île la moins pauvre. Elle est suivie de Mohéli et enfin d'Anjouan. C'est aussi en Grande Comore que l'on enregistre les plus importantes baisses des indices de pauvreté sous l'effet des envois de fonds. L'incidence (P0) connait une baisse de -9,4 pour cent, la profondeur (P1) baisse également de -28,4 pour cent et c'est la sévérité (P2) qui connait la plus forte baisse -61 pour cent, réduisant ainsi les inégalités des pauvres. C'est à Mohéli que les envois de fonds extérieurs ont relativement le moins d'impact sur les indices de pauvreté des ménages : -2,8 pour cent pour P0, -2,4 pour cent pour P1 et enfin -6,5 pour cent pour P2. Par ailleurs, on observe que les envois de fonds accroissent les inégalités à Mohéli (+0,2 pour cent) et ont très peu d'effets sur la réduction des inégalités (IG) à Anjouan (-0,4 pour cent).

3.3.3.2 Impact des envois de fonds suivant le statut du chef de ménage

Suivant une répartition par catégorie socio professionnelle (tableau 3.11), les ménages qui bénéficient le plus des envois de fonds sont ceux issus des catégories suivantes : apprentis/aides familiales avec une proportion de 5,4 par rapport aux dépenses des ménages, inactifs avec une proportion de 4,4 pour cent des envois de fonds et chômeurs avec une part 4,1 pour cent des envois de fonds sur les dépenses des ménages.

Tableau 3.11 : Pauvreté des ménages suivant la catégorie socio professionnelle

	Part des envois de fonds dans les dépenses des ménages	**Excluant les envois de fonds (1)**				**Incluant les envois de fonds (2)**				**Variation (3)** en %				**N**
	(%)	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0**	**P1**	**P2**	**IG**	
Salarié Protégé	3,1	25,9	9,4	7,6	0,47	25,1	6,4	2,5	0,45	-3,1	-32,5	-67,7	-3,3	167
Salarié non Protégé	1,4	36,1	11,9	5,4	0,50	36,1	11,3	4,8	0,50	0,0	-5,6	-10,8	-0,4	385
Micro entrepreneurs	2,3	50,9	15,5	7,0	0,53	50,9	15,1	6,7	0,53	0,0	-2,7	-3,7	-0,5	53
Informel	1,4	29,1	11,2	5,9	0,52	27,6	9,7	4,6	0,51	-5,2	-13,7	-21,0	-1,9	196
Agriculteurs vivriers	2,2	44,1	14,7	7,4	0,60	40,4	13,5	6,5	0,59	-8,4	-8,1	-12,2	-1,2	401
Agriculteurs de Rente	1,7	38,6	16,5	10,5	0,60	36,5	14,8	7,1	0,59	-5,4	-10,6	-32,2	-1,8	260
Eleveurs	0,6	52,1	19,2	9,4	0,69	51,4	18,3	8,5	0,69	-1,3	-4,8	-9,5	-0,7	144
Pêcheurs	2,4	55,9	18,8	9,1	0,50	52,9	18,4	9,0	0,51	-5,4	-2,0	-1,3	0,9	68
Apprentis	5,4	38,1	13,3	6,5	0,48	36,2	11,9	5,5	0,47	-5,0	-10,9	-14,7	-1,7	105
Chômeurs	4,1	36,8	13,2	6,4	0,51	30,7	10,9	5,3	0,50	-17	-17,7	-16,8	-2,8	75
Inactif	4,4	44,2	17,6	17,1	0,62	40,3	13,2	6,2	0,59	-8,8	-25,3	-63,5	-4,4	407
Ensemble	**2,50**	**39,9**	**14,6**	**9,2**	**0,57**	**37,7**	**12,7**	**5,9**	**0,56**	**-5,5**	**-13,0**	**-35,2**	**-2,0**	**2338**

Calculés sur la base des dépenses observées des ménages

Source : EIM 2004 *(Données pondérées)* *N = 2338*

Le calcul des indices de pauvreté montrent que ce sont les ménages issus des catégories des chômeurs, suivis des inactifs et ensuite des agriculteurs vivriers qui enregistrent les plus fortes baisses de l'incidence de pauvreté sous l'effet des envois de fonds avec respectivement -17 pour cent, -8,8 pour cent et -8,4 pour cent de réduction de P0 sous l'effet des envois de fonds. En ce qui concerne la profondeur de pauvreté (P1), ce sont les catégories suivantes qui bénéficient le plus de réduction sous l'effet des envois de fonds: il s'agit des salariés protégés qui enregistrent -32,5 pour cent de baisse de P1, suivi des inactifs avec -25,3 pour cent de baisse de P1 et ensuite des chômeurs qui enregistrent une baisse de -17,7 de P1. Il est à rappeler qu'une forte baisse de P1 signifie que les dépenses des ménages se rapprochent davantage du seuil de la pauvreté et que les efforts financiers pour réduire la pauvreté seront plus amoindris. En ce qui concerne la sévérité (P2), on observe que ce sont les mêmes catégories de ménage qui enregistrent le plus de baisse sous l'effet des envois de fonds extérieurs. Ainsi, la sévérité baisse de -67,7 pour cent chez les ménages issus des salariés protégés et de -63,5 pour cent chez les ménages issus des inactifs. En résumé sur la base des données brutes, les envois de fonds extérieurs réduisent plus davantage les incidences de pauvreté des chômeurs, des inactifs et des agriculteurs vivriers. Ils réduisent davantage les profondeurs et la sévérité des salariés protégés, des inactifs et des chômeurs. En ce qui concerne, les inégalités des dépenses des ménages mesurées par l'indice de Gini (IG), on observe d'une façon générale de faibles variations sous l'effet des envois de fonds extérieurs. Et que paradoxalement, les inégalités de dépenses des ménages issus de la catégorie des pêcheurs enregistrent une augmentation, avec une variation de + 0,9 pour cent de l'indice de Gini. On note cependant, qu'il n'y a pas d'effet des envois de fonds sur les incidences de pauvreté (P0) des ménages dirigés par les « salariés non protégés » et les « micro entrepreneurs » tant bien que ces deux catégories de ménages bénéficient des envois de fonds extérieurs. En effet, chez les ménages issus de la catégorie des « salariés non protégés », 80 pour cent des montants des envois de fonds sont destinés à des ménages non pauvres et que seulement 20 pour cent des envois de fonds sont destinés à des ménages pauvres également répartis entre les ménages pauvres à des montants insuffisants pour leur permettre de dépasser le seuil de pauvreté. De même, on observe que 84 pour cent des envois de fonds chez les ménages issus de la catégorie des micro entrepreneurs, sont destinés aux classes non pauvres, et que seulement 16 pour cent des envois de fonds sont destinés à des

ménages pauvres et à des montants insuffisants pour leur permettre de sortir de la pauvreté.

Dans ces conditions, une augmentation de leurs dépenses par l'apport des envois de fonds n'a aucun effet sur l'incidence de pauvreté (P0). Toutefois, des légères baisses des profondeurs (P1) et des sévérités (P2) sont enregistrées pour les deux catégories de ménage.

3.3.3.3 Impact des envois de fonds suivant le niveau d'instruction du chef de ménage

Sur la base des données brutes de l'enquête, les indices de pauvreté des ménages suivant l'instruction du chef de ménage ont été calculés pour les deux catégories de ménages (tableau 3.12). Il ressort les observations suivantes : (i) D'une façon générale, l'impact des envois de fonds sur la pauvreté augmente avec le niveau d'instruction des chefs de ménages. Ainsi les envois de fonds extérieurs réduisent de : -3 pour cent l'incidence de pauvreté des ménages dirigés par les non diplômés, -7,8 pour cent l'incidence de pauvreté des ménages dirigés par les « diplômés du secondaire » et -24,8 pour cent l'incidence de pauvreté des ménages dirigés par les « diplômés du supérieur ». Ce sont les « non diplômés » qui reçoivent le plus en nombre et en volume les envois de fonds (cf chapitre II) et ce sont les chefs de ménage « diplômés du secondaire » qui en terme de proportion aux dépenses qui reçoivent la plus grande part des envois de fonds (3,5 pour cent). Toujours en termes de proportion aux dépenses des ménages, ce sont les chefs de ménage « diplômés du supérieur » qui reçoivent le moins d'envois de fonds (0,2 pour cent des dépenses de ménage).

Tableau 3.12 : Pauvreté des ménages suivant le niveau d'instruction du chef de ménage(*)

	Part des envois de fonds dans les dépenses par tête	**Excluant les envois de fonds (1)**				**Incluant les envois de fonds (2)**				**Variation (3) en %**				**N**
	(%)	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0**	**P1**	**P2**	**IG**	
Aucun Diplôme	1,8	36,9	11,8	5,8	0,63	35,8	10,8	4,9	0,62	-3,0	-8,2	-15,7	-0,9	344
Diplômé du primaire	1,7	34,8	12,7	5,8	0,52	34,8	12,4	5,6	0,52	0,0	-2,6	-4,1	-0,1	135
Diplômé du secondaire	3,5	32,1	9,2	4,5	0,48	29,6	7,6	2,9	0,48	-7,8	-17,4	-35,3	-1,3	81
Diplômé Technique	0,6	8,8	2,4	0,4	0,58	8,8	2,4	0,4	0,58	0,0	0,0	0,0	0,0	34
Diplômé du supérieur	0,2	14,5	1,5	0,3	0,52	10,9	1,4	0,3	0,51	-24,8	-11,9	-6,3	-0,1	55
N=2338	**2,5**	**39,9**	**14,6**	**9,2**	**0,57**	**37,7**	**12,7**	**5,9**	**0,56**	**-5,5**	**-13,0**	**-35,2**	**-2,0**	**649**

Calculés sur la base des dépenses observées des ménages

Source : EIM 2004 *(Données pondérées)* *N = 2338*

(*) Seulement 28% des ménages ont déclaré le niveau d'instruction des chefs des ménages

Et pourtant ce sont les ménages dirigés par les diplômés du supérieur qui enregistrent le plus de réduction de l'incidence de pauvreté sous l'effet des envois de fonds. (ii) On observe par ailleurs, que les envois de fonds n'ont quasiment aucun effet chez les ménages dont le chef est « diplômé du primaire » et chez ceux dont le chef est «diplômé du technique». En effet, comme chez les ménages dirigés par les pêcheurs et les micro-entrepreneurs, les envois de fonds chez les ménages dirigés par les diplômés du primaire et technique, bénéficient en quasi-totalité aux ménages non pauvres. Pour ceux dirigés par un chef du niveau primaire, les ménages pauvres bénéficient seulement de 10 pour cent des envois de fonds. Quand aux ménages dirigés par les chefs de niveau technique, la quasi-totalité des envois de fonds sont destinés aux non pauvres (99 pour cent des montants des envois de fonds). Ce qui explique que les apports d'envois de fonds n'ont aucun effet sur tous les indices de pauvreté (P0, P1et P2) chez les ménages dirigés par les diplômés techniques. En ce qui concerne les inégalités, c'est seulement avec les ménages dirigés par les chefs qui n'ont aucun diplôme et ceux dirigés par les diplômés du secondaire que les envois de fonds ont un impact sur l'indice de Gini (tableau 3.12) avec respectivement des baisses de -0,9 pour cent et -1,3 pour cent.

3.3.3.4 Impact des envois de fonds suivant le lieu de résidence du ménage

Le tableau 3.13 présente l'impact des envois de fonds sur les indices de pauvreté et des inégalités des ménages suivant le lieu de résidence du ménage.

Tableau 3.13 : Pauvreté des ménages suivant le lieu de résidence du ménage

	Part des envois de fonds (*)	Excluant les envois de fonds (1)				Incluant les envois de fonds (2)				Variation (3) en %				N
	(%)	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0**	**P1**	**P2**	**IG**	
Urbain	2,4	30,0	9,8	5,1	0,52	28,8	8,7	3,6	0,51	-4,0	-11,4	-28,5	-1,0	786
Rural	2,5	45,1	17,0	11,1	0,60	42,8	14,7	7,1	0,58	-5,1	-13,4	-36,6	-2,4	1607
Moroni	5,4	24,8	10,0	9,2	0,42	22,1	5,6	1,9	0,40	-10,9	-43,4	-79,2	-6,4	113
Grande Comore Urbain	5,8	21,7	8,9	5,5	0,47	19,3	5,3	2,1	0,45	-11,1	-41,1	-61,3	-5,1	83
Grande Comore Rural	5,9	45,6	18,3	15,9	0,61	41,4	13,5	6,5	0,58	-9,2	-26,2	-59,2	-5,0	645
Anjouan Urbain	1,0	28,3	8,7	3,7	0,56	27,1	8,5	3,6	0,56	-4,2	-2,7	-2,9	-0,2	350
Anjouan Rural	0,7	46,2	16,9	8,3	0,61	45,1	16,3	7,9	0,61	-2,4	-3,4	-5,4	-0,5	818
Mohéli Urbain	0,3	37,9	11,7	5,0	0,47	37,5	11,7	5,0	0,47	-1,1	-0,2	0,0	0,8	240
Mohéli Rural	0,8	36,8	11,6	5,9	0,36	35,4	10,9	4,9	0,36	-3,8	-6,1	-15,8	-1,5	144
N=2338	**2,50**	**39,9**	**14,6**	**9,2**	**0,57**	**37,7**	**12,7**	**5,9**	**0,56**	**-5,5**	**-13,0**	**-35,2**	**-2,0**	**2338**

Calculés sur la base des dépenses observées des ménages *(*) par rapport aux dépenses par tête*

Source : EIM 2004 *(Données pondérées)* *N = 2338*

La première partie du tableau présente les résultats obtenus par milieu de résidence (urbain / rural). La deuxième partie du tableau présente les résultats suivant le lieu de résidence (Grande comore, urbain, Anjouan rural…etc).

En ce qui concerne le milieu de résidence (urbain/rural), la part des envois de fonds dans les dépenses des ménages est quasi la même entre les ménages des régions urbaines et ceux des régions rurales. Toutefois, c'est en milieu rural que les envois de fonds ont le plus d'impact dans la réduction des indices de pauvreté. Ainsi, l'incidence de pauvreté (P0) enregistre une baisse de -5,1 pour cent en milieu rural contre -4 pour cent en milieu urbain. En effet, en milieu rural, 40 pour cent des envois de fonds sont destinés aux ménages pauvres, contre 22 pour cent seulement pour les ménages pauvres urbains. Les variations relativement importantes de la profondeur (P1) et de la sévérité (P2) chez les ménages ruraux, sous l'effet des envois des fonds (voir tableau 3.13) confirment la part importante des envois de fonds destinés aux pauvres du milieu rural. On constate aussi que c'est en milieu rural que les envois de fonds réduisent le plus les inégalités mesurées par l'indice de Gini (-2,4 pour cent en milieu rural contre -1 pour cent en milieu urbain).

En subdivisant chaque île en deux régions : rurale et urbaine, les résultats diffèrent un peu de ceux obtenus en globalité dans les milieux urbains et ruraux (tableau 3.13). On constate ainsi, que les régions urbaines de la Grande Comore et d'Anjouan connaissent plus de réduction des indices de pauvreté que les régions rurales. Ainsi les envois de fonds réduisent plus les indices de pauvreté en milieu urbain de la Grande Comore et d'Anjouan, qu'en milieu rural. L'incidence de pauvreté (P0) connait une baisse de -11,1 pour cent en milieu urbain de la Grande Comore, tandis qu'en milieu rural, la baisse de l'incidence (P0) est de -9,2 pour cent. Ce résultat qui peut paraître paradoxal n'est pas en contradiction avec ce qui est dit auparavant, à savoir que les envois de fonds bénéficient plus les ménages pauvres des milieux ruraux que les ménages pauvres des milieux urbains. Toutefois, la faiblesse de la valeur initiale de l'incidence de pauvreté (21,7 pour cent, en excluant les envois de fonds) en Grande Comore urbain, explique qu'une faible diminution de l'incidence de -2 points (incluant les envois de fonds) engendre une forte variation de -11,1 pour cent de P0. Tandis que chez les ménages de la Grande rurale qui enregistrent une importante incidence de Pauvreté (P0) initiale (45,6 pour cent, en excluant les envois), une diminution plus importante de la pauvreté de -4 points (incluant les envois de fonds), engendre une variation de -9,2 pour cent seulement

de P0. De même, on observe que les envois de fonds réduisent plus la profondeur (P1) et la sévérité (P2) en milieu urbain qu'en milieu rural de la Grande Comore (voir tableau 3.13). Néanmoins, à Anjouan, c'est en milieu rural que l'on observe le plus de baisse de P1 et P2. Inversement, à Mohéli, on constate que c'est en milieu urbain que l'on enregistre le plus d'effet de réduction des indices de pauvreté due aux envois de fonds extérieur. Les envois de fonds réduisent de -1,1 pour cent les incidences de pauvreté (P0) en milieu urbain de Mohéli, tandis qu'en milieu rural, on enregistre une baisse de -3,8 pour cent de P0. Il y a quasiment pas d'effet des envois de fonds sur la profondeur et la sévérité en milieu urbain de Mohéli (tableau 3.13). Les parts relatives des envois de fonds dans les dépenses des ménages expliquent en partie la différence des degrés d'impacts des envois de fonds sur les indices de pauvreté. Par exemple en milieu rural de la Grande Comore, les envois de fonds représentent 5,9 pour cent des dépenses des ménages. Tandis que dans le milieu urbain mohélien, les envois de fonds ne représentent que 0,3 pour cent des dépenses des ménages.

3.3.3.5 Impact des envois de fonds suivant le sexe du chef du ménage

Le tableau 3.14 présente les effets des envois de fonds sur les indices de pauvreté des ménages suivant le sexe du chef du ménage.

Tableau 3.14 : Pauvreté des ménages suivant le sexe du chef de ménage

	Sexe	Part des envois de fonds (*)	Excluant les envois de fonds (1)				Incluant les envois de fonds (2)				Variation (3) en %				N
		(%)	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0**	**P1**	**P2**	**IG**	
Grande Comore	Homme	4,4	42,0	17,0	14,1	0,61	39,2	12,8	6,0	0,58	-6,7	-24,8	-57,2	-4,3	633
	Femme	9,9	35,0	14,0	13,5	0,48	28,2	8,1	3,6	0,44	-19,4	-41,8	-73,1	-7,6	206
Anjouan	Homme	0,6	41,2	15,0	7,1	0,60	40,3	14,6	6,9	0,60	-2,2	-2,4	-3,5	-0,3	1073
	Femme	1,2	33,1	12,1	6,3	0,56	30,8	11,1	5,5	0,56	-6,9	-8,2	-12,3	-1,1	240
Mohéli	Homme	0,5	40,1	11,8	5,4	0,44	38,8	11,4	5,0	0,44	-3,2	-2,8	-8,1	-0,5	147
	Femme	0,4	34,2	11,2	5,1	0,42	34,2	11,1	5,1	0,43	0,0	-0,9	-0,6	2,5	38
Comores	Homme	1,9	41,4	15,2	9,2	0,59	39,8	13,5	6,3	0,58	-3,9	-10,9	-31,7	-1,7	1854
	Femme	4,5	33,9	12,7	9,0	0,52	30,0	9,9	4,7	0,50	-11,5	-22,2	-48,2	-3,2	484
N=2338		**2,50**	**40**	**14,6**	**9,2**	**0,57**	**37,7**	**12,7**	**5,9**	**0,56**	**-5,5**	**-13,0**	**-35,2**	**-2,0**	**2338**

Calculés sur la base des dépenses observées des ménages *(*) par rapport aux dépenses par tête*
Source : EIM 2004 *(Données pondérées)* *N = 2338*

Exception observée pour l'île de Mohéli, ce sont les ménages dirigés par les femmes qui enregistrent le plus de réduction des indices de pauvreté en présence des envois de fonds sur les deux autres îles des Comores (voir tableau 3.14). C'est aussi à

Mohéli que les envois de fonds bénéficient plus les chefs des ménages hommes que ceux féminins, quoique la différence n'est pas très importante (0,4 pour cent chez les ménages féminins, contre 0,5 pour cent chez les ménages masculins). En Grande Comore, ce sont les ménages dirigés par les femmes qui reçoivent le plus d'envois de fonds (9,9 pour cent des dépenses des ménages) et que ce sont les mêmes ménages qui enregistrent aussi les plus fortes réductions des indices de pauvreté. L'incidence P0 diminue de - 19,4 pour cent sous l'effet des envois des fonds. La profondeur (P1) diminue de -41,8 pour cent et la sévérité baisse de -73,1 pour cent (P2) en présence des envois de fonds (tableau 3.14).

Pour l'ensemble des Comores, sous l'effet des envois de fonds, l'incidence de pauvreté (P0) baisse de -11,5 pour cent chez les ménages féminins, contre -3,9 pour cent chez les ménages dirigés par les hommes. La profondeur de pauvreté (P1) baisse de -22,2 pour cent sous l'effet des envois de fonds chez les ménages dirigés par les femmes contre -10,9 pour cent chez les ménages dirigés par les hommes. Enfin, la sévérité (P2) baisse de -48,2 pour cent chez les ménages dirigés par les femmes contre -31,7 pour cent chez les ménages dirigés par les hommes. En ce qui concerne les inégalités mesurées par l'Indice de Gini (IG), ce sont toujours les ménages dirigés par les femmes qui enregistrent le plus de réduction des inégalités sous l'effet des envois de fonds. L'analyse par île des inégalités par sexe donne le même constat, à savoir : plus de réduction des inégalités chez les ménages dirigés par les femmes dans l'ensemble des îles, exception faite à Mohéli, où les inégalités augmentent de +2,5 pour cent chez les ménages dirigés par les femmes.

3.3.3.6 Impact des envois de fonds suivant le décile (ensemble de la population)

Pour mieux appréhender l'effet des envois sur les indices de pauvreté sur les classes des ménages, il est important de subdiviser la population par groupe de déciles. Le tableau 3.15 présente la distribution des ménages comoriens suivant les déciles calculés sur la base des dépenses observées des ménages excluant les envois de fonds.

Tableau 3.15 : Pauvreté des ménages suivant le décile (sur la base des dépenses excluant les envois de fonds)

	Part des envois de fonds dans les dépenses par tête	Excluant les envois de fonds (1)				Incluant les envois de fonds (2)				Variation (3) en %				N
	(%)	P0 (%)	P1 (%)	P2 (%)	IG	P0 (%)	P1 (%)	P2 (%)	IG	P0	P1	P2	IG	
D1	44,4	100,0	71,4	66,3	0,39	94,6	57,5	36,3	0,27	-5,4	-19,4	-45,3	- 0,29	234
D2	5,0	100,0	42,2	18,1	0,05	97,8	39,7	16,7	0,08	-2,2	-5,9	-8,0	0,56	234
D3	2,9	100,0	24,5	6,2	0,04	97,9	22,8	5,6	0,05	-2,1	-7,0	-10,1	0,23	234
D4	2,7	100,0	8,3	0,9	0,03	88,6	7,3	0,8	0,04	-11,4	-12,6	-12,6	0,50	234
D5	2,3	1,7	0,0	0,0	0,04	1,3	0,0	0,0	0,05	-23,5	-58,7	-56,3	0,33	234
N=2338	**2,5**	**39,9**	**14,6**	**9,2**	**0,57**	**37,7**	**12,7**	**5,9**	**0,56**	-5,5	-13,0	-35,2	-2,0	**1170**

Calculés sur la base des dépenses observées des ménages
Source : EIM 2004 *(Données pondérées)* *N = 2338*

(i) On observe que la distribution par décile fait apparaitre des disproportions importantes dans la répartition des envois de fonds dans les dépenses des ménages. On observe plus d'envois de fonds dans les dépenses par tête des ménages les plus pauvres : les envois de fonds des ménages appartenant au 1er décile représentent 44 pour cent des dépenses des ménages de cette catégorie. Cette proportion ne représente que 0,5 pour cent chez les ménages les plus riches (appartenant au 10ème décile). (ii) On observe que le seuil de pauvreté calculé sur la base des dépenses alimentaires et non alimentaires de base (285 144 Fc) coïncide avec la valeur médiane des dépenses en l'absence des envois de fonds (5ème décile). Par conséquent, la dépense médiane « excluant les envois de fonds » partage la population en deux : d'une part, la population pauvre ayant des dépenses inférieures au 5ème décile. D'autre part, la population non pauvre ayant des dépenses supérieures au 5ème décile. (iii) C'est au sein des ménages proches des seuils de pauvreté que l'on enregistre les plus forts taux de réduction des indices de pauvreté. Ainsi c'est au sein des ménages pauvres du 5ème décile que l'on enregistre le plus de baisse des indices de pauvreté. Toutefois, il faut noter que les ménages pauvres du 5ème décile ne représentent que 1,6 pour cent des ménages du 5ème décile. Quand au 4ème décile dont 100 pour cent des ménages sont pauvres « excluant les envois de fonds », l'incidence de pauvreté diminue de -11,4 pour cent, sous l'effet des envois de fonds. Par ailleurs, malgré des dépenses par tête des ménages du 1er décile de loin inférieures au seuil de pauvreté, on note une baisse importante de l'incidence de pauvreté au sein des ménages du 1er décile en présence des envois de fonds extérieurs (-5,4 pour cent). (iv) Comme on pouvait s'y attendre, mis à part

les quelques ménages pauvres du 5ème décile, c'est au sein des ménages du 1er décile qu'on enregistre les plus fortes baisses des profondeurs (P1) et des sévérités (P2) dus aux envois de fonds. En effet, c'est la classe des ménages la plus pauvre qui reçoit le plus d'envois de fonds. Donc, il est logique que l'écart moyen qui sépare les dépenses des pauvres du 1er décile au seuil de pauvreté (P1) connaisse une baisse importante (-19,4 pour cent). De même, sous l'effet des envois de fonds, les écarts de dépenses entre les pauvres du 1er décile (P2) se réduisent davantage (-45,3 pour cent). (v) Les inégalités mesurées par l'indice de Gini, augmentent sous l'effet des envois de fonds au sein des groupes de déciles, exception observée pour le 1er décile (voir tableau 3.15). Les inégalités augmentent de +0,56% chez les ménages appartenant au 2ème décile, de +0,23% chez les ménages appartenant au 3ème décile et de +0,5% chez les ménages du 4ème décile. (vi) Les envois de fonds n'ont aucun impact sur les taux de pauvreté des ménages appartenant au 6ème décile et plus, pour la simple raison qu'en l'absence des envois de fonds, ces catégories de ménages étaient déjà non pauvres (ayant des dépenses par tête supérieurs au seuil de pauvreté).

3.3.3.7 Impact des envois de fonds suivant le décile (bénéficiaires des envois de fonds)

En considérant cette fois ci, uniquement les ménages qui reçoivent des envois de fonds extérieurs (au nombre de 592, soit 25 pour cent du total), l'effet des envois de fonds est beaucoup plus important dans la réduction de l'incidence de pauvreté chez les ménages pauvres bénéficiaires des envois de fonds.

Tableau 3.16 : Pauvreté suivant le décile des ménages bénéficiaires des envois de fonds

	Part des envois de fonds dans les dépenses par tête	**Excluant les envois de fonds (1)**				**Incluant les envois de fonds (2)**				**Variation (3) en %**				**N**
	(%)	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0**	**P1**	**P2**	**IG**	
1er Décile	87,1	100,0	79,9	67,6	0,51	85,1	48,2	30,2	0,41	-14,9	-39,7	-55,4	-19	59
2ème Décile	17,6	100,0	48,7	24,2	0,08	90,9	38,4	17,0	0,15	-9,1	-21,1	-29,5	90,8	59
3ème Décile	11,3	100,0	29,2	8,8	0,04	91,2	19,7	4,8	0,08	-8,8	-32,4	-44,9	81,6	59
4ème Décile	11,0	100,0	8,9	1,1	0,03	49,0	3,7	0,4	0,07	-51,0	-58,2	-61,5	98,9	59
5ème Décile	9,3	1,9	0,0	0,0	0,04	0,0	0,0	0,0	0,07	-100	-100	-100	72,8	59
Ensemble (592)	**8,7**	**42,3**	**18,6**	**18,5**	**0,60**	**33,9**	**10,6**	**5,0**	**0,55**	**-19,9**	**-42,9**	**-73,0**	**-8,2**	**295**

Calculés sur la base des dépenses observées des ménages
Source : EIM 2004 *(Données pondérées)* *N = 592*

Dans la catégorie des ménages bénéficiaires, les envois de fonds représentent 8,7 pour cent des dépenses par tête. L'incidence de pauvreté touche 42,3 pour cent des ménages lorsqu'on exclue le montant des envois de fonds dans les dépenses des ménages. En incluant les envois de fonds, l'incidence de pauvreté des ménages devient 33,9 pour cent, ce qui correspond à une baisse de -19,9 pour cent. La profondeur (P1) enregistre quand à elle une baisse de -42,9 pour cent et la sévérité (P2) enregistre une baisse de -73 pour cent sous l'effet des envois de fonds. Quand aux inégalités mesurées par l'indice de Gini (IG), elles enregistrent une baisse de -8,2 pour cent sous l'effet des envois de fonds. Le calcul des indices de pauvreté au sein des différents déciles, donne les résultats indiqués dans le tableau 3.16 : (i) Les envois de fonds représentent une part assez important dans les dépenses des ménages bénéficiaires des envois de fonds des premiers déciles. Ils représentent 87,1 pour cent des dépenses des ménages les plus pauvres (appartenant au 1er décile) et représentent 1,7 pour cent des dépenses des ménages les plus riches. (ii) Si l'on ne considère pas les ménages du 5ème décile (très peu nombreux), alors ce sont toujours les ménages du quatrième décile qui enregistrent la plus forte baisse de l'incidence de pauvreté (P0) due aux envois de fonds (-51 pour cent). (iii) Comme pour l'ensemble des ménages, les ménages bénéficiaires des envois de fonds du 1er décile enregistrent une plus importante baisse du taux de pauvreté en présence des envois de fonds (-14,9 pour cent). (iv) C'est aussi au sein du 1er décile que l'on enregistre les plus importantes baisses des profondeurs (P1) avec -39,7 pour cent et des sévérités (P2) avec -55,4 pour cent (mis à part le 5ème décile). L'explication fournie précédemment pour l'ensemble des ménages est aussi valable dans ce sous échantillon des « bénéficiaires des envois de fonds. Ce sont les ménages appartenant au 1er décile qui bénéficient le plus d'envois de fonds et correspondent à la classe la plus pauvre. Donc elle enregistre le plus de réduction de P1 et P2. (v) Les envois de fonds ont des effets significatifs sur les inégalités mesurées par l'indice de Gini (IG). Comme pour l'ensemble des ménages, seul le 1er décile connait une baisse des inégalités (-19 pour cent) sous l'effet des envois de fonds. Inversement, les classes des ménages appartenant au deuxième jusqu'au cinquième décile connaissent de forts taux de croissance des inégalités dus aux envois de fonds. Les ménages appartenant aux 2ème , 3ème, 4ème, et 5ème déciles voient leurs inégalités augmenter respectivement de +90 pour cent, +81 pour cent, +98,9 pour cent et +72,8 pour cent.

3.4 Aspects méthodologiques pour mesurer l'impact des envois de fonds sur la pauvreté

3.4.1 Revue de littérature

En raison de la contribution importante des envois de fonds dans le revenu des ménages, certains auteurs considèrent que les envois de fonds sont un filet de sûreté pour les pauvres, Jones (1998a). En faisant le parallélisme avec l'Aide Publique au Développement accordée aux pays pauvres, certains auteurs avancent l'idée que les envois de fonds constituent une Aide Extérieure Privée « AEP » qui parvient directement à la population sans aucune procédure. Contrairement à l'APD, la nature et la forme de « l'AEP» font de celle-ci un flux financier direct sans conditionnalités et sans risques de ne pas parvenir à la population cible, Kapur (2003). Envoyé individuellement aux familles des migrants pour des motifs généralement différents, les envois de fonds contribuent globalement sur la pauvreté. Quel est l'impact de ces flux sur la pauvreté et l'inégalité dans le monde en voie de développement ? La réponse à cette question semble centrale à n'importe quelle tentative d'évaluation de l'effet global de la migration et des envois de fonds dans les pays en développement. Néanmoins, seulement très peu d'études ont examiné l'impact des envois de fonds sur la pauvreté et l'inégalité en Afrique sub-saharienne.
Il convient aussi de noter que l'analyse de l'impact des envois de fonds sur la pauvreté et l'inégalité implique plusieurs questions méthodologiques importantes, dont nous exposerons ici seulement deux aspects.

La première méthode consiste à traiter les envois de fonds comme du transfert exogène simple du revenu des migrants. Ensuite, la question sera de savoir comment les envois de fonds affectent-ils le niveau observé de la pauvreté et de l'inégalité dans le pays considéré ? Utilisant cette méthode, Gustafsson et Makonnen (1993) ont procédé à des simulations des effets d'un arrêt éventuel des envois de fonds des travailleurs du Lesotho vivant en Afrique du Sud, sur l'ampleur et la structure de la pauvreté au Lesotho. Ils ont trouvé qu'un arrêt des envois de fonds des travailleurs miniers originaires du Lesotho et résidant en Afrique du Sud, aura des conséquences fâcheuses sur le niveau de la pauvreté au Lesotho. Dans une analyse « de la dynamique des envois de fonds de Côte d'Ivoire, et de leur impact sur la pauvreté au Burkina Faso », Lachaud (2004), a trouvé plusieurs résultats intéressants, dus à la baisse des envois de fonds des migrants Burkinabe vivant en Cote d'Ivoire, à destination du Burkina Faso entre 1998 et 2003. Parmi ces résultats,

on note par exemple que la baisse des envois de fonds a eu comme conséquence une hausse potentielle de la pauvreté au Burkina Faso de 1,3 point.

La deuxième méthode consiste à traiter les envois de fonds comme un revenu potentiel de substitution. Cette méthode repose sur une hypothèse initiale d'absence de migration et d'envois de fonds. On rajoute ensuite les envois de fonds dans les revenus des « bénéficiaires d'envois de fonds ». La question est de savoir quelle sera la variation de la pauvreté et de l'inégalité dans le pays lorsqu'on compare les deux situations suivantes : « absence de migration et d'envois de fonds » et « présence de migration et d'envois de fonds ».

Dans cette étude, nous utiliserons la deuxième méthode pour évaluer l'impact des envois de fonds sur la variation de la pauvreté aux Comores.

En utilisant cette méthode R. Adams (2006) a montré qu'en présence des envois de fonds, la pauvreté et les inégalités des ménages ont fortement diminué au Ghana. Nong et Xubei (2006) ont expérimenté l'effet des revenus non agricole dans la réduction de la pauvreté et les inégalités en milieu rural en Chine. Néanmoins, il faut noter qu'au-delà de la validité théorique et économique du modèle, cette approche présente un certain nombre de problèmes méthodologiques qu'il faut en tenir compte.

3.4.2 Le Biais de sélection dans l'échantillonnage et méthode de Heckman

En considérant les envois de fonds comme un «substitut des revenus », on est confronté à deux problèmes méthodologiques : Premièrement, avec l'hypothèse d'absence de migration et d'envois de fonds, les revenus des ménages doivent inclure les revenus potentiels des migrants s'ils étaient restés au pays. Deuxièmement, les ménages peuvent ne pas avoir les mêmes caractéristiques pour les deux sous échantillons « bénéficiaires » et « non bénéficiaires » des envois de fonds. Ainsi, par exemple lorsque des caractéristiques non observables comme le niveau de qualification, les capacités, la motivation à travailler sont différentes au niveau des ménages composant les deux sous échantillons, alors on est en présence d'un biais de sélection. Le biais de sélection induit par les différences dans les échantillons, peut conduire à des estimations biaisées des paramètres du modèle concernant le sous échantillon des «ménages bénéficiaires des envois de fonds». Pour identifier ce biais, nous allons utiliser la méthode de détection de biais de

sélection fondée sur le test de Heckman (1979). Ensuite en fonction des résultats obtenus sur l'existence ou non d'un biais de sélection, une correction sera effectuée en introduisant les ratios de Mills inversés[38].

3.4.3 Test de biais de sélection

Pour analyser le biais de sélection, on utilisera : (i) un modèle de sélection de type logit binomial développé par Lee et autres (1983), (ii) deux modèles de dépenses destinés respectivement aux ménages bénéficiaires et aux ménages non bénéficiaires des envois de fonds. Deux catégories de modèles sont alors nécessaires pour tester l'existence d'un biais de sélection : ***un modèle de sélection*** et ***un modèle des dépenses***.

3.4.3.1 Le modèle de sélection (modèle logit)

$$Y_i^* = Z_i \alpha + \eta_i \qquad (1)$$

Y_i^* est la variable dépendante de l'équation de sélection (1). Y_i^* est une variable binaire (Y_i^*=1 si le ménage i bénéficie des envois de fonds ; Y_i^* = 0 si le ménage i ne bénéficie pas d'envois de fonds)

Z_i est la matrice des variables explicatives des ménages i relatives à l'équation (1),

α est le vecteur des coefficients des variables explicatives respectives.

η_i est indépendant de la matrice Z des variables explicatives.

En réalité, yi* n'est pas observable; c'est plutôt l'appartenance du ménage i à l'un des deux groupes 0 ou 1 qui est observé. Ces deux groupes correspondent respectivement aux « non bénéficiaires des envois de fonds » et aux « bénéficiaires des envois de fonds ». Y_i^* est la variable dépendante dichotomique de la régression des envois de fonds, qui est fonction des variables explicatives caractéristiques des ménages. L'estimation de Y_i^* s'effectuera suivant un modèle de type logit binomial, et concernera l'ensemble des ménages.

Cette première équation est dite de sélection. L'un des problèmes économétrique lié à cette méthode, est le choix des variables explicatives qui expliquent à la fois la première équation de sélection, c'est à dire celle relative à la migration et aux envois de fonds ; et qui expliquent par ailleurs les deux autres équations de dépenses (assimilés aux revenus des ménages). On s'inspirera des

[38] Rapport de la fonction de densité de probabilité sur la fonction de distribution cumulative d'une distribution.

résultats obtenus dans le chapitre II sur les déterminants des envois de fonds aux Comores, pour faire le choix des variables et on testera ensuite la significativité des mêmes variables explicatives, dans les deux équations de dépenses. En tenant compte des variables explicatives usuelles, la forme du modèle de sélection est la suivante :

Prob (Y = reçoit /ne reçoit pas) = f [(Caractéristiques démographiques du ménage, Capital humain du chef du ménage, Statut de travail du chef du ménage, Lieu de résidence du ménage)]* (2)

Dans la littérature relative aux fonctions des envois de fonds, les caractéristiques démographiques comme l'âge du chef de ménage, le nombre d'hommes âgés plus de 15 ans et le nombre d'enfants (moins de cinq ans) affectent la probabilité d'émigrer (donc affectent la probabilité pour les familles de recevoir des envois de fonds). Ainsi, certaines études, Adams(1993) et Lipton (1980) ont suggéré que la migration est un cycle de vie dont l'âge des chefs de ménage, le nombre d'hommes âgés plus de 15 ans affectent positivement la probabilité pour ses membres d'émigrer (de recevoir des envois de fonds). Par contre, le nombre d'enfants moins de cinq ans affectent négativement la probabilité d'émigrer (donc de recevoir des envois de fonds). Les variables du capital humain affectent aussi la migration et les envois de fonds en ce sens que plus il y a des personnes qualifiées (éduquées), plus ces personnes aspirent à des emplois plus rémunérateurs, donc ont tendance à partir à l'extérieur, là où le niveau de revenu est plus élevé, Schultz, (1982) et Todaro(1970). La situation scolaire du père peut influencer la probabilité des membres du ménage à émigrer donc à « bénéficier des envois de fonds ». Dans une certaine mesure où la migration est sélective, le statut de travail du chef de ménage pourrait influencer à la décision de migration. Par exemple, les personnes issues des ménages dont le chef occupe un emploi qualifié ont une forte probabilité d'émigrer, lorsque la migration touche les « cadres qualifiés ». Inversement, les membres des ménages issus des ménages dont le chef occupe un emploi sans qualification auront une forte probabilité d'émigrer, lorsque la migration touche la population pauvre (cas des Comores). La région ou milieu de résidence du ménage, peut jouer un rôle dans la probabilité d'émigration et de bénéficier des envois de fonds. Ainsi lorsque dans un pays, les habitants de certaines régions ont une tradition d'émigration, alors les variables relatives au lieu de résidence affecteront positivement la probabilité d'émigration/recevoir des envois de fonds.

Le modèle logit ainsi défini, sera estimé sur l'ensemble des 2393 ménages que compte la base des données.

3.4.3.2 Le modèle des dépenses

$$Ln(Y_{i,0}) = X_i\ \beta_0 + \gamma_0\lambda_{0,i} + \mu_{i,0} \quad (3)$$ pour $Y_i^* = 0$ (non bénéficiaires des envois de fonds)

$$Ln(Y_{i,1}) = X_i\ \beta_1 + \gamma_1\lambda_{1,i} + \mu_{i,1} \quad (4)$$ pour $Y_i^* = 1$ (bénéficiaires des envois de fonds)

$Y_{i,0}$ et $Y_{i,1}$ représentent les dépenses par tête excluant les envois de fonds, respectivement pour les ménages « non bénéficiaires des envois de fonds » et ceux « bénéficiaires des envois de fonds »

X_i est la matrice des variables explicatives des ménages i relatives aux équations (3), (4)

β_0 et β_1 sont les coefficients des variables explicatives respectives pour chacune des deux équations.

$\lambda_{0,i}$ et $\lambda_{1,i}$ correspondent au ratio de Mills inversé respectivement pour les deux groupes de ménages (« bénéficiaires » et « non bénéficiaires » des envois de fonds.

γ_0 et γ_1 sont les coefficients associés aux ratios de Mills à estimer

$\mu_{i,0}$ et $\mu_{i,1} \sim N(0,\sigma)$ et sont indépendants de la matrice X des variables explicatives.

Le modèle des dépenses est formé par deux équations semblables et applicables aux deux sous échantillons suivantes : (i) les bénéficiaires des envois de fonds ($Y_{i,1}$) et (ii) les non bénéficiaires des envois de fonds ($Y_{i,0}$). Elles seront estimées à l'aide des MCO pour chaque groupe de ménages. Les variables explicatives sont les mêmes que celles de l'équation de sélection (Yi*). Les variables dépendantes $Y_{i,0}$ et $Y_{i,1}$ qui correspondent aux dépenses des ménages par tête sont observables et continues. La méthode d'estimation repose sur l'utilisation d'un procédé en deux étapes développé par Heckman. La résolution de la première équation de type logit fournit les ratios de Mills inversés λ_i. Ces ratios seront introduits comme variables explicatives dans les deux équations de dépense pour détecter l'existence éventuelle d'un biais de sélection. Le procédé à deux étapes, nécessite que le modèle soit identifiable. Le modèle est identifiable s'il y a au moins une variable indépendante de

l'équation de sélection (première équation) qui n'est pas incluse dans les équations de dépense.

Les équations de dépense (3) et (4) ont comme variables dépendantes les dépenses par tête des ménages « excluant les envois de fonds ». Les variables explicatives sont les mêmes que celles de l'équation de sélection (1) tout en rajoutant en plus les variables de contrôles calculées au niveau de l'équation de sélection.

De ce fait, les équations des dépenses auront la forme suivante :

Ln [Dépense/tête (excluant les envois de fonds)] = f [(Caractéristiques démographiques du ménage, Capital humain du chef du ménage, Statut de travail du chef du ménage, Lieu de résidence du ménage), λ_i] (5)

λ_i correspond au ratio de Mills inversé et qui correspondent aux variables de contrôle.

Cette équation sera estimée à deux niveaux : (i) au niveau des ménages « bénéficiaires des envois de fonds» et (ii) au niveau des ménages « non bénéficiaires des envois de fonds ». On analysera par la suite, l'existence d'un biais de sélection. Pour cela, on analysera la significativité des coefficients des variables de contrôles (λ_i). Lorsque les coefficients $\lambda_{i,0}$ et $\lambda_{i,1}$ sont significatifs, on dira que les ménages qui disposent des migrants et qui bénéficient des envois de fonds ont été sélectionnés suivant des critères non observables. Ils ne se répartissent donc pas aléatoirement et uniformément dans l'échantillon. Autrement dit, les deux sous échantillons sont différents. Il faudra alors par la suite corriger le biais de sélection par l'introduction dans l'équation des dépenses des ménages « non bénéficiaires » des envois de fonds de la variable de contrôle (λ_i). Inversement, si les coefficients $\lambda_{i,0}$ et $\lambda_{i,1}$ ne sont pas significatifs, alors il n'y a pas de biais de sélection dans l'échantillonnage (les deux sous échantillons se ressemblent), auquel cas, il n'y aurait pas nécessité de corriger l'équation des dépenses par l'introduction d'une variable de contrôle (ratio de Mills).

3.4.4 Estimation du modèle de sélection (modèle logit binomial)

Le tableau 3.17 présente les résultats de l'estimation, par la méthode logit binomial, du modèle de sélection. Nous observons d'abord que l'âge du chef du

ménage joue positivement sur la sélection des ménages «bénéficiaires des envois de fonds». Le lieu de naissance du chef du ménage joue aussi un rôle pour la sélection des ménages des bénéficiaires des envois de fonds. En effet, les chefs de ménage nés à l'étranger ont plus de chance de bénéficier des envois de fonds que ceux nés aux Comores. Il est aussi à noter que les ménages dont le père est encore en vie ont plus de chance d'être sélectionnés parmi les bénéficiaires des envois de fonds.

Tableau 3.17 : Coefficients de régression de l'estimation logistique binaire de l'équation de sélection
Variable dépendante : (Reçoit oui = 1 ; non = 0)

Variables indépendantes	B	Wald	Exp(B)
Constant	-1,63***	5,53	0,20
Caractéristiques démographiques du ménage			
L'âge du chef de ménage (Age)	0,04*	3,06	1,04
Age²	0,000	1,48	1,00
Lieu de naissance du Chef de ménage (Etranger : 0 ; Comores :1)	-0,67***	8,42	0,51
Le sexe du chef de ménage (F=0 ; H=1)	-0,33*	2,63	0,72
Taille du ménage (taille)	-0,03	0,16	0,97
Taille²	-0,002	0,07	1,00
Le chef du ménage est marié (Oui = 1 ; Non = 0)	0,004	0,00	1,00
Le père est encore en vie (Oui = 1 ; Non = 0)	-0,28**	3,56	0,76
Nombre d'enfants < 5ans	-0,11**	3,53	0,90
Nombre d'hommes âgés plus de 15 ans	-0,09**	3,91	0,91
Capital humain : Education du chef de ménage			
Le chef de ménage a fréquenté l'école coranique (Oui = 1;Non = 0)	0,56***	10,26	1,75
Le chef de ménage a un diplôme de niveau primaire	0,14	0,33	1,15
Le chef de ménage a un diplôme de niveau secondaire	-0,10	0,09	0,90
Le chef de ménage a un diplôme de niveau supérieur	-0,39	0,75	0,68
Le chef de ménage a un diplôme de niveau technique	-0,26	0,28	0,77
Statut de travail du Chef de ménage			
Le Chef de ménage a un travail rémunéré (Oui = 1 ; Non = 0)	-0,53	13,77	0,59
Salarié non protégé (Oui = 1 ; Non = 0)	0,41**	3,49	1,50
Micro entrepreneur (Oui = 1 ; Non = 0)	0,53*	2,10	1,70
Indépendant et Informel (Oui = 1 ; Non = 0)	-0,18	0,48	0,83
Agriculteur vivrier (Oui = 1 ; Non = 0)	-0,01	0,00	0,99
Agriculteur de rente (Oui = 1 ; Non = 0)	-0,06	0,06	0,95
Eleveur & divers (Oui = 1 ; Non = 0)	-0,19	0,43	0,83
Pêcheur & divers (Oui = 1 ; Non = 0)	-0,68*	2,71	0,51
Chômeur (Oui = 1 ; Non = 0)	-0,24	0,45	0,79
Inactif (Oui = 1 ; Non = 0)	-0,15	0,40	0,86
Lieu de résidence du ménage			
Le ménage habite la Grande Comore en milieu urbain (Oui=1 Non=0)	1,66***	20,55	5,26
Le ménage habite la Grande Comore en milieu rural (Oui=1 Non=0)	1,13***	16,65	3,08
Le ménage habite Anjouan en milieu urbain (Oui=1 Non=0)	-0,04	0,02	0,96
Le ménage habite Anjouan en milieu rural (Oui=1 Non=0)	0,39*	2,03	1,48
Le ménage habite Mohéli en milieu urbain (Oui=1 Non=0)	-1,37***	6,74	0,25
Le ménage habite Mohéli en milieu rural (Oui=1 Non=0)	-0,96**	3,50	0,38

-2 Log vraisemblance 2161,5
(*) Significatif au seuil 10% (**) significatif au seuil 5% (***) significatif au seuil 1%
N : 2338 (données pondérées) χ^2 : 237,25 Pseudo R^2 : 0,11

En ce qui concerne les variables relatives à la composition des ménages, le signe négatif du coefficient de la variable «nombre d'enfants moins de cinq ans » est conforme aux résultats prévus dans la littérature, à savoir que la probabilité d'émigrer ou de «bénéficier des envois de fonds » diminue avec le nombre d'enfants moins de cinq ans. Quant à la variable «nombre d'hommes âgés plus de 15 ans», le signe

négatif du coefficient ne correspond pas aux attentes. En effet, contrairement à ce qui est développé dans la littérature, la probabilité d'émigrer ou d'envoyer des fonds aux Comores diminue avec l'effectif d'hommes âgés plus de 15 ans. Il est utile de rappeler ici que la littérature sur les migrants et envois de fonds, est fondée sur les caractéristiques des ménages des migrants vivant à l'extérieur. Ainsi, ces résultats qui paraissent controverses pourraient être dus au fait que les données utilisées sont issues des ménages qui sont restés aux Comores. Les ménages qui reçoivent plus d'envois de fonds, sont ceux qui disposent le plus d'émigrés de plus de 15 ans. Donc, moins sont nombreuses les personnes âgées de plus de 15 ans (autrement dit, plus il y a d'émigrés de plus de 15 ans), alors la probabilité de recevoir des fonds est grande.

Les résultats obtenus sur les variables du capital humain reflètent une réalité connue sur les envois de fonds aux Comores. Bien que non significatifs, les coefficients diminuent suivant le diplôme du chef de ménage. Autrement dit, plus le chef de ménage est instruit, moins il aura de chance de bénéficier des envois de fonds extérieurs. Ce constat confirme les résultats trouvés dans le chapitre II, à savoir que les envois de fonds bénéficient plus aux non diplômés. Il faut aussi noter le signe positif et significatif du coefficient de la variable « école coranique ». Cela dit, les chefs des ménages qui ont fréquenté l'école coranique ont plus de chance de recevoir des envois de fonds extérieurs. On note ainsi, que les ménages dirigés par des chefs de niveau coranique, se comportent de la même façon (en termes de chance de recevoir des envois de fonds) que les diplômés du primaire, et les non diplômés.

En ce qui concerne le statut de travail, les chefs de ménage qui disposent d'un travail rémunéré ont moins de chance de recevoir des envois de fonds. Ce qui est conforme aux résultats précédents qui avaient montré que plus le chef de ménage est instruit (généralement salarié), moins il a de chance de recevoir des fonds. Les salariés non protégés ont plus de chance de recevoir des fonds par rapport aux salariés protégés.

Enfin les variables de localisation des ménages influencent positivement sur la probabilité de recevoir des envois de fonds pour les ménages résidant en Grande Comore rural et urbain. Inversement, les ménages résidants à Mohéli en milieu rural et à Mohéli en milieu urbain ont moins de chance de recevoir des envois de fonds.

3.4.5 Estimation économétrique (Test de Heckman)

Pour tester la significativité du biais de sélection, on estimera l'équation des dépenses (5) au niveau des deux échantillons : (i) les ménages bénéficiaires des envois de fonds et (ii) les ménages non bénéficiaires des envois de fonds.

Pour chacune des deux sous échantillon, on procèdera à une estimation économétrique en deux temps : (i) incluant le ratio inversé de Mills (obtenus lors de l'estimation de l'équation de sélection) et (ii) excluant le ratio inversé de Mills (ce qui revient à un MCO).

Les résultats obtenus des MCO et des estimations corrigés du biais de sélection de l'échantillon sont présentés dans le tableau 3.18.

Tableau 3.18 : Coefficients de régression de l'estimation de l'équation des revenus par moindre carré ordinaire et corrigé du biais de sélection (λ_i)

Variable dépendante : Ln (dépense par tête excluant les envois de fonds)

	Bénéficiaires des envois de fonds		Non Bénéficiaires des envois de fonds	
	MCO	**Corrigé du biais de sélection**	**MCO**	**Corrigé du biais de sélection**
Variables indépendantes				
Constant	12,77 (23,20)**	10,32 (7,82)**	13,61 (57,80)**	14,23 (24,29)**
Caractéristiques démographiques du ménage				
Age du chef de ménage (Age)	0,02 (1,43)	0,05 (2,44)**	0,01 (1,11)	0,001 (0,12)
Age²	0,00 (-1,14)	0,00 (-2,06)*	0,00 (-0,70)	0,000 (-0,05)
Lieu de naissance du Chef de ménage (Etranger : 0 ; Comores :1)	0,26 (1,52)	-0,16 (-0,60)	0,21 (2,20)*	0,31 (2,39)**
Taille du ménage (taille)	-0,23 (-3,72)**	-0,25 (-4,07)**	-0,26 (-8,79)**	-0,25 (-8,42)**
Taille²	0,01 (1,42)	0,01 (1,32)	0,01 (4,82)**	0,01 (4,85)**
Le chef du ménage est marié (Oui = 1 ; Non = 0)	0,07 (0,63)	-0,07 (-0,59)	-0,04 (-0,69)	-0,003 (-0,04)
Nombre d'enfants < 5ans	0,06 (1,24)	-0,02 (-0,29)	-0,02 (-0,78)	0,002 (0,08)
Nombre d'hommes âgés plus de 15 ans	0,05 (1,32)	-0,01 (-0,26)	-0,03 (-2,02)*	-0,02 (-0,87)
Capital humain : Education du chef de ménage				
Le chef de ménage a fréquenté l'école coranique (Oui = 1;Non = 0)	-0,02 (-0,11)	0,34 (1,42)	0,00 (-0,05)	-0,09 (-0,90)
Le chef de ménage a un diplôme de niveau primaire	0,11 (0,58)	0,16 (0,80)	0,06 (0,74)	0,04 (0,49)
Le chef de ménage a un diplôme de niveau secondaire	0,52 (1,76)	0,44 (1,40)	0,18 (1,69)	0,20 (1,81)*
Le chef de ménage a un diplôme de niveau supérieur	0,07 (0,19)	-0,21 (-0,53)	0,75 (6,00)**	0,82 (5,95)**
Le chef de ménage a un diplôme de niveau technique	1,28 (3,25)**	1,12 (2,80)**	0,40 (2,50)**	0,44 (2,67)**

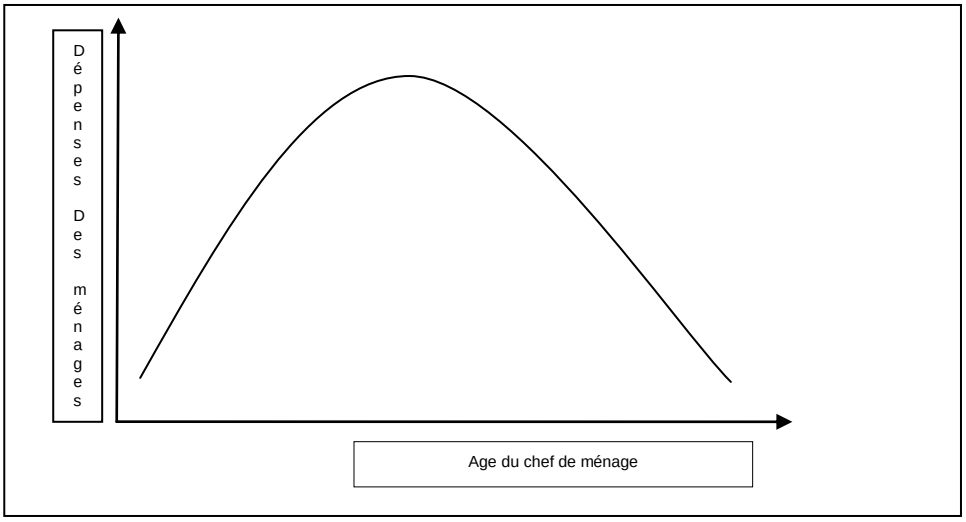
Variable dépendante : Ln (dépense par tête excluant les envois de fonds) *(suite)*

	Bénéficiaires des envois de fonds		Non Bénéficiaires des envois de fonds	
	MCO	**Corrigé du biais de sélection**	**MCO**	**Corrigé du biais de sélection**
Statut de travail du Chef de ménage				
Le Chef de ménage a un travail rémunéré (Oui = 1 ; Non = 0)	0,37 (3,44)**	0,004 (0,02)	0,00 (-0,01)	0,09 (0,99)
Salarié non protégé (Oui = 1 ; Non = 0)	0,02 (0,09)	0,26 (1,23)	-0,03 (-0,39)	-0,10 (-1,07)
Micro entrepreneur (Oui = 1 ; Non = 0)	-0,16 (-0,58)	0,17 (0,55)	-0,02 (-0,15)	-0,11 (-0,70)
Indépendant et Informel (Oui = 1 ; Non = 0)	0,40 (1,93)*	0,28 (1,31)	0,11 (1,22)	0,14 (1,46)
Agriculteur vivrier (Oui = 1 ; Non = 0)	0,03 (0,19)	0,01 (0,04)	-0,10 (-1,24)	-0,11 (-1,34)
Agriculteur de rente (Oui = 1 ; Non = 0)	0,46 (2,51)**	0,41 (2,17)*	0,10 (1,25)	0,11 (1,25)
Eleveur & divers (Oui = 1 ; Non = 0)	0,14 (0,60)	-0,02 (-0,07)	0,01 (0,07)	0,04 (0,35)
Pêcheur & divers (Oui = 1 ; Non = 0)	0,31 (0,92)	-0,17 (-0,42)	-0,26 (-2,18)*	-0,19 (-1,24)
Chômeur (Oui = 1 ; Non = 0)	-0,17 (-0,63)	-0,31 (-1,08)	0,09 (0,72)	0,12 (0,93)
Inactif (Oui = 1 ; Non = 0)	-0,05 (-0,26)	-0,14 (-0,80)	-0,23 (-2,63)**	-0,22 (-2,47)**
Lieu de résidence du ménage				
Le ménage habite la Grande Comore en milieu urbain (Oui=1 Non=0)	0,24 (0,86)	1,26 (2,20)*	0,52 (3,16)**	0,26 (0,91)
Le ménage habite la Grande Comore en milieu rural (Oui=1 Non=0)	-0,18 (-0,73)	0,52 (1,25)	-0,10 (-1,15)	-0,29 (-1,56)
Le ménage habite Anjouan en milieu urbain (Oui=1 Non=0)	0,01 (0,04)	-0,06 (-0,23)	0,07 (0,80)	0,08 (0,83)
Le ménage habite Anjouan en milieu rural (Oui=1 Non=0)	-0,35 (-1,46)	-0,16 (-0,61)	0,02 (0,22)	-0,04 (-0,43)
Le ménage habite Mohéli en milieu urbain (Oui=1 Non=0)	0,15 (0,31)	-0,76 (-1,18)	-0,11 (-1,00)	0,10 (0,45)
Le ménage habite Mohéli en milieu rural (Oui=1 Non=0)	-0,63 (-1,31)	-1,31 (-2,25)*	-0,08 (-0,65)	0,07 (0,39)
Lambda		1,51 (2,04)*		-0,37 (-1,17)
R^2 ajusté	0,199	0,202	0,214	0,214
Test de Fisher	5,5	5,41	15,87	15,35
N (données pondérées)	592	592	1746	1746

(*) Significatif au seuil 5% (**) significatif au seuil 1%

D'une façon générale, la plupart des coefficients obtenus présentent les signes prévus. Par exemple, il ressort une relation en forme de U renversé entre les dépenses des ménages et l'âge du chef du ménage. Cela dit, les dépenses croissent pendant que le chef de ménage est en âge de travailler (en activité) et décroissent ensuite après la retraite (fin de la vie active).

Graphique 3.1 : Evolution des dépenses des ménages suivant l'âge du chef de ménage



Par ailleurs, la taille des ménages ont un effet négatif sur les dépenses par tête des ménages. En effet, plus sont nombreuses les personnes habitant dans un ménage, moins serait la dépense unitaire des ménages (économie d'échelle).

Les coefficients des variables relatives au capital humain ne sont pas tous significatifs. Par contre, il apparait clairement que les dépenses des ménages excluant les envois de fonds augmentent lorsque le chef de ménage est diplômé technique. Le coefficient est significativement positif dans tous les cas de figure. De même, pour les ménages qui ne bénéficient pas des envois de fonds, les dépenses des ménages augmentent lorsque le chef de ménage est diplômé du supérieur. Ces résultats sont conformes avec la théorie du capital humain. En ce qui concerne le statut de travail du chef de ménage, la plupart des coefficients ne sont pas significatifs, sauf dans une certaine mesure, pour les agriculteurs de rente qui influent positivement sur le niveau des dépenses des ménages. Inversement, les inactifs ont un effet négatif sur les dépenses des ménages. Les coefficients sont significatifs pour la catégorie des ménages « non bénéficiaires des envois de fonds ». Le résultat le plus important qui apparait dans le tableau 3.18 est la significativité de la variable de contrôle (lambda). Il apparait que pour l'échantillon des ménages bénéficiaires des envois de fonds, un biais de sélection a été détecté avec une significativité de la variable de contrôle (lambda). Ce qui laisse présager que les ménages appartenant à l'échantillon des « bénéficiaires des envois de fonds » ne sont pas aléatoirement répartis au sein de la population. D'où la nécessité de corriger le biais de sélection par le facteur lambda. L'une des raisons qui peut expliquer ce biais est qu'en règle générale, la plupart des migrants qui envoient des

fonds, sont issus des milieux de basse qualification (BAD, 2008). L'on peut alors avancer sans trop se tromper que la migration comorienne est composée en grande partie d'une main d'œuvre non qualifiée. On assiste alors aux Comores à un phénomène inverse, par rapport à ce qui est développé dans la littérature, à savoir : une sélection de main d'œuvre non qualifiée de bas revenu au lieu d'une sélection de main d'œuvre qualifiée de haut revenu, comme c'est le cas dans nombreux pays en développement exportateur de main d'œuvre (fuite des cerveaux). Par ailleurs, le facteur lambda n'est pas significatif au sein de l'échantillon des « non bénéficiaires des envois de fonds ». Ce qui signifie que la population des « non bénéficiaires » est relativement homogène (caractéristiques plus proches de l'ensemble des ménages). Autrement dit, le sous échantillon des ménages non bénéficiaires des envois de fonds est donc réparti aléatoirement au sein de la population.

3.4.6 Estimation des dépenses

3.4.6.1 Sur l'aspect pratique

Dans la pratique, le processus d'estimation des dépenses des ménages (excluant les envois de fonds) comporte deux étapes: Premièrement, (i) on estime les coefficients du modèle de dépense « excluant les envois de fonds » au sein du sous échantillon de 1746 ménages, que constituent les ménages « non bénéficiaires des envois de fonds ». On introduira la variable de contrôle lambda (comme variable explicative), pour corriger le biais de sélection détecté précédemment par la méthode Heckman. Deuxièmement, (ii) les coefficients estimés sur les 1746 ménages non bénéficiaires des envois de fonds, seront appliqués aux 592 ménages qui bénéficient des envois de fonds. Nous sommes alors en mesure de disposer des estimations des dépenses des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds, qui nous permettront par la suite de calculer les estimations des dépenses réelles des ménages en présence des envois de fonds.

3.4.6.2 Problèmes liés aux résidus du modèle des ménages bénéficiaires

L'équation des dépenses des ménages qui ne bénéficient pas des envois de fonds (Yi * = 0), s'écrit de la manière suivante :

$Log(Y_{i,0}) = Log\ \hat{Y}_{i,0} + \hat{u}_{i,0}$ pour Yi* = 0 (6)

où $Y_{i,0}$ et $\hat{Y}_{i,0}$ représentent respectivement les dépenses observées et les dépenses estimées des ménages qui ne bénéficient pas des envois de fonds; $\hat{u}_{i,0}$ est le résidu.

On ne connait pas, pour les ménages bénéficiaires des envois de fonds la valeur des résidus $\mu_{i,1}$. En effet, par construction du modèle, on dispose par simulation (application des coefficients estimés) de l'estimation de la partie observable des dépenses des ménages bénéficiaires des envois de fonds, c'est-à-dire celle qui est expliquée par les variables exogènes. Par contre, nous ne connaissons pas la partie inobservable, à savoir le résidu ($\mu_{i,1}$). Il est donc nécessaire d'estimer ce résidu. On suppose que (i) la variance σ_0 des $\mu_{i,0}$ est constante ; (ii) nous supposons aussi que les variances des $\mu_{i,0}$ des ménages qui ne bénéficient pas des envois de fonds et celle des autres ménages sont identiques. Sous ces deux hypothèses, nous simulons pour chaque ménage qui bénéficie des envois de fonds (Yi* = 1) un résidu à l'aide de la méthode de Monte Carlo :

$$\hat{u}_{i,1} = \sigma_0\ \Phi^{-1}(r)$$

où *r* est un nombre aléatoire compris entre [0,1). Φ−1 est la fonction inverse de la loi cumulative d'une loi normale. $\hat{u}_{i,0}$ suit ainsi une loi normale de paramètres N $(0, \sigma^2_0)$

Nous allons simuler ce résidu pour chaque ménage appartenant à la catégorie des bénéficiaires des envois de fonds.

À partir de (3), nous pouvons calculer une variance σ^2_0 des $\hat{u}_{i,0}$, pour les ménages qui ne bénéficient pas des envois de fonds (Y_i* = 0).

Après l'estimation des résidus $\hat{u}_{i,1}$, nous pourrons utiliser les deux équations de dépense suivantes :

(1) Pour les ménages qui ne bénéficient pas des envois de fonds :

$$Ln\ (Y_{i,0}) = X_i\ \beta_0 + \gamma_0\lambda_{0,i} + \hat{u}_{i,0} \quad (7)$$

(2) Pour les ménages qui bénéficient des envois de fonds :

$$Ln(Y_{i,1}) = X_i\ \beta_0 + \gamma_0\lambda_{0,i} + \sigma_0\ \Phi^{-1}(r) \quad (8)$$

(i) Yi,0 et Yi,1 représentent respectivement les estimations des dépenses des ménages non bénéficiaires et bénéficiaires des envois de fonds.

(ii) Xi, représente la matrice des variables explicatives (les mêmes que celles utilisées dans le modèle (5))

(iii) β_0 sont les coefficients calculés sur les 1746 ménages qui ne bénéficient pas des envois de fonds

(iv) $\lambda_{0,i}$ est la variable de correction du biais de l'échantillonnage (lambda) et

γ_0 le coefficient de la variable de correction

3.4.6.3 Estimation des dépenses par les coefficients du modèle

Le tableau 3.19 reprend les résultats du tableau 3.18 relatif à l'estimation de l'équation des dépenses des non bénéficiaires des envois de fonds avec correction de biais de sélection. Les coefficients de régression sont obtenus par l'estimation de l'équation (5) sur la sous population des ménages non bénéficiaires des envois de fonds. La plupart des coefficients disposent des signes attendus. Ils sont en grande partie en concordance avec les signes des mêmes coefficients, dans l'équation des dépenses des ménages bénéficiaires des envois de fonds (tableau 3.18).

Tableau 3.19 : Coefficients de régression de l'estimation de l'équation des dépenses « excluant les envois de fonds » corrigé du biais de sélection (λ_i), (MCO)

Variable dépendante : Ln (dépense par tête excluant les envois de fonds)

Variables indépendantes	coefficients	**Variables indépendantes *(suite)***	coefficients
Constant	14,23 (24,29)**	**Statut de travail du Chef de ménage**	
Caractéristiques démographiques du ménage		Le Chef de ménage a un travail rémunéré (Oui = 1 ; Non = 0)	0,09 (0,99)
Age du chef de ménage (Age)	0,001 (0,12)	Salarié non protégé (Oui = 1 ; Non = 0)	-0,10 (-1,07)
Age²	0,000 (-0,05)	Micro entrepreneur (Oui = 1 ; Non = 0)	-0,11 (-0,70)
Lieu de naissance du Chef de ménage (Etranger : 0 ; Comores :1)	0,31 (2,39)**	Indépendant et Informel (Oui = 1 ; Non = 0)	0,14 (1,46)
Taille du ménage (taille)	-0,25 (-8,42)**	Agriculteur vivrier (Oui = 1 ; Non = 0)	-0,11 (-1,34)
Taille²	0,01 (4,85)**	Agriculteur de rente (Oui = 1 ; Non = 0)	0,11 (1,25)
Le chef du ménage est marié (Oui = 1 ; Non = 0)	-0,003 (-0,04)	Eleveur & divers (Oui = 1 ; Non = 0)	0,04 (0,35)
Nombre d'enfants < 5ans	0,002 (0,08)	Pêcheur & divers (Oui = 1 ; Non = 0)	-0,19 (-1,24)
Nombre d'hommes âgés plus de 15 ans	-0,02 (-0,87)	Chômeur (Oui = 1 ; Non = 0)	0,12 (0,93)
Capital humain : Education du chef de ménage		Inactif (Oui = 1 ; Non = 0)	-0,22 (-2,47)**
Le chef de ménage a fréquenté l'école coranique (Oui = 1;Non = 0)	-0,09 (-0,90)	**Lieu de résidence du ménage**	
Le chef de ménage a un diplôme de niveau primaire	0,04 (0,49)	Le ménage habite la Grande Comore en milieu urbain (Oui=1 Non=0)	0,26 (0,91)
Le chef de ménage a un diplôme de niveau secondaire	0,20 (1,81)*	Le ménage habite la Grande Comore en milieu rural (Oui=1 Non=0)	-0,29 (-1,56)
Le chef de ménage a un diplôme de niveau supérieur	0,82 (5,95)**	Le ménage habite Anjouan en milieu urbain (Oui=1 Non=0)	0,08 (0,83)
Le chef de ménage a un diplôme de niveau technique	0,44 (2,67)**	Le ménage habite Anjouan en milieu rural (Oui=1 Non=0)	-0,04 (-0,43)
		Le ménage habite Mohéli en milieu urbain (Oui=1 Non=0)	0,10 (0,45)
		Le ménage habite Mohéli en milieu rural (Oui=1 Non=0)	0,07 (0,39)
		Lambda (γ_0)	-0,37 (-1,17)

R^2 ajusté : 0,214 Test de Fisher : 15,35

N (données pondérées) 1746 ménages non bénéficiaires des envois de fonds)

En ce qui concerne le capital humain, les dépenses des ménages augmentent avec le niveau d'éducation du chef de ménage. Ce qui est conforme avec la théorie du capital humain. Toutefois, les variables « diplômés du primaire » et « a fréquenté l'école coranique » ne sont pas significatifs.

Ensuite, les coefficients obtenus dans le tableau 3.19 sont utilisés pour estimer les dépenses par tête «excluant les envois de fonds extérieurs» pour les deux groupes de ménage par l'usage des équations suivantes :

(i) l'équation (7) pour les ménages qui ne bénéficient pas des envois de fonds extérieurs.
(ii) l'équation (8) pour les ménages qui bénéficient des envois de fonds extérieurs.

Une fois les dépenses « excluant les envois de fonds » estimées, on estimera les dépenses totales des ménages « incluant les envois de fonds » en rajoutant aux montants des dépenses estimées «excluant les envois de fonds», les montants bruts des envois de fonds extérieurs contenus dans la base des données. On notera ainsi, qu'en ce qui concerne les ménages qui ne bénéficient pas des envois de fonds, les dépenses estimées « excluant les envois de fonds » sont égales aux dépenses estimées « incluant les envois de fonds ». Les principaux résultats obtenus sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau 3.20 : Dépenses estimées par tête des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds, Comores, 2004

	Ne Bénéficie pas des envois de fonds	Bénéficie des envois de fonds	Pourcentage de variation par rapport aux non bénéficiaires
Dépense estimée excluant les envois de fonds	641 337 Fc	616 106 Fc	-4%
Dépense estimée incluant les envois de fonds	641 337 Fc	684 675 Fc	+7%
N	1746	592	

N = 2338 ménages; 592 ménages bénéficiaires des envois de fonds et 1746 ménages non bénéficiaires des envois de fonds.
Toutes les valeurs sont estimées sur la base de l'équation du modèle des dépenses des ménages non bénéficiaires des envois de fonds
Toutes les données sont pondérées. En 2004, 1 US$ = 400 Fc.
Source: Calculé sur la base de l'Enquête Intégrale des ménages (EIM/2004).

Les dépenses moyennes estimées des ménages lorsqu'on exclue les envois de fonds, s'élèvent à 641 337 Fc chez les non bénéficiaires et à 616 106 chez les bénéficiaires des envois de fonds. Ce qui montre qu'en excluant les envois de fonds

dans les dépenses, les ménages bénéficiaires des envois de fonds dépensent en moyenne 4 pour cent en moins par rapport aux non bénéficiaires des envois de fonds (tableau 3.20). En incluant les envois de fonds dans les dépenses estimées, la situation s'inverse. Les ménages qui bénéficient des envois de fonds disposent de 7 pour cent de dépenses par tête en plus par rapport aux ménages « non bénéficiaires des envois de fonds » (tableau 3.20).

3.5 Impact des envois de fonds sur la pauvreté : usage des dépenses estimées

Une fois les dépenses estimées des ménages calculées dans les deux cas de figure (excluant les envois de fonds et incluant les envois de fonds), il est possible de simuler les indices de pauvreté pour les deux situations et suivant certaines caractéristiques des ménages. Le seuil de pauvreté utilisé dans les calculs des indices de pauvreté qui suivent, est celui obtenu en 2004 dans les résultats de l'Enquête Intégrale auprès des Ménages (EIM), à savoir 285144 Fc / tête. Comme effectué précédemment, lors de l'analyse des données descriptives, nous allons calculer les trois premiers indices de pauvreté de Foster Greer Thorbecke (FGT), à savoir, l'incidence (P0), la profondeur (P1) et la sévérité (P2). Ces simulations seront effectuées suivant deux cas de figure : en excluant les envois de fonds dans les dépenses estimées des ménages et en incluant les envois de fonds de fonds dans les dépenses estimées. Ensuite, seront calculés pour les deux cas, les indices de Gini qui mesurent les inégalités. Et enfin, les variations des indices de pauvreté et des inégalités seront obtenues par le calcul du pourcentage de variation entre les deux indices de pauvreté correspondant aux deux situations précitées.

3.5.1 Pauvreté et dominance

Le calcul des indices de pauvreté au sein des sous populations composées des « bénéficiaires » et des « non bénéficiaires » des envois de fonds, donne les résultats présentés dans le tableau 3.21.

Tableau 3.21 : Pauvreté au sein des populations bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds

	Non Bénéficiaires des envois de fonds (1)	Bénéficiaires des envois de fonds (2)	Ecart de pauvreté (3)[39]
P0	39,4%	27,1%	12,3
P1	13,1%	8,6%	4,6
P2	6,1%	3,8%	2,2
IG	0,54	0,43	0,12
N	**1746**	**592**	

N = 2338 ménages; 592 ménages bénéficiaires des envois de fonds et 1746 ménages non bénéficiaires des envois de fonds.
Toutes les données sont calculées sur la base de l'estimation des dépenses par tête. Toutes les données sont pondérées.
Source: Calculé sur la base de l'Enquête Intégrale des ménages (EIM/2004).

Sur la base des dépenses estimées, la pauvreté des ménages bénéficiaires des envois de fonds est de 27,1 pour cent, soit 32,8 pour cent des individus. Celle des ménages non bénéficiaires des envois de fonds est de 39,4 pour cent, soit 47,7 pour cent en termes d'individus. Il apparaît ainsi, un écart de pauvreté assez important entre les deux sous échantillons. L'incidence de pauvreté enregistre un écart de 12,3 points en moins chez les ménages bénéficiaires. La profondeur et la sévérité enregistrent respectivement des écarts de 4,6 points et 2,2 points en moins. Il en est de même pour les inégalités, qui sont plus importantes chez les ménages non bénéficiaires des envois de fonds que chez ceux qui bénéficient des envois de fonds. L'indice de Gini enregistre ainsi un écart de 0,12 point entre les deux distributions de ménage.

Compte tenu des différences constatées de l'ensemble des indices de pauvreté, entre les ménages bénéficiaires et non bénéficiaire, il est important de faire une analyse plus approfondie qui permettrait de constater si réellement, les ménages bénéficiaires des envois de fonds sont moins pauvres que ceux non bénéficiaires, en présence des envois de fonds ? Pour répondre à cette question, sans se tromper, nous allons procéder à un test de dominance stochastique.

3.5.1.1 Dominance stochastique

La dominance stochastique, pour différents ordres, permet d'inférer, pour une large classe d'indices, si la pauvreté, le bien être et l'inégalité sont plus ou moins élevés dans une distribution que dans une autre. Pour pouvoir affirmer sans risque de se tromper que les ménages vivant au sein de la population non bénéficiaire connait plus de pauvreté et d'inégalités, donc moins de bien être que ceux de la population des bénéficiaires des envois de fonds, nous allons utiliser le test de

[39] est égale à la colonne (1) – la colonne (2)

dominance stochastique. En d'autres termes, la robustesse des comparaisons de pauvreté, tout comme d'inégalité et de bien être, exige des jugements fondés sur des classements exempts d'ambiguïté. Le test de dominance de premier ordre dans le cas de la pauvreté, suppose la comparaison des courbes d'incidence de pauvreté, notamment lorsque prévaut une ligne commune de pauvreté (z). On dit que la distribution de revenus A domine de premier ordre la distribution B, lorsque la courbe représentative de la pauvreté cumulative de A est toujours plus élevée que celle de B jusqu'à z.

$$C_{pauvreté}\ (A) / z > C_{pauvreté}\ (B) / z$$

Il est alors possible d'affirmer que la pauvreté est plus élevée en A qu'en B. Par contre, si les courbes se coupent avant la ligne de pauvreté z, on ne pas conclure. C'est pourquoi, on utilise souvent l'approche de dominance de deuxième ordre. Le test de dominance de second ordre qui sera utilisé dans cette étude utilisera l'approche de Jenkins et Lambert, fondée sur les « Three 'I' Poverty »[40] - TIP. Les courbes TIP permettent de résumer les trois dimensions de la pauvreté (Incidence, Intensité et Inégalité) à l'aide d'un graphique, ayant comme abscisses les proportions cumulées des ménages ou individus et ayant comme ordonnées, les écarts cumulés de la pauvreté par tête (normalisées ou non).

Soit x=(x1,x2,…,xn) une distribution de dépenses ou de revenus de n ménages/individus pour lesquels les xi (i<= n) ont été rangées par ordre croissant : 0<=x1<=x2<=……..<=xn. Soit Γ_{xi} , le vecteur des écarts de pauvreté par rapport au seuil de pauvreté z, associé aux dépenses xi

$$\Gamma_{xi} = \max [(z-xi)/z, 0]$$

Une courbe TIP peut s'écrire sous la forme TIP (Γ,p) où p représente la proportion cumulée des ménages/individus, correspondant aux dépenses/revenus xi. La courbe TIP (Γ,p) est une fonction croissante, concave de p, la pente inhérente à un quantile donné, indique l'écart de pauvreté correspondant à ce quantile. La courbe atteint son maximum, au point p = p_0[41] correspondant à l'incidence de pauvreté. L'ordonnée du point maximum (p= p_0) correspond à l'intensité de pauvreté égale à p_1 (profondeur). A partir de ce point, les dépenses par tête sont supérieures ou égales au seuil de pauvreté z, donc la courbe TIP prend une valeur constante

[40] Les trois « I » désignent les trois indices de pauvreté (Incidence, Intensité et Inégalité). Le TIP est aussi appelé « courbe de Lorenz inverse généralisée». Il est aussi appelé « poverty gap profile » (Shorrocks, 1995). Davidson et Duclos (1998) parlent de « cumulative poverty gap ».

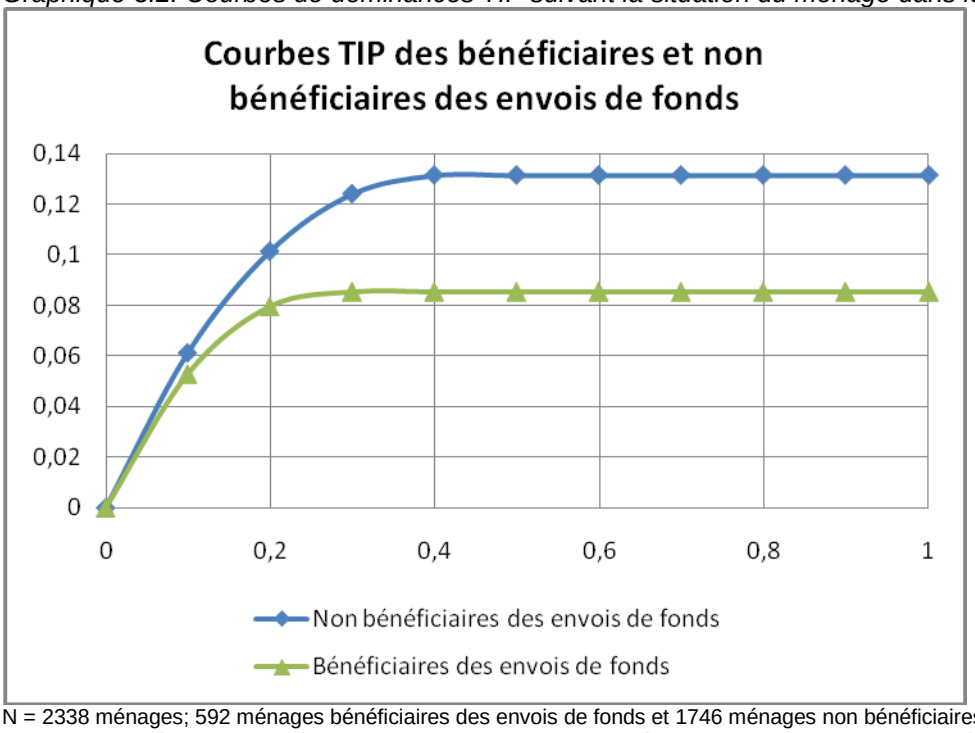
[41] P0 est égale à q/n avec q désigne l'effectif des ménages/individus qui vivent en dessous du seuil de pauvreté et n désigne le nombre de ménages/individus

égale à p_1. L'inégalité des pauvres p_2 (sévérité) est donnée par la courbure de la courbe TIP dans l'intervalle [0, p_0].

3.5.1.2 Courbes TIP

La représentation graphique des écarts de pauvreté cumulés, suivant l'approche stochastique de second ordre (TIP) mettent en évidence une dominance de la courbe TIP de pauvreté des non bénéficiaires des envois de fonds sur celle des bénéficiaires des envois de fonds.

Graphique 3.2: Courbes de dominances TIP suivant la situation du ménage dans les envois de fonds



N = 2338 ménages; 592 ménages bénéficiaires des envois de fonds et 1746 ménages non bénéficiaires des envois de fonds.
Toutes les données sont calculées sur la base de l'estimation des dépenses par tête. Toutes les données sont pondérées.
Source: Calculé sur la base de l'Enquête Intégrale des ménages (EIM/2004).

On conclue ainsi que la courbe TIP des non bénéficiaires des envois de fonds domine celle des bénéficiaires ou encore d'une façon formelle :

TIP ($\Gamma_{\text{non bénéficiaires des envois de fonds}}$, p) > TIP($\Gamma_{\text{bénéficiaires des envois de fonds}}$, p) *pour tous les p appartient à [0,1].*

Ce qui montre que la pauvreté chez les non bénéficiaires des envois de fonds domine d'une manière stochastique la pauvreté chez les bénéficiaires des envois de fonds. Donc quelque soit le niveau du seuil de pauvreté, la pauvreté est plus élevé chez les ménages qui ne bénéficient pas des envois de fonds. Ce résultat important vient affirmer que les ménages qui bénéficient des envois de fonds disposent d'un bien être supérieur à celui des non bénéficiaires.

3.5.2 Les envois de fonds par groupe de décile des ménages bénéficiaires des envois de fonds

La répartition des ménages bénéficiaires et des parts des envois de fonds dans les dépenses par groupe de déciles permet de mieux comprendre les impacts des envois de fonds sur la pauvreté suivant la catégorie des ménages. Sur la base des dépenses estimées excluant les envois de fonds, la population est d'abord répartie suivant les déciles des ménages. Ensuite, on calcule la proportion des bénéficiaires d'envois de fonds appartenant à chaque groupe de décile, ainsi que la proportion des envois de fonds correspondants. Les résultats de cette répartition sont présentés dans le tableau 3.22.

Tableau 3.22 : Distribution des ménages bénéficiaires des envois de fonds par groupe de décile (rangé suivant les dépenses par tête estimées de l'ensemble des ménages, excluant les envois de fonds)

	Proportion des ménages	**Part des envois dans les dépenses par tête**
1er décile	13,5	11,5
2ème décile	9,1	6,1
3ème décile	8,6	4,8
4ème décile	7,7	4,6
5ème décile	6,9	3
6ème décile	9,8	3,5
7ème décile	10,4	3
8ème décile	12,8	2,7
9ème décile	9,4	2,4
10ème décile	11,8	1
Total	**100**	

N=592 ménages bénéficiaires des envois de fonds
Toutes les données sont pondérées.
Source: Calculé sur la base de l'Enquête Intégrale des ménages (EIM/2004).

Il apparait que les ménages bénéficiaires des envois de fonds se répartissent comme suit à travers les différents déciles : 38,9 % des ménages bénéficiaires des envois de fonds appartiennent entre le 1er et le 4ème décile correspondant aux classes les plus pauvres. Le reste des ménages qui représente 61,1% se situe entre le 5ème et 10ème décile, correspondant aux classes non pauvres. En ce qui concerne les envois de fonds extérieurs, nous observons qu'entre le premier et le quatrième décile, les parts des envois de fonds augmentent avec la pauvreté des ménages. Ainsi, ce sont les ménages appartenant au 1er décile qui bénéficient le plus des envois de fonds en termes de proportion aux dépenses par tête (11,5 pour cent). Pour les ménages non

pauvres (5ème au 10ème décile), les envois de fonds représentent entre 1 pour cent et 3,5 pour cent des dépenses des ménages.

3.5.3 Résultats obtenus de l'impact des envois de fonds sur la pauvreté

3.5.3.1 Impact des envois de fonds sur l'ensemble des ménages

Le tableau 3.23 considère l'ensemble des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds. Le calcul des indices de pauvreté sont effectués sur la base des dépenses estimées. Au regard des résultats ci après, il apparait que les envois de fonds qui représentent 2,5 pour cent des dépenses des ménages, contribuent significativement à réduire les indices de pauvreté de l'ensemble des ménages.

Tableau 3.23 : Pauvreté des ménages suivant la situation dans les envois de fonds.

	Excluant les envois de fonds (1) en %	**Incluant les envois de fonds (2) en %**	**Variation en %**
Incidence de Pauvreté - Ménages (P0)	37,9	36,5	-3,5
Incidence de Pauvreté - Individus (P0)	45,9	44,2	-3,5
Profondeur de la pauvreté (P1)	12,7	12,0	-5,8
Sévérité de la Pauvreté (P2)	6,0	5,6	-7,4
Indice de Gini (IG)	0,524	0,521	-0,6
Dépenses estimées excluant les envois de fonds (en Fc)	647 264	663 354	2,5%

N = 2338 ménages; 592 ménages bénéficiaires des envois de fonds et 1746 ménages non bénéficiaires des envois de fonds.
Toutes les données sont calculées sur la base de l'estimation des dépenses par tête. Toutes les données sont pondérées.
Source: Calculé sur la base de l'Enquête Intégrale des ménages (EIM/2004).

En excluant les envois de fonds dans les dépenses des ménages, la proportion des ménages pauvres est estimée à 37,9 pour cent, soit 45,9 pour cent en termes d'individus. En incluant ensuite les envois de fonds dans les dépenses des ménages, l'incidence de pauvreté est estimée à 36,5 pour cent des ménages, soit 44,2 pour cent en termes d'individus. Ces résultats montrent aussi que les envois de fonds extérieurs réduisent certes les indices de pauvreté et des inégalités, mais à des ampleurs différentes. L'impact sur l'incidence de pauvreté (P0) est de -3,5 pour cent. Par contre, les envois de fonds réduisent plus la profondeur (P1) et la sévérité (P2) de pauvreté, respectivement de -5,8 pour cent et -7,4 pour cent pour l'ensemble des ménages. En ce qui concerne les inégalités mesurées par l'indice de Gini, on enregistre une faible variation due aux envois de fonds, (une baisse de -0,6 pour cent).

En résumé, sur la base des dépenses estimées, les envois de fonds réduisent les indices de pauvreté suivants (par ordre d'importance): la sévérité, la profondeur

et l'incidence. Dans une moindre mesure, les inégalités connaissent une faible baisse sous l'effet des envois des fonds.

3.5.3.2 Impact des envois de fonds suivant le groupe de décile

Le calcul des indices de pauvreté par groupe de décile aboutit aux résultats présentés dans le tableau 3.24.

Tableau 3.24 : Distribution des ménages bénéficiaires des envois de fonds, par groupe de décile

	Part des envois de fonds dans les dépenses par tête	**Excluant les envois de fonds (1)**				**Incluant les envois de fonds (2)**				**Variation (3) en %**				**N**
	(%)	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0**	**P1**	**P2**	**IG**	
D1	11,4	100,0	61,5	38,7	0,13	97,9	58,9	36,3	0,16	-2,1	-4,2	-6,2	21,5	234
D2	6,1	100,0	39,6	15,9	0,05	98,3	36,8	14,5	0,09	-1,7	-6,9	-9,3	79,6	234
D3	4,7	100,0	21,4	4,8	0,03	96,7	19,7	4,3	0,09	-3,3	-8,2	-10,7	164,5	234
D4	4,1	77,5	5,4	0,5	0,03	70,0	4,7	0,4	0,07	-9,7	-12,8	-14,0	110,2	234
N=2338	**2,4**	**37,9**	**12,8**	**6,0**	**0,524**	**36,5**	**12,1**	**5,6**	**0,521**	**-3,5**	**-5,7**	**-6,7**	**-0,6**	**936**

N = 2338 ménages; 592 ménages bénéficiaires des envois de fonds et 1746 ménages non bénéficiaires des envois de fonds.
Toutes les données sont calculées sur la base de l'estimation des dépenses par tête. Toutes les données sont pondérées.
Les déciles sont calculés à partir des dépenses par tête estimées des ménages, excluant les envois de fonds
Source: Calculé sur la base de l'Enquête Intégrale des ménages (EIM/2004).

Les principales observations que l'on peut tirer des résultats du tableau 3.12 sont les suivantes : (i) Premièrement, le seuil de pauvreté qui est égale à 285 144 Fc se situe au niveau du 4ème décile. Ce qui correspond à la classe de la proportion des ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté. Rappelons le que l'incidence de pauvreté des ménages calculé sur la base des dépenses estimées des ménages « excluant les envois de fonds » est de 37,9 pour cent, une proportion appartenant au 4ème décile (40% des ménages les plus pauvres). (ii) Deuxièmement, comme pour l'analyse des données brutes, on note une importance relative des parts des envois de fonds chez les ménages les plus pauvres. Ainsi les envois de fonds représentent 11,4 pour cent des dépenses estimées des ménages les plus pauvres (1er décile). Cette proportion est de 6,1 pour cent chez les ménages appartenant au 2ème décile. (iii) Troisièmement, les envois de fonds réduisent plus l'incidence de pauvreté (P0) des ménages appartenant aux déciles proches du seuil de pauvreté (D3 et D4). L'incidence de pauvreté (P0) baisse respectivement de -9,7 pour cent et de -3,3 pour cent, pour les ménages appartenant au 4ème décile et pour ceux appartenant au 3ème décile. (iv) Quatrièmement, comme pour les données brutes, les résultats basés sur les dépenses estimées montrent que malgré l'écart entre le seuil de pauvreté et les montants des dépenses des ménages du 1er décile, l'incidence de pauvreté du 1er

décile diminue de -2,1 pour cent sous l'effet des envois de fonds. Ce qui montre que les plus pauvres reçoivent des sommes relativement suffisantes leur permettant de dépasser le seuil de pauvreté. (v) Cinquièmement, On observe une forte augmentation des inégalités dues aux envois de fonds chez les ménages pauvres. Un constat déjà évoqué précédemment en analysant les données brutes. L'indice de Gini augmente ainsi respectivement de +21,5 pour cent et de +79,5 pour cent, respectivement pour D1 et D2. Les variations des inégalités augmentent plus chez les ménages appartenant au 3ème et 4ème décile avec respectivement +164,5 pour cent et +110,2 pour cent sous l'effet des envois de fonds extérieurs.

3.5.3.3 Impacts des envois de fonds suivant la catégorie socio professionnelle

Le tableau 3.25 présente l'évolution des indices de pauvreté dans les deux cas de figure, suivant la catégorie socio professionnelle du chef du ménage.

Tableau 3.25: Pauvreté et Inégalité (sur la base des dépenses estimées) suivant le statut du chef de ménage

	Part des envois de fonds dans les dépenses par tete	**Excluant les envois de fonds (1)**				**Incluant les envois de fonds (2)**				**Variation (3) en %**				**N**
	(%)	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0**	**P1**	**P2**	**IG**	
Salarié Protégé	3,7	22,8	6,3	2,4	0,46	21,5	5,8	2,2	0,46	-5,6	-8,1	-8,7	-0,1	167
Salarié non Protégé	1,5	34,5	11,7	5,3	0,50	34,0	11,2	5,0	0,49	-1,5	-4,4	-6,4	-0,3	385
Micro entrepreneurs	1,0	40,7	14,0	6,4	0,60	40,7	13,9	6,3	0,60	0,0	-1,1	-2,2	-0,2	53
Informel	1,7	29,0	9,3	4,5	0,45	28,0	9,0	4,2	0,45	-3,4	-3,8	-4,6	-0,8	196
Agriculteurs vivriers	1,6	41,0	13,8	6,7	0,58	39,3	12,9	6,2	0,58	-4,1	-6,4	-7,2	-0,9	401
Agriculteurs de Rente	2,1	40,8	14,5	7,1	0,53	40,1	14,5	7,2	0,53	-1,7	0,0	1,6	0,5	260
Eleveurs	0,7	51,1	18,0	8,1	0,66	50,4	16,9	7,5	0,65	-1,4	-6,1	-7,7	-0,7	144
Pêcheurs	2,2	53,7	18,8	9,5	0,49	53,7	18,6	9,2	0,49	0,0	-1,4	-3,4	0,6	68
Apprentis	3,8	36,9	12,2	5,4	0,47	35,1	11,5	5,1	0,47	-4,9	-5,3	-5,4	0,5	105
Chômeurs	3,4	32,5	11,3	5,6	0,51	29,9	10,1	4,9	0,50	-8,0	-10,1	-11,3	-1,3	75
Inactif	5,0	39,4	13,4	6,3	0,46	36,8	11,9	5,5	0,45	-6,5	-11,1	-13,4	-1,0	407
N=2338	**2,4**	**37,9**	**12,8**	**6,0**	**0,52**	**36,5**	**12,1**	**5,6**	**0,52**	**-3,5**	**-5,7**	**-6,7**	**-0,6**	**2338**

N = 2338 ménages; 592 ménages bénéficiaires des envois de fonds et 1746 ménages non bénéficiaires des envois de fonds.
Toutes les données sont calculées sur la base de l'estimation des dépenses par tête. Toutes les données sont pondérées.
Source: Calculé sur la base de l'Enquête Intégrale des ménages (EIM/2004).

Les principaux résultats que l'on peut retenir sont les suivants : (i) Premièrement, les ménages qui bénéficient le plus des envois de fonds, en terme de proportion aux dépenses estimées des ménages, par ordre d'importance sont : les inactifs (5 pour cent), les apprentis (3,8 pour cent), les salariés protégés (3,7 %) et

les chômeurs (3,4 pour cent). (ii) Deuxièmement, ce sont les quatre catégories qui bénéficient le plus d'envois de fonds, qui enregistrent le plus de réduction de l'incidence de pauvreté (P0) en présence des envois de fonds. L'incidence de pauvreté diminue de -8 pour cent chez les chômeurs, de -6,5 pour cent chez les inactifs, de -5,4 pour cent chez les salariés protégés et enfin de -4,9 pour cent chez les apprentis. (iii) Troisièmement, comme pour les résultats obtenus sur les données brutes, les envois de fonds n'ont pas d'effet sur l'incidence de pauvreté chez les ménages dirigés par les micro– entrepreneurs. Egalement, les envois de fonds n'ont pas d'effets sur l'incidence de pauvreté des ménages dirigés par les pêcheurs (résultats un peu différent de ceux des données brutes). (iv) Quatrièmement, en ce qui concerne la profondeur et la sévérité, ce sont toujours les quatre catégories socio professionnelles citées précédemment, plus les éleveurs et les agriculteurs vivriers qui bénéficient le plus de diminution des indices P1 et P2, sous l'effet des envois de fonds extérieurs. Il n'y a pas d'impact des envois de fonds sur la profondeur (P1) chez les agriculteurs de rente. (v) Cinquièmement, les inégalités diminuent très peu pour toutes les catégories socio professionnelles sous l'effet des envois de fonds. On constate parfois des augmentations d'inégalités chez certaines catégories socio professionnelles, notamment, chez les « apprentis », chez les « pêcheurs » et chez des agriculteurs de rente (voir tableau 3.25)

En résumé, on retrouve quasiment les mêmes résultats de l'impact des envois de fonds sur la pauvreté par catégorie socio professionnelle, en ayant utilisé les dépenses observées et ensuite les dépenses estimées des ménages. Les conclusions sont presque les mêmes, bien que les ampleurs des variations différent un peu. Il est apparu ainsi que ce sont les ménages appartenant aux catégories des inactifs, des chômeurs, des agriculteurs vivriers, des salariés protégés et dans une moindre mesure des apprentis qui bénéficient le plus d'impacts de réduction de la pauvreté sous l'effet des envois de fonds.

3.5.3.4 Impact des envois de fonds suivant le niveau d'instruction du chef de ménage

Le calcul des indices de pauvreté et des inégalités des ménages selon le niveau d'instruction des chefs de ménages donne les résultats suivants pour les deux catégories de ménages :

Tableau 3.26 : Pauvreté et Inégalité (sur la base des dépenses estimées) suivant le niveau d'instruction du chef de ménage

	Part des envois de fonds dans les dépenses par tête	**Excluant les envois de fonds (1)**				**Incluant les envois de fonds (2)**				**Variation (3) en %**				**N**
	(%)	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0**	**P1**	**P2**	**IG**	
Aucun Diplôme	1,7	34,2	11,3	5,2	0,53	33,2	10,7	4,8	0,53	-3,1	-5,3	-7,8	-0,4	344
Diplômé du primaire	1,4	35,4	12,0	5,4	0,53	34,6	11,7	5,1	0,53	-2,2	-3,0	-5,7	-0,2	135
Diplômé du secondaire	3,1	32,5	7,5	2,5	0,45	31,3	7,0	2,4	0,45	-3,8	-5,8	-4,5	0,5	81
Diplômé Technique	0,9	16,2	2,4	0,4	0,43	16,2	2,4	0,4	0,43	0,0	0,0	0,0	0,6	34
Diplômé du supérieur	2,2	5,9	1,0	0,3	0,49	5,9	1,0	0,3	0,49	0,0	0,0	0,0	1,0	55
N=2338	**2,4**	**37,9**	**12,8**	**6,0**	**0,52**	**36,5**	**12,1**	**5,6**	**0,52**	**-3,5**	**-5,7**	**-6,7**	**-0,6**	**649**

N = 2338 ménages; 592 ménages bénéficiaires des envois de fonds et 1746 ménages non bénéficiaires des envois de fonds.
Toutes les données sont calculées sur la base de l'estimation des dépenses par tête. Toutes les données sont pondérées.
Source: Calculé sur la base de l'Enquête Intégrale des ménages (EIM/2004).

Tout d'abord, il est important de rappeler encore une fois, que les informations relatives sur le niveau d'instruction du chef de ménage ne sont pas exhaustives pour l'ensemble des ménages. On dispose de seulement 30% des ménages dont le niveau d'instruction du chef de ménage est connu. A partir des résultats obtenus dans le tableau 3.26, on peut retenir les observations suivantes : (i) Premièrement, les envois de fonds bénéficient plus les ménages dont le chef est de niveau secondaire. Les envois de fonds réduisent plus l'incidence de pauvreté (P0) des ménages dont le chef est de « niveau secondaire » suivi des ménages dont le chef est « sans aucun diplôme » ensuite de ceux dont le chef est de « niveau primaire ». (ii) Deuxièmement, les envois de fonds n'ont aucun impact sur les indices de pauvreté (P0, P1 et P2) des ménages dirigés par les « diplômés techniques » et ceux dirigés par les « diplômés du supérieur ». Une seule raison explique cette situation : la quasi-totalité des envois de fonds bénéficient les ménages non pauvres dans ces deux catégories de ménages. (iii) Troisièmement, les envois de fonds extérieurs augmentent les inégalités pour les trois catégories de chefs de ménages suivantes : « diplômé du secondaire », « diplômé technique » et « diplômé du supérieur ».

3.5.3.5 Impact des envois de fonds suivant le sexe du chef de ménage

L'analyse des déterminants des envois de fonds avait identifié le sexe du chef de ménage comme un élément déterminant et significatif des envois de fonds. Il est apparu que les ménages dirigés par les femmes ont plus de chance de recevoir des

fonds que les ménages dirigés par les hommes. Dans cette partie, il sera question de savoir dans quelle proportion les envois de fonds réduisent-ils la pauvreté des ménages suivant le genre du chef de ménage. Sur la base des dépenses estimées, l'analyse des indices de pauvreté suivant le sexe du chef de ménage donne les résultats indiqués dans le tableau 3.27 : (i) Premièrement, les ménages dirigés par les femmes reçoivent plus d'envois de fonds extérieurs que ceux dirigés par les hommes. Il apparait aussi que l'incidence de pauvreté calculée en excluant les envois de fonds dans les dépenses estimées des ménages est moins importante chez les ménages dirigés par les femmes. Cela dit, les ménages dirigés par les femmes sont moins pauvres même en l'absence des envois de fonds (mêmes résultats que pour les données des dépenses observées).

Tableau 3.27: Pauvreté et Inégalité (sur la base des dépenses estimées) suivant le sexe du chef de ménage et le lieu de résidence

		Part des envois de fonds dans les dépenses par tête	**Excluant les envois de fonds (1)**				**Incluant les envois de fonds (2)**				**Variation (3) en %**				**N**
		(%)	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0**	**P1**	**P2**	**IG**	
Grande Comore	Homme	4,6	40,2	13,9	6,7	0,52	36,9	12,1	5,7	0,51	-8,2	-12,9	-15,8	-1,8	633
	Femme	7,6	30,9	9,3	4,2	0,46	27,5	7,8	3,5	0,46	-10,9	-15,9	-17,7	-1,4	206
Anjouan	Homme	0,6	40,4	14,2	6,7	0,56	40,1	13,9	6,5	0,56	-0,8	-2,0	-2,6	-0,2	1073
	Femme	1,1	28,4	9,8	4,7	0,52	27,5	9,6	4,5	0,52	-3,2	-2,7	-3,6	-0,5	240
Mohéli	Homme	0,4	38,2	11,4	4,9	0,44	37,9	11,1	4,8	0,44	-0,9	-2,2	-2,0	-1,2	147
	Femme	2,6	31,3	11,1	5,1	0,41	31,3	11,1	5,1	0,42	0,0	0,0	0,0	3,1	38
Comores	Homme	1,9	40,0	13,7	6,4	0,53	38,7	12,9	6,0	0,53	-3,3	-5,4	-6,4	-0,7	1854
	Femme	3,9	29,9	9,8	4,6	0,49	28,5	9,1	4,2	0,48	-4,6	-7,3	-8,3	-0,5	484
Ensemble	**N=2338**	**2,40**	**37,9**	**12,8**	**6,0**	**0,52**	**36,5**	**12,1**	**5,6**	**0,52**	-3,5	-5,7	-6,7	-0,6	**2338**

N = 2338 ménages; 592 ménages bénéficiaires des envois de fonds et 1746 ménages non bénéficiaires des envois de fonds.
Toutes les données sont calculées sur la base de l'estimation des dépenses par tête. Toutes les données sont pondérées.
Source: Calculé sur la base de l'Enquête Intégrale des ménages (EIM/2004).

(ii) Deuxièmement, les envois de fonds réduisent plus l'incidence de pauvreté (P0) chez les ménages dirigés par les femmes que chez ceux dirigés par les hommes, sauf pour Mohéli où les envois de fonds n'ont aucun effet sur P0 pour les ménages dirigés par les femmes, pendant qu'ils réduisent l'incidence des ménages dirigés par les hommes. (iii) Troisièmement, les envois de fonds réduisent plus la profondeur (P1) et la sévérité (P2) chez les ménages dirigés par les femmes. Sauf pour encore à Mohéli, où les envois de fonds n'ont aucun effet sur P1 et P2 chez les ménages dirigés par les femmes. (iv) Quatrièmement, la réduction des inégalités (IG) ne varie pas trop en fonction du genre. Les deux sexes connaissent plus ou moins les mêmes ampleurs de réduction des

inégalités. Néanmoins, on note une augmentation significative des inégalités dues aux envois de fonds chez les ménages féminins à Mohéli (+3,1 pour cent).

3.5.3.6 Impact des envois de fonds suivant le lieu de résidence du ménage

L'analyse des déterminants des envois de fonds avait aussi identifié le lieu de résidence des ménages comme un facteur déterminant et significatif des envois des fonds aux Comores. Ainsi, les ménages résidant en milieu rural ont plus de chance de recevoir des fonds que ceux résidants en milieu urbain. De même, les ménages qui résident dans l'île de la Grande Comore ont plus de chance de recevoir des fonds extérieurs que ceux habitants les deux autres îles. Dans cette partie, la question est de savoir quel serait l'impact des envois de fonds sur les indices de pauvreté et des inégalités suivant le lieu de résidence des ménages.

Tableau 3.28 : Pauvreté et Inégalité (sur la base des dépenses estimées) suivant le lieu de résidence du ménage

	Part des envois de fonds dans les dépenses par tete	**Excluant les envois de fonds (1)**				**Incluant les envois de fonds (2)**				**Variation (3) en %**				**N**
	(%)	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0 (%)**	**P1 (%)**	**P2 (%)**	**IG**	**P0**	**P1**	**P2**	**IG**	
Grande Comore	5,5	37,9	12,8	6,1	0,51	34,8	11,1	5,1	0,50	-8,2	-13	-16	-1,6	839
Anjouan	0,7	38,2	13,4	6,3	0,55	37,8	13,1	6,2	0,55	-1,1	-2	-2,7	-0,3	1313
Mohéli	0,9	36,7	11,3	4,9	0,44	36,5	11,4	5,1	0,44	-0,7	-2	-1,6	0,8	185
Urbain	1,9	28,2	8,7	3,7	0,51	27,6	8,6	3,7	0,51	-2,3	-2	-0,1	0,2	786
Rural	2,7	42,6	14,9	7,2	0,53	40,9	13,9	6,6	0,52	-3,9	-7	-8,3	-0,9	1607
Moroni	4,2	23,9	5,7	1,9	0,40	23,0	5,1	1,7	0,39	-3,7	-12	-14	-1,4	113
Grande Comore Urbain	4,4	18,1	5,7	2,7	0,48	13,3	4,7	2,1	0,47	-27	-18	-21	-2,0	83
Grande Comore Rural	6,0	42,9	15,0	7,3	0,50	39,7	13,0	6,1	0,49	-7,6	-13	-16	-1,4	645
Anjouan Urbain	0,9	25,7	8,3	3,6	0,53	25,4	8,2	3,5	0,53	-1,1	-1	-1,5	-0,1	350
Anjouan Rural	0,6	43,5	15,5	7,5	0,56	43,0	15,2	7,3	0,56	-1,1	-2	-3,0	-0,3	818
Mohéli Urbain	1,0	37,5	11,6	5,0	0,47	37,5	11,6	5,0	0,47	0,0	0	-0,5	-0,3	240
Mohéli Rural	0,8	35,4	10,8	4,8	0,36	34,0	10,3	4,7	0,36	-3,9	-4	-3,3	-0,9	144
N=2338	**2,4**	**37,9**	**12,8**	**6,0**	**0,52**	**36,5**	**12,1**	**5,6**	**0,52**	**-3,5**	**-6**	**-6,7**	**-0,6**	**2338**

N = 2338 ménages; 592 ménages bénéficiaires des envois de fonds et 1746 ménages non bénéficiaires des envois de fonds.
Toutes les données sont calculées sur la base de l'estimation des dépenses par tête. Toutes les données sont pondérées.
Source: Calculé sur la base de l'Enquête Intégrale des ménages (EIM/2004).

Sur la base des dépenses estimées, le calcul des indices de pauvreté suivant le lieu de résidence du ménage donne les résultats indiqués dans le tableau 3.28 : (i) Premièrement, en l'absence des envois de fonds, c'est à Mohéli que l'on enregistre

l'incidence de pauvreté la moins élevé (P0=36,7 pour cent), contre 37,9 pour cent et 38,2 pour cent respectivement pour la Grande Comore et pour Anjouan. C'est aussi à Mohéli, que l'on enregistre le plus faible taux de profondeur (P1=11,3 pour cent), le plus faible taux de sévérité (4,9 pour cent) et le plus faible indice de Gini (0,44) en l'absence des envois de fonds. (ii) Deuxièmement, on observe que ce sont les ménages de la Grande Comore qui reçoivent le plus d'envois de fonds extérieurs. Ce qui confirme les résultats obtenus sur les données descriptives et les résultats du modèle sur les déterminants des envois de fonds. Il apparait aussi que les envois de fonds extérieurs réduisent plus les indices de pauvreté (P0, P1 et P2) en Grande Comore que dans les deux autres îles. Les envois de fonds réduisent de -8,2 pour cent l'incidence de pauvreté (P0) des ménages vivant en Grande Comore. Tandis qu'ils réduisent seulement de -1,1 pour cent et -0,7 pour cent la pauvreté respectivement à Anjouan et à Mohéli. Les impacts les plus significatifs des envois de fonds sont observés au niveau de la baisse de la profondeur et de la sévérité en Grande Comore, avec des taux respectifs de -13 pour cent et -16 pour cent. Il faut aussi noter que les envois de fonds augmentent de +0,8 pour cent les inégalités des ménages résidants à Mohéli. (iii) Troisièmement, du point de vue milieu de résidence, on constate que les résultats fondés sur les estimations des dépenses des ménages confirment ceux déjà présentés précédemment, et dans les chapitres précédant. A savoir, les envois de fonds sont destinés plus en milieu rural qu'en milieu urbain en termes de proportion aux dépenses des ménages. Il apparait aussi que les envois de fonds réduisent davantage les indices de pauvreté (P0, P1 et P2) des ménages qui résident en milieu rural (Voir tableau 3.28). Par ailleurs, sous l'effet des envois de fonds, les inégalités diminuent de -0,9 pour cent en milieu rural, tandis qu'elles augmentent de +0,2 pour cent en milieu urbain. (iv) Quatrièmement, lorsqu'on subdivise les Comores en sept régions de résidence composée de la capitale (Moroni) et des régions rurales et urbaines de chacune des trois îles, nous aboutissons aux résultats suivants :

- Les envois de fonds bénéficient les régions suivantes par ordre d'importance : Grande Comore rurale (6 pour cent des dépenses des ménages), Grande Comore urbaine (4,4 pour cent des dépenses des ménages) et Moroni (4,2 pour cent des dépenses des ménages).
- Comme pour les résultats descriptifs, les envois de fonds réduisent plus davantage les indices de pauvreté des ménages résidants en Grande Comore urbaine. L'incidence de pauvreté (P0) diminue de -27 pour cent en Grande Comore urbaine sous l'effet des envois de fonds, tandis qu'elle diminue

respectivement de -7,6 pour cent et de -3,7 pour cent en Grande Comore rurale et à Moroni. De même les envois de fonds réduisent davantage la profondeur et la sévérité de pauvreté en Grande Comore urbaine (voir tableau 3.28). L'importance relative de la réduction des indices de pauvreté observée en Grande Comore urbaine malgré que les envois de fonds bénéficient plus la Grande Comore rurale, est due au fait qu'en Grande Comore urbaine, les envois de fonds bénéficient plus les pauvres proches du seuil de la pauvreté. On note aussi qu'en milieu urbain de la Grande Comore, la pauvreté est relativement faible (sur la base des dépenses excluant les envois de fonds). Ainsi la pauvreté des ménages (excluant les envois de fonds) est de 18,1 pour cent en Grande Comore urbaine contre 42,9 pour cent en Grande Comore rurale.

- Les envois de fonds n'ont aucun impact, ni sur l'incidence de pauvreté (P0), ni sur la profondeur de pauvreté (P1) pour les ménages résidants à Mohéli urbain. Toutefois, les indices de pauvreté diminuent moyennement dans la région rurale de Mohéli sous l'effet des envois de fonds.

3.6 Synthèse et comparaison des résultats obtenus

Il apparait sur la base des résultats obtenus à travers les données observées et estimées des ménages que les envois de fonds contribuent à la réduction de la pauvreté aux Comores. Les indices de pauvreté et des inégalités diminuent dans tous les cas de figure, sous l'effet des envois de fonds, à des proportions différentes. Ces résultats chiffrés viennent confirmer des faits observés, notamment en Grande Comore, sur le rôle positif que joueraient les envois de fonds dans l'amélioration du bien être des ménages bénéficiaires. Sur la base des dépenses estimées, l'incidence de pauvreté diminue de -3,5 pour cent sur le plan national et pour l'ensemble de la population. Soit une baisse de -0,035 pour cent pour chaque pourcentage de population (tableau 3.29).

Tableau 3.29: Impact des envois de fonds correspondant à 1 pour cent des ménages bénéficiaires

	Synthèse des résultats au niveau national			
	Excluant les envois de fonds (1)	Incluant les envois de fonds (2)	Variation en % (3)	Effet sur la pauvreté pour une proportion de 1% des bénéficiaires des fonds (**) (%) (4)
Taux de Pauvreté monétaire (P0) en %	37,9	36,5	-3,5	-0,035
Taux de pauvreté des individus (P0) en %	45,9	44,3	-3,5	-0,035
Taux de Pauvreté durable en % ([9])	37,4	35,6	-4,6	-0,046
Taux de Pauvreté transitoire en % ([9])	2,8	2,5	-10,4	-0,104
Profondeur de la pauvreté (P1) en %	12,7	12,0	-5,8	-0,058
Sévérité de la pauvreté (P2) en %	6,0	5,6	-7,4	-0,074
Indice de Gini (IG)	0,524	0,521	-0,6	-0,006

N : 2338 ménages (données pondérés)
(**) Les bénéficiaires des envois de fonds représentent 100% des ménages. On divisera par 100 les résultats Indiqués dans la colonne (3) pour avoir l'effet de 1% de bénéficiaires
Source: Calculé sur la base de l'Enquête Intégrale des ménages (EIM/2004).

La pauvreté durable[42] connait une réduction de -4,6 pour cent, soit une baisse de -0,046 pour cent pour une population de 1 pour cent (tableau 3.29). Quand à la pauvreté transitoire, elle connait une réduction de -10,4 pour cent, soit une baisse de -0,104 pour cent pour une population de 1 pour cent (tableau 3.29). Ces résultats se rapprochent des conclusions de certaines études réalisées sur les envois de fonds et pauvreté aux Comores notamment, celle de J.P Lachaud.

42 Calculés sur la base des définitions suivantes :
- Pauvres durables (les ménages ayant à la fois des dépenses par tête et des dépenses estimées par tête < 285 144 (seuil de Pauvreté)
- Pauvres transitoires (ensemble des ménages ayant à la fois des dépenses par tête < 285 144 et des dépenses estimées par tête > 285 144 - seuil de Pauvreté

Dans une étude effectuée par J.P Lachaud (2005) sur « Modélisation des déterminants de la pauvreté durable et transitoire, et capital social aux Comores »,
Les transferts externes tendraient à réduire l'ampleur des privations relatives – comparativement aux non pauvres. *« Lorsque la proportion de ménages disposant de ressources externes augmente de un pour cent, la probabilité de pauvreté durable et transitoire diminue, respectivement, de 0,050 et 0,044 pour cent ».*

Le tableau 3.29 montre par ailleurs que les envois de fonds réduisent la profondeur (P1) et la sévérité (P2) à une proportion plus forte que la pauvreté (P0). La profondeur (P1) enregistre une baisse de –5,8 pour cent. Ce qui peut s'exprimer en termes de politique de réduction de la pauvreté, par l'argument suivant : les envois de fonds contribuent à alléger les montants des ressources nécessaires à mettre en œuvre pour « éliminer la pauvreté ». Le montant du déficit de ressources des pauvres étant égale à (P1/P0)*seuil de pauvreté, les envois de fonds réduisent ce gap de -1,65 pour cent.

Par ailleurs, les envois de fonds entrainent une baisse de la sévérité (P2) de -7,4 pour cent, ce qui se traduit par une redistribution des ressources en faveur des plus pauvres, favorisant ainsi la réduction des écarts de pauvreté de -7,4 pour cent.

Les résultats obtenus au niveau des îles confirment l'importance relative des envois de fonds dans l'amélioration du bien être en Grande Comore. Même si très peu d'études ont été menées jusque là, au niveau des îles, la réalité des faits a toujours montré que la Grande Comore est l'île qui reçoit le plus des envois de fonds extérieurs, et que grâce à ces flux financiers extérieurs à destination des ménages, la population de cette île s'en sort mieux que les autres pendant les périodes de crise économique. Par ailleurs, il a été observé dans cette étude, que la Grande Comore sans les envois de fonds ne serait pas l'île la moins pauvre des Comores comme on le connait aujourd'hui. Ainsi, Mohéli serait l'île la moins pauvre suivi de la Grande Comore et d'Anjouan (voir tableau 3.30).

Tableau 3.30 : Impact des envois de fonds correspondant à 1 pour cent des ménages bénéficiaires

	Synthèse des résultats au niveau des îles											
	Excluant les envois de fonds (1)			Incluant les envois de fonds (2)			Variation en % (3)			Effet sur la pauvreté pour une proportion de 1% des bénéficiaires des fonds (*) (%) (4)		
	GC	ANJ	MOH	GC	ANJ	MOH	GC	ANJ	MOH	GC	ANJ	MOH
Taux de Pauvreté monétaire (P0) en %	37,9	38,2	36,7	34,8	37,8	36,5	-8,2	-1,1	-0,7	-0,08	-0,01	-0,007
Profondeur de la pauvreté (P1) en %	12,8	13,4	11,3	11,1	13,1	11,4	-13	-2	-2	-0,13	-0,02	-0,02
Sévérité de la pauvreté (P2) en %	6,1	6,3	4,9	5,1	6,2	5,1	-16	-2,7	-1,6	-0,16	-0,03	-0,016
Indice de Gini (IG)	0,51	0,55	0,44	0,5	0,55	0,44	-1,6	-0,3	0,8	-0,016	-0,003	+0,008

N : 2338 ménages (données pondérés)
(*) Les bénéficiaires des envois de fonds représentent 100% des ménages. On divisera par 100 les résultats

Indiqués dans la colonne (3) pour avoir l'effet de 1% de bénéficiaires
Source: Calculé sur la base de l'Enquête Intégrale des ménages (EIM/2004).

Les résultats de cette étude montrent aussi que les effets des envois de fonds sur la pauvreté font apparaître des disparités sur les ampleurs de la réduction des indices de pauvreté. La Grande Comore, enregistre une baisse de l'indice de pauvreté (P0) de -8,2 pour cent par an, ce qui correspond à une diminution de -0,08 pour cent du taux de pauvreté pour une proportion de 1 pour cent de la population. Les diminutions des incidences de pauvreté sont seulement de -0,01 pour cent et -0,007 pour cent respectivement à Anjouan et à Mohéli pour une proportion de 1 pour cent. Il apparait que la baisse des indices de pauvreté (P0, P1 et P2) due aux envois de fonds est assez significative en Grande Comore. Ce qui n'est pas le cas pour Anjouan et Mohéli qui enregistrent des baisses assez faibles de l'ensemble des indices de pauvreté (voir tableau 3.30). Il en est de même pour l'impact des envois de fonds sur les inégalités (mesurées par l'Indice de Gini). En effet, les envois de fonds ont très peu d'impact sur la réduction des inégalités en général dans les îles : -0,016 pour cent et -0,03 pour cent, respectivement en Grande Comore et à Anjouan (pour 1 pour cent des bénéficiaires des envois de fonds). Il est à noter que les envois de fonds augmentent les inégalités à Mohéli (+0,008 pour cent pour 1 pour cent de bénéficiaires des envois de fonds).

L'importance de l'impact des envois de fonds sur la pauvreté en Grande Comore a été soulignée par JP Lachaud en 2005, dans son étude sur « Modélisation des déterminants de la pauvreté durable et transitoire, et capital social aux Comores ». Il a trouvé que le lieu de résidence du ménage bénéficiaire des transferts influe sur la pauvreté. Ainsi, le fait pour les ménages de recevoir des envois de fonds de l'étranger contribue à réduire à la fois la pauvreté durable et transitoire en Grande Comore, alors qu'aucun effet n'est observé sur le niveau de vie à Anjouan et à Mohéli : *« lorsque la proportion des ménages disposant de ressources externes augmente de un pour cent, la probabilité de pauvreté durable et transitoire diminue, respectivement, de 0,108 et 0,139 pour cent »*.

3.7 Conclusion du chapitre III

Dans ce chapitre III, il a été question d'évaluer l'impact des envois de fonds extérieurs sur la pauvreté monétaire des ménages aux Comores. Les indices FGT de pauvreté ont été calculés sur la base des dépenses observées des ménages et ensuite sur la base des dépenses estimées des ménages. L'estimation des dépenses a permis l'utilisation de différentes approches méthodologiques suivis des tests économétriques, notamment l'usage d'un modèle de sélection (avec un biais de sélection). Cette approche nécessitait l'estimation des dépenses des ménages en faisant l'hypothèse que toute la population n'a pas migré, et qu'il n'y a pas des envois de fonds extérieurs.

L'estimation des dépenses excluant les envois de fonds sur la base de l'échantillon des ménages qui ne bénéficient pas des envois de fonds suppose que les ménages qui reçoivent des envois de fonds extérieurs disposent des mêmes caractéristiques observables et inobservables que les autres. Dans le cas contraire, comme cela a été le cas dans cette étude, une correction a été nécessaire pour corriger le biais de sélection.

Les résultats obtenus à travers les divers simulations tant sur les données observées que sur les données estimées ont montré que les envois de fonds extérieurs qui représentent 2,5 pour cent des dépenses des ménages réduisent les indices de pauvreté et dans une moindre mesure les inégalités aux Comores.

Les résultats sur l'impact des envois de fonds qui seront exposés dans cette conclusion sont ceux issus de l'approche économétrique. L'incidence de pauvreté (P0) baisse de -3,5 pour cent, sous l'effet des envois de fonds extérieurs. Par ailleurs, les envois de fonds extérieurs réduisent la profondeur (P1) de -5,8 pour cent, et qu'en même temps la sévérité (P2) baisse de -7,4 pour cent. Suivant les catégories socio professionnelles, ce sont les inactifs, les chômeurs et les agriculteurs vivriers qui bénéficient le plus de réduction des indices de la pauvreté sous l'effet des envois des fonds. Du point de vue genre, les ménages dirigés par les femmes enregistrent plus de baisse des indices de pauvreté que ceux dirigés par les

hommes. Il faut noter cependant que, les ménages dirigés par les femmes connaissent moins de pauvreté en l'absence des envois des fonds, et bénéficient plus d'envois de fonds que les ménages dirigés par les hommes. Dans l'hypothèse d'absence d'envois de fonds, l'île de Mohéli serait la moins pauvre des îles Comores. La Grande Comore serait classée deuxième moins pauvre devant Anjouan. Sous l'effet des envois de fonds extérieurs, la Grande Comore qui en bénéficie le plus en termes de proportion aux dépenses des ménages, enregistre les plus importantes réductions des indices de pauvreté : l'incidence de pauvreté baisse de -8,2 pour cent, la profondeur diminue de -13 pour cent et la sévérité baisse de -16 pour cent. C'est Mohéli qui enregistre le moins d'impact des envois de fonds sur les indices de pauvreté : l'incidence de pauvreté baisse de -0,7 pour cent, la profondeur diminue de -2 pour cent et la sévérité baisse de -1,6 pour cent. L'impact des envois de fonds sur les inégalités n'est pas très significatif. La variation est de -0,6 pour cent au niveau national avec des disparités inter îles : -1,6 pour cent en Grande Comore, - 0,3 pour cent à Anjouan et +0,8 pour cent à Mohéli.

Il faut aussi noter que l'utilisation des envois de fonds comme un substitut de revenus des ménages, contribuant à la réduction de la pauvreté monétaire, n'est qu'un aspect de l'usage des envois de fonds. En effet, les envois de fonds contribuent à aider certaines familles dans l'éducation de leurs enfants, dans l'accès aux soins de santé et dans l'amélioration des conditions d'habitation et d'hygiène. On observe par exemple des améliorations de certains indicateurs de la pauvreté humaine (espérance de vie, taux de mortalité, taux de scolarisation..). Il faut aussi noter que les envois de fonds contribuent à créer ou à améliorer certaines infrastructures publiques (routes, centre santé, écoles…etc). A cet égard, il est de tradition que les migrants envoient des fonds à destination de leur communauté respective pour participer à des œuvres prioritaires. Ces améliorations de bien être des ménages, ne sont pas comptabilisées dans les revenus et les dépenses des ménages, qui ont fait l'objet du calcul des indices de pauvreté monétaire. Le chapitre IV sera alors consacré à l'impact des envois de fonds sur la pauvreté non monétaire aux Comores.

Chapitre IV: Impacts des envois de fonds sur la pauvreté non monétaire aux Comores

4.1 Introduction du chapitre IV

Dans le chapitre III, il a été établi que les envois de fonds contribuent à améliorer le bien être des ménages. II apparait ainsi que les envois de fonds extérieurs à destination des ménages, ont des impacts sur la réduction de la pauvreté monétaire. Mesuré par rapport à un seuil monétaire de pauvreté (calcul fondé sur des besoins essentiels alimentaires et non alimentaires), les indices de pauvreté monétaires et les indices d'inégalité aux Comores, diminuent sous l'effet des envois de fonds. En effet, la pauvreté monétaire n'est qu'un aspect de la pauvreté. A cet égard, on note par exemple que les envois de fonds contribuent également à améliorer l'habitat, les équipements ménagers, l'éducation et la santé des membres des ménages bénéficiaires. Les envois de fonds contribuent aussi aux réalisations des projets communautaires tels que les constructions des salles de classe, des centres de santé et des pistes rurales. Autrement dit, les envois de fonds contribuent à l'acquisition des actifs ménagers et à la réalisation des investissements sociaux. D'une façon générale, ils améliorent l'environnement socio économique des ménages et de la communauté bénéficiaire. Etant donné que la pauvreté monétaire par définition, ne tient pas en compte des actifs ménagers, il est nécessaire d'utiliser une notion de pauvreté non monétaire qui intégrerait les éléments non monétaires tels que l'habitat, les biens d'équipement, l'éducation, et la santé. A cet égard, on définira la notion de «capabilities»[43] et son rôle dans l'amélioration de l'habitat et des biens d'équipement, d'un meilleur accès à l'éducation et aux soins de santé. Les envois de fonds à travers sa contribution aux actifs ménagers, et à ses différentes réalisations dans les projets communautaires, améliorent les «capabilities» des ménages. Il n'est donc pas surprenant si on observe une évolution positive ces dernières années de l'indicateur du développement humain (IDH)[44] aux Comores. En

[43] Utilisé par SEN pour définir la pauvreté non monétaire, les capabilities désignent à la fois les capacités et les potentialités de chaque individu à pouvoir faire face à la pauvreté.

[44] L'indice de développement humain est calculé depuis 1990 par le **"Projet des Nations Unies pour le Développement"** (PNUD) afin de classer les pays selon leur développement qualitatif et pas uniquement économique. Le PNUD définit ainsi l'IDH : "L'indicateur de développement humain mesure le niveau moyen auquel se trouve un pays donné selon trois critères essentiels du développement humain : longévité, instruction et conditions de vie."

effet, l'IDH qui est un indice composite, qui est fonction de l'évolution des actifs ménagers.

4.1.1 Les difficultés de l'analyse non monétaire:

Il a été constaté que certains envois de fonds se font en nature (biens et services) ou sont parfois, destinés directement à des bénéficiaires locaux, telles que les associations de développement communautaire. Il n'existe pas de données statistiques sur les montants de cette catégorie d'envois non monétaires. A cet égard, il est assez fréquent que les migrants envoient aux ménages des médicaments, paient directement les frais de scolarité de certains membres de ménage. Par ailleurs, il est aussi de tradition que les migrants viennent eux mêmes aux Comores, pour financer des projets individuels ou familiaux, tels que les constructions, etc. Les migrants apportent généralement avec eux, les fonds destinés aux constructions, et certains biens d'équipement ménager (téléviseurs, réfrigérateurs, congélateurs,…etc). La valeur monétaire de ces opérations, n'est pas déclarée par le chef de ménage lors de l'enquête, notamment en ce qui concerne les questions relatives aux envois de fonds. Enfin, les données issues de l'enquête EIM 2004 n'incluent pas les envois de biens et les paiements directs par les migrants de certaines prestations comme les frais de scolarité et l'envoi des médicaments. Cet aspect, illustre la difficulté de pouvoir comptabiliser avec exactitude le montant des envois non monétaire. Par conséquent, il n'est pas possible de distinguer les bénéficiaires des envois non monétaires des non bénéficiaires. Il est donc possible que certains ménages non bénéficiaires des envois de fonds sont destinataires des envois non monétaires. Ainsi, toute analyse ayant comme objectif de mesurer l'impact des envois de fonds non monétaire, sur la pauvreté sera difficile. La méthode qu'on adoptera, sera une analyse sur la base des résultats obtenus dans le domaine de la pauvreté non monétaire. Partant des améliorations constatées en éducation, santé, etc., comparer le comportement des deux catégories des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds monétaire. Autrement dit, ce chapitre IV analysera l'impact des envois de fonds sur la pauvreté non monétaire (sur l'amélioration des «capabilities» des ménages).

4.1.2 Plan du chapitre IV

Le chapitre IV sera structuré autour de trois parties : Dans la première partie, il sera question de définir la pauvreté non monétaire. A cet effet, la notion de «capabilities» occupera une place importante et fera l'objet d'un développement à travers différents cas concrets. Dans la deuxième partie, on analysera l'impact des envois de fonds sous l'angle macro - économique. Il s'agira d'analyser l'évolution récente des indicateurs socio économiques. Cette analyse sera fondée d'une part, sur l'évolution durant ces dernières années des indicateurs composites de l'IDH, à savoir l'espérance de vie, les taux de scolarisation, et les taux de mortalité. D'autre part, il sera aussi question d'analyser la contribution des envois de fonds et des participations communautaires – notamment celles de la diaspora. Il s'agira aussi de voir l'amélioration des «capabilities» aux Comores engendrées par les différents programmes et projets de développement communautaires. Enfin, l'analyse macro-économique de la pauvreté non monétaire portera sur une analyse de l'impact des envois de fonds sur le niveau IDH. A cet effet, une analyse économétrique sera effectuée avec comme variable dépendante l'IDH et comme variables explicatives, l'ensemble des sources de financement susceptibles de contribuer à l'évolution de l'IDH. Afin de pouvoir dégager dans cette analyse, une relation de cause à effet entre l'évolution de l'IDH et les envois de fonds, la disponibilité des séries longues sera nécessaire. A cet égard, il sera procédé en l'absence d'une série longue, à des estimations et à des projections suivant un certain nombre d'hypothèses. En effet, les Nations unies ont commencé les publications des données sur l'IDH, depuis seulement quelques années (1990). Parallèlement, les données relatives aux différentes sources de financement, dont les envois de fonds, ne sont pas disponibles sur une longue période. Par ailleurs, s'il est possible de pouvoir distinguer sur le plan micro-économique, les indicateurs sociaux des ménages qui reçoivent des envois de fonds de ceux qui n'en reçoivent pas, il est par contre impossible de pouvoir disposer des données macro- économiques permettant de dissocier les indicateurs sociaux entre les ménages bénéficiaires et les ménages non bénéficiaires des envois de fonds. Dans la troisième partie, on analysera l'impact des envois de fonds sur la pauvreté non monétaire sous l'angle micro-économique. Pour ce faire, différentes analyses fondées sur des indicateurs-multidimensionnels de pauvreté seront effectuées. Ensuite, une analyse économétrique permettra de mettre en évidence le lien éventuel entre la pauvreté monétaire et la pauvreté non monétaire. Les indicateurs partiels vont concerner l'habitat, les biens d'équipement, l'éducation, la nutrition et la santé. A chaque fois

que cela sera nécessaire, une distinction sera faite entre les ménages bénéficiaires des envois de fonds et ceux non bénéficiaires.

4.2 L'approche de la pauvreté par les «capabilities»

La notion anglo saxonne de capabilities a été développée pour la première fois par Sen [1992]. Quand Sen introduit la notion de «capabilities», c'est pour proposer une nouvelle approche pour appréhender la pauvreté, autre que celle fondée sur les revenus des ménages. A cet égard, il a émis des critiques et beaucoup de réserves sur les insuffisances de l'approche monétaire comme seul outil de mesure de la pauvreté. Ainsi, c'est dans le cadre d'une nouvelle vision de la pauvreté non monétaire qu'il a développé la notion de « capabilities ». La pauvreté est ici vue non pas sur la base des résultats (revenus/dépenses des ménages), mais plutôt fondée sur les causes profondes de cette pauvreté (privation des droits fondamentaux de l'individu dans l'éducation, dans la santé, dans l'habitat…etc). Les «capabilities» désignent alors à la fois les capacités et les potentialités de chaque individu à pouvoir faire face à la pauvreté. On entend par capacités, le fait pour un individu d'être capable, de faire quelque chose (« doing »), grâce notamment à des caractéristiques personnelles et à des opportunités sociales. Quand aux potentialités, elles désignent le fait pour un individu d'en avoir les moyens «being», au travers des dotations en capital des individus. A cet égard, pour analyser les « capabilities », il y a lieu de distinguer non seulement les potentialités, donnant les moyens aux individus de faire face à l'adversité (pauvreté), mais aussi leurs capacités de tirer profit de leurs potentialités pour résister aux chocs négatifs, et pouvoir échapper de la pauvreté.

4.2.1 Les potentialités

Les potentialités correspondent aux dotations en capital que chaque individu acquiert pendant sa vie. On associe ainsi à chaque individu une dotation en capital dont les principales formes sont les suivantes :

- Capital financier : Le capital financier est l'ensemble des ressources provenant de l'épargne ou de l'emprunt et destinées à acquérir des actifs réels (machines, équipements) ou financiers.
- Capital physique : Le capital physique est l'ensemble des actifs productifs, des actifs ménagers et des stocks détenus par les individus.

- Capital humain : Il désigne le stock des ressources personnelles économiquement productives. Ce stock s'accroît par des investissements, dépenses d'éducation, de formations professionnelles, de santé, d'alimentation, de logement.
- Capital social : Le capital social d'un individu est une ressource sociale, issue des interactions culturelles et/ou structurelles avec d'autres individus, capable de générer des externalités durables qui affectent la situation économique de ces individus.

4.2.2 Les capacités

Les capacités d'un individu constituent l'ensemble des opportunités et des caractéristiques personnelles que bénéficient chaque individu de sa naissance et durant sa vie. Dans sa définition sur les «capabilities», Sen distingue deux sortes de capacités.

1- *Les caractéristiques personnelles*

Les êtres humains diffèrent entre eux sur plusieurs facteurs. D'abord par leurs caractéristiques externes et leur environnement, et à cela s'ajoute la diversité des traits. Les gens ont des caractéristiques physiques diverses, du fait de l'âge, du sexe, des infirmités et des maladies. Par conséquent, ces individus ont des besoins différents. Aussi, chaque individu a des traits de caractères propres, des facultés et des dons innés. Par exemple, un individu peut avoir beaucoup de facilité à apprendre et à assimiler alors qu'un autre devra fournir beaucoup plus d'efforts pour enfin de compte ne pas aboutir au même résultat. Un individu pourra par exemple faire des études supérieures poussées alors qu'un autre sera limité intellectuellement. Par ailleurs, il se peut également qu'un individu disposant de toutes les facultés (opportunités) n'ait pas envie de faire des études. Il y a donc des situations dont un individu dispose des opportunités, mais l'envie ou le courage fait défaut.

2- *Les opportunités sociales :*

Ce sont les dispositions existantes ou créées par une société, pour favoriser l'éducation, la santé, ou d'autres domaines qui réduisent la privation des droits fondamentaux des individus leur permettant de vivre mieux. L'existence de tels services facilite et contribue à l'amélioration de la qualité de vie individuelle (accès à l'éducation publique, suivi médical, campagne de vaccination, prévention de la morbidité, campagne d'hygiène, etc.). et favorise aussi une participation plus effective aux activités économiques et politiques. Il est à noter que l'espérance de vie

à la naissance, les taux de mortalités peuvent être considérés comme de l'opportunité sociale que l'individu bénéficie de l'endroit où il réside. L'analphabétisme est un facteur d'exclusion économique pour toutes les activités dans lesquelles la production répond à des spécificités écrites ou s'accompagne de stricts contrôles de qualité. De la même manière, la possibilité de lire la presse ou de communiquer par écrit facilite la participation politique. Dans certaines sociétés, les garçons ont plus de facilités d'accès à l'éducation que ne sont les filles pour des raisons culturelles. Il est également observé que pour des raisons culturelles ou religieuses, une grande partie des femmes sont sans emploi et d'autres sont inactives. Ce qui limite les capacités en dotation de capital humain. Des inégalités hommes/femmes sont constatés dans plusieurs pays en développement pour nombreux domaines dont notamment, la santé, l'éducation la nutrition, le travail et la participation aux activités de responsabilité (religieuses, traditionnelles et politiques). Par exemple, le constat a été souvent établi : les filles bénéficient de moins d'égards que les garçons pour l'accès aux soins, à l'hospitalisation et même à la nourriture. Pour certains pays, à la discrimination en matière de genre, s'ajoute des discriminations des étrangers qui constitue un handicap pour les personnes ciblées « étrangers » à pouvoir s'intégrer, se constituer un capital social, ou trouver du travail, etc. D'une façon générale, chaque individu pour s'épanouir a besoin de disposer des potentialités et des capacités/opportunités favorables.

4.2.3 « Capabilities» et déclaration universelle des droits de l'homme

Dans la perspective du développement humain, le PNUD a introduit la notion de « capabilities ». A cet égard, le développement humain et les politiques associées visent *à accroître les capabilities des individus à mieux "fonctionner", c'est à dire à mieux vivre pour ensuite s'épanouir ;* Sen [1987, 1993]. Dans cette optique : " Les individus sont la véritable richesse d'une nation. Le développement doit donc être un processus qui conduit à l'élargissement des possibilités offertes à chacun. Il a pour objectif fondamental de créer un environnement qui offre aux populations la possibilité de vivre longtemps et en bonne santé, d'acquérir les connaissances qui les aideront dans leur choix et d'avoir accès aux ressources leur assurant un niveau de vie décent " ; PNUD [1990]. Le développement humain est fondé sur un ensemble de droits humains caractérisés par le *«bien-être»*, pour d'autres le *«bonheur»,* en

s'appuyant sur certains articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, notamment :

« *Art. 22* — Toute personne [...] a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité [...].

Art. 23 — Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.[...]

Art. 24 — Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

Art. 25 — Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté. [...]

Art. 26 — Toute personne a droit à l'éducation. [...] L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations unies pour le maintien de la paix.

Art. 27 — Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent. »

4.2.4 « Capabilities » et stratégies d'intervention des donateurs

La contribution de Sen dans la réflexion sur la pauvreté fondée sur le système de privation ou « capabilities » a été reprise par beaucoup de partenaires au développement. Le programme des nations unies pour le développement (PNUD) a fait du développement humain, l'objectif principal de ses interventions dans le cadre de l'aide accordée aux pays en développement. Il en est de même pour la Banque mondiale, qui désormais fait des problèmes liés aux populations les plus pauvres, le centre de ses préoccupations. Ainsi toutes les stratégies d'intervention de la Banque

mondiale en direction des pays en développement ciblent la réduction de la pauvreté dans tous ses aspects (humaines, monétaires, etc.), avec comme principal objectif l'augmentation des capacités. Le souci de vulgariser une justice sociale plus équitable, a amené les institutions internationales à proposer aux gouvernements des pays concernés la mise en place des politiques de *bonne gouvernance*. Il s'agit d'une redéfinition du rôle de l'Etat dans la fourniture des services de base, d'une meilleure transparence des actions publiques, d'une libéralisation des échanges avec la mise en avant du rôle du marché, d'une lutte renforcée contre la corruption. Il est apparu qu'une meilleure gestion des affaires publiques, serait positivement corrélée à la baisse de la pauvreté, Campos, Nugent [1999], Banque Mondiale [2000]. La participation de la population (société civile) à la gestion des institutions permettrait de lutter plus efficacement contre la pauvreté. L'individu pauvre, est mieux placé pour définir ses besoins, exprimer ses souffrances, et inventorier ses attentes et ses espoirs. La Banque mondiale a intégré la notion de « capabilities » comme base de réflexion et d'action sur la sphère politique pour pouvoir lutter contre les inégalités et la pauvreté. Pour cela, la stratégie de la Banque mondiale de réduction de la pauvreté proposée aux pays en développement vise plusieurs objectifs spécifiques en matière de développement des capacités de la population, notamment : permettre aux individus – et plus particulièrement aux femmes – de participer activement à la prise de décision. Pour parvenir à cette fin, la Banque mondiale s'appuie sur le concept d'*empowerment*. Différentes interprétations sont souvent utilisées sur cette notion. L'*empowerment*, terme anglais traduit par *autonomisation*, est la prise en charge de l'individu par lui-même, de sa destinée économique, professionnelle, familiale et sociale. L'empowerment, comme son nom l'indique, est donc le processus d'acquisition d'un « pouvoir » (*power*), le pouvoir de travailler, de gagner son pain, de décider de son destin de vie sociale en respectant les besoins et termes de la société. L'autonomie d'une personne lui permet d'exister dans la communauté sans constituer un fardeau pour celle-ci. La personne autonome est une force pour la communauté. Sur le plan individuel, Eisen [1994] définit l'*empowerment* comme la façon par laquelle l'individu accroît ses habiletés favorisant l'estime de soi, la confiance en soi, l'initiative et le contrôle. Certains parlent de processus social de reconnaissance, de promotion et d'habilitation des personnes dans leur capacité à satisfaire leurs besoins, à régler leurs problèmes et à mobiliser les ressources nécessaires de façon à se sentir en contrôle de leur propre vie, Gibson [1991]. Les notions de sentiment de compétence personnelle, Zimmerman, [1990], de prise de conscience, Kieffer [1984] et de motivation à l'action

sociale, Rappoport [1987], Anderson [1991] y sont de plus associées. L'*empowerment* individuel comprend une dimension transactionnelle qui se joue aussi au plan social et collectif, car il implique une relation avec les autres. À cet effet, Katz [1984] le représente comme un paradigme synergique où les personnes sont inter reliées, où il y a un partage des ressources et où la collaboration est encouragée. Il demande un effort individuel qui est alimenté par les efforts de collaboration et un changement de l'environnement, Wallerstein & Bernstein [1988].

Hawley et Mc Whirter [1991] ajoutent à la dimension individuelle et à tout ce qui précède, les perspectives sociales et communautaires lorsque l'*empowerment* se situe au niveau collectif ou communautaire. L'*empowerment* contribue au développement de la santé communautaire par les attitudes, les valeurs, les capacités, les structures organisationnelles et le leadership. À cet effet, les attitudes et les valeurs sont associées au degré avec lequel les individus ont le "sens communautaire", les capacités se réfèrent aux connaissances et habiletés de la communauté ou de ses membres; la structure organisationnelle réfère au développement des organisations locales; et le leadership pour les individus et les organisations est l'opportunité d'exercer leur initiative au plan communautaire, Rappaport [1987].

La définition de la Banque mondiale du concept « empowerment » est la suivante : «*renforcer les capacités » des plus pauvres à pouvoir influencer l'état des institutions qui affectent leur vie, en renforçant leur participation dans les processus politiques et dans leur prise de décisions au niveau local. Cela signifie également faire tomber les barrières – politiques, légales et sociales – qui s'élèvent contre certains groupes particuliers et construire les potentialités des individus pauvres pour leur permettre de s'engager de manière effective sur les marchés* » (Banque mondiale [2000]). La Banque mondiale s'intéresse au double niveau d'*empowerment* : le renforcement au niveau individuel permet à l'individu d'investir dans les potentialités qu'il contrôle parfaitement, tandis qu'au niveau communautaire, ce renforcement permet à chacun d'exercer ses droits individuels pour valoriser ses potentialités. Il existerait donc une capacité collective ou sociale permettant de surmonter les problèmes de raréfaction et de contrôle des ressources en mobilisant les réseaux sociaux ou en favorisant la participation aux actions locales. Pour la Banque mondiale, il existe une relation réciproque entre les potentialités et les capacités individuelles et celles au niveau collectif. Les individus qui possèdent de bonnes potentialités peuvent contribuer à améliorer l'action locale tandis que dans le même temps, cette action locale peut permettre aux démunis (tant au niveau des potentialités qu'au niveau des capacités)

d'avoir accès à des centres de soins de qualité ou à l'éducation. Il s'agit donc pour chacun d'investir dans les potentialités pour contribuer à l'amélioration des capacités collectives. L'*empowerment*, défini comme la réappropriation par les pauvres de leur pouvoir de décision, rejoint l'opinion que Sen forge a propos de la démocratie, Sen [2005]. Selon ce dernier, la démocratie permet de mettre la pression sur les gouvernements et d'éviter ainsi des prises de positions politiques pro-riches, Sen [1981, 1992, 1999b].

La mise en œuvre de politiques de renforcement de l'*empowerment* a des conséquences sur les programmes de lutte contre la pauvreté : une responsabilisation de l'individu pauvre, sans lui en donner réellement les moyens. Cette absence de moyens peut conduire à un déplacement du contrôle du pouvoir, BERTIN, [2007]. Cette réorientation vers des préoccupations sociales et plus humaines est une vraie révolution de la politique de la Banque mondiale à l'égard des pays en développement. On se rappelle encore des années 1980 marquées par une politique ultra libérale de la Banque mondiale caractérisée par les politiques d'ajustement structurel menées conjointement avec le FMI. Durant plus d'une décennie, les institutions de Bretton Woods ont développé une politique fondée sur des réformes économiques en profondeur, dont les principales victimes étaient les pauvres. En effet, les restrictions budgétaires et la politique d'équilibre macroéconomique ont engendré des licenciements dans la fonction publique et dans les entreprises publiques, principaux employeurs dans les pays en développement. La nouvelle politique sociale de lutte contre la pauvreté de la Banque mondiale fondée sur l'approche de Sen, engendre des nouvelles terminologies à savoir – fonctionnements, capacités, vulnérabilité, opportunités ou potentialités – qui peuvent laisser présager que désormais, l'homme, particulièrement le pauvre est au centre des préoccupations de la Banque mondiale. Toutefois, il est à noter que la mise en œuvre de politiques visant à renforcer l'acquisition du pouvoir par les individus repose entre autres sur les mêmes politiques déjà utilisées par la Banque en d'autres temps : réorganisation et privatisation de la fourniture des services publics de santé et d'éducation, réformes institutionnelles, responsabilisation des individus aux différents niveaux (individuel, collectif et institutionnel), équilibre macro économique. Ces politiques ont très peu à voir avec une véritable préoccupation de lutte contre la pauvreté. Il est encore trop tôt pour pouvoir évaluer les résultats de la nouvelle stratégie de la banque mondiale fondée sur les développements des «capabilities». La question que l'on est mesure de se poser aujourd'hui est de savoir si réellement ce sont les pauvres qui vont bénéficier des politiques de la Banque mondiale.

4.3 Approche macro-économique : évolution des indicateurs de bien être

Durant ces dernières années, les indicateurs sociaux (taux de scolarisation, espérance de vie, taux de mortalité maternelle et infantile) se sont améliorés assez rapidement aux Comores, pendant que la croissance réelle des revenus par tête suivait une tendance à la baisse. Il serait alors intéressant au cours de cette analyse, de dégager une relation de cause à effet, entre les envois de fonds et l'amélioration du bien être.

4.3 1 Analyse descriptive des indicateurs sociaux et des envois de fonds

Dans un premier temps, nous allons observer l'évolution de certains indicateurs de bien être les plus souvent utilisés pour mesurer le bien être de la population. La longévité mesurée par l'espérance de vie est un indicateur clé de bien être d'une population : plus l'espérance de vie est élevée, plus la population vit mieux. Par ailleurs, le taux de mortalité infantile constitue un indicateur influant dans l'évolution des espérances de vie. Lorsque le pays connait un fort taux de mortalité infantile, l'espérance de vie se voit affecter à la baisse. Le niveau d'instruction est aussi un facteur influent du bien être de la population : conformément, à la théorie du capital humain, le niveau d'éducation influe positivement sur le revenu de la population.

Tableau 4.1 : Evolution des principaux indicateurs composites de l'IDH en fonction de l'évolution des différentes ressources y compris les envois de fonds (durant ces 30 dernières années)

	1980*	1990	2000	2010*
Espérance de vie	48,6	54,4	59,8	68
Taux de mortalité infanto juvénile : moins de 5 ans *(pour mille)*	148,7	131,6	116,5	34,8
Taux bruts de scolarisation combiné (primaire, secondaire, supérieur)	21,01	31,1	35,5	51,4
PIB réel par tête *(en Fc)*	162 263	147 474	140 573	145 488
IDH	0,398	0,408	0,418	0,428
Envoi de fonds par tête *(en Fc)*	382	10 009	29 308	81 550
Dépense publique par tête *(en Fc)*	14 039	26 282	20 552	36 271
Aide publique par tête *(en Fc)*	5 274	5 956	7 451	17 963

Sources : Rapport sur le Développement Humain 2010, Comores Infos, Tableau de bord FMI 2010, * estimations

Le troisième facteur de bien être qui apparaît dans le tableau 4.1 est relatif au revenu monétaire, mesuré ici par le PIB par habitant. Avec un revenu par habitant élevé, la

population disposera des potentialités lui permettant de mieux s'éduquer et de mieux accéder aux soins de santé. Enfin, l'indicateur composite de bien être appelé IDH (Indicateur de Développement Humain) est calculé sur la base de trois actifs de bien être suivants : espérance de vie, niveau d'instruction et revenu. Au regard des données présentées dans le tableau 4.1, nous observons que : (i) l'indicateur de bien être social mesuré par l'IDH est passé de 0,398 à 0,428 (estimation de 2010). Soit une progression de 0,24 pour cent par an. Les progrès réalisés au niveau de l'IDH l'ont été surtout grâce aux évolutions positives de ces dernières années de l'espérance de vie, des taux de mortalité infantile et des taux combinés dans l'éducation. Ces indicateurs sociaux constituent les composantes de l'IDH. (ii) La première composante de l'IDH qui est l'espérance de vie à la naissance n'a cessé de croitre ces trente dernières années à un rythme annuel de 1,1 pour cent (voir tableau 4.1). Cette hausse s'explique entre autre par la baisse tendancielle de la mortalité infantile qui intervient dans le calcul de l'espérance de vie. A cet égard, on note que durant ces dernières années, le taux de mortalité infantile a connu une diminution annuelle de - 5 pour cent. (iii) La deuxième composante de l'IDH est l'éducation, représentée ici par le taux brut de scolarisation combiné. On observe que durant ces trente dernières années, ce taux s'est amélioré de 3 pour cent par an. (iv) Cependant, on note qu'inversement à l'évolution croissante du niveau de l'IDH, le PIB réel par habitant (une des composantes de l'IDH) n'a cessé de se dégrader durant ces trente dernières années. A cet effet, le PIB par habitant a connu une baisse de -0,4 pour cent en moyenne par an durant ces trente dernières années, passant de 162 263 Fc par habitant en 1980 à 145 488Fc par habitant en 2010. Cela dit, on présume que l'amélioration de l'IDH ces dernières années est due principalement à l'amélioration des deux facteurs de pauvreté non monétaire (augmentation de la longévité à travers la baisse des taux de mortalité, et l'amélioration du niveau de l'éducation).

4.3.2 Classement mondial des Comores suivant l'IDH, et le PIB par habitant

Depuis 1990, les nations unies à travers le PNUD établissent chaque année un classement suivant le niveau IDH des pays membres dont les données statistiques sont disponibles. L'IDH propose des moyennes qui ne reflètent pas les disparités importantes dans le développement humain entre individus d'un même pays. Les hypothèses de calcul de l'IDH, supposent que tous les individus d'un

même pays ont la même espérance de vie, les mêmes taux de scolarisation et les mêmes revenus. Autrement dit, l'IDH ne tient pas compte des inégalités dans les allocations individuelles en matière de santé, d'éducation et de revenus. C'est pourquoi, en 2010, les nations unies ont introduit dans leur rapport mondial, la notion d'IDHI (IDH ajusté aux inégalités). L'IDHI couvre les déficits de développement humain dus aux inégalités dans le domaine de la santé, de l'éducation et du revenu. Les déficits pour ces trois dimensions varient selon les pays, allant de un pour cent pour l'éducation (République tchèque) à 68 pour cent pour le revenu (Namibie), et tendent à être plus prononcés dans les pays à IDH peu élevé. L'IDHI ne remplace pas l'IDH, il est calculé en complément de l'IDH, et permet de mesurer la perte de l'IDH due aux inégalités. Dans un pays où il n'y a pas d'inégalités, la valeur de l'IDH sera égale à la valeur de l'IDHI. Sur la base des indicateurs de 2010, le niveau IDH des Comores a été évalué à 0,428. L'IDHI quand à lui, est évalué à 0,24 ; soit une perte de 43,9 pour cent due aux inégalités. Les Comores sont classés 140ème rang mondial sur les 169 pays des nations unies qui disposent d'un IDH. Les Comores appartiennent ainsi, au 4ème quartile du niveau IDH mondial. Un groupe caractérisé par des faibles niveaux de développement.

Afin de mieux situer les Comores par rapport au reste du monde dans le classement mondial par niveau IDH (2010), on va sélectionner trois groupes de pays : (i) les trois premiers pays suivant leur classement IDH; (ii) les trois derniers pays suivant leur classement IDH ; (iii) et les pays de la région océan Indien, voisins des Comores.

Tableau 4.2 : Niveau IDH aux Comores et dans le reste du monde (données 2010)

Pays	IDH (2010)	Rang (IDH)	IDHI (2010)	Perte IDH due aux inégalités	PIB par habitant en $ PPA	Rang (PIB/Hbt) sur 182
Les trois pays classés premiers au sens de l'IDH						
Norvège	0,938	1	0,876	6,6%	58 810	3
Australie	0,937	2	0,864	7,8%	38 692	13
Nouvelle Zélande	0,907	3			25 438	33
Les trois pays classés derniers au sens de l'IDH						
Niger	0,261	167	0,173	33,7%	675	164
République démocratique du Congo	0,239	168	0,153	36,0%	291	168
Zimbabwe	0,140	169	0,098	30,0%	176	169
Les pays de la région océan Indien						
Madagascar	0,435	135	0,308	29,2%	953	157
Maurice	0,701	72	-	-	13 344	59
Comores	0,428	140	0,240	43,9%	1 176	152

Source : Rapport Mondial sur le Développement Humain (2010)

Le tableau 4.2 présente des informations intéressantes, dont en voici quelques unes : (i) dans la région océan Indien, Maurice et Madagascar sont relativement bien classé par rapport aux Comores, suivant l'IDH. On note aussi que Madagascar perd moins que les Comores en IDH, si on introduit la notion des inégalités (IDHI). Soit une perte de 29,2 pour cent (ii). Les trois pays qui enregistrent les meilleurs résultats en développement humain au monde (Norvège, Australie, Nouvelle Zélande), disposent d'un IDH plus de deux fois supérieur à celui des Comores. Par ailleurs, les pays classés au top niveau de développement humain, enregistrent des faibles pertes en IDH dues aux inégalités. Soit seulement une perte de – 6,6 pour cent pour la Norvège et -7,8 pour cent pour l'Australie. (iii) le classement des pays suivant le niveau IDH est différent de celui observé suivant le classement par niveau du PIB par habitant. A cet effet, ce ne sont pas toujours les pays les mieux classés en terme de PIB par habitant, qui se retrouvent en tête du classement mondial suivant le niveau IDH. Ainsi les deux premiers pays les plus riches au monde, en termes de PIB par habitant sont : le Liechtenstein (81 011 $PPA) et le Qatar (79 426 $PPA). Néanmoins, ils n'occupent pas les premiers rangs au niveau IDH. Ils sont classés respectivement, 6ème et 38ème mondial dans le classement IDH. En ce qui concerne les Comores qui occupent le 140ème rang mondial suivant l'IDH, ils sont classés 152ème rang mondial suivant le PIB par habitant. Ce classement plus défavorable en matière de PIB par habitant, confirme ce qui est dit précédemment, à savoir que ce sont surtout les indicateurs de pauvreté non monétaire (éducation et longévité) qui contribuent le plus à l'amélioration du niveau de l'IDH aux Comores. De même, Madagascar qui occupe le 135ème rang mondial selon l'IDH, se retrouve au 157ème rang mondial suivant le PIB par habitant. On note ici que Madagascar qui est mieux classé que les Comores sur la plan IDH, est mal positionné que les Comores au regard du PIB par habitant. Si les Comores disposent d'un revenu par tête relativement importante, Madagascar fait mieux que les Comores en matière de pauvreté non monétaire (éducation et longévité. En ce qui concerne l'île Maurice, son classement mondial suivant le niveau de PIB par habitant (59ème) est plus favorable que son classement suivant le niveau IDH (72ème). Dans le cas de Maurice, le niveau de l'IDH est plus expliqué par l'importance du PIB par tête. Les revenus monétaires ont évolué plus rapidement que les indicateurs non monétaires.

4.3.3 Envois des fonds et amélioration des « capabilities » aux Comores

La diaspora comorienne a une longue tradition communautaire. Elle intervient dans différentes activités de développement à caractère communautaire. Cette particularité explique pourquoi, malgré les crises politiques et financières vécues par les Comores ces dernières années, les investissements communautaires n'ont pas fléchi mais au contraire avaient tendance à augmenter (effet anti cyclique contre les crises). Cette situation a permis aux populations, surtout celle résidant en Grande Comore (principal bénéficiaire des envois de fonds) de ne pas trop souffrir dans les périodes de crises qui ont été nombreuses ces dernières années aux Comores. Les Comores, sont ainsi reconnus, par l'ensemble des partenaires intervenant dans le domaine du développement, comme un pays qui disposent des associations communautaires dynamiques participant dans le financement des programmes de développement. L'implication de la diaspora à travers les envois de fonds extérieurs, constitue une réalité dans l'amélioration des capacités et des potentialités des différentes communautés. A cet égard, plusieurs programmes financés par les partenaires au développement interviennent dans des actions à caractère communautaire et s'appuient sur des financements extérieurs en provenance de la diaspora comorienne.

4.3.3.1 Les envois de fonds et potentialités

Se référant à la définition de Sen, les potentialités correspondent aux dotations en capital que chaque individu acquiert pendant sa vie. Les migrants comoriens participent activement, à travers des envois de fonds à l'amélioration du capital physique, du capital humain et du capital financier des comoriens et à renforcer davantage le capital social déjà omniprésent dans la société comorienne. Comme déjà indiqué en introduction de ce chapitre, il est assez difficile de chiffrer la valeur monétaire des différents investissements réalisés par les migrants comoriens de l'extérieur. Néanmoins, on pourrait citer à titre d'exemple, un ensemble des réalisations effectuées par la diaspora comorienne. Dans le domaine du capital physique, les migrants comoriens envoient des appareils électroménagers, des véhicules, etc. Les envois de fonds des migrants participent aussi aux achats de matériel de développement comme les équipements de pêche, du matériel agricole ou encore des équipements de fabrication de matériels de construction. Les projets productifs individuels sont initiés les plus souvent par les migrants de retour. Ainsi,

par exemple, les migrants qui décident de retourner aux Comores pour s'y installer définitivement, investissent dans des entreprises de bâtiment, dans des entreprises de transport et dans des activités commerciales. Les migrants participent aussi dans le domaine social, notamment : (i) La participation aux dépenses d'éducation des membres de leur famille, à travers le paiement direct des frais de scolarité. Il est fréquent que les fournitures scolaires soient achetées depuis la France et acheminées aux Comores. Par ailleurs, certaines dépenses en éducation, s'effectuent en dehors des Comores. A cet égard, les comoriens qui poursuivent leurs études supérieures à l'étranger (France, Madagascar, Egypte, Sénégal, etc), bénéficient des appuis financiers de la diaspora à travers le paiement des frais de transport et des bourses d'études. (ii) La participation aux dépenses de santé. Il est assez fréquent que les ordonnances médicales soient envoyées aux migrants en France. A leur tour, ces derniers achètent les médicaments et les expédient aux Comores. Les migrants financent aussi la quasi-totalité des évacuations sanitaires ainsi que les frais de soins administrés à l'extérieur aux membres de leur famille. A cet égard, il est à noter que l'absence aux Comores de matériel de diagnostic et de soins, tels que le scanner, la dialyse, rajouté aux problèmes liés à un système de soins précaires, amène beaucoup de familles à évacuer leurs malades à l'extérieur. Les évacuations sanitaires se font généralement vers des pays limitrophes, comme Maurice, Madagascar, Tanzanie ou vers l'ancienne puissance coloniale, la France. Etant donné, le nombre important et grandissant des évacuations sanitaires, il est à se demander quelle est la valeur monétaire des évacuations sanitaires aux Comores ? La réponse à cette question n'est pas aisée, étant donné, qu'aucune enquête de ce genre n'a jusqu'alors été réalisée aux Comores. Néanmoins, certaines estimations avancent l'équivalent de 1 pour cent du PIB, la valeur annuelle des évacuations sanitaires.

Les fonds qui financent ces dépenses sociales supportées par les migrants comoriens, ne transitent pas toujours par les Comores.

4.3.3.2 Les envois de fonds et capacités

Les envois de fonds des migrants par le biais des participations communautaires contribuent à améliorer les capacités des habitants des villages dont ils sont originaires. A cet égard, les envois de matériels et équipements à destination des communautés villageoises par les migrants augmentent les capacités

des habitants des villages bénéficiaires. Les migrants se regroupent dans les pays d'accueil en des associations et s'organisent pour répondre à chaque fois que c'est nécessaire, aux besoins essentiels de leur village respectif. A cet effet, lorsqu'un problème majeur compromet le bon fonctionnement d'une communauté locale, les migrants résidents à l'extérieur se regroupent à travers leur association pour venir en aide à leur communauté d'origine. A titre d'exemple, on a assisté ces dernières années à des participations actives des migrants en faveur des projets d'électrification, au bénéfice de nombreux villages non électrifiés. Les migrants s'organisent généralement par le biais de leur association respective, pour acheter des groupes électrogènes[45], à destination de leur village d'origine. En outre, les migrants participent aussi à l'équipement des centres de santé de leur village, en envoyant des ambulances, et des équipements médicaux. Les investissements les plus importants des migrants dans les villages, se font généralement à travers des cofinancements avec les communautés locales et les partenaires au développement. Ainsi, par exemple, un grand nombre de salles de classe et de centres de santé sont financés conjointement par les migrants comoriens (à travers leur communauté d'origine) et les bailleurs de fonds étrangers. Beaucoup de programmes de développement financés par la Banque mondiale, l'Union européenne et la France privilégient les projets à caractère communautaire qui requièrent un cofinancement de la communauté et de la diaspora. Par ailleurs, l'existence des migrants en France, leurs grandes influences dans les décisions familiales et communautaires aux Comores, ont contribué à bouleverser certaines mentalités et comportements, ouvrant par l'occasion des portes sociales autrefois hermétiquement closes. L'éducation qui n'apparaissait pas jusqu'à une certaine époque comme une nécessité a connu une amélioration sensible grâce aux apports de la diaspora, notamment en matière de conscientisation des familles sur les bienfaits de l'éducation. On se rappelle encore des principes traditionnels qui freinaient l'éducation des filles.

« Autant la société encourage la fréquentation de l'école coranique par les filles, autant elle se montre réservée, voire hostile vis-à-vis de l'école officielle […]. Ainsi, jusqu'à la fin des années 1950, il était très mal vu de mettre sa fille à l'école publique considérée, à tort ou à raison, comme le tombeau des traditions. Pour les tenants de l'ordre traditionnel, le risque était très grand de voir les gardiennes du temple des institutions traditionnelles tentées d'adopter d'autres modèles culturels. Cette attitude

[45] Parfois les groupes électrogènes achetés par les migrants sont plus puissants que ceux de la société d'Etat. On assiste des fois à des conflits entre communauté et Etat pour la gestion et l'affectation de ces groupes assez puissants pour un seul village

a longtemps été un frein sérieux à la scolarisation des filles», RNDH/Comores et PNUD/Comores [2007].

L'ouverture sociale a permis un bond de la scolarisation des filles. Ainsi, le taux de scolarisation des filles est passé de 46,6 pour cent en 1995 à 70,9 pour cent en 2007, soit une croissance de 3,5 pour cent par an. Durant la même période, le taux de scolarisation des garçons est passé de 55,7 pour cent à 74,9 pour cent, soit une croissance de 2,5 pour cent par an.

4.3.3.3 Les programmes de développement communautaire

Les nouvelles politiques fondées sur le développement des «capabilities» ont été mise en œuvre aux Comores vers les années 1990. Ces stratégies reposaient sur la participation des pauvres dans les activités visant leur propre développement. A cet égard, des programmes de développement communautaire ont été mise en place aux Comores par différents partenaires au développement, notamment la Banque Mondiale, la France, l'Union européenne. Ces programmes reposent sur des projets identifiés par les communautés, et requièrent une participation communautaire. Le financement est assuré d'une part, par les partenaires au développement et d'autre part, par la communauté bénéficiaire du projet. Le critère principal pour pouvoir bénéficier d'un projet communautaire, est le degré de pauvreté. Les communautés pauvres bénéficient d'une éligibilité à caractère prioritaire. Le dilemme dans ces types de projet, est la contradiction entre le critère de pauvreté et l'obligation de participation communautaire. Bien que la participation communautaire est souvent effectué en nature (terrain, main d'œuvre, …), il est apparu que ce ne sont pas toujours les communautés les plus pauvres qui bénéficient le plus de ces projets. A cet égard, l'on a observé que ce sont surtout les régions qui disposent le plus de migrants en France qui bénéficient le plus de projets. Ainsi, la participation communautaire provient généralement des migrants originaires de la communauté installée en France. Ce qui explique, pourquoi c'est en Grande Comore que l'on enregistre le plus de projets communautaires, bien que c'est l'île la moins pauvre. Il est à rappeler que la Grande Comore, est la principale île qui bénéficie le plus des envois de fonds extérieur de la part des migrants. Dans la participation communautaire, la part de la diaspora comorienne (communauté des migrants) principalement, celle résidant en France est assez significative. A travers deux exemples concrets, de programmes communautaires intervenant actuellement

aux Comores, nous pourrons appréhender la participation des migrants dans les activités de lutte contre la pauvreté non monétaire.

A) Le Fonds d'Appui au Développement Communautaire (FADC)

Le FADC ou Fonds d'appui au développement communautaire est un programme financé par la Banque mondiale avec une participation communautaire. Le FADC intervient aux Comores depuis 1990 et participe au développement des activités à caractères communautaires. Les projets financés par le FADC sont d'abord identifiés par les communautés bénéficiaires et ensuite proposées au FADC pour financement. La structure de gestion du FADC est largement dominée par les représentants communautaires. La participation communautaire est variable suivant les îles, car dépend du degré de pauvreté des régions. Elle est égale à 20 pour cent du coût total du projet pour la Grande Comore (les communautés sont relativement moins pauvres et plus participatives). Elle est entre 10 à 15 pour cent pour les deux autres îles, relativement plus pauvres (Anjouan et Mohéli). La diaspora comorienne (les migrants) de la Grande Comore, participe au financement communautaire et participe aussi au choix des projets identifiés par leur communauté d'origine. Cette participation s'effectue à travers les associations villageoises, mises en place dans les pays d'accueil, par les migrants comoriens. La part de la diaspora dans le financement communautaire est parfois décisive. Malheureusement, les montants des participations communautaires ne sont pas ventilés par origine de financement, d'où la difficulté de pouvoir évaluer le montant des envois de fonds extérieurs dans le financement total des projets FADC. Toutefois, moyennant certaines hypothèses[46], il est possible d'estimer la proportion des financements diaspora dans le total de financement.

Tableau 4.3 : Projets financés par le Fonds d'Appui au Développement Communautaire en 2008 (en Fc)

	Total	Communauté		Proportion diaspora sur le total %
		Montant	Proportion en %	
Construction de salles de classe	252 647 957	45 935 992	18	9
Adduction d'eau	159 873 948	15 987 395	10	5
Pistes rurales	302 068 869	27 000 000	9	4,5
Total	714 590 774	88 923 387	12	6

Source : FADC

[46] Sachant que la communauté locale participe généralement par l'octroi des terrains, de la main d'œuvre, la diaspora participe par des financements monétaires. On supposera une répartition égale entre financement communautaire/local et communautaire/diaspora.

Pour l'année 2008, le montant total des financements des projets FADC est évalué à 714,6 millions de Fc, dont 6 pour cent sur financement des migrants comoriens résidant principalement en France (tableau 4.3). Si l'on considère que les projets réalisés par la FADC reflètent les priorités communautaires, on observe que les demandes prioritaires des communautés en matière de développement, sont la construction des salles de classe, les adductions d'eau et la construction des pistes rurales. On note par ailleurs, que la participation communautaire y compris la diaspora est assez importante dans la construction des salles de classe (12 pour cent). Ceci montre que l'éducation primaire représente, pour la population comorienne une priorité en matière de développement et de lutte contre la pauvreté.
Enfin, il est aussi intéressant de noter que les investissements autrefois financés exclusivement par l'Etat et les partenaires au développement, sont aujourd'hui cofinancés par les communautés locales. Dans la plupart des cas, la part de l'Etat (financement interne) est quasi nulle, laissant ainsi les partenaires au développement et les communautés locales, comme seules sources de financement.

B) Le Programme de co- développement en Union des Comores (PCUC)

Le PCUC est placé sous la tutelle du Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité Nationale et du Développement Solidaire. Il concerne toute action initiée ou à laquelle participent des migrants pour aider au développement de leur pays d'origine. L'objectif du co développement est de mobiliser au bénéfice de l'Union des Comores, le potentiel de développement de la communauté comorienne installée en France. Le co-développement s'inscrit ainsi dans un objectif de réduction de la pauvreté dans les régions d'émigration et place les migrants au cœur même de l'action. Le Programme de Co développement avec l'Union des Comores (PCUC) est un programme dont la convention de financement a été signée le 10 avril 2006 pour une durée de 3 années. Deux avenants de prolongation ont été signés, portant sa date d'achèvement au 31/12/2010.

Le Programme de Co développement concerne principalement 3 types d'intervention :

- Soutien des initiatives d'associations de migrants en faveur de leur région d'origine ;
- Promotion de l'investissement productif par l'accompagnement de la création d'entreprises par les migrants, que ce soit dans le cadre d'un retour ou non ;
- mobilisation des compétences des migrants hautement qualifiés.

Le ciblage des financements vers des projets productifs tient en compte des dimensions socio-économiques spécifiques de chaque île. Dans un pays où l'économie est fondée à 75 % sur le secteur rural et la pêche, et où les activités de service marquées par un professionnalisme réel s'avèrent rares, le soutien par le Programme de Co développement à des projets véritablement productifs, mobilisant les associations de migrants d'une part et les organisations locales d'autre part, répondent en même temps aux nécessités du développement économique et aux besoins des populations : il contribuerait à la création d'emplois pérennes (un emploi créé aux Comores permet à six personnes d'en vivre et à 10 personnes d'en profiter), à l'insertion économiques des jeunes et des groupes défavorisés, participant ainsi à la stabilisation des populations, aussi bien qu'à l'allègement des charges financières des migrants supportant leur famille restée au pays. Pour ce qui est de la mobilisation de la diaspora hautement qualifiée (DHQ), les interventions sont ciblées vers les secteurs productifs, toujours, en liaison avec les actions de développement productifs. De surcroît, des appuis dans le secteur de l'enseignement universitaire technique (IUT) constituent les principales interventions. Il s'agit, notamment d'un renforcement des filières agricoles, d'une création de filières professionnelles. Ce sont aussi dans ces filières qu'il est possible de recourir à la DHQ pour valoriser et transmettre leurs compétences aux compatriotes dans l'objectif que le pays dispose de techniciens capables, adaptés aux besoins du marché local de l'emploi ou susceptibles de créer eux-mêmes leur activité. Le soutien à l'Université des Comores relève d'interventions plus structurantes que ce qui avait pu être fait auparavant. Par ailleurs, un soutien inclut également la mobilisation d'acteurs du secteur de la santé (médecin, spécialistes, …) en complément des activités financées par l'AFD.

Tableau 4.4 : Montants déboursés par les projets financés par le PCUC de 2006 à 2010 en Fc

	Total Projet	Communauté locale	Diaspora	Autre	% diaspora
Adduction d'eau	305 920 331	61 507 690	43 592 391	145 745 250	14,2%
Electrification	179 488 625	30 434 746	53 414 556	13 407 800	29,8%
Infrastructures Aménagement	226 008 684	34 059 747	49 600 857	-	21,9%
Education	157 607 531	35 223 186	22 291 395	-	14,1%
Santé	106 792 082	26 397 906	29 732 005	8 211 166	27,8%
Tourisme	78 745 000	12 310 000	13 595 000	16 850 000	17,3%
Agriculture	90 476 090	11 466 850	17 260 950	3 580 000	19,1%
Culture	25 470 180	1 513 720	7 135 949	3 277 599	28,0%
Total	1 170 508 523	212 913 845	236 623 103	191 071 815	20,2%

Source: Programme de Co développement en Union des Comores (PCUC)

Le tableau 4.4 présente les montants déboursés pour le financement des projets PCUC, par secteur d'intervention et par origine de financement. L'analyse du tableau de financements par origine et par type des projets, présentés dans le tableau 4.4 révèle les observations suivantes : (i) la diaspora participe à hauteur de 20,2 pour cent du financement de l'ensemble des projets initiés dans le cadre du PCUC (soit 191 millions de Fc pour une période de quatre ans). Avec une moyenne annuelle de 48 millions de Fc, la participation de la diaspora au financement du seul projet PCUC représente 0,3 pour cent des montants annuels des envois de fonds[47]. Si l'on estime à plus de cent, le nombre de projets de type communautaire en cours d'exécution dans l'année sur l'ensemble du territoire, on note par conséquent que la part de la diaspora dans le financement des projets communautaires représenterait près de 30 pour cent des financements des projets communautaires. (ii) Par ailleurs, parmi les secteurs dont la diaspora accorde une importance capitale, on retrouve l'électrification rurale (29,8 pour cent de financement diaspora), la culture (28 pour cent), la santé (27,8 pour cent), les infrastructures et les aménagements (21,9 pour cent de participation diaspora). (iii) il apparait ainsi que la diaspora participe financièrement à améliorer les capacités à travers le renforcement des «potentialités et opportunités sociales». Etant donné les investissements sociaux importants de ces dernières années, auxquelles la diaspora comorienne a pris une part importante, la question est de savoir quel est l'impact des envois de fonds de la diaspora, comparé à l'aide publique au développement sur le niveau IDH aux Comores ?

4.3.4 Analyse économétrique des déterminants de l'IDH et rôle des envois de fonds

Il apparait que les pays qui disposent des niveaux IDH élevés, sont aussi les pays qui sont classés riches. Certes, le facteur revenu ne détermine pas à lui seul le niveau de l'IDH, mais toujours est il que les pays riches disposent des capacités et de potentialités que n'ont pas les pays à faibles revenus. Autrement dit, dans les pays riches, les composantes sociales de l'IDH (le niveau d'instruction et l'espérance de vie) sont assez élevées pour avoir bénéficié d'un environnement favorable (fortes capacités et fortes potentialités). Toutefois, ce ne sont pas tous les pays riches (niveau de vie élevé) qui ont des niveaux IDH élevés. Il s'avère que, certains pays ont des revenus par habitant très élevés, mais disposent des IDH relativement

[47] Source : données de la Banque Centrale pour 2009.

moins élevés. Ainsi, le degré de développement des capacités et des potentialités dans les pays est un facteur déterminant dans la valeur de l'IDH.

Quel rôle joue les envois de fonds dans l'amélioration de l'IDH aux Comores ? Pour répondre à cette question, nous allons construire un modèle économétrique qui aura comme variable dépendante l'Indicateur de Développement Humain (IDH) et comme variables explicatives, des facteurs revenus ayant probablement contribué à l'évolution des « capabilities » durant ces dernières décennies.

4.3.4.1 Le modèle

On pendra pour simplifier cet exercice comme variables explicatives, les principales sources de revenus susceptibles de contribuer à l'amélioration de la santé, de l'éducation et de la situation économique du ménage. Autrement dit des sources de revenus qui influeraient le niveau de l'IDH. Ces sources de revenus vont concerner pour le cas des Comores, les domaines suivants : les envois de fonds, les dépenses publiques, l'Aide publique au développement. Pour chacune de ces variables explicatives, nous pouvons avancer les arguments suivants pour justifier son choix (i) les envois de fonds constituent des ressources sûres des ménages, qui parviennent sans délais en cas de nécessité. Ils sont utilisés pour subvenir aux besoins essentiels, dont notamment l'éducation et la santé. (ii) les dépenses publiques ont comme objectif de répondre aux besoins essentiels de la population, en matière de service public dont l'éducation et la santé. (iii) l'aide publique au développement est la principale source de financement des investissements publics aux Comores : plus de 80 pour cent des investissements publics, sont financés par des ressources bi et multilatérales. Compte tenu de ce qui précède, on peut construire le modèle linéaire suivant :

$$IDH_i = \alpha Envoi_i + \gamma Depense_i + \delta Aide_i + \sum_{j=1}^{3} \mu_{ij} X_{ij}^2 + \varepsilon_i \quad (5)$$

avec :

i : l'indice i désigne l'année et varie de 1980 à 2010

j : le nombre de variables explicatives

IDH_i : Indicateur de Développement Humain de l'année i (i = 1980 à 2010)

$Envoi_i$: montant des envois annuels de fonds extérieurs par habitant de l'année i

$Dépense_i$: montant des dépenses publiques par habitant (financés par des ressources intérieures) de l'année i

Aide$_i$: montant de l'aide publique destinée aux investissements par habitant de l'année i

4.3.4.2 Résultats du modèle

La résolution du modèle (5) permet de dégager les résultats suivants : (i) Les envois de fonds extérieurs ont un effet positif sur l'Indice de Développement Humain. Le coefficient de la variable « Envoi » est positif et significatif au seuil de 1 pour cent. On note ainsi, qu'une augmentation de 1 pour cent des envois de fonds par habitant entraîne une hausse de l'IDH de l'ordre de 0,0008 pour cent.

Tableau N° 4.5 : Coefficients de régression de l'estimation du modèle de l'Indicateur de développement humain, en fonction des envois de fonds

Variable dépendante IDH

Variables indépendantes	**Description**	**Coefficient**	**T (student)**
Constante		0,38**	132,04
Envoi	Envois de fonds par habitant (en Fc)	0,0008 **	21,42
Dépense	Dépenses publiques par habitant (en Fc)	0,0015 **	7,13
Aide	Aide publique par habitant (en Fc)	-0,0006*	-2,17
X_1^2	Envoi²	$-6{,}1\ 10^{-6}$ **	-14,22
X_2^2	Dépense²	$-2{,}9\ 10^{-5}$ **	-6,86
X_3^2	Aide²	$3{,}9\ 10^{-5}$ **	2,85

N = 31 R² ajusté : 0,991 * significatif au seuil 5% ** significatif au seuil 1%
F : 554,2

(ii) les dépenses publiques contribuent également à l'augmentation de l'IDH. Le coefficient de la variable dépense publique est significativement positif. Une hausse de 1 pour cent des dépenses publiques par tête entrainent une augmentation de 0,0015 pour cent de l'IDH. (iii) contre toute attente, le coefficient de l'Aide publique au développement est significativement et négative ; ce qui s'explique par la tendance décroissante observée ces dernières années, dans l'évolution de l'Aide publique au développement par tête d'habitant et que parallèlement, l'IDH n'a cessé d'augmenter d'année en année. On ne peut pas vraiment conclure que l'aide publique a une influence négative sur le niveau de l'IDH, mais que plutôt, ces deux indicateurs ont varié dans le sens inverse ces dernières décennies. Ces résultats confirment ceux obtenus dans le chapitre deux, en ce qui concerne l'absence d'effets de l'aide publique au développement sur la croissance économique de ces dernières décennies aux Comores. Cette thèse rejoint les résultats de l'étude effectuée par le PNUD, RNDH (2001), sur la croissance à long terme aux Comores. Les investissements publics (financés à 80 pour cent par l'aide publique au développement) n'avaient un impact positif sur la croissance à long terme.

4.4 Approche microéconomique de la pauvreté non monétaire

4.4.1 Critiques de l'approche utilitariste

L'adoption de l'approche utilitariste s'appuie sur des hypothèses fortes, en particulier que tous les agents ont la même fonction d'utilité, sans un jugement individuel de leur niveau de vie. L'utilité n'étant pas observable, on admet que les préférences du consommateur pourraient être représentées par une fonction d'utilité de type [48]:

$$U = U (B, K) \qquad (1)$$

B constitue l'ensemble des biens et services qui forment le choix du consommateur et K est l'ensemble des caractéristiques du consommateur. Dans la pratique, la fonction d'utilité est appréhendée par une fonction de dépense du consommateur notée D= (P, K, U), qui représente le coût minimum pour un ménage, ayant des caractéristiques K, d'accéder à un niveau d'utilité U, compte tenu d'un vecteur de prix P. Sur un aspect formel la fonction de dépense est égale au produit du vecteur des biens B par le vecteur des prix correspondants P.

$$D = P*B. \qquad (2)$$

L'approche monétaire de la pauvreté mesure les différentes composantes du bien-être, en se basant sur un système de prix. Cependant, toutes les dimensions de la pauvreté ne peuvent pas être évaluées à cet état : quel prix affecter à la consommation de biens publics, au temps libre, à l'intensité des relations sociales ou, plus largement, à la qualité de la vie ? Par ailleurs, faire l'hypothèse que toutes les consommations s'additionnent pour accroître le niveau du bien-être n'est pas toujours justifié. Ainsi, est-il légitime de classer comme pauvres et non-pauvres des ménages dont les dépenses diffèrent uniquement par le montant de leur consommation de produits ou services non essentiels (exemple : la consommation de tabac ou l'achat des billets d'entrée au théâtre). L'analyse de la pauvreté monétaire est conduite de manière objective. Cette appréhension du phénomène consiste à fixer à priori la valeur du seuil de pauvreté pour toute la population. Aussi, ce seuil monétaire qui permet à une proportion de la population d'échapper à la situation de pauvreté, se fixe – t – il indépendamment de la satisfaction exprimée par les agents eux – mêmes. Cette notion d'objectivité se traduit concrètement par la

[48] Ravaillon [1998] ; Lachaud [2001]

nature des informations et la manière de les collecter auprès des personnes enquêtées. Ces limites ont conduit un certain nombre d'auteurs à remettre en question ces fondements, et à proposer des approches alternatives, comme celle des «besoins essentiels» ou des «besoins fondamentaux», Streeten, P et alii [1984], qui reprennent le concept de « biens primaires » mis en avant par Rawls [1971]. Elle part du principe que tous les besoins ne peuvent pas être traités sur un pied d'égalité, certains étant considérés comme plus importants que d'autres : l'alimentation bien sûr, mais aussi la santé ou l'éducation. En conséquence, on s'intéresse à la satisfaction de ces besoins dont il convient d'assurer un niveau minimum.

Dans ce contexte, le seuil de pauvreté varierait d'un individu à l'autre en fonction de ses préférences. Une approche qui poserait plus de problème qu'il n'en résout. Au demeurant, les rares études utilisant les perceptions qualitatives des ménages dans les pays en développement pour appréhender la pauvreté, Pradhan, Ravallion, (1998), sur la Jamaïque et le Népal[49] concluent à la robustesse de l'approche. La ligne de pauvreté subjective qui est déduite de la perception des ménages du niveau de leurs besoins est tout aussi consistante qu'une ligne de pauvreté "objective" tirée de leur niveau de consommation, et finalement, les deux mesures sont proches. En effet, les ressources monétaires (dont fait partie le revenu) ne constituent qu'un élément parmi tant d'autres permettant de définir la pauvreté et d'identifier ceux qui en souffrent. L'approche monétaire s'avère donc insuffisante. Si aujourd'hui, nombreuses études économiques sur la pauvreté concentrent encore leur attention sur le seul aspect monétaire, la raison principale est fort simple : cette approche, permet d'identifier les ménages pauvres selon leur revenu, grâce à la construction d'une ligne de pauvreté monétaire. Les indices de pauvreté P1 et P2 fournissent des arguments de politiques économiques aux décideurs : en se concentrant sur les individus qui se situent juste en dessous de la ligne de pauvreté monétaire, les gouvernements, en leur transférant suffisamment de revenus pour leur permettre de franchir le seuil de pauvreté, luttent efficacement contre la pauvreté, Lautier (2001). Ils permettent aussi d'évaluer le coût théorique nécessaire pour éradiquer la pauvreté par la connaissance de la profondeur de la pauvreté (P2). Le fossé qui sépare les pauvres entre eux est aussi connu par la connaissance de l'indice de la sévérité (P2).

[49] : F. ROUBAUD et Al., 2001, P 9.

4.4.2 Combinaison de la fonction d'utilité et des « capabilities »

Des remises en question et des extensions de l'utilitarisme ont été proposées, Sen [1976] ; Foster, Greer et Thorbecke [1984]. Ces extensions ont permis à l'approche monétaire de faire face à certaines critiques émanant notamment de l'approche des besoins essentiels. La force de l'approche monétaire a été de considérer les besoins essentiels comme un outil supplémentaire pour évaluer la pauvreté monétaire ; Ravallion [1998], Lachaud [2002]. Comme le résume parfaitement Sen [1985]: « *l'approche par le revenu tente de déterminer les capabilities des individus à satisfaire leurs besoins essentiels* » ; l'approche monétaire évalue le budget nécessaire pour se procurer les biens permettant de couvrir l'ensemble des besoins essentiels. L'approche par les capabilities, contrairement à l'approche par les besoins essentiels se veut pragmatique ; Stewart [1995] ancre ses racines dans des fondements théoriques, Sen [1981, 1985, 1992, 1999b]. Cette force lui permet à l'heure actuelle d'être une alternative puissante à l'utilitarisme, Robeyns [2006], Alkire [2006]. A cet égard, chaque individu ou ménage est caractérisé par un ensemble d'attributs – être nourri, logé, éduqué, soigné, etc.-, et la pauvreté est spécifiée dans une perspective multidimensionnelle, liées au comportement de consommation, Lachaud [2002]. Soit un ménage, caractérisé par un vecteur de capacités C, dépendant de la quantité de biens consommés B, et des caractéristiques K. La fonction de capacité pourrait s'écrire de la forme suivante :

$$C = C(B,K) \qquad (3)$$

Bien que les deux visions «utilitaristes» et «capabilities» semblent entretenir des relations souvent contradictoires, les deux approches peuvent se rapprocher **(**A. BERTIN [2007]). Sur le plan théorique, il a été suggéré que le concept de « capabilities » - niveau intermédiaire entre l'utilité et les biens consommés introduit une information supplémentaire pour évaluer la pauvreté. Ainsi Ravaillon [1997] suggère qu'il est possible de combiner les deux notions et en revenant aux fonctions d'utilité et de demande. En combinant les relations (1) et (3), on obtient la relation (4) suivante:

$$U=W[C(B,K)] \qquad (4)$$

4.4.3 Indicateurs partiels

Dans cette partie, nous allons mesurer le niveau de « capabilities » des ménages par l'analyse de certains indicateurs partiels dans l'habitat, l'éducation et la santé. Certes, le bien être ne se limite pas seulement à ces trois domaines. Le choix de ces secteurs est justifié par le fait que l'enquête sur la perception de la pauvreté par les ménages (2003), avait identifié ces trois domaines comme principales sources de pauvreté aux Comores.

4.4.3.1 Impacts des envois de fonds sur l'Habitat

4.4.3.1.1 Liens entre habitat et pauvreté

L'habitat est un des actifs ménagers qui fait partie des potentialités d'un individu. Il fait sans aucun doute qu'il y une relation réciproque entre pauvreté et habitat précaire. La pauvreté exprimée par le manque de ressources se manifeste au niveau des ménages par la privation des habitats décents, et les contraignent à vivre dans des maisons précaires. A cet égard, les ménages vivant dans des maisons précaires ont des conditions de vie misérables et disposent de moins d'opportunités de pouvoir améliorer leur cadre de vie futur. Etant entendu que l'état de l'habitat affecte les conditions de vie de tout un chacun, et constitue un élément fondamental de la pauvreté non monétaire. Par ailleurs, il est admis que les ménages vivant dans des habitats précaires, ont une forte chance que leurs enfants soient peu scolarisés ; ils ont plus de chance de devenir malade et ont peu de chance de disposer de revenus suffisants pour vivre dans des bonnes conditions.

« Les actions et les politiques peuvent avoir des effets positifs sur la vie quotidienne et le bien-être du milliard de personnes qui vit dans des taudis ou autres logements insalubres à travers le monde. »

Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU,
4 octobre 2010, journée mondiale sur l'habitat
«Meilleures villes, meilleure vie»

En 2008, un milliard de personnes vivaient dans les bidonvilles/habitats précaires, soit 1 personne sur 6 dans le monde, et ce chiffre est en constante augmentation. Les bidonvilles/habitats précaires sont bâtis avec des matériaux non

solides parfois récupérés, où les conditions de vie et le contexte sanitaire sont problématiques. Les bidonvilles/habitats précaires n'ont pas d'électricité, ne disposent pas de mécanismes de gestion des déchets ; la pollution y est omniprésente, et les risques de maladies et d'épidémies y sont décuplés. Les infrastructures routières et de transports collectifs y sont inexistants, ce qui a contribue à isoler ces quartiers du reste de la ville. La malnutrition et la faim sont plus présentes dans les bidonvilles. La criminalité et l'insécurité sont le lot quotidien de leurs habitants. Aux Comores, les logements précaires présentent généralement des murs en terre, ou en feuilles de cocotiers, ou en tôle. Plus de 50 pour cent des ménages vivent dans des habitats précaires. Les services sanitaires de base y sont inexistants, comme l'accès à l'eau potable ou l'assainissement de l'eau et des toilettes. Les risques d'inondations et de glissements de terrains y sont nombreux, car les rues ne sont pas pavées pour permettre l'écoulement des eaux, et aucun système d'évacuation des eaux n'est construit dans ces quartiers.

4.4.3.1.2 Indicateurs partiels sur l'habitat

Le tableau 4.6 présente des données sur l'habitat aux Comores, suivant l'île de résidence et la catégorie des ménages (bénéficiaires ou non bénéficiaires des envois de fonds). Il apparait que les ménages ayant des migrants à l'étranger, notamment en France et qui bénéficient des envois de fonds disposent généralement des habitats en bon état. Il est reconnu ainsi que la plupart des maisons en dur en milieu rural appartiennent généralement à des ménages ayant des migrants à l'étranger.

Tableau N° 4.6 : Caractéristiques relatives à l'habitat des ménages selon les îles et le statut dans les envois de fonds (en %)

	Bénéficie des envois de fonds				Ne bénéficie pas des envois de fonds				Ensemble
	Mohéli	Anjouan	Grande Comore	Total	Mohéli	Anjouan	Grande Comore	Total	
Nature des murs									
Dur	50,0	51,4	49,0	50,1	20,8	47,7	26,2	36,0	39,4
Tôle ondulée		8,2	42,7	26,2	2,5	4,3	52,5	18,1	20,0
Terre/brique de terre	27,3	4,5	1,7	3,9	23,9	4,1	3,6	7,9	6,9
Planche, bois			1,0	0,5	2,2	0,8	1,9	1,4	1,2
Pisé	18,2	2,1		1,6	37,2	5,3	0,2	10,2	8,1
Feuilles de cocotier	4,5	33,7	5,7	17,7	13,4	37,8	15,7	26,4	24,3
Murs Précaires[50]	***50,0***	***40,3***	***7,3***	***23,2***	***74,4***	***47,2***	***19,4***	***44,5***	***39,4***
Nature des toits									
Béton	31,8	40,7	33,0	36,3	11,4	36,9	18,1	26,3	28,7
Béton traditionnel	4,5	4,1	4,0	4,1	0,8	3,8	2,5	2,8	3,1
Tôle ondulée	22,7	30,0	59,0	45,1	19,2	25,4	69,8	37,2	39,1
Paille, feuilles	40,9	25,1	4,0	14,5	68,6	33,8	9,6	33,7	29,1
Toits Précaires[51]	***45,4***	***29,2***	***8***	***18,6***	***69,4***	***37,6***	***12,1***	***36,5***	***32,2***
Nature du sol									
Ciment	54,5	50,8	71,0	61,7	42,8	47,7	64,1	51,5	53,9
Daflex		1,2	2,7	2,0	0,6	2,6	2,4	2,2	2,1
Carreaux	13,6	0,8	6,7	4,4	1,4	2,5	5,1	3,0	3,4
Cailloux, petites pierres	4,5	5,0	14,3	9,9	1,9	2,3	23,3	8,4	8,8
Terre battue	27,3	41,7	0,8	19,8	53,4	44,9	5,0	34,9	31,8
Sol Précaire[52]	***31,8***	***46,7***	***15,1***	***29,7***	***55,3***	***47,2***	***28,3***	***43,3***	***40,6***
Nombre de personne par pièce									
Une personne	22,7	15,9	30,7	24,0	16,0	13,3	32,4	19,4	20,5
Deux personnes	36,4	30,6	36,1	33,7	28,0	24,8	34,6	28,3	29,6
Trois personnes	27,3	18,0	17,9	18,3	25,5	22,6	18,0	21,8	21,0
Quatre personnes et plus	13,6	35,5	15,2	24,0	30,5	39,3	15,0	30,4	28,9
Plus de 3 personnes	***40,9***	***53,5***	***33,1***	***42,3***	***56***	***61,9***	***33***	***52,2***	***49,9***

Source : EIM 2004

Nous allons nous référer à quelques critères sur l'habitat pour définir la précarité. Il s'agira de la nature des murs, de la nature des toits et de la nature du sol. Nous pouvons ainsi distinguer les habitats précaires de ceux non précaires. L'état des murs est un élément fondamental de l'habitat. Il apparait que 39,4 pour cent des

[50] On définit par précarité des murs, les habitats ayant des murs en terre/brique de terre, en pisé, ou en feuilles de cocotier
[51] On définit par précarité des toits, les habitats ayant des toits en béton traditionnel ou en pailles, feuilles
[52] On définit par précarité du sol, les habitats ayant du sol en cailloux, en petites pierres ou en terre battue

habitats, disposent des murs précaires dont 44,5 pour cent chez les ménages non bénéficiaires des envois de fonds et 23,2 pour cent chez les ménages bénéficiaires des envois de fonds. L'analyse de la précarité des murs par île fait apparaitre les observations suivantes : (i) C'est à Mohéli que l'on observe le plus d'habitats précaires, suivi d'Anjouan. C'est en Grande Comore, qu'il y a moins d'habitats précaires - voir tableau 4.6 - . (ii) Par ailleurs, pour l'ensemble des îles, ce sont les ménages qui ne bénéficient pas des envois de fonds qui disposent le plus d'habitats précaires. A cet égard, on dénombre à Mohéli 50 pour cent des habitats précaires (murs), chez les bénéficiaires des envois de fonds, contre 74,4 pour cent chez les non bénéficiaires des envois de fonds. A Anjouan, on dénombre 40,3 pour cent d'habitats précaires chez les ménages bénéficiaires des envois de fonds contre 47,2 pour cent chez les ménages non bénéficiaires. Quant à la Grande Comore, il y a seulement 7,3 pour cent d'habitats précaires chez les bénéficiaires des envois de fonds contre 19,4 pour cent chez les non bénéficiaires. Les états des toits et du sol comme celui des murs sont aussi déterminants pour caractériser l'habitat. L'analyse de la précarité des toits (en béton traditionnel ou en pailles, feuilles) et celle de la précarité du sol (en cailloux, en petites pierres ou en terre battue) montrent des résultats similaires à l'analyse précédente réalisée sur la précarité des murs. Il apparaît alors que (i) c'est à Mohéli que l'on observe les proportions importantes des habitats précaires, suivi d'Anjouan et ensuite de la Grande Comore. (ii) il apparait aussi que c'est chez les ménages non bénéficiaires des envois de fonds, que l'on enregistre le plus de précarité des habitats (au sens des toits et du sol). A Anjouan, 29,2 pour cent des habitats disposent des toits précaires, chez les ménages bénéficiaires des envois de fonds contre 37,6 pour cent chez les ménages non bénéficiaires des envois de fonds. De même, à Mohéli, on dénombre 31,8 pour cent des habitats dont le sol est précaire chez les ménages bénéficiaires des envois de fonds contre 55,3 chez les ménages non bénéficiaires des envois de fonds. En ce qui concerne la capacité d'accueil des habitats, le nombre de personnes par chambre est un indicateur de précarité ou de bien être des ménages. Ainsi, au-delà de trois personnes par chambre, on considère qu'il y a une privation en logement. Tenant compte des données de l'EIM 2004, il apparait que 49,9 pour cent des ménages vivent à trois personnes ou plus dans une chambre. Il y a une différence de dix points en faveur des ménages bénéficiaires des envois des fonds. A cet égard, 42,3 pour cent des ménages bénéficiaires des envois de fonds vivent à plus de trois personnes dans une chambre tandis que cette proportion est de 52,1 pour cent chez les ménages qui ne bénéficient pas des envois de fonds. Les résultats par île

montrent des similitudes par rapport aux résultats globaux. Ainsi, il y a plus de ménages qui ne bénéficient pas des envois de fonds qui vivent à plusieurs dans une chambre. Par ailleurs, c'est à Anjouan que l'on rencontre le plus de ménages qui vivent en surnombre dans les chambres, avec une différence en faveur des ménages bénéficiaires. On dénombre à Anjouan, 53,5 pour cent des ménages bénéficiaires des envois de fonds qui vivent à plus de trois dans une chambre, tandis que chez les non bénéficiaires, on dénombre 61,9 pour cent des ménages qui vivent à plus de trois personnes dans une chambre. Le tableau 4.7 présente la répartition des ménages suivant les sources d'eau, le type d'assainissement et les énergies d'éclairage et de cuisson. Ces données sont présentées par île et par nature de bénéficiaires des envois de fonds.

Tableau 4.7 : Eau, assainissement et énergie selon les îles et le statut dans les envois de fonds

	Bénéficie des envois de fonds				**Ne bénéficie pas des envois de fonds**				**Ensemble**
	Mohéli	Anjouan	Grande Comore	Total	Mohéli	Anjouan	Grande Comore	Total	
Source d'eau pour la boisson									
Eau du robinet dans la cour	63,6	40,8	8,2	24,5	41,2	40,6	7,6	31,1	29,5
Robinet public, Borne fontaine	4,5	42,9	11,6	24,9	20,9	32,9	16,6	25,8	25,6
Eau de puits dans le logement/cour/concession	4,5	2,5	5,1	4,0	3,1	1,5	3,8	2,5	2,9
Puits publics	13,6	0,4	1,0	1,3	7,3		2,7	2,2	2,0
Eau de surface: Source	4,5			0,2	0,6	0,8		0,5	0,4
Eau de surface: Rivière/Ruisseau	4,5	9,2		4,1	16,4	18,5	0,2	12,7	10,7
Eau de surface : Maré/Lac		0,8		0,4		1,5	0,2	0,8	0,7
Eau de pluie	4,5		73,7	39,1	2,8		67,6	20,4	24,8
Camion citerne et autres	0,0	3,3	0,3	1,6	7,6	4,2	1,3	4,0	3,4
Précarité d'approvisionnement en eau [53]	***36,4***	***59,2***	***91,8***	***75,5***	***58,8***	***59,4***	***92,4***	***68,9***	***70,5***
Toilettes									
Chasse d'eau personnelle	9,1	6,6	6,4	6,6	0,8	7,5	5,5	5,6	5,8
Chasse d'eau en commun	9,1	1,7	2,3	2,3	3,1	1,7	2,1	2,1	2,2
Fosse/latrine rudimentaires	31,8	49,6	32,1	39,6	30,1	47,2	30,6	38,9	39,1
Fosse/latrine améliorées	22,7	35,1	30,1	32,0	17,7	32,4	27,3	28,0	28,9
Trou ouvert	18,2	6,2	27,8	18,1	41,0	10,1	32,3	22,7	21,6
Sceau				0,0	0,8	0,1		0,2	0,2
Pas de toilette/nature et autres	9,1	0,8	1,3	1,4	6,5	0,9	2,3	2,4	2,1
Précarité de toilettes [54]	***90,9***	***93,4***	***93,6***	***93,4***	***99,2***	***92,5***	***94,5***	***94,4***	***94,1***
Source d'élairage									
Electricité	68,2	23,6	50,7	39,6	29,7	22,5	42,7	29,8	32,2
Générateur individuel		2,5	2,4	2,3	1,7	2,0	1,0	1,6	1,8
Générateur collectif		2,5	1,0	1,6	0,8	0,7	0,4	0,6	0,8
Lampe à pétrole /gaz	31,8	71,1	43,2	54,8	65,0	74,3	50,5	65,5	62,9
Bougies/torches		0,4	2,7	1,6	2,5	0,3	5,3	2,2	2,1
Aucune					0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Précarité de l'éclairage [55]	***31,8***	***76,4***	***49,3***	***60,4***	***70,3***	***77,5***	***57,3***	***70,2***	***67,8***
Combustile prép.repas									
Bois	76,2	83,9	74,6	78,6	87,0	80,9	72,4	79,6	79,4
Charbon de bois		1,7		0,7	0,6	0,4	1,5	0,8	0,8
Gaz			2,0	1,1	0,6	0,5	3,4	1,4	1,3
Pétrole	23,8	14,5	23,4	19,6	11,6	17,8	22,2	17,9	18,3
Electricité et autres				0,0	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3
Précarité du combustible [56]	***76,2***	***85,5***	***74,6***	***79,4***	***87,5***	***81,4***	***74,0***	***80,4***	***80,2***

[53] Lorsqu'il n'y a pas d'eau de robinet dans le logement/la cour /concession

[54] Lorsqu'il n'y a pas de chasse d'eau personnelle à domicile

[55] Pas d'électricité

[56] Bois ou du charbon de bois

Source : EIM 2004

On définit la précarité en approvisionnement d'eau par l'absence de robinet d'eau à domicile. A cet égard, 70,5 pour cent de l'ensemble des ménages ne disposent pas de robinets à domicile. Les disparités par île sont importantes : plus de 90 pour cent des logements en Grande Comore ne disposent pas de robinet d'eau à domicile, pendant qu'à Anjouan et à Mohéli, il y a entre 36 à 60 pour cent des logements qui ne disposent pas de robinets à domicile. A ce sujet, il est à noter qu'en Grande Comore, les ressources permanentes en eau se trouvent en profondeur sous terraine, et que la distribution d'eau de robinet se fait uniquement au niveau de la capitale et des régions environnantes. Toutes les autres régions, notamment rurales utilisent des méthodes traditionnelles pour s'approvisionner en eau, notamment par la collecte des eaux de pluie. Quant à Mohéli et à Anjouan, les sources d'eau se trouvent en surface (des rivières). Ce qui explique le plus de disponibilité de robinets d'eau à domicile. A l'exception de Mohéli, il n'y a pas de différences significatives entre les ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds en matière d'approvisionnement en eau. A Mohéli, ce sont les ménages bénéficiaires des envois de fonds qui sont les moins privés en eau, avec 36,4 pour cent des habitats qui ne disposent pas de robinet d'eau à domicile, contre 58,8 pour cent chez les non bénéficiaires. On définit ici la précarité des toilettes par l'indisponibilité d'une chasse d'eau personnelle dans le logement. On enregistre ainsi, une forte proportion d'habitats disposant des toilettes précaires. On dénombre à cet effet, 94,1 pour cent des ménages qui disposent des toilettes précaires. En outre, il n'y a pas de disparités significatives entre les îles et entre les catégories de ménages (bénéficiaires et non bénéficiaires) en matière de précarité des toilettes (voir tableau 4.7). Les sources d'énergie pour l'éclairage et les combustibles, sont pour les ménages des actifs nécessaires pour le bien être des familles. Au niveau des sources d'éclairage, on constate que 67,8 pour cent des ménages ne disposent pas de l'électricité à domicile. On observe de fortes disparités par île et par catégorie de ménage (bénéficiaire et non bénéficiaire des envois de fonds) en ce qui concerne les sources d'énergie (voir tableau 4.7). A titre d'exemple, 70,2 pour cent des ménages non bénéficiaires des envois de fonds habitent dans des logements privés d'électricité contre 60,4 pour cent chez les ménages bénéficiaires. En ce qui concerne les disparités par île, elles sont encore plus fortes que celles entre catégories des ménages dans l'ensemble. A cet égard, 31,8 pour cent des ménages bénéficiaires des envois de fonds à Mohéli, sont privés de l'électricité à domicile contre 70,3 pour cent chez les ménages non bénéficiaires. A Anjouan, la différence n'est pas très

importante entre catégories des ménages. Ainsi, 76,4 pour cent des ménages bénéficiaires des envois de fonds à Anjouan ne dispose pas d'électricité, contre 77,5 pour cent chez les non bénéficiaires. En Grande Comore, 49,3 pour cent des ménages bénéficiaires des envois de fonds sont privés d'électricité, contre 57,3 pour cent chez les ménages non bénéficiaires. En ce qui concerne les combustibles, on constate qu'une grande précarité sévit pour l'ensemble des populations des îles et pour les deux catégories de ménage. En se référant à la notion d'usage de précarité en combustibles qui est l'usage du bois ou du charbon du bois, alors 80,2 pour cent des ménages se servent des combustibles précaires pour cuisiner. Il n'y a pas une grande différence entre les deux catégories de ménages (79,4 pour cent de privation chez les bénéficiaires et 80,4 pour cent de privation chez les non bénéficiaires des envois de fonds). Le tableau 4.8 présente la proportion des ménages qui ne disposent pas des biens d'équipement suivant leur statut dans les envois de fonds et suivant l'île de résidence.

Tableau 4.8 : Proportion des ménages qui ne disposent pas de biens d'équipement selon le statut dans les envois de fonds et le lieu de résidence

	Bénéficie des envois de fonds				**Ne bénéficie pas des envois de fonds**				**Ensemble**
Biens d'équipement ménagers	Mohéli	Anjouan	Grande Comore	bénéfi-ciaires	Mohéli	Anjouan	Grande Comore	non bénéfi-ciaires	
Voiture	95,5	98,4	90,7	94,2	94,5	95,7	86,8	92,8	93,2
Moto	90,9	97,6	98,3	97,7	96,7	98,0	97,6	97,6	97,7
Mobylette	100,0	98,8	98,3	98,6	99,7	99,6	98,1	99,2	99,0
Bicyclette	100,0	97,1	95,7	96,5	95,9	97,6	95,9	96,8	96,7
Téléphone	59,1	95,9	81,5	86,8	91,4	94,8	78,7	89,4	88,8
Radio	31,8	58,8	36,4	45,9	45,3	50,3	39,1	46,0	46,0
Téléviseur	59,1	83,3	82,1	81,7	82,6	79,0	72,0	77,6	78,6
Magnétophone	68,2	91,4	84,8	87,0	88,7	89,1	76,4	85,3	85,7
Chaine	77,3	95,5	90,1	91,9	92,8	95,3	87,8	92,6	92,4
Réfrigérateur	86,4	95,9	88,7	91,7	93,6	93,3	83,9	90,6	90,9
Congélateur	77,3	96,7	88,7	91,7	93,4	96,5	85,7	92,7	92,5
Moulinex	77,3	92,7	83,4	87,2	88,4	89,3	78,3	85,9	86,2
Ventilateur	81,8	95,1	93,4	93,7	90,1	90,4	88,5	89,8	90,7
Machine à coudre	77,3	81,2	83,1	82,1	80,4	82,7	81,1	81,7	81,8
Machine à laver	100,0	98,0	95,7	96,8	98,6	97,9	95,9	97,5	97,3
Cuisinière	100,0	97,1	92,4	94,7	97,0	97,1	91,7	95,5	95,3

Source : EIM 2004

On constate que beaucoup de ménages ne disposent pas des biens d'équipement de base à domicile. On note par exemple que 93,2 pour cent des ménages ne disposent pas de véhicules, 46 pour cent pas de radio et 88,8 pour cent pas de téléphone. D'une manière générale, on observe que c'est à Mohéli et à Anjouan qu'on observe le plus de ménages privés des biens d'équipement. On observe par ailleurs, qu'il n'y a pas de grande différence entre les ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds en matière de privation des biens d'équipements.

Cela pourrait s'expliquer par le fait que les envois de fonds ne tiennent pas en compte des envois des biens d'équipement. Pourtant, la quasi-totalité des équipements ménagers proviennent de l'extérieur. Ils sont certainement destinés aux ménages bénéficiaires comme aux non bénéficiaires des envois de fonds.

4.4.3.2 Impacts des envois de fonds sur l'éducation

4.4.3.2.1 Liens entre éducation et pauvreté : théorie du capital humain

Le concept de «capital humain» est développé pour la première fois en 1961, par Theodore Schultz. C'est en 1965 que Gary Becker approfondit le concept de la théorie du capital humain, considérant ce dernier comme étant un investissement.
De même que le capital physique, le capital humain peut s'acquérir (par l'éducation), se préserver et se développer (par un entretien à travers des formations continues). De même, il doit pouvoir produire un bénéfice (les revenus perçus lors de la mise à disposition des compétences). Avec ce nouveau concept de capital humain, s'ouvre toute une gamme d'investissements autour de l'éducation. L'investissement en capital humain concerne donc à l'ensemble des dépenses effectuées dans le domaine de l'éducation. Ces dépenses sont estimées en deux temps : on a d'une part les coûts directs (frais de scolarité, …) et d'autre part, les coûts d'opportunité qui consistent à un arbitrage par les individus de la gestion de leur capital humain. Exemple : choisir de poursuivre les études universitaires, plutôt que d'entrer immédiatement dans la vie active après le Bac, a un coût d'opportunité estimé, le plus souvent, avantageux par rapport au cas inverse. Flamholtz et Lacey [1980], et plus tard Lepak et Snell [1999] ont contribué à la diffusion de la théorie du capital humain et à son utilisation pratique. Le capital humain apparait ainsi comme une potentialité pour lutter contre la pauvreté, car il permet à l'individu de pouvoir s'en servir pour disposer de plus de revenus lui permettant d'assurer son bien être. C'est en ce sens que nous avons vu précédemment, que les investissements en capital humain améliorent les potentialités de l'individu, lui permettant d'échapper à la pauvreté.
« L'éducation a une valeur intrinsèque et apporte des gains instrumentaux potentiels en revenu. Elle permet une participation sociale à travers les qualifications. Ainsi, les qualifications de langue, de nouvelles techniques et connaissances sociales facilitent l'intégration économique et sociale ainsi que les revenus intergénérationnels de

revenu. La migration est susceptible d'augmenter le niveau éducatif, particulièrement parmi les enfants. Beaucoup de familles se déplacent avec l'objectif spécifique de pouvoir assurer à leurs enfants de meilleures perspectives pour l'éducation. [….]. La migration internationale s'inscrit dans ce cadre » (Rapport sur le développement humain, Banque Mondiale, [2008-2009].

4.4.3.2.2 Indicateurs partiels sur l'éducation aux Comores

Nous allons évaluer les résultats obtenus des investissements réalisés au cours des dernières années dans l'éducation, notamment les investissements financés par les migrants comoriens résidants à l'extérieur. On va donc analyser la valeur des taux de scolarisation des enfants de 6 à 18 ans. On distinguera par l'occasion, les enfants issus des ménages bénéficiaires des envois de fonds de ceux issus des non bénéficiaires[57]. Le tableau 4.9 présente les taux de scolarisation selon le sexe de l'enfant, et suivant la catégorie de ménage. Sur l'ensemble des Comores, le taux net de scolarisation était évalué à 69 pour cent dans le primaire et 70,2 pour cent dans le secondaire, en 2004. On constate comme l'on pouvait s'y attendre, des taux de scolarisations relativement supérieures chez les garçons.

Tableau 4.9 : Taux de scolarisation selon le sexe de l'enfant et la catégorie d'appartenance des ménages (en pourcentage)

	Bénéficie des envois de fonds		**Ne bénéficie pas des envois de fonds**		**Total**		**Ensemble**
Sexe de l'enfant	**Fille**	**Garçon**	**Fille**	**Garçon**	**Fille**	**Garçon**	
Taux net de scolarisation au primaire (6 -11 ans)	68,8	70,2	67,9	68,3	68,7	69,2	69,0
Taux net de scolarisation au secondaire (7 – 18 ans)	67,1	73,9	66,5	73,3	66,5	73,6	70,2

Source : EIM 2004

En outre, il apparait dans l'analyse par catégorie des ménages, que ce sont les enfants issus des ménages bénéficiaires des envois de fonds qui enregistrent les taux de scolarisation les plus élevés. Dans le primaire, les taux de scolarisation des filles et des garçons sont respectivement de 68,8 pour cent et 70,2 pour cent chez les ménages bénéficiaires des envois de fonds contre 67,9 pour cent et 68,3 pour cent respectivement pour les filles et les garçons chez les ménages non bénéficiaires

[57] Il faut noter que le capital humain s'acquiert sur plusieurs années. Il se peut que certains ménages déclarés non bénéficiaires des envois de fonds durant cette enquête, ont bénéficié des envois de fonds les années antérieurs ou bien bénéficient des envois de biens scolaires.

des envois de fonds. De même, nous enregistrons dans le secondaire, des taux de scolarisation favorables chez les enfants issus des ménages bénéficiaires des envois de fonds. En ce qui concerne l'impact des envois de fonds sur l'éducation, il n'est pas facile de pouvoir distinguer les bénéficiaires des prestations scolaires des non bénéficiaires. Ce qui rend difficile une conclusion avec seulement les données du tableau 4.9. En effet, comme déjà signalé en introduction à ce chapitre, certains ménages non bénéficiaires des envois de fonds peuvent recevoir du matériel scolaire ou bien peuvent bénéficier des paiements des frais de scolarité de leurs enfants par les familles émigrées. En outre, il apparait que le sexe des chefs de ménage influe sur le niveau de scolarisation des enfants. Tout d'abord, on observe que la supériorité des taux de scolarisation chez les ménages bénéficiaires des envois fonds est toujours vérifiée, dans tous les cas de figure (quelque soit le sexe des chefs de ménage). A cet égard, les enfants issus des ménages dirigés par les femmes enregistrent des taux de scolarisation relativement élevés.

Tableau 4.10 : Taux de scolarisation selon le sexe du chef de ménage et la catégorie d'appartenance des ménages (en pourcentage)

	Bénéficie des envois de fonds		**Ne bénéficie pas des envois de fonds**		**Ensemble**
Sexe du chef de ménage	**Femme**	**Homme**	**Femme**	**Homme**	
Taux net de scolarisation au Primaire	74,4	67,4	69,8	67,7	69,0
Taux net de scolarisation au secondaire	81,7	66,7	70,1	69,8	70,2

Source : EIM 2004

Si nous nous référons aux ménages bénéficiaires des envois de fonds, on dénombre 74,4 pour cent des enfants scolarisés dans le primaire chez les ménages dirigés par les femmes contre 67,4 pour cent d'enfants scolarisés chez les ménages dirigés par les hommes. Toujours pour les ménages bénéficiaires des envois de fonds, les enfants issus des ménages dirigés par les femmes enregistrent 81,7 pour cent de taux de scolarisation contre 66,7 pour cent chez les ménages masculins. En ce qui concerne les ménages non bénéficiaires, on enregistre un taux de scolarisation égale à 70,1 pour cent pour les enfants issus des ménages dirigés par les femmes contre 69,8 pour cent pour les enfants issus des ménages dirigés par les hommes. Pour ce qui est du taux d'alphabétisation, il apparait que ce sont plutôt les ménages « non bénéficiaires des envois de fonds » qui enregistrent les plus forts taux d'alphabétisation. Ce résultat est conforme aux analyses faites dans le chapitre 2 sur le profil des ménages bénéficiaires des envois de fonds. Il apparaissait ainsi, que 60

pour cent des ménages bénéficiaires des envois de fonds n'avaient aucune formation et que 21 pour cent d'entre eux avaient un niveau primaire.

Tableau 4.11 : Taux d'alphabétisation selon le sexe et la catégorie d'appartenance des ménages (en pourcentage)

	Bénéficie des envois de fonds	**Ne bénéficie pas des envois de fonds**	Ensemble
Femme	55,8	62,1	60,0
Homme	57,3	60,8	60,1
Mohéli	82,0	74,6	74,9
Anjouan	69,3	64,5	65,5
Grande Comore	47,1	48,7	48,1
Ensemble	56,8	61,1	60,1

Source : EIM 2004

Le taux d'alphabétisation est de 56,8 pour cent chez les bénéficiaires des envois de fonds contre 61,1 pour cent chez les non bénéficiaires des envois de fonds. Les taux d'alphabétisation par sexe sont quasi les mêmes, pour l'ensemble des ménages. Ils varient suivant la catégorie de ménages : les hommes issus des ménages bénéficiaires des envois de fonds sont plus alphabétisés que les femmes de la même catégorie (57,8 pour cent pour les hommes contre 55,8 pour cent pour les femmes). Par contre, les hommes issus des ménages non bénéficiaires des envois de fonds sont moins alphabétisés que les femmes de la même catégorie de ménages (60,8 pour cent pour les hommes contre 62,1 pour cent pour les femmes). Les taux d'alphabétisation par île montrent une supériorité pour les ménages bénéficiaires des envois de fonds au niveau des deux îles (Anjouan et Mohéli), tandis que pour la Grande Comore, c'est l'inverse. Ainsi, 47,1 pour cent des ménages bénéficiaires des envois de fonds sont alphabétisés contre 48,7 pour cent chez les non bénéficiaires. L'analyse des taux de scolarisation par île soulève une particularité pour l'île de la Grande Comore. En effet, comme pour l'alphabétisation, les enfants issus des ménages bénéficiaires des envois de fonds de la Grande Comore sont moins scolarisés que ceux issus des ménages non bénéficiaires. L'une des explications à cette situation serait que le niveau de qualification des chefs de ménage bénéficiaires des envois de fonds est relativement supérieur à celui des chefs des ménages bénéficiaires des envois de fonds de la Grande Comore.

Tableau 4.12 : Taux de scolarisation suivant l'île et la catégorie d'appartenance des ménages (en pourcentage)

	Bénéficie des envois de fonds				Ne bénéficie pas des envois de fonds				Ensemble
	Mohéli	Anjouan	Grande Comore	Total	Mohéli	Anjouan	Grande Comore	Total	
Taux net de scolarisation au Primaire	96,2	69,8	66,3	69,5	69,5	65,3	73,2	68,2	69,0
Taux net de scolarisation au secondaire	88,5	64,8	74,1	70,8	76,1	64,0	74,5	69,9	70,2

Source : EIM 2004

Ainsi par exemple, le taux de scolarisation au primaire est de 66,3 pour cent chez les enfants issus des « bénéficiaires des envois de fonds » de la Grande Comore contre 73,2 pour cent chez ceux issus des ménages « non bénéficiaires des envois de fonds ». On observe des résultats inverses en ce qui concerne les taux de scolarisation pour les deux autres îles (Anjouan et Mohéli). A cet égard, les enfants issus des ménages bénéficiaires des envois de fonds enregistrent des taux de scolarisation supérieurs à ceux des enfants issus des ménages non bénéficiaires. L'analyse des taux de scolarisation suivant la catégorie socio professionnelle des chefs de ménages fait appel à certains facteurs liés au niveau de vie pour mieux appréhender les disparités entre les différentes catégories professionnelles.

Tout d'abord, il faut noter que la scolarisation des enfants dépend de trois facteurs :

(i) Les revenus des ménages : plus le ménage dispose des moyens financiers, plus la probabilité pour que l'enfant soit scolarisé est forte.

(ii) Les revenus externes des ménages (envois de fonds). Plus les ménages disposent de revenus extérieurs, plus il aura tendance à envoyer les enfants à l'école

(iii) Des facteurs non observables des ménages : le désir des chefs de ménage à scolariser leurs enfants ; les priorités du ménage entre le travail des enfants et la scolarisation ; les proximités des écoles et le niveau d'instruction du chef de ménage *(plus le chef de ménage est instruit plus il mesure l'importance de scolariser ses enfants….etc)*.

Tableau 4.13 : Taux de scolarisation selon le sexe et la catégorie d'appartenance des ménages (en pourcentage)

CSP	Part des envois de fonds sur les dépenses	Bénéficiaires des envois de fonds			Non bénéficiaires des envois de fonds		
	en %	dépenses moyennes en Fc	Taux net dans le primaire en %	Taux net dans le secondaire en %	dépenses moyennes en Fc	Taux net dans le primaire en %	Taux net dans le secondaire en %
Salariés Protégés	3,1	527 360	57,1	75,0	673 248	69,4	73,1
Salariés non protégés	1,4	796 181	75,0	73,6	642 477	72,3	70,3
Micro entrepreneurs	2,3	408 424	66,7	75,0	540 354	66,7	67,4
Informel	1,4	1 023 026	78,4	73,0	725 088	72,0	69,0
Agriculteurs vivriers	2,2	565 376	65,4	67,7	481 466	65,7	65,1
Agriculteurs de rentes	1,7	1 287 664	75,0	64,8	771 265	65,1	71,0
Eleveur	0,6	1 151 707	77,3	75,0	938 809	53,6	59,3
Pêcheur	2,4	787 886	57,1	62,5	455 004	71,2	62,7
Apprentis	5,4	497 404	83,3	90,0	559 397	74,4	80,8
Chômeurs	4,1	592 366	80,0	80,0	728 531	74,1	73,9
Inactifs	4,4	787 283	66,2	68,2	797 032	69,5	73,0

Source : EIM 2004

Moyennant la prise en compte de ces facteurs préalables, les disparités des taux de scolarisation des enfants, issus des deux catégories «bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds », sont significatives entre des différentes catégories socio professionnelles. D'une manière générale, pour la plupart des catégories sociales, les enfants des ménages bénéficiant des envois de fonds ont un taux net de scolarité supérieur à ceux des ménages qui ne bénéficient pas des envois de fonds. Seulement, trois catégories socio professionnelles font exception à savoir :

(i) ***Les salariés protégés*** : le taux de scolarisation des enfants du primaire est de 57,1 pour cent chez les ménages bénéficiaires des envois de fonds, tandis qu'il est de 69,4 pour cent chez les ménages non bénéficiaires des envois de fonds. On peut expliquer cette disparité par le fait que les revenus moyens dans cette catégorie socio professionnelle est plus importante chez les non bénéficiaires des envois de fonds (673 248 Fc) contre (527 360 Fc) pour les bénéficiaires des envois de fonds.

(ii) ***Les pêcheurs*** : les taux de scolarisation dans le primaire sont de 57,1 pour cent et 71,2 pour cent respectivement pour les enfants issus des bénéficiaires et ceux issus des non bénéficiaires des envois de fonds. Bien que les revenus par tête soient plus favorables aux ménages bénéficiaires des envois de fonds, il est possible que la différence des taux de scolarisation puisse être

due d'une part, au niveau d'instruction des chefs de ménages et d'autre part, à des facteurs non observables. A cet égard, il apparait que les chefs de ménage pêcheurs bénéficiaires des envois de fonds, sont moins instruits que ceux qui ne bénéficient pas des envois de fonds. Par ailleurs, il est probable que les chefs de ménage pêcheurs bénéficiaires des envois de fonds, ne trouvent pas un grand intérêt à scolariser tous les enfants.

(iii) ***Les inactifs*** : une légère différence existe entre les taux de scolarisation en faveur des enfants issus des ménages non bénéficiaires des envois de fonds. La différence de revenus en faveur des non bénéficiaires pourrait probablement être un facteur d'explication.

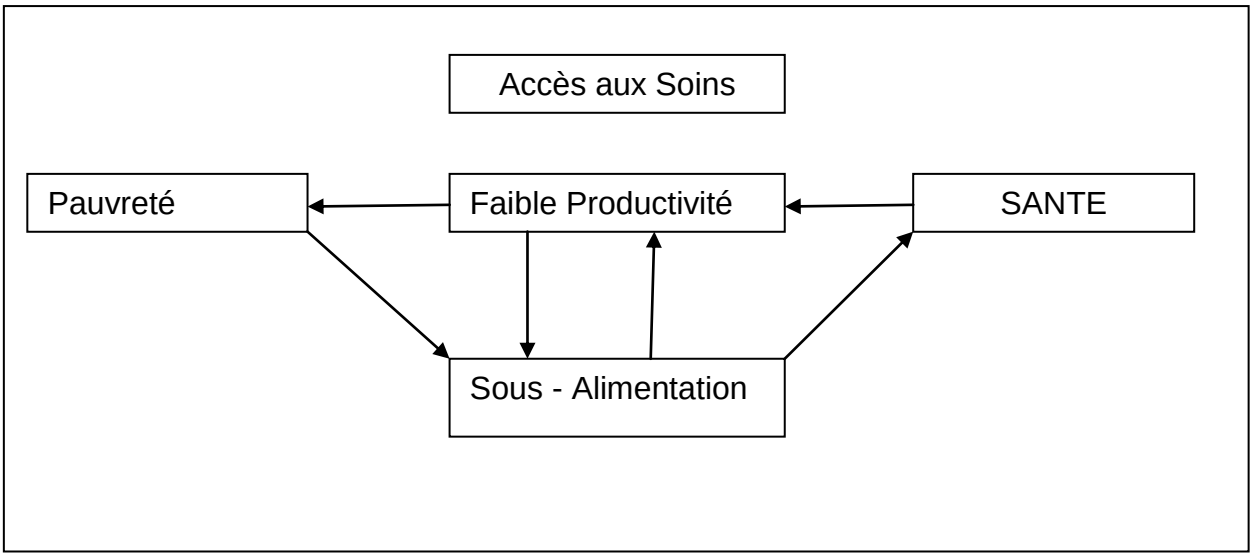
4.4.3.3 Impacts des envois de fonds sur la pauvreté non monétaire : Santé

4.4.3.3.1 Liens entre santé et pauvreté

Comment interpréter la corrélation, partout attestée, entre l'état de santé et le statut socio-économique ? Les pauvres sont-ils en mauvaise santé parce qu'ils sont pauvres ou sont-ils pauvres parce qu'ils sont en mauvaise santé ? Evidemment, c'est probablement un peu les deux à la fois. Il y a un cercle vicieux évident. Les pauvres sont-ils en mauvaise santé parce qu'ils sont pauvres ? Ou bien sont-ils pauvres parce qu'ils sont en mauvaise santé ? La forte corrélation entre la pauvreté et les problèmes de santé est connue. Ainsi, les personnes vivant dans une pauvreté absolue ont cinq fois plus de risques de mourir avant l'âge de 5 ans et deux fois et demi plus de risques de mourir entre 15 et 59 ans que celles appartenant à des groupes à revenus plus élevés (World Health Organization, [2000]). Le VIH/SIDA, le paludisme, la tuberculose, les maladies diarrhéiques, la malnutrition et la mortalité maternelle frappent les pauvres de façon disproportionnée, les plongeant souvent dans le dénuement. De la même façon, les effets positifs sur la santé de l'accroissement des revenus par habitant sont parfaitement démontrés dans les ouvrages traitant du développement. Un revenu supérieur, donne plus largement accès aux biens et services favorisant la santé - meilleure nutrition, accès à une eau saine et aux réseaux d'assainissement et accès à des services de santé de qualité. Récemment, la démonstration a été faite qu'une bonne santé peut également avoir un impact bénéfique sur les revenus domestiques et sur la croissance économique d'un pays. Les chercheurs suggèrent que l'état de santé, mesuré en termes d'espérance de vie, est un indicateur important de prévision de la croissance économique. On estime qu'un allongement de cinq années de l'espérance de vie

peut améliorer le taux de croissance économique de 0,3 à 0,5 pour cent par an (World Health Organization, [2000]). Des populations en meilleure santé tendent à donner une productivité accrue de main d'œuvre, leurs capacités mentales et physiques étant plus développées. Elles sont également plus fortement incitées à investir dans leur capital humain (éducation et compétences) et dans leur capital physique (épargne et investissements). Inversement, une charge de maladie plus lourde peut entraver la croissance économique. L'importance de ces découvertes est claire : passer d'un cercle vicieux à un cercle vertueux impose des investissements visant à améliorer et à protéger la santé des pauvres (voir schéma ci après)

Schéma 1 : Analyse de la corrélation à la causalité



Par ailleurs, le sommet mondial pour le développement social qui s'est tenu à Copenhague en 1995, avait fixé comme objectif de réduire de moitié, avant 2015, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue. Une série d'objectifs concrets permettant d'atteindre ce but furent définis, la plupart axés sur la santé, y compris la santé maternelle et infantile, la santé génésique et l'accès aux soins de santé primaires. L'engagement 6 du document définitif reconnaît qu'un accès universel et équitable à des services de santé de haute qualité est essentiel pour réduire la pauvreté et recommande un certain nombre de mesures pour y parvenir. Devant l'Assemblée mondiale de la Santé en 2001, Kofi Annan, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, a déclaré : *« Le principal ennemi de la santé dans le monde en développement est la pauvreté. » Si la pauvreté tue, c'est parce que les pauvres ne sont pas bien soignés, les enfants pas vaccinés, et moins bien nourris.*

4.4.3.3.2 Indicateurs partiels sur la santé

a) Vaccination

La couverture vaccinale est un indicateur de performance du système de santé. En effet, lorsque l'enfant est vacciné, il est protégé contre les maladies primaires qui sont généralement les causes de la mortalité infanto juvénile. Aux Comores, la vaccination est administrée dans les centres de santé de proximité gratuitement. Néanmoins, beaucoup d'enfants sont encore privés de certains vaccins, soit par méconnaissance des parents sur l'intérêt des vaccins ou par manque d'information sur l'existence de ces vaccins. Il est aussi possible que l'éloignement des centres de vaccination démotive certains parents à vacciner leurs enfants.

Tableau 4.14 : Taux de vaccination suivant l'île et la catégorie d'appartenance des ménages (en pourcentage)

	Bénéficie des envois de fonds				**Ne bénéficie pas des envois de fonds**				**Ensemble**
	Mohéli	**Anjouan**	**Grande Comore**	**Total**	**Mohéli**	**Anjouan**	**Grande Comore**	Total	
BCG	34,5	33,0	46,7	38,8	62,5	39,2	44,9	45,3	43,9
VP03	34,5	37,4	48,3	41,8	70,5	41,6	49,0	49,3	47,6
Polio	34,5	38,9	49,0	43,0	68,0	43,9	48,8	50,0	48,4
Hepatite	62,1	44,6	52,3	48,5	83,7	49,4	59,1	58,7	56,4
Rougeole	37,9	36,9	46,0	40,7	67,0	45,5	50,4	51,1	48,7
Ensemble	**40,7**	**38,1**	**48,5**	**42,6**	**70,3**	**43,9**	**50,5**	**50,9**	**46,7**

Source : EIM 2004 (Population cible : enfants moins de 7 ans)

Le tableau 4.14 présente les taux de vaccination des enfants âgés moins de sept ans contre les principales maladies primaires. L'essentiel des enseignements que l'on peut tirer de ce tableau est résumé comme suit : (i) tout d'abord, le taux de vaccination (moyenne des cinq vaccins) est de 46,7 pour cent sur l'ensemble des Comores, soit moins de la moitié des enfants. (ii) Il apparait que paor la catégorie des ménages bénéficiaires des envois de fonds, ce sont les enfants de la Grande Comore qui bénéficient le plus des vaccins avec 48,5 pour cent, suivi de ceux de Mohéli - 40,7 pour cent - et ensuite ceux d'Anjouan - 38,1 pour cent. En ce qui concerne les ménages non bénéficiaires des envois de fonds, ce sont les enfants de Mohéli qui bénéficient le plus de vaccination - 70,3 pour cent - suivi de ceux de la Grande Comore -50,5 pour cent- et enfin ceux d'Anjouan - 43,9 pour cent . (iii) Par

ailleurs, il apparait que les taux de vaccination chez les enfants des ménages bénéficiaires des envois de fonds sont inférieurs à ceux des enfants issus des ménages non bénéficiaires des envois de fonds. A cet égard, le taux de vaccination des enfants chez les bénéficiaires des envois de fonds est de 42,6 pour cent, tandis qu'il est de 50,9 pour cent chez les non bénéficiaires. Plusieurs hypothèses pourraient expliquer cette disparité ? Premièrement, il est probable que le facteur résidence influe sur l'accès aux vaccins : notons à cet effet, que 75 pour cent des bénéficiaires des envois de fonds résident en milieu rural, contre seulement 65 pour cent chez les non bénéficiaires. Deuxièmement, il est aussi possible que des facteurs non observables pourraient être à l'origine de ces disparités, notamment la différence dans les capacités – comportements. Pour mieux appréhender ces disparités, il est utile d'analyser les données vaccinales suivant le milieu de résidence des ménages. L'analyse des taux de vaccination suivant le milieu de résidence (tableau 4.15) exclue toute hypothèse de déficience vaccinale en milieu rural. En effet, les enfants des ménages du milieu rural bénéficient plus des vaccins que ceux du milieu urbain, quel que soit la catégorie de ménage considérée (bénéficiaire ou non bénéficiaire des envois des fonds). En effet, les milieux ruraux constituent des cibles privilégiés des campagnes de vaccination menées en permanence par le ministère de la santé publique en collaboration avec l'Unicef, l'OMS et d'autres organismes internationaux.

Tableau 4.15: Taux de vaccination suivant le milieu de résidence et la catégorie d'appartenance des ménages (en pourcentage)

	Bénéficie des envois de fonds			**Ne bénéficie pas des envois de fonds**			**Ensemble**
	Urbain	**Rural**	Total	**Urbain**	**Rural**	Total	
BCG	35,1	40,1	38,8	44,7	45,7	45,3	43,9
VP03	36,6	43,7	41,8	47,9	50,0	49,3	47,6
Polio	36,1	45,4	43,0	48,6	50,8	50,0	48,4
Hepatite	39,3	51,9	48,5	51,3	62,6	58,7	56,4
Rougeole	33,0	43,5	40,7	49,5	51,9	51,1	48,7
Ensemble	36,0	44,9	42,6	48,4	52,2	50,9	46,7

Source : EIM 2004

Il est à noter que l'administration des vaccins aux Comores est volontaire, et qu'elle est effectuée gratuitement dans les centres de santé. De ce qui précède, la raison la plus plausible qui expliquerait au mieux la disparité de la couverture vaccinale, entre les enfants des deux catégories de ménages serait la différence dans le niveau

d'instruction[58]. Par ailleurs, l'on sait que les campagnes de sensibilisation pour la vulgarisation des vaccins suivent des canaux qui ne sont pas toujours accessibles par les plus pauvres et les moins alphabétisés : les radios, la télévision, la presse, les affiches publicitaires.

b) La mortalité

Le droit inhérent à la vie de tout enfant, trouve son fondement dans la Convention des droits de l'enfant (CDE) et les législations des Comores, notamment celles relatives à la santé. L'assistance à l'enfance dans son développement physique, intellectuel et social par l'État est une obligation et un droit reconnu à l'enfant. L'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant constitue une priorité dans la politique sanitaire des Comores appuyés souvent par les partenaires au développement comme l'Unicef et l'OMS. Les OMD dans leur objectif 4 : Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans préconise dans la cible n° 5 de « réduire de 2/3, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des moins de cinq ans ». Les données de l'EIM ne permettent pas de calculer les taux de mortalité infantile et infanto juvénile, car l'âge de décès des enfants ne sont pas renseignés. Les données du tableau 4.16 concernent des taux de mortalité des enfants[59] calculés suivant le sexe de l'enfant et la catégorie de ménage auquel il appartient.

Tableau 4.16 : Taux de mortalité des enfants suivant le sexe et la catégorie d'appartenance des ménages (en pour mille)

	Bénéficie des envois de fonds			Ne bénéficie pas des envois de fonds			Ensemble		
Pour mille	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Ensemble
Mohéli	100	37	64	142	82	111	139	81	108
Anjouan	87	76	81	57	52	54	63	57	60
Grande Comore	128	94	111	59	115	88	86	107	97
Ensemble	109	84	97	75	75	75	83	77	80

Source : EIM 2004

Le tableau 4.16 fait ressortir des taux de mortalité plus élevés chez les enfants des ménages bénéficiaires des envois de fonds sauf pour l'île de Mohéli. Ainsi, le taux de mortalité des enfants issus des ménages bénéficiaires des envois de fonds est de 97 pour mille contre 75 pour mille chez les non bénéficiaires des envois de fonds. Cette situation de mortalité défavorable pour les enfants des ménages bénéficiaires des

[58] Il faut rappeler que 60 pour cent des chefs de ménage des bénéficiaires des envois de fonds sont sans instruction

[59] Calculé sur la base du nombre d'enfants décédés par femme. Ne peuvent pas être considérés comme étant des taux de mortalité infantile ni infanto juvéniles, car l'enquête n'a pas enregistré la date de décès, ni les naissances pour chaque femme

envois de fonds n'est pas contradictoire avec les résultats obtenus précédemment sur la vaccination. En effet, nous avons vu dans le paragraphe précédant, que les enfants des ménages bénéficiaires des envois de fonds enregistraient des taux de vaccination inférieurs à ceux des enfants non bénéficiaires des envois de fonds. Connaissant la relation existante entre privation des vaccins et mortalité des enfants, on peut comprendre pourquoi, la mortalité est plus importante chez les enfants bénéficiaires des envois de fonds.

c) La nutrition

La dénutrition infantile est très répandue, et représente un phénomène particulièrement grave dans beaucoup de pays en développement. La sous-nutrition rend l'organisme des enfants plus sensibles aux maladies infectieuses qui entrainent souvent une malnutrition chronique qui aggrave davantage la sensibilité aux principales infections dont décèdent généralement ces enfants. Lorsque ce « cercle vicieux » n'est pas ou ne peut être rompu, assez tôt, la malnutrition augmente fortement les risques de décès et le taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans. Généralement, les enfants à la pesée trop faible risquent plus que d'autres d'avoir des retards de croissance. Le pourcentage des enfants en état d'insuffisance pondérale modérée et grave est par conséquent un indicateur approximatif de la provision à faire par les gouvernements pour les soins de base de leurs enfants. C'est entre la naissance et l'âge de 4 ans que l'enfant acquiert, à travers son alimentation, les besoins nutritionnels qui lui fourniront toutes les capacités requises pour être en bonne santé et disposer de bonnes conditions physiques et intellectuelles pendant la période d'adolescence et d'adulte ; la malnutrition étant un facteur aggravant de morbidité et de mortalité infanto juvénile. Trois indices sont utilisés couramment pour évaluer l'état nutritionnel des enfants : Poids-pour-âge ; Longueur-pour-âge ou taille-pour-âge ; Poids-pour-longueur ou poids-pour-taille. La signification et interprétation données à chacun de ces trois indices sont les suivants :

(i) Le poids-pour-âge : Un faible indice poids-pour-âge signale un poids insuffisant pour un âge donné. Cet indice a pour avantage de refléter à la fois la sous-alimentation passée (chronique) et/ou présente (aiguë) (par contre, il n'est pas possible de distinguer entre les deux).

(ii) La taille-pour-âge : Un faible indice taille-pour-âge signale une sous-alimentation passée ou une malnutrition chronique. Cet indice ne permet pas de mesurer des

changements à court terme dans la malnutrition. Pour les enfants de moins de 2 ans, on utilise le terme « longueur-pour-âge » ; au dessus de 2 ans, l'indice est appelé « taille-pour-âge ». Des insuffisances au niveau de la longueur pour- âge ou de la taille-pour-âge sont appelées rabougrissement ou retard de croissance.

(iii) Le poids-pour-taille : Un faible poids-pour-taille permet d'identifier les enfants souffrant de sous alimentation actuelle ou aiguë ou qui sont émaciés et c'est un indice utile lorsqu'on a du mal à déterminer les âges exacts. Le poids-pour-longueur (chez les enfants de moins de 2 ans) ou le poids-pour-taille (chez les enfants de plus de 2 ans) permet d'examiner les effets à court terme, par exemple, les changements saisonniers dans l'approvisionnement alimentaire ou le manque nutritionnel à court terme suite à une maladie. Les trois indices sont utilisés pour cerner les trois états nutritionnels respectifs suivants: insuffisance pondérale, retard de croissance et émaciation. A cet égard, on considère qu'un enfant connaît une malnutrition lorsque l'un des trois indicateurs (poids pour âge, taille pour âge et poids pour taille) est en dessous de 2 écarts types (2SD) des normes reconnus.

Le tableau 4.17 présente la situation de la malnutrition aux Comores, ventilée par sexe, par île et par lieu de résidence. Sur la base des seuils de malnutrition (-2SD des normes reconnus), des proportions d'enfants privés de nutrition ont été calculés au sein des deux sous échantillons : « bénéficiaires des envois de fonds » et « non bénéficiaires des envois de fonds ».

Tableau 4.17 : Proportion d'enfants victimes d'une malnutrition, par sexe, par île et par région

	Poids pour âge (Insuffisance pondérale)			**Taille pour âge (Retard de croissance)**			**Poids pour taille (Emaciation)**		
	% en dessous de -2 SD			% en dessous de -2 SD			% en dessous de -2 SD		
	Bénéficie	Ne bénéficie pas	Total	Bénéficie	Ne bénéficie pas	Total	Bénéficie	Ne bénéficie pas	Total
Masculin	17,1	28,5	**25,4**	39,0	44,2	**42,7**	10,4	12,6	**12,0**
Féminin	23,4	19,4	**20,6**	38,4	43,7	**42,1**	11,6	7,5	**8,7**
Mohéli	9,5	23,5	**22,4**	32,2	36,9	**36,6**	0,0	6,2	**5,7**
Anjouan	25,9	30,4	**29,3**	54,4	51,4	**52,1**	13,8	12,9	**13,1**
Grande Comore	15,6	12,4	**13,6**	23,6	30,7	**27,8**	8,9	5,8	**7,1**
Urbain	28,9	19,6	**21,6**	35,4	41,0	**39,9**	6,0	7,2	**6,9**
Rural	18,6	25,6	**23,5**	39,3	44,9	**43,2**	12,0	11,2	**11,4**
Ensemble	**20,4**	**24,1**	**23,1**	**38,7**	**44,0**	**42,4**	**11,0**	**10,2**	**10,4**

Source : EIM 2004 *(calculé à partir du logiciel igrowup de l'Organisation Mondiale de la santé)*

Au regard des données présentées dans le tableau 4.17, on peut faire les observations suivantes :

(i) Les enfants issus des ménages bénéficiaires des envois de fonds souffrent moins de la malnutrition que ceux des ménages non bénéficiaires. A cet égard, l'insuffisance pondérale touche 20,4 pour cent des enfants bénéficiaires des envois de fonds, contre 24,1 pour cent chez les ménages non bénéficiaires. Le retard de croissance touche 38,7 pour cent d'enfants issus des ménages bénéficiaires des envois de fonds, contre 44 pour cent chez les ménages non bénéficiaires. On pourrait expliquer cette situation par la faiblesse relative de la pauvreté monétaire au sein des ménages bénéficiaires des envois de fonds. Par contre en ce qui concerne, l'émaciation, les enfants des ménages bénéficiaires des envois de fonds en souffrent un peu plus que ceux des enfants des ménages non bénéficiaires, avec respectivement 11 pour cent et 10,2 pour cent.

(ii) La distribution par sexe des enfants victimes de la malnutrition, montre que sur la base des trois indicateurs de malnutrition (tableau 4.17), les garçons souffrent plus de malnutrition que les filles. Ainsi par exemple, pour l'ensemble de la population, 25,6 pour cent des garçons souffrent d'insuffisance pondérale contre 20,4 pour cent des filles. Néanmoins, chez les bénéficiaires des envois de fonds, on note que les filles souffrent plus d'insuffisance pondérale et d'émaciation que les garçons.

(iii) Les résultats par île montrent que c'est à Anjouan qu'on retrouve le plus d'enfants victimes de malnutrition. A cet égard, 29,3 pour cent des enfants anjouanais souffrent d'une insuffisance pondérale contre 22,4 pour cent à Mohéli et 13,6 pour cent en Grande Comore. De même, en ce qui concerne le retard de croissance et l'émaciation, on note des disparités importantes entre les îles. Ainsi par exemple, plus de la moitié des enfants d'Anjouan (52,1 pour cent) sont victimes d'un retard de croissance, contre 36,6 pour cent d'enfants mohéliens et 27,8 pour cent d'enfants en Grande Comore. Ces disparités entre les îles en matière de malnutrition, reflètent les disparités de la pauvreté monétaire entre les îles (Anjouan est l'île la plus pauvre, suivi de Mohéli et ensuite de la Grande Comore).

(iv) L'analyse par île et par catégorie de ménages, montre qu'à Mohéli, les enfants issus des ménages bénéficiaires des envois de fonds souffrent moins de malnutrition que ceux des ménages non bénéficiaires (au regard des trois indicateurs). On observe la même situation à Anjouan pour deux indicateurs (l'insuffisance pondérale et l'émaciation). En Grande Comore, c'est seulement au niveau du retard de croissance que l'on observe une situation favorable des enfants issus des ménages bénéficiaires des envois de fonds ; quand aux deux autres indicateurs (insuffisance pondérale et émaciation), une légère disparité existe en Grande Comores en faveur des enfants des ménages non bénéficiaires des envois de fonds.

(v) Enfin, l'analyse de la malnutrition par milieu de résidence, suggère quelques observations : (1) - les enfants du milieu rural souffrent plus de la malnutrition que ceux du milieu urbain. Au regard des trois indicateurs de malnutrition (insuffisance pondérale, retard de croissance, et émaciation), le taux de privation des enfants en milieu urbain sont respectivement de 21,6 pour cent, 39,9 pour cent et 6,9 pour cent. Ces taux sont de 23,5 pour cent, 43,2 pour cent et 11,4 pour cent en milieu rural. (2) – en milieu rural, les enfants des ménages bénéficiaires des envois de fonds souffrent moins de malnutrition que ceux des enfants des ménages non bénéficiaires des envois de fonds. Il en est de même en milieu urbain, sauf pour l'insuffisance pondérale où le taux de privation est plus élevé chez les enfants des ménages bénéficiaires des envois de fonds.

Les inégalités socio économique en nutrition : Courbes de concentration

Afin de pouvoir appréhender le degré de la malnutrition par catégorie de revenu des ménages, nous allons construire une courbe de concentration de la malnutrition pour chaque groupe de ménage (bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds). Dans une courbe de concentration de la situation nutritionnelle, l'axe des ordonnées correspond à la proportion cumulée des enfants souffrant de malnutrition (insuffisance pondérale, retard de croissance et émaciation) - tandis que l'axe des abscisses indique le pourcentage cumulé des enfants, ordonné par ordre croissant de revenus (bien être) des ménages auxquels ils appartiennent - dans notre cas , il s'agira des dépenses par tête des ménages. L'interprétation de la courbe de concentration du statut nutritionnel est similaire à celle de la courbe sur les

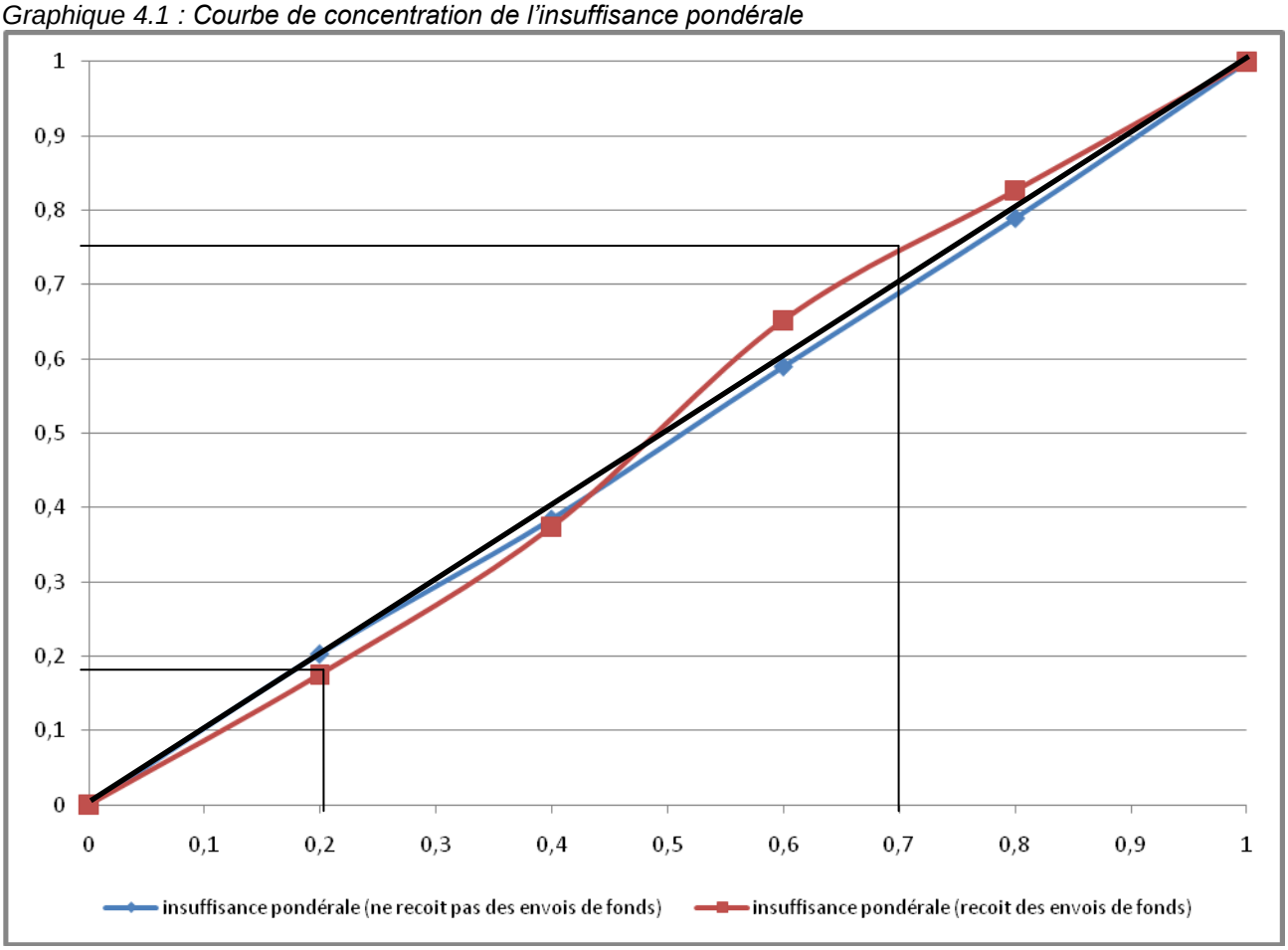
inégalités de revenus de Lorenz. Elle dépend de la position de la courbe par rapport à la diagonale. Lorsque la courbe est confondue avec la diagonale, le taux de malnutrition est identique pour tous les enfants quelque soit la situation socio économique des ménages. Lorsque la courbe est en dessous de la diagonale ; alors les enfants issus des ménages pauvres connaitront moins de privation en nutrition. Inversement, lorsque la courbe se situe au dessus de la diagonale, alors les enfants des ménages riches connaissent moins de privation en nutrition. D'une façon générale, plus la courbe de concentration s'éloigne de la diagonale, plus fortes sont les inégalités de malnutrition des enfants entre les catégories socio économiques des ménages.

En ce qui concerne les Comores, l'analyse des courbes de concentration des trois indicateurs nutritionnels par catégorie de ménage (bénéficiaires/non bénéficiaires) mettent en évidence la situation nutritionnelle des enfants dans les trois indicateurs de référence suivants : l'insuffisance pondérale, le retard de croissance et l'émaciation.

A- L'insuffisance pondérale

Le premier indicateur de malnutrition ici utilisé pour évaluer l'état nutritionnel des enfants comoriens est l'insuffisance pondérale. Il est définit comme étant le rapport entre le poids et l'âge de l'enfant. Au regard des courbes de concentration, l'insuffisance pondérale des enfants issus des ménages non bénéficiaires des envois de fonds semble être égalitaire suivant la catégorie socio économique à laquelle appartient le ménage (la courbe étant confondue avec la diagonale).

Graphique 4.1 : Courbe de concentration de l'insuffisance pondérale



Source : EIM 2004 (enfants issus des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds)

La courbe se rapportant à l'insuffisance pondérale des enfants issus des ménages bénéficiaires des envois de fonds met en évidence les éléments suivants :

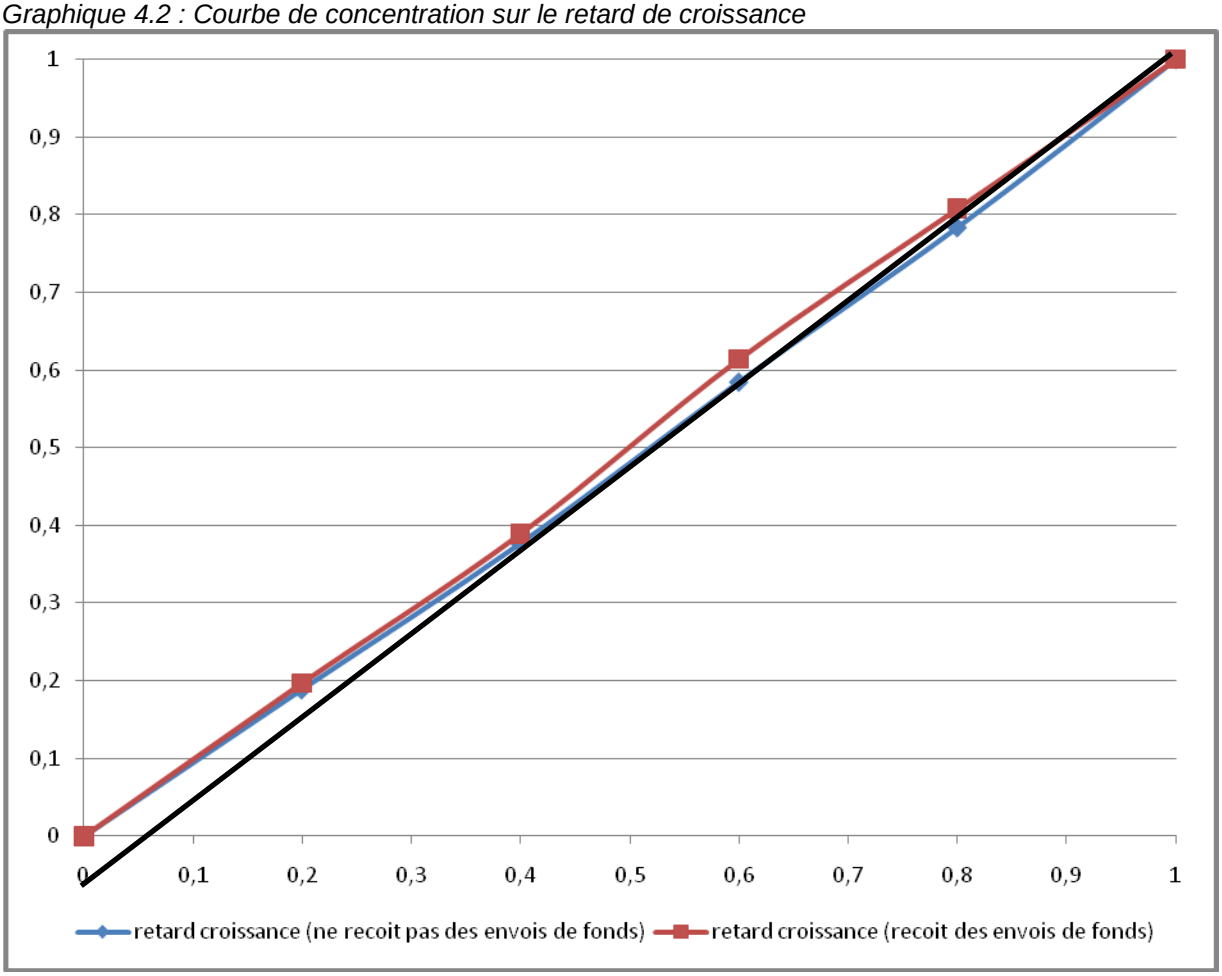
(i) On observe moins d'enfants frappés d'une insuffisance pondérale au sein des ménages les plus pauvres (situés avant le 5ème décile). La courbe se situe en dessous de la diagonale, ce qui témoigne l'existence d'une inégalité de la malnutrition en faveur des pauvres (inégalité pro pauvre). Ainsi par exemple, 20 pour cent des ménages les plus pauvres représentent 17 pour cent d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale.

(ii) On observe plus d'enfants frappés d'une insuffisance pondérale au sein des ménages les plus riches situés (après le 5ème décile). La courbe de concentration se situe au dessus de la diagonale, ce qui laisse présager que l'insuffisance pondérale frappe plus les classes aisées. Ainsi, par exemple, on note ici que 70 pour cent des ménages (classés par ordre de revenus) représente 75 pour cent d'enfants souffrant d'une insuffisance pondérale.

B- Retard de croissance

Le deuxième indicateur de malnutrition ici utilisé pour évaluer l'état nutritionnel des enfants comoriens est le retard de croissance des enfants. Il est défini comme étant le rapport entre la taille et l'âge de l'enfant. L'analyse des courbes de concentration sur le retard de croissance met en évidence les observations suivantes :

Graphique 4.2 : Courbe de concentration sur le retard de croissance



Source : EIM 2004 (enfants issus des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds)

(i) il apparait qu'il y a très peu d'inégalités en ce qui concerne le retard de croissance des enfants, selon la situation socio économique des ménages à laquelle appartient le ménage.

(ii) La courbe sur le retard de croissance des enfants des ménages bénéficiaires des envois de fonds semble être confondue avec la diagonale. On conclut par conséquent qu'il n'y a pratiquement pas d'inégalités du retard de

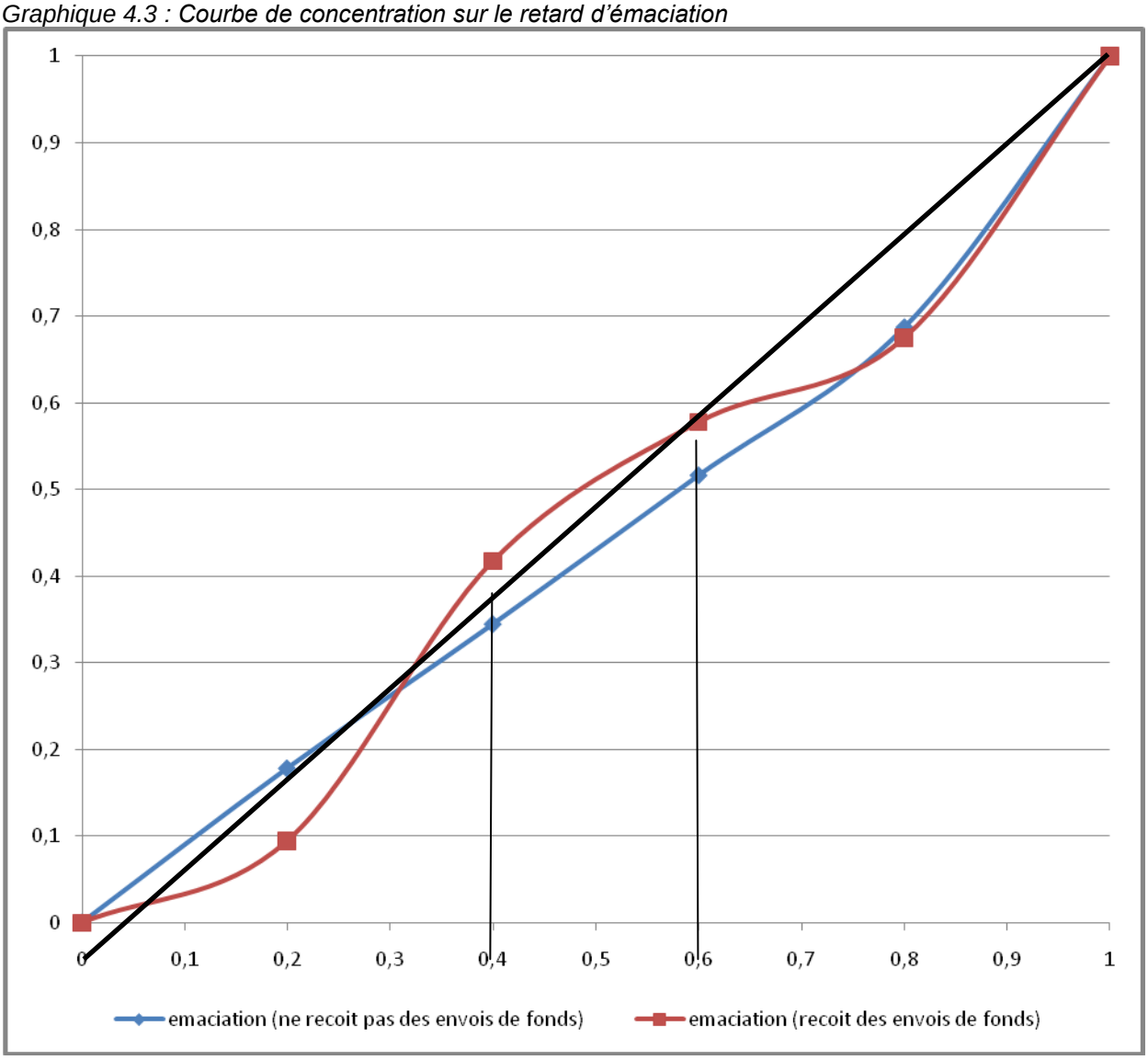
croissance des envois selon la situation socio économique de ménage à laquelle appartient l'enfant.

(iii) En ce qui concerne les ménages non bénéficiaires des envois de fonds, on note une légère inégalité pro pauvre dans le retard de croissance des enfants. La courbe de concentration étant située légèrement en dessous de la diagonale démontre qu'il y a moins d'enfants qui connaissent des retards de croissance au sein des ménages pauvres.

C – Emaciation

Le troisième indicateur de malnutrition, utilisé ici pour évaluer l'état nutritionnel des enfants comoriens est l'émaciation. Il est défini comme étant le rapport entre le poids et la taille de l'enfant.

Graphique 4.3 : Courbe de concentration sur le retard d'émaciation



Source : EIM 2004 (enfants issus des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds)

(i) On observe que les courbes de concentration de l'émaciation se situent globalement en dessous de la diagonale. Par conséquent, on parlera d'inégalités pro pauvres en ce qui concerne l'émaciation des enfants issus des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds.

(ii) En ce qui concerne les enfants issus des ménages bénéficiaires des envois de fonds, on peut distinguer trois phases d'inégalités au regard de la courbe de concentration : la première phase d'inégalités concerne les enfants issus des ménages situés entre le 1er décile et le 4ème décile – les enfants de cette catégorie connaissent des inégalités pro pauvres en matière d'émaciation. La deuxième phase est située entre le 4ème et le 6ème décile, on note qu'il y a très peu d'inégalités de l'émaciation des enfants dans cet intervalle. Enfin, la troisième phase concerne les enfants issus des ménages situés après le 6ème décile – les enfants connaissent des inégalités de l'émaciation en faveur des pauvres (la courbe se situe en dessous de la diagonale).

4.4.4 Indice multidimensionnel de la pauvreté non monétaire

Il s'agira de calculer un indice composite de la pauvreté non monétaire en utilisant les indicateurs partiels de la pauvreté non monétaire (habitat, éducation, santé). Cet indice sera décomposable suivant les sous groupes de ménages et les attributs ou facteurs.

4.4.4.1 Aspects méthodologiques

L'indice de Chakravarty, Mukherjee et Ranade [1997] ; Bourguinon, Chakravarty [1998 ;2002] - représente à la fois une extension de la décomposition unidimensionnelle des mesures FGT et une tentative de rendre opérationnelle l'approche des « capabilities » de Sen. Alors que l'indice unidimensionnel des mesures FGT représente une décomposition selon uniquement des sous – groupes de ménages, l'approche de Chakravarty, Mukherjee et Ranade développe un indice multidimentionnel fondé sur une décomposition suivant les sous groupes des ménages et les attributs de produits. Supposons un indice de pauvreté multidimensionnel P, représenté par P(X ; z), avec X représente une matrice des besoins essentiels, et z un vecteur des seuils correspondants aux biens X. Chaque

bien xij ∈ X avec i=1 à n et j = 1 à k, exprime la quantité du j^{ème} besoin possédé par l'individu i. (n est l'effectif total de la population, et k désigne le nombre d'attributs ou privations). Les zj (j = 1 à k) désignent les montants minimums de subsistance correspondant respectivement à chacun des besoins essentiels Xj.

Une personne i est considérée comme pauvre en termes de l'attribut j si sa dotation en besoin essentiel j n'excède pas le niveau de subsistance, soit xij ≤ zj. A cet égard, il convient de noter qu'une personne est considéré comme pauvre si xij≤zj pour au moins un j. Cela signifie qu'une personne est pauvre même si cette situation ne prévaut pas pour tous les besoins essentiels considérés.

L'ensemble des pauvres par rapport à l'attribut j est égale à : Sj=(1≤ i ≤ n ; xij ≤ zj).

Le nombre des pauvres par rapport à l'attribut j est égal à qj.

En supposant que aj représente la pondération accordée aux besoins essentiels j, l'indice normalisé de pauvreté micro - multidimensionnel peut être exprimé par [60]:

$$P(X ; z) = 1/n \sum_{i=1}^{n} \sum_{j=1}^{k} aj \left[1 - \left(\frac{xij}{zj}\right)\right]^{\alpha} \qquad (6)$$

x_{ij} désigne le besoin essentiel j de l'individu i. zj est le niveau minimal de subsistance de l'attribut j.

avec 0≤ P(X,z) ≤1

Chakravarty, Mukherjee et Ranade montrent que l'indice P(X ; z) satisfait les principaux axiomes de la pauvreté. L'indice de Chakravarty, Mukherjee et Ranade permet également de calculer les contributions des sous groupes et des facteurs à la pauvreté nationale. La contribution du sous groupe i, en pourcentage, à l'ensemble de la pauvreté est exprimée par : ((ni/n)*[P(Xi ;z)/P(X ;z)]*100), où ni est l'effectif de la population du sous groupe i et P(X ;z) est l'indice de la pauvreté de la population entière. La contribution de l'attribut j à la pauvreté est calculée selon :

aj*[P(Xj ;zj)/P(X ;z)]*100) où P(Xj ;zj) est l'indice de pauvreté de l'attribut j.

4.4.4.2 Calcul des indices multidimensionnels de la pauvreté

La présente étude propose une évaluation de l'indice multidimensionnel de pauvreté non monétaire des ménages comoriens pour les années 1995 et 2004. Trois dimensions de bien être sont retenues et appréhendées par les actifs suivants :

[60] L'indice multidimensionnel P(X ; z) est une généralisation de l'indice FGT =1/n$\sum_{i=1}^{q}(\frac{z-xi}{z})^{\alpha}$

L'habitat, les biens d'équipement et l'éducation. Le choix de ces actifs se fonde sur le rôle important que représentent ceux-ci dans la détermination du bien être des individus aux Comores.

Les éléments relatifs à l'habitat concernent plusieurs articles pris en compte par l'EBC 1995 et l'EIM 2004, dont principalement : (i) la nature des murs, (ii) la nature des toits, (iii) la nature des sols (iv) le nombre de pièces par logement (vi), la source d'eau, (vii) les toilettes, (viii) l'éclairage et (ix) le combustible.

En ce qui concerne les biens d'équipement, les articles suivants sont pris en compte dans la détermination de la pauvreté non monétaire : (i) voiture, (ii) moto, (iii) mobylette, (iv) moto, (v) bicyclette, (vi) téléphone, (vii) radio, (vii) téléviseur, (viii) magnétophone, (ix) chaine, (x) réfrigérateur, (xi) congélateur, (xii) moulinex, (xiii) ventilateur, (xiv) machine à coudre, (xv) machine à laver et (xvi) cuisinière.

Enfin, l'actif éducation va concerner les enfants âgés de 6 à 11 ans (en âge de scolarisation, et vivant dans les ménages). Il s'agira d'évaluer la scolarisation des enfants.

4.4.4.3 Evolution de la pauvreté non monétaire de 1995 à 2004

Le tableau 4.13 présente les indicateurs multidimensionnels de la pauvreté non monétaire ventilés par actifs calculés sur la base des données de l'enquête auprès des ménages réalisée en 1995.

Pour P(α=0), on note principalement les observations suivantes : (i) L'indice de pauvreté multidimensionnel est égale à 0,621. (ii) La décomposition par actif fournit les indices suivants : 0,597 pour l'habitat, 0,877 pour les biens durables et 0,389 pour l'éducation. Ce sont les biens durables qui contribuent le plus à la pauvreté nationale, suivi de l'habitat et ensuite de l'éducation ; leurs contributions respectives sont de : 47,1 pour cent, 32,1 pour cent et 20,9 pour cent. (iii) La décomposition de l'indice multidimensionnel par île, donne les informations suivantes : les ménages d'Anjouan et de la Grande Comore expliquent 92 pour cent de la pauvreté nationale.

Tableau 4.18 : Pauvreté non monétaire (1995) suivant le lieu de résidence et le statut dans les envois de fonds (ensemble des ménages)

	Habitat (1)		Biens durables (2)		Education (3)		Moyenne générale		contribution en %		N
Pauvreté non monétaire	**$\alpha = 0$**	$\alpha = 2$	**$\alpha = 0$**	$\alpha = 2$	**$\alpha = 0$**	$\alpha = 2$	**$\alpha = 0$**	$\alpha = 2$	**$\alpha = 0$**	$\alpha = 2$	
Ile											
Grande Comore	0,498	0,048	0,845	0,010	0,370	0,255	0,571	0,104	45,7	33,8	995
Anjouan	0,676	0,102	0,911	0,014	0,408	0,516	0,665	0,210	46,2	59,3	865
Mohéli	0,806	0,133	0,896	0,015	0,403	0,292	0,701	0,146	8,1	6,9	144
Moroni	0,326	0,033	0,653	0,006	0,257	0,090	0,412	0,043	4,8	2,0	144
Urbain	0,417	0,050	0,778	0,010	0,343	0,432	0,512	0,164	13,3	17,3	324
Rural	0,661	0,088	0,919	0,013	0,411	0,383	0,664	0,161	81,9	80,7	1536
Bénéficiaires des envois de fonds	0,510	0,060	0,820	0,010	0,383	0,363	0,571	0,144	20,6	21,1	449
Non bénéficiaires des envois de fonds	0,623	0,083	0,894	0,012	0,390	0,372	0,636	0,156	79,4	78,9	1555
Moyenne	**0,597**	**0,078**	**0,877**	**0,370**	**0,389**	**0,012**	**0,621**	**0,153**			**2004**
Contribution en %	**32,1**	**16,9**	**47,1**	**80,5**	**20,9**	**2,6**					
N											

Source : EBC 1995

Les pondérations a1 = a2 = a3 = 1/3 ; (1) les scores relatives aux niveaux de précarité - 0 = non précaire ; 1 = précaire – des huit actifs de l'habitat – sont additionnés et le seuil z est égal à 5, ce qui correspond à au plus quatre handicap sur huit.

(2) les scores relatives aux niveaux de précarité - 0 = non précaire ; 1 = précaire – des seize actifs des biens durables – sont additionnés et le seuil z est égal à 14, ce qui correspond à au plus 13 handicap sur seize.

(3) le seuil z est égal à 1, ce qui correspond à l'absence d'éducation dans le primaire.

(iv) La décomposition de l'indice de pauvreté par milieu de résidence montre que le milieu rural contribue à 81,9 pour cent de la pauvreté. (v) la décomposition de la pauvreté non monétaire par catégorie de ménage, montre que 79,4 pour cent de la pauvreté nationale est expliquée par les ménages non bénéficiaires des envois de fonds, et que les ménages bénéficiaires des envois de fonds contribuent à 20,6 pour cent de la pauvreté nationale.

Pour P(α=2) , (i) on observe quasiment les mêmes contributions à la pauvreté nationale des différents groupes de ménages, (ii) néanmoins, les contributions par actif semblent être plus marqués pour les biens durables. Ainsi, 80,5 pour cent des inégalités sont expliquées par les biens durables, suivi de l'habitat (16,9 pour cent) et enfin de l'éducation (2,6 pour cent).

Le tableau 4.19 présente les indices multidimensionnels de la pauvreté non monétaire de l'ensemble des ménages calculés sur la base des données de l'enquête de 2004 et soulève les observations suivantes, pour P(α=0) : (i) L'indice

multidimensionnel de pauvreté est égal à 0,493. (ii) on observe des similarités par rapport aux indices de pauvreté de 1995. A titre d'exemple, ce sont toujours les biens durables qui contribuent le plus à la pauvreté nationale avec 51,8 pour cent, suivi de l'habitat (32,1 pour cent) et de l'éducation (16,1 pour cent).

Tableau 4.19 : Pauvreté non monétaire (2004) suivant le lieu de résidence et le statut dans les envois de fonds (ensemble des ménages)

	Habitat		Biens durables		Education		Moyenne générale		contribution en %		η 2004/ 1995		N
Pauvreté non monétaire	**$\alpha = 0$**	$\alpha = 2$	**$\alpha = 0$**	$\alpha = 2$	**$\alpha = 0$**	$\alpha = 2$	**$\alpha = 0$**	$\alpha = 2$	**$\alpha = 0$**	$\alpha = 2$	**$\alpha = 0$**	$\alpha = 2$	
Ile													
Grande Comore	0,304	0,016	0,680	0,007	0,209	0,086	0,398	0,036	28,4	18,4	-5,5 (*)	-0,981	841
Anjouan	0,533	0,059	0,818	0,010	0,267	0,220	0,539	0,097	53,4	68,0	-3,7 (*)	-1,047	1168
Mohéli	0,674	0,084	0,794	0,009	0,208	0,083	0,559	0,059	18,2	13,6	-3,5 (*)	-0,655	384
Moroni	0,239	0,009	0,637	0,006	0,142	0,071	0,339	0,029	3,3	2,0	-2,8 (*)	-0,136	113
Urbain	0,406	0,036	0,681	0,008	0,201	0,160	0,429	0,068	28,6	32,3	-2,5 (*)	-0,532	786
Rural	0,509	0,054	0,808	0,009	0,255	0,146	0,524	0,070	71,4	67,7	-4,9 (*)	-1,374	1607
Bénéficiaires des envois de fonds	0,441	0,039	0,763	0,009	0,237	0,121	0,480	0,056	23,2	19,4	-2,6 (*)	-0,641	569
Non bénéficiaires des envois de fonds	0,486	0,051	0,767	0,009	0,237	0,160	0,497	0,073	76,8	80,6	-5,0 (*)	-1,217	1824
Moyenne	**0,475**	**0,048**	**0,766**	**0,151**	**0,237**	**0,009**	**0,493**	**0,069**			-5,5 (*)	-1,381	2393
Contribution	32,1	23,2	51,8	72,6	16,1	4,2							
N													2393

Source : EIM 2004

Les pondérations a1 = a2 = a3 = 1/3 ; (1) les scores relatives aux niveaux de précarité - 0 = non précaire ; 1 = précaire – des huit actifs de l'habitat – sont additionnés et le seuil z est égal à 5, ce qui correspond à au plus quatre handicap sur huit.

(2) les scores relatives aux niveaux de précarité - 0 = non précaire ; 1 = précaire – des seize actifs des biens durables – sont additionnés et le seuil z est égal à 14, ce qui correspond à au plus 13 handicap sur seize.

(3) le seuil z est égal à 1, ce qui correspond à l'absence d'éducation dans le primaire.

(iii) la contribution par île voit une augmentation de la contribution d'Anjouan dans la pauvreté nationale. Ainsi, de 46,2 pour cent de contribution en 1995, Anjouan contribue en 2004 à 53,4 pour cent sur la pauvreté nationale. (iv) on note par ailleurs que la contribution des ménages non bénéficiaires des envois de fonds dans la pauvreté nationale est toujours de loin plus importante que celle des ménages bénéficiaires des envois de fonds (avec respectivement de 76,8 pour cent et 23,2 pour cent. (iv) la comparaison des indices de 2004 à ceux de 1995 montre que la pauvreté non monétaire a baissé sensiblement entre 1995 et 2004. Le calcul des coefficients de kakwani (1990) η donne des valeurs négatives et significatives. Cette

baisse est vérifiée sur l'ensemble des groupes des ménages analysés précédemment.

4.4.4.4 Analyse comparative de la pauvreté non monétaire des ménages suivant la situation dans les envois de fonds

En se référant aux seuls ménages qui n'ont pas bénéficié des envois de fonds en 1995, on note les observations suivantes pour P(α=0): (i) l'indice de pauvreté est de 0,64 décomposable par actif comme suit : 0,623 pour l'habitat, 0,894 pour les biens durables et 0,39 pour l'éducation. (ii) Les contributions des actifs dans la pauvreté nationale confirment la prédominance des biens durables qui contribuent à 46,9 pour cent sur la pauvreté nationale. (iii) La décomposition par île montre que c'est à Mohéli que la pauvreté P(α=0) est la plus élevée avec un indice égal à 0,71. Quant à la contribution des îles à la pauvreté nationale, elle demeure identique à celle de l'ensemble des ménages avec une prédominance d'Anjouan (51 pour cent) et de la Grande Comore (39,5 pour cent) – la contribution de Moili n'est guère que de 9,5 pour cent.

Tableau 4.20 : Pauvreté non monétaire (1995) suivant le lieu de résidence et le statut dans les envois de fonds (ménages non bénéficiaires des envois de fonds)

	Habitat		Biens durables		Education		Moyenne générale		contribution en %		N
Pauvreté non monétaire	**α = 0**	α = 2	**α = 0**	α = 2	**α = 0**	α = 2	**α = 0**	α = 2	**α = 0**	α = 2	
Ile											
Grande Comore	0,526	0,051	0,869	0,011	0,371	0,229	0,59	0,1	39,5	26,5	663
Anjouan	0,67	0,101	0,913	0,014	0,407	0,511	0,66	0,21	51	65,4	760
Mohéli	0,833	0,134	0,909	0,015	0,394	0,295	0,71	0,15	9,5	8,08	132
Moroni	0,352	0,035	0,688	0,007	0,272	0,096	0,44	0,05	5,5	2,4	125
Urbain	0,433	0,052	0,798	0,01	0,326	0,443	0,52	0,17	14,8	19,6	282
Rural	0,699	0,095	0,94	0,014	0,419	0,385	0,69	0,16	79,7	7,8	1148
Moyenne	0,623	0,083	0,894	0,372	0,39	0,012	0,64	0,16			1555
Contribution	32,6	17,7	46,9	79,7	20,5	2,7					
N											

Source : EBC 1995

Les pondérations a1 = a2 = a3 = 1/3 ; (1) les scores relatives aux niveaux de précarité - 0 = non précaire ; 1 = précaire – des huit actifs de l'habitat – sont additionnés et le seuil z est égal à 5, ce qui correspond à au plus quatre handicap sur huit.

(2) les scores relatives aux niveaux de précarité - 0 = non précaire ; 1 = précaire – des seize actifs des biens durables – sont additionnés et le seuil z est égal à 14, ce qui correspond à au plus 13 handicap sur seize.

(3) le seuil z est égal à 1, ce qui correspond à l'absence d'éducation dans le primaire.

En considérant cette fois ci seulement les ménages qui ont bénéficié des envois de fonds en 1995 (tableau 4.21), on note les observations suivantes pour P(α=0): (i)

l'indice de pauvreté est égal à 0,57 comparé à 0,64 chez les ménages qui bénéficient des envois de fonds. (ii) d'une manière générale, les indices de pauvreté par groupe de ménages (île, milieu de résidence), sont moins importants chez les ménages bénéficiaires des envois de fonds. Les valeurs négatives des coefficients de Kakwani (1990) confirment ces résultats bien que non significatives au seuil de 5 pour cent.

Tableau 4.21 : Pauvreté non monétaire (1995) suivant le lieu de résidence et le statut dans les envois de fonds (ménages bénéficiaires des envois de fonds)

	Habitat		Biens durables		Education		Moyenne générale		contribution en %		η bénéficiaires /non bénéficiaires 1995		N
Pauvreté non monétaire	**α = 0**	α = 2	**α = 0**	α = 2	**α = 0**	α = 2	**α = 0**	α = 2	**α = 0**	α = 2	**α = 0**	α = 2	
Ile													
Grande Comore	0,443	0,043	0,798	0,009	0,367	0,307	0,54	0,12	0,694	0,613	-0,99	0,1455	332
Anjouan	0,724	0,107	0,895	0,015	0,419	0,552	0,68	0,22	0,278	0,364	0,239	0,0559	105
Mohéli	0,5	0,12	0,75	0,009	0,5	0,25	0,58	0,13	0,027	0,023	-1,8	-0,103	12
Moroni	0,158	0,017	0,421	0,003	0,158	0,053	0,25	0,02	0,018	0,007	-3,89	-0,143	19
Urbain	0,31	0,032	0,643	0,009	0,452	0,357	0,47	0,13	0,077	0,086	-0,81	-0,098	42
Rural	0,549	0,065	0,858	0,01	0,387	0,379	0,6	0,15	0,905	0,907	-1,83	-0,087	388
Moyenne	0,51	0,06	0,82	0,363	0,383	0,01	0,57	0,14			-1,89	-0,084	449
Contribution	0,298	0,138	0,479	0,839	0,224	0,023							
η	**-4,22(*)**		**-3,76(*)**		**-0,28**								
N	449	449	449	449	449	449							449

Source : EBC 1995

(*) Significatif au seuil de 5 pour cent

Les pondérations a1 = a2 = a3 = 1/3 ; (1) les scores relatives aux niveaux de précarité - 0 = non précaire ; 1 = précaire – des huit actifs de l'habitat – sont additionnés et le seuil z est égal à 5, ce qui correspond à au plus quatre handicap sur huit.

(2) les scores relatives aux niveaux de précarité - 0 = non précaire ; 1 = précaire – des seize actifs des biens durables – sont additionnés et le seuil z est égal à 14, ce qui correspond à au plus 13 handicap sur seize.

(3) le seuil z est égal à 1, ce qui correspond à l'absence d'éducation dans le primaire.

(iii) il en est de même pour l'analyse des actifs. On observe des indices relativement moins importants pour les ménages bénéficiaires des envois de fonds, comparativement à ceux non bénéficiaires des envois de fonds. A cet effet, les différences des indices de pauvreté des actifs « habitat » et « biens durables » entre les deux catégories des ménages sont statistiquement significatives - kakwani (1990). En considérant cette fois ci les données de 2004 (tableau 4.22), relatives aux ménages non bénéficiaires des envois de fonds, il est à relever les observations suivantes P(α=0): (i) la décomposition par actif de l'indice de pauvreté met en

évidence l'importance relative de la pauvreté des ménages en bien durables (0,767). (ii) la décomposition par île donne le même classement de la pauvreté que celui de celui de 1995, concernant la même catégorie de ménages. Ainsi par ordre d'île la plus pauvre, on retrouve Mohéli, suivi d'Anjouan et enfin de la Grande Comore. En ce qui concerne la contribution des îles à la pauvreté nationale, l'île d'Anjouan est le principal contributeur avec une contribution de 54,7 pour cent à la pauvreté nationale.

Tableau 4.22 : Pauvreté non monétaire (2004) suivant le lieu de résidence et le statut dans les envois de fonds (ménages bénéficiaires des envois de fonds)

	Habitat		Biens durables		Education		Moyenne générale		contribution en %		N
Pauvreté non monétaire	**$\alpha = 0$**	$\alpha = 2$	**$\alpha = 0$**	$\alpha = 2$	**$\alpha = 0$**	$\alpha = 2$	**$\alpha = 0$**	$\alpha = 2$	**$\alpha = 0$**	$\alpha = 2$	
Ile											
Grande Comore	0,275	0,015	0,655	0,007	0,195	0,074	0,375	0,032	0,223	0,129	539
Anjouan	0,528	0,058	0,814	0,010	0,269	0,238	0,537	0,102	0,547	0,705	923
Mohéli	0,693	0,086	0,815	0,009	0,221	0,088	0,576	0,061	0,230	0,166	362
Moroni	0,228	0,009	0,620	0,006	0,152	0,076	0,333	0,030	0,034	0,021	92
Urbain	0,422	0,039	0,680	0,008	0,202	0,175	0,435	0,074	0,309	0,357	644
Rural	0,520	0,058	0,814	0,009	0,257	0,152	0,531	0,073	0,691	0,643	1180
Moyenne	0,486	0,051	0,767	0,160	0,237	0,009	0,497	0,073			1824
Contribution	0,326	0,232	0,515	0,728	0,159	0,040					
N	1824	1824	1824	1824	1824	1824					1824

Source : EIM 2004

Les pondérations a1 = a2 = a3 = 1/3 ; (1) les scores relatives aux niveaux de précarité - 0 = non précaire ; 1 = précaire – des huit actifs de l'habitat – sont additionnés et le seuil z est égal à 5, ce qui correspond à au plus quatre handicap sur huit.

(2) les scores relatives aux niveaux de précarité - 0 = non précaire ; 1 = précaire – des seize actifs des biens durables – sont additionnés et le seuil z est égal à 14, ce qui correspond à au plus 13 handicap sur seize.

(3) le seuil z est égal à 1, ce qui correspond à l'absence d'éducation dans le primaire.

(iii) Par ailleurs, on note que pour les ménages non bénéficiaires des envois de fonds de 2004, il y a relativement très peu différences entre la région rurale et la région urbaine au regard de l'indice P(α=0).

En ce qui concerne les indices relatifs aux ménages qui ont bénéficié des envois de fonds en 2004 (tableau 4.23), on souligne les aspects suivants : (i) l'indice général de la pauvreté est de 0,48. (ii) La comparaison des indices de pauvreté de 2004 entre « les ménages bénéficiaires » (tableau 4.23) et « les ménages non bénéficiaires des envois de fonds » (tableau 4.22) montre que l'indice de pauvreté est relativement moins importante chez les ménages bénéficiaires des envois de fonds (0,48) contre

0,497 chez les ménages non bénéficiaires des envois de fonds. (iii) Bien que les η sont statistiquement non significatifs (sauf pour le cas de Mohéli), on observe que la plupart des indices de pauvreté par groupe de ménages sont plus élevés chez les ménages non bénéficiaires des envois de fonds. Néanmoins, pour les cas de la Grande Comore et d'Anjouan, ainsi que celui de Moroni, on enregistre des indices P(α=0) relativement importants chez les ménages bénéficiaires des envois de fonds. Toutefois, la différence entre les indices de pauvreté des deux catégories de ménage n'est pas significative.

Tableau 4.23 : Pauvreté non monétaire (2004) suivant le lieu de résidence et le statut dans les envois de fonds (ménages bénéficiaires des envois de fonds)

α = 0	Habitat		Biens durables		Education		Moyenne générale		contribution en %		η bénéficiaires/non bénéficiaires 2004		N
Pauvreté non monétaire	**α = 0**	α = 2	**α = 0**	α = 2	**α = 0**	α = 2	**α = 0**	α = 2	**α = 0**	α = 2	**α = 0**	α = 2	
Ile													
Grande Comore	0,358	0,018	0,725	0,008	0,235	0,106	0,439	0,044	0,485	0,412	1,38	0,144	302
Anjouan	0,551	0,065	0,837	0,011	0,261	0,151	0,550	0,076	0,493	0,576	0,25	-0,238	245
Mohéli	0,364	0,047	0,455	0,005	0,000	0,000	0,273	0,017	0,022	0,012	-6,42 (*)	-0,859	22
Moroni	0,286	0,008	0,714	0,009	0,095	0,048	0,365	0,021	0,028	0,014	0,645	-0,046	21
Urbain	0,331	0,025	0,683	0,008	0,197	0,092	0,404	0,041	0,210	0,183	-0,627	-0,297	142
Rural	0,478	0,044	0,789	0,009	0,251	0,131	0,506	0,061	0,790	0,817	-0,554	-0,142	427
Moyenne	0,441	0,039	0,763	0,121	0,237	0,009	0,480	0,056			-0,556	-0,247	569
Contribution en %	0,306	0,231	0,529	0,716	0,165	0,053							
η	-1,87		-0,21		-0,01								
N	569	569	569	569	569	569							569

Source : EIM 2004

(*) Significatif au seuil de 5 pour cent

Les pondérations a1 = a2 = a3 = 1/3 ; (1) les scores relatives aux niveaux de précarité - 0 = non précaire ; 1 = précaire – des huit actifs de l'habitat – sont additionnés et le seuil z est égal à 5, ce qui correspond à au plus quatre handicap sur huit.

(2) les scores relatives aux niveaux de précarité - 0 = non précaire ; 1 = précaire – des seize actifs des biens durables – sont additionnés et le seuil z est égal à 14, ce qui correspond à au plus 13 handicap sur seize.

(3) le seuil z est égal à 1, ce qui correspond à l'absence d'éducation dans le primaire.

4.5 Relation entre pauvreté monétaire, pauvreté non monétaire et envois de fonds

Il a été souligné dans différentes littératures qu'une relation existe entre la pauvreté monétaire et la pauvreté non monétaire. « *Les dimensions économiques et sociales du développement économique sont étroitement liées. La dégradation du*

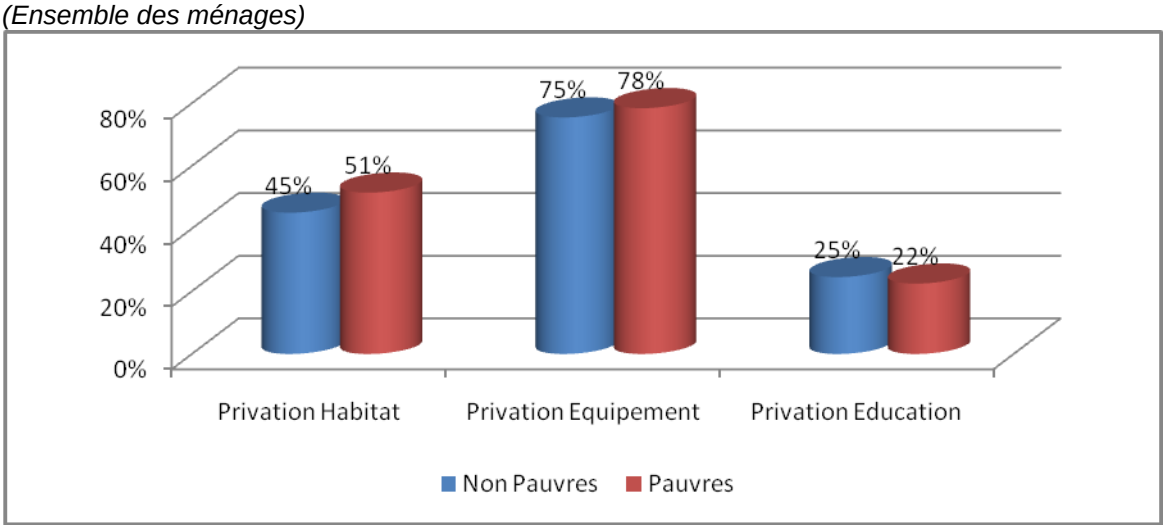
niveau de vie lors des changements de l'environnement réduit l'accès à l'éducation et la santé. Inversement, la pauvreté humaine (faible niveau de l'éducation et mauvais état de santé) freine probablement la progression du niveau de vie moyen de la population Lachaud, [2002].

Afin de pouvoir dégager une relation éventuelle qui relie la pauvreté monétaire et la pauvreté non monétaire aux Comores, nous allons analyser conjointement les deux dimensions de la pauvreté à travers d'abord une analyse descriptive et ensuite à travers un modèle économétrique.

4.5.1 Analyse descriptive

Une distribution conjointe est réalisée sur des variables relatives à des indicateurs de pauvreté non monétaire et d'une part et sur la variable P0 (incidence de pauvreté monétaire). Cette analyse sera effectuée sur trois catégories de ménages : (i) ensemble des ménages, (ii) ménages bénéficiaires des envois de fonds et (iii) ménages non bénéficiaires des envois de fonds. Cette analyse a abouti aux trois graphiques ci après.

Graphique 4.4 : Indicateurs de pauvreté non monétaire selon la situation de pauvreté des ménages (Ensemble des ménages)

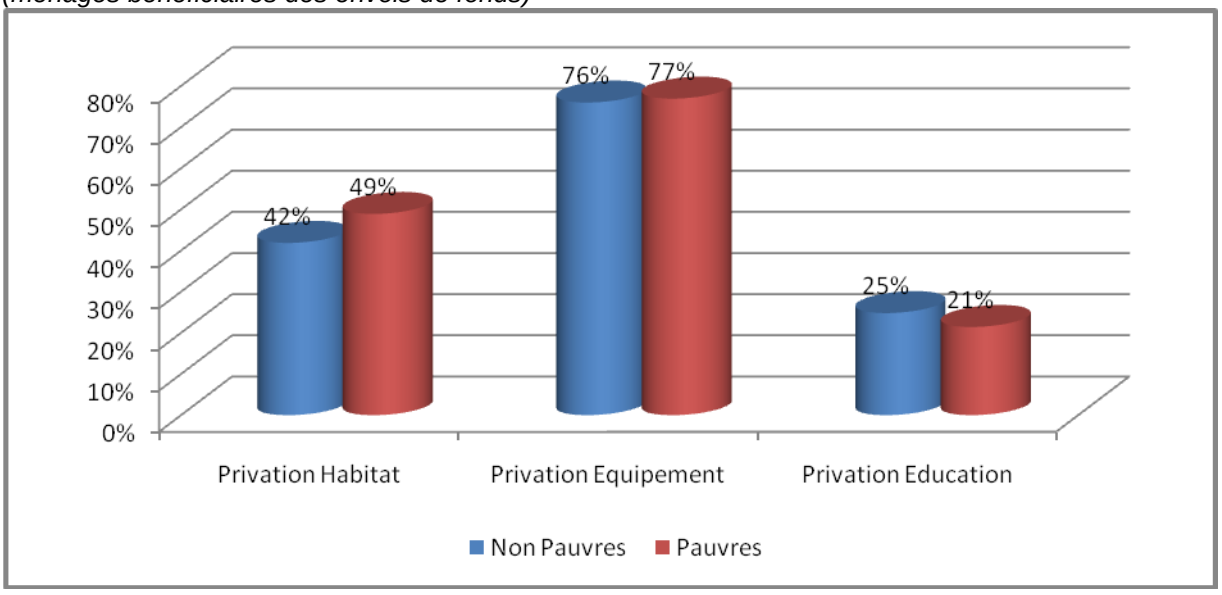


Source : calculés sur base des données EIM 2004

Le graphique 4.4 présente les taux de privations en biens essentiels (pauvreté non monétaire) suivant l'incidence de pauvreté monétaire (P0). L'analyse se porte sur *l'ensemble des ménages* que compose l'enquête EIM 2004. Ce graphique suggère les commentaires suivants : (i) d'abord on observe que les taux de privation en biens essentiels (habitat et biens d'équipement) sont plus importants chez les ménages

monétairement pauvres que chez ceux non pauvres, bien que la différence n'est pas importante. Par exemple, on observe que la privation en biens d'équipement est de 78 pour cent pour les ménages pauvres (P0) tandis qu'elle est de 75 pour cent chez les ménages non pauvres. (ii) Par contre, on note que pour l'éducation, le taux de privation des enfants dans le primaire est plus important chez les ménages non pauvres que chez les ménages pauvres. Ainsi 25 pour cent des enfants issus des ménages non pauvres ne sont pas scolarisés contre 22 pour cent des enfants des ménages pauvres.

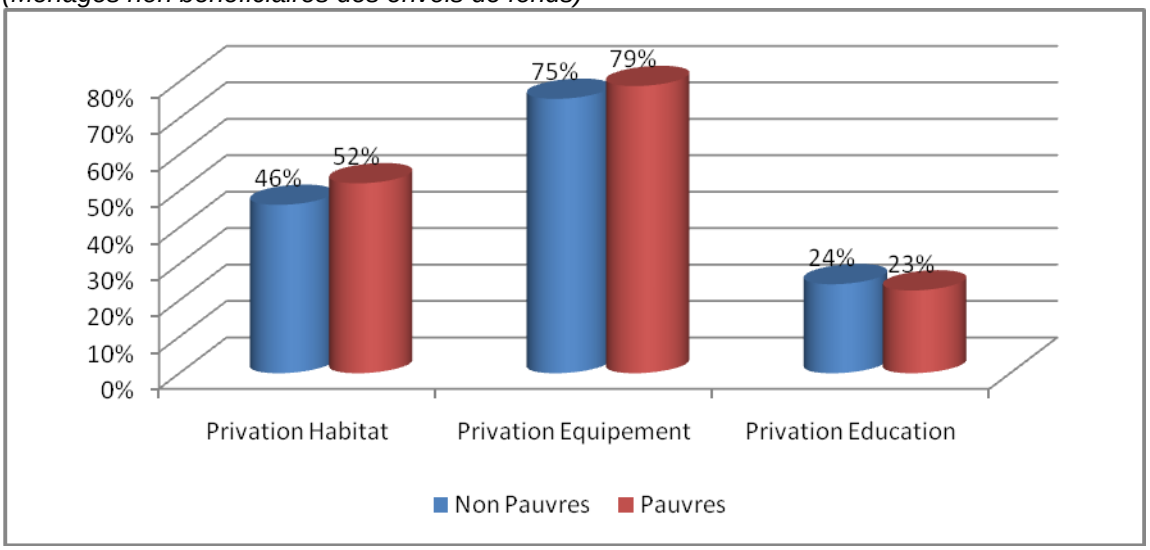
Graphique 4.5 : Indicateurs de pauvreté non monétaire selon la situation de pauvreté des ménages (ménages bénéficiaires des envois de fonds)



Source : calculés sur base des données EIM 2004

Le graphique 4.5 présente la situation en 2004 des taux de privation des biens essentiels en fonction des taux de pauvreté monétaire *des ménages bénéficiaires des envois de fonds*. (i) comme pour l'ensemble des ménages, les taux de privation en habitat et en équipement des ménages pauvres bénéficiaires des envois de fonds (P0) sont légèrement supérieurs à ceux des non pauvres. Les taux de privation dans l'habitat est de 42 pour cent pour les non pauvres contre 49 pour cent chez les pauvres. (ii) De même que pour l'ensemble des ménages, on note que les enfants des ménages non pauvres enregistrent des taux de privation scolaires supérieurs à ceux des ménages pauvres.

Graphique 4.6 : Indicateurs de pauvreté non monétaire selon la situation de pauvreté des ménages (Ménages non bénéficiaires des envois de fonds)



Source : calculés sur base des données EIM 2004

Le graphique 4.6 est la représentation graphique des indicateurs de pauvreté non monétaire en fonction de la pauvreté monétaire (P0), *des ménages non bénéficiaires des envois de fonds*. Les résultats ici obtenus ressemblent à ceux de l'ensemble des ménages et à ceux des ménages bénéficiaires des envois de fonds. En effet, les taux de privation en biens essentiels des ménages pauvres et non pauvres sont quasi les mêmes. On note aussi par ailleurs, comme pour les deux cas précédant, que les taux de privation en habitat et en équipement des non pauvres sont légèrement inférieurs à ceux des ménages pauvres. De même, on observe que les enfants des non pauvres enregistrent un taux de privation en éducation, supérieur à celui des pauvres.

4.5.2 Modèle économétrique : méthodologie

Il sera mis en œuvre un modèle à choix qualitatif, fondé sur le maximum de vraisemblance afin de tester empiriquement la relation, entre la pauvreté monétaire et les dimensions non monétaires du bien être. Le test s'effectuera auprès des deux échantillons (bénéficiaires et non bénéficiaires) utilisant des modèles à choix qualitatifs empruntant une forme fonctionnelle similaire à celles étudiées dans les chapitres précédents sur la détermination des envois de fonds. Nous pouvons ainsi formaliser le modèle par la relation suivante :

$$Pi^* = \beta Xi + \sum_{k=1}^{3} \gamma_{ik} B_{ik} + \mu_i + \theta_i \delta_i + \varepsilon_i \qquad (7)$$

avec :

- Pi* est une variable latente se rapportant à un indicateur de pauvreté monétaire du ménage i ;
- Xi représente l'ensemble des caractéristiques du ménage ou du chef de ménage
- B_{ik} représente le niveau d'accès du ménage i aux besoins essentiels relatifs à la pauvreté non monétaire (Habitat, Biens durables et Education) pour $P_{(\alpha = 0)}$
- μ_i est un ensemble de variables binaires inhérentes à la localisation géographique des trois îles et des milieux de résidence.
- δ_i est le rapport inverse de Mills, permettant de corriger le biais éventuel de sélection lié à la représentativité des deux sous échantillon composé des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds. Lorsque, θ_i est égale à 0, cela signifie que l'ensemble des ménages est pris en compte.
- ε_i se réfère au terme aléatoire

Le modèle logit binaire sera utilisé pour tester l'impact des B_{ik} sur le ratio de pauvreté monétaire (P0). Dans ce cas, il convient de noter que (i) Pi=0, si Pi* ≤ 0; Pi = 1 si Pi* > 0. (ii) Lorsque Pi se réfère à la profondeur de la pauvreté monétaire – $FGT_{(\alpha=1)}$ = P1 -, le modèle tobit sera estimé. Il est spécifié comme suit : Pi = 0 si Pi* ≤ 0, et Pi = Pi* si Pi*> 0 ; $\varepsilon_i \sim N(0, \sigma^2)$.

Pour résoudre le modèle (7), nous allons procéder à trois étapes :

(i) Premièrement, l'estimation d'une équation logistique sur l'ensemble des ménages, ayant comme variable dépendante la pauvreté des ménages (P0) (variable qualitative binaire ayant la valeur 1, lorsque le ménage est pauvre et 0 sinon). Les indicateurs des biens essentiels (habitat, équipement, éducation) relatifs à la pauvreté non monétaire sont des variables explicatives d'intérêt. Les autres variables explicatives seront celles déjà identifiées dans le chapitre II, comme déterminants des envois de fonds et de la pauvreté et qui constituent les caractéristiques du ménage et du chef de ménage. Au cours de cette première estimation de l'équation (7) qui va concerner l'ensemble des ménages, on calculera le ratio inversé de Mills pour pouvoir corriger éventuellement, le biais de sélection lié au caractère aléatoire des deux sous échantillons, composés des ménages bénéficiaires et des ménages non bénéficiaires des envois de fonds.

(ii) Deuxièmement, on estimera séparément deux équations logistiques relatives aux deux sous échantillons des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds. La variable dépendante demeurera la pauvreté des ménages (P0) la même que pour le modèle estimé sur l'ensemble des ménages. Les variables explicatives seront les mêmes que celles considérées dans l'équation estimée pour l'ensemble des ménages. On corrigera le biais éventuel de sélection par l'introduction du ratio inversé de Mills, comme une variable explicative.

(iii) Troisièmement, on estimera un modèle tobit qui aura comme variable dépendante l'indicateur de profondeur de la pauvreté (P1). Cette estimation portera sur les deux sous échantillons de ménages (bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds). L'objectif est de vérifier la relation entre la profondeur de la pauvreté monétaire des ménages comoriens et la pauvreté non monétaire (habitat, biens d'équipement et éducation) pour les deux sous échantillons des bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds.

4.5.3 Résultats du modèle économétrique

Le tableau 4.24 présente les résultats de l'estimation du modèle (7) effectuée sur les populations suivantes : ensemble des ménages, bénéficiaires des envois de fonds et non bénéficiaires des envois de fonds. L'analyse sera menée successivement auprès des ménages appartenant aux trois catégories cités précédemment.

A- Estimation logistique de P0: ensemble des ménages

Les résultats de l'estimation de P0 sur l'ensemble des ménages sont présentés dans le tableau 4.24 et concernent les colonnes (1), (2) et (3). Ces résultats suggèrent les observations suivantes : (i) premièrement, les coefficients des variables de la pauvreté non monétaire, sont positifs pour l'habitat et les biens durables et négatifs pour l'éducation. Ce qui signifie que la pauvreté monétaire a une probabilité de s'accroitre chez les ménages privés d'habitat et chez ceux privés de biens d'équipement. Il faut noter cependant, que les coefficients relatifs à ces deux variables ne sont pas significatifs. Ce qui est conforme aux résultats obtenus dans l'analyse descriptive : faible disparité entre les ménages pauvres (P0) et non pauvres en ce qui concerne les privations en biens essentiels. Quant au coefficient de la

variable éducation, il est négatif et significatif au seuil de 10 pour cent. Il s'ensuit que les ménages dont les enfants sont privés d'éducation ont plus de chance de ne pas devenir pauvre. Une situation un peu paradoxale, mais aussi conforme à l'analyse des résultats descriptifs - graphique 4.4. En effet, il a été constaté que les enfants des pauvres étaient moins privés en éducation, comparativement aux enfants des non pauvres.

Tableau 4.24 : Coefficients de régression de l'estimation logistique binaire du ratio de pauvreté monétaire (P0) par catégories de ménage ;

	Ensemble des ménages			Bénéficiaires des envois de fonds			Non Bénéficiaires des envois de fonds		
Pauvreté non monétaire (P (α = 0)	B (1)	Wald (2)	Exp(B) (3)	B (4)	Wald (5)	Exp(B) (6)	B (7)	Wald (8)	Exp(B) (9)
Constant	-2,57***	18,227	0,077	-2,71**	3,375	0,067	-2,22***	9,905	0,108
Pauvreté non monétaire									
Habitat : le ménage vit dans un habitat précaire (1)	0,126	1,208	1,134	0,044	0,031	1,045	0,259**	3,624	1,295
Biens durables : le ménage est privé d'au moins 14 biens sur 17 (1)	0,093	0,492	1,097	0,071	0,062	1,073	0,137	0,785	1,147
Education (les enfants sont scolarisés (1)	-0,192*	2,711	0,825	-0,379	1,963	0,684	-0,263**	3,607	0,769
Bénéficiaire des envois de fonds									
Reçoit des envois de fonds *(1)*	-0,355***	8,533	0,701						
Caractéristiques démographiques du ménage									
L'âge du chef de ménage (Age) *(1)*	-0,029*	2,194	0,971	-0,034	0,672	0,967	-0,045**	3,73	0,956
Age²	0	1,461	1	0	0,196	1	0*	2,858	1
Le sexe du chef de ménage (H=1 ; F=0)	-0,012	0,008	0,988	0,099	0,131	1,104	-0,067	0,175	0,935
Taille des ménages (taille)	0,631***	72,951	1,88	0,704***	11,246	2,022	0,866***	60,264	2,378
Taille²	-0,022***	19,557	0,978	-0,015	1,582	0,985	-0,025***	15,392	0,975
Education du chef de ménage									
Diplômé du Primaire *(1)*	-0,077	0,124	0,926	-0,362	0,483	0,696	-0,124	0,255	0,883
Diplômé du Secondaire *(1)*	-0,287	0,978	0,751	-1,754**	3,626	0,173	-0,211	0,43	0,81
Diplômé du Supérieur *(1)*	-1,363***	7,489	0,256	-0,746	0,452	0,474	-2,109***	10,033	0,121
Diplômé enTechnique *(1)*	-0,885*	3,217	0,413	-20,273	0	0	-1,034	3,581	0,356
A fréquenté l'école coranique *(1)*	-0,515***	7,817	0,597	-0,411	0,742	0,663	-0,924***	16,124	0,397

(*) significatif au seuil 10% (**) significatif au seuil 5% (***) significatif au seuil 1%
(1) variables binaires (Oui= 1 ; Non= 0)
Source : données EIM 2004

(ii) en ce qui concerne les autres variables explicatives, les coefficients correspondent aux résultats attendus. Ainsi, les ménages qui bénéficient des envois de fonds ont plus de chance d'échapper à la pauvreté ; le coefficient étant négatif et significatif à un seuil de 1 pour cent. En ce qui concerne les caractéristiques démographiques, la taille des ménages influe positivement sur la pauvreté monétaire. Toutes choses égales par ailleurs, les ménages de grande taille ont plus de chance d'être pauvre. Par ailleurs, les signes des coefficients des variables de l'éducation du chef de ménage correspondent aux attentes. Ainsi, plus est élevé le

diplôme du chef de ménage, moins le ménage a de chance de devenir pauvre. On note par ailleurs, que la fréquentation de l'école coranique influe négativement sur la pauvreté des ménages.

Tableau 4.24 : Coefficients de régression de l'estimation logistique binaire des déterminants de la pauvreté par catégories de ménage (suite)

	Ensemble des ménages			Bénéficiaires des envois de fonds			Non Bénéficiaires des envois de fonds		
	B (1)	Wald (2)	Exp(B) (3)	B (4)	Wald (5)	Exp(B) (6)	B (7)	Wald (8)	Exp(B) (9)
Statut de travail du Chef de ménage									
Salarié non protégé *(1)*	0,351*	3,123	1,42	0,739*	2,362	2,093	0,518**	4,734	1,679
Micro entrepreneur *(1)*	0,363	1,102	1,438	0,96	1,551	2,611	0,428	1,147	1,535
Indépendant et Informel *(1)*	-0,28	1,405	0,756	-0,53	0,916	0,589	-0,411*	2,213	0,663
Agriculteur vivrier *(1)*	-0,029	0,02	0,971	-0,328	0,572	0,72	0,043	0,033	1,044
Agriculteur de rente *(1)*	0,031	0,022	1,032	-0,921*	3,119	0,398	0,247	1,054	1,28
Eleveur & divers *(1)*	0,456*	3,175	1,578	-0,07	0,012	0,932	0,927***	9,467	2,527
Pêcheur & divers *(1)*	0,481*	2,253	1,618	0,52	0,354	1,682	0,951***	6,834	2,588
Chômeur *(1)*	0,039	0,014	1,04	0,355	0,208	1,427	-0,014	0,001	0,986
Inactif *(1)*	0,334*	2,416	1,396	-0,054	0,013	0,947	0,729***	7,952	2,074
Le Chef de ménage a travaillé durant ces 12 derniers mois (1)	-0,325***	6,902	0,722	-0,997***	9,676	0,369	-0,408***	6,878	0,665
Lieu de résidence et caractéristiques de l'habitat du ménage									
Le ménage habite la Grande Comore en milieu urbain*(1)*	-0,181	0,199	0,834	0,278	0,103	1,321	-0,402	0,547	0,669
Le ménage habite la Grande Comore en milieu rural*(1)*	0,619**	4,868	1,857	1,122*	2,19	3,072	0,909***	7,391	2,481
Le ménage habite Anjouan en milieu urbain*(1)*	0,143	0,236	1,153	0,946	1,483	2,577	0,051	0,024	1,053
Le ménage habite Anjouan en milieu rural*(1)*	0,8***	8,184	2,226	1,99***	6,243	7,317	1,036***	8,954	2,818
Le ménage habite Mohéli en milieu urbain*(1)*	0,497*	2,658	1,644	-19,105	0	0	0,661**	3,66	1,936
Le ménage habite Mohéli en milieu rural*(1)*	0,231	0,476	1,26	1,301	1,474	3,673	0,137	0,135	1,147
Lambda				**-0,908**	**1,258**	**0,404**	**-1,008*** **	**11,304**	**0,365**
-2 Log vraisemblance	**2519,5**			**537,6**			**1929,8**		
N	**2393**			**569**			**1824**		
χ^2	**466,89**			**138,9**			**368,7**		
Pseudo R²	**0,188**			**0,227**			**0,194**		

(*) significatif au seuil 10% (**) significatif au seuil 5% (***) significatif au seuil 1%
(1) variables binaires (Oui= 1 ; Non= 0)
Source : données EIM 2004

En ce qui concerne les variables relatives au statut professionnel du chef de ménage, on note que les coefficients relatifs aux catégories des « salariés non protégés », des « éleveurs», des « pêcheurs » et des « inactifs » sont positifs et significatifs au seuil de 10 pour cent. Ce qui veut dire que les ménages appartenant à ces catégories socio professionnels ont plus de chance d'être pauvres comparativement à la catégorie des « salariés protégés ».

Par ailleurs, on constate que les chefs de ménage qui ont exercé une activité salariale durant l'année ont moins de chance de devenir pauvre.

En considérant les variables relatives au lieu de résidence des ménages, comme l'on pouvait s'y attendre (en prenant la capitale Moroni comme base), les ménages résidant dans les milieux ruraux de la Grande Comore, d'Anjouan et de Mohéli ont plus de chance d'être pauvres. Il faut noter que pour Mohéli, seul le coefficient de Mohéli urbain est significativement positif.

B – Estimation logistique de P0: ménages bénéficiaires des envois de fonds

Les résultats de l'estimation de P0 sur le sous échantillon composé des ménages bénéficiaires sont présentés dans le tableau 4.24 et concernent les colonnes (4), (5) et (6). Ces résultats suggèrent les observations suivantes : (i) l'introduction du ratio inversé de Mills (Lambda) avait comme objectif de corriger le biais éventuel de sélection lié à l'échantillonnage des ménages bénéficiaires des envois de fonds. Il s'avère que le coefficient Lambda n'est pas significatif. D'où l'absence de biais de sélection au seuil de 10 pour cent. (ii) les coefficients des variables de pauvreté non monétaire ont les mêmes signes que ceux calculés pour l'ensemble des ménages. On note ainsi que les coefficients des variables « habitat» et « biens durables » sont positifs ; celui de « l'éducation » est négatif. Par ailleurs, les coefficients des variables de pauvreté monétaire ne sont pas significatifs, ce qui confirme les résultats descriptifs sur l'analyse conjointe de la pauvreté monétaire et non monétaire. En effet, il a apparu dans la catégorie des ménages bénéficiaires des envois de fonds, que très peu de différence existent sur les taux de privation monétaire entre les ménages pauvres et les ménages non pauvres. (iii) en ce qui concerne les autres variables explicatives, on constate que les caractéristiques des ménages bénéficiaires des envois de fonds ont les mêmes effets sur la pauvreté monétaire que pour l'ensemble des ménages.

C – Estimation logistique de P0: ménages non bénéficiaires des envois de fonds

Les résultats de l'estimation de P0, sur le sous échantillon des ménages non bénéficiaires des envois de fonds sont présentés dans le tableau 4.24 et concernent les colonnes (7), (8) et (9). Les observations essentielles que l'on peut tirer de ces résultats sont les suivants : (i) le coefficient du ratio inversé de Mills (Lambda) est

significatif au seuil de 1 pour cent. Il apparait ainsi qu'il existe un biais de sélection sur le sous échantillon des ménages non bénéficiaires des envois de fonds. (ii) les signes des coefficients des variables non monétaires sont similaires à ceux calculés pour l'ensemble des ménages et à ceux relatifs au sous échantillon des ménages bénéficiaires des envois de fonds. Néanmoins, on note que les coefficients de la variable habitat est significativement positif au seuil de 5 pour cent et que le coefficient de l'éducation est significativement négatif au seuil de 5 pour cent. Ce qui signifie que les ménages privés de l'habitat ont plus de chance d'être pauvre (au sens monétaire). Inversement, les ménages qui disposent des enfants privés de l'éducation ont moins de chance de devenir pauvre. Bien que non significatif, le signe du coefficient de la variable - biens durables - est positif ; ce qui veut dire que les ménages privés des biens durables ont plus de chance d'être pauvre. Des résultats qui reflètent aux données descriptives (graphique 4.5). En effet, *« les indicateurs non monétaires sur l'habitat et les biens durables sont relativement importants pour les ménages pauvres » et que « l'indicateur sur l'éducation est plus important chez les ménages non pauvres ».*

D- Estimation tobit de P1 : ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds

L'estimation de l'équation (7) pour $P_{(\alpha=1)}$ avec la méthode Tobit donne les résultats présentés dans le tableau 4.25 pour les deux sous échantillons des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des envois de fonds. Il apparait ainsi les éléments suivants : (i) d'une façon générale, les résultats de l'estimation du modèle tobit relatif à l'estimation de P1 est comparable à ceux obtenus avec le modèle logit effectués sur le ratio de pauvreté P0. (ii) les coefficients des indicateurs de pauvreté non monétaires (habitat, biens durables et éducation) ne sont pas significatifs, sauf pour l'habitat et l'éducation chez les ménages non bénéficiaires des envois de fonds. A cet égard, une hausse de la privation en logement augmente les inégalités chez les pauvres au sein des ménages non bénéficiaires des envois de fonds. Egalement, la privation d'éducation réduit les inégalités chez les non bénéficiaires des envois de fonds.

Tableau 4.25 : Coefficients de régression de l'estimation tobit de la profondeur de pauvreté (P1) par catégorie de ménage ;

	Bénéfici - aires	Non bénéficiaires		Bénéfici – aires	Non bénéficiaires
Constant	-0,412 (-1,35)	-0,586** (-4,35)	Indépendant et Informel *(1)*	-0,115 (-1,02)	-0,073 (-1,36)
Pauvreté non monétaire			Agriculteur vivrier *(1)*	-0,050 (-0,56)	-0,007 (-0,16)
Habitat : le ménage vit dans un habitat précaire (1)	-0,019 (-0,37)	0,050* (1,89)	Agriculteur de rente *(1)*	-0,156 (-1,45)	0,061 (1,32)
Biens durables : le ménage est privé d'au moins 14 biens sur 17 (1)	-0,003 (-0,06)	0,040 (1,33)	Eleveur & divers *(1)*	0,008 (0,06)	0,184** (3,18)
Education (les enfants sont scolarisés (1)	-0,004 (-0,07)	-0,050* (-1,91)	Pêcheur & divers *(1)*	0,123 (0,68)	0,157** 2,25
Caractéristiques démographiques du ménage			Chômeur *(1)*	0,021 (0,13)	-0,009 (-0,13)
L'âge du chef de ménage (Age) *(1)*	-0,011 (-1,31)	-0,005 (-1,07	Inactif *(1)*	0,028 (0,29)	0,148** (2,99)
Age²	0,00001 (0,77)	0,00003 (0,7)	Le Chef de ménage a travaillé durant ces 12 derniers mois (1)	-0,220** (-3,36)	-0,079** (-2,65)
Le sexe du chef de ménage (H=1 ; F=0)	0,023 (0,41)	-0,013 (-0,41)	**Lieu de résidence et caractéristiques de l'habitat du ménage**		
Taille des ménages (taille)	0,146** (3,63)	0,171** (8,31)	Le ménage habite la Grande Comore en milieu urbain*(1)*	-0,016 (-0,09)	-0,037 (-0,36)
Taille²	-0,003 (-1,2)	-0,005** (-4,66)	Le ménage habite la Grande Comore en milieu rural*(1)*	0,189 (1,25)	0,187** (2,93)
Education du chef de ménage			Le ménage habite Anjouan en milieu urbain*(1)*	0,152 (0,97)	0,035 (0,54)
Diplômé du Primaire *(1)*	-0,079 (-0,74)	-0,026 (-0,53)	Le ménage habite Anjouan en milieu rural*(1)*	0,403** (2,55)	0,220** (3,37)
Diplômé du Secondaire *(1)*	-0,342* (-1,86)	-0,105* (-1,64)	Le ménage habite Mohéli en milieu urbain*(1)*	-2,231** (-2,231)	0,125* (1,89)
Diplômé du Supérieur *(1)*	-0,317 (-1,28)	-0,460** (-3,74)	Le ménage habite Mohéli en milieu rural*(1)*	0,260 (1,21)	0,012 (0,17)
Diplômé Technique *(1)*	-2,563	-0,313** (-2,8)	**Lambda**	-0,192 (-1,21)	-0,156** (-3)
A fréquenté l'école coranique *(1)*	-0,087 (-0,88)	-0,175** (-4,05)	**Log vraisemblance**	-233,4	-795,97
Statut de travail du Chef de ménage			**N**	539	1706
Salarié non protégé *(1)*	0,121 (1,24)	0,102** (2,2)	χ^2	150,66	439,08
Micro entrepreneur *(1)*	0,154 (0,99)	0,089 (1,15)	**Pseudo R^2**	0,244	0,2162

(*) significatif entre 5% et 10% (**) significatif au seuil 1%

(1) variables binaires (Oui= 1 ; Non= 0)

Source : données EIM 2004

(iii) en ce qui concerne les caractéristiques démographiques, la taille des ménages augmente la profondeur de pauvreté au sein des ménages non bénéficiaires des envois de fonds. (iv) pour ce qui est de l'éducation du chef de ménage, on observe comme auparavant que la profondeur P1 diminuent avec le niveau d'instruction du chef de ménage. Les chefs de ménages diplômés « du supérieur » réduisent les inégalités des pauvres. Par ailleurs, la fréquentation de l'école coranique réduit les inégalités des pauvres. (v) Pour ce qui est du statut du chef de ménage, on observe que c'est au sein des ménages bénéficiaires des envois de fonds, que les coefficients sont significatifs. Ainsi, les statuts des chefs de ménage suivants augmentent les la

profondeur de pauvreté : éleveurs, pêcheurs, et inactifs. Bien entendu, le fait pour le chef de ménage d'avoir exercé un travail salarié durant les douze derniers mois réduit les inégalités des pauvres. (vi) enfin les caractéristiques de résidence du ménage a un effet sur la profondeur. La résidence en milieu rural augmente la profondeur de pauvreté des ménages.

4.6 Conclusion du chapitre IV

Les envois de fonds jouent un rôle important dans le développement des capacités et à l'amélioration des potentialités aux Comores. La participation de la diaspora au bien être des familles (construction, éducation, santé, …etc) et au développement communautaire sont une réalité d'une tradition ancienne. Bien que les statistiques fassent défaut, la part des envois de fonds extérieurs dans le financement des projets à caractère communautaire est évaluée entre 6 à 10 pour cent du financement. Les migrants comoriens, vivant principalement en France, prennent part aux financements des programmes et projets en cours d'exécution aux Comores. Ce projets concernent notamment, la construction des salles de classe, la construction et l'équipement des centres de santé, les adductions d'eau et l'électrification rurale. Les migrants participent aussi dans le financement des soins de santé et des frais de scolarité des membres de leurs familles résidants aux Comores. Sur le plan macro économique, les indicateurs de bien être ont évolué positivement durant ces dernières décennies ; ainsi l'espérance de vie est passée de 50 ans en 1980 à 68 ans en 2010, soit une augmentation de 18 ans en espace de trente ans. Quant au taux brut de scolarisation combiné (primaire, secondaire et primaire), il a connu une croissance moyenne de 0,7 pour cent par an, durant ces dix dernières années, passant de 41 pour cent en 1980 à 51 pour cent en 2010. Par ailleurs, durant la période 1980 à 2010, les envois de fonds extérieurs ont connu une forte augmentation, avec une croissance ~~annuelle de 134~~ annuelle de 18 pour cent.

Sur la base des indicateurs de 2010, le niveau d'IDH (Indicateur de Développement Humain) des Comores a été évalué à 0,43. Les Comores sont classés 140ème rang mondial sur 169 pays des Nations Unies[61]. Les Comores appartiennent ainsi, au 4ème quartile du niveau IDH mondial. Un groupe caractérisé par des pays à faibles niveaux de développement. L'IDHI (Indicateur de Développement Humain, ajusté des inégalités) quand à lui est évalué à 0,24 ; soit une perte de 43,9 pour cent due aux inégalités.

L'analyse de l'évolution de l'IDH durant ces dernières années, montre que cet indicateur composite est passé de 0,40 à 0,43 durant ces trente dernières années[62] ;

[61] composé des pays appartenant aux nations unies et qui disposent d'un IDH

[62] Les données sur l'IDH d'avant 1990 ont été estimées sur la base de l'évolution de l'IDH de 1990 à 2010.

exprimant ainsi une croissance annuelle de 0,2 pour cent. Il a été ensuite conçu un modèle économétrique pour analyser les déterminants de l'IDH ~~des envois de fonds~~. Il apparait alors que les envois de fonds extérieurs influent significativement sur l'évolution positive de l'IDH. Ainsi, une augmentation de 1 pour cent des envois de fonds par tête engendre une augmentation de 0,0008 pour cent de l'IDH. Et qu'une augmentation de 1 pour cent des dépenses par tête entraine une croissance de 0,002 pour cent par an de l'IDH.

Sur le plan microéconomique, il a été constaté que les indicateurs de privation de bien être (Habitat, biens durables, et éducation) ont diminué et que les statistique η de Kakwani (1990) sont négatives et significatives. Il apparait que les ménages bénéficiaires des envois de fonds sont relativement moins privés en biens essentiels comparés aux ménages non bénéficiaires des envois de fonds. Le calcul de l'indice multidimensionnel fait apparaître que la privation en bien d'équipement explique 51 pour cent de la pauvreté non monétaire. L'île d'Anjouan (qui est la plus pauvre monétairement) explique la moitié de la pauvreté non monétaire. Il apparait aussi que les ménages bénéficiaires des envois de fonds ont plus accès aux actifs (habitat, équipement et éducation) que les ménages qui ne bénéficient pas des envois de fonds. Néanmoins, en ce qui concerne l'éducation primaire, il n'y a pas une différence sur la scolarisation des enfants entre les deux catégories de ménages.

Une étude économétrique sur un lien éventuel entre la pauvreté monétaire et la pauvreté non monétaire a été effectuée auprès des deux catégories des ménages : les non bénéficiaires et les bénéficiaires des envois de fonds. Il apparait que (i) pour les ménages non bénéficiaires des envois de fonds, la privation des actifs « habitat » et « biens durables » augmente la probabilité de pauvreté monétaire. Par contre, la scolarisation des enfants augmente la probabilité de pauvreté monétaire. (ii) En ce qui concerne les ménages bénéficiaires des envois de fonds, les résultats sont identiques au cas précédent concernant les ménages non bénéficiaires des envois de fonds. A la seule différence que les coefficients des variables explicatives ne sont pas significatifs.

Conclusion Générale

C-1 Les principaux résultats de l'étude

La migration et les envois de fonds sont deux notions indissociables. En effet, la forme, la motivation et l'importance des envois de fonds dépendent de la nature et du fondement de la migration dans les pays d'origine. Trois approches théoriques de la migration internationale dominent les études sur les envois de fonds: (i) la première approche théorique est néoclassique ; elle est la plus ancienne et explique la migration par la différence dans les probabilités de revenus entre le pays d'origine et le pays d'accueil. Dans cette approche dominée par le modèle de Harris Todaro, la migration s'effectue lorsque le migrant espère gagner plus de revenus dans le pays d'accueil (en y incluant le risque de chômage et le coût de transport). (ii) la deuxième approche de la migration explique la migration comme une réaction au développement du capitalisme et des inégalités dans les termes de l'échange entre les pays développés et les pays sous-développés (Massey et al 1998:36). (iii) La troisième approche explique la migration par un comportement de risque-partagé des familles ou des ménages. Les ménages diversifient leurs ressources, telles que le travail, afin de réduire au minimum les aléas de revenu. Les ménages et les familles agissent non seulement pour maximiser leurs revenus mais également pour réduire au minimum et partager les risques inhérents (Stark et Levhari 1982). Cette dernière approche théorique de la migration est connue sous le nom de la Nouvelle Economie de la Migration (NELM).

C'est à travers ces trois théories de la migration que sont développés les modèles d'envois de fonds. Pourquoi les migrants envoient ils des fonds ? Qui sont les bénéficiaires ? Combien ? Quels sont les impacts sur les ménages, les communautés et l'économie ? Le modèle qui semble être plus proche de la réalité des pays en développement et à celle des Comores en particulier est l'approche de la Nouvelle Economie de la Migration (NELM). En effet, les envois de fonds aux Comores correspondent à une vision de familiale / ménage plutôt qu'individuelle. Si l'on se réfère au processus de migration, le migrant comorien obéit à une logique de famille et de risque partagée, depuis l'élaboration de la stratégie de migration jusqu'à l'arrivée du migrant dans le pays d'accueil, suivi des envois de fonds. Ainsi, si l'on observe qu'il y a plus d'émigrations en Grande Comore vers la France (90 % des

émigrés comoriens), c'est parce qu'il existe en Grande Comore (Ile d'origine de la migration) et en France (principal pays d'accueil), des réseaux de familles et d'amis qui favorisent les départs et les accueils des nouveaux migrants.

L'analyse microéconomique des envois de fonds a révélé que c'est au sein des ménages pauvres que l'on retrouve la plus forte proportion des ménages « bénéficiaires des envois de fonds ». Ce sont aussi les ménages pauvres qui bénéficient le plus d'envois de fonds en termes de montant. Par conséquent, cela n'est pas une surprise, si ce sont les ménages sans niveau d'instruction qui bénéficient le plus des envois de fonds. L'analyse des déterminants des envois de fonds par un modèle logistique a montré que les ménages dirigés par les femmes ont plus de chance de recevoir des envois de fonds. Il s'ensuit que le niveau d'instruction influe négativement sur les envois de fonds. En prenant comme base les « apprentis et aides familiales », ce sont les salariés protégés et non protégés qui ont le plus de chances de recevoir des fonds suivis des agriculteurs vivriers et des micro entrepreneurs. Le modèle logistique ainsi développé a permis de tester si les envois de fonds aux Comores obéissent à une motivation altruiste pure. Le coefficient du revenu des ménages est positif et significatif. Ce qui veut dire que les envois de fonds augmentent avec le revenu. Cela dit qu'il y a d'autres motifs que de l'altruisme pur qui expliquent les envois de fonds aux Comores. En effet, les projets personnels comme le « grand mariage » sont des motifs d'envois de fonds qui viennent s'ajouter aux motifs d'altruisme. Par ailleurs, le signe positif du coefficient de pauvreté est conforme aux résultats empiriques sur les envois de fonds. Cela confirme qu'il y a de l'altruisme (pauvreté des ménages) ; et d'un motif personnel (signe positif du revenu des ménages) dans les déterminants des envois de fonds aux Comores. C'est ce que Stark (2005) qualifie de « l'altruisme modéré ».

En ce qui concerne le volume des envois de fonds, une analyse fondée sur un modèle de « contrat implicite entre le migrant et la famille d'origine » a fourni les résultats suivants : les migrants ont une préférence pour le présent ($\rho 1 < 0$), et parallèlement, la famille d'origine a une préférence pour le présent ($\rho 2 > 0$). En effet, les migrants désépargnent l'équivalent de 1,36 à 11,66 fois son excédent d'épargne pour faire face aux envois de fonds. Parallèlement, la demande d'envoi de fonds de la famille dans le pays d'origine est excédentaire de 1,17 à 3,99 fois le niveau minimum requis des envois de fonds. On observe par ailleurs, que les dépenses sociales (mariages, funérailles…etc) influent positivement sur le montant des envois

de fonds. Et bien entendu, la pauvreté des ménages surtout de la Grande Comore détermine positivement le montant des envois de fonds.

Sur le plan macroéconomique, une estimation économétrique sur la base d'une fonction de type Coob Douglas a été réalisée pour déterminer l'impact des envois de fonds et d'autres indicateurs extérieurs (aide publique au développement, les investissements directs étrangers) sur le niveau de la croissance économique. Les résultats ont montré qu'une augmentation de 10% des envois de fonds par tête accroit le PIB par tête de 0,9%. Le capital humain et les termes de l'échange influent également positivement sur la croissance. Quand à l'aide publique et les investissements, leurs effets sur la croissance économique sont mitigés. Bien que positifs, les coefficients ne sont pas significatifs. Un fait intéressant est l'impact négatif des crises politiques et économiques sur la croissance économique. Ainsi les années marquées par des crises ont une influence négative sur la croissance économique. Ce qui confirme les thèses d'Owens (1987), de Sen (1990), de Kaufmann, de Kray, et de Mastruzzi (2006) qui ont tous montré que les facteurs institutionnels tels que, l'absence de liberté politique, l'instabilité politique, ont des impacts négatifs sur la croissance économique et le développement.

En ce qui concerne le mode de transfert des envois de fonds, il a été constaté qu'environ 75 % des envois de fonds à destination des Comores se font par voie informelle. Ainsi, malgré le volume important de ces envois de fonds, il n'est pas possible de connaitre le montant exact des envois de fonds. D'où la nécessité de procéder à des méthodes d'estimation pour disposer du montant des envois de fonds. Les motivations d'envois de fonds sont multiples ; elles vont des nécessités familiales aux contributions communautaires. Toutefois, la motivation principale d'envois de fonds réside dans la valeur qu'attachent les migrants dans l'organisation sociale et traditionnelle comorienne, notamment le « Grand mariage ». « Devenir un homme entier » nécessite un parcours qui à chaque étape constitue une dépense. Le cumul de toutes les dépenses peut paraître faramineux et hors portée d'une famille « de bas revenu ». Mais la solidarité communautaire joue beaucoup. Ce qui explique l'adage qui dit que *« Même si tu es pauvre, tu peux faire ton grand mariage. Nul besoin qu'un homme amasse une fortune afin d'effectuer les dépenses liées au grand mariage, car dès l'annonce de son mariage, il reçoit les contributions financières des membres de son entourage. »* L'énormité des montants

dépensés constitue aussi le prix à payer pour acquérir une valeur sociale inestimable qui est «l'honneur».

L'impact des envois de fonds extérieurs sur la pauvreté monétaire des ménages a été évalué suivant deux approches : une approche descriptive et une approche économétrique. Dans les deux cas de figure, les indices FGT de pauvreté ont été calculés sur la base respectivement des dépenses observées et des dépenses estimées des ménages. L'estimation des dépenses a permis l'utilisation de différentes approches méthodologiques et des tests économétriques, notamment l'usage d'un modèle de sélection (avec un biais de sélection). Cette approche nécessitait l'estimation des dépenses des ménages en faisant l'hypothèse que toute la population n'a pas migré, et qu'il n'y a pas des envois de fonds extérieurs. Les diverses simulations tant sur les données observées que sur les données estimées ont montré que les envois de fonds extérieurs qui représentent 2,5 pour cent des dépenses des ménages réduisent les indices de pauvreté et dans une moindre mesure les inégalités aux Comores. Les résultats de l'impact des envois de fonds sur la pauvreté monétaire, utilisant les dépenses estimées peuvent être résumés comme suit :

'(i) L'incidence de pauvreté (P0) baisse de -3,5 pour cent, sous l'effet des envois de fonds extérieurs. Par ailleurs, les envois de fonds extérieurs réduisent la profondeur (P1) de -5,8 pour cent, et qu'en même temps la sévérité (P2) baisse de -7,4 pour cent.

(ii) Suivant les catégories socio professionnelles, ce sont les inactifs, les chômeurs et les agriculteurs vivriers qui bénéficient le plus de réduction des indices de la pauvreté sous l'effet des envois des fonds.

(iii) Du point de vue genre, les ménages dirigés par les femmes enregistrent plus de baisse des indices de pauvreté que ceux dirigés par les hommes. Il faut noter cependant que, les ménages dirigés par les femmes connaissent moins de pauvreté en l'absence des envois des fonds, et bénéficient plus d'envois de fonds que les ménages dirigés par les hommes.

(iv) Dans l'hypothèse d'absence d'envois de fonds, l'île de Mohéli serait la moins pauvre des îles Comores. La Grande Comore serait classée deuxième moins pauvre devant Anjouan. Sous l'effet des envois de fonds extérieurs, la Grande

Comore qui en bénéficie le plus en termes de proportion aux dépenses des ménages, enregistre les plus importantes réductions des indices de pauvreté : l'incidence de pauvreté baisse de -8,2 pour cent, la profondeur diminue de -13 pour cent et la sévérité baisse de -16 pour cent. C'est Mohéli qui enregistre le moins d'impact des envois de fonds sur les indices de pauvreté : l'incidence de pauvreté baisse de -0,7 pour cent, la profondeur diminue de -2 pour cent et la sévérité baisse de -1,6 pour cent.

(v) L'impact des envois de fonds sur les inégalités n'est pas très significatif. La variation est de -0,6 pour cent au niveau national avec des disparités inter îles : -1,6 pour cent en Grande Comore, - 0,3 pour cent à Anjouan et +0,8 pour cent à Mohéli.

En ce qui concerne l'impact sur la pauvreté non monétaire, les envois de fonds jouent un rôle important dans le développement des capacités et à l'amélioration des potentialités aux Comores. La participation de la diaspora au bien être des familles (construction, éducation, santé, …etc) et au développement communautaire sont une réalité d'une tradition ancienne. Bien que les statistiques fassent défaut, la part des envois de fonds extérieurs dans le financement des projets à caractère communautaire est évaluée entre 6 à 10 pour cent du financement. Les migrants comoriens, vivant principalement en France, prennent part aux financements des programmes et projets en cours d'exécution aux Comores. Ces projets concernent notamment, la construction des salles de classe, la construction et l'équipement des centres de santé, les adductions d'eau et l'électrification rurale. Les migrants participent aussi dans le financement des soins de santé et des frais de scolarité des membres de leurs familles résidants aux Comores.

Sur le plan macro économique, les indicateurs de bien être ont évolué positivement durant ces dernières décennies ; ainsi l'espérance de vie est passée de 50 ans en 1980 à 68 ans en 2010, soit une augmentation de 18 ans en l'espace de trente ans. Quant au taux brut de scolarisation combiné (primaire, secondaire et primaire), il a connu une croissance moyenne de 0,7 pour cent par an, durant ces dix dernières années, passant de 41 pour cent en 1980 à 51 pour cent en 2010. Par ailleurs, durant la période 1980 à 2010, les envois de fonds extérieurs ont connu une forte augmentation, avec une croissance annuelle de 134 pour cent. Sur la base des indicateurs de 2010, le niveau d'IDH (Indicateur de Développement Humain) des

Comores a été évalué à 0,43. Les Comores sont classés 140ème rang mondial sur 169 pays des Nations Unies[63]. Les Comores appartiennent ainsi, au 4ème quartile du niveau IDH mondial. Un groupe caractérisé par des pays à faibles niveaux de développement. L'IDHI (Indicateur de Développement Humain, ajusté des inégalités) quand à lui est évalué à 0,24 ; soit une perte de 43,9 pour cent due aux inégalités. L'analyse de l'évolution de l'IDH durant ces dernières années, montre que cet indicateur composite est passé de 0,40 à 0,43 durant ces trente dernières années[64] ; exprimant ainsi une croissance annuelle de 0,2 pour cent. Il a été ensuite conçu un modèle économétrique pour analyser les déterminants des envois de fonds. Il apparait alors que les envois de fonds extérieurs influent significativement sur l'évolution positive de l'IDH. Ainsi, une augmentation de 1 pour cent des envois de fonds par tête engendre une augmentation de 0,0008 pour cent de l'IDH. Et qu'une augmentation de 1 pour cent des dépenses par tête entraine une croissance de 0,002 pour cent par an de l'IDH.

Sur le plan microéconomique, il a été constaté que les indicateurs de privation de bien être (Habitat, biens durables, et éducation) ont diminué et que les statistique η de Kakwani (1990) sont négatives et significatives. Il apparait que les ménages bénéficiaires des envois de fonds sont relativement moins privés en biens essentiels comparés aux ménages non bénéficiaires des envois de fonds. Le calcul de l'indice multidimensionnel fait apparaître que la privation en bien d'équipement explique 51 pour cent de la pauvreté non monétaire. L'île d'Anjouan (qui est la plus pauvre monétairement) explique la moitié de la pauvreté non monétaire. Il apparait aussi que les ménages bénéficiaires des envois de fonds ont plus accès aux actifs (habitat, équipement et éducation) que les ménages qui ne bénéficient pas des envois de fonds. Néanmoins, en ce qui concerne l'éducation primaire, il n'y a pas une différence sur la scolarisation des enfants entre les deux catégories de ménages.

Une étude économétrique pour déterminer un lien éventuel entre la pauvreté monétaire et la pauvreté non monétaire a été effectuée auprès des deux catégories des ménages : les non bénéficiaires et les bénéficiaires des envois de fonds. Il apparait que (i) pour les ménages non bénéficiaires des envois de fonds, la privation des actifs «habitat» et « biens durables » augmente la probabilité de pauvreté

[63] composé des pays appartenant aux nations unies et qui disposent d'un IDH
[64] Les données sur l'IDH d'avant 1990 ont été estimées sur la base de l'évolution de l'IDH de 1990 à 2010.

monétaire. Par contre, la scolarisation des enfants augmente la probabilité de pauvreté monétaire. (ii) En ce qui concerne les ménages bénéficiaires des envois de fonds, les résultats sont identiques au cas précédent concernant les ménages non bénéficiaires des envois de fonds. A la seule différence que les coefficients des variables explicatives ne sont pas significatifs.

C-2 Les implications de politique économique

Au regard de l'importance que jouent les envois de fonds dans le monde, et particulièrement aux Comores, cette présente étude vient compléter deux autres études réalisées antérieurement, dans le domaine des envois des fonds aux Comores. Il s'agit de celle effectuée en 2003 par la Banque Mondiale et celle réalisée en 2004 par JP Lachaud. Aujourd'hui, les envois de fonds constituent pour les Comores la première source extérieure de financement, loin devant l'Aide Publique au développement. Si l'on sait que les Comores est un petit pays dont presque la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (44,8 pour cent) et qu'il ne dispose pas de ressources naturelles, il apparait que les ressources extérieures, notamment les envois de fonds constituent les principales sources de financement de la croissance économique et de la lutte conte la pauvreté. Les résultats obtenus dans cette étude fournissent quelques pistes de réflexion en matière de politique économique aux Comores.

En ce qui concerne par exemple, la pauvreté nationale, il a été démontré que les envois de fonds des migrants contribuent à réduire de -3,5 pour cent le taux de pauvreté national. Autrement dit, le taux de pauvreté actuel qui touche 44,8 pour cent des individus, serait égal à 46,4 pour cent en l'absence des envois de fonds. Il apparait ainsi, que toute politique de lutte contre la pauvreté nécessite une prise en compte du volet «envois de fonds de la diaspora comorienne». Il convient de rappeler ici que les Comores sont en cours d'exécution d'un programme FRPC[65], suivi par les services du FMI et de la Banque mondiale. L'objectif principal de ce programme est de parvenir à l'un des objectifs du millénaire pour le développement (OMD), à savoir la réduction de moitié, de la pauvreté aux Comores, d'ici 2015. A l'issue de cette étude, il est apparu que les envois de fonds des migrants contribuent à la réduction de la pauvreté. Il est alors important de bâtir une stratégie qui prendra

[65] Facilité de Réduction de la Pauvreté et de Croissance économique

en compte les envois de fonds pour permettre plus davantage de réduction de la pauvreté. Certes, le caractère privé, souvent individualisé et à des fins sociaux, des envois de fonds ne permet pas une mise en place d'une politique gouvernementale unilatérale pour canaliser les envois de fonds. Par conséquent, il y a lieu de réfléchir sur des politiques d'incitation à la bonne utilisation des envois de fonds, afin que ces flux financiers puissent contribuer davantage à la réduction de la pauvreté aux Comores.

Toutefois, nombreux chercheurs ont supposé que l'ampleur de l'impact sur le développement des envois de fonds dans les pays bénéficiaires dépendait de la manière dont cet argent était dépensé. C'est ainsi que, de nombreux ouvrages ont étudié l'utilisation de l'argent transféré pour la consommation, le logement, l'achat de terrains, l'épargne et l'investissement productif. Il n'y a pas de doute que le fait de consacrer cet argent à l'investissement entrepreneurial influe directement et de façon positive sur l'emploi et la croissance. Toutefois, d'autres chercheurs ont démontré que même si l'argent transféré est affecté à la consommation et à l'achat immobilier, il peut y avoir divers effets indirects sur la croissance économique. Parmi ces effets figurent le déblocage d'autres ressources pour l'investissement et la production d'effets multiplicateurs. S'agissant des Comores, les fonds transférés par les émigrés sont le plus souvent dépensés pour satisfaire des besoins essentiels de consommation, de l'éducation, des soins de santé et de construction. A cet effet, plus de 70 pour cent des envois de fonds est destiné à des dépenses de consommation. Cette situation est similaire à beaucoup de pays en développement. Ce qui a conduit certains chercheurs à supposer que tant que les pays en développement n'auront pas atteint un certain niveau de bien être, les ménages continueront d'afficher les mêmes habitudes de dépenses de consommation, Lowell et de la Garza (2000). Par ailleurs, selon des études économiques récentes, les fonds transférés peuvent exercer un effet multiplicateur considérable même quand ils ne sont pas investis. Un dollar provenant d'un transfert qui est dépensé pour satisfaire des besoins essentiels stimule le commerce de détail, ce qui dynamise la demande de biens et de services, et celle-ci stimule à son tour la production et l'emploi, Lowell et de la Garza (2000).

Des études réalisées sur des modèles de migration et d'envois de fonds ont montré que si les migrants sont des travailleurs peu qualifiés, le bien-être du pays de départ s'accroît dès lors que les montants transférés sont supérieurs à la perte de revenus intérieurs, Quibria (1997). Cette situation correspond –elle à celle des

Comores ? Il convient alors d'évaluer la perte de revenus qu'auraient engendré les quelques 300 000 comoriens vivant à l'étranger s'ils étaient restés aux Comores[66].

Tableau C1 : Envois de fonds et pertes de revenus dues à la migration en 2004

	Montant en Fc	Montant en $
envoi des fonds	26 581 000 000	69 950 000
Pertes de revenus [67]	7 872 000 000	20 715 789

Source : Banque Centrale des Comores 2004, et estimation des revenus (EIM 2004) 1$ = 380 Fc

Il apparait ainsi dans le tableau C1, que les pertes de revenus dues à l'émigration sont largement inférieures au montant des envois de fonds aux Comores. Ce qui confirme les résultats antérieurs sur les bienfaits économiques de la migration et des envois de fonds.

La basse qualification des migrants comoriens et les aspects sociaux liés aux envois de fonds peuvent ils seuls, expliquer la motivation de consommation des envois de fonds aux Comores ? Existeraient – t - ils d'autres facteurs contraignants qui ne favorisent pas l'orientation de ces flux financiers vers des investissements productifs ? Certaines études ont montré que les investissements productifs des ménages ne dépendent pas du revenu mais plutôt des taux d'intérêt, du prix des actions, de la solidité des politiques macroéconomiques et de la stabilité de la croissance économique, Puri et Ritzema (1999). Une politique visant à orienter les dépenses des envois de fonds des ménages comoriens vers des activités plus productives nécessiterait alors la prise en compte de ces différents facteurs économiques.

Les envois de fonds n'ont pas que des effets positifs sur l'économie comorienne. Les envois de fonds produisent une demande supérieure à la capacité de l'économie. Et comme cette demande concerne des biens marchands, il y a un effet inflationniste qu'on observe assez souvent au mois de juillet août (période de grande affluence de la diaspora comorienne qui est aussi la période des grands mariages). L'effet inflationniste est bien évidemment défavorable au bien-être de la population, surtout à celle qui ne bénéficie pas des envois de fonds. Par ailleurs, les envois de fonds encouragent constamment l'émigration des personnes d'âge actif et crée une certaine dépendance des bénéficiaires qui s'habituent à disposer de

[66] Sachant que les deux tiers de cette population est inactive (les jeunes moins de 18 ans et les étudiants), la population émigrée active est évaluée à 100 000 comoriens.

[67] Est égale au revenu moyen du 1er quartile (78 720 Fc) multiplié par 100 000

l'argent facile. Or, tous ces facteurs risquent de perpétuer la dépendance économique, ce qui compromet les perspectives de développement, Buch *et al*., (2002). Dans le même ordre d'idées, les envois de fonds aux Comores s'inscrivent dans un contexte de déficit d'information et d'incertitude économique, il se pourrait qu'il y ait là un important problème de risque moral engendrant un effet préjudiciable pour la croissance économique. Étant donné l'impact de cet argent sur le revenu, les gens pourraient se permettre de travailler moins, diminuant ainsi l'offre de main-d'œuvre. Utilisant la méthode des panels sur un large échantillon de pays, Chami *et al*. (2003) ont constaté que les envois de fonds exercent un effet défavorable sur l'emploi et la croissance économique (ce qui, selon les auteurs, témoigne de la gravité du problème de risque moral dont ils s'accompagnent).

C-3 Les prolongements possibles

Au terme de cette étude, on peut dire que du chemin a été parcouru permettant de mieux connaitre et de mieux comprendre les mécanismes qui fondent les envois de fonds aux Comores et son impact sur la pauvreté et l'économie en général. Il est toutefois important de souligner que cette étude n'est qu'un début et que d'autres études à venir pourraient élucider et compléter certains aspects non abordés dans cette recherche et qui pourraient être pertinents. Il s'agit par exemple de comprendre la dynamique des envois de fonds aux Comores. Certaines études montrent que les envois de fonds tendront à diminuer avec le temps. En effet, les envois de fonds aux Comores ont une motivation plus familiale et sociale. Cet attachement familial et social dans le pays d'origine pourrait ne plus avoir la même intensité avec les futures générations. Certes, il est encore tôt pour pouvoir tirer une conclusion pour le cas des Comores. En effet, les premières vagues de migration vers la France datent des années 1970. Ce qui explique qu'on assiste aujourd'hui à une croissance continue des envois de fonds par tête, sans pour autant être rassuré que ce rythme de croissance sera maintenu dans les années à venir avec les futures générations.

Aujourd'hui, les études réalisées sur le comportement des deuxièmes générations d'émigrés en matière d'envois de fonds, ne sont pas nombreuses et les conclusions ne sont pas substantielles. Les rares études effectuées dans ce sens ont montré qu'une minorité seulement des émigrés de la deuxième génération ont des liens avec leur pays d'origine. Ainsi, Rubén Rumbaut (2001) a suivi 2.500 personnes

issues de la deuxième génération des migrants aux États-Unis. Ces migrants sont originaires des pays du Sud-est asiatique, d'Amérique latine, du Mexique et de la Chine. Il a constaté que seulement 2.4 pour cent de ceux-ci avaient un niveau élevé d'attachement avec le pays d'origine. Il avait défini par niveau élevé d'attachement, le fait d'avoir visité au moins une fois par an le pays et avoir envoyé des fonds au moins une fois par an dans le passé. Par ailleurs, sur la base d'un éventail de populations migrantes, des études ont été réalisées sur le fondement de l'attachement qu'ont les migrants avec leur pays. La conclusion de ces études est que le facteur qui encourage le plus l'attachement des migrants à leur pays d'origine est la connaissance de la langue nationale. C'est la langue, plus que la terre et l'histoire, qui se dégageait comme la forme la plus essentielle pour les migrants d'appartenir à un pays d'origine, Ignatieff, (1993) cités dans Rumbaut, (2001). En outre, il apparaissait aussi que la connaissance du pays d'origine ; de la participation religieuse, de la tradition ; d'avoir la citoyenneté dans le pays d'accueil augmentent l'attachement des migrants de la génération à leur pays d'origine. Rumbaut a par ailleurs constaté que la fréquence des envois de fonds est étroitement liée à l'attachement subjectif et de l'engagement patriotique au pays d'origine (2002). Il n'est pas donc surprenant que les jeunes qui sont les plus souvent exposés à devenir des nationalistes augmentent au fur et à mesure leur lien avec leur pays d'origine, Fouron et Glick-Schiller (2002).

En appliquant la méthodologie de cette étude à la deuxième génération des émigrés du Tonga (des îles dans le pacifique, premier bénéficiaire des envois de fonds au monde en terme de PIB par habitant : 42 pour cent), il a été constaté que les facteurs contribuant à l'entretien des liens avec le pays d'origine, sont : la langue tongane, le statut de population d'outre-mer, l'implication religieuse dans la vie des églises, le désir des jeunes générations d'appartenir à une communauté par la contribution financière aux différents projets de Tonga, Kasinitz, Mollenkopf et Anil (2002) . Ainsi pour que les jeunes générations augmentent leur attachement avec leur pays le « Tonga », il y a lieu de favoriser toutes les activités qui consolident le sens d'appartenir à une communauté, notamment, en fournissant les services et les ressources requis pour améliorer l'éducation et la culture.

Il y a lieu ainsi de faire une étude similaire à ce qui est réalisée au Tonga pour le cas des Comores, pour mieux cerner le comportement intergénérationnel lié au cycle de vie des migrants. Certes de telles études et recherches seront plus

exigeantes en données statistiques. C'est pour cela qu'il y a lieu de renforcer davantage les capacités de collecte des données sur la migration et les envois des fonds aux Comores. A cet effet, l'organisation d'une enquête en France comme aux Comores, sur la migration et les envois de fonds serait nécessaire. Par la suite, l'idée d'un observatoire des envois de fonds aux Comores à l'instar de ce qui se passe déjà dans les pays à fort taux d'envois de fonds d'Amérique latine, notamment le Mexique serait une des voies pour assurer un suivi régulier des envois de fonds.

Enfin, la mise en place d'un mécanisme d'information et d'incitation à une orientation des envois de fonds vers des activités productrices est à prévoir pour mieux fructifier les effets des envois de fonds sur la réduction de la pauvreté aux Comores. L'exemple du projet Co développement mise en œuvre aux Comores par la coopération française est une piste de réflexion à développer dans le futur. En effet, ce projet avait comme objectif de valoriser les envois de fonds de la diaspora à travers des projets productifs et à mettre à la disposition des Comores les compétences de la diaspora comorienne, à travers le financement des missions d'assistance technique de la diaspora aux Comores. Une adaptation qui répondrait aux aspirations liées à la faible qualification d'une grande majorité de la diaspora comorienne est nécessaire.

A cet effet, de par leur faible qualification et de par leur attachement aux dépenses liées aux obligations sociales, la diaspora comorienne ne dispose pas beaucoup de marges de manœuvres dans l'orientation des envois de fonds ; ils sont contraints de reproduire les schémas d'utilisation des envois de fonds tels que tracés bien longtemps par les premiers migrants : « des envois de fonds à usage sociale et coutumière ». Ces motivations se transmettent de génération en génération de telle sorte qu'il est difficile pour beaucoup de migrants de revoir un autre circuit de motivation que celle déjà suivie par une grande majorité d'entre eux. L'effet de mode et d'imitation est assez classique dans les envois de fonds à destination des Comores. Eu égard de ces éléments, une réorientation des motivations d'envois de fonds nécessite un travail en amont et en aval : auprès des migrants et auprès des bénéficiaires des envois de fonds.

Au terme de cette recherche, il serait trop tôt de pouvoir arrêter des pistes de solutions pour une meilleure canalisation des envois de fonds. Le peu qu'on puisse dire à ce stade est qu'une investigation doit être effectuée pour déterminer

l’ensemble des facteurs qui pourraient aider à mettre en place un mécanisme de suivi, et d’incitation à des investissements plus productifs des envois de fonds.

Bibliographie

Abdourahim Said (1983), Mariage à Ngazidja, fondement d'un pouvoir, thèse de IIIe cycle, université de Bordeaux-III, 338 p,

Abdourahim Said (1984), « Le mariage coutumier dans l'île de Ngazidja », Ya Mkobe, 2 : 3-6,

A.B.Zahlan (1980), "The Problematique of the Arab Brain Drain", 1-19, Ithaca Press, London, 1981. Also published in Arab Studies, Quarterly 2, 318-331, 1980. In Arabic: in Al-Mustaqbal Al- Arabi 5, 6-17,

Adams R. (1991), "The Effects of International Remittances on Poverty, Inequality, and Development in Rural Egypt," Research Report 86, *International Food Policy Research Institute*,

Adams R. (1993), "The Economic and Demographic Determinants of International Migration in Rural Egypt." *Journal of Development Studies* 30(1):146–67,

Adams, R (1998), "Remittances, Investment, and Rural Asset Accumulation in Pakistan," *Economic Development and Cultural Change* (October): 155–73,

Adams, R (2004) Remittances and Poverty in Guatemala, World Bank Policy Research Working Paper 3418, September 2004,

Adams, R (2003). International Migration Remittances, and the Brain Drain: A Study of 24 Labor-Exporting Countries. World Bank, Washington, DC,

Adams, R et Page, (2005) Do International Migration and Remittances Reduce Poverty in Developing Countries?, World Development Vol. 33, No. 10, pp. 1645–1669,

Adams, R (2006). "Remittances, poverty, and investment in Guatemala." In Çaglar Özden and Maurice Schiff (eds.), op. cit,

Adams, R (2006). "Remittances and poverty in Ghana", World Bank Policy Research Working Paper 3838 (World Bank, Washington, DC),

Adams, R (2007). "International remittances and the household : analysis and review of global evidence," Policy Research Working Paper Series,

Adams, R (2009). The Determinants of International Remittances in Developing Countries, World Development Vol. 37, No. 1, pp. 93–103, 2009,

Agarwal, R. et Horowitz, A. W. (2002). Are international remittances altruism or insurance ? Evidence from Guyana using multiple-migrant households. *World Development, 30*(11), 2033-2044,

Agunias et Dovelyn Rannveig. (2006). Remitances and Development: Trends, Impacs, and Policy Options.Migration Policy Institute, Washington, DC,

ALKIRE, S. (2006) « Choosing Dimensions: the Capability approach and Multidimensional Poverty », *in* Kakwani, N., Silber, J. *The Many Dimensions of Poverty*, Washington : Palgrave McMillan,

Alper, A.M. and B. Neyapti. (2006). "Determinants of workers' remittances: Turkish evidence from high-frequency data." Easern European Economics, Vol. 44, No. 5, pp. 91–100,

Amuedo-Dorantes, C. and S. Pozo, (2006b), “Remittances as insurance: evidence from Mexican immigrants.” *Journal of Population Economics* 19: 227–254,

Anderson J.M., (1991), Immigrant women speak of chronic Illness : the social construction of the devalued self. Journal of Advanced Nursing. 16. p. 710-717,

Appleyard R. (1992) Migration and Development: An Unresolved Relationship. *International Migration* 30:251-66,

Atkinson, A.B., (2003). Multidimensional deprivation: contrasting social welfare and counting approaches. Journal of Economic Inequality 1, 51-65,

BAFD, Mohamed Bourenane, (2007), « les transferts de fonds des migrants, un enjeu de développement, Les Comores », : Mali, Maroc, Sénégal,

BAFD, (2009) « L’approche de la Banque en matière de transferts de fonds des migrants », l’initiative migrations et développement, OIVP,

Bagnasco, Arnaldo (1999), Tracce di comunità. Bologna: il Mulino, p.14,

Banerjee B., (1983), « Social Networks in the Migration Process : Empirical Evidence on Chain Migration in India », *The Journal of Developing Areas*, 17, pp. 185-196,

Banque Centrale des Comores , (2008), Evolution de la situation économique, financière et monétaire des Comores au cours de l’année 2007, Rapport annuel 2008,

Banque Européenne d’Investissement, (2006) « Etudes sur les transferts de fonds des migrants méditerranéens d’Europe », publication 2006,

Banque Mondiale, (2003) : Les Transferts de la diaspora comorienne, rapport d’études

Banque Mondiale [2000], Rapport 2000/2001: “Une vision multidimensionnelle de la pauvreté »,

Banque Mondiale, Dilip Ratha, Sanket Mohapatra, and Ani Silwal, (2009) “Outlook for Remittance Flows 2009-2011: Remittances expected to fall by 7-10 percent in 2009, Migration and Development Brief 10,

BAROU Jacques, (1978) - Travailleurs africains en France. Rôle des cultures d'origine - Presses Universitaires de Grenoble, Publications Orientalistes de France, 162 p,

Barro, R., (1991), “Economic Growth in a Cross Section of Countries,” *Quarterly Journal of Economics*, 106, 2, 407-43,

Barry, K., (2006) “Home and away: The construction of citizenship in an emigration context.” New York University Law Review, Vol. 81, No. 1, pp. 11–59,

Bauer, T. and K. Zimmermann, (1998) “Causes of international migration: A survey.” In P. Gorter, P. Nijkamp and J. Poot (eds.), Crossing Borders: Regional and Urban Perspectives on internaional Migation. Ashgate, Aldershot,

Bateson, G. et alii (1981). La nouvelle communication, Seuil, Paris (textes réun. et prés. par Y. Winkin),

Bencherifa, Abdellatif, (1996) L’impact de la migration internationale sur le monde rural marocain. Centre d’Etudes et de Recherches Démographiques, Rabat,

Bernheim, B.D., A. Shleifer and L.H. Summers, (1985), “The strategic bequest motive,” *Journal of Political Economy*, 93 (6): 1045–1076,

Berriane, Mohamed. (1997), “Emigration internationale du travail et mirco-urbanisation dans le rif oriental: Cas du centre de Taouima (Région de Nador, Maroc).” Migation internationale et changements sociaux dans leMaghreb: Actes du colloque internationale du Hammamet, Tunisie (21–25 juin 1993). University of Tunis, Tunis,

Bertin, Alexandre, (2007), *Définir la pauvreté aujourd'hui*, LMU- Le mensuel de l'Université-Magasine InterUnuiversitaire.htm, juillet 2007,

Bichaka, Fayissa (2008), The Impact of Remittances on Economic Growth and Development in Africa: case of Burkina Faso, Department of Economics and Finance, Middle Tennessee State University, Working paper series, February 2008,

Blanchy Sophie, (1992), - Famille et parenté dans l'archipel des Comores, *Le journal des africanistes,* tome 62, fascicule 1, **p.** 7-53,

Blanchy Sophie (1996), « Le partage des boeufs dans le mariage coutumier de la Grande Comore », *Journal des Africanistes*, 66 (1-2) : 168-202,

Blanchy, S. (1998a). Le « châle » ou le « foulard » : Choix religieux et identitaire de deux femmes comoriennes. *Journal des Africanistes, 68,* 123-142,

Blanchy, S. (1998b). Les Comoriens, une immigration méconnue. *Hommes et Migrations*, *1215*, 5-19,

Blue, S.A. (2004). “State policy, economic crisis, gender, and family ties: Determinants of family remittances to Cuba.” Economic Geography, Vol. 80, No. 1, pp. 63–82,

Böcker A. (1994). Chain Migration over Legally Closed Borders: Settled Migrants as Bridgeheads and Gatekeepers. *Netherlands' Journal of Social Sciences* 30:87-106,

Boone, Peter, (1994), “The Impact of Foreign Aid on Savings and Growth,” Center Economic Performance, Working Paper, London School of Economics, No. 677, 1994,

Bourdieu, (1980)**,** *Actes de la recherche en sciences sociales et* « Le capital social N°31»,

Bourdieu, Pierre and Loïc Wacquant, (1992), *An Invitation to Reflexive Sociology*. Chicago: The University of Chicago Press,

Bourdieu, 2006, Le capital social, Sciences Humaines n°186 -, p.57,

Bourguinon, Chakravarty, (1998 ;2002), Multidimensional Poverty Ordering, Theory and Applications, Oxford University Press, New York - Chapter 18 - Book « Arguments for a Better World-Essays in Honor of Amartya Sen » - Volume I Ethics, Welfare and Measurement - Edited by Kaushik Basu adn Ravi Kanbur, 2009,

Bouvet, H., (1985) "Éducation et formation aux *Comores*" dans Études Océan Indien, no 5, Paris, INALCO**,**

Brian A. BARTON, (1976), La migration comme un investissement en capital humain: considérations théoriques et application au Québec et au Canada, Cahiers québécois de démographie, Vol. 5, no 3 s p é c i a l,

Brown, R.P.C. (1994) Consumption and Investments from Migrants’ Remittances in the South Pacific. International Labour Organization, Geneva,

Buch, C. et A. KUCKULENZ (2004), Worker Remittances and Capital Flows to Developing Countries, ZEW (Centre for European Economic Research) Discussion Paper no 04-31, ZEW, Mannheim,

Buch, C., A. KUCKULENZ et M. LE MANCHEC (2002), Worker Remittances and Capital Flows, Kiel Working Paper no 1130, Kiel Institute for World Economics, Kiel,

Campos, Nugent [2002], Who is Afraid of Political Instability? ", Journal of Development Economics , Vol. 67, pp. 157-172. Delhommais P. A.,

Carine DRAPIER, (1997), Les motifs de migrations et de transferts, une revue de littérature centrée sur les conséquences attendues pour les pays en voie de développement, Revue Région et développement N°6-1997,

Centre for Development Research. (2002), The Migration-Development Nexus. Centre for Development Research, Copenhagen,

Chakravarty, S.R., Mukherjee, D., Ranade, R.R. (1997), « On the family of subgroups and factor decomposable measures of multidimensional poverty », Séminaire de l'URA, Université Montesquieu – Bordeaux IV.

Chami, R., C. Fullenkamp et S. JASHJAH (2003), Are Immigrant Remittance Flows a Source of Capital for Development?, International Monetary Fund (IMF) Working Paper no 03/189, IMF, Washington, DC.

Chami, R., C. Fullenkamp and S. Jahjah. (2005) "Are immigrant remittance flows a source of capital for development?" International Monetary Fund Staff Papers, Vol. 52, No. 1, pp. 55–81,

Chant, S. and S.A. Radcliffe. (1992) "Migration and development: The importance of gender." In S. Chant (ed.), Gender and Migration in Developing Countries. Belhaven Press, London,

Chappellet François, (1958), - *Le problème démographique et de l'émigration* ***en*** *Grande Comore.* - Paris, 82 p. (mémoire de l'ENFON),

Chiaroni Jacques, (2003), Etude anthropogénétique de la population comorienne de Marseille, Thèse de Doctorat à l'Université de la Méditerranée,

Chouzour Sultan, (1989), - Le pouvoir de **l** 'honneur. Essai sur l 'organisation sociale traditionnelle de Ngazidja et sa contestation, - Paris, INALCO, 506 p. (thèse de doctorat),

Coleman James S. (1988), « Social Capital in the Creation of Human Capital », American Journal of Sociology, vol. 94, supplement, pp. 95-120,

Coleman, James S. (1990), The American Sociologist, Volume 28, Number 2, 82-87,

Connell J. and Conway D., (2000), "Migration and Remittances in Island Microstates: A Comparative Perspective on the South Pacific and the Caribbean", *International Journal of Urban & Regional Research*, March, vol24 1 52 78,

Cox, D., Z. Eser, and E. Jimenez, (1998), "Motives for private transfers over the life cycle: An analytical framework and evidence for Peru," *Journal of Development Economics*, 55: 57–80,

Cox Edwards, Alejandra and Manuelita Ureta. (2003), “International migration, remittances, and schooling: Evidence from El Salvador.” Journal of Development Economics, Vol. 72, No. 2, pp. 429–461,

Craciun, C. (2006), Migration and Remittances in the Republic of Moldova: Empirical Evidence at Micro Level. National University "Kyiv-Mohyla Academy",

Defoort Cécily; (2007), Migrations qualifiées et capital humain : nouveau enseignements tirés d’une base de données en panel : Thèse de Doctorat en économie,

De Haan, Arjan, Karen Brock, Grace Carswell, Ngolo Coulibaly, Haileyesus Seba and Kazi Ali Toufique. (2000), Migration and Livelihoods: Case Studies in Bangladesh, Ethiopia and Mali. Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton,

De Haas H.. (1998), “Socio-economic transformations and oasis agriculture in southern Morocco.” In Leo de Haan and Piers Blaikie (eds.), Looking atMaps in the Dark: Directions for Geographical Research in Land Managemen and Sustainable Development in Rual and Uban Environments of the Third World. KNAG, Utrecht, and FRW UvA, Amsterdam,

De Haas H. (2003), *Migration and Development in Southern Morocco: The Disparate Socio-Economic Impacts of Out-Migration on the Todgha Oasis Valley.* . Unpublished PhD Thesis. Radboud University, Unpublished PhD Thesis. Nijmegen,

De Haas H. (2005), International migration, remittances and development: Myths and facts. *Third World Quarterly* 26:1269-84,

De Haas, Hein and Roald Plug. (2006), “Cherishing the goose with the golden eggs: Trends in migrant remittances from Europe to Morocco 1970–2004.” International Migration Review, Vol. 40, No. 3, pp. 603–634,

De Haas H. (2006a.), Migration, remittances and regional development in Southern Morocco. *Geoforum* 37:565-80,

De Haas H. (2006b), Turning the tide? Why 'development instead of migration' policies are bound to fail International Migration Institute, University of Oxford,

De Haas H. (2007a.) Morocco's Migration Experience: A Transitional Perspective. *International Migration* forthcoming,

De Haas, Hein and Roald Plug. (2006) “Cherishing the goose with the golden eggs: Trends in migrant remittances from Europe to Morocco 1970–2004.” International Migation Review, Vol. 40, No. 3, pp. 603–634,

De Haas H.. (2007b.), “Morocco’s migration experience: A transitional perspective.” international Migation, Vol. 45,

De Haas H.. (2009) “Intra-household tensions and conflicts of interest in migration decision making”: A case study of the Todgha valley, Morocco,

De Janvry Alain, Elisabeth Sadoulet, and Nong Zhu, (2005), The Role of Non-Farm Incomes in Reducing Rural Poverty and Inequality in China,

De la Briere, B., E. Sadoulet, A. de Janvry, and S. Lambert, (2002), ‘‘The Roles of Destination, Gender, and Household Composition in Explaining Remittances: An Analysis for the Dominican Sierra,’’ *Journal of Development Studies* 68(2):309–28,

Direche-Slimani K, (2002) les comoriens à Marseille, d’une mémoire à l’autre,

Djajic S. (1997), Emigration and welfare in an economy with foreign capital, Journal of Development Economics, Vol. 56 1998 433–445,

Docquier, F. and H. Rapoport, (1998), “Are migrant minorities strategically self-selected?” *Journal of Population Economics*, 11: 579–88,

Durand, J., W. Kandel, E.A. Parrado, and D.S. Massey, (1996), ‘‘International Migration and Development in Mexican Communities,’’ *Demography* 33(2): 249–64,

Durlauf, Fafchamps, (2004), Social Capital, Departement of Economics University of Wisconsin, 1180 Observatory Drive, Madison WI 53706-1393, United States,

Dustmann, C. and O. Kirchkamp, (2002), “The optimal migration duration and activity choice after re-migration,” *Journal of Development Economics* Vol. 67: 351–372,

Easterly, William and Ross Levine, (1997), “Africa’s Growth Tragedy: Policies and Ethnic Divisions,” *The Quarterly Journal of Economics*, 112 (4): 1203- 1250,

Edwards (B.), Foley (M.W.), (1998), « Civil society and social capital beyond Putnam », American Behavioral Scientist 42 (1), pp. 124-139,

Edwards (B.), Foley (M.W.), (1999), « Is it time to desinvest in social capital ?», Journal of Public Policy 19 (2), pp. 141-173,

Eisen A., (1994). Survey of neighborhood-based, comprehensive community empowerment initiatives. Health Education Quaterly, 21 (2), 235-252,

Fayissa, Bichaka and Mohammed El-Kaissy, (1999), “Foreign Aid and the Economic Growth of Developing countries (LDCs): Further Evidence” *Studies in Comparative International Development*, 34 (3), (September 1999): 37-50,

Fayissa, Bichaka, (2008), The Impact of Remittances on Economic Growth and Development in Africa, WORKING PAPER SERIES , Department of Economics and Finance, Middle Tennessee State University,

Fouron, G. E., and Glick Schiller, N., (2002), ‘The Generation of Identity: Redefining the Second Generation Within a Transnational Social Field’, in Levitt, P. and Waters, M. C., 2002, The Changing face of Home the Transnational Lives of the Second Generation, Russell Sage Foundation, New York,

Fokkema, Tineke and George Groenewold. (2003), “De migrant als suikeroom.” DEMOS, Vol. 19, June/July,

Foster, A. D., & Rosenzweig, M. R. (2001). Imperfect Commitment, Altruism, and the Family: Evidence from Transfer Behaviour in Low-Income Rural Areas. *The Review of Economics and Statistics, 83*(3), 389-407,

Foster, J., Greer, J., and Thorbecke E. (1984), "A class of decomposable poverty measures; Econometrica 52: 761-765,

Frank André Gunder, (1969), Capitalism and underdevelopment in Latin America. New York: Monthly, Review Press,

Frank, R. and R.A. Hummer. (2002). “The other side of the paradox: The risk of low birth weight among infants of migrant and non migrant households within Mexico.” international Migration Review, Vol. 36, No. 3, pp. 746–765,

Fukuyama F. (1995), Trust. The Social Virtues and the Creation of Prosperity, The Free Press, New-York. Version française de 1997, La confiance et la puissance. Vertus sociales et prospérité économique, Plon, France.

Gammage, S. (2006), "Exporting people and recruiting remittances: A development strategy for El Salvador?" Latin American Perspectives, Vol. 33, No. 6, pp. 75–100.

Gary S. Becker (1965), A Theory of the Allocation of Time," Economic]ournal 75 (299), pp ... 1974**), ·**

Géraldine Vivier, (1996), Les migrations comoriennes en France : histoire de migrations coutumières / - Paris : Centre français sur la Population et le Développement, 1996. - 38 p. (Les dossiers du CEPED ; no 35),

Germenji, E., Beka, I., & Sarris, A. (2001). Estimating remittance functions for rural-based Albanian emigrants. Working paper, ACE research project, P97-8158-R,

Ghosh, Bimal. (2006), Migrants' Remittances and Development: Myths, Rheoric and Realities International Organization for Migration, Geneva, and The Hague Process on Refugees and Migration, The Hague,

Gibson C.H., (1991), A concept analysis of empowerment. Journal of Advanced Nursing, 16, 354-361,

Giuliano et Ruis-Arranz (2005), Remittances, Financial Development, and Growth, IMF Working Paper 03/189, Washington: International Monetary Fund,

Gupta, Sanjeev, Catherine Pattillo, and Smita Wagh, (2007), "Making Remittances Work for Africa," *Finance & Development*, 44, No. 2: 1-9,

Gustafsson B. et N. Makonnen (1993), "Poverty and Remittances in Lesotho", Journal of African Economies, 2, 49-73,

Glytsos, Nicholas, P. (1988), "Remittances in Temporary Migration: A Theoretical Model and its Testing with the Greek-German Experience" Weltwirtschaftliches Archiv, Band 124, Heft 3, pp. 524-549,

Glytsos, Nicholas, P. (1997), "Remitting Behaviour of Temporary and Permanent Migrants: The Case of Greeks in Germany and Australia", Labour, Vol. 11, No. 3, Autumn, pp. 409-435,

Glytsos, Nicholas, P. (2000), "Determinants and Effects of Migrant Remittances: A Survey", Chapter 12 in Slobodan Djajić (ed.) International Migration: Trends, Policies and Economic Impact. Routledge, London and New York (forthcoming),

Glytsos, Nicholas (2002), "A Model of Remittance Determination Applied to Middle East and North Africa Countries", N°73, April 2002, Centre of Planning and Economic Research, 22, Hippokratous Street, 106 80 Athens, Greece,

Guarnizo, Luis, Alejandro Portes and William Haller. (2003), "Assimilation and transnationalism: Determinants of transnational political action among contemporary migrants." American Journal Sociology, Vol. 108, No. 6, pp. 1211–1248,

Gundel, J. (2002). "The migration-development nexus: Somalia case study." International Migration, Vol. 40, No. 5, pp. 255–281,

Hajjarabi, Fatima. (1995). “Femmes, famille et changement social dans le Rif.” Le Maroc et la Hollande. Une approche comparative des grands intérêts communs. Université Mohammed V, Rabat,

Hampshire, K. (2006). “Flexibility in domestic organization and seasonal migration among the Fulani of northern Burkina Faso.” Africa, Vol. 76, No. 3, pp. 402–426,

Harris J.R., TODARO M.P. (1970), "Migration, unemployment and development, a two-sector analysis", *American Economic Review,* vol. 60, pp. 126-142,

Hawley et MC WHIRTER E., (1991). Empowerment in counseling. Journal of Counseling & Development, 69. 222-227,

Hein de Haas; (2002) Migration and development a theoretical perspective, , Working papers, IMI,

Heinemeijer, W.F., J.A. van Amersfoort, W. Ettema, P. De Mas and H. van der Wusten. (1977), Partir pour rester, une enquête sur les incidences de l’émigration ouvrière à la campagne marocaine.NUFFIC, Den Haag,

Heller, P., (1975), "A Model of Public Fiscal Behavior in Developing Countries: Aid Investment and Taxation," American Economic Review, 65: 429-445,

Hoddinott, J., (1994), “A model of migration and remittances applied to Western Kenya,” *Oxford Economic Papers*, 46: 450–75,

Hoddinott. J and Christopher Adam **,** (1998), “Markets, Deforestation and Female Time Allocation in Rural Pakistan,”, Testing Nash – Bargaining Household Models with times series data Ilahi, Nadeem and Saqib Jafarey, Department of Economics, McGill University. Mimeograph,

Ilahi et Jafarey (1999), The Intra-household Allocation of Time and Tasks, in Rural Pakistan,” Department of Economics, McGill University. Mimeograph,

Itzigsohn, J. (1995). Migrant Remittances, Labour Markets, and Household Strategies: A Comparative Analysis of Low-Income Household Strategies in the Caribbean Basin. Social Forces, Vol. 72 (No. 2),

James J. Heckman, (1979), Sample Selection Bias as a Specification Error, *Econometrica*, Vol. 47, No. 1, pp. 153-161,

Johnson, G. and W. Whitelaw, (1974), “Urban-Rural Income Transfers in Rural Kenya: An Estimated Remittance Function,” *Economic Development and Cultural Change 22*: 473–79,

Jokisch, B.D. (2002). “Migration and agricultural change: The case of smallholder agriculture in highland Ecuador.” Human Ecology, Vol. 30, No. 4, pp. 523–550,

Jones, Richard C. (1998a.) “Introduction: The renewed role of remittances in the New World Order.” Economic Geography, Vol. 74, No. 1, pp. 1–7,

Jones, RC (1998a) Introduction: the renewed role of remittances in the New World Order, Economic Geography, 74 (1), pp 1 – 7,

Kakwani, Nanak, (1993) "Statistical Inference in the Measurement of Poverty", *Review of Economics and Statistics* 75: 632-63 9,

Kanaiaupuni, S.M. and K.M. Donato. (1999). “Migradollars and mortality: The effects of migration on infant survival in Mexico.” Demogaphy, Vol. 36, No. 3, pp. 339–353,

Kanbur, R. and H. Rapoport. (2005). “Migration selectivity and the evolution of spatial inequality.” Journal of Economic Geography, Vol. 5, No. 1, pp. 43–57,

Kapur D. (2004), Remittances: the new development mantra?, G-24 Discussion Paper Series, No. 29, United NationsKapur, Devesh and J. McHale. 2003. “Migration’s new payoff.” Foreign Policy, Vol. 139, November/December, pp. 49–57,

Kapur, D and J. McHale. (2003). “Migration’s new payoff.” Foreign Policy, Vol. 139, November/December, pp. 49–57,

Kapur (2003), Remittances**:** The New Development Mantra ?, G-24 Discussion Paper Series, nº 29 ... Stable Source of External Development Finance », Global Development Finance,

Kasinitz, Philip, Mary C Waters, John H Mollenkopf, and Merih, (2002). "Transnationalism and the Children of Immigrants in Contemporary New York." Pp. 96-122 in The changing face of home : the transnational lives of the second generation, edited by Peggy Levitt and Mary C. Waters,

Katz R., (1984), Empowerment and Synergy : Expanding the community's healing ressources. Prevention in Human Services. 3. P. 201-226,

King, R. and J. Vullnetari. (2006). “Orphan pensioners and migrating grandparents: The impact of mass migration on older people in rural Albania.” Ageing and Society, Vol. 26, pp. 783–816,

Klaver J. (1997). Migranten-netwerken in Los Angeles. *Geografie* 6:30-4,

Klooster, D.J. (2005), “Producing social nature in the Mexican countryside.” Cultural Geographies, Vol. 12, No. 3, pp. 321–344,

Kieffer C.H., (1984), Citizen empowerment: A developmental perspectives. In J. Rappaport, R. Hess, & C. Swift (EDS.), Studies in empowerment: Steps toward understanding and action. New York: The Hayworth Press,

Kireyev, A. (2006), The Macroeconomics of Remittances: The Case of Tajikistan. International Monetary Fund, Washington, DC,

Korner, Heiko. (1987), “International labour migration. Theoretical considerations and evidence from the experience of the Mediterranean sending countries.” Pakistan Development Review, Vol. 26, No. 4, pp. 723–734,

Kraus Melvyn, B. (1976), “The Economics of Guest Worker Problem: A Neo- Heckscher-Ohlin Approach"” Scandinavian Journal of Economics, 78, 3, pp. 470-476,

Kurosaki, T. (2006), “Consumption vulnerability to risk in rural Pakistan.” Journal of Development Studies, Vol. 42, No. 1, pp. 70–89,

Lachaud, Jean-Pierre (1999), “Envoi de Fonds, Inégalité et Pauvreté au Burkina Faso.” Center for Development Economics, University of Bordeaux, Bordeaux,

Lachaud, Jean-Pierre (2002), Pauvreté monétaire et privations des capacités en Afrique, contribution à l’analyse des interactions, série de recherche 6, Université Montesquieu, Bordeaux IV, Centre d’économie et du développement,

Lachaud, Jean-Pierre, (2004), Crise ivoirienne, envois de fonds et pauvreté au Burkina Faso : DT/90/2004 ; Centre d'Economie du Développement ; Université Montesquieu-Bordeaux IV,

Lachaud, Jean-Pierre, (2005), Transferts privés de Côte d'Ivoire, et pauvreté durable et transitoire au Burkina Faso : DT/93/2004 ; Centre d'Economie du Développement ; Université Montesquieu-Bordeaux IV,

Lachaud, Jean-Pierre (2005), Modélisation des déterminants de la pauvreté durable et transitoire, et capital social aux Comores : DT/108/2005 ; Centre d'Economie du Développement ; Université Montesquieu-Bordeaux IV,

Lafon Michel (1990), *Paroles et Discours d'Ali Soilihi, président des Comores 1975-1978*, Paris, Inalco, Travaux et Documents du CEROI, n° 9,

Lanzona, L. (1998), "Migration, Self-Selection and Earnings in Philippine Rural Communities." Journal of Development Economics 56(1):27–50,

Lautier B. (2001), « Sous la morale, la politique : la Banque mondiale et la lutte contre la pauvreté », *Politique africaine*, n° 82, juin, pp. 169-176,

Legros Charles [1909], *La Grande Comore 1884-1909*, rapport à la Commission sénatoriale relative à l'annexion des Comores,

Lee et autres (1983), Notes and comments, generalized econometric models with selectivity, Econometrica, Vol 51 N° 2,

Leon-Ledesma, M. and M. Piracha. (2004), "International migration and the role of remittances in Eastern Europe." international Migration, Vol. 42, No. 4, pp. 65–83,

Lewis JR. (1986). International Labour Migration and Uneven Regional Development in labour Exporting Countries. Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie 77:27-41,

Lindley, Anna. (2006), Migrant Remittances in the Context of Crisis in Somali Sociey. Humanitarian Policy Group, Overseas Development Institute, London,

Lipton, Michael. (1980). "Migration from the rural areas of poor countries: The impact on rural productivity and income distribution." World Development, Vol. 8, No. 1, pp. 1–24.

Lowell, B.L. et R.O. de la GARZA (2000), The Developmental Role of Remittances in US Latino Communities and in Latin American Countries, A Final Project Report, Inter-American Dialogue,

Lowell, L.B. and A. Findlay. (2002). Migration of Highly Skilled Persons from Developing Countries: Impact and Policy Responses. International Labour Organization, Geneva, and United Kingdom Department for International Development, London,

Lucas, Robert E.B. and Oded Stark. (1985). "Motivations to remit: Evidence from Botswana." Journal ofPolical Economy, Vol. 93, No. 5, pp. 901–918,

Luis Miotti, El Mouhoub Mouhoud, Joel Oudinet, (2009) « Migrations et déterminants des transferts de fonds vers les pays du sud de la méditerranée », Caisse des dépôts,

Malthus, Thomas Robert (1798), Essai sur le principe de population (1ère édition),

Martin PL, Taylor JE. (1996). The anatomy of a migration hump. In Development strategy, employment, and migration: Insights from models, ed. JEe Taylor, pp. 43-62,

Massey DS, Arango J, Hugo G, Kouaouci A, Pellegrino A, Taylor JE. (1993). Theories of international migration: A review and appraisal. Population and Development Review 19:431-66,

Massey DS, Arango J, Hugo G, Kouaouci A, Pellegrino A, Taylor JE. (1998). Worlds in motion: Understanding international migration at the end of the millennium. Oxford: Clarendon Press,

Massimiliano Cali & Carlo Menon, (2009). "Does Urbanisation Affect Rural Poverty? Evidence from Indian Districts," SERC Discussion Papers 0014,

Massimilano Calì with Salvatore Dell'Erba; (2009); The global financial crisis and remittances What past evidence suggests Overseas Development Institute (ODI) London,

Matisse, (1998), Stratégie de développement pour les Comores, Rapport d'études réalisé sur demande du PNUD,

McCormick and Wahba (2000), "Overseas Employment and Remittances to a Dual Economy". The Economic Journal, vol. 110 no. 463, 509-534,

McCormick B. and Wahba J. (2001), "Overseas work experience, savings and entrepreneurship amongst return migrant to LDCs", *Scott. Journal of Polit. Econ.* 48(2), pp.164-77,

McCormick, B. and J. Wahba. (2003). "Return international migration and geographical inequality: The case of Egypt." Journal of African Economies, Vol. 12, No. 4, pp. 500–532,

McElroy, M..B., Horney, M.J. (1981). «Nash-bargained household decisions: towards a generalisation of the theory of demand», International economic review, vol.22, n°2,

McElroy, M..B. (1990). «The empirical content of Nash-bargained household behavior», The journal of human resources, vol.25, n°4,

McKenzie, David J. (2006). "Beyond remittances: The effects of migration on Mexican households." In Çaglar Özden and Maurice Schiff (eds.), op. cit,

Meins, Robert, (2009). Remittances in times of financial instability. March. Washington, DC: Inter-American Development Bank (IDB),

Merkle, L. and K.F. Zimmermann, (1992). "Savings, remittances and return migration." Economic Letters, Vol. 38, No. 1, pp. 77–81,

Mohamed Nidhoim (1993), *Les Apports financiers des émigrants à la Grande Comore*, mémoire de fin d'études, ENES, Mvouni ,

Montero (J.R.), Torcal (M.), (2000). « La formación y consecuencias del capital social en España », Revista Española de Ciencia Política I(2), pp. 79-121 (version anglaise dans J.W. van DETH eta,.

Mora, Jorge and J. Edward Taylor. (2006), "Determinants of migration, destination, and sector choice: Disentangling individual, household, and community effects." In Çaglar Özden and Maurice Schiff (eds.), op. cit,

Myntti, Cynthia, (1984). "Yemeni workers abroad." Merip Reports, Vol. 124, No. 5, pp. 11–16,

Newton (K.), (1999a.) « Social and political trust », dans P. Norris (ed.), Critical Citizens : Global Support for Democratic Government, Oxford, Oxford University Press,

Nong Zhu, et Xubei Luo (2006), Non farm activity and rural income inequality, a case study of two provinces in China. The World Bank Development Economics,

Nyberg-Sorensen, N., N. Van Hear and P. Engberg-Pedersen. (2002), "The migration-development nexus: Evidence and policy options state-of-the-art overview." International Migration, Vol. 40, No. 5, pp. 3–47,

Nyberg-Sorensen, N. (2004), Migrant Remittances as a Development Tool: The Case of Morocco. Danish Institute for Development Studies, Copenhagen,

Nwajiuba, Chinedum, (2005). international Migration and Livelihoods in Southeast Nigeria. Global Commission on International Migration, Geneva,

Osaki, K. (2003). Migrant remittances in Thailand: Economic necessity or social norm. Journal of Population Research, 20(2), 203-222,

Chavez, R. A. P. (2004). Remittances as a Strategy to Cope With Systemic Risk: Panel Results from Rural Households in El Salvador. Unpublished PhD, Ohio State University, Columbus,

Osili, U. O. (2007). Remittances and savings from international migration: Theory and evidence using a matched sample. Journal of Development Economics, 83, 446-456,

Ostergaard-Nielsen, Eva (eds.). (2003). International Migration and Sending Countries: PerceptionsPolicies and Transnational Relations. Palgrave Macmillan, Basingstoke,

Owens, E., (1987), The Future of Freedom in the Developing World, Pergamon Press,

Özden, Çaglar and Maurice Schiff. (2005). "Overview." In Çaglar Özden and Maurice Schiff (eds.), op. Cit,

Papademetriou, Demetrios G. (1985). "Illusions and reality in international migration: Migration and development in post–World War II Greece." Internaional Migration, Vol. 23, No. 2, pp. 211–223,

Papademetriou, Demetrios G. and P.L. Martin (eds.). (1991). The Unsettled Relationship. Labor Migraion and Economic Development. Greenwood Press, New York,

Parrado, E.A. (2004). "International migration and men's marriage in western Mexico." Journal of Comparative Family Studies, Vol. 35, No. 1, pp. 51–72,

Parrado, E.A. and C.A. Flippen. (2005). "Migration and gender among Mexican women." American Sociological Review, Vol. 70, No. 4, pp. 606–632,

Pieke, Frank, Nicholas Van Hear and Anna Lindley. (2005). Informal Remittance sysems in Africa, Caribbean and Pacific (ACP) Countries. United Kingdom Department of International Development, London, European Community Poverty Reduction Effectiveness Programme, Brussels, and Deloitte and Touche, New York,

PNUD (1990) , Rapport Mondial sur le Développement Humain (RDH), Nations Unies, New York , 1990

Poirine, Bemard, (1997), "A Theory of Remittances as an Implicit Family Loan Arrangement," *World Development* 25(4): 589–611,

Poirine, Bernard. (2006). "Remittances sent by a growing altruistic diaspora: How do they grow over time?" Asia Pacific Viewpoint, Vol. 47, No. 1, pp. 93–108,

Portes A, Landolt P. (1996). Unsolved Mysteries: The Tocqueville Files II. *The American Prospect* 7,

Puri, S. et T. Ritzema (1999), Migrant Worker Remittances, Micro-Finance and the Informal Economy: Prospects and Issues, Working Paper no 21, Social Finance Unit, International Labour Organization, Geneva,

Pradhan, Menno & Ravallion, Martin, (1998). "Measuring poverty using qualitative perceptions of welfare," Policy Research Working Paper Series 2011, The World Bank,

Pribilsky, J. (2004). "'Aprendemos a convivir': Conjugal relations, co-parenting, and family life among Ecuadorian transnational migrants in New York City and the Ecuadorian Andes." Global Network: A Journal of Tansnational Affairs, Vol. 4, No. 3, pp. 313–334,

Putnam**,** R. D. **(**1995**).** Bowling alone: America's declining social capital. Journal of Democracy, 6 (1), 65-78,

Quibria, M.G. (1997), « International Migration, Remittances and Income Distribution in Source, Country: A Synthesis », *Bulletin of Economic Research*, vol. 49(1), pp. 29-46,

Rapoport J., (1987). Terms of empowerment/exemplars of prevention: toward a theory for community psychology. Amérícan Journal of Community Psychologie, 15, 121-148,

Rapoport, H. & Docquier, F., (2004). The economics of migrants' remittances, dans Gerard-Varet, L.-A., Kolm, S.C., Mercier-Ythier, J. (Eds.), *Handbook of the Economics of Giving, Reciprocity and Altruism*,

Rapoport, H. and F. Docquier, (2005), "The Economics of Migrants' Remittances," Discussion, Paper No. 1531, Institute for the Study of Labor, Bonn, Germany,

Rapport des Nations Unies sur la population mondiale, (2005), Division de la population,

Ratha, Dilip. (2007). "Workers' remittances: An important and stable source of external development finance." Global Development Finance 2007. World Bank, Washington, DC,

Ratha, Dilip. (2008). "Workers' remittances: An important and stable source of external development finance." Global Development Finance 2008. World Bank, Washington, DC,

Ravallion (1996), « Issues in modeling and measuring poverty », World bank research observer,

Rawls, John (1971), *Theory of Justice,*

Reichert**,** Joshua S. (1981). "The Migrant Syndrome: Seasonal U.S. Wage Labor and Rural Development in Central Europe, Development Prospects Group, The World Bank,

Riccardo Faini, (2004) Development, Trade, and Migration, Fonds Monétaire International, Universite´ de Brescia et CEPR,

Ritaine (É.), (1997). « La capacité politique des régions en Europe du Sud », dans P. LE GALÈS et C. LEQUESNE (dir.), Les paradoxes des régions en Europe, Paris, La Découverte (traduction anglaise, Routledge,

Robeyns, I. (2006) « The capability approach in practice », *Journal of Political Philosophy,* 17(3), p. 351-376,

Rodenburg, Janet. (1997). In the Shadow of Migration: Rural Women and Their Households in North Tapanuli, Indonesia. KITLV Press, Leiden,

Rouveyran Jean-Claude, Djabiri Ahmed (1968), « Le “Dola N’kou” ou grand mariage comorien», *Revue Tiers Monde*, 9 (33) : 95-127,

Rubén G. RUMBAUT, and Alejandro Portes (2001), “Legacies The Story of the Immigrant Second Generation”, in America at Century’s End,. (ed.), Berkeley, University of California Press,

Sabates-Wheeler, R., R. Sabates and A. Castaldo. (2005). Tackling Poverty-Migration Linkages: Evidence from Ghana and Egypt. Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty, University of Sussex, Brighton,

Saïd Ahamada M’boussouri, (2003) : Etude sur la Diaspora et recommandations pour sa plus grande implication dans le développement des Comores,

Steve Boucher, Oded Stark and J. Edward Taylor, (2005), A Gain with a Drain? Evidence from Rural Mexico on the New Economics of the Brain Drain, Giannini Foundation for Agricultural Economics,

Salih, Ruba, (2001.) “Moroccan migrant women: Transnationalism, nation-states and gender.” Journal of Ethnic and Migration Studies, Vol. 27, No. 4, pp. 655–671,

Salt J. (1987),. Contemporary Trends in International Migration Study. *International Migration* 25:241-51,

Sana, M. and D.S. Massey, (2005), “Household Composition, Family Migration, and Community Context: Migrant Remittances in Four Countries,” *Social Science Quarterly* 86(2): 509–528,

Schoorl J. (1998), The Analysis Generating International Migration. A multi-country approach to study the determinants of migration,

Schiff, Maurice. (1994), How Trade, Aid, and Remittances Affect International Migraion. International Economics Department, World Bank, Washington, DC,

Schultz, T. P. (1982), “Notes on the Estimation of Migration Functions.” In R. Sabot, ed., Migration and the Labor Market in Developing Countries. Boulder: Westview Press,

Semyonov, M. and A. Gorodzeisky. (2005), “Labor migration, remittances and household income: A comparison between Filipino and Filipina overseas workers.” nternational Migation Review, Vol. 39, No. 1, pp. 45–68,

Sen, A. (1981), Poverty and Famines, an essay on entitlements and deprivation, Oxford: Oxford University Press,

Sen, A. (1983a), « Poor relatively speaking », Oxford Economic Papers, vol.35, n°2, p. 153-169,

Sen, A. (1983b), Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation. New York : Oxford University Press,

Sen A. (1992), Inequality Re-examined, Harvard, Harvard University Press,

Sen A. (1993), « Internal Consistency of Choice », Econometrica, vol. 61, n°3, pp. 495-521,

Sen A. (1997), Editorial: Human Capital and Human Capability. *World Development* 25:1959-61,

Sen A. (1999), Development as Freedom, Oxford, Oxford University Press,

Sen A. (2004), « Capabilities, Lists and Public Reason : continuing the conversation », Feminist Economics, 10(3),

Shepherd Gillian M. (1977), « Two Marriage Forms in the Comoro Islands : an Investigation », *Africa*, 47 (4) : 344-59,

Shepherd Gillian M. (1980) « The Comorians and the East African Slave Trade », in James L. Watson (ed), *Asian and African Systems of Slavery*, Berkeley, University of California Press : 73-99,

Sirven, N., (2004), Capital social et développement : concepts, théories et éléments empiriques issus du milieu rural de Madagascar, Université Bordeaux IV, thèse de doctorat nouveau, ged.u-bordeaux4.fr/ced04.htm,

Skeldon R. 1997, *Migration and development: A global perspective*. Essex: Longman,

Solow, R., (1956), "A Contribution to the Theory of Economic Growth," *Quarterly Journal of Economics*, 70, 65-94,

Stahl, Charles W. and Fred Arnold, (1986), "Overseas Workers' Remittances in Asian Development," *International Migration Review*, 20 (4): 899-925,

Stark Oded , and D. Bloom, (1985), "The New Economics of Labor Migration," American Economic Review, 75: 173–178,

Stark Oded , and R.E.B. Lucas, (1988), "Migration, remittances and the family," Economic Development and Cultural Change 36 (3): 465–481,

Stark Oded, (1991), The Migration of the Labor. Blackwell, Cambridge and Oxford, 1991,

Stark Oded and J. E. Taylor (1991), "Migration Incentives, Migration Types : The Role of Relative Deprivation". In O. Stark, The Migration of Labour, Oxford and Cambridge, Mass, Blackwell,

Stark Oded, (1995), Altruism and Beyond, Oxford and Cambridge: Basil Blackwell,1995,

Stark Oded, You Qiang Wang, (2000), A Theory of Migration as a Response to Relative Deprivation, Discussion Papers on Development Policy, Bonn,

Stark Oded, (2001), Migration Dynamics, Institut für Höhere Studien (IHS), Wien Institute for Advanced Studies, Vienna,

Stark Oded, (2004), Rethinking the Brain Drain, University of Bonn, Germany, University of Vienna, Austria,

Stark Oded, Maja Micevska, Jerzy Mycielski, (2009), Relative poverty as a determinant of migration: Evidence from Poland, *Economics Letters 103 (2009) 119–122,*

Streeten P, et Alii (1984), Basic needs, some unsettled questions, world development, vol 12, PP 973 à 978,

Streeten P.,(1993), "The special problems of small economies", World Development, Volume 21 ; n° 2, pp. 197-202,

Taylor E. (1984), Egyptian migration and peasant wives. *Merip reports* 124:3-10,

Taylor JE. (1986), Differential Migration, Networks, Information and Risk. In *Migration theory, human capital and development*, ed. Oe Stark, pp. 147-71. Greenwich, Conn, JAI Press,

Taylor JE. (1999). The new economics of labour migration and the role of remittances in the migration process. *International Migration* 37:63-88,

Taylor JE, Arango J, Hugo G, Kouaouci A, Massey DS, Pellegrino A. (1996a), International migration and community development. *Population Index* 62:397-418,

Taylor JE, Arango J, Hugo G, Kouaouci A, Massey DS, Pellegrino A. (1996b). International migration and national development. *Population Index* 62:181-212,

Taylor JE, Wyatt TJ. (1996). The shadow value of migrant remittances, income and inequality in a household-farm economy. *Journal of Development Studies* 32:899-912,

Taylor MJ, Moran-Taylor MJ, Ruiz DR. (2006). Land, ethnic, and gender change, Transnational migration and its effects on Guatemalan lives and landscapes. *Geoforum* 37:41-61,

Taylor J. EDWARD, (2007), Migration and Income Diversification: Evidence from Burkina Faso, University of California, Davis, USA, doi:10.1016/j.worlddev.2007.03.009,

Temime Emile, (2005), Migrance, histoire de la migration à Marseille,

Temple, J., (1999), "The New Growth Evidence," *Journal of Economic Literature*, 37, 1, 112-56,

Teto, Abdelkader, (2001). Contribution des transferts à la solidarité sociale et familiale, à la consolidation des filets de sécurités et de protection contre la pauvrété: Cas du Maroc. Sana'a, Yemen,

Thalif Deen, (2009**),** Migration: Financial Crisis Eroding Remittance Lifeline, Geneva, Organisation for Migration (IOM),

Theodore Schultz, (1961), Investment in Human Capital, AER, Reflections on Investment in Man, JPE, Economic Journal,

Thieme, Susan and Simone Wyss. (2005). "Migration patterns and remittance transfer in Nepal: A case study of Sainik Basti in western Nepal." International Migration, Vol. 43, No. 5, pp. 59–98,

Todaro MP. (1969). A model of labor migration and urban unemployment in less-developed countries. *American Economic Review* 59:138-48,

Todaro MP, Maruszko L. (1987). Illegal migration and US immigration reform: A conceptual framework. *Population and development review* 13:101-14,

Tom De Bruyn et Johan Wets, (2006), Remittances and Development, IOM,

UNICEF- Viet Nam Institute of Sociology, (2009): Report on the impact of the economic downturn on international labour migrants and their families,

Van Hear, Nicholas. (2004), "Diasporas, remittances, development, and conflict." Migration Informaion Source, Migration Policy Institute, Washington, DC. June. www.migrationinformation.org,

Van Rooij, Aleida, (2000), Women of Taghzoute: The Effecs of Migration on Women Left Behind in Morocco. M.A. Thesis, University of Amsterdam,

Verin Pierre, (1994). - *Les Comores.* - Paris, Karthala, 263 p.,

Vivier Géraldine (1999), *Les Migrations Comores-France. Logiques familiales et coutumières à Ngazidja*, thèse du 3e cycle, université de Paris-X Nanterre,

Waldorf B. (1998). A network-based model of international migration. In *Crossing borders: Regional and urban perspectives on international migration*, ed. P Gorter, P Nijkamp, J Poot, pp. 323-35. Aldershot: Ashgate,

Walker Lain, (2006), Les aspects économiques du grand mariage de Ngazidja (Comores), candidat doctoral, département d'anthropologie, University of Sydney, NSW 2006, Australie,

Wallerstein I. (1974). The Modern World System I, Capitalist Agriculture and the Origins of the European World Economy in the Sixteenth Century. New York: Academic Press,

Wallerstein I. 1980. The Modern World System II, Mercantilism and the Consolidation of the European World-Economy, 1600-1750. New York: Academic Press,

Wallerstein, N. & Bernstein, E. (1988). Empowerment education: Freire's idea adapted to health education. Health Education Quarterly, 15(4), 379 – 394. WHO,

Wolff, François-Charles and Dimova, Ralitza (2008), Are private transfers poverty and inequality reducing ? Household level evidence from Bulgaria, Journal of Comparative Economics, ScienceDirect,

Woodruff, C. and R. Zenteno, (2007), "Migration Networks and Microenterprises in Mexico," *Journal of Development Economics* 82, pp. 509–528,

Yang, Dean. (2004). International Migration, Human Capital, and Entrepreneurship: Evidence from Philippine Migrans' Exchange Rate Shocks. University of Michigan, Ann Arbor,

Yang, D., & Choi, H. (2005). Are Remittances Insurance? Evidence from Rainfall Shocks in the Philippines University of Michigan School of Public Policy/Department of Economics Discussion, Paper, 535,

Yoko Niimi, Thai Hung Pham and Barry Reilly, (2009), Determinants of Remittances: Recent Evidence Using Data on Internal Migrants in Vietnam, *Asian Economic Journal 2009, Vol. 23 No. 1, 19–39,*

Younoussa Imani, (2008) : Impact des transferts des fonds sur la pauvreté aux Comores : «Envois de fonds, inégalité et pauvreté dans les pays en développement» Lare-efi - Université Montesquieu-Bordeaux IV,

Zarate-Hoyos, G.A. (2004) "Consumption and remittances in migrant households: Toward a productive use of remittances." Contemporary Economic Policy, Vol. 22, No. 4, pp. 555–565,

Zelinsky Z. (1971). The Hypothesis of the Mobility Transition. *Geographical Review* 61:219-49,

Zhu, Nong and LUO Xubei (2006), « Regional Diffrences in China's Urbanization and its Determinants », in SHAH Anwar, SHEN Chunli, ZOU Heng-fu (eds), *Regional Disparities in China*, pp.319-355, The World Bank,

Zimmerman M.A., (1990), Taking aim on empowerment research: On the distinction between individual and psychological concepts. Américan Journal Psychology 18: 169-177.

Annexes

TABLEAU AI.1 : REPARTITION DE LA POPULATION RESIDANTE PAR CATEGORIE DE VILLAGES SELON L'ILE

CATEGORIES DE VILLAGES	COMORES		MWALI		NDZOUANI		NGAZIDJA	
	POPU-LATION	VILLAGES	POPU-LATION	VILLAGES	POPU-LATION	VILLAGES	POPU-LATION	VILLAGES
Moins de 500 habitants	22391	68	1751	6	3006	10	17634	52
[500 - 1000[	55942	75	4177	6	10984	14	40781	55
[1000 - 1500[	78711	63	7571	6	23303	19	47837	38
[1500 - 2000[	45801	27	1917	1	19060	11	24824	15
[2000 - 2500[	60172	27	2096	1	17865	8	40211	18
[2500 - 3000[	38172	14	5358	2	11058	4	21756	8
[3000 - 3500[	19472	6	0	0	6146	2	13326	4
[3500 - 4000[	26620	7	0	0	7809	2	18811	5
[4000 - 4500[	20960	5	0	0	12779	3	8181	2
[4500 - 5000[	9449	2	0	0	4638	1	4811	1
5000 habitants et plus	197970	21	12881	1	127085	16	58005	4
TOTAL	**575660**	**315**	**35751**	**23**	**243732**	**90**	**296177**	**202**

Source : Direction Nationale du Recensement, RGPH 2003.

TABLEAU AI.2 : POPULATION ET DENSITES DE LA POPULATION AUX RECENSEMENTS DE 1980, 1991 et 2003

ILE	POPULATIONS ANNUELLLES			TAUX D'ACCROISSEMENT (%)		DENSITES ANNUELLES (habs/km^2)		
	1980	1991	2003	1980-1991	1991-2003	1980	1991	2003
MWALI	16536	24331	35751	3,6	3,3	57,0	83,9	123,3
NDZOUANI	135958	188953	243732	3	2,1	320,7	445,6	574,8
NGAZIDJA	182656	233533	296177	2,3	2,0	159,2	203,6	258,2
Ensemble	**335150**	**446817**	**575660**	**2,7**	**2,1**	**180,1**	**240,1**	**309,3**

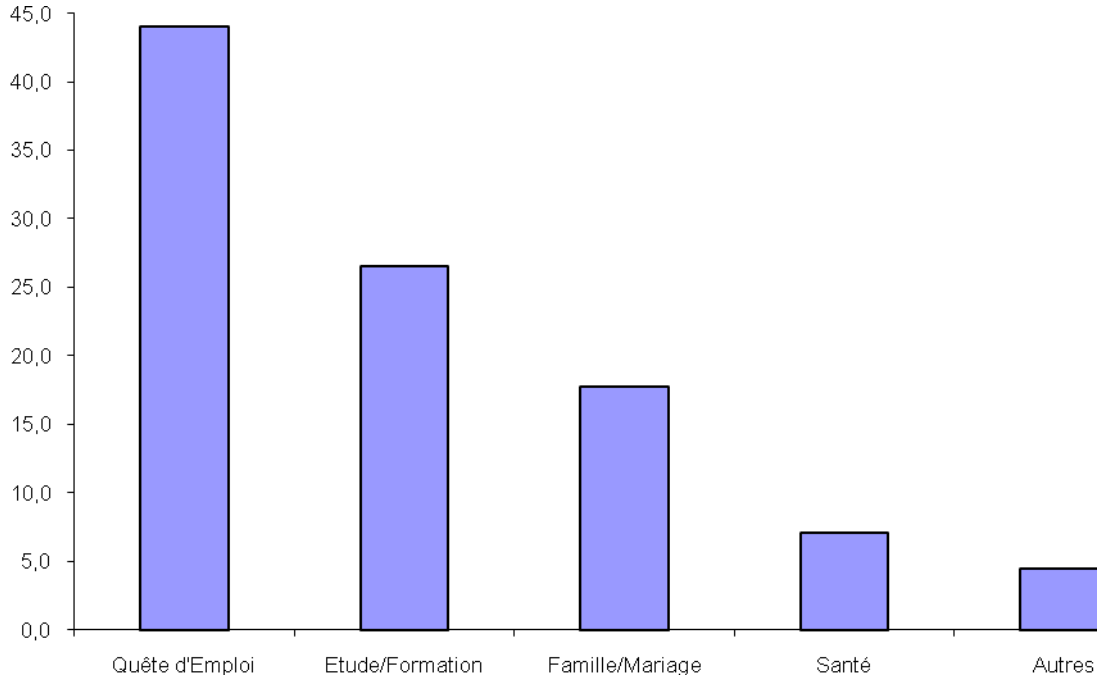
Source : Direction Nationale du Recensement, RGPH 2003.

Tableau A1.1: Répartition des émigrants par île selon le lieu de destination

Pays/Zone de destination	Mwali		Ndzuwani		Ngazidja		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Madagascar	80	3,9	876	42,7	1093	53,3	2049	100,0
Mayotte	321	2,1	9937	64,9	5061	33,0	15319	100,0
France	74	1,0	374	4,9	7239	94,2	7687	100,0
Autres îles de la COI	13	2,8	73	15,8	376	81,4	462	100,0
Pays Arabes	85	3,8	128	5,7	2026	90,5	2239	100,0
Afrique de l'Est	9	3,1	35	13,4	221	83,5	265	100,0
Autres Afrique Sub	29	5,1	57	9,9	490	85,0	576	100,0
Autres pays étrangers	22	6,3	105	31,6	206	62,0	333	100,0
Total	633	2,2	11585	40,0	16711	57,8	28929	100,0

Source : Direction Nationale du Recensement, RGPH 2003.

Graphique A.1.1 : Proportion des émigrants selon leur motif d'émigration



Source : Direction Nationale du Recensement, RGPH 2003.

Tableau A.1.2: Répartition des émigrants par île selon le motif de la migration

Motif de la migration	Mwali		Ndzuwani		Ngazidja		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Quête d'emploi	145	1,2	4878	41,4	6752	57,3	11775	100,0
Etudes/Formation	220	3,1	1636	22,8	5327	74,2	7182	100,0
Famille/Mariage	131	2,8	2385	50,6	2200	46,7	4716	100,0
Santé	54	2,8	848	44,9	988	52,3	1890	100,0
Autres	51	4,3	616	51,9	520	43,8	1188	100,0
Total	601	2,2	10363	38,7	15786	59,0	26750	100,0

Source : Direction Nationale du Recensement, RGPH 2003.

Tableau A2.1 : Répartition en (%) des chômeurs selon le sexe et par diplôme

DIPLOMES	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE
AUCUN	15,7	26,8	20,4
CEPE	2,7	3,2	2,9
BEPC	6,5	7,4	6,9
BEP	0,0	0,1	0,1
BAC	12,2	10,9	11,6
BTS	19,1	24,9	21,6
CAE	0,3	0,0	0,2
CAP	0,1	0,0	0,1
DEUG	15,1	15,3	15,2
LICENCE	12,2	5,6	9,4
MAITRISE	11,9	5,3	9,1
INGENIEUR	1,8	0,1	1,1
DEA	1,2	0,3	0,8
DOCTORAT	0,6	0,0	0,3
AUTRES	0,7	0,1	0,4
Total	**100**	**100**	**100**

Source : Direction Nationale du Recensement, RGPH 2003.

Tableau A.2.2: Statistiques sur les envois de fonds de la diaspora aux Comores(en millions FC)

ANNEE	ACHATS de Devises par le système bancaire	TRANSFERTS Reçus	Billets Thésaurisés	TOTAL
1999	13 273	754,5		**14 027**
2000	15 174	2 106,3		**17 281**
2001	17 991	3 086,4		**21 077**
2002	13 919	3 687,0		**17 606**
2003	12 340	4 681,0	-	**17 021**
2004	18 295	5 542,0	2 744	**26 581**
2005	19 981	6 390,0	4 995	**31 367**
2006	22 376	7 979,6	5 594	**35 950**
2007	22 852	9 441,5	5 713	**38 006**
2008	31 519	10 254,1	7 880	**49 653**
2009	30 353	12 650,7	7 588	**50 592**

Source : Données officielles de la Banque Centrale des Comores (BCC)

Note technique de la BCC sur la méthode d'estimation des envois de fonds aux Comores

Pour la compilation des statistiques de la Balance des paiements, la BCC distingue, conformément aux recommandations du 5ème manuel du FMI :

* Envois de fonds des travailleurs : 100% des transferts formels
75% des achats de devises par le système bancaire

* Autres transferts : Apports en nature, évalués à 35% de 25% des achats du système bancaire,

* Billets euro thésaurisés :
pour 2003, la BCC a considéré qu'il n'y a pas eu de thésaurisation cette année-là, qui correspond à la mise en place de l'euro fiduciaire.

Pour 2004, le montant thésaurisé est évalué à 15% des achats du système
A partir de 2005, le montant thésaurisé est évalué à 25% des achats du système bancaire

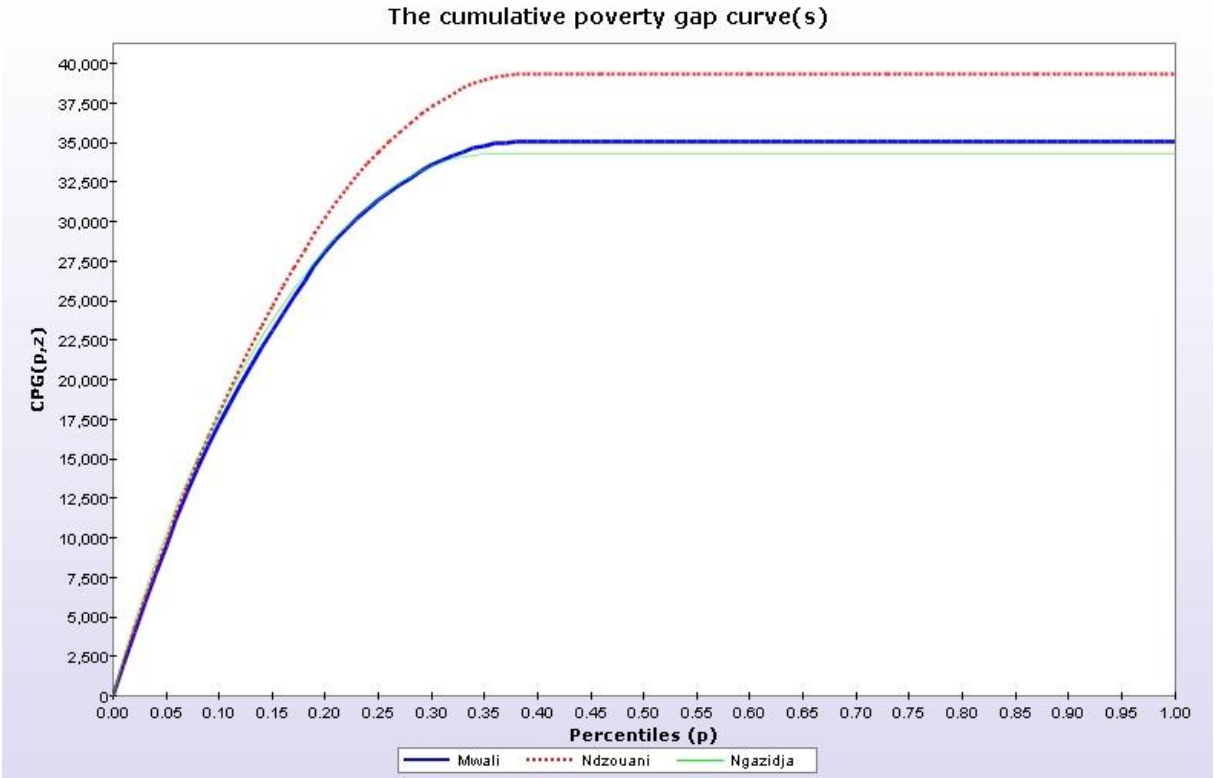
Tableau A.3.1 : Mesures de la pauvreté selon les ménages et les individus suivant la zone de résidence.

	FGT							Consommation réelle par tête (000 FC)	N
	Ménages						Individus		
Paramètre	Incidence		Intensité		Inégalité				
	(α=0)		(α=1)		(α=2)		P0		
Milieu	Valeur P0	*Contribution*	Valeur P1	*Contribution*	Valeur P2	*Contribution*			
Localisation géographique	**Seuil de pauvreté = 285 144 FC**								
Grande Comore	**35,3**	***46***	**12**	***44,9***	**5,8**	***45,2***	**42,7**	**661,3**	**1433**
Moroni	27,8	*6,9*	9,5	*6,7*	4,4	*6,5*	37,4	578,4	273
G. C. urbain secondaire	19,5	*2,1*	5,4	*1,7*	2,1	*1,3*	27,9	897,6	118
G. C rural	39,1	*37*	13,4	*36,5*	6,6	*37,3*	45,4	656,2	1042
Anjouan	**38,4**	***47,6***	**13,8**	***49,2***	**6,6**	***49,2***	**46,4**	**764,1**	**1368**
Anjouan urbain	25,2	*8,8*	8,5	*8,5*	3,7	*7,8*	31,3	763,5	384
Anjouan rural	43,5	*38,9*	15,8	*40,7*	7,7	*41,4*	52,1	764,3	985
Mohéli	**37,8**	***6,4***	**12,3**	***5,9***	**5,6**	***5,6***	**49,1**	**502,5**	**185**
Mohéli urbain	37,5	*3,5*	12,6	*3,4*	5,7	*3,2*	48,1	552,7	102
Mohéli rural	38,3	*2,9*	11,9	*2,6*	5,5	*2,5*	50,2	441,1	83
Ensemble	36,9	*100*	12,8	*100*	6,2	*100*	44,8	698,5	2987

(i) Toutes les mesures de la pauvreté sont multipliées par 100, donc en pourcentage ; (ii) Les contributions sont relatives à chaque milieu ; N est la taille pondérée de chaque zone.

Source : EIM 2004, N = 2987 ménages

Graphique A3.1 : Courbe cumulative de la pauvreté aux Comores



Source : EIM 2004, N = 2987 ménages

Tableau A3.2 : Statut socio – économique du chef de ménage selon le sexe et le milieu de résidence

Statuts / Milieu	Salarié protégé	Salarié non protégé	Micro-entrepreneur	Indépendant informel	Agriculteur céréales & autres non céréales	Agriculteur fruits, légumes & divers	Eleveur & divers	Pêcheur & divers	Apprenti & aide familial	Chômeur	Inactif	Total
Moroni	***19,7***	***28,3***	***4,6***	***15,0***	***0,6***	***5,2***	***-***	***-***	***0,6***	***1,7***	***24,3***	***100,0***
Masculin	*23,0*	*31,1*	*5,2*	*12,6*	*0,7*	*5,2*	*-*	*-*		*1,5*	*20,7*	*100,0*
Féminin	*7,9*	*18,4*	*2,6*	*23,7*	*-*	*5,3*	*-*	*-*	*2,6*	*2,6*	*36,8*	*100,0*
N	52	75	13	40	2	14	-	-	2	5	64	267
GC urbain secondaire	***10,3***	***17,8***	***2,8***	***7,1***	***1,5***	***7,8***	***0,9***	***4,1***	***4,3***	***7,6***	***35,9***	***100,0***
Masculin	*13,3*	*21,6*	*2,5*	*8,7*	*2,0*	*9,3*	*1,2*	*5,6*	*3,6*	*7,2*	*25,1*	*100,0*
Féminin	*2,0*	*7,1*	*3,7*	*2,5*	*-*	*3,7*	*-*	*-*	*6,3*	*8,6*	*66,1*	*100,0*
N	13	21	3	9	2	9	1	5	5	9	43	120
GC rural	***5,0***	***13,8***	***1,6***	***7,3***	***18,5***	***10,3***	***2,8***	***1,3***	***10,4***	***3,1***	***25,9***	***100,0***
Masculin	*6,2*	*17,6*	*2,0*	*7,1*	*20,2*	*12,1*	*3,7*	*1,8*	*9,5*	*2,3*	*17,5*	*100,0*
Féminin	*1,4*	*2,3*	*0,7*	*8,0*	*13,3*	*5,0*	*0,0*		*13,0*	*5,6*	*50,7*	*100,0*
N	51	141	17	74	189	106	28	14	106	32	264	1022
Anjouan urbain	***12,8***	***27,3***	***3,0***	***8,7***	***8,5***	***8,9***	***3,4***	***0,6***	***2,5***	***5,4***	***18,9***	***100,0***
Masculin	*14,8*	*33,4*	*3,8*	*7,5*	*6,8*	*9,0*	*3,9*	*0,8*	*1,5*	*4,6*	*13,9*	*100,0*
Féminin	*5,6*	*5,4*	*-*	*13,1*	*14,9*	*8,8*	*1,4*	*-*	*5,9*	*8,2*	*36,7*	*100,0*
N	49	103	11	33	32	34	13	2	9	21	71	378
Anjouan rural	***3,6***	***13,7***	***2,5***	***10,0***	***26,3***	***13,2***	***10,8***	***5,0***	***1,5***	***2,6***	***10,8***	***100,0***
Masculin	*4,3*	*16,0*	*3,0*	*10,0*	*23,8*	*12,3*	*12,7*	*6,0*	*1,5*	*1,9*	*8,4*	*100,0*
Féminin		*2,7*	*-*	*10,1*	*38,1*	*17,5*	*2,0*	*-*	*1,8*	*5,7*	*22,1*	*100,0*
N	34	129	23	95	249	125	102	47	14	24	101	943
Mohéli urbain	***8,6***	***22,7***	***2,8***	***7,6***	***4,0***	***21,6***	***4,1***	***2,5***	***4,7***	***5,1***	***16,2***	***100,0***
Masculin	*10,9*	*27,0*	*3,8*	*6,7*	*2,7*	*24,2*	*5,5*	*3,4*	*5,9*	*2,3*	*7,4*	*100,0*
Féminin	*2,2*	*10,4*	*0,0*	*10,2*	*7,8*	*14,0*	*-*	*-*	*1,5*	*13,0*	*40,8*	*100,0*
N	9	23	3	8	4	22	4	3	4	5	17	102
Mohéli rural	***8,7***	***7,0***	***1,5***	***8,6***	***9,8***	***23,6***	***10,5***	***3,8***	***12,8***	***2,3***	***11,5***	***100,0***
Masculin	*10,1*	*7,1*	*1,8*	*9,9*	*8,9*	*24,0*	*12,1*	*4,4*	*11,2*	*2,7*	*7,8*	*100,0*
Féminin		*6,0*	*-*	*-*	*15,8*	*20,8*	*-*	*-*	*22,9*	*-*	*34,6*	*100,0*
N	7	6	1	7	8	19	9	3	11	2	10	83
Ensemble	***7,3***	***17,1***	***2,4***	***9,1***	***16,7***	***11,3***	***5,4***	***2,5***	***5,2***	***3,3***	***19,6***	***100,0***
Masculin	*8,7*	*20,5*	*2,9*	*8,8*	*16,3*	*11,8*	*6,7*	*3,2*	*4,6*	*2,6*	*13,9*	*100,0*
Féminin	*2,2*	*4,9*	*0,6*	*10,3*	*17,9*	*9,4*	*0,6*	*-*	*7,6*	*6,0*	*40,3*	*100,0*
N	215	498	71	266	486	329	157	74	151	98	570	2915

Source : EIM 2004., N=2987 ménages

TableauA3.3 : Niveau de vie des ménages selon la zone de résidence

	Niveau de vie				
Zone	Pauvre	Intermédiaire	Riche	Total	N
Grande Comore	**35,3**	**33,6**	**31,1**	**100,0**	**1433**
Moroni	27,8	43,9	28,3	100,0	273
GC urbain secondaire	19,5	34,9	45,6	100,0	118
GC rural	39,1	37,8	23,2	100,0	1042
Anjouan	**38,4**	**32,0**	**29,6**	**100,0**	**1368**
Anjouan urbain	25,2	43,7	31,0	100,0	384
Anjouan rural	43,5	34,5	22,0	100,0	985
Mohéli	**37,8**	**37,8**	**24,4**	**100,0**	**185**
Mohéli urbain	37,5	39,7	22,8	100,0	102
Mohéli rural	38,3	44,2	17,6	100,0	83
Ensemble	36,9	38,1	25,0	100,0	2987

Source : EIM 2004, N= 2987 ménages

(i) les pauvres : dépenses inférieures à 285 144 Fc, (ii) les intermédiaires : les dépenses réelles par tête se situent entre 285 144 Fc et 578 238 Fc (iii) les riche : les dépenses réelles par tête et par excèdent le montant de 578 238 FC.

Tableau A3.4 : Pauvreté par CSP, suivant les ménages bénéficciares et non bénéficiaires des envois de fonds (en %)

Catégorie socio professionnelle (CSP)	Bénéficiaires des envois de fonds	Non bénéficiaires des envois de fonds	Ensemble
Salarié protégé	30,6	23,0	25,1
Salarié non protégé	38,9	36,0	36,1
Micro-entrepreneur	56,3	42,9	50,9
Indépendant informel	35,7	29,2	27,6
Agriculteur céréales & autres non céréales	34,2	43,1	40,4
Agriculteur fruits, légumes & divers	20,0	44,3	36,5
Eleveur & divers	46,7	51,3	51,4
Pêcheur & divers	30,0	55,2	52,9
Apprenti & aide familial	36,0	37,8	36,2
Chômeur	28,6	37,3	30,7
Inactif	31,0	43,6	40,3
Ensemble	33,7	39,9	37,8

Source : EIM 2004, N=2393

Tableau A4.1 : Participation communautaire et de la diaspora aux projets de développement (de 2006 à 2010)

		Soutien des associations de migrants pour le développement local		**Mobilisation des migrants comoriens hautement qualifiés**	
	Unité monétaire	**Montant investi**	Part des financements	**Montant investi**	Part des financements
Association locale	KMF	212 913 845	18%	29 085 000	16%
	€	432 779		59 120	
Diaspora	KMF	236 623 103	20%	12 794 829	7%
	€	480 972		26 007	
Autres	KMF	191 071 815	16%	39 257 000	21%
	€	388 382		79 796	
SUBVENTIONS PCUC	€	1 077 101		212 521	
	KMF	529 899 760	45%	104 553 691	56%
TOTAL PROJET	KMF	1 170 508 523	100%	185 690 520	100%
	€	2 379 234		377 444	

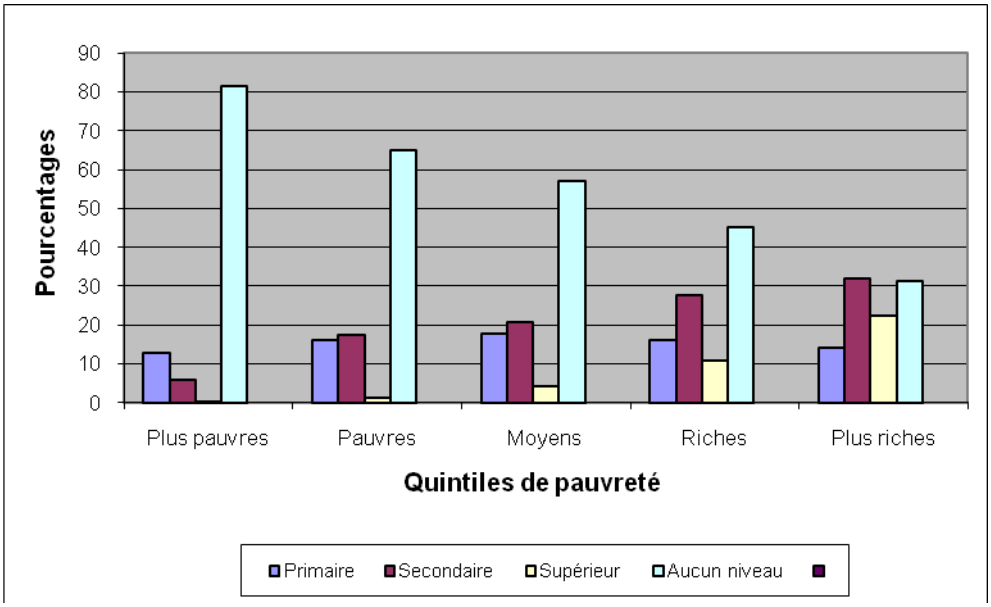
Source: PCUC (Programme de Coopération Décentralisé en Union des Comores)

Tableau A4.2 : Répartition en Pourcentage des ménages n'ayant pas accès aux éléments de confort par quintile.

Dimensions de la pauvreté monétaire	**Quintiles**				
	Plus pauvres	**Pauvres**	**Moyens**	**Riches**	**Plus riches**
Electricité	98,4	83,9	59,8	8,1	2,5
Télévision	99,9	98,2	90,8	33,2	6,6
Vidéo	100,0	99,4	94,8	51,9	9,0
Frigidaire / congélateur	100,0	99,7	96,2	68,9	21,6
Eau à domicile	89,0	79,5	60,8	45,9	43,8
Chasse d'eau (WC)	98,2	98,2	96,1	86,8	80,8
Voiture	100,0	99,7	98,4	92,6	62,7
Téléphone	100,0	99,6	97,4	83,5	39,2
Sans niveau d'instruction	80,7	64,4	56,4	43,4	30,3

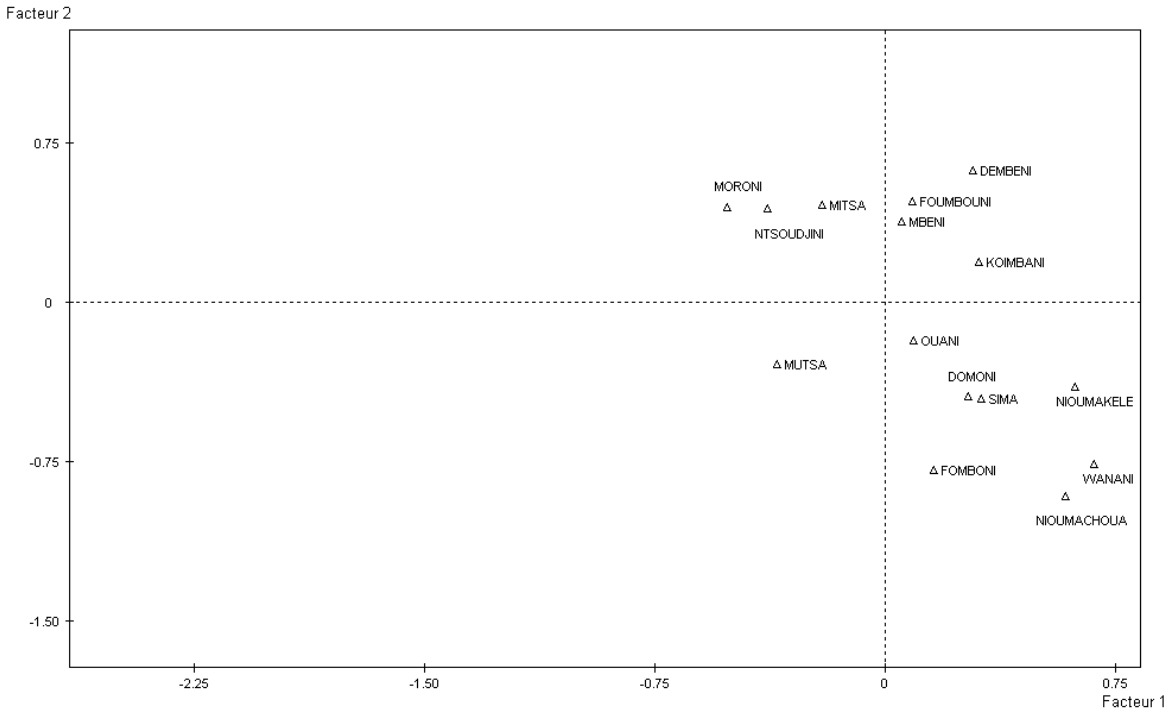
Source : RGPH 2003, Direction de la Statistique

Graphique A4.1: Pauvreté et éducation



Source : RGPH 2003

Graphique A4.2 : Plan factoriel : Pauvreté et préfecture de résidence



Source : RGPH 2003